

# RAPPORT AGRICOLE 2023



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR  
**Office fédéral de l'agriculture OFAG**



## Introduction

### La structure du suivi

« Elle [la Confédération] effectue un suivi de la situation économique, écologique et sociale de l'agriculture et des prestations d'intérêt public fournies par l'agriculture. », comme le dispose l'art. 185 de la loi sur l'agriculture (LAgr). L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a donc non seulement pour mandat de conduire des analyses économiques et écologiques, mais aussi de mener des études sur la situation sociale, c'est-à-dire la situation des **hommes et des femmes** qui font l'agriculture, et de diffuser les résultats de ces travaux.

Leur publication répond à une structure qui intègre les domaines suivants. Dans le Rapport agricole, les articles correspondants sont classés dans les sous-rubriques intitulées « Famille paysanne » et « Société ».

### Structure du suivi de la situation sociale dans l'agriculture

Articles du Rapport agricole 2023		
Domaines	« Famille paysanne »	« Société »
Enquêtes ou études réalisées sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG)	-	Habitudes de consommation
Évaluations spécifiques d'enquêtes nationales conduites par la Confédération	Conditions de travail et de vie (l'évaluation spécifique n'existe pas cette année, pour des raisons méthodologiques) Assurances et prestations sociales	-
Projets financés ou soutenus par l'OFAG	Prévention de l'épuisement professionnel (burn-out) dans l'agriculture Agriculture socialement durable du point de vue des personnes concernées Transformer l'agriculture pour la rendre moins tributaire des pesticides : le rôle des paysans et des paysannes Liste des projets en cours ou achevés l'année sous revue, principalement ceux qui concernent la famille paysanne	-

La Confédération apporte son soutien aux exploitations agricoles, comme le prévoit l'art. 104 de la Constitution fédérale. Ces exploitations, en l'occurrence les familles paysannes, confèrent à notre agriculture son identité. On entend par « familles paysannes » tant des couples avec ou sans enfants que des personnes seules. Leurs membres accomplissent des tâches aussi nombreuses que variées, mais ils sont unanimes sur un point : ce sont l'indépendance et le travail au grand air au contact des animaux qui comptent le plus à leurs yeux. Vie privée et vie professionnelle s'articulent autour de la ferme. La présente section du rapport concerne donc la situation des **familles paysannes** et comprend les articles suivants :

- Le chef de projet de prévention de l'épuisement professionnel dans l'agriculture présente les résultats de ce travail, réalisé sous l'égide de la Haute école spécialisée de Suisse orientale (Ostschweizer Fachhochschule, OST).
- Un article présente les résultats passionnants d'une étude visant à identifier ce qui constituerait une agriculture socialement durable du point de vue des personnes concernées, par une cheffe de projet chez Agroscope.

## L'HUMAIN &gt; INTRODUCTION



- Un autre présente l'explication, par une autre responsable de projet chez Agroscope, du rôle que les paysans et les paysannes peuvent jouer pour rendre l'agriculture moins dépendante des pesticides.
- Il est malheureusement impossible de rendre compte des conditions de vie et de travail de la population paysanne de Suisse, car l'évaluation spécifique de l'Enquête suisse sur la population active, publiée par l'Office fédéral de la statistique, n'a pas pu être réalisée cette année, pour des raisons méthodologiques. Nous espérons pouvoir le faire à nouveau l'an prochain.
- Des évaluations spécifiques de l'Office fédéral de la statistique et de l'Office fédéral des assurances sociales indiquent le montant que perçoivent les familles paysannes au titre des assurances sociales et des aides sociales.
- Pour être exhaustif, il est ensuite fait mention des projets consacrés aux familles paysannes qui ont été soutenus financièrement par l'Office fédéral de l'agriculture en 2022.

La population a de nombreuses attentes à l'égard de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. Elle souhaite des denrées alimentaires de grande qualité, s'inquiète de la sécurité de l'approvisionnement, est désireuse de diversité paysagère, aspire à une moindre pression sur l'environnement et entend que les animaux soient bien traités. Cette section du rapport s'intéresse par conséquent aussi au point de vue de **la société**, illustré par les articles ci-après :

- L'institut Demoscope a mené une enquête en ligne sur les habitudes de consommation ; un article en présente les résultats.
- Un deuxième article explique l'importance capitale de la protection contre les crues en prenant pour exemple le projet « Rhesi ».



## Conditions de travail dans l'agriculture

**En 2021, l'enquête suisse sur la population active (ESPA) est passée d'une enquête purement téléphonique à une enquête en multimode (enquête par Internet et par téléphone) où le relevé par Internet est privilégié. En outre, le questionnaire 2021 a été quelque peu modifié pour correspondre à la nouvelle réglementation Eurostat, en vigueur dès janvier 2021 également. Ces changements génèrent une rupture de série sur une partie des résultats entre 2020 et 2021.**

Une rupture de série concernant la distinction entre personnes actives occupées et personnes non actives occupées a été constatée dans les données de l'ESPA. La rupture a été occasionnée par l'introduction du questionnaire révisé de l'ESPA au premier trimestre 2021 : nouvellement, bien qu'ils aient indiqué, dans les réponses aux questions initiales, avoir travaillé au moins une heure (ou avoir été absents de leur emploi), les participants ont pu ensuite déclarer n'avoir ni emploi ni employeur. Ces personnes ont toutes été classifiées comme non actives occupées. Les membres de la famille qui travaillent et les indépendants sont surreprésentés parmi ces personnes, ce qui a entraîné une nette réduction de l'échantillon des personnes travaillant dans l'agriculture. C'est pourquoi les chiffres concernant l'agriculture n'ont pas pu être actualisés dans le cadre du rapport agricole actuel. L'Office fédéral de la statistique (OFS), compétent en la matière, a une nouvelle fois révisé le questionnaire de l'ESPA au deuxième trimestre 2023 pour éviter autant que possible ces cas non plausibles.

Des évaluations antérieures des conditions de travail figurent également dans les Rapports agricoles de 2007 et de 2011, puis dans chaque Rapport agricole à partir de 2015.

Rapport Agricole 2022 – Conditions de travail et de vie



## Assurances et prestations sociales

**Les assurances sociales offrent aux personnes une protection contre les risques dont elles ne pourraient pas assumer seules les conséquences financières ou permettent la compensation de charges par le versement de prestations sociales, telles que les allocations familiales. Celles-ci représentaient encore 86 millions de francs lors de l'année sous revue, bien que ce montant décroisse depuis des années.**

» [Assurances sociales](#)

Les assurances et prestations sociales suivantes peuvent être répertoriées selon la catégorie professionnelle – et donc spécifiquement pour l'agriculture : allocations familiales dans l'agriculture, aide sociale et assurance-vieillesse et survivants (AVS).



Source : Adobe Stock

### Les allocations familiales

Les allocations familiales sont, avec les allègements fiscaux, le principal moyen de compenser partiellement les charges financières que constituent, pour les familles, la naissance et l'éducation des enfants.

- » [Allocations familiales dans l'agriculture en 2022 \(explications générales\)](#)
- » [Allocations familiales dans l'agriculture en 2022 \(rapport de l'OFAS ; uniquement en allemand\)](#)

### Montants mensuels des allocations familiales dans l'agriculture

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Type d'allocation familiale	Montant
	Fr.
Allocation pour enfant <sup>1</sup> (de moins de 16 ans)	200
Allocation de formation professionnelle <sup>1</sup> (enfants de 16 à 25 ans)	250
Allocation de ménage pour les employés agricoles	100

<sup>1</sup>Dans les régions de montagne : les montants sont majorés de 20 francs. Source : Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

Le montant des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle dans le secteur agricole correspond au montant minimal du régime général des allocations familiales. Il n'y a que dans les régions de montagne où ces montants sont majorés de 20 francs afin d'aider financièrement les paysans de montagne ayant des familles nombreuses et exposés à une situation économique précaire.

### Allocations familiales perçues en 2022 dans l'agriculture au sens de la LFA\*

	Bénéficiaires	Allocations annuelles	Allocations moyennes (par an)
	Nombre	Millions de francs	Fr.
Personnes salariées dans une exploitation agricole	8 367	-	-
Allocations pour enfant	8 228	13,938	1 694
Allocations de formation professionnelle	2 482	5,214	2 101
Allocations de ménage	7 839	7,556	964
Agriculteurs et agricultrices	10 912	-	-
Allocations pour enfant	17 820	40,675	2 283
Allocations de formation professionnelle	7 335	18,820	2 566
<b>Total</b>	<b>19 279</b>	<b>86,202</b>	<b>-</b>

\* LFA : Loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture Exploitants d'alpages et pêcheurs professionnels inclus Il n'est versé qu'une allocation par enfant. Source : Office fédéral de la statistique (OFS)

Le montant total des allocations familiales versées dans l'agriculture est en recul constant ces dernières années en raison de l'évolution structurelle : en 2009, les allocations familiales octroyées dans le secteur agricole s'élevaient à 150 millions de francs, alors qu'elles n'étaient plus que de 86 millions en 2022.

### Aide sociale

Toute personne établie en Suisse a droit à de l'aide si elle est en situation de détresse. L'application de ce principe et les organes chargés de son exécution revêtent des formes différentes selon les cantons et les communes.

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



## » Aide sociale

L'évaluation spécifique de la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale élaborée par l'OFS recense les dossiers qui répondent aux critères suivants : lors du dépôt de sa requête, la personne travaillait dans le secteur agricole et continue à le faire.

### Personnes actives dans l'agriculture, bénéficiaires de l'aide sociale en 2022<sup>1</sup>

	Dossiers	Personnes assistées (adultes et enfants)
	Nombre	Nombre
Indépendants	49	77
Employés ayant une activité régulière	236	443
Autres actifs du ménage	277	462
Actifs résidant en permanence en établissement ou dans des structures d'hébergement particulières	15	15
<b>Totalité des actifs</b>	<b>577</b>	<b>997</b>

<sup>1</sup> Évaluation spécifique : dossiers des personnes actives dans l'agriculture bénéficiant de l'aide sociale, en fonction de leur situation professionnelle. Les données sur le secteur « Agriculture » qui figurent dans la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale manquent de précision (forte proportion de valeurs non disponibles). Les chiffres présentés ici doivent être considérés comme une valeur indicative. Univers statistique : personnes figurant dans des dossiers (cas) où la personne ayant déposé la demande travaille dans l'agriculture (sylviculture et pêche comprises) et a entre 15 et 64 ans. Source : Office fédéral de la statistique (OFS) ; les résultats de la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale reposent depuis 2009 sur une enquête exhaustive dans tous les cantons.

En 2022, l'aide sociale a été accordée à 997 bénéficiaires dans le cadre de 577 dossiers émanant du secteur agricole (contre 490 dossiers et 945 personnes en 2013, année de la première évaluation spécifique). Ces chiffres doivent être considérés comme une valeur indicative au vu de la forte proportion de données non disponibles dans le secteur « Agriculture ».

### Assurance-vieillesse et survivants (AVS)

L'AVS contribue à couvrir les moyens d'existence minimaux suite à la perte du revenu de l'activité lucrative. Les chiffres ci-dessous se rapportent aux revenus soumis à l'AVS, c'est-à-dire à l'une des bases de calcul des rentes.

## » AVS

La dernière statistique concernant les revenus AVS déterminants date de 2019. Sur les quelque 5,3 millions de personnes âgées de 18 à 63 ou 64 ans qui exercent une activité lucrative, 47 200 sont des hommes ou femmes qui ont une activité indépendante dans l'agriculture. Pour trois quarts des 30 900 agriculteurs et des 5 000 agricultrices ou paysannes, le revenu AVS découlant de l'activité agricole est le plus important. Près de la moitié d'entre eux tirent aussi un revenu d'une activité hors de l'agriculture.

### Revenu annuel soumis à l'AVS des indépendants du secteur agricole en 2019 (personnes âgées de 18 à 63/64 ans)

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Revenu AVS 2018	Nombre	Total du revenu AVS moyen (moyenne arithmétique)	Part réalisée dans l'agriculture	Part réalisée dans une autre activité lucrative <sup>3</sup>	Âge moyen
		Fr.	Fr.	Fr.	Ans
Hommes	40 800	82 500	61 800	20 700	48,7
Femmes	6 400	48 800	35 700	13 100	49,2
<b>Total ou valeur moyenne (arrondie)</b>	<b>47 200</b>	<b>77 900</b>	<b>58 200</b>	<b>19 700</b>	<b>48,8</b>

<sup>1</sup> Évaluation spécifique<sup>2</sup> Les personnes exerçant une activité lucrative l'année où elles atteignent l'âge AVS (64 ou 65 ans) et après l'âge AVS (65 ans et plus ou 66 ans et plus) ne sont pas prises en compte<sup>3</sup> Personnes sans autre activité lucrative : la valeur moyenne est alors calculée avec un montant nul (0 franc). Sources : comptes individuels de l'AVS, Centrale de compensation (CdC) – Office fédéral des assurances sociales (OFAS) ; état avril 2023

En 2019, 6 400 femmes exerçaient une activité lucrative indépendante dans l'agriculture (contre 3 400 en 2000) : le revenu annuel qu'elles tirent de cette activité a plus que doublé depuis l'an 2000, passant de 16 400 à 35 700 francs par an.



## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



## Recherche et vulgarisation axées sur la famille paysanne

**L'Office fédéral de l'agriculture soutient la recherche et la vulgarisation agricoles qui mettent l'accent sur la famille paysanne. Au cours de l'année sous revue, les projets ont porté sur des sujets tels que l'approche globale de la vulgarisation agricole et la prévention du surmenage (burn-out).**

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) soutient la recherche et la vulgarisation dans le secteur agricole, notamment par les actions suivantes : en accordant des subsides à des projets de recherche ; en attribuant des mandats de recherche ; en finançant des projets de vulgarisation (mandat par appel d'offres).

L'aperçu ci-après liste les projets et les études axés sur la famille paysanne qui étaient en cours ou ont pris fin en 2022. **Projets de recherche de vulgarisation axés sur la famille paysanne en 2022**

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Projets en cours	Réalisation	Contenu	Durée	Contribution de l'OFAG
Améliorer la compétence des services de vulgarisation agricole de manière à ce qu'ils soient capables d'appréhender dans leur globalité les difficultés des familles paysannes en temps de crise	HAFL	Les situations en matière de conseil complexes nécessitent des approches systémiques ou intégratives. L'augmentation des situations de crise dans les familles paysannes a pour conséquence que les centres de conseil sont de plus en plus confrontés à des questions d'ordre psychosocial. Le projet a examiné dans quelle mesure ils les identifient, abordent la situation difficile de manière adéquate, traitent eux-mêmes la problématique ou transmettent des offres de soutien aux personnes en quête de conseils. (Rapport agricole 2022 – Renforcer le conseil systémique)	02/2020-06/2022	60 000 fr.
Prévention du burn-out chez les éleveurs suivant l'approche du laboratoire vivant	HES SO	Il arrive souvent que les personnes surmenées ne sachent pas, ou sachent trop tard qu'il existe des services d'assistance. Ce projet, conduit suivant la méthode du laboratoire vivant (Living Lab), associant les agriculteurs, les paysannes, les services de vulgarisation et les associations paysannes, consiste à identifier les besoins des personnes en détresse et à évaluer les services disponibles en vue de créer une plateforme internet donnant accès à des services spécifiques. (Rapport agricole 2023 – Prévention du burn-out)	02/21-07/23	140 000 fr.

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Source : OFAG

Ces deux projets mis à part, l'OFAG soutient actuellement un autre projet dans lequel le point de vue des familles paysannes joue certes un rôle, mais où les questions ne sont pas centrales. Il s'agit notamment de déterminer quels facteurs empêchent les familles paysannes de garder des vaches laitières plus longtemps et ce qui les aiderait à le faire. Le projet a pour nom « Erhöhung der Nutzungsdauer schweizerischer Milchkühe : Einflussfaktoren, Zukunftsszenarien und Strategieentwicklung » (Augmentation de la durée de vie productive des vaches laitières suisses : facteurs d'influence, scénarios d'avenir et développement de stratégies). Le projet est porté par le FiBL, AGRIDEA et la HAFL ; sa réalisation s'étend de 2020 à 2025.



## La durabilité sociale du point de vue des agriculteurs et agricultrices

**Pour mieux comprendre quels sont les besoins sociaux des agriculteurs et agricultrices, une enquête auprès de 354 agriculteurs et agricultrices suisses pratiquant différents types de production a été menée en 2022 sur leur perception de l'importance ainsi que leur expérience de plusieurs aspects de la durabilité sociale.**

### L'importance des aspects de la durabilité sociale dépend du type de production

Premièrement, les résultats ont révélé que les agricultrices et les agriculteurs insistent sur le fait de disposer d'une prévoyance vieillesse pour eux et leur conjoint(e).

Dans un deuxième temps, il est nécessaire pour eux de bénéficier de prix et d'un revenu équitables provenant de leur travail pour subvenir aux besoins de leur famille, en particulier pour les producteurs laitiers et les éleveurs de bétail.

Troisièmement, ils considèrent qu'il est essentiel d'avoir de bonnes relations avec le public et de lui fournir des informations sur les pratiques agricoles. Cet aspect est surtout pertinent pour les agricultrices et les agriculteurs qui se sentent sous-estimés par la population qui ne soutient pas leurs pratiques agricoles (telles que l'utilisation des pesticides).

Enfin, les personnes interrogées ont mentionnés avoir besoin d'un bon équilibre entre leur travail et leur vie privée afin d'avoir du temps pour leur famille et leur vie sociale. Certains éleveurs ne pensent pas que cet équilibre puisse être atteint dans leur exploitation, car le travail avec les animaux nécessite des soins quotidiens 24/7, ce qui les empêche de prendre des vacances.

### Les agriculteurs et les agricultrices tournés vers l'avenir bénéficient d'une meilleure durabilité sociale que les autres

Selon les réponses de l'échantillon utilisé dans cette enquête, il y a quatre types d'agriculteurs et d'agricultrices : **Les agriculteurs et agricultrices tournés vers l'avenir** : Ils s'intéressent aux innovations et à l'optimisation des revenus tout en prenant soin de l'environnement.

**Les productivistes** : Ils se concentrent sur la production de nourriture et considèrent que les dommages environnementaux sont négligeables.

**Les gardiens passionnés** : Ils ont un plaisir moral et émotionnel d'être agriculteurs et agricultrices et veulent assurer la succession de leurs exploitations.

**Les conservateurs** : Ils sont prudents lorsqu'il s'agit de prendre des risques et d'adopter de nouvelles pratiques, ils préfèrent les pratiques traditionnelles.

### Typologie des agriculteurs et agricultrices

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Type d'exploitations	Conservateurs	Gardiens passionnés	Productivistes	Conservateurs
<b>Producteurs laitiers</b>	32	30	31	40
<b>Maraichère et arables</b>	15	14	16	15
<b>Éleveurs de bétails</b>	50	43	35	33
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>87</b>	<b>82</b>	<b>88</b>

Source : Saleh 2022

Les résultats ont montré que celles et ceux tournés vers l'avenir entretenaient de meilleures relations et interactions avec le public et d'autres acteurs du secteur agricole (tels que les unions des paysans et les autorités cantonales) que les conservateurs, les gardiens passionnés et les productivistes. Ils ont également estimé que leur vie sociale et familiale ainsi que leur niveau de revenu étaient meilleurs que ceux des conservateurs et gardiens passionnés.

Cela signifie que l'adoption d'innovations peut contribuer à assurer la durabilité sociale et pourrait être encouragée pour garantir une meilleure expérience de durabilité sociale à tous les agriculteurs et agricultrices.

» [Environment, Development and Sustainability](#)

L'HUMAIN > FAMILLE PAYSANNE



## Transition vers une agriculture utilisant peu de pesticides : pratiques, discours et approches politiques

L'utilisation de pesticides permet aux agriculteurs de produire de manière fiable des denrées alimentaires de haute qualité. Les pesticides sont cependant aussi responsables d'atteintes à l'environnement, comme par exemple la perte de biodiversité, et représentent des risques pour la santé. C'est pourquoi il est important que l'agriculture transitionne vers une production utilisant peu de pesticides.

Une thèse de doctorat d'Agroscope a identifié les facteurs et les dynamiques qui influencent cette transformation. Dans ce but, les pratiques des agriculteurs suisses, le discours politique et les tentatives de réforme politique ont été étudiés.

### Cinq types de pratiques dans le domaine de la protection des végétaux

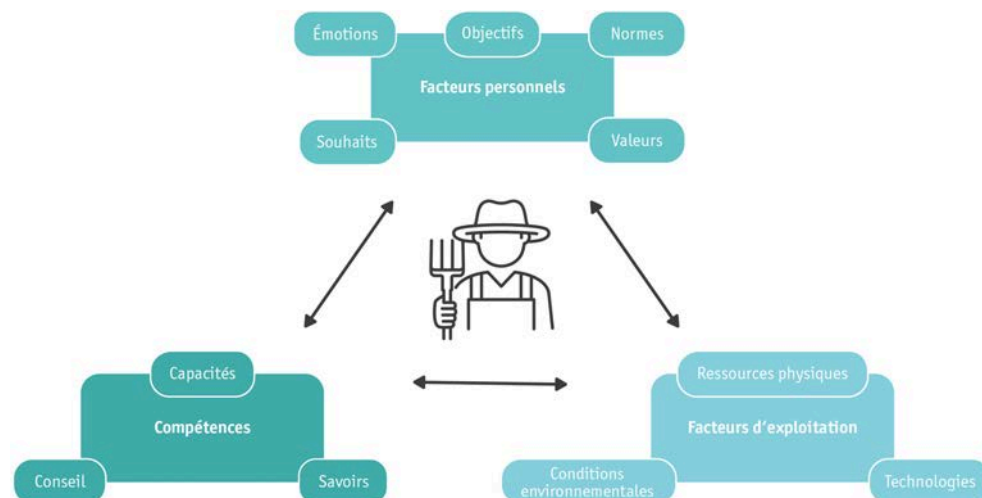


Source : sur la base de Kaiser et Burger (2022)

Une deuxième analyse a montré que les facteurs structurels (par ex. les services de vulgarisation) jouent un rôle plus important dans l'utilisation de pesticides que les facteurs individuels (par ex. les normes personnelles). Ainsi, la marge de manœuvre individuelle des agriculteurs se réduit et les routines s'installent.

### Facteurs individuels et structurels de l'utilisation de pesticides

L'HUMAIN > FAMILLE PAYSANNE



Source : sur la base de Kaiser et Burger (2022) et de Kaiser et al. (en cours d'évaluation)

### Discours public

Une troisième étude a mis en lumière le discours public sur les pesticides. Sur la base de 2 500 articles tirés de la presse quotidienne et de la presse agricole spécialisée, deux groupes de discours ont pu être identifiés :

- Les acteurs non-agricoles discutent principalement de la pollution de l'environnement et des risques pour la santé (« discours délégitimant »). Ils arguent du fait que l'utilisation de pesticides n'est pas légitime et qu'un changement radical est nécessaire.
- En revanche, les professionnels de l'agriculture mettent l'accent sur les mesures de réduction des risques et, par exemple, sur les solutions techniques (« discours légitimant »). En présentant cet aspect de la réalité, ils argumentent en faveur de la légitimité de l'utilisation de pesticides et d'une réduction progressive et modérée.

### Discours concurrents sur le thème des pesticides

Séries de discours	Discours
<b>Discours délégitimant</b> Pesticides sales <i>Les pesticides polluent l'environnement</i>	(D1) Les pesticides polluent l'eau (D2) Les pesticides menacent les autres espèces / la biodiversité (D3) Les pesticides présentent un risque pour la santé humaine (L1) Respect de la protection des eaux (L2) Techniques alternatives de protection des végétaux en cours de développement / mise en œuvre (L3) La technologie comme solution
<b>Discours légitimant</b> Mesures correctives et efforts de réduction du secteur agricole <i>Le secteur agricole fait tous les efforts possibles pour réduire l'utilisation des pesticides et les risques qui y sont liés, mais les pesticides sont nécessaires pour produire et assurer les rendements</i>	

Source : version abrégée de Kaiser (en cours d'évaluation)

### Approches politiques

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Finalement, le travail a été complété par une comparaison entre trois tentatives de réforme visant à mener une politique agricole plus respectueuse de l'environnement. Le motif commun de l'échec de ces tentatives était l'incompatibilité de ces objectifs avec la nécessité de garder le taux d'autosuffisance visé à l'échelon national. Il s'ensuit que des stratégies telles que la modification des modèles de consommation (p. ex. gaspillage alimentaire, réduction de la consommation de viande) semblent plus prometteuses que les incitations à poursuivre l'extensification de la production.

Pourquoi la politique agricole suisse n'est-elle pas plus ambitieuse sur le plan écologique ?

## Conflit d'objectifs

Politique agricole plus respectueuse de l'environnement

contre

Taux d'autosuffisance national



Source : Agroscope, G. Braendle / Agroscope, C. Parodi

## Conditions de la transformation

En résumé, on peut en déduire les conditions suivantes pour la transformation :

- Premièrement, les instruments politiques devraient être mieux adaptés à la diversité des pratiques de protection des végétaux.
- Deuxièmement, les approches visant à « briser la routine » se situent davantage dans le contexte structurel que dans les facteurs individuels des agriculteurs.
- Troisièmement, les débats sur les pesticides conduisent davantage à des adaptations progressives aux attentes de la société qu'à un changement radical.
- Et quatrièmement, une production respectueuse de l'environnement nécessite également d'autres modèles de consommation et donc une politique agricole et alimentaire globale.

*Bibliographie* Kaiser, A., Burger, P. (2022) : *Understanding diversity in farmers' routinized crop protection practices. Journal of Rural Studies*, 89, pp.149-160. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2021.12.002>. Kaiser, A., Samuel, R., Burger, P. (en cours d'évaluation) : *Towards a pesticide-free agriculture : The potential of understanding farmers' pesticide use as routines.* Kaiser, A. (en cours d'évaluation) : *Discursive struggles over pesticide legitimacy in Switzerland : A news media analysis* Mann, S., Kaiser, A. (2023) : *Why is agricultural policy not more environmentally ambitious ? Comparing failed attempts in Switzerland. Resources, Environment and Sustainability*, 11, p. 100096. <https://doi.org/10.1016/j.resenv.2022.100096>.





## Prévention du burn-out dans l'agriculture

**La prévention du burn-out est une question peu étudiée dans l'agriculture suisse, alors que les personnes travaillant dans l'agriculture sont plus souvent touchées que la moyenne de la population. Le burn-out est particulièrement insidieux, car il n'est souvent pas perçu comme tel : la présence quasi ininterrompue à la ferme, la renonciation aux périodes de récupération et l'épuisement physique font partie du quotidien des agriculteurs et des agricultrices, mais peuvent aussi marquer le début d'un burn-out.**

Le burn-out des agriculteurs et des agricultrices est un problème alarmant. Pour l'étudier, la Haute école spécialisée de Suisse orientale a conduit un projet de recherche appliquée s'étalant sur deux ans. Il s'agissait de trouver comment aménager l'ensemble régional des cours de vulgarisation agricole en vue d'améliorer durablement la situation des agriculteurs et des agricultrices surmenés. Ont coopéré à ce projet les associations des paysans des cantons d'AR, SG, TG, GR, l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales, l'Union des femmes rurales de Thurgovie et l'Union des paysannes et des femmes rurales des Grisons.

Pour relever ce défi, des entretiens ont été menés avec des agriculteurs et agricultrices, des proches de personnes touchées par le burn-out, des vétérinaires, des fiduciaires, des techniciens inséminateurs, des représentants d'associations de producteurs laitiers et d'autres groupes de personnes, et une enquête en ligne a été lancée par les partenaires du projet. Les résultats peuvent être résumés comme suit :

- La **stigmatisation des personnes concernées** conduit souvent à leur isolement social et les pousse à passer sous silence leur charge de travail excessive.
- Il existe souvent une grande **méfiance** à l'égard des offres d'aide existantes, par exemple parce que celles-ci ne sont pas totalement anonymes.
- L'infrastructure existante ne permet que difficilement d'intervenir de manière préventive, car les personnes concernées **ne recherchent ou n'acceptent que très tardivement un soutien professionnel**.
- Les personnes en difficulté auraient davantage confiance si les conseillers étaient sur la même longueur d'onde qu'elles et s'ils **comprenaient leur mode de vie**.

Sur la base de ces résultats, les partenaires du projet ont décidé, en signant la Charte portant constitution d'une plate-forme supracantonale en Suisse orientale pour la prévention du burn-out dans l'agriculture, de porter à l'avenir une plus grande attention à cette problématique. La charte est conçue à l'échelle suprarégionale et fournit des lignes directrices organisationnelles et éthiques à partir desquelles les offres seront conçues et développées. L'objectif est de créer un réseau contraignant qui, en plus d'exercer une influence politique, aménage les conditions générales de la prévention du burn-out dans le sens d'une « aide à l'entraide ». Il est possible de participer dès maintenant au réseau. L'école d'agriculture d'Arenenberg TG s'est déjà affiliée au réseau.

Comme le burn-out est souvent couplé à différents facteurs de stress (finances, bien-être des animaux, relations, maladie), il faudra à l'avenir attirer l'attention, dans l'entourage des personnes concernées, sur les risques de surmenage. Les conseillers agricoles, les vétérinaires, les fiduciaires, etc. pourraient rendre de bons services dans la prévention du burn-out et guider les personnes concernées vers les offres de conseil.

## L'HUMAIN &gt; FAMILLE PAYSANNE



Le projet a été soutenu financièrement par l'OFAG. Ce lien vous permettra d'accéder à un site Web (en construction) sur le thème de la prévention du burn-out et du surmenage.

L'HUMAIN > SOCIÉTÉ



## Comportement d'achat

**La dernière enquête sur les comportements d'achat montre que la population opte souvent pour les produits agricoles suisses parce qu'elle attache de l'importance aux circuits de distribution courts.**

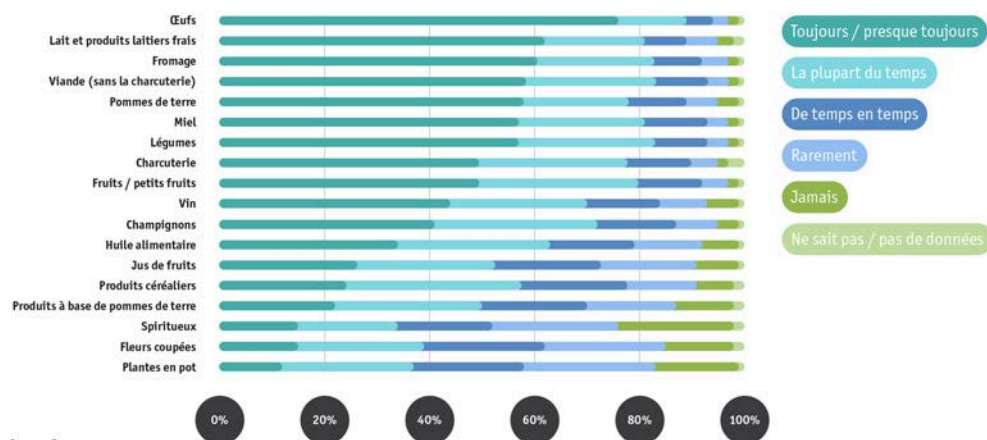
Sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), l'institut d'études de marché DemoSCOPE réalise tous les deux ans en ligne une enquête représentative sur le comportement d'achat. L'enquête la plus récente a eu lieu en février 2023. Au total, 1 061 personnes ont été interrogées.

### C'est pour les œufs que l'on regarde le plus l'origine

Comme lors de la précédente enquête de 2021, c'est pour les œufs que les consommateurs sont le plus attentifs à l'origine : 76 % des personnes interrogées ont coché la case « toujours / presque toujours ».

Pour de nombreux produits, un léger recul été enregistré depuis 2021 dans la catégorie « toujours / presque toujours » : par exemple pour les produits céréaliers (-4 points de pourcentage), les champignons (-3) ou les jus de fruits (-3). Les seules augmentations enregistrées dans cette catégorie concernent le lait et les produits laitiers frais ainsi que le fromage (+4 et +3).

Prise en considération de la provenance des produits 2023



Source : Demoscope

### Préférence pour les produits laitiers et carnés suisses

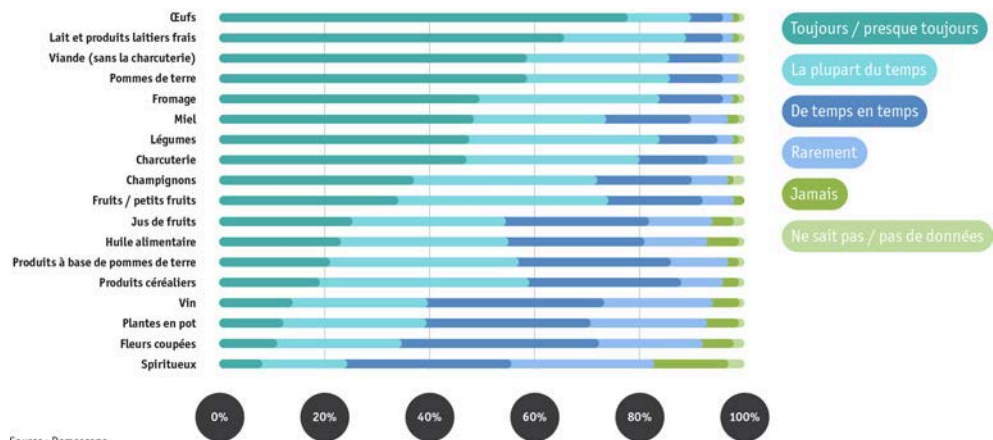
En 2023, les personnes interrogées ont majoritairement déclaré préférer les produits suisses, en particulier dans le cas des œufs (77 %). Les pourcentages étaient également nettement supérieurs à 50 % pour le lait et les produits laitiers frais (65 %), la viande et les pommes de terre (58 % chacun).

Par rapport aux résultats de 2021, la plupart des produits n'affichent qu'un léger changement : la plus forte augmentation dans la catégorie « toujours / presque toujours » concerne le vin, les spiritueux et les champignons (+3 points de pourcentage). En revanche, la préférence pour les produits suisses a reculé pour les produits céréaliers (-4) ainsi que pour les pommes de terre et les produits à base de pommes de terre (-3).

L'HUMAIN > SOCIÉTÉ



Préférence accordée aux produits suisses 2023



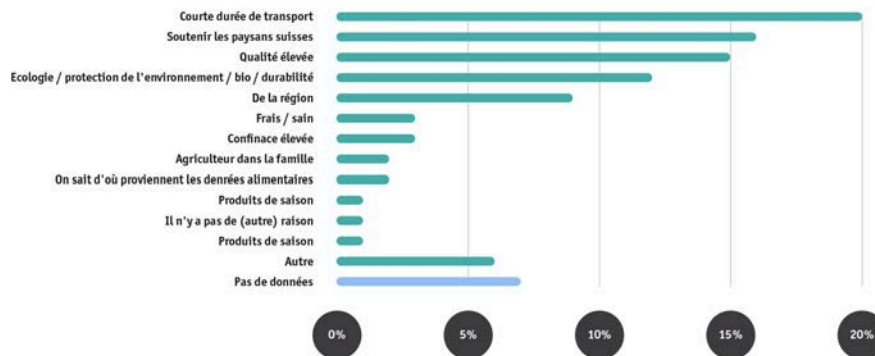
Source : Demoscope

Raison principale de l'achat de produits suisses : les circuits de distribution courts

Les participants ont été invités à citer spontanément la principale raison qui les incite à acheter des produits agricoles suisses.

Les réponses les plus fréquentes ont été « Circuits de distribution courts » (2023 : 20 % ; 2021 : 12 %), « Soutien aux agriculteurs suisses » (2023 : 16 % ; 2021 : 22 %) et « Haute qualité » (2023 : 15 % ; 2021 : 13 %). Les changements par rapport à 2021 sont généralement faibles (+/- 2 points de pourcentage), sauf pour la réponse « Circuits de distribution courts » (+8).

Principale raison pour l'achat de produits agricoles suisses 2023



Quelle: Demoscope

L'agriculture suisse est digne de confiance

En 2023, 39 % des personnes interrogées ont considéré l'agriculture suisse « digne de confiance », « proche des consommateurs » (34 %) et « adaptée à notre époque » (27 %). Le critère « compétitive » est celui qui a recueilli le moins de suffrages (16 %).

Par rapport aux chiffres de 2021, certaines caractéristiques présentent un léger changement, notamment une diminution pour « proche des consommateurs » (-5 points de pourcentage) et une augmentation pour « entrepreneuriale » (+2). Seul l'attribut « adaptée à notre époque » n'a pas connu de changement.

L'HUMAIN > SOCIÉTÉ



Caractéristiques de l'agriculture suisse 2023



Source : Demoscope

» [Article du Rapport agricole 2021](#)

## L'HUMAIN &gt; SOCIÉTÉ



## La protection contre les crues est utile à la société

**La protection contre les crues évite les dommages matériels et protège l'habitat et l'emploi. C'est pour prévenir les risques d'inondation permanents dans la vallée du Rhin qu'a été conçu le projet austro-suisse « Rhesi », un exemple concret de protection moderne contre les crues.**

Le Rhin se jette dans le lac de Constance après avoir parcouru une distance de 26 kilomètres depuis l'embouchure de l'Ill (au nord de Buchs), traversant alternativement la Suisse et l'Autriche. Les deux pays, dont la frontière commune est délimitée par l'ancien lit du Rhin, collaborent déjà étroitement depuis 1892 à la protection contre les crues. Chacun essayait par le passé de refouler le Rhin sur le territoire de l'autre. Résultat : l'espace dont disposait le fleuve n'a cessé de diminuer et les inondations ont été encore plus dévastatrices.

Le projet Rhesi « Rhein – Erholung und Sicherheit » vise à renforcer la protection contre les crues et à donner plus d'espace au Rhin. Selon ses promoteurs, ce projet préservera l'habitat et les emplois de quelque 300 000 personnes. Il permettra d'éviter des dommages matériels de l'ordre de dix milliards de francs en cas d'événement majeur.

Le Rhin traverse actuellement ce tronçon de 26 kilomètres entre deux digues. Le lit majeur du fleuve, le « Rheinvorland », se trouve en aval. Cette zone, qui est exploitée à des fins agricoles, est susceptible d'être inondée en période de crue. D'autres digues assurent la protection des deux côtés.



Le tronçon du Rhin à Kriessern (CH) et Mäder (A) aujourd'hui et les méandres du Rhin prévus par le projet « Rhesi »

Le projet prévoit de faire sinuer le Rhin entre des digues extérieures sur une largeur de 120 à 400 mètres. Le lit majeur sera, si nécessaire, creusé à l'aide d'excavatrices, ce qui signifiera la disparition de quelque 280 hectares de prairies naturelles (environ la moitié du côté suisse). Une perte qui pourrait être fatale pour certaines exploitations agricoles. C'est pourquoi les agriculteurs seront activement soutenus et des solutions seront négociées, comme la revalorisation des terres agricoles situées à l'extérieur des digues du Rhin.

### Revalorisation des sols dans la vallée du Rhin saint-galloise

Une partie des sols de la vallée du Rhin saint-galloise se composent entièrement ou partiellement de tourbe. La plaine était autrefois régulièrement inondée et les sols étaient humides. Cette zone a été drainée pour qu'une agriculture plus intensive puisse y être pratiquée. Or, la tourbe se dégrade au contact de l'oxygène et le sol perd environ un centimètre d'épaisseur chaque année, un phénomène qui risque d'affaiblir à moyen terme la capacité de rendement de ces terres.

Pour protéger les sols tourbeux contre l'oxygène, il faudrait réinonder les terres ou les revaloriser. La revalorisation consiste à incorporer un matériau adéquat dans le terrain

## L'HUMAIN &gt; SOCIÉTÉ



tourbeux. Si le sol et le matériau s'y prêtent, la décomposition de la tourbe pourra être considérablement ralentie.

Le projet « Rhesi », qui doit durer une vingtaine d'années, prévoit de creuser sol du lit majeur du Rhin. Le matériel issu de l'accumulation de sédiments du Rhin est approprié pour la revalorisation d'au moins 1000 hectares de terres agricoles dans la vallée du Rhin saint-galloise.

Le projet « Rhesi » présente donc deux avantages : il protège non seulement les habitations et évite des milliards de francs de dommages, mais il préserve aussi, voire améliore, la capacité de rendement des sols agricoles. Ces revalorisations qualitatives des sols permettront de compenser en partie les prairies qu'auront perdues les agriculteurs.



Inondation des lits majeurs du Rhin à Sankt Margrethen (CH) et Lustenau (A)

EXPLOITATION > STRUCTURES

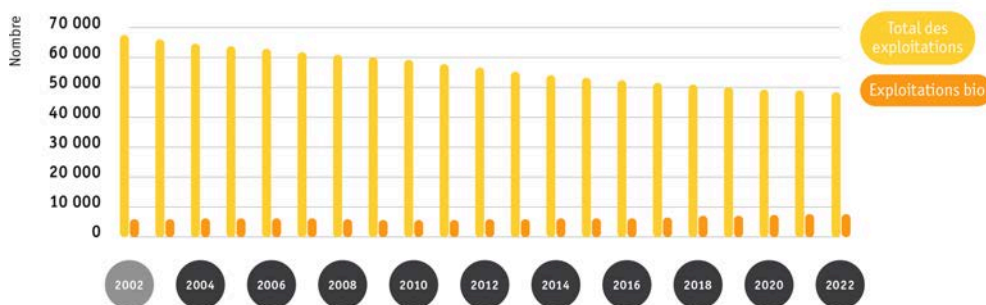


## Exploitation

**En 2022, le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 1,1 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 48 344 unités. De plus en plus d'exploitations se tournent vers l'agriculture biologique. L'année sous rapport, près d'une exploitation sur six était une exploitation biologique. La culture du soja et l'élevage de volailles ont également connu une forte augmentation.**

En 2022, le nombre d'exploitations agricoles en Suisse a baissé de 520 unités ou 1,1 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 48 344 unités. Alors que le nombre d'exploitations de moins de 30 hectares (ha), à l'exception des petites exploitations de moins d'un ha, a diminué (-2,0 %), celui des exploitations de plus de 30 hectares a augmenté (+1,9 %). La surface moyenne exploitée était de 21,6 ha, soit 0,3 ha de plus qu'en 2021.

Evolution du nombre d'exploitations agricoles 2002-2022



Source: OFS

### Exploitations par classe de grandeur

Classe de grandeur	2021	2022	Variation
	Nombre	Nombre	%
moins de 1 ha	2 150	2 241	+4,2
1 à 3 ha	3 179	3 156	-0,7
3 à 5 ha	2 374	2 339	-1,5
5 à 10 ha	6 108	5 921	-3,1
10 à 20 ha	13 611	13 181	-3,2
20 à 30 ha	10 119	9 966	-1,5
30 à 50 ha	8 165	8 287	+1,5
50 ha et plus	3 158	3 253	+3,0
<b>Total</b>	<b>48 864</b>	<b>48 344</b>	<b>-1,10</b>

Source: OFS

### Les trois quarts de la main-d'œuvre sont des membres de la famille



## EXPLOITATION &gt; STRUCTURES



Au total 149 578 personnes étaient actives dans une exploitation agricole l'année sous rapport. Le recul de la main-d'œuvre (-0,4 %) a donc été moins important que celui des exploitations (-1,1 %). C'est le nombre de femmes employées à temps plein qui a connu la plus forte augmentation (+405 personnes). Le recul le plus marqué a été enregistré pour les hommes employés à plein temps (-509 personnes). Près des trois quarts des personnes actives étaient des membres de la famille et plus de 12 % étaient des ressortissants étrangers.

### Personnes actives dans l'agriculture selon le sexe et le taux d'occupation

Sexe	Taux d'occupation	2021	2022	Variation
		Nombre	Nombre	%
Hommes	Plein temps (=>75 %)	53 822	53 313	-0,9
	Temps partiel (=>50 % < 75 %)	14 585	14 796	+1,4
	Temps partiel (<50 %)	27 079	26 597	-1,8
<b>Total</b>		<b>95 486</b>	<b>94 706</b>	<b>-0,8</b>
Femmes	Plein temps (=>75 %)	12 631	13 036	+3,2
	Temps partiel (=>50 % < 75 %)	15 453	15 287	-1,1
	Temps partiel (<50 %)	26 661	26 549	-0,4
<b>Total</b>		<b>54 745</b>	<b>54 872</b>	<b>+0,2</b>
<b>Total</b>		<b>150 231</b>	<b>149 578</b>	<b>-0,4</b>

Quelle: BFS

### Toujours plus d'exploitations sont dirigées par des femmes

Malgré la diminution du nombre d'exploitations, 110 exploitations de plus que l'année précédente étaient dirigées par une femme en 2022. 7,2 % de toutes les exploitations étaient dirigées par une femme ; ce chiffre est en augmentation depuis plusieurs années. La hausse la plus élevée concernait les petites exploitations de 1 à 3 ha, soit 60 exploitations de plus. Cependant, même dans les exploitations de 30 à 50 ha, 24 exploitations de plus que l'année précédente étaient dirigées par une femme.

### Exploitations dirigées par une femme, par classe de grandeur

## EXPLOITATION &gt; STRUCTURES



Classe de grandeur	2021	2022	Variation
	Nombre	Nombre	%
moins de 1 ha	238	264	+10,9
1 à 3 ha	462	522	+13,0
3 à 5 ha	368	368	0,0
5 à 10 ha	734	715	-2,6
10 à 20 ha	890	877	-1,5
20 à 30 ha	381	407	+6,8
30 à 50 ha	223	247	+10,8
50 ha et plus	66	72	+9,1
<b>Total</b>	<b>3 362</b>	<b>3 472</b>	<b>+3,3</b>

Source: OFS

## EXPLOITATION &gt; STRUCTURES

**La surface de soja augmente de près de 30 %**

En 2022, la surface agricole utile (SAU) comprenait 1 042 014 ha, dont 58 % étaient consacrés aux prairies permanentes et pâturages et 38 % aux grandes cultures. Les 4 % restants de la SAU étaient composés entre autres de vignobles et de cultures fruitières. Les cultures ont évolué de manière différente en 2022. La surface de céréales a diminué de 1387 ha, après avoir augmenté de 4169 ha l'année précédente. La surface de betteraves sucrières a reculé pour la deuxième

## EXPLOITATION &gt; STRUCTURES



année consécutive (-559 ha). En pourcentage, la culture du soja a fortement augmenté, avec près de +30 % ; la surface de soja a pratiquement triplé en 10 ans.

### Cultures principales

Cultures	2021	2022	Variation
	ha	ha	%
Céréales	146 395	145 008	-0,9
Pommes de terre	10 711	10 749	+0,4
Betteraves	16 557	15 998	-3,4
Maïs d'ensilage et maïs vert	45 667	46 636	+2,1
Colza	24 970	25 038	+0,3
Tabac	407	396	-2,8
Soja	2 240	2 895	+29,2
Tournesol	4 818	5 228	+8,5
Légumineuses	5 485	4 703	-14,2
Légumes de plein champ	12 359	12 612	+2,0
Autres terres ouvertes	6 887	6 850	-0,5
Prairies temporaires	118 968	120 485	+1,3
Prairies permanentes	606 886	605 607	-0,2
Vignes	13 537	13 325	-1,6
Cultures fruitières	6 950	6 841	-1,6
SAU restante	19 216	19 642	+2,2
<b>Total</b>	<b>1 042 053</b>	<b>1 042 014</b>	<b>0,0</b>

Source : OFS

### Forte augmentation du nombre de volailles, léger recul du nombre de vaches laitières

Les effectifs de volailles ont augmenté de 543 322 animaux en 2022. Tant le nombre de poules pondeuses que celui de poulets de chair ont augmenté. Le nombre de vaches laitières a diminué de 2606 animaux, tandis que le nombre d'autres vaches, principalement des vaches mères destinées à la production extensive de viande bovine, a augmenté de 2670 animaux. Les effectifs de porcs ont progressé de 6413 animaux. Au total, les effectifs d'animaux – convertis en unités de gros bétail – ont augmenté de 0,5 % entre 2021 et 2022.

### Effectifs animaux

## EXPLOITATION &gt; STRUCTURES



Espèce	2021	2022	Variation
	Total	Total	%
<b>Bovins dont :</b>	1 513 701	1 525 270	+0,8
<b>vaches laitières</b>	545 533	542 927	+0,8
<b>autres vaches</b>	135 060	137 730	+2,0
<b>autres bovins</b>	833 108	844 613	+1,4
<b>Équidés</b>	80 096	80 950	+1,1
<b>Moutons</b>	349 112	355 893	+1,9
<b>Chèvres</b>	82 045	82 313	+0,3
<b>Porcs</b>	1 366 359	1 372 772	+0,5
<b>Volailles dont :</b>	12 676 402	13 219 724	+4,3
<b>poules pondeuses et     poules d'élevage</b>	3 866 989	3 893 451	+0,7
<b>poulets de chair</b>	7 524 491	7 916 110	+5,2
<b>autres poules</b>	1 176 759	1 299 790	+10,5

Source : OFS

Informations complémentaires sur les structures agricoles (tableaux, données, publications) :  
Agriculture | Office fédéral de la statistique (admin.ch)

**Personnes occupées dans l'agriculture**

Catégorie		Employés à plein temps			Employés à temps partiel			Total		
		2021	2022	%	2021	2022	%	2021	2022	%
Chefs d'exploitation	Hommes	30 698	30 218	-1.6	14 804	14 654	-1.0	45 502	44 872	-1.4
	Femmes	1 387	1 384	-0.2	1 975	2 088	5.7	3 362	3 472	3.3
Autre main-d'œuvre familiale	Hommes	7 255	7 190	-0.9	17 978	17 820	-0.9	25 233	25 010	-0.9
	Femmes	6 868	6 806	-0.9	32 352	31 887	-1.4	39 220	38 693	-1.3
Main-d'œuvre familiale	total	46 208	45 598	-1.3	67 109	66 449	-1.0	113 317	112 047	-1.1
Main-d'œuvre non familiale suisse étrangère	Hommes	8 049	8 272	2.8	4 184	4 170	-0.3	12 233	12 442	1.7
	Femmes	1 882	2 082	10.6	4 523	4 501	-0.5	6 405	6 583	2.8
Main-d'œuvre non familiale suisse étrangère	Hommes	7 820	7 633	-2.4	4 698	4 749	1.1	12 518	12 382	-1.1
	Femmes	2 494	2 764	10.8	3 264	3 360	2.9	5 758	6 124	6.4
Main-d'œuvre non familiale suisse étrangère	total	20 245	20 751	2.5	16 669	16 780	0.7	36 914	37 531	1.7
<b>Personnes occupées</b>	<b>total</b>	<b>66 453</b>	<b>66 349</b>	<b>-0.2</b>	<b>83 778</b>	<b>83 229</b>	<b>-0.7</b>	<b>150 231</b>	<b>149 578</b>	<b>-0.4</b>

Source : OFS

## EXPLOITATION &gt; STRUCTURES



## Exploitations d'estivage

Mesuré sur plusieurs années, le nombre d'animaux estivés est resté assez stable malgré les fluctuations annuelles. En 2022, l'offre de fourrage a été bonne dans les régions d'estivage humides grâce à un printemps peu enneigé et à un temps chaud, tandis que les régions sèches ont souffert des faibles précipitations. L'estivage des moutons sans surveillance par le berger ou pâturage tournant a continué de reculer en raison de la présence des grands prédateurs.

La région d'estivage joue un rôle important pour la sécurité alimentaire, l'écologie et la qualité du paysage, importante sur le plan touristique. L'entretien et la conservation des paysages alpins caractéristiques de la Suisse ne peuvent être assurés que par un pacage adapté des animaux de rente.



### Évolution des exploitations d'estivage

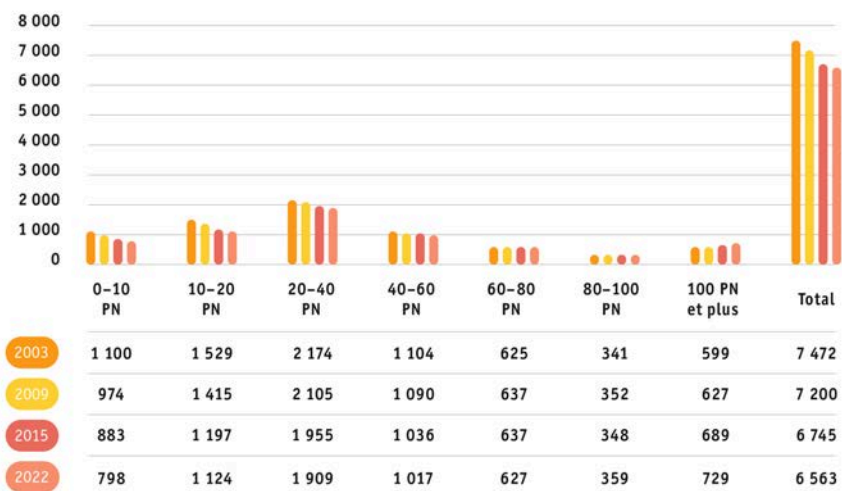
La taille d'une exploitation d'estivage est calculée en pâquiers normaux (PN). Un pâquier normal correspond à l'estivage d'une unité de gros bétail (UGB) consommant des fourrages grossiers pendant cent jours, soit la quantité d'herbe nécessaire pour nourrir une vache pendant cette durée. La pousse de l'herbe et les besoins en fourrage des animaux doivent être équilibrés sur un alpage. C'est dans ce but qu'une charge usuelle en bétail a été fixée pour chaque exploitation d'estivage.

Entre 2021 et 2022, le nombre d'exploitations d'estivage a baissé de cent unités exactement. La taille des exploitations d'estivage a eu tendance à augmenter à la suite des regroupements.

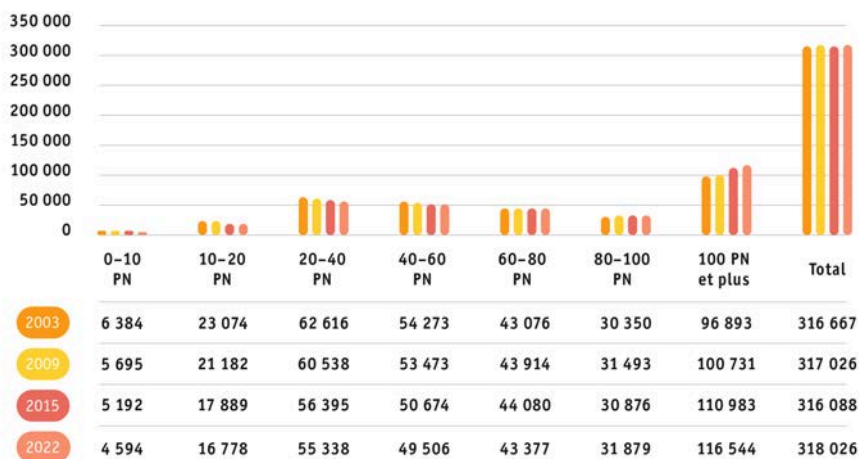
EXPLOITATION > STRUCTURES



Nombre d'exploitations d'estivage



Charge usuelle fixée (PN)



Source : OFAG

### Conditions d'exploitation

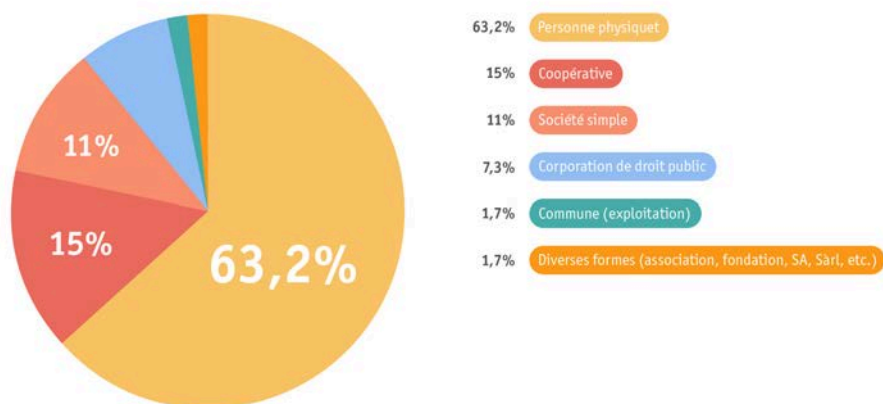
Comme les exploitations à l'année, les exploitations d'estivage peuvent être dirigées par des personnes physiques ou des sociétés simples (société constituée par des frères et des sœurs ou regroupant plusieurs générations, etc.). Mais cette pratique revêt souvent d'autres formes juridiques, comme les coopératives privées ou les collectivités de droit public. La fréquence des formes juridiques varie selon les régions et est ancrée dans la tradition.



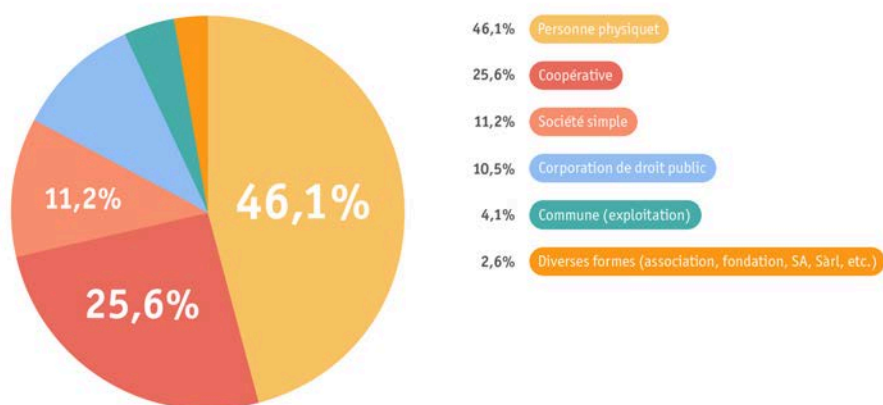
EXPLOITATION > STRUCTURES



Nombre d'exploitations



Forme juridique des exploitations d'estivage 2022



Source : OFAG

### Évolution du cheptel dans la région d'estivage

Dans l'ensemble, les effectifs d'animaux dans les alpages suisses sont restés assez stables entre 2000 et 2022, avec des fluctuations annuelles liées aux conditions météorologiques. Durant l'été 2022, c'est surtout dans les endroits les plus humides et les plus frais que le fourrage a poussé, tandis que les régions plus sèches ont souffert du manque de précipitations.

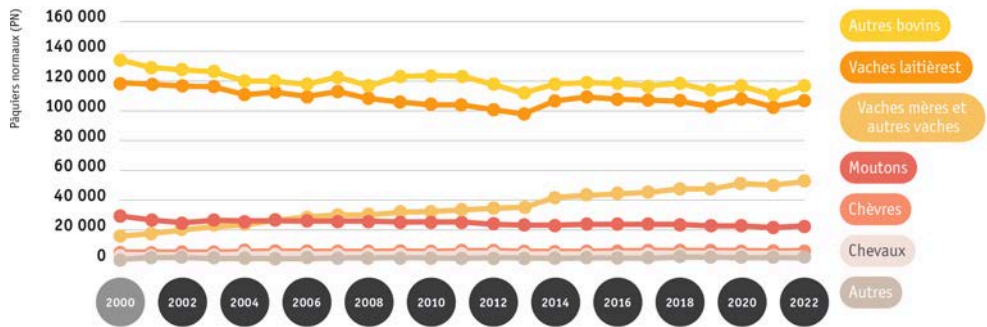
Les transferts entre les catégories d'animaux reflètent l'évolution dans les exploitations à l'année, dans la région de plaine et la région de montagne. Par rapport à l'an 2000, le nombre de vaches laitières estivées en 2022 a diminué de 10 % et le nombre de moutons et de chevaux de 25 %. Par contre, l'estivage des chèvres a augmenté de 20 % et l'estivage des vaches mères a même plus que triplé. L'estivage des moutons est toujours plus onéreux, vu la nécessité de protéger les troupeaux.

Le graphique suivant donne un aperçu de l'évolution de l'effectif d'animaux estivés selon les différentes catégories d'animaux (en pâquiers normaux).

EXPLOITATION > STRUCTURES



Nombre d'animaux dans les exploitations d'estivage 2000-2022 (en pâquiers normaux)



Source : OFAG

Un pâquier normal (PN) = 1 UGB \* durée de l'estivage / 100

### Évolution de l'estivage de moutons

Depuis 2003, les contributions d'estivage pour les moutons (brebis laitières exceptées) sont différenciées en fonction du système de pacage. L'octroi de montants plus élevés permet de rétribuer les frais plus importants occasionnés par la surveillance permanente par un berger et les pâturages tournants. La surveillance permanente des moutons signifie qu'un berger ou une bergère garde le troupeau avec des chiens.

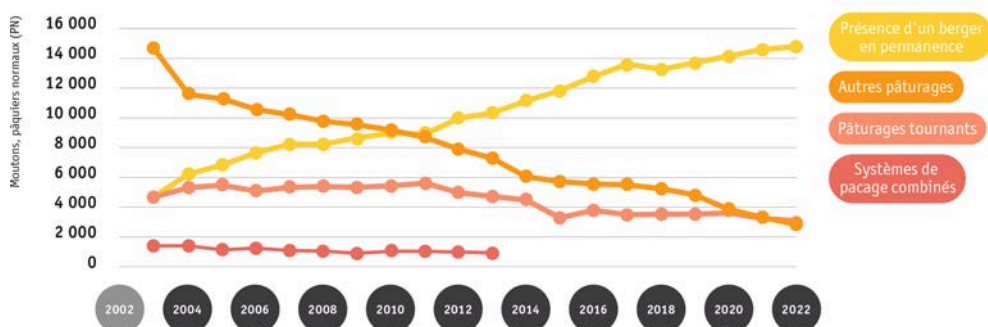


La part des systèmes de pacage des moutons qui permettent une protection contre les grands prédateurs augmente en raison de la présence croissante de loups. Le nombre de moutons dans les « autres pâturages » a nettement baissé ces dernières années, tandis que celui de moutons gardés en permanence par un berger a fortement augmenté au cours de la même période.

EXPLOITATION > STRUCTURES



Estivage des moutons selon le système de pacage (2003-2022)



Source : OFAG

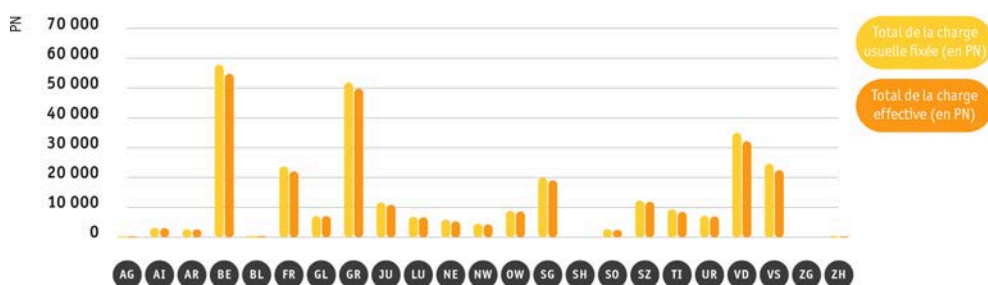
Degré d'utilisation des exploitations d'estivage

Le degré d'utilisation des exploitations d'estivage par le bétail peut être calculé sur la base du bétail effectivement estivé par rapport à la charge usuelle. Globalement, le degré d'utilisation des alpages en 2022, sans les alpages de moutons, était de 94 % (contre 91 % l'année précédente). L'augmentation de la charge en bétail et donc du degré d'utilisation par rapport à l'année précédente est due à l'été froid et humide de 2021.

Le degré d'utilisation des alpages de moutons a aussi été mesuré. Les 757 alpages recensés ont été occupés à raison de 91 % en 2022.

Aperçu du degré d'utilisation par canton (sans les alpages à moutons) :

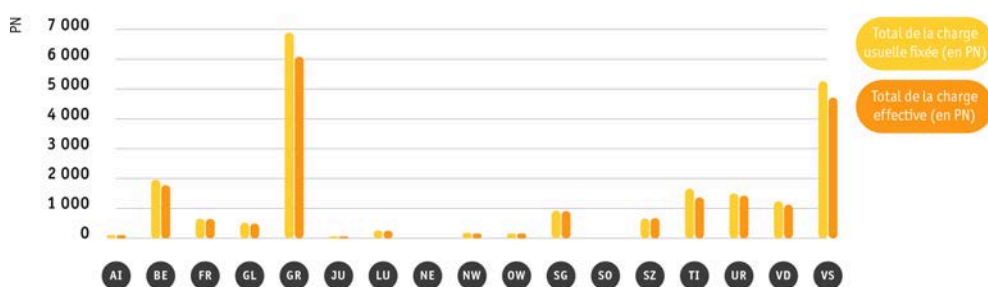
Degré d'utilisation par canton en 2022, sans les moutons



Source : OFAG

Aperçu du degré d'utilisation par canton (alpages à moutons) :

Degré d'utilisation par canton en 2022, alpages à moutons



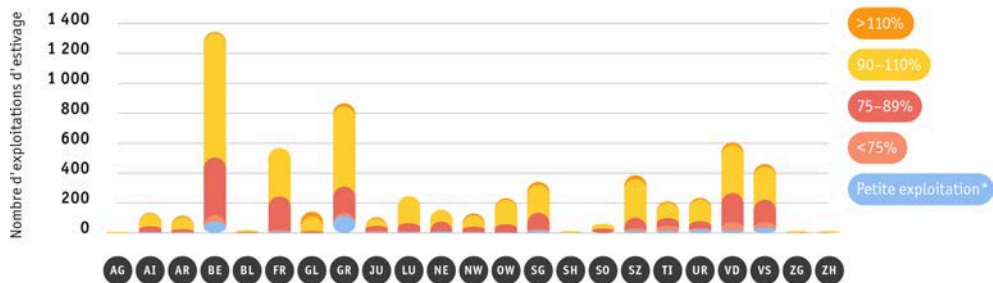
Source : OFAG

EXPLOITATION > STRUCTURES



Aperçu du degré d'utilisation par catégorie de taille (sans les alpages à moutons) :

Degré d'utilisation des exploitations d'estivage en 2022, par classes, sans les moutons

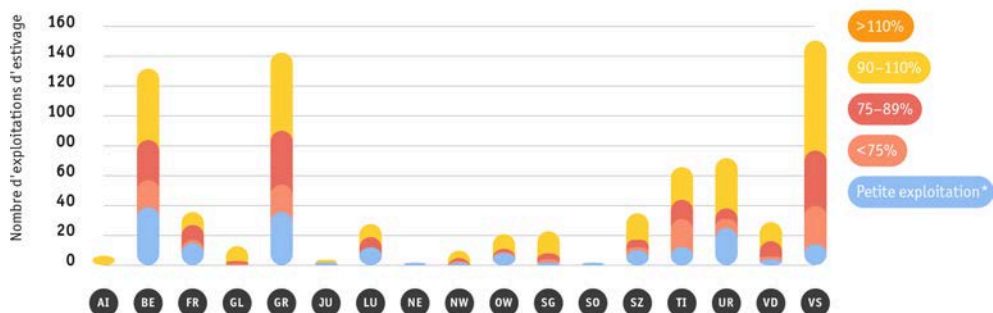


Source : OFAG

\*Exploitation avec population normale < 5 PH

Aperçu du degré d'utilisation par catégorie de taille (alpages à moutons) :

Degré d'utilisation des exploitations d'estivage en 2022, par classes, alpages à moutons



Source : OFAG

\*Exploitation avec population normale < 5 PH

Informations complémentaires

- » [Exploitations d'estivage](#)
- » [Contribution d'estivage](#)
- » [Contribution de mise à l'alpage](#)



## Évaluation des données HODUFLU

L'application HODUFLU sert à gérer en ligne une partie des flux d'éléments fertilisants entre les exploitations en Suisse. Les flux d'engrais de ferme et d'engrais de recyclage sont enregistrés dans HODUFLU en tant que livraisons. En 2022, aussi bien la quantité d'engrais de ferme que le nombre de bulletins de livraison ont continué d'augmenter. De nombreux transferts d'éléments fertilisants ont notamment eu lieu entre les exploitations des cantons d'Argovie, de Berne, de Lucerne et de Saint-Gall et au sein de ces exploitations.

### Qu'est ce que HODUFLU ?

Il importe de réduire les apports, par l'agriculture, d'azote et de phosphore dans l'environnement. A cet effet, l'Office fédéral de l'agriculture OFAG a introduit l'application Internet HODUFLU, qui sert à enregistrer les flux d'engrais de ferme et d'engrais de recyclage entre les exploitations agricoles et les installations de compostage et de méthanisation. Un bulletin de livraison est créé pour chaque transfert. Les données de HODUFLU permettent d'obtenir une vue d'ensemble des flux d'engrais de ferme et de recyclage sur l'ensemble de la Suisse.



### Évolution du volume des livraisons d'engrais de ferme et de recyclage 2014-2022

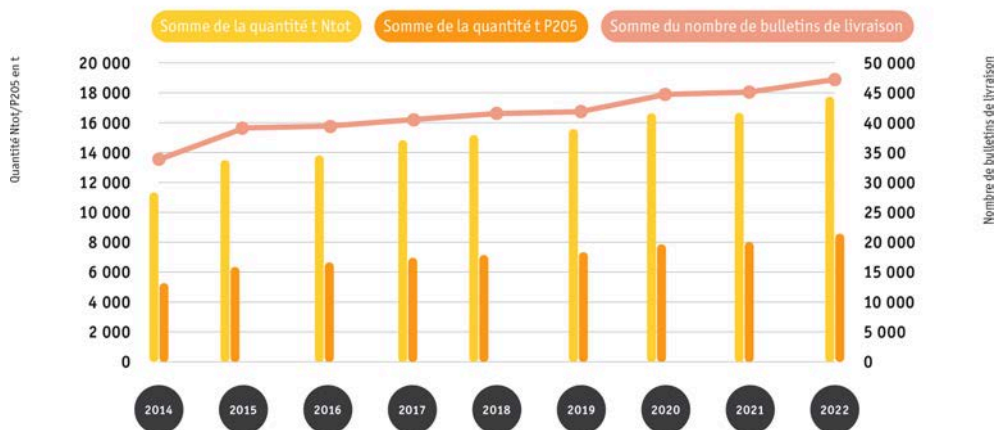
Les quantités livrées d'éléments fertilisants ( $N_{\text{stock}}$  et  $P_2O_5$  en t) en 2022 sous forme d'engrais de ferme et de recyclage poursuivent la tendance des années précédentes. Par rapport aux années 2020 et 2021 les livraisons saisies ont augmenté de 5 %. En conséquence, les quantités d'éléments fertilisants livrés en 2022 ont augmenté par rapport aux années 2020 et 2021 : +

EXPLOITATION > GESTION DES DONNÉES



7 % t N<sub>stock</sub> et + 8 % t P<sub>205</sub>. Le graphique suivant montre l'évolution des quantités d'éléments nutritifs et de bulletins de livraison depuis 2014.

Quantité d'éléments nutritifs/nombre de bulletins de livraison

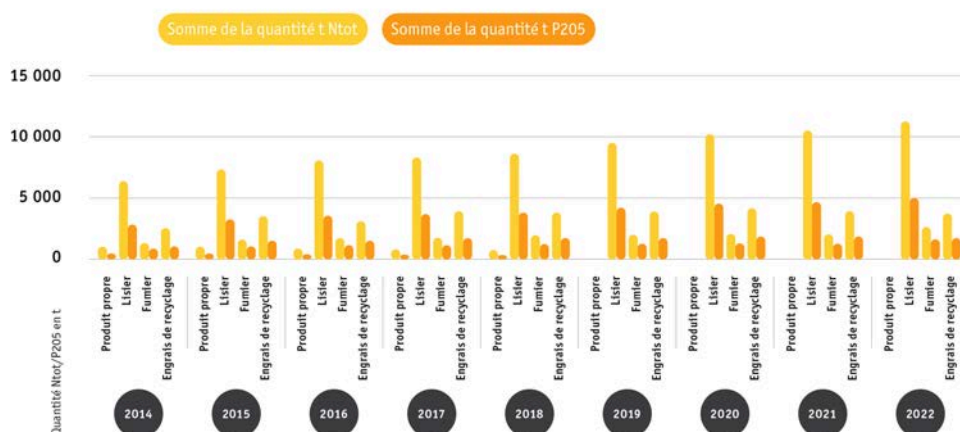


Engrais

Les engrais de ferme et les engrais de recyclage se distinguent par leur origine et leur teneur en éléments fertilisants. Les engrais de ferme comprennent le lisier et le fumier. Le lisier comporte des teneurs en fertilisants plus élevées, des fertilisants qui sont disponibles rapidement pour les végétaux. Par contre, le fumier a des teneurs plus faibles, et les fertilisants sont disponibles moins rapidement. Les engrais de recyclage sont obtenus lorsque le fumier ou le lisier sont transformés dans une installation de compostage ou de méthanisation.

Dans HODUFLU, les « engrais de recyclage » sont considérés comme des digestats, du compost et des concentrés de fertilisants sous forme solide ou liquide. Les produits non spécifiés ont été déclarés « produits de l'exploitation » jusqu'en 2021. Depuis 2022, ces produits doivent appartenir à une catégorie d'engrais.

Produits par année



Production d'engrais de ferme par espèce animale

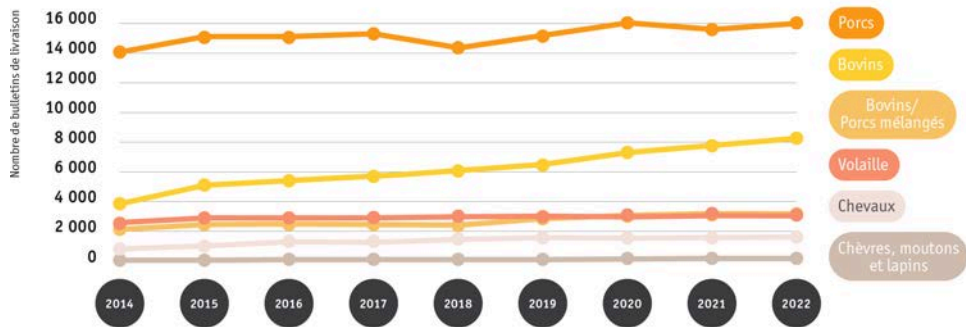
Les 32 091 livraisons d'engrais de ferme en 2022 se décomposent de la manière suivante : 49 % de toutes les livraisons concernent les engrais de ferme issus de la production porcine.

EXPLOITATION > GESTION DES DONNÉES



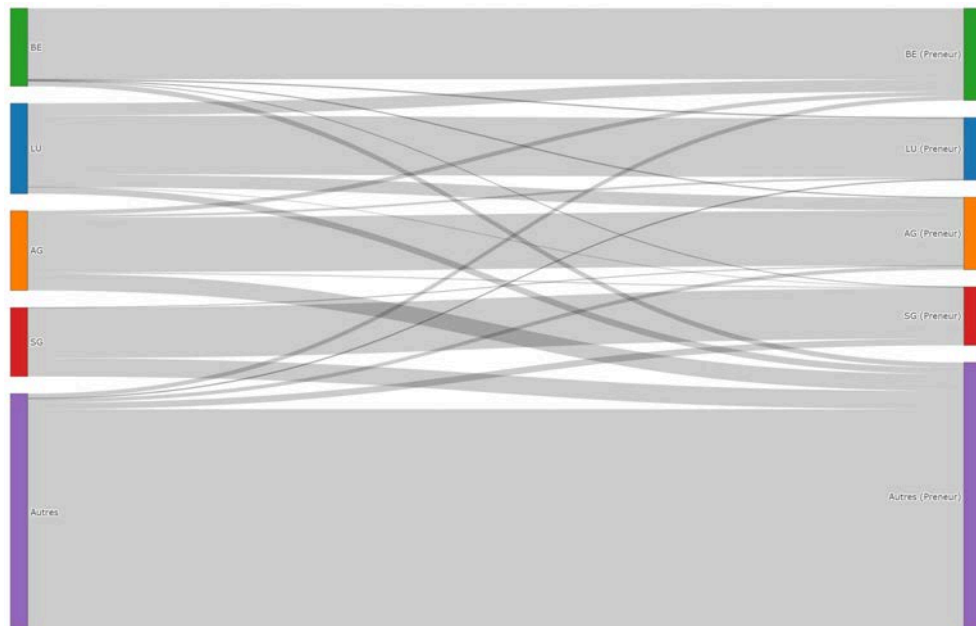
Environ un quart provient de l'élevage de bovins. 10 % des livraisons proviennent de l'élevage de volailles et 10 % de l'élevage combiné de bovins et de porcs. Les autres animaux de rente (lapins, moutons et chèvres) représentent moins d'un pour cent des livraisons et ne sont donc pas mentionnés.

Livraisons d'engrais de ferme par type d'animal



Transfert entre les cantons

La figure ci-dessous montre les flux d'engrais entre les cantons. L'épaisseur du trait représente la part des livraisons entre le canton cédant et le canton preneur. Dans 4 cantons sur 26, la moitié des bulletins de livraison concernaient la prise en charge ou la cession d'engrais de ferme et de recyclage en 2022. Il s'agissait des cantons d'Argovie, de Berne, de Lucerne et de Saint-Gall.





## Introduction

### Moyens de production

La production agricole a besoin d'engrais, d'aliments pour animaux, de semences, de plants et de produits phytosanitaires pour les raisons suivantes :

- les engrais servent à la nutrition des plantes, dont ils favorisent la croissance, accroissent le rendement ou améliorent la qualité ;
- les aliments destinés aux animaux de rente et aux animaux de compagnie permettent de garantir les performances des animaux de rente agricoles ainsi que la qualité des produits d'origine animale ;
- des substances de nature chimique ou biologique sont employées sous forme de produits phytosanitaires pour protéger les plantes cultivées d'organismes nuisibles et obtenir ainsi une récolte abondante ;
- un matériel végétal de multiplication de haute qualité (semences, plants de pommes de terre, greffons, porte-greffes et jeunes plants de variétés de fruits et de vignes) contribue largement à la durabilité de la production en Suisse.

Si les moyens de production aident l'agriculture à accroître considérablement son rendement et la qualité de ses produits, ils sont aussi susceptibles d'avoir des effets indésirables sur la santé de l'être humain et de l'animal ainsi que sur l'environnement. C'est pourquoi il faut en réglementer la commercialisation et l'utilisation. Différentes dispositions légales définissent à cette fin les conditions d'homologation et les exigences auxquelles doivent satisfaire ces produits et leur production, ainsi que l'étiquetage, les modes d'utilisation, les obligations de déclarer, les indications sur les plantes agricoles dans le catalogue des variétés et la certification des semences.

### Production végétale et production animale

Les plantes cultivées et les animaux de rente agricoles sont à la base de la production de matières premières et de denrées alimentaires. La culture et l'élevage dépendent dans une large mesure du sol utilisé pour la production et de sa fertilité ainsi que de l'eau nécessaire pour couvrir les besoins qui découlent de ces activités agricoles. La Confédération encourage à recourir à ces facteurs de production conformément aux principes du développement durable ainsi qu'à préserver la santé et la diversité génétique des plantes cultivées et des animaux de rente.

### Production adaptée aux conditions locales

Une agriculture adaptée aux conditions locales exploite les potentiels agronomiques, économiques et écologiques spécifiques au site pour la production alimentaire, tout en tenant compte de la capacité de charge des écosystèmes. Les objectifs environnementaux de l'agriculture<sup>[1]</sup> décrivent l'état qui permet de garantir le maintien à long terme de la capacité de charge des écosystèmes et donc des bases de production agricole. La réalisation des objectifs environnementaux pour l'agriculture varie selon les sites. Des données spatialement différenciées mettent en évidence les lacunes de réalisation des objectifs et servent de base à la planification et à la mise en œuvre des mesures. Sur la base de telles données, il est par exemple possible d'organiser plus efficacement l'utilisation des surfaces et des denrées alimentaires.



## PRODUCTION &gt; INTRODUCTION



[1]OFEV et OFAG 2008 : Objectifs environnementaux pour l'agriculture. À partir de bases légales existantes. Connaissance de l'environnement n° 0820. Office fédéral de l'environnement, Berne: 221 p. <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/biodiversite/publications/publications-biodiversite/objectifs-environnementaux-agriculture.html>



## Organismes génétiquement modifiés dans les aliments importés pour animaux

**Les aliments importés pour les animaux sont rigoureusement contrôlés depuis des années afin d'y détecter d'éventuelles traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM). La statistique des importations montre que ces aliments sont restés exempts d'OGM en 2022.**

L'ordonnance sur la production et la mise en circulation des aliments pour animaux (ordonnance sur les aliments pour animaux, RS 916.307) définit les conditions sous lesquelles les aliments pour animaux peuvent contenir des traces d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Elle précise que les aliments comportant plus de 0,9 % d'OGM tolérés doivent être désignés comme génétiquement modifiés et déclarés comme tels à l'importation. Entre 2021 et 2022, les quantités d'OGM importés ont reculé, passant de 485 à 61 kg. Il n'est pas certain que la situation de crise actuelle soit à l'origine de l'augmentation (plus de 20 %) de la quantité totale d'aliments importés pour animaux. Quoi qu'il en soit, il existe dans le monde de très vastes surfaces consacrées aux cultures de maïs, de soja et de colza transgéniques. C'est la raison pour laquelle la douane contrôle principalement les aliments concentrés riches en protéines fabriqués à partir de ces produits.

### Importations d'aliments pour animaux

Année	Quantité totale	Aliments pour animaux contenant des OGM	Aliments pour animaux contenant des OGM
	En t	En kg	En %
2017	506 000	0	0
2018	479 565	0	0
2019	476 321	0	0
2020	463 423	20	0
2021	463 423	485	0
2022	595 595	61	0

Sources : OFAG, OFDF

### Analyses de la teneur en OGM des aliments pour animaux d'élevage

## PRODUCTION &gt; MOYENS DE PRODUCTION



Année	Échantillons prélevés par la douane	Indications erronées	Échantillons prélevés sur le marché	Indications erronées <sup>1</sup>
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
2017	61	0	307	0
2018	47	0	323	0
2019	0	0	220	0
2020	0	0	183	3
2021	57	0	249	0
2022	64	0	294	0

<sup>1</sup> Signifie que les prescriptions légales n'ont pas été respectées. Source : Agroscope

Les aliments pour animaux de compagnie ont été analysés pour y déceler des traces d'OGM selon la méthode appliquée lors de la campagne de contrôle des graines pour oiseaux en 2017 et des contrôles effectués par la suite en 2020. Sur les cinq aliments pour oiseaux, prélevés par échantillonnage sur la base d'une appréciation de la probabilité d'infraction, deux se sont révélés non conformes à la réglementation.

### Recherche de traces d'OGM dans les aliments pour animaux de compagnie

Année	Aliments pour animaux de compagnie contrôlés	Indications erronées <sup>1</sup>
	Nombre	Nombre
2017	56	1
2018	19	5
2019	2	0
2020	24	3
2021	0	0
2022	5	2

<sup>1</sup> Signifie que les prescriptions légales n'ont pas été respectées. Source : Agroscope



## OGM dans les semences importées

**En 2021, la campagne de contrôle des semences a repris sont court. Sur près de quarante contrôles, un seul lot de soja a été contrôlé positif.**

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) examine selon les critères de l'ordonnance sur le matériel de multiplication (RS 916.151) les lots de semences importées. Il s'agit de contrôler s'il y a la présence d'organismes génétiquement modifiés (OGM). En collaboration avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), des semences de luzerne (*Medicago sp.*) et de plantes appartenant à la famille des agrostides (*Agrostis stolonifera.*) ont été identifiées comme vecteurs de dissémination potentiels. Aux USA, la luzerne et les agrostides génétiquement modifiés (GM) sont autorisées. Les semences suisses et européennes étant souvent multipliées importées ou multipliées en Amérique du Nord, il a été convenu avec l'Association suisse des producteurs de semences (Swissem) que les membres de l'association enverraient à Agroscope Feedbio/Posieux des échantillons des lots de semence de luzerne et d'agrostides importés d'Amérique du Nord.

### Résumé de la campagne de contrôle 2022

Aucun lot n'a été détecté pour le maïs, le colza, le soja, les betteraves ni d'*Agrostis stolonifera*. Le contrôle des graines de luzerne ainsi que celui d'*Agrostis stolonifera* continuera en 2023.

### Récapitulatif des contrôles effectués en 2022

	Maïs	Colza	Soja	Betteraves	Luzerne
Nombre de lots notifiés	379	76	32	17	12
Nombre de lots contrôlés	16	4	0	4	12
Nombre de lots positifs	0	0	0	0	0

Source : OFAG



## Trajectoire de réduction des produits phytosanitaires

**Si les produits phytosanitaires contribuent à prévenir les pertes de récolte, ils peuvent néanmoins avoir des conséquences négatives sur l'environnement. Afin de réduire ces risques, un grand nombre de mesures ont été mises en œuvre ces dernières années. Les indicateurs de risques permettent de mettre en évidence l'effet de ces mesures. Les risques pour les eaux souterraines et les eaux superficielles ont pu être réduits, et une tendance positive a été observée en ce qui concerne les habitats proches de l'état naturel.**

### Objectifs de réduction des risques liés aux produits phytosanitaires

Dans le cadre de l'initiative parlementaire (Iv. pa.) 19.475, le Parlement a défini le 19 mars 2021 des objectifs de réduction des risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires (PPh) dans la loi sur l'agriculture (art. 6, al. 2) : les risques pour les eaux superficielles et les habitats proches de l'état naturel ainsi que les atteintes aux eaux souterraines doivent être réduits de 50 % d'ici 2027 par rapport à la valeur moyenne des années 2012 à 2015. Le Conseil fédéral a défini des indicateurs de risques en vue de l'examen de ces objectifs (ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture, art. 10).

### Méthode de calcul des indicateurs de risque pour les PPh

La méthode de calcul des indicateurs de risque a été développée par Agroscope (Korkaric M. et al., 2022 et 2023). Pour chaque substance active de PPh, le risque potentiel que présente une application standard pour les eaux superficielles, les habitats proches de l'état naturel et les eaux souterraines a été calculé (score de risque). Par ailleurs, la surface traitée avec chaque substance active est calculée tous les ans sur la base de la quantité mise sur le marché en Suisse. Les deux facteurs (score de risque et surface traitée) sont ensuite multipliés entre eux pour chaque substance active. Il en résulte, pour chaque substance active et chaque année, le risque potentiel basé sur la quantité de substance active vendue. Une diminution des quantités et des mesures ciblées, telles que l'assainissement des aires de lavage, des distances de sécurité, spécifiques à chaque produit, par rapport aux eaux superficielles ou encore des mesures obligatoires de réduction de la dérive, permettent de réduire les risques. Pour les indicateurs « eaux superficielles » et « habitats proches de l'état naturel », de telles mesures sont comptabilisées en tenant compte du degré de mise en œuvre dans la pratique. Les risques calculés de cette manière pour toutes les substances actives sont additionnés, ce qui donne le risque global annuel pour chaque substance. Ces indicateurs permettent de suivre l'évolution du risque dans le temps.

### Évolution des risques pour les eaux souterraines

En 2022, on a observé une réduction des risques pour les eaux souterraines de plus de 50 % par rapport à la période de référence 2012-2015. Le retrait de l'homologation du dichlobénil en 2013 ainsi que du chlorothalonil et du chloridazone en 2020 a largement contribué à cette baisse. La réduction de l'utilisation d'herbicides a également contribué à la réalisation de l'objectif. L'utilisation d'herbicides présentant un potentiel de risque accru (métazachlore, diméthachlore, S-métolachlore et terbuthylazine) est interdite depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour les exploitations ayant droit aux paiements directs dans le cadre des prestations écologiques

PRODUCTION > MOYENS DE PRODUCTION



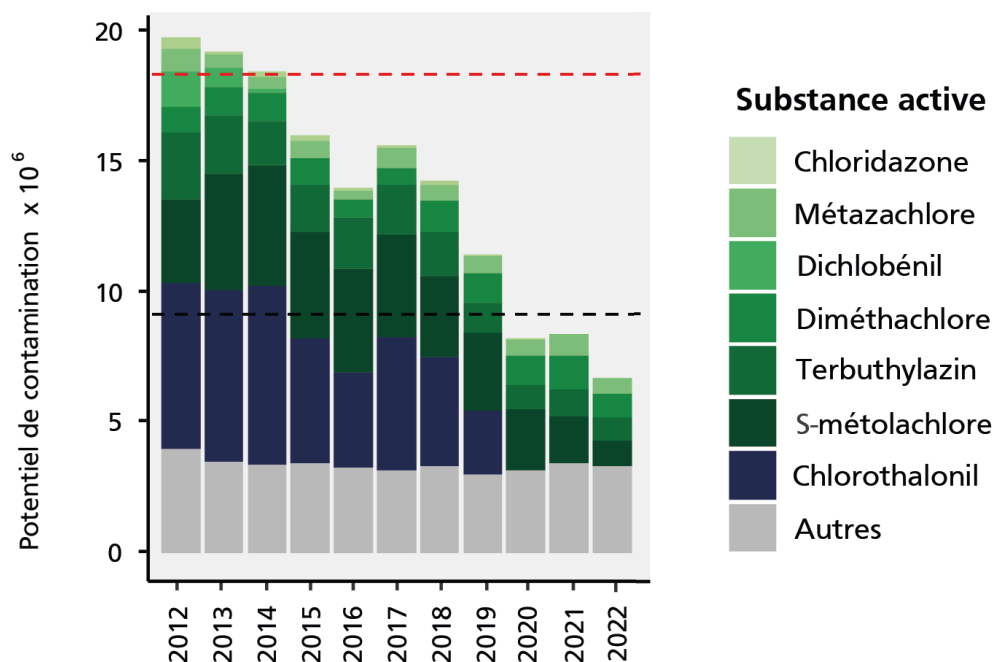
requisés (PER). Les eaux souterraines restent en général plusieurs années dans le sous-sol, une amélioration de la qualité de l'eau ne pourra y être mesurée qu'avec un certain décalage.

## Indicateur Eaux souterraines

### Lignes de référence

--- Moyenne 2012-2015

--- Objectif : 50% de réduction



### Évolution des risques pour les eaux superficielles

Les risques pour les eaux superficielles ont pu être réduits de presque 50 % en 2022 par rapport à la période de référence 2012-2015. Des mesures supplémentaires mises en place le 1<sup>er</sup> janvier 2023 permettront de réduire encore les risques. Ainsi, l'utilisation d'insecticides présentant un potentiel de risque accru est interdite pour les exploitations ayant droit aux paiements directs dans le cadre des PER, sauf si aucune autre substance active moins dangereuse n'est disponible. En outre, dans le cadre des PER, des mesures techniques contre le ruissellement et la dérive doivent être mises en œuvre, et les cantons doivent contrôler toutes les aires de lavage d'ici fin 2026.

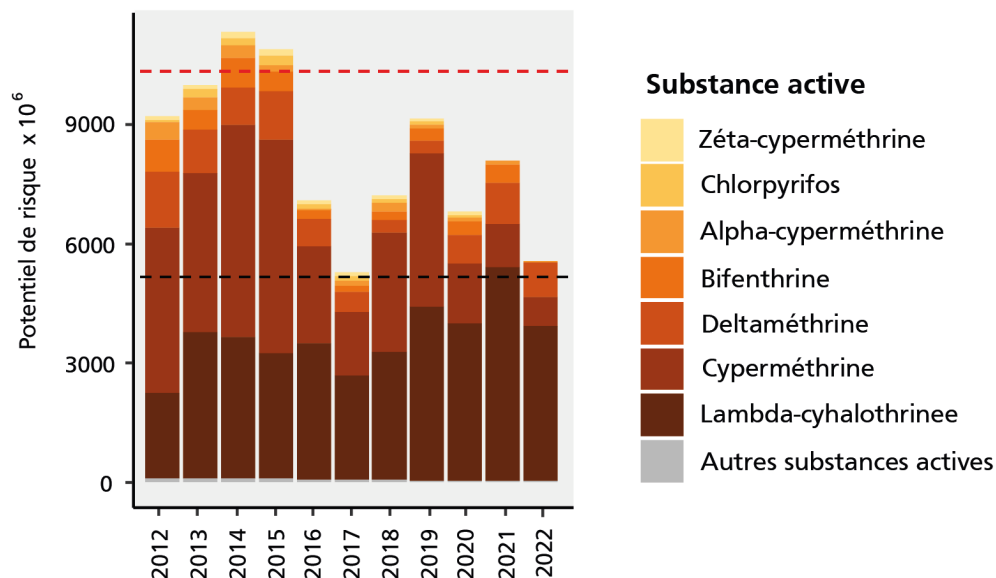
PRODUCTION > MOYENS DE PRODUCTION



## Indicateur Eaux de surface

### Lignes de référence

--- Moyenne 2012-2015      - - - Objectif : 50% de réduction



### Évolution des risques pour les habitats proches de l'état naturel

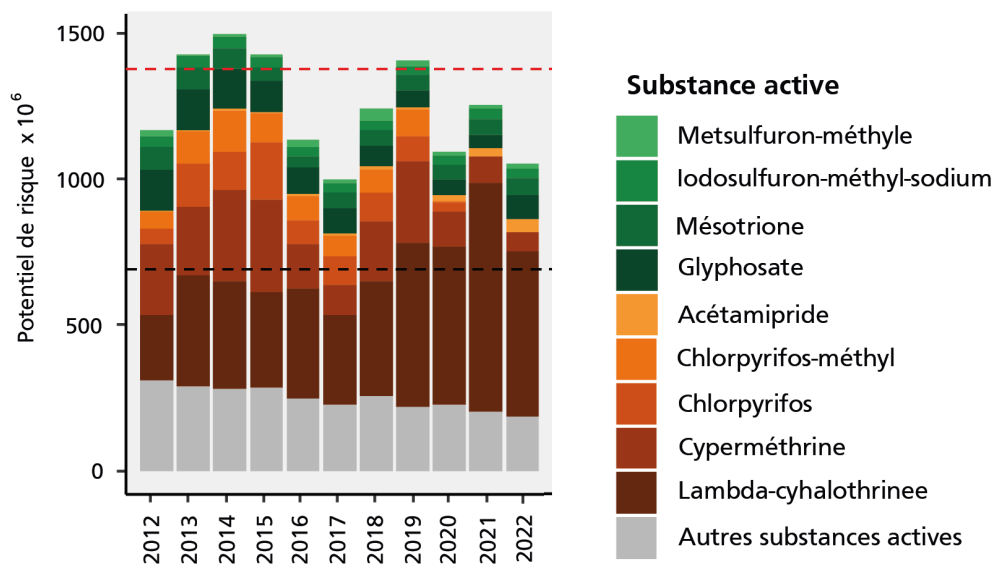
Les risques pour les habitats proches de l'état naturel ont pu être légèrement réduits par rapport à la période de référence 2012-2015, mais aucune tendance claire ne se dessine encore. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, toutes les exploitations ayant droit aux paiements directs doivent prendre des mesures pour réduire la dérive de 75 % dans le cadre des PER. En outre, l'utilisation d'insecticides présentant un potentiel de risque élevé est interdite, sauf si aucune autre substance active moins dangereuse n'est disponible.



## Indicateur Habitats proches de l'état naturel

### Lignes de référence

- - Moyenne 2012-2015      - - Objectif : 50% de réduction



Korkaric M., Ammann L., Hanke I., Schneuwly J., Lehto M., Poiger T., de Baan L., Daniel O., Blom J.F. (2022) : Nouveaux indicateurs de risque des produits phytosanitaires pour la Suisse, Recherche Agronomique Suisse 13, 1-10, 2022  
 Korkaric M., Lehto M., Poiger T., de Baan L., Mathis M., Ammann L., Hanke I., Balmer M., Blom J.F. (2023) : Indicateurs de risque relatifs aux produits phytosanitaires : des analyses plus approfondies pour le calcul, Agroscope Science (154), 1-48, 2023





## Utilisation des surfaces

**Alors que la superficie des terres assolées a légèrement augmenté, celle des terres ouvertes a, elle, légèrement diminué en 2022. Les extensions ont principalement concerné les prairies temporaires, l'épeautre, l'avoine, le maïs d'ensilage, le maïs vert et les fèves de soja. En ce qui concerne les cultures permanentes, la surface des vignes et des petits fruits arbustifs s'est maintenue au niveau de l'année précédente.**

La surface agricole utile (SAU) comprend les terres assolées, les cultures pérennes situées hors des terres assolées, les prairies naturelles et les pâturages ainsi que les surfaces employées à d'autres fins, telles les prairies à litière. La tendance à la baisse de la surface agricole utile s'est poursuivie en raison de l'extension constante des infrastructures et des zones d'habitation.

### Grandes cultures

Au cours de l'année sous revue, les terres ouvertes ont diminué par rapport à l'année précédente (#380 ha, #0,14 %). La superficie totale des terres assolées a en revanche augmenté de 1 060 hectares (+0,27 %). Les prairies temporaires, l'épeautre, l'avoine, les oléagineux, le maïs d'ensilage et le maïs vert ainsi que les légumes de plein champ ont, en particulier, vu augmenter leurs surfaces, tandis que celles consacrées au maïs grain, au blé panifiable, au pois protéagineux et aux bandes culturales extensives ont diminué.

### Cultures pérennes

Entre 2020 et 2021, l'OFAG a modifié les modalités de la collecte des données de la fruiticulture. Le lecteur pourra consulter, en suivant le lien ci-dessous, le tableau des données 2022, par cultures et par variétés, de même qu'une mise en regard de ces données avec celles des années précédentes : Statistiques des surfaces des cultures fruitières de Suisse 2022.

Les modifications apportées à la méthode statistique ne permettent pas d'interpréter valablement les variations de la surface dédiée à la fruiticulture entre 2020 et 2021 et entre 2021 et 2022.

Les cultures pluriannuelles de petits fruits couvraient 453 hectares l'année sous revue, ce qui représente une augmentation de 10 hectares par rapport à l'année précédente (+2,3 %).

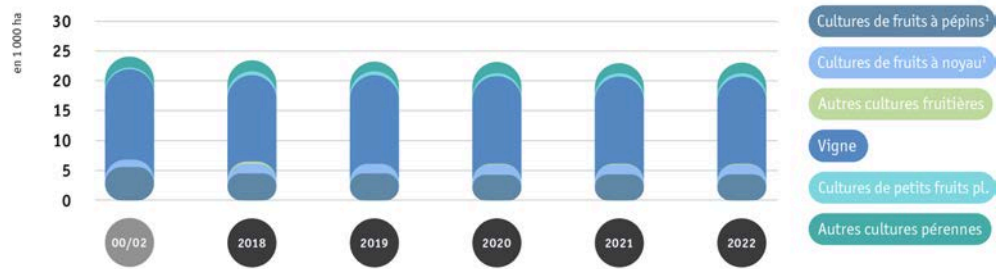
Les vignes cultivées pour produire du vin s'étendaient en 2022 sur 14 606 hectares, soit une diminution de 23 hectares (#0,2 %) par rapport à 2021. Les cépages blancs occupaient 6 451 hectares (+0,1 %) et les cépages rouges 8 155 hectares (#0,4 %). Comme en 2021, les cépages blancs représentaient 44 % de la superficie totale, et les cépages rouges 56 %.

Les autres cultures pérennes englobent notamment les pépinières et les plantes ornementales, les sapins de Noël, les matières premières renouvelables telles que le roseau de Chine, ainsi que les plantes aromatiques et médicinales pérennes.

## PRODUCTION &gt; PRODUCTION VÉGÉTALE



## Cultures pérennes



Source : OFAG / USP

**Informations complémentaires :**

Production durable : Fruits – Statistiques fruits (<https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/nachhaltige-produktion/pflanzliche-produktion/obst/statistiken-obst.html>)

Production durable : Vins et spiritueux – Statistiques vitivinicoles (<https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/nachhaltige-produktion/pflanzliche-produktion/weine-und-spirituosen/weinwirtschaftliche-statistik.html>)

**Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22
	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 748</b>	<b>146 210</b>	<b>144 814</b>	<b>-18.8</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>76 609</b>	<b>81 614</b>	<b>81 602</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	68 510	72 721	71 331	-22.2
Epeautre	1 878	5 933	6 650	7 966	264.7
Amidonnier, engrain	46	330	283	387	624.6
Seigle	3 518	1 798	1 918	1 854	-47.2
Méteil de céréales panifiable	39	38	42	64	23.1
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>67 139</b>	<b>64 596</b>	<b>63 212</b>	<b>-20.8</b>
Blé	–	9 613	9 713	9 293	–
Orge	42 916	27 808	28 008	27 620	-35.2
Avoine	4 342	1 793	1 824	2 816	-50.6
Méteil de céréales fourragères	311	256	199	242	-25.2
Maïs grain	22 280	19 972	17 214	15 836	-20.7
Triticale	12 201	7 457	7 425	7 123	-39.9
Millet	–	240	213	282	–
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>3 675</b>	<b>22.1</b>
Pois protéagineux	3 165	3 573	3 436	2 569	0.9
Féveroles	294	957	722	759	176.1
Lupins	55	210	304	347	421.8
<b>Cultures sarclées</b>	<b>34 229</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>26 747</b>	<b>-19.2</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	10 956	10 711	10 749	-21.7
Betteraves sucrières	17 886	17 602	16 186	15 647	-7.9
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	414	371	351	-85.1
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>30 979</b>	<b>32 141</b>	<b>33 295</b>	<b>73.4</b>
Colza	13 126	24 391	24 970	25 038	88.9
Tournesol	4 389	4 472	4 818	5 228	10.3
Soja	989	2 031	2 240	2 895	141.6
Courges à huile	32	85	113	134	249.5
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>238</b>	<b>256</b>	<b>278</b>	<b>-80.3</b>
Colza	1 137	117	149	155	-87.7
Tournesol	35	31	23	43	-7.6
Autres	132	90	84	80	-35.9
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>12 612</b>	<b>45.7</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>46 636</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>3 061</b>	<b>-8.7</b>
Autres terres ouvertes	1 770	3 688	5 083	4 996	159.2
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>274 449</b>	<b>276 566</b>	<b>276 114</b>	<b>-5.1</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>125 393</b>	<b>118 476</b>	<b>120 005</b>	<b>3.1</b>
Autres	2 427	2 030	492	480	-58.8
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>401 872</b>	<b>395 534</b>	<b>396 599</b>	<b>-3.1</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 091	6 111 (1)	6 149	-11.5
Vigne	15 053	14 696	14 629	14 606	-2.7
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	82	81	79	-68.6
Prairies naturelles, pâturages	627 938	600 686	606 886	605 607	-3.7
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	20 607	18 812	18 974	87.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>1 042 014</b>	<b>-2.7</b>

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> Depuis 2020/2021, la saisie des données des cultures fruitières est effectuée selon un nouveau système. Les différences de surface entre les ann 2020 et 2021, de même qu'entre 2021 et 2022 ne peuvent pas nécessairement être interprétées comme une progression ou un recul des surfac  
Sources : cultures fruitières et viticulture : OFAG (statistique de surfaces / obst.ch, l'année viticole); autres produits: USP, OFS, swisspatat, swiss gr



## Grandes cultures

**En 2022, la superficie consacrée à la pomme de terre et celle consacrée aux oléagineux ont toutes deux légèrement augmenté. Les légumineuses à graines ont connu dans l'ensemble une évolution stable, tout en gagnant en importance dans l'agriculture biologique.**

### Pommes de terre : fin du recul des surfaces cultivées

Après avoir atteint un niveau historiquement bas en 2021 (10 711 hectares), la surface consacrée à la pomme de terre a de nouveau augmenté en 2022 pour atteindre 10 749 hectares (+38 hectares). La surface cultivée par exploitation a augmenté continuellement au cours de cette décennie, passant en moyenne de 1,5 hectare à 2,5 hectares. Les surfaces de pommes de terre primeurs, pour l'essentiel cultivées sous plastique, ont plus que triplé, passant d'environ 182 hectares en 2004 à 584 hectares en 2022.

### Oléagineux : augmentation de la surface cultivée

Les surfaces totales d'oléagineux ont augmenté de 3,5 % par rapport à l'année précédente, passant de 32 408 hectares en 2021 à 33 571 hectares en 2022. Cette superficie inclut tous les oléagineux cultivés en Suisse. Dans le détail, les surfaces de soja ont augmenté de 655 hectares pour atteindre 2 895 hectares (+29,2 %), celles de colza de 68 hectares pour atteindre 25 038 hectares (+0,3 %), et celles de tournesol de 410 hectares pour atteindre 5 228 hectares (+8,5 %). Depuis 2017, la superficie cultivée en oléagineux est passée de 27 615 hectares à 33 571 hectares (+5956 ha, soit +21 %). En 2022, près de 60 % de la production nationale de colza et 64 % de la production de tournesols – les deux principales cultures d'oléagineux en Suisse – étaient concentrés dans les cantons de Vaud, de Berne, d'Argovie et de Zurich. Quant à la culture de soja, 59 % de la surface totale cultivée se trouvaient dans les cantons de Vaud et de Genève.

En 2022, la production biologique représentait 7,4 % de la surface totale, soit une augmentation de 380 hectares, tous oléagineux confondus (2 475 ha en 2022 contre 2 095 ha en 2021).

### Évolution de la surface cultivée en légumineuses à graines

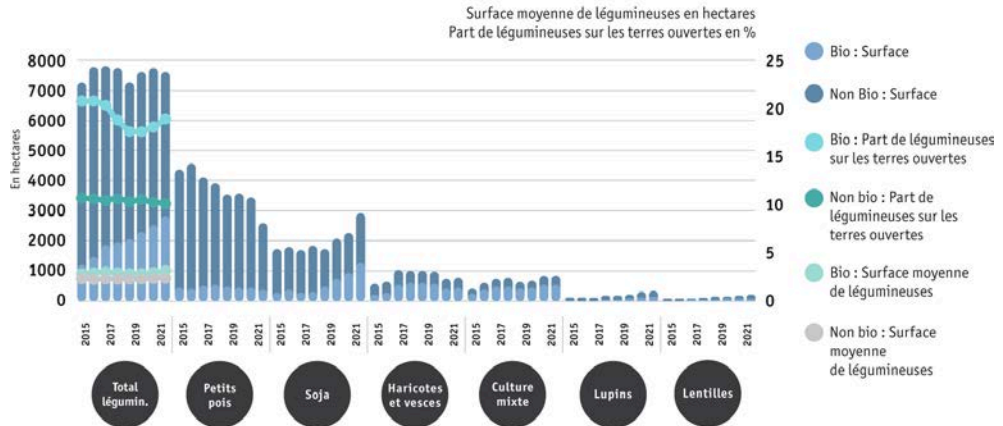
Ces dernières années, la surface totale cultivée en légumineuses à graines (pois, soja, haricots, vesces, lupins et lentilles) était d'environ 7 700 hectares. L'augmentation des surfaces en culture biologique a eu pour corollaire un recul de la culture conventionnelle. Que ce soit en culture biologique ou conventionnelle, la surface moyenne de légumineuses à graines par exploitation est d'environ 3 hectares. La part des légumineuses représentait 20 % des terres ouvertes en culture biologique et 10 % en culture conventionnelle. Si la culture de pois a reculé, en particulier en production conventionnelle, la culture du soja a quant à elle vu ses surfaces augmenter, surtout en production biologique. Les surfaces de cultures mixtes de légumineuses à graines et de céréales ont par ailleurs augmenté en production biologique. Les lupins et les lentilles, alors peu cultivés, ont étendu leurs surfaces. Du fait de la demande croissante en légumineuses à graines suisses destinées à l'alimentation humaine et de la contribution à des cultures particulières versée depuis 2023 également pour ces légumineuses, il faut s'attendre à de nouvelles extensions de surfaces. Les légumineuses à graines sont thermophiles, enrichissent la rotation des cultures et fixent, en symbiose avec des bactéries,

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



l'azote atmosphérique dans le sol, qui est de ce fait également disponible pour les cultures suivantes.

Évolution des surfaces de légumineuses à graines

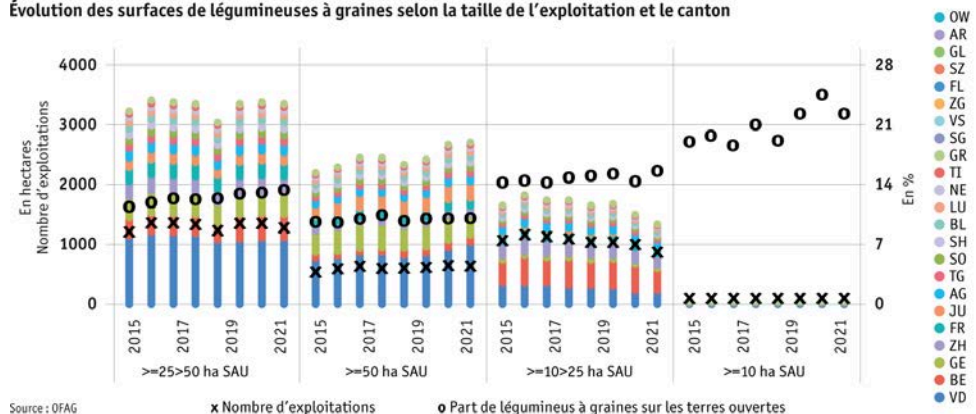


Source : OFAG

Les grandes exploitations étendent leurs surfaces de légumineuses à graines

La surface cultivée de légumineuses à graines des exploitations dont la surface agricole utile (SAU) est de 25 à 50 hectares est dans l'ensemble restée stable, avec une part de 13 % des terres ouvertes. L'évolution a été différente s'agissant des surfaces cultivées des exploitations ayant une SAU supérieure à 50 hectares et une SAU de 10 à 25 hectares. Ces dernières ont affiché une baisse due à la diminution du nombre d'exploitations cultivant des légumineuses à graines, tandis que les grandes exploitations ont augmenté leurs surfaces. Avec une part de 10 % de légumineuses à graines dans les terres ouvertes, les grandes exploitations disposent encore d'un potentiel d'extension, en respectant les pauses recommandées entre les cultures. En revanche, dans les exploitations comptant jusqu'à 10 hectares de SAU, la part des légumineuses à graines atteignait déjà 22 % des terres ouvertes, de sorte qu'il ne reste qu'un faible potentiel d'extension si les terres ouvertes ne sont pas étendues. Sur les 23 000 exploitations agricoles situées dans la zone de plaine et dans la zone préalpine des collines (sans les exploitations horticoles, les exploitations de cultures pérennes et les entreprises de transformation), 2 700 ont cultivé en 2022 des légumineuses à graines sur une surface de 7 300 hectares.

Évolution des surfaces de légumineuses à graines selon la taille de l'exploitation et le canton



Source : OFAG



## Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères

En 2022, les cultures de fruits et de petits fruits s'étendaient sur 7 000 hectares. Les surfaces viticoles représentaient 14 600 hectares et les cultures de légumes frais 14 400 ha (lorsqu'il y avait plusieurs cultures maraîchères sur la même surface, elles ont été additionnées).



Source : Adobe Stock

### Fruits

#### 6149 hectares de vergers

En vertu de l'ordonnance sur les relevés statistiques (annexe 155), l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est chargé de faire le compte de la superficie totale des cultures fruitières visées à l'art. 22, al. 2, de l'ordonnance sur la terminologie agricole (OTerm). En 2022, l'OFAG a ainsi recensé 6149 hectares de cultures fruitières, dont 72 % de cultures de fruits à pépins (4428 hectares) et 26 % de cultures de fruits à noyau (1589 ha). Le sureau s'étendait sur 22 hectares, le kiwi sur 30 hectares et le noyer sur 62 hectares ; les surfaces consacrées à ces fruits représentaient ensemble 2 % de la superficie des cultures fruitières. Le lecteur trouvera les résultats détaillés de l'inventaire 2022 de ces cultures, par culture et par variété, avec en regard les chiffres de l'année précédente, sous le lien que voici :

[Statistique des cultures fruitières de la Suisse 2022](#)

#### Près de 900 hectares de petits fruits

D'après les statistiques établies par l'interprofession Fruit-Union Suisse, les cultures de petits fruits occupaient en 2022 914 hectares au total, c'est-à-dire 24 hectares de plus que l'année précédente (+2,7 %). Le sureau n'y est pas inclus, étant assimilé aux cultures de fruits. De même, les statistiques ne tiennent pas compte des cultures de petits fruits qui ne sont pas

## PRODUCTION &gt; PRODUCTION VÉGÉTALE



indiqués séparément en termes de surfaces dans le rapport d'activité de Fruit-Union Suisse. Les surfaces consacrées à la culture des fraises, du cassis, des myrtilles, des framboises et des groseilles ont légèrement augmenté, tandis que seules les surfaces dédiées à la culture des mûres accusent un faible recul.

L'évolution des surfaces consacrées aux cultures de petits fruits est présentée dans le tableau ci-dessous.

» [Cultures fruitières](#)

## Viticulture

Entre 2017 et 2022, la surface viticole suisse a diminué de 142,4 ha, ce qui représente une diminution de 1 %. Si la surface totale a diminué, la surface de cépages résistants aux maladies fongiques a quant à elle augmenté. Les cépages résistants aux maladies fongiques se caractérisent par une grande résistance aux principales maladies fongiques et permettent de réduire considérablement l'utilisation de pesticides. Ainsi, ils sont particulièrement intéressants d'un point de vue environnemental.

La superficie totale des cépages résistants aux maladies fongiques a augmenté de 200 ha de 2017 à 2022, soit une augmentation de 78 %. En 2022, la surface totale de ces cépages résistants aux maladies fongiques était de 456 ha, soit 3 % de la surface viticole totale. Les cépages résistants aux maladies fongiques blancs les plus plantés en Suisse en 2022 étaient le Johanniter, le Sauvignier Gris, le Solaris, le Sauvignac et le Muscaris. Les cépages résistants aux maladies fongiques rouges les plus plantés étaient le Divico, le Cabernet Jura, le Régent, le Maréchal Foch et le Léon Millot.

De plus amples informations concernant les surfaces de vignes sont disponibles dans la publication 'L'année viticole'.

» [Vin](#)

## Cultures maraîchères

En 2022 les cultures de légumes frais (y compris les légumes de garde) occupaient 14 391 hectares, soit +74 hectares qu'en 2021. Cette superficie se compose des cultures maraîchères en plein champ (y compris les parcelles mises en culture plusieurs fois pendant une campagne donnée, mais ne portant qu'une seule culture à la fois) soit 13 465 hectares (sans les légumes traditionnellement destinés à la transformation) et des cultures maraîchères sous serre, soit 926 hectares. Les cultures de plein champ se sont étendues de quelque 1 % l'année sous revue par rapport à 2021. Les cultures sous serre ont reculé de 5 %. Depuis plusieurs années, les cinq premières cultures maraîchères de plein champ sont la carotte, l'oignon jaune, la laitue iceberg, le brocoli et le chou-fleur. Les surfaces de ces légumes ont progressé par rapport à l'année précédente, à l'exception de la laitue iceberg. C'est la culture de carottes, en hausse depuis plusieurs années, qui a le plus augmenté (environ 5 %). En ce qui concerne les cultures sous serre, la mâche figure de nouveau clairement au premier rang. Elle est suivie du radis, du concombre à salade, de la laitue pommée verte et de la tomate en grappe. La culture de mâche tout comme celle du radis a diminué par rapport à 2021 de respectivement 9 et 8 %.

» [Légumes](#)

**Lien sur le site internet de l'OFAG :**

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



Production durable : Fruits – Statistiques fruits Production durable : Vins et spiritueux – statistique viticole



**Petits fruits**

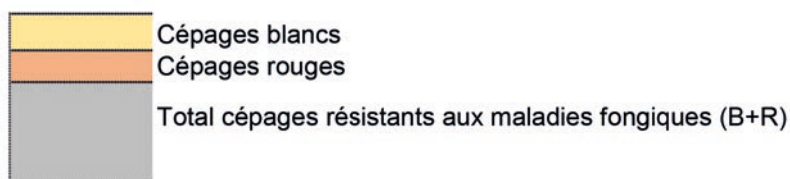
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	ha	ha	ha	ha	ha	ha
Fraises	514.1	511.7	510.4	521.0	515.2	528.6
Framboises	160.3	168.2	170.1	171.5	175.1	181.9
Myrtilles	93.1	92.9	103.6	107.9	106.4	110.1
Groseilles	27.9	32.5	34.1	33.8	34.8	35.9
Mûres	32.8	33.6	32.2	33.3	31.9	29.4
Cassis	12.7	15.2	15.7	18.1	19.9	21.6
Groseilles à maquereaux	5.2	5.9	6.4	6.4	6.4	6.8
<b>Total</b>	<b>846.1</b>	<b>860.0</b>	<b>872.5</b>	<b>892.0</b>	<b>889.7</b>	<b>914.3</b>

Source: Fruit-Union Suisse FUS

Surfaces en a

Évolution 2017-2022

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Johanniter	2'627	2'876	3'160	3'422	3'679	3'929	50% ▲
Souvignier Gris	732	933	1'320	1'917	2'506	3'459	373% ▲
Solaris	2'430	2'604	2'982	3'231	3'318	3'396	40% ▲
Sauvignac	497	714	902	1'401	1'782	2'353	373% ▲
Muscaris	722	967	1'237	1'692	2'021	2'322	222% ▲
Divico	3'041	4'192	4'810	6'643	7'426	8'417	177% ▲
Cabernet Jura	3'215	3'299	3'412	3'759	3'898	3'932	22% ▲
Regent	3'646	3'394	3'214	3'038	2'918	2'853	-22% ▼
Maréchal Foch	1'399	1'436	1'547	1'480	1'500	1'468	5% ▲
Léon Millot	779	795	791	847	875	865	11% ▲
Cépages résistants aux maladies fongiques	25'608	28'325	31'596	36'952	40'906	45'612	78% ▲
TOT tous les cépages	1'474'804	1'471'157	1'470'374	1'469'620	1'462'880	1'460'564	-1% ▼
% cépages résistants aux maladies fongiques	1.74%	1.93%	2.15%	2.51%	2.80%	3.12%	





## Santé des abeilles et pollinisation

**En pollinisant les cultures, les abeilles contribuent à la sécurité alimentaire. La pollinisation est estimée valoir entre 205 et 479 millions de francs par an. C'est pourquoi les pertes hivernales importantes d'abeilles mellifères en 2011 et 2012 ont été préoccupantes. Un plan d'action national a alors eu pour objectif d'assurer la santé des abeilles<sup>2</sup>**

### Plan national de mesures pour la santé des abeilles

Le Conseil fédéral a approuvé le Plan national de mesures pour la santé des abeilles<sup>3</sup> le 21 mai 2014. L'objectif était alors de mieux protéger les abeilles mellifères contre les maladies, d'améliorer l'habitat des abeilles sauvages et mellifères et de réduire les risques liés aux produits phytosanitaires. Certains résultats positifs du plan d'action sont présentés ci-après.

### Promotion de la santé des abeilles et mesures de protection

Les sévères attaques de l'acarien varroa provoquent des pertes élevées d'abeilles mellifères durant l'hiver. C'est pourquoi le Service sanitaire apicole national<sup>4</sup> a élaboré une stratégie de lutte contre le varroa. Son application systématique permet de réduire les pertes hivernales à moins de 10 %, comme le montre un essai réalisé par des apiculteurs et des apicultrices<sup>5</sup>. Toutefois, entre 2018 et 2021, les pertes hivernales se situaient toujours entre 15 et 20 %<sup>6</sup>.

Le nombre d'intoxications d'abeilles a lui aussi reculé au cours des dernières années ; en 2022, aucun cas d'intoxication par les produits phytosanitaires n'a ainsi été signalé. Ce résultat réjouissant est notamment dû au respect des restrictions d'application de produits phytosanitaires et au retrait de certaines substances actives qui n'étaient pas toujours appliquées correctement<sup>7</sup>.

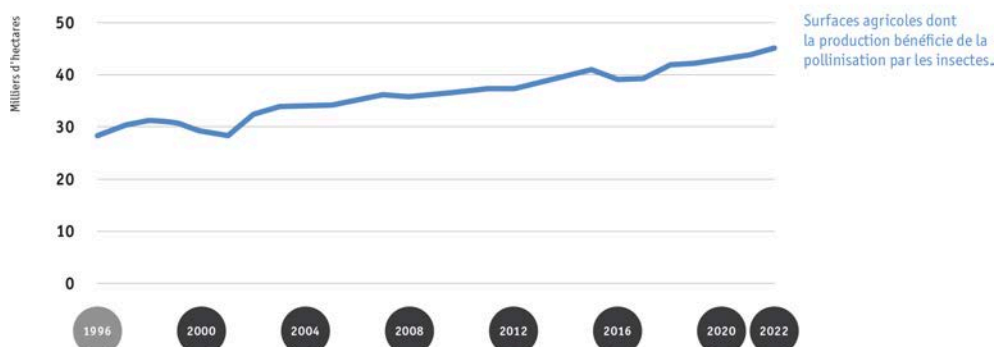
### Pollinisation et agriculture

En Suisse, la part de surfaces cultivées dépendant de la pollinisation continue d'augmenter (fig. 1). En 2021, quelque 44 000 hectares de surface utile ont bénéficié de la pollinisation par les animaux, et notamment par les abeilles, ce qui correspond à environ 4 % de la surface agricole utile.

PRODUCTION > PRODUCTION VÉGÉTALE



Pollinisation dans l'agriculture



Source : OFS

Fig. 1 : Évolution des cultures dépendant de la pollinisation en Suisse, en hectares

Afin de pouvoir évaluer l'état de la pollinisation dans diverses cultures suisses, Agroscope, le centre de compétences de la Confédération pour la recherche agronomique, a réalisé des analyses sur 101 sites. Il est arrivé à la conclusion qu'une pollinisation insuffisante a provoqué des pertes de rendement dans certaines cultures. Pour une pollinisation optimale, il est donc essentiel de favoriser la présence d'abeilles mellifères et d'abeilles sauvages à proximité des cultures qui en dépendent<sup>9</sup>.

**Promotion de l'habitat des pollinisateurs**

Abeilles mellifères et abeilles sauvages sont tout autant importantes pour la pollinisation. C'est pourquoi la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) et Agroscope ont instauré au cours des dernières années des bandes fleuries annuelles et pluriannuelles afin d'offrir aux abeilles des habitats attractifs et des sources de nourriture supplémentaires (fig. 2). Ces bandes de terrain situées à proximité directe des champs sont spécifiquement ensemencées d'espèces de plantes sauvages et cultivées riches en pollen ainsi qu'en nectar. Elles viennent compléter des éléments paysagers proches de l'état naturel, tels que les jachères florales, les haies ou encore les prairies extensives (lieu d'hivernage et habitats protégés pour les animaux).



## PRODUCTION &gt; PRODUCTION VÉGÉTALE



Fig. 2. Bandes fleuries (photo : Katja Jacot, Agroscope)

Conformément à la nouvelle exigence des prestations écologiques requises (PER), 3,5 % des terres assolées<sup>10</sup> doivent être assignés à la promotion de la biodiversité. On favorise ainsi la présence des abeilles précisément là où on a besoin de leur action pollinisatrice.

<sup>1</sup>Sutter et al. 2017. Demande, offre et valeur de la pollinisation par les insectes dans l'agriculture suisse – Recherche agronomique suisse 8 (9) : 332-339 *Abeilles (admin.ch)*<sup>3</sup>Mise en œuvre du plan d'action national pour la santé des abeilles 2023<sup>4</sup>apiservice | abeilles.ch – Le portail de l'apiculture en Suisse<sup>5</sup>Projet Agriculture et pollinisateurs – Prométerre (prometerre.ch)<sup>6</sup>Site Internet de l'Office fédéral de l'agriculture OFAG (admin.ch)<sup>7</sup>Reconnaître une suspicion d'intoxication et agir correctement | abeilles.ch – Le portail de l'apiculture en Suisse<sup>8</sup>Pollinisation dans l'agriculture – Surfaces agricoles dont la production bénéficie de la pollinisation animale – Milliers d'hectares – 1996-2021 | Diagramme | Office fédéral de la statistique (admin.ch)<sup>9</sup>Sutter et al. 2021. « Bestäubung von Kulturpflanzen durch Wild- und Honigbienen in der Schweiz : Bedeutung, Potential für Ertragssteigerungen und Fördermassnahmen. » Agroscope Science, n° 127 (47085-50166-de-pub.pdf [rechercheagronomiquesuisse.ch])<sup>10</sup>Ordonnance sur les paiements directs (OPD ; RS 910.13 [admin.ch]) 2023



## Éleveurs d'animaux de rente et cheptels

En 2022, le nombre de détenteurs d'animaux de rente a continué de diminuer, selon une tendance observée depuis plus de vingt ans. En revanche, les effectifs d'animaux de rente (convertis en unités de gros bétail) restent stables depuis une vingtaine d'années, avec une légère tendance à la baisse. Ces évolutions illustrent les changements structurels à l'œuvre de longue date dans l'agriculture.

### Nette diminution du nombre de détenteurs d'animaux de rente au cours des vingt dernières années

En 2022, la Suisse comptait 32 581 exploitations agricoles avec bétail bovin, soit une baisse de 1,1 % par rapport à 2021. On a recensé 94 exploitations porcines de moins qu'en 2021, soit un recul de 1,7 %. En revanche, le nombre d'élevages de volaille a augmenté de 3,1 %.

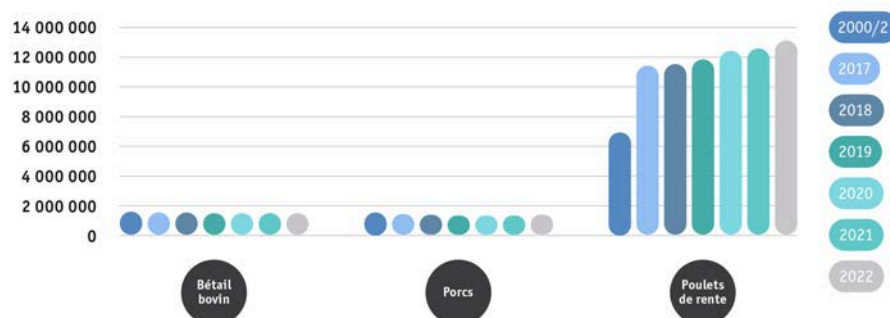
Si l'on compare le nombre moyen de détenteurs d'animaux pour les années 2020 à 2022 avec la moyenne des années 2000 à 2002, les chiffres concernant les détenteurs de porcs et les détenteurs de volailles sont éloquentes : leur nombre a en effet reculé, respectivement de 62 % et de 29 %. Le nombre de détenteurs de bovins et de moutons a lui aussi baissé durant cette même période, respectivement de 33 % et de 34 %.

### Les effectifs d'animaux de rente restent stables

Si l'on compare l'évolution du nombre d'animaux avec celle du nombre d'élevages d'animaux de rente, on remarque tout de suite que l'évolution structurelle se poursuit. Alors que le nombre d'animaux a légèrement augmenté, voire est resté stable par rapport à l'année précédente – à l'exception du nombre de volailles qui, lui, a fortement augmenté –, le nombre d'élevages a continué de reculer, hormis chez les aviculteurs. Cette constatation montre qu'à long terme, une concentration sur des effectifs moyens plus importants est en cours.

» [Exploitations](#)

Évolution des effectifs des animaux de rente



Source : OFS

C'est dans le secteur de la volaille que le nombre d'animaux continue d'augmenter le plus fortement. Le cheptel total y est ainsi passé à 13,1 millions d'animaux pendant l'année sous revue, soit une hausse de 4,3 %, du fait de la conjoncture favorable persistante sur le marché de la viande de volaille et sur celui des œufs, mais aussi de la demande croissante de produits suisses. Par rapport à la moyenne des années 2000 à 2002, le cheptel a augmenté de 89 % au cours de l'année sous revue. Il convient de noter ici que les effectifs indiquent le nombre

## PRODUCTION &gt; PRODUCTION ANIMALE



d'animaux et non les unités de gros bétail. Convertie en unités de gros bétail, la volaille représente environ 5 % de toutes les catégories d'animaux.

Les agriculteurs suisses ont élevé 1,53 million de têtes de bétail bovin pendant l'année sous revue. Le cheptel de vaches (vaches laitières et vaches mères) est resté stable par rapport à l'année précédente, avec 680 657 têtes. Avec 1,37 million d'animaux, l'effectif porcin est lui aussi stable par rapport à 2021. Cette stagnation est due aux conditions difficiles qui règnent sur le marché.

Le nombre total des unités de gros bétail, toutes catégories confondues, reste stable depuis vingt ans, avec une légère tendance à la baisse.

**Détenteurs d'animaux de rente et effectifs d'animaux de rente**

	2000/02	2019	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	%
<b>Exploitations avec</b>						
Bétail <sup>1</sup>	58 659	42 404	41 822	41 254	40 800	-29.6
Bovins	49 598	34 251	33 662	33 091	32 581	-33.2
Équidés	13 090	11 340	11 227	11 196	11 123	-14.6
porcs	14 626	5 821	5 600	5 561	5 467	-62.1
Moutons	12 158	8 149	8 016	7 977	7 969	-34.3
chèvres <sup>2</sup>	8 359	6 415	6 355	6 592	6 559	-22.2
Poules de rente	19 943	13 713	13 485	14 434	14 876	-28.5
<b>Effectifs</b>						
Bétail bovin	1 597 684	1 524 820	1 515 123	1 513 701	1 525 270	-5.0
dont vaches	716 784	682 858	677 863	680 593	680 657	-5.2
Équidés	63 060	80 690	80 072	80 096	80 950	27.5
porcs	1 534 217	1 359 684	1 348 306	1 366 359	1 372 772	-11.2
Moutons	423 413	343 581	343 528	349 112	355 893	-17.5
Chèvres	68 492	80 469	79 562	82 045	82 313	18.7
Poules de rente	6 934 609	11 828 869	12 428 660	12 568 239	13 109 351	83.2
dont poules pondeuses et poules d'élevage	2 124 632	3 485 657	3 84 017	3 866 989	3 893 451	27.8

<sup>1</sup>Bovins, équidés, porcs, moutons et chèvres.

<sup>2</sup>Y compris les (détenteurs de) chèvres naines

Source: OFS





## Production laitière

**L'économie laitière, qui représente 23,7 % de la production agricole totale, est un secteur important de l'agriculture suisse. Le nombre des exploitations laitières a continué de reculer en 2022.**

En 2022, on comptait encore 17 531 producteurs de lait en Suisse, dont 8651 dans la région de montagne, 8880 dans la région de plaine et 1933 dans des exploitations d'estivage. Par rapport à l'année 2021, le nombre d'exploitations laitières a donc diminué de 379 exploitations, dont 224 dans la région de plaine et 155 dans la région de montagne (#2,1 %) (voir site Internet de l'OFAG).

Quelque 3,7 millions de tonnes de lait ont été produites au cours de l'année sous revue. Sur ce total, 0,4 million de tonnes ont été données aux jeunes animaux.

Les livraisons de lait, à l'exclusion de celles de la zone franche genevoise et de la Principauté de Liechtenstein (FL), sont pratiquement restées au niveau de l'année précédente (3,3 millions de tonnes).

Environ un tiers du lait de vache commercialisé provenait, au cours de l'année sous revue, d'exploitations ne distribuant pas d'ensilage aux animaux. La part du lait bio s'élevait à 8,5 % de la quantité totale de lait, comme l'année précédente.

### L'évolution structurelle frappe aussi les exploitations laitières

La production moyenne de lait commercialisé par exploitation laitière a atteint 184 671 kg en 2022, soit un peu plus du double qu'en 2000 et 1,1 % de plus que l'année précédente. À l'inverse, le nombre de producteurs de lait a diminué d'un peu plus de la moitié depuis 2000, en raison de l'évolution structurelle.

Plus de 73 % du lait produit dans la région de plaine l'a été par des exploitations dont la production annuelle de lait est de 200 000 kg ou plus. Par contre, en région de montagne, 60 % du lait livré est produit dans des exploitations ayant une production inférieure à 200 000 kg.

La performance laitière des vaches a atteint une valeur moyenne d'environ 7000 kg par vache laitière et par an. Les teneurs en matière grasse et en protéine sont quant à elles restées assez stables au cours des vingt dernières années. Les teneurs en matière grasse et en protéine du lait varient toutefois selon les saisons : en été, le lait est plus pauvre en matière grasse et en protéine que le reste de l'année.

Selon l'Interprofession du lait, en 2022, la part de la quantité de lait achetée aux producteurs de lait dans le segment A était de 83,3 %, celle du segment B de 16,7 %. La part de lait écoulée dans le segment C est quant à elle nulle. Le segment A comprend le lait qui est écoulé sur le marché protégé ou soutenu au moyen de suppléments et qui réalise la plus forte valeur ajoutée.

En 2022, le prix moyen à la production du lait commercialisé en Suisse a augmenté de 7,9 % pour atteindre 75,34 ct./kg. Le prix à la production du lait de centrale a augmenté de 11 % pour atteindre 71,47 ct./kg et celui du lait bio, de 7 % pour atteindre 88,02 ct./kg. Le prix moyen à la consommation était de 1,64 fr./litre de lait entier pasteurisé, ce qui correspond à une augmentation de prix de 1,3 % par rapport à 2021.

» [Lait et produits laitiers](#)

Sources TSM Fiduciaire Sàrl : Statistique annuelle du marché du lait 2022 Agristat : Statistique laitière de la Suisse 2022



## Production de viande et d'œufs

**La production de viande a évolué en fonction des préférences des consommateurs. La viande de volaille continue de jouir d'une popularité croissante.**

### Effectifs en baisse ou stables, augmentation pour la volaille

Les agriculteurs suisses ont élevé près de 1,53 million de têtes de bétail bovin pendant l'année sous revue. Le cheptel de vaches (vaches laitières et vaches mères) a légèrement augmenté de 64 têtes par rapport à l'année précédente, passant à 680 657 animaux.

En raison du caractère cyclique de la production du porc, l'élevage porcin a connu une nouvelle hausse de l'effectif de 0,5 % par rapport à 2022, pour atteindre 1,37 million de têtes, alors que le cheptel n'avait cessé de baisser entre 2015 et 2020.

Le nombre total de volailles a augmenté de 4,3 %, passant à 13,1 millions d'animaux pendant l'année sous revue grâce à la conjoncture favorable qui a persisté sur le marché de la viande de volaille, mais aussi grâce à la demande croissante de ces produits suisses. Le cheptel total de volailles comprend 3,9 millions de poules d'élevage et de poules pondeuses. L'effectif de ces animaux n'a progressé que légèrement (+0,7 %) par rapport à 2021 à la suite de la baisse de consommation d'œufs après la pandémie de COVID-19.

### Évolution contrastée de la production

La production intérieure de viande, toutes catégories confondues, a augmenté de 2 408 tonnes pour atteindre 371 665 tonnes (poids prêt à la vente). Le porc arrive clairement en tête avec près de 178 000 tonnes (poids prêt à la vente), suivi de la volaille (89 000 tonnes) et du bœuf (80 000 tonnes, sans la viande de veau).

La part nationale de la consommation de viande bovine prête à la vente (gros bétail) est passée de 79,7 à 82 %. En 2022, la production intérieure de viande de veau a enregistré une nouvelle baisse de 2,4 % par rapport à l'année précédente. La part de la consommation nationale n'a pratiquement pas changé (96 %).

En raison du caractère cyclique de l'élevage du porc, la production intérieure de viande de porc a connu une nouvelle hausse par rapport à l'année précédente (+1,2 %), la part nationale à la consommation étant passée de 94,1 % à 96,4 % à la suite de la baisse de la demande de viande de porc, ce qui constitue un pourcentage record.

En 2022, la quantité produite en Suisse a progressé de 2 % grâce à la croissance continue de la demande de viande de volaille. Les importations ont augmenté encore plus fortement (+6,3 %), ce qui explique le léger recul de la part nationale à la consommation (66,3 %).

La production intérieure de viande de mouton a régressé de 3 % au cours de l'année sous revue, tandis que la part nationale à la consommation s'est accrue pour atteindre près de 42 %. La production de viande de chèvre a augmenté de 7,2 % pour s'établir à 445,1 tonnes en 2022. Celle de viande de cheval a de nouveau chuté par rapport à l'année précédente (-20 %).

La production intérieure d'œufs a, quant à elle, baissé en 2022 par rapport à l'année précédente (-0,9 %), passant à 1,135 milliard d'unités. La consommation d'œufs par habitant s'est élevée à 185,6 unités, dont 127,4 œufs suisses. Les œufs suisses ont représenté 79,2 % des œufs en coquille vendus, soit une proportion jamais atteinte. Si l'on inclut les ovoproduits dans la statistique de la consommation, les poules pondeuses suisses ont produit 68,6 % des œufs et ovoproduits consommés dans notre pays.

PRODUCTION > PRODUCTION ANIMALE



Sources : Office fédéral de la statistique OFS : Effectifs d'animaux des exploitations agricoles, évolution – 1985-2022  
Proviande : Le marché de la viande 2022  
Aviform : Aviculture en chiffres 2022



## Potentiels en termes de surfaces pour une agriculture adaptée aux conditions locales

**Une agriculture adaptée aux conditions locales exploite le potentiel de ses terres sur les plans agronomique, économique et écologique pour produire des denrées alimentaires, sans pour autant compromettre la résilience des écosystèmes. Les premiers résultats d'une étude menée par Agroscope et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) montrent que les terres arables pourraient à l'avenir avoir la même étendue qu'aujourd'hui. Leur situation géographique pourrait toutefois changer.**

Compte tenu de la concurrence croissante pour l'utilisation du sol, il est essentiel de donner la priorité à la production de denrées alimentaires par rapport à celle d'aliments pour animaux. Cette approche fait aussi partie intégrante du rapport en réponse à divers postulats sur l'orientation future de la politique agricole. Ainsi, le taux d'autosuffisance ne pourra, en cas d'augmentation de la population, être maintenu que si les cultures destinées à l'alimentation humaine directe sont privilégiées sur les terres arables.

Les herbages permanents doivent également être exploités de manière durable, selon une intensité adaptée aux conditions locales pour produire du lait et de la viande. La Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) et Agroscope ont publié à ce propos une étude sur les indicateurs de la concurrence alimentaire et de la concurrence pour les surfaces (en allemand). Cette approche est actuellement testée dans le projet d'utilisation durable des ressources KlimaStaR (en allemand également). L'évaluation des sols disponibles pour les grandes cultures constitue un point important pour déterminer si les surfaces agricoles se prêtent à telle ou telle culture ou pour trancher lorsque l'utilisation des terres est l'objet d'une concurrence.

Agroscope et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) conduisent actuellement des travaux exploratoires en vue d'étudier les potentiels, en termes de surfaces, d'une agriculture adaptée aux conditions locales en Suisse. Sur la base du matériel cartographique disponible au niveau national, ils examinent quelles surfaces pourraient se prêter aux grandes cultures. Les terres arables potentielles sont identifiées en fonction de facteurs tels que la pente, les conditions pédologiques et climatiques, le risque d'érosion et la présence de sols organiques.

Actuellement, 58 % de la surface agricole utile du pays sont exploités en tant que prairies permanentes, 38 % en tant que terres arables, 2 % en tant que cultures pérennes et 2 % à d'autres fins (rapport agricole 2021). Les terres arables servent aujourd'hui dans une large mesure (environ 55 %) à la production d'aliments pour animaux (p. ex. prairies temporaires, maïs, céréales fourragères, etc.). Seuls 17 % environ de la surface agricole utile totale de la Suisse sont consacrés à la production de denrées alimentaires destinées à l'alimentation humaine directe.

## PRODUCTION &gt; SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION



Quelque 17 % de la surface agricole utile totale de la Suisse sont consacrés à la production de denrées alimentaires destinées à l'alimentation humaine directe. Photo : OFAG

Les premiers résultats issus des travaux menés par Agroscope et l'OFAG montrent que les terres arables pourraient à l'avenir avoir dans l'ensemble une superficie comparable à celle d'aujourd'hui. Leur situation géographique pourrait toutefois changer. Ainsi, sur le Plateau, certaines surfaces apparemment adaptées aux grandes cultures sont actuellement utilisées comme prairies.

L'étude vise également à déterminer la quantité d'herbe produite dans toute la Suisse et le nombre d'animaux consommant des fourrages grossiers qui pourraient s'en nourrir. Cette question est également étudiée pour un scénario d'adéquation aux conditions locales, notamment en donnant la priorité à la production de denrées alimentaires sur les terres arables, ce qui entraînerait une réduction de la quantité de fourrages disponible.

L'étude a conduit à des premiers résultats importants sur les potentiels et les limites d'une redistribution géographique des terres arables et des prairies permanentes dans l'optique d'une agriculture plus adaptée aux conditions locales. La qualité des résultats dépendra néanmoins de la qualité des données sur lesquels l'étude se fonde.

Les conséquences écologiques d'un tel passage à une agriculture plus adaptée aux conditions locales sont maintenant étudiées de manière approfondie dans un projet qui fait suite au projet susmentionné. Les rotations des cultures et les systèmes d'élevage, en particulier, sont considérés de façon détaillée dans l'espace, et les voies possibles pour exploiter les terres ainsi que leurs effets sur l'environnement sont modélisés. Les résultats fourniront des bases de réflexion pour développer la politique agricole dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture adaptée aux conditions locales.



## Bases cartographiques pour une agriculture adaptée aux conditions locales

**Qu'est-ce qui caractérise une agriculture adaptée aux conditions locales ? Comment peut-on déterminer si la production agricole est adaptée à un site donné ? Il existe toujours plus d'outils qui aident à évaluer ces paramètres et à prendre des mesures là où cela est nécessaire.**

Une agriculture adaptée aux conditions locales exploite les potentiels agronomiques, économiques et écologiques propres à un site pour produire des denrées alimentaires en tenant compte de la résilience environnementale des écosystèmes. Les Objectifs environnementaux pour l'agriculture décrivent dans quel état l'environnement doit se trouver pour garantir que la résilience des écosystèmes et leurs prestations perdurent sur le long terme. Il existe de plus en plus de cartes comportant ces informations.

Bien avant les cartes numériques, on établissait déjà des cartes sur les possibilités de produire des denrées alimentaires en adéquation avec les conditions locales, par exemple la carte des aptitudes des sols et la carte des aptitudes climatiques pour diverses cultures. Celles-ci ont été améliorées en continu et sont disponibles au format numérique (Carte des aptitudes des sols, Carte des aptitudes climatiques). Actuellement, Agroscope travaille à distinguer les surfaces qui se prêtent aux grandes cultures de celles qui conviennent mieux à un usage de prairies permanentes (lien vers l'article du rapport agricole sur le potentiel des surfaces pour une agriculture adaptée aux conditions locales). Outre la carte des aptitudes des sols et celle des aptitudes climatiques, il examine aussi, pour cela, la biodiversité, l'érosion et les sols organiques.

Diverses cartes montrent la situation et le potentiel d'amélioration dans le domaine de la biodiversité, dont notamment les cartes Opérationnalisation des objectifs environnementaux pour l'agriculture : Domaine espèces cibles et caractéristiques, milieux naturels (OPAL), la carte des terres assolées humides potentielles en Suisse (en allemand) ou la carte de la surface de cultures pollinisées par les abeilles mellifères.

En plus des cartes consacrées au potentiel de production agricole, il existe des cartes sur les risques : par exemple la carte du risque d'érosion et les cartes des risques d'apport de produits phytosanitaires (PPh) dans les eaux de surface. Ces dernières montrent les risques potentiels en lien avec le drainage, l'entraînement par ruissellement et les sources ponctuelles agricoles pour plus de 20 000 bassins versants.

Une fois ces cartes établies, l'étape suivante a consisté à modéliser, pour ces bassins versants, les risques potentiels pour les organismes aquatiques liés aux apports de PPh dans les eaux de surface. Pour ce faire, on a pris en compte la gestion des différentes parcelles, une utilisation typique des PPh pour la culture pratiquée et les propriétés chimiques et écotoxicologiques des substances actives correspondantes. Les voies d'apport que sont le ruissellement, le drainage et la dérivation ont été prises en considération, tout comme les paramètres géographiques pertinents tels que la pente, les conditions climatiques ou la distance entre une parcelle et le cours d'eau (lien vers le rapport). La figure 1 illustre les résultats de cette étude. Ce type de carte est utile pour cibler la mise en œuvre des mesures de réduction des risques là où le risque potentiel est le plus élevé.

PRODUCTION > SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION

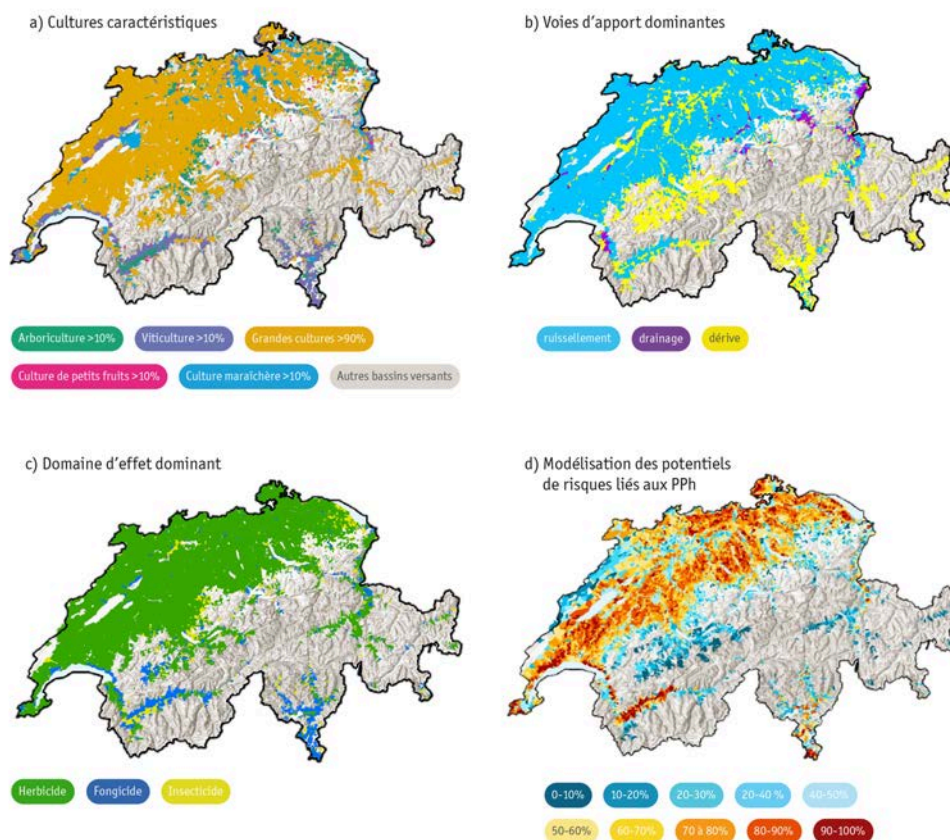


Figure 1 :a) Cultures caractéristiques de chaque bassin versant b) Voies d'apport dominantes dans un bassin versant : la figure montre quelle voie d'apport est déterminante dans un bassin versant du point de vue du risque potentiel pour les organismes aquatiques. Dans ce but, on a déterminé, pour chaque voie d'apport, dans combien des cellules de la grille (25 m x 25 m) elle était déterminante pour ce risque. La voie d'apport qui était la plus importante dans la plupart des cellules de la grille a finalement été définie comme « voie d'apport dominante par bassin versant » (À noter que le ruissellement n'a pas été pris en compte dans les bassins versants des Préalpes, en raison d'un manque de données. Dans ces régions, la dérive apparaît donc souvent comme voie d'apport dominante).c) Domaine d'effet dominant : indique, pour chaque bassin versant, la classe de PPh (herbicides, fongicides ou insecticides) qui était déterminante pour le potentiel de risque dans la plupart des cellules de la grille.d) Potentiels de risques aquatiques modélisés : les « pics de risque » sont illustrés. Cet indicateur représente les risques potentiels les plus élevés dans un bassin versant. Pour ce faire, le 90<sup>e</sup> percentile des risques potentiels de toutes les cellules de la grille d'un bassin versant, pondéré par la surface agricole, a été calculé. Les 10 % du bassin versant présentant les « pics de risque » les plus élevés sont en rouge foncé et les 10 % présentant les pics de risque les plus faibles sont en bleu foncé.

Un autre type de carte montre les atteintes à l'environnement. En font partie les cartes des dépôts d'azote à partir de l'air et les cartes sur le dépassement des limites d'apport critiques pour l'azote. Il existe en outre des cartes sur les apports d'azote et de phosphore dans les cours d'eau. Ces cartes servent surtout à identifier les mesures à prendre et à suivre les évolutions.

Les images satellites sont de plus en plus utilisées. Les données Sentinel 2 du programme Copernicus, en accès libre, sont à cet égard très importantes. Dans le cadre du projet DeepField, une équipe de l'EPFZ, de l'Université de Zurich et d'Agroscope a étudié trois possibilités d'utilisation différentes des images satellites. Le premier travail est consacré à la classification automatisée en continu des surfaces agricoles. Le deuxième montre comment il est possible d'estimer le rendement des récoltes et l'approvisionnement des cultures en azote. Le troisième travail étudie la manière dont les dates de fauche des prairies, importantes pour la biodiversité, peuvent être déterminées grâce à leur observation de l'espace.

## PRODUCTION &gt; SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION



L'utilité potentielle de telles données va des recommandations pour l'exploitation d'une parcelle, qui peuvent contribuer à une agriculture plus adaptée aux conditions locales, jusqu'au suivi des prestations écologiques de l'agriculture.

Au fur et à mesure que les connaissances sur les potentialités, les risques et les conditions spécifiques à un site augmentent, il sera de plus en plus facile d'évaluer si l'agriculture est adaptée aux conditions locales d'un endroit donné. Cela permettra également de cibler davantage les mesures là où elles sont nécessaires.

Bibliographie OFEV, OFAG (2016) : Objectifs environnementaux pour l'agriculture. Rapport d'état 2016. Série Connaissance de l'environnement Hutchings C., Spiess E., Prasuhn V. (2023) Estimation des apports d'azote et de phosphore dans les eaux suisses à l'aide de MODIFFUS 3.1. état en 2020, Agroscope Science, 155, 2023, 1-161 Koch, U. ; Prasuhn, V. (2021) : Cartes des risques d'apport de produits phytosanitaires dans les eaux de surface (en allemand) Agroscope Science N° 126 2021 Mathis M., Ranke J., Blom J., de Baan L., Balmer M. (2023) : Pflanzenschutzmittel Risikokarten. Räumliche Modellierung des ökotoxikologischen Risikopotenzials von Pflanzenschutzmitteln für Einzugsgebiete in der Schweiz. Agroscope Science | Nr. 171 / 2023 Ozgur Turkoglu M., D'Aronco S., Perich G., Liebisch F., Streit C., Schindler K., Wegner J.D. (2021) : Crop mapping from image time series : Deep learning with multi-scale label hierarchies. Remote Sensing of Environment, Volume 264, 2021, Perich G., Turkoglu M.O., Graf L.A., Wegner J.D., Aasen H., Walter A., Liebisch F. (2023) : Pixel-based yield mapping and prediction from Sentinel-2 using spectral indices and neural networks. Field Crops Research, Volume 292, 1<sup>er</sup> mars 2023, 108824 Rihm B., Achermann B. (2016) : Critical Loads of Nitrogen and their Exceedances. Swiss contribution to the effects-oriented work under the Convention on Long-range Transboundary Air Pollution (UNECE). Office fédéral de l'environnement, Berne. Environmental studies no. 1642 Sutter L., Dietmann V. Charrière J.-D., Albrecht M. (2017) : Demande, offre et valeur de la pollinisation dans l'agriculture suisse. Recherche agronomique suisse 8 (9) : 332-339 Szerencsits E., Prasuhn V., Churko G., Herzog F., Utiger C., Zihlmann U., Walter T., Gramlich A. (2018) : Carte des terres assolées humides potentielles en Suisse. Agroscope Science, 72 Walter T., Eggenberg S., Gonseth Y., Fivaz F., Hedinger C., Hofer G., Klieber- Kühne A., Richner N., Schneider K., Szerencsits E., Wolf S. (2013) : Opérationnalisation des objectifs environnementaux pour l'agriculture : Domaine espèces cibles et caractéristiques, milieux naturels (OPAL) Cahiers ART, 18, 2013, 1-138.





## Exploitation des sols organiques

**Les sols organiques agricoles peuvent être très productifs. Mais leur drainage entraîne inévitablement des pertes de carbone et contribue à l'émission de gaz à effet de serre. La décomposition de la matière organique menace à moyen terme des fonctions essentielles du sol. Un grave problème, auquel la recherche tente de remédier en redoublant d'efforts pour trouver et tester des modes d'utilisation adaptés aux conditions locales.**

Les spécialistes estiment que les tourbières occupaient au XVIII<sup>e</sup> siècle 100 000 à 150 000 hectares du territoire suisse. Or, cette surface a diminué comme une peau de chagrin : elle n'est plus aujourd'hui que de 30 000 hectares, dont quelque 17 000 sont exploités à des fins agricoles. Agroscope a établi une carte indicative de l'étendue des sols organiques actuels à partir de cartes pédologiques, de cartes des habitats, d'inventaires de tourbières ainsi que de documents historiques (cf. figure 1).

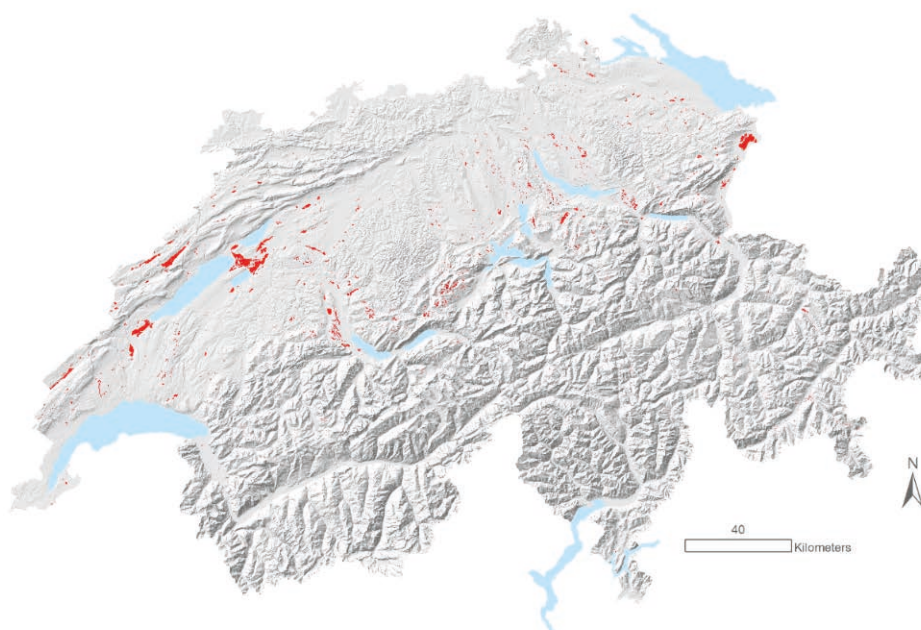


Figure 1 : carte des sols organiques en Suisse (Wüst et al. 2015) ; topographie et lacs © Swisstopo

Cette carte sert entre autres à calculer les émissions des sols organiques pour l'inventaire suisse des gaz à effet de serre. Agroscope la met actuellement à jour sur la base d'informations plus récentes.

### Grandes pertes de carbone sur une petite surface

Selon des estimations grossières, environ 32 millions de tonnes de carbone sont encore stockées dans les sols organiques en Suisse (Wüst-Galley et al. 2020). Mais ces stocks ne cessent de s'amenuiser à cause des pertes de carbone provoquées par la dégradation par oxydation consécutive aux drainages. Le volume de ces émissions oscille entre 0,14 et 0,19 million de

## PRODUCTION &gt; SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION



tonnes de carbone par an, soit 0,5 à 0,7 million de tonnes d'équivalent CQ. En d'autres termes, près de 10 % des gaz à effet de serre de l'agriculture sont émis sur 1 % de la surface agricole.

Le tassement de la tourbe qui résulte du drainage – onéreux – des sols organiques peut causer une perte d'épaisseur de plusieurs centimètres par an et rendre l'exploitation agricole plus difficile. L'agriculture risque ainsi de se priver à moyen ou long terme d'une ressource essentielle pour la production.

Ce problème touche non seulement les anciens bas-marais du Plateau, affectés aujourd'hui aux grandes cultures intensives, mais aussi les anciens hauts-marais de l'Arc jurassien et des Préalpes, qui servent à la production de fourrages. Les pertes de carbone de ces sols montrent que l'exploitation agricole actuelle n'est ni adéquate ni durable.

### Autres modes d'exploitation envisageables

Jusqu'ici, les projets portaient essentiellement sur les problèmes d'exploitation liés à un tassement avancé de la tourbe. Dans le projet Terres assolées humides, Agroscope a mis au point une aide à la décision pour faciliter le choix entre l'assainissement par drainage et la régénération de terres humides. Différentes méthodes de revalorisation du sol sont testées dans le projet d'utilisation durable des ressources consacré à l'amélioration foncière sur le Plateau, sur la base d'une analyse des lacunes à combler et d'une évaluation des risques. Du point de vue de la protection du climat, il faudrait mettre davantage l'accent sur les sites où la tourbe est encore très épaisse et qui pourraient donc subir les plus grandes pertes de carbone au fil du temps.

Selon les connaissances actuelles, la tourbe des terres agricoles drainées ne pourra être préservée que par une remise en eau ou un relèvement du niveau des nappes phréatiques.

On pense souvent qu'une exploitation à des fins agricoles n'est alors plus possible. Pourtant, la production agricole pourrait continuer à être assurée pendant un comblement et l'effet sur le bilan des gaz à effet de serre serait positif dans l'ensemble. Les paludicultures, comme la riziculture inondée, seraient une possibilité de continuer à pratiquer l'agriculture sur ces terres. Mais cette option doit néanmoins être encore étudiée plus en détail, notamment en ce qui concerne son impact sur les émissions de gaz à effet de serre (cf. figure 2).

PRODUCTION > SÉCURITÉ DE LA PRODUCTION



Figure 2



Source : Agroscope

Figure 2 : comparaison des possibilités d'utilisation de sols organiques Sources d'images (de gauche à droite) : ©Brändle, Zihlmann, Chervet, ©Bärtschi

Le rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat 19.3639 Bourgeois et la Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation de l'OFAG, de l'OSAV et de l'OFEV prévoient l'élaboration, sur la base des connaissances actuelles, d'une aide à la décision pour l'utilisation future des sols organiques agricoles.

OFAG, OSAV, OFEV 2023 : Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050. Réduction des émissions de gaz à effet de serre et adaptation aux effets du changement climatique pour un système alimentaire suisse durable. Conseil fédéral 2023 : Séquestration du carbone par le sol. Rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat 19.3639 Bourgeois du 18 juin 2019. Wüst et al. 2015 : Locating organic soils for the Swiss greenhouse gas inventory. Agroscope Science 26. Wüst-Galley et al. 2020 : Land use-driven historical soil carbon losses in Swiss peatlands. Landscape Ecology 35.



## Introduction

**Cette rubrique présente la situation sur le marché des principales catégories de produits ainsi que l'évolution du marché pour tous les produits agricoles.**

En 2022, le marché a été marqué par un été caniculaire et par la sécheresse. Les conséquences de cette dernière sur les récoltes n'ont toutefois pas été aussi graves que celles de l'humidité qui a prévalu durant l'été 2021. La sécheresse a particulièrement touché les betteraves sucrières, se traduisant par de mauvais rendements, et les pommes de terre, dont les récoltes ont été moins bonnes que prévu. En viticulture, en revanche, les vendanges ont été particulièrement abondantes et de bonne qualité. La consommation de vins, qui continue de reculer, reste toutefois une source d'inquiétudes pour la branche. Quant à l'huile de colza et aux légumes frais, ils bénéficient depuis plusieurs années d'une demande en forte hausse de la part des consommateurs. Sur le marché des produits d'origine animale, la viande de volaille est restée prisée par les consommateurs en 2022, avec une consommation et une production en hausse. La consommation totale par habitant de viande prête à la vente a toutefois baissé en Suisse par rapport à 2021, tout comme les ventes de produits laitiers. La balance commerciale pour le lait et les produits laitiers reste néanmoins positive.

La hausse des indices des prix en 2022 reflète l'augmentation des prix à la production et à la consommation par rapport à l'année précédente. Du côté de la production, il faut signaler une hausse notable de l'indice des prix des moyens de production agricole. En ce qui concerne le commerce extérieur agricole de la Suisse, le bilan s'est détérioré par rapport à 2021 : la valeur des biens agricoles exportés a certes légèrement augmenté, mais celle des biens importés a bien plus progressé. Par ailleurs, la moitié des importations de produits agricoles en Suisse ont été effectuées en franchise de droits de douane.

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



## Commerce extérieur agricole suisse

**Le commerce extérieur agricole suisse a atteint en 2022 un niveau record encore jamais égalé. En 2022, les exportations agricoles s'élevaient à 10,8 milliards de francs ou 4 % des exportations totales. Cette même année la Suisse importait pour 15,1 milliards de francs de produits agricoles ou 6 % de ses importations totales. La balance commerciale s'est détériorée de 30 % en 2022 par rapport à 2021, car le rythme de croissance des importations a été supérieur à celui des exportations.**

<sup>1</sup>Total conjoncturel soit sans le commerce de l'or, d'autres métaux précieux, de pierres gemmes ainsi que d'objets d'art et d'antiquités.

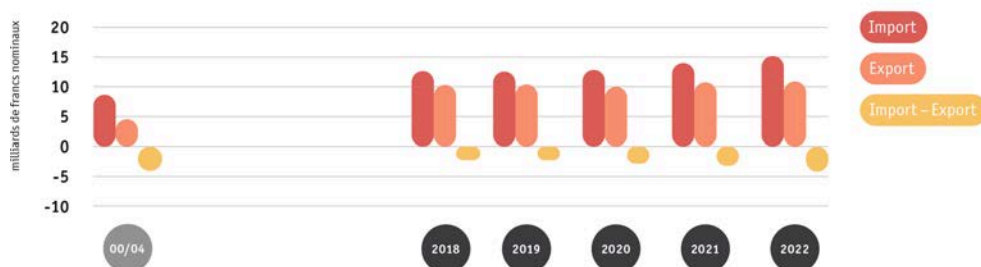
### Commerce extérieur record

En 2022, tant les exportations que les importations ont progressé. Elles ont toutes deux atteint un niveau record jamais encore égalé. Les exportations agricoles se sont élevées à 10,79 milliards de francs soit un montant inférieur de 4,27 milliards de francs aux importations (15,06 milliards de francs). La balance commerciale agricole s'est détériorée de 28 % en 2022 par rapport à 2021. Cette détérioration est due à une hausse de 8,1 % des importations qui a été supérieure à celle (1,8 %) des exportations. En 2022 cette balance est équivalente à celle observée en moyenne pluriannuelle 2000-2004.

La hausse des exportations (+187 millions de francs) en 2022 par rapport à l'année précédente est due en particulier au chocolat (+68 millions de francs) et aux préparations à base de céréales (+51 millions de francs). Ces hausses ont été supérieures à la baisse des exportations observée pour les produits laitiers (-34 millions de francs) et les boissons (-52 millions de francs).

La hausse des importations a été beaucoup plus importante (+1 127 millions de francs). Elle est avec celle de 2021 la plus élevée observée depuis 2008. Elle est marquée en particulier pour le café (+ 333 millions de francs), et les céréales (+ 171 millions de francs). La hausse des importations décrite ci-dessus est publiée dans la statistique du commerce extérieur (STCE) suisse disponible sous ce lien. Elle ne comprend pas le tourisme d'achat transfrontalier.

Evolution du commerce extérieur agricole (milliards de francs nominaux)



Source : OFDF

### Deux tiers du commerce extérieur sont réalisés avec l'Union européenne

L'Union européenne à 27 reste le principal partenaire commercial agricole de la Suisse. En 2022, la part des importations qui proviennent de l'UE s'élève à 72 %, celle des exportations

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



qui sont destinées à l'UE se monte à 50 %. La part du commerce total (import + export) avec l'UE s'élève à 63 %.

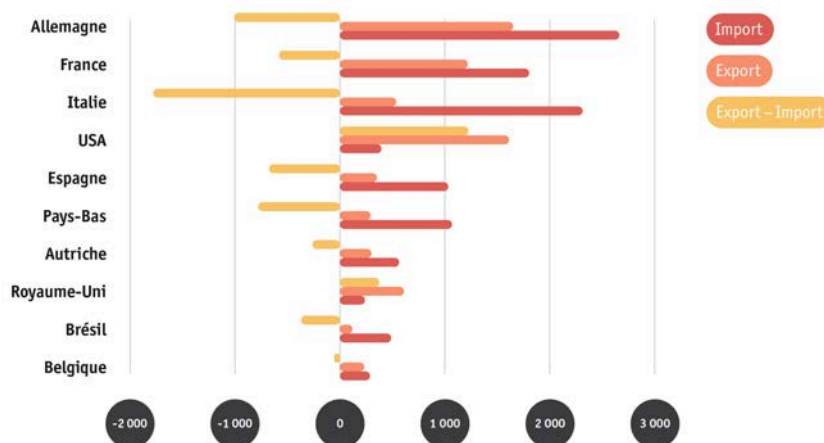
**Commerce agricole 2022 avec et hors Union européenne (UE)**

Partenaire	Import	Export	Export - Import	Import + Export
	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.
UE	10 888	5 349	-5 540	16 237
NonUE	4 171	5 438	1 267	9 609
<b>Total</b>	<b>15 059</b>	<b>10 787</b>	<b>-4 272</b>	<b>25 847</b>

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

Les importations sont particulièrement élevées pour le vin rouge en bouteille (719 millions de francs). Les exportations sont particulièrement fortes pour le café torréfié (1,4 milliard de francs). L'Allemagne, la France et l'Italie totalisent à eux seuls 63 % du commerce avec l'UE. La Suisse présente pour ces trois pays, comme pour l'ensemble de l'UE une balance commerciale négative. On note une balance commerciale positive supérieure à 370 millions de francs avec les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et le Canada.

Dix premiers commerces extérieurs agricoles 2022 (millions de francs)



Source : OFDF

**Le café, tabac, les extraits végétaux et les boissons représentent un bon tiers du commerce extérieur agricole**

39 % du commerce extérieur (import + export) agricole suisse de 2022 sont réalisés avec le café, le tabac, les extraits végétaux (chapitres du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises 9, 13, 24) et les boissons (chap. 22).

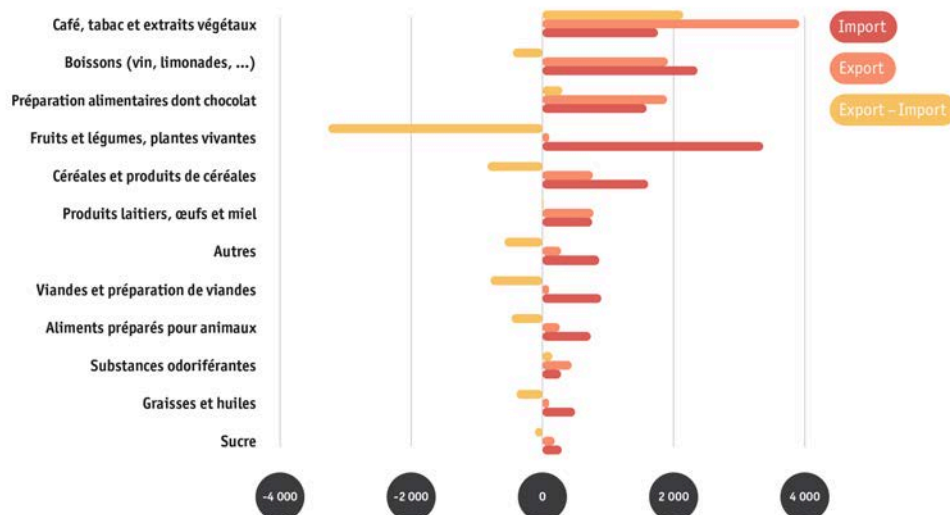
La balance commerciale est particulièrement élevée pour le café, le tabac, les extraits végétaux (chap. 9, 13, 24). Elle se monte à 2,1 milliards de francs. En comparaison les produits laitiers, les œufs et le miel (chap. 4) présentent un excédent d'exportation (16 millions de francs) 131 fois moins élevé. Cet excédent est aussi inférieur à celui observé sur les préparations alimentaires, dont le chocolat (chap. 18 et 21) (313 millions de francs) et les substances odoriférantes (chap. 33) (157 millions de francs). À l'opposé la balance commerciale est particulièrement négative pour les fruits, légumes et plantes vivantes (chap. 6, 7, 8 et 20) (-3,3

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



milliards de francs), les céréales et produits de céréales (10, 11, 19) (-836 millions de francs) ainsi que pour la viande et les préparations de viande (chap. 2, 16) (-795 millions de francs).

Commerce extérieur agricole 2022 par produit trié par ordre décroissant (millions de francs)



Source : OFDF

## Trafic de perfectionnement

Les échanges de marchandises sous le régime de perfectionnement sont une composante significative du commerce extérieur agricole suisse.

Le trafic de perfectionnement **actif** comprend la transformation ou l'ouvroison de marchandises étrangères temporairement importées en Suisse suivie d'une réexportation des produits transformés. En 2022, la Suisse a **importé** pour 250 millions francs de produits agricoles en trafic de perfectionnement actif selon le régime normal, soit 2 % de toutes les importations agricoles suisses (15,1 milliards de francs). Il s'agit de 60 % de plus qu'en 2002. Les principaux produits concernés sont les graisses et huiles, la viande de bœuf désossée pour la fabrication de la viande séchée des Grisons, des sucres autres que le saccharose, le beurre et autres matières grasses du lait ainsi que le lactosérum. Cette même année la Suisse a **réexporté** sous ce régime pour 2,54 milliards de francs de produits agricoles, soit 24 % de toutes ses exportations agricoles (10,8 milliards de francs). Ce sont 126 % de plus qu'en 2002. Les principaux produits concernés sont les limonades, les préparations pour l'alimentation des enfants, le chocolat, les cigarettes, les substances odoriférantes, les pâtes alimentaires farcies et la viande bovine séchée. À ce trafic de perfectionnement actif réalisé selon le régime normal vient se rajouter celui réalisé sous le régime spécial.

Le trafic de perfectionnement **passif** comprend la transformation ou l'ouvroison de biens indigènes en dehors de la Suisse suivie d'une réimportation des produits ainsi modifiés en Suisse. Ces échanges sont moins importants que ceux réalisés sous le régime du perfectionnement actif. En 2022, les **exportations** agricoles suisses effectuées en trafic de perfectionnement passif se sont élevées à 41 millions de francs, soit 0,4 % des exportations agricoles suisses totales. Ce sont 124 % de plus qu'en 2002. Les principaux produits concernés sont la farine de blé, les viandes bovines, de volaille et de porc, la crème, les pommes de terre, et la semoule de blé dur. Cette même année, les **réimportations** agricoles suisses en trafic de perfectionnement passif se sont élevées à 74 millions de francs, soit 0,5 % des importations agricoles suisses totales. Cela représente une hausse de 194 % par rapport à 2002. Les principaux produits concernés sont les produits de la boulangerie, la crème, des pommes

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



de terre sous la forme de chips ou frites, des préparations et conserves de viande et les pâtes alimentaires.

### Importations et droits de douane

En 2022, 50 % de la valeur des importations agricoles suisses s'est effectuée en franchise douanière accordée principalement sur la base de droits de douane nuls vis-à-vis de tous les membres de l'OMC, préférentiels vis-à-vis de l'UE, ou dans le cadre d'allègements douaniers conditionnés à des utilisations particulières de la marchandise. Elle était accordée secondairement dans le cadre d'accords de libre-échange avec les pays tiers, en faveur des pays en développement, et sous le régime de perfectionnement. Le taux de droits de douane brut moyen pondéré s'élevait pour l'ensemble des produits agricoles importés à 5 % de la valeur des importations. Ce taux moyen relativement faible s'explique aussi par le fait que les importations peuvent se réaliser au taux de droits de douane du contingent tarifaire qui est par définition inférieur à celui hors contingent.

### Importations et droits de douane bruts en 2022 sur l'ensemble des produits agricoles

Types de taux	Importations	Droits de douane bruts	
	Millions de francs	Millions de francs	%
(a)	(b)	(c)	(d) = (c) / (b)
Taux normal	5 823	535	9%
Taux réduit	1 733	158	9%
Franchise	7 503	0	0%
<b>Total</b>	<b>15 059</b>	<b>692</b>	<b>5%</b>

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

**Commerce extérieur agricole** : La couverture agricole est celle définie à l'OMC. Les chapitres supérieurs à 24 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises sont composés en partie de produits agricoles et en partie de produits industriels. Seuls les produits agricoles sont retenus.

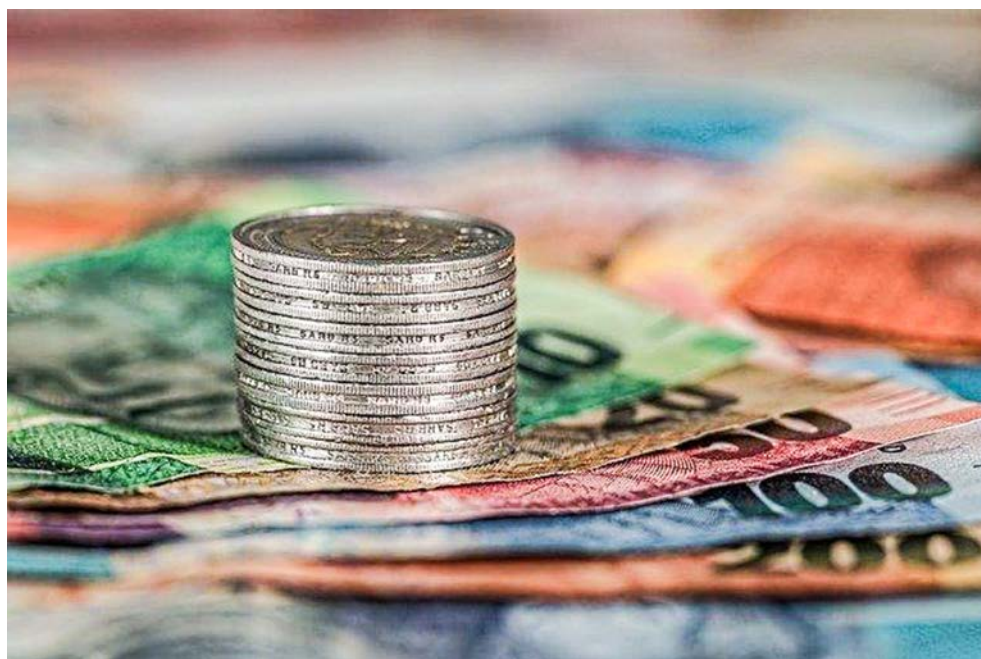




## Évolution des indices de prix

**L'évolution des indices des prix en 2022 montre une augmentation des prix à la production et à la consommation par rapport à 2021. L'indice des prix à la production a ainsi enregistré sa valeur la plus élevée au cours des sept dernières années. Les prix des moyens de production et les prix à l'importation ont également augmenté, atteignant de nouveaux records.**

Qu'entend-on par indices des prix ? À quoi servent-ils ? Les indices de prix sont des indicateurs économiques importants pour l'évolution des prix. Ils indiquent comment les biens et les services d'un panier-type ont évolué. Ci-dessous, nous expliquons comment certains indices, tels que l'indice des prix à la production des produits agricoles ou l'indice national des prix à la consommation, ont évolué.



### Hausse de l'indice des prix à la production des produits agricoles

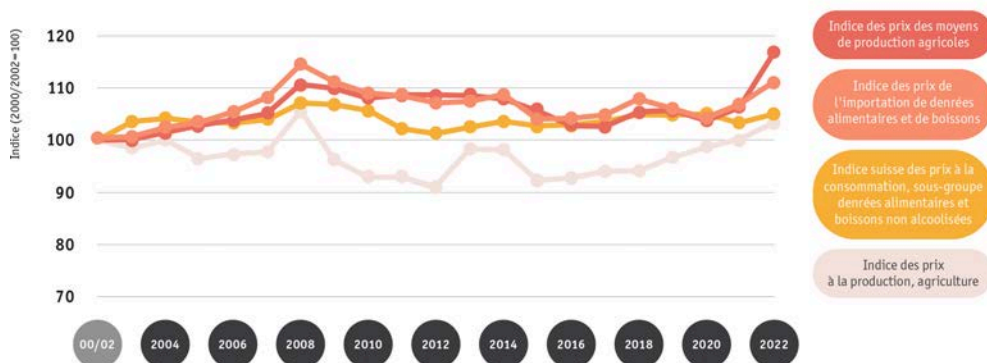
En 2022, l'indice des prix à la production des produits agricoles a augmenté pour la septième année consécutive, atteignant 103,2 %, ce qui représente 3,0 points d'indice de plus qu'en 2021. Il a ainsi atteint, depuis le début de la série temporelle de 2000/02 à 2022, une valeur nettement supérieure au niveau de base 100 %. La valeur la plus élevée (105,3 %) a été enregistrée en 2008.

L'indice des prix à la production des produits agricoles mesure l'évolution des prix des biens et services produits et vendus par les agriculteurs.

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



Evolution de l'indice des prix à la production, à la consommation et à l'importation pour les produits alimentaires et les boissons, ainsi que de l'indice des prix des moyens de production agricoles



Sources : OFS, Agristat (USP)

## Augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation

En 2022, l'indice suisse des prix à la consommation pour les « denrées alimentaires et boissons non alcooliques » a augmenté pour s'établir à 104,9 %, soit 1,7 point d'indice de plus qu'en 2021. Il a ainsi enregistré sa valeur la plus élevée depuis 2011. Au cours de la période observée (2000/02 à 2022), l'indice est resté supérieur à 100 %, atteignant sa valeur la plus élevée en 2008 (107 %).

L'indice national des prix à la consommation (IPC) est un indicateur important. Il mesure l'inflation des biens de consommation en Suisse. Il montre de combien les produits ont renchéri par rapport au mois précédent, à l'année précédente ou à tout autre moment de référence. L'IPC figure parmi les indicateurs économiques les plus importants et les plus souvent sollicités. Il représente une information de référence largement reconnue en politique et en économie.

## Hausse notable de l'indice des prix des moyens de production

L'indice des prix des moyens de production agricole a enregistré une hausse notable en 2022, atteignant un niveau record depuis le début de la série temporelle de 2000/02 à 2022. Il s'est ainsi établi à 116,8 % en 2022, ce qui représente 10,5 points d'indice de plus qu'en 2021. Ces évolutions montrent que la tendance est à la hausse, aussi bien pour les prix des moyens de production que pour les prix à la production. À l'instar de l'indice des prix à la consommation, l'indice des prix des moyens de production est resté supérieur à 100 % pendant la période de 2000/02 à 2022. Les fluctuations de l'indice des prix des moyens de production agricole ont cependant été plus prononcées que celles de l'indice suisse des prix à la consommation.

L'indice des prix des moyens de production agricole reflète les évolutions de prix survenues dans le domaine des prestations intermédiaires et des investissements.

## Progression de l'indice des prix à l'importation

En 2022, l'indice des prix à l'importation de denrées alimentaires et de boissons a augmenté pour atteindre 110,9 %, soit 4,2 points d'indice de plus qu'en 2021. Il a ainsi progressé durant deux années consécutives après les baisses enregistrées en 2019 et 2020. Entre 2000/02 et 2008, l'indice a enregistré une hausse continue pour atteindre en 2008 sa valeur la plus élevée (114,5 %) au cours de la période sous revue.

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



## Prix à la production

**En 2022, les prix à la production ont généralement augmenté, aussi bien en production végétale qu'en production animale. En production végétale, les prix ont augmenté pour la plupart des légumes, des fruits, des pommes de terre et des céréales. Cette progression des prix est notamment imputable à la hausse des coûts de production. En production animale, les prix à la production ont également progressé pour le lait, le bétail de boucherie et les œufs.**

### Prix du lait à la production en hausse

En production laitière, l'année 2022 a été marquée par une légère baisse de la quantité de lait cru commercialisé et une augmentation du prix du lait à la production. Le prix du lait à la production en Suisse a ainsi progressé de 5,54 ct./kg par rapport à l'année précédente pour atteindre 75,34 ct./kg, soit son plus haut niveau depuis 2009. Cette progression s'explique, entre autres, par la hausse des coûts de production du lait, le recul de la production laitière et la hausse des prix des produits laitiers, notamment à l'échelle internationale. La comparaison entre 2009 à 2011 et 2020 à 2022 montre également une hausse du prix du lait à la production (+9,2 %).

### Nouvelle hausse des prix du bétail de boucherie

Sur le marché du bétail de boucherie, le prix du bétail bovin et des agneaux a continué d'augmenter, en 2022 comme en 2021 ; l'augmentation concerne la production conventionnelle (AQ) comme la filière bio. L'évolution est cependant très atténuée par rapport à l'année précédente. Par exemple, la plus forte hausse de 2020 à 2021, qui touchait le bœuf T3 (AQ), avait atteint 10 % par rapport à l'année précédente et le prix de ces animaux était passé à 10,21 fr./kg PM (poids mort). En 2022, il a atteint 10,40 fr./kg PM, progressant encore de 1,9 % par rapport à 2021. Dans l'ensemble, la hausse des prix des bovins et des agneaux a été inférieure à 10 % entre 2021 et 2022. La hausse la plus marquée dans la production biologique concerne les taureaux T3 (+3,7 %) et, dans l'élevage conventionnel, les veaux T3 (+5,7 %).

Sur le marché du porc, les prix en 2022 ont été caractéristiques des gros excédents qui ont marqué la production conventionnelle cette année-là. Les prix ont chuté en glissement annuel pour s'établir vers 3,34 fr./kg PM. Même en poussant la comparaison sur une période plus longue (entre 2000/2002 et 2020/2022), on observe que le prix du porc AQ a baissé de 10,4 %. À tel point que même la saison des grillades 2022, pourtant favorable, n'a pas suffi à absorber les excédents. À l'opposé, les prix à la production du porc bio ont augmenté de 8 % (comparaison portant sur la période de 2002/2004 à 2020/2022).

### Hausse des prix à la production des œufs

Le marché des œufs se distingue par une relative stabilité des prix ces dernières années, notamment grâce à une production planifiée dans une large mesure et gérée contractuellement par convention entre les producteurs et les distributeurs. En 2022, les prix à la production ont légèrement augmenté par comparaison avec 2021. Celui de l'œuf bio s'est élevé de 1,07 centime pour atteindre 44,19 centimes. Celui de l'œuf d'élevage en plein air a augmenté de 0,87 centime pour se fixer à 22,94 centimes, et celui de l'œuf d'élevage au sol est monté de 0,54 centime pour s'inscrire à 21,13 centimes. Entre la période 2000/2002 et la période 2020/2022, les prix à la production des œufs d'élevages conventionnels ont reculé de la façon

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



suivante : (#7,7 % pour l'élevage au sol et #11,5 % pour l'élevage en plein air). En revanche, l'élevage bio marque une hausse de 10,2 % des prix à la production entre la période 2002/2004 et la période 2020/2022.

### Renchérissement des céréales panifiables de culture conventionnelle

Sur le marché suisse, les prix des céréales panifiables de culture conventionnelle ont augmenté en moyenne de 18,4 % par rapport à l'année précédente. L'augmentation a été de 18,3 % pour le blé Top et de 17 % pour celui de la catégorie I. Plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution : la hausse des coûts de production, la mauvaise récolte de 2021 et les répercussions, sur les marchés internationaux, de la guerre en Ukraine. Quant aux céréales fourragères de culture conventionnelle, leurs prix sur le marché suisse ont moins augmenté que ceux des céréales panifiables de culture conventionnelle, en raison du système des prix-seuils qui y prévaut. Le prix du blé panifiable bio a diminué de 5 % en 2022, alors que celui de l'épeautre bio est monté de 5,6 %. Quant aux céréales fourragères bio, elles ont renchéri de 2 à 5 % par rapport à l'année précédente.

### Pomme de terre : hausse des prix après une faible récolte

Le marché de la pomme de terre a été marqué en 2022 par une récolte inférieure à la moyenne, en raison de la canicule et de la sécheresse qui ont duré tout l'été. Seule la pomme de terre bio a tiré son épingle du jeu, avec une production plus abondante. D'une façon générale, les effets conjugués de la situation du côté de l'offre et de la hausse des coûts de production ont renchéri les pommes de terre de garde. Le prix des tubercules à chair ferme a augmenté de 16,7 % par rapport à la moyenne des deux années précédentes, s'établissant à 57,28 fr./100 kg ; celui des tubercules destinés à la transformation s'est élevé de 12,2 %, se fixant à 46,50 fr./100 kg. La situation est différente s'agissant des pommes de terre bio, où l'on constate un recul de #3,7 % pour les tubercules à chair ferme (87,12 fr./100 kg), mais un renchérissement des tubercules destinés à la transformation (+7,6 % ; 82,88 fr./100 kg).

### Renchérissement de nombreux fruits

Au rayon des fruits, de nombreux prix à la production ont monté en 2022 par rapport aux deux années précédentes. Le prix indicatif des trois fruits à pépins sous revue (bio non compris) a augmenté de façon significative : c'est le cas des pommes Golden (+11,8 % pour se fixer à 1,18 fr./kg) et Braeburn (+6,6 % ; 1,21 fr./kg) et de la poire Conférence (+7 % ; 1,38 fr./kg). Les prix des fruits à noyau ont évolué de façon disparate : la quetsche (pruneau) de table a atteint un prix record depuis 2008 (2,55 fr./kg), tandis que l'abricot est devenu légèrement meilleur marché (3,17 fr./kg). Cette baisse s'explique probablement par l'abondance de l'offre en 2022, qui fait suite à une année d'intempéries et de production extrêmement réduite.

### Prix des légumes de garde en hausse

Dans la production maraîchère, le prix indicatif de nombreux légumes franco grossiste est monté par rapport à la moyenne des deux années précédentes, probablement à cause de la sécheresse estivale et de la hausse des coûts de production. L'augmentation touche tous les légumes de garde considérés pendant la période sous revue (carotte, oignon et céleri-pomme) et s'étend de +7,6 % (céleri-pomme) à +30,2 % (carotte) parmi les cultures conventionnelles. Dans la production bio, la fourchette s'étend de +7,4% (carotte) à +15,7 % (céleri-pomme). L'évolution des prix est plus hétérogène en ce qui concerne les autres légumes étudiés dans la statistique. Celui du chou-fleur (bio non compris) a diminué de 4,2 % pour s'établir à 3,23 fr./kg, alors que celui du concombre est monté de 15,5 % pour s'inscrire à 1,38 fr./kg.

**Prix à la production sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait<sup>16</sup></b>						
CH total	ct./kg	79.19	66.04	69.80	75.34	9.2
Lait transformé en fromage	ct./kg	79.13	69.14	72.50	76.89	6.1
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Vaches T3 QM	fr./kg PM	5.25	8.58	9.04	9.44	71.8
Jeunes vaches T3 QM	fr./kg PM	6.11	8.79	9.23	9.61	50.7
Taureaux T3 QM	fr./kg PM	7.65	9.30	10.21	10.41	30.4
Bœufs T3 QM	fr./kg PM	7.62	9.28	10.20	10.40	30.7
Génisses T3 QM	fr./kg PM	7.40	9.28	10.21	10.40	34.7
Veaux T3 QM	fr./kg PM	12.38	14.51	15.09	15.95	22.6
Porcs QM	fr./kg PM	4.40	4.53	3.93	3.36	-10.4
Agneaux bis 40 kg, T3 QM	fr./kg PM	12.34	13.20	14.42	14.60	14.1
<b>Œufs<sup>3</sup></b>						
Œufs issus d'élevage au sol	ct./pièce	22.76	21.32	20.59	21.13	-7.7
Œufs issus d'élevage en plein air	ct./pièce	25.46	22.58	22.07	22.94	-11.5
<b>Céréales<sup>3,4</sup></b>						
Blé panifiable, Top	fr./100 kg	60.23	49.38	53.83	59.11	-10.2
Blé panifiable, catégorie I	fr./100 kg	57.38	47.77	52.44	56.50	-9.0
Blé, fourrager	fr./100 kg	45.18	36.84	36.98	39.88	-16.1
Seigle, catégorie A, panifiable	fr./100 kg	44.24	36.91	41.32	43.60	-8.2
Orge, fourrager, 67/69	fr./100 kg	42.68	33.78	34.43	36.78	-18.0
Avoine, fourrager, 57/58	fr./100 kg	39.45	28.78	30.40	32.81	-22.3
Maïs grain	fr./100 kg	45.70	36.89	37.11	39.21	-17.4
<b>Cultures sarclées<sup>3,5</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	45.10	43.88	54.26	57.28	14.9
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	42.32	41.24	50.07	53.97	14.4
Pommes de terre destinées à la transformation	fr./100 kg	41.30	39.88	43.02	46.50	4.4
Pommes de terre précoces de table <sup>6</sup>	fr./100 kg	79.37	86.13	91.00	81.58	8.6
Betteraves sucrières <sup>12</sup>	fr./100 kg	12.21	5.19	5.57	5.26	-56.3
<b>Oléagineux<sup>3,4</sup></b>						
Colza, variété conventionnelle	fr./100 kg	83.19	80.88	96.15	114.87	17.0
Tournesols, high oleic	fr./100 kg	84.61	82.87	92.13	107.38	11.3
<b>Fruits<sup>7</sup></b>						
Pommes: Golden Delicious, catégorie I <sup>9,10,11,17</sup>	fr./kg	1.00	1.11	1.00	1.18	9.7
Pommes: Maigold, Braeburn à partir de 2010, catégorie I <sup>9,10,11,17</sup>	fr./kg	1.13	1.11	1.16	1.21	2.7
Poires: Conférence, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.08	1.25	1.33	1.38	22.2
Abricots, toutes les catégories <sup>10,11</sup>	fr./kg	2.69	2.67	3.33	3.17	13.6
Cerises de table, toutes les catégories <sup>10,11,13</sup>	fr./kg	3.86	6.74	6.76	6.49	72.6
Pruneaux de table, 33 mm, Fellenberg incl. <sup>10,11,14</sup>	fr./kg	2.21	2.03	2.45	2.55	6.0
Fraises <sup>15</sup>	fr./kg	5.61	6.62	6.96	6.93	21.9
<b>Légumes<sup>8</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.09	1.02	1.10	1.38	7.0
Oignons (de garde)	fr./kg	1.00	0.67	0.79	0.87	-22.3
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	1.75	2.53	2.47	2.69	46.5
Tomates rondes	fr./kg	2.09	2.44	2.68	2.90	27.9
Laitues pommées	fr./pièce	0.92	1.24	1.30	1.26	37.7
Choux-fleurs	fr./kg	2.04	3.15	3.59	3.23	62.9
Concombres pour la salade	fr./pièce	0.98	1.17	1.22	1.38	28.2

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> 2000/02: prix conventionnel

<sup>3</sup> 2000/02: la moyenne de 2002/04 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Prix brut à la production

<sup>5</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche et la TVA

<sup>6</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>7</sup> Prix indicatifs à la production

<sup>8</sup> Prix indicatifs franco grande distribution Suisse Garantie/(PI); sans frais d'emballage, lavés, ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>9</sup> Prix indicatifs à la production définitifs; à partir de 2022, prix indicatifs à la production définitifs pour les fruits à pépins de table conformément au programme « Durabilité des fruits (NHF) » (+ 0,06 fr./kg)

<sup>10</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>11</sup> Evolution 2000/03 – 2019/22

<sup>12</sup> Agroscope: changement du système de calcul en 2003

<sup>13</sup> Coûts d'emballage inclus; 2019 – 2022 toutes les classes, base 5 kg en vrac; 2000/03 classe 1 (21 mm), base sachet ou barquette de 1 kg

<sup>14</sup> Coûts d'emballage inclus; 2019 – 2022 pruneaux de table 33 mm y compris Fellenberg, base 6 kg en vrac; 2000/03 seulement Fellenberg, base barquette

<sup>15</sup> Coûts d'emballage inclus; base 10 barquettes de 500 g, ouvertes

<sup>16</sup> Evolution 2009/11 – 2020/22

<sup>17</sup> 2022: pas de prix indicatifs à la production définitifs disponibles pour la branche; valeur moyenne des prix indicatifs à la production définitifs proposés par les partenaires

Sources:

Lait, oeufs, céréales et oléagineux: OFAG

Bétail de boucherie: Proviande

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre), Agroscope-INH (Betteraves sucrières)

Fruits: Fruits-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Prix à la production Bio**

Produit	Unité	2002/04	2020	2021	2022	2002/04 – 2020/22 %
<b>Lait<sup>7</sup></b>						
Lait biologique	ct./kg	89.28	81.16	82.24	88.02	6.7
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Taureaux d'étaal T3	fr./kg PM	8.76	9.52	10.22	10.60	15.4
Bœuf de pâturage bio T3	fr./kg PM	–	11.53	12.59	12.82	–
Bio Natura Beef T3	fr./kg PM	–	11.96	12.90	13.10	–
Veaux d'étaal T3	fr./kg PM	13.20	15.18	16.08	16.61	20.9
Porcs de boucherie	fr./kg PM	6.88	6.98	7.56	7.75	8.0
Agneaux T3	fr./kg PM	13.10	15.05	15.98	16.13	20.0
<b>Oeufs</b>						
Oeufs issus de l'élevage biologique	ct./pièce	39.58	43.57	43.12	44.19	10.2
<b>Céréales<sup>2</sup></b>						
Blé panifiable	fr./100 kg	–	101.20	102.42	107.55	–
Epeautre, classe A, panifiable, non décorti	fr./100 kg	–	108.59	109.86	115.96	–
Blé, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	82.66	82.51	86.70	–
Orge, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	75.91	75.60	77.41	–
Maïs grain <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	81.84	81.71	84.74	–
<b>Cultures sarclées<sup>4</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	85.12	83.85	97.16	87.12	5.0
Pommes de terre de table à chair farineus	fr./100 kg	71.95	82.88	97.16	84.29	22.5
Pommes de terre destinées à la transform	fr./100 kg	72.20	71.57	82.46	82.88	9.4
Pommes de terre précoces de table <sup>5</sup>	fr./100 kg	108.57	146.90	179.40	157.39	48.5
<b>Oléagineux<sup>2</sup></b>						
Tournesol	fr./100 kg	–	140.00	146.20	151.20	–
<b>Légumes<sup>6</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.93	2.30	2.28	2.46	21.6
Oignons (de garde)	fr./kg	2.98	2.80	3.16	3.21	2.6
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	3.43	4.05	4.56	4.98	32.1
Tomates rondes	fr./kg	3.26	4.92	5.00	4.80	50.5
Laitues pommées	fr./pièce	1.40	1.71	1.74	1.72	23.1
Choux-fleurs	fr./kg	3.51	4.85	5.31	5.01	44.1
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.45	1.91	1.91	2.16	37.5

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon

<sup>3</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon / reconversion

<sup>4</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la

<sup>5</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>6</sup> Prix indicatifs franco grande distribution; sans frais d'emballage, lavés, Ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>7</sup> Evolution 2009/11 – 2020/22

Sources:

Lait, Oeufs: OFAG

Bétail de boucherie: Bio Suisse, Mutterkuh Schweiz, MGB

Céréales et oléagineux: Bio Suisse

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre)

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



## Prix à la consommation

**En 2022, les prix à la consommation ont augmenté pour la plupart des produits laitiers. Quant aux prix de la viande et des produits carnés, ils ont affiché une évolution diversifiée. Les viandes fraîches ont particulièrement enregistré une hausse de prix. Les œufs frais d'élevage au sol et en plein air sont, quant à eux, de moins en moins chers. En ce qui concerne les produits végétaux, on a observé une évolution disparate des prix des légumes et une augmentation des prix de la plupart des fruits non bio.**

### Prix à la consommation des produits laitiers en hausse

Les prix à la consommation de la plupart des **produits laitiers** ont augmenté en 2022, comparativement à l'année précédente. Le lait de consommation, le beurre et le yogourt ont essentiellement vu leurs prix progresser. À noter que le prix de la matière première (lait cru) a également augmenté en 2022. La comparaison sur le long terme, entre 2000 à 2002 et 2020 à 2022, montre toutefois un recul des prix à la consommation de quelques produits laitiers, notamment le fromage et la crème de consommation. Les prix de fromages tels que l'Emmentaler (-4,9 %) et surtout la mozzarella (-36,2 %) ont ainsi tendanciellement régressé, notamment en raison de la libéralisation du marché du fromage. Les prix ont également reculé pour quelques produits laitiers frais, notamment la crème entière (-33,7 %).

### Viande fraîche plus chère, produits à base de viande meilleur marché

Les prix de la viande fraîche de production conventionnelle ont majoritairement augmenté en 2022. La plus forte augmentation par rapport à l'année précédente concerne le hachis de bœuf (+9 %), dont le prix s'est établi à 20,98 fr./kg. Le renchérissement a touché toute la viande fraîche de bœuf, de veau, d'agneau et de poulet. Même la viande de porc est devenue plus chère. Seule exception, le ragoût de porc (dans l'épaule), dont le prix s'est fixé à 17,66 fr./kg, a diminué de 1,4 % par rapport à l'année précédente. La tendance est également à la hausse si l'on compare les prix de la viande fraîche sur une période plus longue (de 2000/2002 à 2020/2022), mais à des degrés divers. Par exemple, la côtelette d'agneau (coupée) a renchéri de 70,3 %, tandis que la viande fraîche de poulet (de production suisse) n'a augmenté que de 0,8 %.

À l'opposé, on assiste en 2022 à une baisse presque généralisée du prix des produits à base de viande de production conventionnelle. Le mouvement concerne aussi bien le jambon (en tranches : #0,1 %) que le cervelas (#3,8 %), la saucisse de Vienne (#0,2 %) et le salami (production suisse, en tranches : #4,8%). Seule la saucisse de veau a suivi un mouvement inverse, son prix augmentant de 2 % pour s'établir à 1,92 fr./kg.

L'évolution est plus nuancée dans la catégorie des produits bio. Les prix du veau ont augmenté (steak dans le filet : +4,5 % ; escalope : +4,4 %) tandis que ceux du poulet (viande fraîche de production suisse) ont baissé (#0,5 %) ainsi que ceux du blanc de poulet (#0,1 %). Les viandes de bœuf et de porc ont connu des hausses et des baisses. La plus forte hausse concerne l'escalope de porc (dans la noix) : +11,6 %. Les produits à base de viande bio présentent également une image peu homogène : la saucisse de Vienne et le salami (production suisse, en tranches) ont quelque peu renchéri (+0,2 % et +1,1 %), tandis que le prix de la saucisse de veau a baissé (#1,7 %).

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ

**Baisse du prix des œufs issus d'élevages en plein air et d'élevages au sol**

Le prix au détail des œufs frais bio, de même que celui des œufs d'importation ont augmenté en 2022 par rapport à l'année précédente. Par contre, celui des œufs issus d'élevages au sol et d'élevages en plein air a baissé. Il s'agit d'une tendance observable depuis longtemps : par rapport au prix moyen des années 2000-2002, le prix des œufs frais de production conventionnelle avaient, en 2020-2022, diminué de 13,7 % (élevages au sol) et de 5,9 % (élevages en plein air). Le recul est encore plus important en ce qui concerne les œufs d'importation (œufs frais : #27,4 % ; œufs cuits : #22,8 %). En revanche, le prix des œufs bio a augmenté de +2,6 % (frais) et de +1,5 % (cuits) par rapport à la moyenne des années 2002 à 2004.

**Hausse du prix des pommes de terre (chair ferme et chair farineuse)**

En 2022, les prix au détail des pommes de terre ont augmenté quelque peu dans les deux catégories les plus vendues, celle des tubercules à chair ferme (emballages verts) et celle des tubercules à chair farineuse (emballages bleus). Dans la première catégorie, les prix se sont stabilisés à 1,73 fr./kg (+2 % par rapport à l'année précédente) et, dans la seconde, à 1,51 fr./kg (+4,1 %). Le renchérissement touche aussi la production biologique ; il y est même plus marqué, puisque les prix 2022 sont les suivants : 2,75 fr./kg (+6,4 %) pour les tubercules à chair ferme, et 2,81 fr./kg (+7,7 %) pour les tubercules à chair farineuse.

**Prix du sucre cristallisé en hausse**

En 2022, le prix du sucre cristallisé a augmenté par rapport à l'année précédente (+4,1 % à 1,91 fr./kg). La comparaison entre 2000 à 2002 et 2020 à 2022 montre également une évolution à la hausse (+14,5 %).

**Prix des fruits de table bio : évolution différente en 2022**

S'agissant des fruits de table, un grand nombre des produits considérés dans la statistique (sauf les bio) ont augmenté en 2022. C'est notamment le cas des abricots et des cerises, qui ont augmenté de +35,6 % et de +17 % par rapport à l'année précédente. Parmi les autres fruits sous revue, le prix de la pomme Golden Delicious n'a pour ainsi dire pas varié (#0,2 %), à 3,21 fr./kg. Pour le reste, on ne signale aucune baisse de prix. La situation est différente en ce qui concerne les fruits bio, où les prix affichent un recul général par rapport à l'année précédente. Le plus marqué concerne les quetsches (pruneaux) (#14,2 % ; 8,67 fr./kg) et le plus faible la poire Conférence (#1,6 % ; 6,17 fr./kg). Précisons que les fruits importés sont pris en considération dans cette comparaison annuelle.

**Évolutions diverses du prix des légumes**

Dans l'ensemble des légumes observés statistiquement, on relève de nombreuses augmentations de prix à la consommation. Les plus fortes concernent le céleri-pomme (+11,3 %) et la carotte (+7 %). Le prix de ces denrées avait beaucoup baissé l'année précédente ; c'est pourquoi il est resté, en 2022, au-dessous de celui de 2020. Quant au chou-fleur et à la laitue pommée, le recul a atteint #8,9 % et #3,1 %. Dans les légumes bio, presque tous les prix accusent un recul par rapport à l'année précédente, à part celui des oignons, qui s'est inscrit à 4,92 fr./kg (+2,6 %).



**Prix à la consommation sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.58	1.61	1.64	3.7
Lait entier UHT standardisé 35 g <sup>1</sup>	fr./l	1.32	1.28	1.30	1.33	-1.4
Lait « drink » pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.58	1.59	1.63	3.4
Lait écrémé UHT	fr./l	1.44	1.53	1.44	1.46	2.3
Emmentaler surchoix	fr./kg	20.37	19.19	19.15	19.77	-4.9
Gruyère surchoix	fr./kg	20.47	20.73	20.64	21.20	1.9
Tilsiter surchoix	fr./kg	17.66	17.00	17.28	17.59	-2.1
Camembert 60% (ES)	fr./125 g	2.68	2.31	2.32	2.45	-12.0
Fromage à pâte molle, croûte fleurie	fr./150 g	3.50	3.38	3.42	3.59	-1.1
Mozzarella	fr./150 g	2.35	1.48	1.47	1.54	-36.2
Beurre de choix	fr./200 g	3.10	3.18	3.28	3.44	6.5
Le beurre (beurre de cuisine)	fr./250 g	3.01	3.20	3.39	3.55	12.2
Crème entière, emballée	fr./1/2 l	4.89	3.17	3.26	3.30	-33.7
Crème à café, emballée	fr./1/2 l	2.52	1.78	1.80	1.86	-27.8
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	fr./180 g	0.69	0.55	0.55	0.58	-19.4
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	49.80	70.78	73.53	76.81	48.0
Steak	fr./kg	38.77	52.43	50.42	52.33	33.4
Rôti d'épaule	fr./kg	26.68	35.32	35.50	35.56	32.9
Viande hachée	fr./kg	15.47	18.83	19.25	20.98	27.3
<b>Viande de veau</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	40.89	57.74	58.63	61.56	45.1
Rôti d'épaule	fr./kg	34.44	41.69	43.50	45.54	26.5
Ragoût	fr./kg	28.68	38.40	37.75	40.03	35.0
<b>Viande de porc</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	20.31	23.25	20.90	21.52	7.8
Steak	fr./kg	26.06	28.18	26.25	26.87	4.0
Rôti d'épaule	fr./kg	19.09	20.32	18.83	18.92	1.4
Ragoût d'épaule	fr./kg	18.02	19.87	17.91	17.66	2.5
<b>Viande d'agneau suisse, fraîche</b>						
Gigot avec l'os du bassin	fr./kg	27.85	39.11	40.60	43.14	47.1
Côtelettes, coupées	fr./kg	34.21	57.4888	57.7643	59.561	70.3
<b>Produit à la base de viande</b>						
Jambon de derrière, en tranches	fr./kg	28.62	31.08	28.63	28.60	2.8
Cervelat	fr./100 g	1.16	1.20	1.18	1.14	1.6
Saucisses de Vienne	fr./100 g	1.56	1.39	1.38	1.37	-11.8
Saucisse de veau	fr./100 g	1.76	1.98	1.88	1.92	9.7
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	3.82	5.04	5.40	5.14	35.9
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	8.99	8.84	9.01	9.34	0.8
Poitrine	fr./kg	–	31.28	31.56	32.03	–
Cuisse	–	12.11	12.08	13.00	–	–
<b>Œufs<sup>1</sup></b>						
Œufs frais d'élevage au sol	ct./pièce	47.76	42.29	42.08	39.32	-13.7
Œufs cuits d'élevage au sol	ct./pièce	57.01	60.16	60.34	59.37	5.2
Œufs frais d'élevage en plein air	ct./pièce	61.99	58.52	58.38	58.11	-5.9
Œufs cuits d'élevage en plein air	ct./pièce	75.40	70.71	69.36	67.29	-8.3
Œufs frais importés d'élevage au sol	ct./pièce	31.00	22.98	21.82	22.67	-27.4
Œufs cuits importés d'élevage au sol	ct./pièce	39.97	30.58	30.78	31.22	-22.8
<b>Farine et pain<sup>2,6</sup></b>						
Farine bise	fr./kg	1.9	2.01	2.01	2.01	6.7
Farine mi-blanche	fr./kg	2.0	2.01	1.99	2.05	3.2
Farine blanche	fr./kg	1.8	1.76	1.88	1.90	5.4
Farine dans le segment des bas prix	fr./kg	0.9	0.91	0.90	0.91	0.9
Pain bis	fr./kg	–	1.24	1.19	1.32	–
Pain mi-blanc	fr./kg	–	1.21	1.16	1.30	–
<b>Pommes de terre<sup>3</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	1.93	1.75	1.69	1.73	-10.6
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	1.88	1.54	1.45	1.51	-20.3
Raclette	fr./kg	1.82	2.00	1.95	1.80	5.3
Pommes de terre de table destinées à la cuisson à haute température	fr./kg	1.87	1.65	1.42	1.43	-19.9
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	2.28	2.40	2.09	1.85	-7.4
<b>Sucre cristallisé</b>	<b>fr./kg</b>	<b>1.43</b>	<b>1.19</b>	<b>1.83</b>	<b>1.91</b>	<b>14.5</b>
<b>Fruits<sup>4</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.57	3.40	3.21	3.21	-3.7
Poires, Conférence, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.53	3.54	2.93	2.99	-0.8
Abricots, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	5.50	8.05	7.15	9.69	38.7
Cerises <sup>5</sup>	fr./kg	9.27	13.52	9.93	11.69	31.3
Pruneaux <sup>5</sup>	fr./kg	3.96	4.43	4.92	5.15	15.5
Fraises	fr./kg	10.03	10.91	10.54	10.63	6.6
<b>Légumes<sup>4</sup></b>						
Carottes	fr./kg	2.00	2.09	1.87	2.00	-0.7
Oignons jaunes	fr./kg	2.20	2.12	2.00	2.01	-7.2
Céleris-raves	fr./kg	3.59	2.90	2.72	3.03	-19.7
Tomates rondes	fr./kg	3.48	3.69	3.48	3.57	2.9
Laitues pommées	fr./pièce	1.72	1.62	1.69	1.64	-4.2
Choux-fleurs	fr./kg	3.95	3.93	4.09	3.72	-0.9
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.60	1.41	1.35	1.41	-13.2

<sup>1</sup> 2000/02: la moyenne de 2009/11 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>2</sup> Les poids de 500 grammes et de 4 kilos pour la farine du segment des bas prix sont convertis en un kilogramme

<sup>3</sup> 2000/02: les données de 2005/7 sont utilisées en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Consommation à l'état frais; provenance: Suisse et étranger

<sup>5</sup> Moyenne des années 2000/03; variation 2000/03 – 2018/21

<sup>6</sup> 2000/02: la moyenne de 2012/14 est utilisée en raison d'informations lacunaires

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle)

Farine et pain, pommes de terre (jusqu'à 2015), fruits et légumes: OFAG. Pommes de terre à partir de 2016:

NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

**Prix à la consommation bio**

Produit	Unité	2002/04	2020	2021	2022	2002/04 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.87	–
Lait entier UHT standardisé	1 l	–	1.80	1.79	1.82	–
Lait « drink » pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.87	–
Emmentaler	1 kg	–	21.07	20.48	21.94	–
Gruyère	1 kg	–	22.84	22.78	24.28	–
Tilsiter	1 kg	–	21.51	21.45	21.45	–
Mozzarella	150 g	–	2.18	2.19	2.18	–
Beurre de choix	200 g	–	3.97	4.00	4.20	–
Crème entière, emballée	2 dl	–	2.69	2.71	2.77	–
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	180 g	–	0.81	0.82	0.81	–
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	–	94.61	96.56	96.03	–
Steak	fr./kg	–	57.01	60.10	61.91	–
<b>Viande de veau</b>						
Steak d'aloyau	fr./kg	–	96.03	91.48	95.63	–
Steak	fr./kg	–	96.31	93.31	97.38	–
<b>Viande de porc</b>						
Tranches, filet	fr./kg	–	47.23	46.55	46.52	–
Côtelettes, coupées	fr./kg	–	27.10	29.36	31.77	–
Steak	fr./kg	–	37.87	32.68	36.49	–
<b>Produit à base de viande</b>						
Saucisses de Vienne	fr./100 g	–	2.21	2.20	2.21	–
Saucisse de veau	fr./100 g	–	5.57	5.65	5.55	–
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	–	2.42	2.53	2.56	–
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	–	19.32	19.26	19.16	–
Poitrine	fr./kg	–	57.92	57.91	57.83	–
<b>Œufs</b>						
Oeufs frais issus de l'élevage biologique	ct./pièce	80.49	82.23	82.41	83.08	2.6
Oeufs cuits issus de l'élevage biologique	ct./pièce	92.69	94.77	95.09	92.30	1.5
<b>Pommes de terre<sup>1</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	3.12	2.86	2.59	2.75	-12.4
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	2.85	2.96	2.61	2.81	-1.9
Raclette	fr./kg	3.30	2.90	2.65	2.73	-16.3
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	–	4.85	4.53	4.02	–
<b>Fruits<sup>2</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	5.57	6.33	6.63	6.03	17.4
Poires, Conférence, catégorie I <sup>3,4</sup>	fr./kg	5.64	6.50	6.27	6.17	13.5
Abricots, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	8.48	11.65	11.30	10.73	35.2
Cerises <sup>4</sup>	fr./kg	12.40	18.29	16.40	15.69	38.3
Pruneaux <sup>4</sup>	fr./kg	6.36	8.88	10.11	8.67	57.6
Fraises	fr./kg	16.00	12.70	13.24	13.01	-18.9
<b>Légumes<sup>2</sup></b>						
Carottes	fr./kg	3.39	4.35	3.81	3.65	16.1
Oignons	fr./kg	5.28	5.44	4.80	4.92	-4.3
Céleris-raves	fr./kg	6.16	7.20	6.41	5.71	4.6
Tomates rondes	fr./kg	6.28	7.02	6.62	6.19	5.2
Laitues pommées	fr./pièce	2.65	2.82	2.76	2.54	2.2
Choux-fleurs	fr./kg	6.49	7.29	7.05	6.24	5.7
Concombres pour la salade	fr./pièce	2.88	2.54	2.22	2.20	-19.4

<sup>1</sup> Pas de données sur 2002/04, mais sur 2005/7

<sup>2</sup> Consommation à l'état frais; provenance : Suisse et étranger

<sup>3</sup> Pas assez de prix annoncés pour ce produit en 2017

<sup>4</sup> Moyenne des années 2002/05; variation 2002/05 – 2018/21

<sup>5</sup> À partir de 2017: Pommes Gala catégorie 1 au lieu de Golden Delicious et tomates grappe au lieu de tomates rondes.

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle), pommes de terre, légumes : OFAG, NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

## MARCHÉ &gt; DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



## Taux d'autosuffisance

**L'agriculture apporte une contribution importante à la sécurité alimentaire. Le taux d'autosuffisance a nettement reculé par rapport à 2020 à cause des faibles rendements dus à une mauvaise météo. En 2021, le taux d'autosuffisance brut s'élevait à 52 % et le taux net à 45 %.**

### Taux d'autosuffisance au plus haut pour le lait et les produits laitiers

C'est pour le lait et les produits laitiers que la Suisse affiche le taux d'autosuffisance le plus élevé : la production couvre alors régulièrement plus de 100 % des besoins nationaux (107 % en 2021). Le taux d'autosuffisance pour la viande s'élève quant à lui à 78 %, mais varie grandement d'une catégorie de viande à l'autre. Alors qu'il s'élève à respectivement 96 % et 94 % pour la viande de veau et de porc, il ne se monte qu'à 59 % pour la volaille.

### Récoltes historiquement basses

En production végétale, la mauvaise météo a entraîné des rendements historiquement bas. Le gel a provoqué de telles pertes dans les fruits à noyau que la production de certaines cultures a diminué de plus de la moitié par rapport à l'année précédente. La grêle en juin, mais surtout l'humidité qui a prévalu en juillet, ont provoqué d'importantes pertes de rendement en production végétale. Ainsi, le taux d'autosuffisance ne s'élevait qu'à 67 % pour les céréales panifiables et les pommes de terre en 2021 (contre respectivement 81 % et 90 % en 2020). Les fruits à pépins et les fruits à noyau ont enregistré un recul semblable, avec un taux d'autosuffisance de 63 % (contre 86 % en 2020). En 2021, les huiles et graisses végétales étaient une fois encore la catégorie présentant le plus faible taux d'autosuffisance (23 %), une valeur qui reste toutefois stable par rapport à 2020.

### Recul du taux d'autosuffisance dû au mauvais temps

En 2021, le taux d'autosuffisance a fortement reculé : le taux brut s'élevait ainsi à 52 % et le taux net à 45 %, soit les valeurs les plus basses depuis la révision du bilan alimentaire en 2007. La production indigène, qui s'élevait en 2021 à 21 100 térajoules (TJ) d'énergie produite, soit #6,9 % par rapport à 2020, est à l'origine de ce recul.

MARCHÉ > DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ



Evolution du taux d'autosuffisance



Source: Agristat

révisé jusqu'à 2007\* provisoire

Taux d'autosuffisance

Le taux d'autosuffisance se définit comme la part de la production indigène dans la consommation totale de denrées alimentaires en Suisse. La consommation totale est calculée selon la formule suivante : production + importations – exportations et variations de stocks. On distingue un taux brut et un taux net. Le taux net tient compte du fait qu'une partie de la production indigène fait appel à des importations d'aliments pour animaux. Lors du calcul du taux net d'autosuffisance, on déduit alors de la production animale indigène la part produite avec des aliments importés.

**Taux d'autosuffisance**

Produit	2010 <sup>f</sup>	2011 <sup>f</sup>	2012 <sup>f</sup>	2013 <sup>f</sup>	2014 <sup>f</sup>	2015 <sup>f</sup>	2016 <sup>f</sup>	2017 <sup>f</sup>	2018 <sup>f</sup>	2019 <sup>f</sup>	2020 <sup>f</sup>	2021	2010/12-2019/21
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<b>Part en termes de volume:</b>													
Total céréales <sup>1</sup>	49	52	50	46	52	47	38	51	45	47	52	39	-8.0
Céréales fourragères <sup>2</sup>	56	56	52	49	59	53	44	51	53	53	61	49	-0.2
<b>Part énergétique selon le bilan alimentaire<sup>3</sup>:</b>													
Céréales (y c. le riz)	56	55	56	58	52	54	47	58	53	55	55	46	-6.9
Céréales panifiables <sup>4</sup>	79	82	79	81	75	76	67	83	76	80	81	67	-5.2
Pommes de terre de table	88	95	89	76	95	71	70	93	88	87	90	67	-10.2
Sucre	70	94	82	64	93	70	62	72	67	68	61	51	-26.8
Graisses végétales, huiles	22	23	23	23	28	28	23	25	24	23	24	23	2.8
Fruits à pépins et à noyau <sup>5</sup>	68	111	70	69	83	78	79	52	116	72	86	63	-11.4
Légumes	47	54	50	48	52	49	50	54	50	49	48	39	-9.8
Lait de consommation	95	95	95	96	96	95	95	95	95	95	95	94	-0.5
Beurre	112	109	113	100	107	106	105	98	100	93	85	84	-21.7
Fromage (y compris le séré)	115	116	117	115	115	114	110	112	112	111	108	110	-5.3
<b>Lait et produits laitiers (y compris le beurre)</b>	<b>117</b>	<b>116</b>	<b>116</b>	<b>111</b>	<b>114</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>111</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>-7.2</b>
Viande de veau	97	98	98	98	98	98	97	97	97	98	97	96	-0.6
Viande de bœuf	88	88	90	85	86	86	88	86	89	87	85	84	-3.9
Viande de porc	94	94	96	93	95	96	95	95	94	92	92	94	-1.8
Viande de mouton	48	47	45	44	43	40	42	44	48	51	46	46	1.9
Volaille	48	49	49	51	52	53	55	57	58	58	60	59	21.7
<b>Viande, poisson et fruits de mer<sup>6</sup></b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>80</b>	<b>77</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>79</b>	<b>78</b>	<b>77</b>	<b>78</b>	<b>-2.2</b>
Œufs et conserves d'œufs	47	49	49	50	52	54	54	55	56	56	56	59	18.2
Denrées alimentaires végétales	42	48	45	41	47	42	37	43	41	41	39	33	-16.3
Denrées alimentaires animales, brut	101	100	100	96	99	99	99	98	99	97	94	95	-5.0
Denrées alimentaires animales, net <sup>7</sup>	60	64	62	58	63	59	56	59	58	57	56	52	-11.5
<b>Total des denrées alimentaires, brut<sup>8</sup></b>	<b>60</b>	<b>64</b>	<b>62</b>	<b>58</b>	<b>63</b>	<b>59</b>	<b>56</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>58</b>	<b>56</b>	<b>52</b>	<b>-11.3</b>
<b>Total des denrées alimentaires, net<sup>7</sup></b>	<b>53</b>	<b>57</b>	<b>56</b>	<b>51</b>	<b>56</b>	<b>52</b>	<b>48</b>	<b>52</b>	<b>51</b>	<b>51</b>	<b>49</b>	<b>45</b>	<b>-12.9</b>

<sup>1</sup> Bilan des céréales: Céréales panifiables et fourragères, y compris le blé dur, sans le riz

<sup>2</sup> Bilan des aliments pour animaux: y compris les produits de la minoterie et les céréales panifiables germées, sans le riz

<sup>3</sup> En fonction de l'énergie assimilable selon le bilan des denrées alimentaires

<sup>4</sup> Blé tendre, épeautre, amidonnier, engrain et seigle ; sans l'amidon de froment

<sup>5</sup> Pommes, poires, cerises, quetsches et prunes, abricots et pêches

<sup>6</sup> Y compris la viande de cheval, de chèvre, de lapin ainsi que le gibier, les poissons, les crustacés et les mollusques

<sup>7</sup> Sans les produits animaux fabriqués à partir d'aliments pour animaux importés

<sup>8</sup> En fonction de l'énergie assimilable, boissons alcoolisées comprises, selon le bilan alimentaire

<sup>f</sup> Avec les valeurs révisées de la méthode «Bilan alimentaire 08». Toutes les valeurs de années suivantes sont calculées exclusivement à l'aide de cette méthode. Toute la série du BA 08 à compter de 2007 a été recalculée jusqu'en 2007.

Source : Agristat

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Fruits

Les récoltes de fruits de table comparativement basses de 2021 ont été suivies de récoltes plus importantes pour de nombreuses espèces fruitières, malgré l'été caniculaire de 2022. Cela a entraîné un recul des importations de fruits de table. S'agissant des fruits destinés à la fabrication de cidre, la production de pommes a fortement augmenté entre 2021 et 2022, tandis que celle des poires est restée faible.

### Quantités récoltées

#### Quantités de fruits de table inférieures à la moyenne quadriennale

En 2022, un total de 141 601 tonnes de fruits (y compris les fruits rouges) ont été récoltées en qualité de table. C'était 4,5 % de plus qu'en 2021 (135 549 t) et 9 % de moins que la moyenne des quatre années précédentes (155 562 t).



#### De nouveau une faible récolte de poires à cidre

En 2022, les cidreries ont transformé 61 150 tonnes de pommes à cidre, soit 40 % de plus que l'année précédente (43 461 t). Cela représentait un quart de moins que la moyenne des quatre années précédentes (81 330 t). Pour les poires à cidre, la quantité transformée en 2022 (3 767 t) était à peu près aussi faible que l'année précédente (3 732 t), et inférieure d'environ 65 % à la moyenne des quatre années précédentes (10 400 t).

Le lecteur trouvera sur le site de l'OFAG (sous la rubrique Statistique fruits) un aperçu des quantités de fruits à cidre transformés dans les cidreries ainsi que les chiffres de l'indice des quantités de jus et de vin de fruits à pépins écoulées au cours des dernières années.

### Surfaces

#### Vergers

En 2022, la superficie totale des vergers s'élevait à 6 149 hectares. L'OFAG relève ces surfaces sur la base de l'ordonnance sur les relevés statistiques (annexe 155) et s'en sert pour établir chaque année les statistiques des surfaces des cultures fruitières de Suisse. Ces statistiques

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



décrivent l'évolution détaillée des surfaces selon l'espèce et, pour certaines cultures, selon la variété.

### Légère augmentation des surfaces consacrées aux petits fruits

Les relevés de Fruit-Union Suisse montrent qu'avec 914 hectares, la surface consacrée aux petits fruits en 2022 a augmenté de 24 hectares (+2,7 %) par rapport à 2021. Cette superficie n'inclut pas le sureau, qui est comptabilisé comme faisant partie des vergers en termes de superficie (voir ci-dessus), ni les petits fruits dont la superficie n'est pas indiquée dans le rapport d'activité de Fruit-Union Suisse (p. ex. les aronias). Une vue d'ensemble pluriannuelle des différentes surfaces de petits fruits est disponible dans le Rapport agricole sous la rubrique principale Production, sous-rubrique Production végétale, cultures spéciales fruits, vignes et légumes :

» [Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères](#)

### Commerce

#### Moins de fruits frais importés que l'année précédente

La Suisse a importé en 2022 environ 48 600 tonnes des principaux types de fruits frais cultivés dans le pays (pommes, poires, abricots, cerises, pruneaux/prunes, fraises ; sans les fruits à cidre et le raisin). Ce sont 4 900 tonnes de moins qu'en 2021 et bien 10 % de moins que la moyenne des quatre années précédentes. À l'exception des poires (augmentation de 10 %), on a constaté une baisse des importations par rapport à l'année précédente pour toutes les espèces de fruits considérées. La plus forte baisse a concerné les abricots (-40 % environ) suivis des cerises (-20 % environ). Ce fort recul s'explique par le fait qu'il a fallu importer massivement en 2021 pour compenser les faibles récoltes en Suisse. En revanche, l'abondance de la récolte 2022 a permis de renoncer à une part de ces importations complémentaires au cours de l'année sous revue.

Près de 1 200 tonnes de fruits ont été exportées en 2022, soit environ 40 % de moins qu'en 2021 (820 t). Cette augmentation concerne principalement les pommes (+400 t). Par rapport à la moyenne des quatre années précédentes (environ 1 420 t), les exportations ont été inférieures de près de 20 % en 2022.

#### Le contingent tarifaire pour les fruits à cidre frais n'a pas été utilisé

En 2022, la Suisse n'a pas importé de pommes ni de poires dans le cadre du contingent tarifaire OMC « Fruits pour la cidrerie et la distillation » (172 t). Hors contingent, environ 6 tonnes de pommes à cidre et 1 tonne de poires à cidre ont été importées. Près de 100 tonnes de pommes à cidre ont été exportées ; il n'y a pas eu d'exportations de poires à cidre.

#### Consommation par habitant

La consommation par habitant des principaux types de fruits produits en Suisse (p. ex. pommes, poires, abricots et cerises), s'est élevée à 21 kg en 2022, soit un peu plus que la moyenne des quatre années précédentes (23 kg). Cette consommation est calculée sur la base du volume du marché des types de fruits sélectionnés et de la population résidente permanente de la Suisse. Le volume du marché correspond à la production nationale de fruits en qualité de table plus les importations, moins les exportations. Les fruits à cidre et les fruits tropicaux ne sont pas inclus.

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX

**Prix**

Fruit-Union Suisse et l'Association Suisse du Commerce Fruits, Légumes et Pommes de terre (SWISSCOFEL) se réunissent pour fixer les prix indicatifs à la production et à la consommation des différentes sortes de fruits. L'analyse des prix à différents échelons du commerce est résumée dans un article distinct.

Prix à différents échelons du commerce (*Lien vers l'article*)

**Prix à la production sans les produits bio**

**Prix à la consommation sans les produits bio**

**Prix à la consommation avec les produits bio**



**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Mise en valeur de la récolte en production végétale**

Produit	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22
	t	t	t	t	%
<b>Pommes de terre</b>	<b>474 300</b>	<b>488 600</b>	<b>342 800</b>	<b>382 000</b>	<b>-14.7</b>
Pommes de terre de table	169 433	192 500	156 700	150 100	-1.8
Pommes de terre destinées à la transformation	127 500	161 000	134 400	145 600	15.3
Semences	28 300	22 700	20 000	18 900	-27.4
Pommes de terre fraîches pour l'affouragement	143 067	96 000	23 500	56 600	-59.0
Exportations	6 000	10 500	8 200	10 800	63.9
Stock COVID		5 900			
<b>Pommes et poires à cidre suisses</b>					
(Transformation dans des cidreries artisanales)	151 950 (1)	103 834	47 193	64 917	- 54.9 (2)
Quantité de fruits à cidre pour jus brut	151 746 (1)	103 834	47 193	64 839	- 54.8 (2)
fraîchement pressés	9 376 (1)	3 775	3 332	4 799	- 56.7 (2)
cidre de fruits destiné à la fabrication d'eau-de-vie de fruits	418 (1)	0	0	0	- 100.0 (2)
concentré de jus	140 271 (1)	94 089	40 012	50 632	- 58.0 (2)
Autres jus (vinaigre compris)	1 682 (1)	5 971	3 791	8 408	217.0 (2)
Fruits foulés	204 (1)	0	0	78	- 90.4 (2)
<b>Fabrication de spiritueux</b>					
à base de pommes et poires suisses	21 079 (1)	5 166	5 977	3 910 (3)	- 72.4 (2)
à base de cerises et pruneaux suisses	12 137 (1)	6 203	4 353	2 419 (3)	- 55.6 (2)
<b>Légumes frais suisses destinés à la transformation</b>					
Prod. principaux (haricots, petits pois, carottes parisiennes, épinard)	28 863	31 371	24 558	28 335	-2.7
Choucroute (choux à choucroute)	6 424	3 981	2 764	4 169	-43.4
Autres légumes destinés à la transformation	12 468	27 537	30 437	26 956	127.1

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Provisoire, état au 18.07.2023

Sources :

Pommes de terres: swisspatat

Fruits à cidre: OFAG; spiritueux: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

Légumes destinés à la transformation: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02– 2020/22
	kg	kg	kg	kg	%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84.63	51.00	47.20	46.00	n/a
Yoghourts	16.57	16.00	15.40	15.30	-6.0
Beurre	5.93	5.30	5.20	5.30	-11.2
Crème	9.27	7.66	7.64	7.78	-17.0
Fromages et fromages fondus	19.63	23.10	23.20	22.90	17.5
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10.22	11.32	11.56	10.98	10.4
Viande de veau	3.75	2.33	2.24	2.17	-40.1
Viande de porc	25.39	21.02	21.22	20.70	-17.4
Viande de mouton	1.51	1.11	1.08	1.00	-29.6
Viande de chèvre	0.11	0.06	0.06	0.07	-40.6
Viande de cheval	0.64	0.28	0.26	0.24	-59.2
Volaille	9.46	14.18	14.78	14.99	54.9
Œufs en coquille (pcs) <sup>4</sup>	187.67	188.90	195.20	185.60	1.2
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51.13				n/a
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43.43	47.20	48.80	48.80	11.1
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40.48	35.70	35.70	35.70	-11.8
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14.98	17.80	16.00	16.00	10.8
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14.66 (2)	15.39	12.79	12.71	-6.6 (3)
Poires <sup>3</sup>	3.32 (2)	2.99	2.92	2.86	-11.1 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1.46 (2)	1.50	1.39	1.31	-1.2 (3)
Cerises <sup>3</sup>	.71 (2)	0.54	0.59	0.58	-16.5 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1.05 (2)	1.16	0.96	1.18	3.4 (3)
Fraises	2.27	2.48	2.48	2.37	7.8
Agrumes	17.09	18.19	17.47	16.89	2.5
Bananes	10.11	11.77	11.67	11.37	14.8
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8.73	8.85	7.83	6.81	-10.3
Oignons (tous)	4.49	6.09	6.05	6.78	40.4
Céleris-raves	1.47	1.36	1.39	0.94	-16.3
Tomates (toutes)	10.07	9.15	9.35	9.18	-8.4
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2.63	1.87	1.86	1.75	-30.6
Choux-fleurs (tous)	2.15	1.89	1.85	1.99	-11.2
Concombres (à salade / nostrano)	2.81	4.22	4.36	4.33	53.0
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28.28	19.16	19.10	17.42	-34.4
Vin blanc (en l)	12.45	9.71	10.09	9.49	-21.6
Vin total (en l)	40.73	28.87	29.20	26.91	-30.4

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers, sucre, oléagineux: USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

**Prix à la production sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait<sup>16</sup></b>						
CH total	ct./kg	79.19	66.04	69.80	75.34	9.2
Lait transformé en fromage	ct./kg	79.13	69.14	72.50	76.89	6.1
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Vaches T3 QM	fr./kg PM	5.25	8.58	9.04	9.44	71.8
Jeunes vaches T3 QM	fr./kg PM	6.11	8.79	9.23	9.61	50.7
Taureaux T3 QM	fr./kg PM	7.65	9.30	10.21	10.41	30.4
Bœufs T3 QM	fr./kg PM	7.62	9.28	10.20	10.40	30.7
Génisses T3 QM	fr./kg PM	7.40	9.28	10.21	10.40	34.7
Veaux T3 QM	fr./kg PM	12.38	14.51	15.09	15.95	22.6
Porcs QM	fr./kg PM	4.40	4.53	3.93	3.36	-10.4
Agneaux bis 40 kg, T3 QM	fr./kg PM	12.34	13.20	14.42	14.60	14.1
<b>Œufs<sup>3</sup></b>						
Œufs issus d'élevage au sol	ct./pièce	22.76	21.32	20.59	21.13	-7.7
Œufs issus d'élevage en plein air	ct./pièce	25.46	22.58	22.07	22.94	-11.5
<b>Céréales<sup>3,4</sup></b>						
Blé panifiable, Top	fr./100 kg	60.23	49.38	53.83	59.11	-10.2
Blé panifiable, catégorie I	fr./100 kg	57.38	47.77	52.44	56.50	-9.0
Blé, fourrager	fr./100 kg	45.18	36.84	36.98	39.88	-16.1
Seigle, catégorie A, panifiable	fr./100 kg	44.24	36.91	41.32	43.60	-8.2
Orge, fourrager, 67/69	fr./100 kg	42.68	33.78	34.43	36.78	-18.0
Avoine, fourrager, 57/58	fr./100 kg	39.45	28.78	30.40	32.81	-22.3
Maïs grain	fr./100 kg	45.70	36.89	37.11	39.21	-17.4
<b>Cultures sarclées<sup>3,5</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	45.10	43.88	54.26	57.28	14.9
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	42.32	41.24	50.07	53.97	14.4
Pommes de terre destinées à la transformation	fr./100 kg	41.30	39.88	43.02	46.50	4.4
Pommes de terre précoces de table <sup>6</sup>	fr./100 kg	79.37	86.13	91.00	81.58	8.6
Betteraves sucrières <sup>12</sup>	fr./100 kg	12.21	5.19	5.57	5.26	-56.3
<b>Oléagineux<sup>3,4</sup></b>						
Colza, variété conventionnelle	fr./100 kg	83.19	80.88	96.15	114.87	17.0
Tournesols, high oleic	fr./100 kg	84.61	82.87	92.13	107.38	11.3
<b>Fruits<sup>7</sup></b>						
Pommes: Golden Delicious, catégorie I <sup>9,10,11,17</sup>	fr./kg	1.00	1.11	1.00	1.18	9.7
Pommes: Maigold, Braeburn à partir de 2010, catégorie I <sup>9,10,11,17</sup>	fr./kg	1.13	1.11	1.16	1.21	2.7
Poires: Conférence, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.08	1.25	1.33	1.38	22.2
Abricots, toutes les catégories <sup>10,11</sup>	fr./kg	2.69	2.67	3.33	3.17	13.6
Cerises de table, toutes les catégories <sup>10,11,13</sup>	fr./kg	3.86	6.74	6.76	6.49	72.6
Pruneaux de table, 33 mm, Fellenberg incl. <sup>10,11,14</sup>	fr./kg	2.21	2.03	2.45	2.55	6.0
Fraises <sup>15</sup>	fr./kg	5.61	6.62	6.96	6.93	21.9
<b>Légumes<sup>8</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.09	1.02	1.10	1.38	7.0
Oignons (de garde)	fr./kg	1.00	0.67	0.79	0.87	-22.3
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	1.75	2.53	2.47	2.69	46.5
Tomates rondes	fr./kg	2.09	2.44	2.68	2.90	27.9
Laitues pommées	fr./pièce	0.92	1.24	1.30	1.26	37.7
Choux-fleurs	fr./kg	2.04	3.15	3.59	3.23	62.9
Concombres pour la salade	fr./pièce	0.98	1.17	1.22	1.38	28.2

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> 2000/02: prix conventionnel

<sup>3</sup> 2000/02: la moyenne de 2002/04 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Prix brut à la production

<sup>5</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche et la TVA

<sup>6</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>7</sup> Prix indicatifs à la production

<sup>8</sup> Prix indicatifs franco grande distribution Suisse Garantie/(PI); sans frais d'emballage, lavés, ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>9</sup> Prix indicatifs à la production définitifs; à partir de 2022, prix indicatifs à la production définitifs pour les fruits à pépins de table conformément au programme « Durabilité des fruits (NHF) » (+ 0,06 fr./kg)

<sup>10</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>11</sup> Evolution 2000/03 – 2019/22

<sup>12</sup> Agroscope: changement du système de calcul en 2003

<sup>13</sup> Coûts d'emballage inclus; 2019 – 2022 toutes les classes, base 5 kg en vrac; 2000/03 classe 1 (21 mm), base sachet ou barquette de 1 kg

<sup>14</sup> Coûts d'emballage inclus; 2019 – 2022 pruneaux de table 33 mm y compris Fellenberg, base 6 kg en vrac; 2000/03 seulement Fellenberg, base barquette

<sup>15</sup> Coûts d'emballage inclus; base 10 barquettes de 500 g, ouvertes

<sup>16</sup> Evolution 2009/11 – 2020/22

<sup>17</sup> 2022: pas de prix indicatifs à la production définitifs disponibles pour la branche; valeur moyenne des prix indicatifs à la production définitifs proposés par les partenaires

Sources:

Lait, oeufs, céréales et oléagineux: OFAG

Bétail de boucherie: Proviande

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre), Agroscope-INH (Betteraves sucrières)

Fruits: Fruits-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Prix à la consommation sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.58	1.61	1.64	3.7
Lait entier UHT standardisé 35 g <sup>1</sup>	fr./l	1.32	1.28	1.30	1.33	-1.4
Lait « drink » pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.58	1.59	1.63	3.4
Lait écrémé UHT	fr./l	1.44	1.53	1.44	1.46	2.3
Emmentaler surchoix	fr./kg	20.37	19.19	19.15	19.77	-4.9
Gruyère surchoix	fr./kg	20.47	20.73	20.64	21.20	1.9
Tilsiter surchoix	fr./kg	17.66	17.00	17.28	17.59	-2.1
Camembert 60% (ES)	fr./125 g	2.68	2.31	2.32	2.45	-12.0
Fromage à pâte molle, croûte fleurie	fr./150 g	3.50	3.38	3.42	3.59	-1.1
Mozzarella	fr./150 g	2.35	1.48	1.47	1.54	-36.2
Beurre de choix	fr./200 g	3.10	3.18	3.28	3.44	6.5
Le beurre (beurre de cuisine)	fr./250 g	3.01	3.20	3.39	3.55	12.2
Crème entière, emballée	fr./1/2 l	4.89	3.17	3.26	3.30	-33.7
Crème à café, emballée	fr./1/2 l	2.52	1.78	1.80	1.86	-27.8
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	fr./180 g	0.69	0.55	0.55	0.58	-19.4
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	49.80	70.78	73.53	76.81	48.0
Steak	fr./kg	38.77	52.43	50.42	52.33	33.4
Rôti d'épaule	fr./kg	26.68	35.32	35.50	35.56	32.9
Viande hachée	fr./kg	15.47	18.83	19.25	20.98	27.3
<b>Viande de veau</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	40.89	57.74	58.63	61.56	45.1
Rôti d'épaule	fr./kg	34.44	41.69	43.50	45.54	26.5
Ragoût	fr./kg	28.68	38.40	37.75	40.03	35.0
<b>Viande de porc</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	20.31	23.25	20.90	21.52	7.8
Steak	fr./kg	26.06	28.18	26.25	26.87	4.0
Rôti d'épaule	fr./kg	19.09	20.32	18.83	18.92	1.4
Ragoût d'épaule	fr./kg	18.02	19.87	17.91	17.66	2.5
<b>Viande d'agneau suisse, fraîche</b>						
Gigot avec l'os du bassin	fr./kg	27.85	39.11	40.60	43.14	47.1
Côtelettes, coupées	fr./kg	34.21	57.4888	57.7643	59.561	70.3
<b>Produit à la base de viande</b>						
Jambon de derrière, en tranches	fr./kg	28.62	31.08	28.63	28.60	2.8
Cervelat	fr./100 g	1.16	1.20	1.18	1.14	1.6
Saucisses de Vienne	fr./100 g	1.56	1.39	1.38	1.37	-11.8
Saucisse de veau	fr./100 g	1.76	1.98	1.88	1.92	9.7
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	3.82	5.04	5.40	5.14	35.9
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	8.99	8.84	9.01	9.34	0.8
Poitrine	fr./kg	–	31.28	31.56	32.03	–
Cuisse	–	12.11	12.08	13.00	–	–
<b>Œufs<sup>1</sup></b>						
Œufs frais d'élevage au sol	ct./pièce	47.76	42.29	42.08	39.32	-13.7
Œufs cuits d'élevage au sol	ct./pièce	57.01	60.16	60.34	59.37	5.2
Œufs frais d'élevage en plein air	ct./pièce	61.99	58.52	58.38	58.11	-5.9
Œufs cuits d'élevage en plein air	ct./pièce	75.40	70.71	69.36	67.29	-8.3
Œufs frais importés d'élevage au sol	ct./pièce	31.00	22.98	21.82	22.67	-27.4
Œufs cuits importés d'élevage au sol	ct./pièce	39.97	30.58	30.78	31.22	-22.8
<b>Farine et pain<sup>2,6</sup></b>						
Farine bise	fr./kg	1.9	2.01	2.01	2.01	6.7
Farine mi-blanche	fr./kg	2.0	2.01	1.99	2.05	3.2
Farine blanche	fr./kg	1.8	1.76	1.88	1.90	5.4
Farine dans le segment des bas prix	fr./kg	0.9	0.91	0.90	0.91	0.9
Pain bis	fr./kg	–	1.24	1.19	1.32	–
Pain mi-blanc	fr./kg	–	1.21	1.16	1.30	–
<b>Pommes de terre<sup>3</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	1.93	1.75	1.69	1.73	-10.6
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	1.88	1.54	1.45	1.51	-20.3
Raclette	fr./kg	1.82	2.00	1.95	1.80	5.3
Pommes de terre de table destinées à la cuisson à haute température	fr./kg	1.87	1.65	1.42	1.43	-19.9
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	2.28	2.40	2.09	1.85	-7.4
<b>Sucre cristallisé</b>	<b>fr./kg</b>	<b>1.43</b>	<b>1.19</b>	<b>1.83</b>	<b>1.91</b>	<b>14.5</b>
<b>Fruits<sup>4</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.57	3.40	3.21	3.21	-3.7
Poires, Conférence, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.53	3.54	2.93	2.99	-0.8
Abricots, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	5.50	8.05	7.15	9.69	38.7
Cerises <sup>5</sup>	fr./kg	9.27	13.52	9.93	11.69	31.3
Pruneaux <sup>5</sup>	fr./kg	3.96	4.43	4.92	5.15	15.5
Fraises	fr./kg	10.03	10.91	10.54	10.63	6.6
<b>Légumes<sup>4</sup></b>						
Carottes	fr./kg	2.00	2.09	1.87	2.00	-0.7
Oignons jaunes	fr./kg	2.20	2.12	2.00	2.01	-7.2
Céleris-raves	fr./kg	3.59	2.90	2.72	3.03	-19.7
Tomates rondes	fr./kg	3.48	3.69	3.48	3.57	2.9
Laitues pommées	fr./pièce	1.72	1.62	1.69	1.64	-4.2
Choux-fleurs	fr./kg	3.95	3.93	4.09	3.72	-0.9
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.60	1.41	1.35	1.41	-13.2

<sup>1</sup> 2000/02: la moyenne de 2009/11 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>2</sup> Les poids de 500 grammes et de 4 kilos pour la farine du segment des bas prix sont convertis en un kilogramme

<sup>3</sup> 2000/02: les données de 2005/7 sont utilisées en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Consommation à l'état frais; provenance: Suisse et étranger

<sup>5</sup> Moyenne des années 2000/03; variation 2000/03 – 2018/21

<sup>6</sup> 2000/02: la moyenne de 2012/14 est utilisée en raison d'informations lacunaires

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle)

Farine et pain, pommes de terre (jusqu'à 2015), fruits et légumes: OFAG. Pommes de terre à partir de 2016:

NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

**Prix à la consommation bio**

Produit	Unité	2002/04	2020	2021	2022	2002/04 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.87	–
Lait entier UHT standardisé	1 l	–	1.80	1.79	1.82	–
Lait « drink » pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.87	–
Emmentaler	1 kg	–	21.07	20.48	21.94	–
Gruyère	1 kg	–	22.84	22.78	24.28	–
Tilsiter	1 kg	–	21.51	21.45	21.45	–
Mozzarella	150 g	–	2.18	2.19	2.18	–
Beurre de choix	200 g	–	3.97	4.00	4.20	–
Crème entière, emballée	2 dl	–	2.69	2.71	2.77	–
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	180 g	–	0.81	0.82	0.81	–
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	–	94.61	96.56	96.03	–
Steak	fr./kg	–	57.01	60.10	61.91	–
<b>Viande de veau</b>						
Steak d'aloyau	fr./kg	–	96.03	91.48	95.63	–
Steak	fr./kg	–	96.31	93.31	97.38	–
<b>Viande de porc</b>						
Tranches, filet	fr./kg	–	47.23	46.55	46.52	–
Côtelettes, coupées	fr./kg	–	27.10	29.36	31.77	–
Steak	fr./kg	–	37.87	32.68	36.49	–
<b>Produit à base de viande</b>						
Saucisses de Vienne	fr./100 g	–	2.21	2.20	2.21	–
Saucisse de veau	fr./100 g	–	5.57	5.65	5.55	–
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	–	2.42	2.53	2.56	–
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	–	19.32	19.26	19.16	–
Poitrine	fr./kg	–	57.92	57.91	57.83	–
<b>Œufs</b>						
Oeufs frais issus de l'élevage biologique	ct./pièce	80.49	82.23	82.41	83.08	2.6
Oeufs cuits issus de l'élevage biologique	ct./pièce	92.69	94.77	95.09	92.30	1.5
<b>Pommes de terre<sup>1</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	3.12	2.86	2.59	2.75	-12.4
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	2.85	2.96	2.61	2.81	-1.9
Raclette	fr./kg	3.30	2.90	2.65	2.73	-16.3
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	–	4.85	4.53	4.02	–
<b>Fruits<sup>2</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	5.57	6.33	6.63	6.03	17.4
Poires, Conférence, catégorie I <sup>3,4</sup>	fr./kg	5.64	6.50	6.27	6.17	13.5
Abricots, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	8.48	11.65	11.30	10.73	35.2
Cerises <sup>4</sup>	fr./kg	12.40	18.29	16.40	15.69	38.3
Pruneaux <sup>4</sup>	fr./kg	6.36	8.88	10.11	8.67	57.6
Fraises	fr./kg	16.00	12.70	13.24	13.01	-18.9
<b>Légumes<sup>2</sup></b>						
Carottes	fr./kg	3.39	4.35	3.81	3.65	16.1
Oignons	fr./kg	5.28	5.44	4.80	4.92	-4.3
Céleris-raves	fr./kg	6.16	7.20	6.41	5.71	4.6
Tomates rondes	fr./kg	6.28	7.02	6.62	6.19	5.2
Laitues pommées	fr./pièce	2.65	2.82	2.76	2.54	2.2
Choux-fleurs	fr./kg	6.49	7.29	7.05	6.24	5.7
Concombres pour la salade	fr./pièce	2.88	2.54	2.22	2.20	-19.4

<sup>1</sup> Pas de données sur 2002/04, mais sur 2005/7

<sup>2</sup> Consommation à l'état frais; provenance : Suisse et étranger

<sup>3</sup> Pas assez de prix annoncés pour ce produit en 2017

<sup>4</sup> Moyenne des années 2002/05; variation 2002/05 – 2018/21

<sup>5</sup> À partir de 2017: Pommes Gala catégorie 1 au lieu de Golden Delicious et tomates grappe au lieu de tomates rondes.

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle), pommes de terre, légumes : OFAG, NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Vin

**En 2022, la consommation de vin était de 237 millions de litres, soit une baisse de 18 millions par rapport à 2021. Cette baisse concerne tous les types de vin. Toutefois, on constate une préférence pour les vins suisses. La part de marché de ces derniers pour l'année 2022 s'élève à 37 %, soit 1,6 % de plus que l'année précédente.**

Les données du présent article s'appuient sur les statistiques vitivinicoles présentées dans le rapport « L'année viticole 2022 ». Ce rapport donne aussi des informations sur les stocks au 31 décembre 2022, la production, la consommation, les importations et les exportations de vin pendant l'année sous revue.



### Légère diminution de la surface viticole

En 2022, la surface totale du vignoble suisse recouvrait 14606 hectares, soit une baisse de 23 hectares par rapport à 2021 (-0,2 %). La surface plantée en vignes blanches, avec un total de 6451 ha (+0,1 %) représentait 44 % de la superficie totale. La superficie plantée en vignes rouges, avec un total de 8155 ha (-0,4 %) représente 56 %.

### Vendange 2022 d'excellente qualité et quantité

En 2022, la production suisse de vin a atteint 99 millions de litres avec une augmentation de 63 % par rapport à 2021. En 2021 la production avait été historiquement la plus basse depuis 1957 en raison d'une météo difficile qui avait touché de manière différente les régions suisses. L'augmentation de la production 2022 par rapport à l'année précédente était donc très variable en fonction des régions. La Suisse alémanique a ainsi enregistré une augmentation de 94 % avec un volume de 16 millions de litres. La Suisse romande a suivi avec une augmentation de 63 % par rapport à 2021 et un total de 78 millions de litres. Enfin, en Suisse italienne (Tessin et Mesolcina), l'augmentation a été moins prononcée. Avec un total de 5 millions de litres, la récolte 2022 était supérieure de 8 % à celle de 2021. En résumé, le climat chaud et sec de 2022



## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



a été bénéfique pour la vigne, autant pour la maturation du raisin que pour la lutte contre les maladies. En effet, si les premiers symptômes sont apparus à fin juin, ils sont restés contrôlés et limités à des zones spécifiques grâce au travail des vigneronnes et vignerons. Le nombre de traitements a ainsi pu être réduit.

L'année 2022 a également été caractérisée par une absence quasiment totale de gel printanier et de grêle. Cela a permis une bonne floraison et un développement optimal des grappes. Si la sécheresse a certainement exercé une pression sur les vignes, les systèmes d'irrigation ont contribué à limiter les pertes. Les précipitations de la fin du mois d'août ont également permis aux raisins de regagner en taille, ce qui a donné lieu à une excellente récolte non seulement en termes de qualité mais aussi de quantité.

### Les vins suisses gagnent de parts de marché dans une consommation en baisse

La consommation totale de vin en 2022 était de 237 millions de litres et a diminué de 18 millions de litres (-7 %). Elle se répartissait en 83,7 millions de litres de vins blancs et 153,5 millions de litres de vins rouges. La baisse de la consommation par rapport à 2021 se reflétait à la fois dans les vins blancs (-5 %) et dans les vins rouges (-8 %). En 2022, la consommation de vins mousseux a également diminué de 9,3 % pour atteindre 21 millions de litres. La comparaison entre la consommation des vins suisses et celle des vins étrangers est plus positive. En effet, en 2022, 87,7 millions de litres de vin suisse ont été bus, soit seulement 2,8 % de moins que l'année précédente. La consommation de vins étrangers a diminué plus fortement de 9,4 %, à 149 millions de litres. La part de marché des vins suisses a augmenté pour passer de 35,4 % en 2021 à 37 % en 2022. Parmi les vins suisses, la consommation de vins rouges s'est élevée à 44 millions de litres de vin, soit seulement 0,4 % de moins que l'année précédente, tandis que la consommation de vins blancs s'est élevée à 43 millions de litres de vin, soit 2 millions de litres de moins (-5 %) qu'en 2021.

### Diminution des importations de vins étrangers, exportations stables

En 2022, les importations totales de vin en Suisse ont atteint 178 millions de litres. Par rapport à l'année 2021, les importations totales ont diminué de 11,7 millions de litres de vin (-6,2 %). Le volume des vins sous contingent a également diminué de manière significative pour atteindre 148 millions (-10,6 millions de litres de vin ; -6,7 %). Le contingent tarifaire (170 millions de litres), comme les années précédentes, n'a pas été atteint.

Les importations de vins blancs et de vins rouges ont toutes deux diminué. Le volume importé de vins rouges a diminué plus fortement que celui de vins blancs. En effet, les importations de vins rouges ont diminué de 8,7 %, alors que les importations de vins blancs ont diminué plus faiblement (-1,7 %). Pour l'année 2022, les importations totales de vins rouges se montaient à 111 millions de litres, dont 73 millions de litres en bouteilles et 38 millions de litres en vrac. La baisse par rapport à 2021 concernait principalement les importations de vins rouges en bouteilles, qui ont diminué de 11,9 %, contre une baisse de seulement 1,9 % pour les importations de vins rouges en vrac. En ce qui concerne les vins blancs, un total de 40,8 millions de litres a été importé en 2022, dont 22,9 millions de litres en bouteilles et 17,9 millions de litres en vrac. Par rapport à l'année précédente, les importations de vins blancs en bouteilles ont diminué de 5,2 %, tandis que les importations de vins blancs en vrac ont augmenté de 3,1 %. Les importations de vins mousseux en Suisse pour l'année 2022 s'élevaient à 23,6 millions de litres, soit une légère augmentation de 0,3 % par rapport à l'année précédente.

» [L'année viticole 2022 – statistique vitivinicole \(éditeur Office fédéral de l'agriculture\)](#)

» [Production végétale](#)

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



» Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02– 2020/22
	kg	kg	kg	kg	%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84.63	51.00	47.20	46.00	n/a
Yoghourts	16.57	16.00	15.40	15.30	-6.0
Beurre	5.93	5.30	5.20	5.30	-11.2
Crème	9.27	7.66	7.64	7.78	-17.0
Fromages et fromages fondus	19.63	23.10	23.20	22.90	17.5
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10.22	11.32	11.56	10.98	10.4
Viande de veau	3.75	2.33	2.24	2.17	-40.1
Viande de porc	25.39	21.02	21.22	20.70	-17.4
Viande de mouton	1.51	1.11	1.08	1.00	-29.6
Viande de chèvre	0.11	0.06	0.06	0.07	-40.6
Viande de cheval	0.64	0.28	0.26	0.24	-59.2
Volaille	9.46	14.18	14.78	14.99	54.9
Œufs en coquille (pcs) <sup>4</sup>	187.67	188.90	195.20	185.60	1.2
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51.13				n/a
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43.43	47.20	48.80	48.80	11.1
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40.48	35.70	35.70	35.70	-11.8
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14.98	17.80	16.00	16.00	10.8
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14.66 (2)	15.39	12.79	12.71	-6.6 (3)
Poires <sup>3</sup>	3.32 (2)	2.99	2.92	2.86	-11.1 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1.46 (2)	1.50	1.39	1.31	-1.2 (3)
Cerises <sup>3</sup>	.71 (2)	0.54	0.59	0.58	-16.5 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1.05 (2)	1.16	0.96	1.18	3.4 (3)
Fraises	2.27	2.48	2.48	2.37	7.8
Agrumes	17.09	18.19	17.47	16.89	2.5
Bananes	10.11	11.77	11.67	11.37	14.8
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8.73	8.85	7.83	6.81	-10.3
Oignons (tous)	4.49	6.09	6.05	6.78	40.4
Céleris-raves	1.47	1.36	1.39	0.94	-16.3
Tomates (toutes)	10.07	9.15	9.35	9.18	-8.4
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2.63	1.87	1.86	1.75	-30.6
Choux-fleurs (tous)	2.15	1.89	1.85	1.99	-11.2
Concombres (à salade / nostrano)	2.81	4.22	4.36	4.33	53.0
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28.28	19.16	19.10	17.42	-34.4
Vin blanc (en l)	12.45	9.71	10.09	9.49	-21.6
Vin total (en l)	40.73	28.87	29.20	26.91	-30.4

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers, sucre, oléagineux: USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Légumes

**Alors que la surface cultivée de légumes a continué d'augmenter, les rendements de 2022 étaient moyens. En raison de la mauvaise récolte de 2021, seule une faible quantité de légumes de garde suisses ont été commercialisés. Ainsi, la part de produits suisses sur le marché a été inférieure à la moyenne des quatre années précédentes.**

### Récolte moyenne de légumes frais

Au cours de l'année sous revue, 360 297 tonnes de légumes frais suisses (y compris les légumes de garde / non destinés à la transformation) ont été mises sur le marché. Ce chiffre représente une baisse d'environ 3 % par rapport à la moyenne des quatre années précédentes. Il s'agit d'une quantité relativement faible en cette année 2022 marquée par la chaleur et la sécheresse. La quantité de légumes de garde était relativement faible, notamment en raison d'une mauvaise année 2021 due aux conditions météorologiques : seuls de faibles stocks étaient disponibles pour être mis sur le marché en 2022.

La récolte 2022 de légumes destinés à la transformation s'est élevée à 59 460 tonnes. Cette quantité récoltée dépassait de près de 2 % la moyenne des quatre années précédentes. La tendance à la hausse concernant les légumes frais destinés à la transformation, tels que le chou-fleur ou la betterave rouge, semble être terminée. Pour la première fois depuis six ans, la quantité récoltée de légumes frais destinés à la transformation était plus faible en 2022 que l'année précédente.

### Nouvelle augmentation de la superficie des terres affectées à la culture des légumes frais

La superficie des terres affectées à la culture des légumes frais (y compris les légumes de garde) a encore augmenté par rapport à l'année précédente (+ 74 ha). Pour les légumes destinés à la transformation, c'est la surface de récolte qui est relevée. En 2022, celle-ci était de 2 477 hectares, et se situait à nouveau dans une fourchette moyenne, comme avant 2021, année où les conditions météorologiques avaient réduit de nombreuses récoltes. Pour l'année sous revue, la superficie affectée à la culture de légumes, y compris les cultures successives, totalise donc 16 868 hectares. Il s'agit d'environ 2,5 % ou 407 hectares de plus que dans la moyenne des quatre années précédentes. La Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales (CCM) est responsable du relevé.

### Importations élevées de légumes

La quantité des légumes frais cultivés en Suisse et disponibles sur le marché s'est élevée durant l'année sous revue à 638 704 tonnes (2021 : 644 942 t). Ce chiffre inclut les légumes frais destinés à la transformation, mais non les légumes typiquement réservés à la transformation tels que les épinards en branches et les épinards hachés. Il était légèrement supérieur à la moyenne des quatre années précédentes (634 059 tonnes). La part des légumes produits en Suisse (zones frontalières et zones franches comprises) ne se monte qu'à près de 60 % de ce volume. Elle était inférieure d'environ 2 % à la moyenne des quatre années précédentes. La part des légumes importés est relativement élevée depuis trois ans. Cela s'explique par les effets de la pandémie et les mauvaises conditions météorologiques de 2021, qui ont eu des répercussions dans le domaine des légumes de garde jusqu'en 2022. On obtient la quantité d'un produit disponible sur le marché en additionnant la production indigène et les importations

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



(quantités nettes) et en soustrayant au résultat la quantité exportée telle qu'elle figure dans la statistique du commerce extérieur suisse.

Les chiffres détaillés du commerce extérieur de certaines espèces de légumes sont présentés dans le tableau suivant :

### Prix

Les prix des légumes frais à différents échelons du commerce pour certains produits phares sont indiqués dans les tableaux suivants :

#### Prix à la production, bio non compris

##### Prix du bio à la production

##### Prix à la consommation, bio non compris

##### Prix du bio à la consommation

### Consommation élevée

En 2022, la consommation de légumes frais par habitant s'est élevée à près de 70 kg. Cette valeur se situe dans la fourchette de l'année précédente et de la moyenne des quatre années précédentes. Ces quantités tiennent compte des espèces cultivées en Suisse. Il s'agit de la consommation par habitant basée sur la production indigène de légumes frais (y compris ceux stockés, à l'exclusion de ceux destinés à la transformation) augmentée des importations, déduction faite des exportations selon la statistique du commerce extérieur de la Suisse.

Les données relatives à la consommation de certains produits phares figurent dans le tableau suivant :

» [www.szg.ch](http://www.szg.ch)

» Cultures spéciales fruitières, viticoles et maraîchères

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons



**Mise en valeur de la récolte en production végétale**

Produit	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22
	t	t	t	t	%
<b>Pommes de terre</b>	<b>474 300</b>	<b>488 600</b>	<b>342 800</b>	<b>382 000</b>	<b>-14.7</b>
Pommes de terre de table	169 433	192 500	156 700	150 100	-1.8
Pommes de terre destinées à la transformation	127 500	161 000	134 400	145 600	15.3
Semences	28 300	22 700	20 000	18 900	-27.4
Pommes de terre fraîches pour l'affouragement	143 067	96 000	23 500	56 600	-59.0
Exportations	6 000	10 500	8 200	10 800	63.9
Stock COVID		5 900			
<b>Pommes et poires à cidre suisses</b>					
(Transformation dans des cidreries artisanales)	151 950 (1)	103 834	47 193	64 917	- 54.9 (2)
Quantité de fruits à cidre pour jus brut	151 746 (1)	103 834	47 193	64 839	- 54.8 (2)
fraîchement pressés	9 376 (1)	3 775	3 332	4 799	- 56.7 (2)
cidre de fruits destiné à la fabrication d'eau-de-vie de fruits	418 (1)	0	0	0	- 100.0 (2)
concentré de jus	140 271 (1)	94 089	40 012	50 632	- 58.0 (2)
Autres jus (vinaigre compris)	1 682 (1)	5 971	3 791	8 408	217.0 (2)
Fruits foulés	204 (1)	0	0	78	- 90.4 (2)
<b>Fabrication de spiritueux</b>					
à base de pommes et poires suisses	21 079 (1)	5 166	5 977	3 910 (3)	- 72.4 (2)
à base de cerises et pruneaux suisses	12 137 (1)	6 203	4 353	2 419 (3)	- 55.6 (2)
<b>Légumes frais suisses destinés à la transformation</b>					
Prod. principaux (haricots, petits pois, carottes parisiennes, épinard)	28 863	31 371	24 558	28 335	-2.7
Choucroute (choux à choucroute)	6 424	3 981	2 764	4 169	-43.4
Autres légumes destinés à la transformation	12 468	27 537	30 437	26 956	127.1

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Provisoire, état au 18.07.2023

Sources :

Pommes de terres: swisspatat

Fruits à cidre: OFAG; spiritueux: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF

Légumes destinés à la transformation: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séké	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

**Prix à la production sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait<sup>16</sup></b>						
CH total	ct./kg	79.19	66.04	69.80	75.34	9.2
Lait transformé en fromage	ct./kg	79.13	69.14	72.50	76.89	6.1
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Vaches T3 QM	fr./kg PM	5.25	8.58	9.04	9.44	71.8
Jeunes vaches T3 QM	fr./kg PM	6.11	8.79	9.23	9.61	50.7
Taureaux T3 QM	fr./kg PM	7.65	9.30	10.21	10.41	30.4
Bœufs T3 QM	fr./kg PM	7.62	9.28	10.20	10.40	30.7
Génisses T3 QM	fr./kg PM	7.40	9.28	10.21	10.40	34.7
Veaux T3 QM	fr./kg PM	12.38	14.51	15.09	15.95	22.6
Porcs QM	fr./kg PM	4.40	4.53	3.93	3.36	-10.4
Agneaux bis 40 kg, T3 QM	fr./kg PM	12.34	13.20	14.42	14.60	14.1
<b>Œufs<sup>3</sup></b>						
Œufs issus d'élevage au sol	ct./pièce	22.76	21.32	20.59	21.13	-7.7
Œufs issus d'élevage en plein air	ct./pièce	25.46	22.58	22.07	22.94	-11.5
<b>Céréales<sup>3,4</sup></b>						
Blé panifiable, Top	fr./100 kg	60.23	49.38	53.83	59.11	-10.2
Blé panifiable, catégorie I	fr./100 kg	57.38	47.77	52.44	56.50	-9.0
Blé, fourrager	fr./100 kg	45.18	36.84	36.98	39.88	-16.1
Seigle, catégorie A, panifiable	fr./100 kg	44.24	36.91	41.32	43.60	-8.2
Orge, fourrager, 67/69	fr./100 kg	42.68	33.78	34.43	36.78	-18.0
Avoine, fourrager, 57/58	fr./100 kg	39.45	28.78	30.40	32.81	-22.3
Maïs grain	fr./100 kg	45.70	36.89	37.11	39.21	-17.4
<b>Cultures sarclées<sup>3,5</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	45.10	43.88	54.26	57.28	14.9
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./100 kg	42.32	41.24	50.07	53.97	14.4
Pommes de terre destinées à la transformation	fr./100 kg	41.30	39.88	43.02	46.50	4.4
Pommes de terre précoces de table <sup>6</sup>	fr./100 kg	79.37	86.13	91.00	81.58	8.6
Betteraves sucrières <sup>12</sup>	fr./100 kg	12.21	5.19	5.57	5.26	-56.3
<b>Oléagineux<sup>3,4</sup></b>						
Colza, variété conventionnelle	fr./100 kg	83.19	80.88	96.15	114.87	17.0
Tournesols, high oleic	fr./100 kg	84.61	82.87	92.13	107.38	11.3
<b>Fruits<sup>7</sup></b>						
Pommes: Golden Delicious, catégorie I <sup>9,10,11,17</sup>	fr./kg	1.00	1.11	1.00	1.18	9.7
Pommes: Maigold, Braeburn à partir de 2010, catégorie I <sup>9,10,11,17</sup>	fr./kg	1.13	1.11	1.16	1.21	2.7
Poires: Conférence, catégorie I <sup>9,10,11</sup>	fr./kg	1.08	1.25	1.33	1.38	22.2
Abricots, toutes les catégories <sup>10,11</sup>	fr./kg	2.69	2.67	3.33	3.17	13.6
Cerises de table, toutes les catégories <sup>10,11,13</sup>	fr./kg	3.86	6.74	6.76	6.49	72.6
Pruneaux de table, 33 mm, Fellenberg incl. <sup>10,11,14</sup>	fr./kg	2.21	2.03	2.45	2.55	6.0
Fraises <sup>15</sup>	fr./kg	5.61	6.62	6.96	6.93	21.9
<b>Légumes<sup>8</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.09	1.02	1.10	1.38	7.0
Oignons (de garde)	fr./kg	1.00	0.67	0.79	0.87	-22.3
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	1.75	2.53	2.47	2.69	46.5
Tomates rondes	fr./kg	2.09	2.44	2.68	2.90	27.9
Laitues pommées	fr./pièce	0.92	1.24	1.30	1.26	37.7
Choux-fleurs	fr./kg	2.04	3.15	3.59	3.23	62.9
Concombres pour la salade	fr./pièce	0.98	1.17	1.22	1.38	28.2

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> 2000/02: prix conventionnel

<sup>3</sup> 2000/02: la moyenne de 2002/04 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Prix brut à la production

<sup>5</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la branche et la TVA

<sup>6</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>7</sup> Prix indicatifs à la production

<sup>8</sup> Prix indicatifs franco grande distribution Suisse Garantie/(PI); sans frais d'emballage, lavés, ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>9</sup> Prix indicatifs à la production définitifs; à partir de 2022, prix indicatifs à la production définitifs pour les fruits à pépins de table conformément au programme « Durabilité des fruits (NHF) » (+ 0,06 fr./kg)

<sup>10</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>11</sup> Evolution 2000/03 – 2019/22

<sup>12</sup> Agroscope: changement du système de calcul en 2003

<sup>13</sup> Coûts d'emballage inclus; 2019 – 2022 toutes les classes, base 5 kg en vrac; 2000/03 classe 1 (21 mm), base sachet ou barquette de 1 kg

<sup>14</sup> Coûts d'emballage inclus; 2019 – 2022 pruneaux de table 33 mm y compris Fellenberg, base 6 kg en vrac; 2000/03 seulement Fellenberg, base barquette

<sup>15</sup> Coûts d'emballage inclus; base 10 barquettes de 500 g, ouvertes

<sup>16</sup> Evolution 2009/11 – 2020/22

<sup>17</sup> 2022: pas de prix indicatifs à la production définitifs disponibles pour la branche; valeur moyenne des prix indicatifs à la production définitifs proposés par les partenaires

Sources:

Lait, oeufs, céréales et oléagineux: OFAG

Bétail de boucherie: Proviande

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre), Agroscope-INH (Betteraves sucrières)

Fruits: Fruits-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Prix à la production Bio**

Produit	Unité	2002/04	2020	2021	2022	2002/04 – 2020/22 %
<b>Lait<sup>7</sup></b>						
Lait biologique	ct./kg	89.28	81.16	82.24	88.02	6.7
<b>Bétail de boucherie<sup>1,2</sup></b>						
Taureaux d'étaal T3	fr./kg PM	8.76	9.52	10.22	10.60	15.4
Bœuf de pâturage bio T3	fr./kg PM	–	11.53	12.59	12.82	–
Bio Natura Beef T3	fr./kg PM	–	11.96	12.90	13.10	–
Veaux d'étaal T3	fr./kg PM	13.20	15.18	16.08	16.61	20.9
Porcs de boucherie	fr./kg PM	6.88	6.98	7.56	7.75	8.0
Agneaux T3	fr./kg PM	13.10	15.05	15.98	16.13	20.0
<b>Oeufs</b>						
Oeufs issus de l'élevage biologique	ct./pièce	39.58	43.57	43.12	44.19	10.2
<b>Céréales<sup>2</sup></b>						
Blé panifiable	fr./100 kg	–	101.20	102.42	107.55	–
Epeautre, classe A, panifiable, non décorti	fr./100 kg	–	108.59	109.86	115.96	–
Blé, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	82.66	82.51	86.70	–
Orge, fourrager <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	75.91	75.60	77.41	–
Maïs grain <sup>3</sup>	fr./100 kg	–	81.84	81.71	84.74	–
<b>Cultures sarclées<sup>4</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./100 kg	85.12	83.85	97.16	87.12	5.0
Pommes de terre de table à chair farineux	fr./100 kg	71.95	82.88	97.16	84.29	22.5
Pommes de terre destinées à la transform	fr./100 kg	72.20	71.57	82.46	82.88	9.4
Pommes de terre précoces de table <sup>5</sup>	fr./100 kg	108.57	146.90	179.40	157.39	48.5
<b>Oléagineux<sup>2</sup></b>						
Tournesol	fr./100 kg	–	140.00	146.20	151.20	–
<b>Légumes<sup>6</sup></b>						
Carottes (de garde)	fr./kg	1.93	2.30	2.28	2.46	21.6
Oignons (de garde)	fr./kg	2.98	2.80	3.16	3.21	2.6
Céleris-raves (de garde)	fr./kg	3.43	4.05	4.56	4.98	32.1
Tomates rondes	fr./kg	3.26	4.92	5.00	4.80	50.5
Laitues pommées	fr./pièce	1.40	1.71	1.74	1.72	23.1
Choux-fleurs	fr./kg	3.51	4.85	5.31	5.01	44.1
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.45	1.91	1.91	2.16	37.5

<sup>1</sup> Prix franco abattoir, excepté les porcs charnus départ ferme

<sup>2</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon

<sup>3</sup> Prix bruts à la production, Bio Bourgeon / reconversion

<sup>4</sup> Prix indicatifs (moyenne arithmétique des principales variétés), en vrac, sauf les coûts pour le transport, le tri et les contributions à la

<sup>5</sup> Pas de prix indicatif définitif; seuls les mois de mai à août selon la campagne de commercialisation de swisspatat

<sup>6</sup> Prix indicatifs franco grande distribution; sans frais d'emballage, lavés, Ifco, sans TVA, RPLP incluse

<sup>7</sup> Evolution 2009/11 – 2020/22

Sources:

Lait, Oeufs: OFAG

Bétail de boucherie: Bio Suisse, Mutterkuh Schweiz, MGB

Céréales et oléagineux: Bio Suisse

Cultures sarclées: Swisspatat (Pommes de terre)

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

**Prix à la consommation sans le bio**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.58	1.61	1.64	3.7
Lait entier UHT standardisé 35 g <sup>1</sup>	fr./l	1.32	1.28	1.30	1.33	-1.4
Lait « drink » pasteurisé, emballé	fr./l	1.55	1.58	1.59	1.63	3.4
Lait écrémé UHT	fr./l	1.44	1.53	1.44	1.46	2.3
Emmentaler surchoix	fr./kg	20.37	19.19	19.15	19.77	-4.9
Gruyère surchoix	fr./kg	20.47	20.73	20.64	21.20	1.9
Tilsiter surchoix	fr./kg	17.66	17.00	17.28	17.59	-2.1
Camembert 60% (ES)	fr./125 g	2.68	2.31	2.32	2.45	-12.0
Fromage à pâte molle, croûte fleurie	fr./150 g	3.50	3.38	3.42	3.59	-1.1
Mozzarella	fr./150 g	2.35	1.48	1.47	1.54	-36.2
Beurre de choix	fr./200 g	3.10	3.18	3.28	3.44	6.5
Le beurre (beurre de cuisine)	fr./250 g	3.01	3.20	3.39	3.55	12.2
Crème entière, emballée	fr./1/2 l	4.89	3.17	3.26	3.30	-33.7
Crème à café, emballée	fr./1/2 l	2.52	1.78	1.80	1.86	-27.8
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	fr./180 g	0.69	0.55	0.55	0.58	-19.4
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	49.80	70.78	73.53	76.81	48.0
Steak	fr./kg	38.77	52.43	50.42	52.33	33.4
Rôti d'épaule	fr./kg	26.68	35.32	35.50	35.56	32.9
Viande hachée	fr./kg	15.47	18.83	19.25	20.98	27.3
<b>Viande de veau</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	40.89	57.74	58.63	61.56	45.1
Rôti d'épaule	fr./kg	34.44	41.69	43.50	45.54	26.5
Ragoût	fr./kg	28.68	38.40	37.75	40.03	35.0
<b>Viande de porc</b>						
Côtelettes, coupées	fr./kg	20.31	23.25	20.90	21.52	7.8
Steak	fr./kg	26.06	28.18	26.25	26.87	4.0
Rôti d'épaule	fr./kg	19.09	20.32	18.83	18.92	1.4
Ragoût d'épaule	fr./kg	18.02	19.87	17.91	17.66	2.5
<b>Viande d'agneau suisse, fraîche</b>						
Gigot avec l'os du bassin	fr./kg	27.85	39.11	40.60	43.14	47.1
Côtelettes, coupées	fr./kg	34.21	57.4888	57.7643	59.561	70.3
<b>Produit à la base de viande</b>						
Jambon de derrière, en tranches	fr./kg	28.62	31.08	28.63	28.60	2.8
Cervelat	fr./100 g	1.16	1.20	1.18	1.14	1.6
Saucisses de Vienne	fr./100 g	1.56	1.39	1.38	1.37	-11.8
Saucisse de veau	fr./100 g	1.76	1.98	1.88	1.92	9.7
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	3.82	5.04	5.40	5.14	35.9
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	8.99	8.84	9.01	9.34	0.8
Poitrine	fr./kg	-	31.28	31.56	32.03	-
Cuisse	-	12.11	12.08	13.00	-	-
<b>Œufs<sup>1</sup></b>						
Œufs frais d'élevage au sol	ct./pièce	47.76	42.29	42.08	39.32	-13.7
Œufs cuits d'élevage au sol	ct./pièce	57.01	60.16	60.34	59.37	5.2
Œufs frais d'élevage en plein air	ct./pièce	61.99	58.52	58.38	58.11	-5.9
Œufs cuits d'élevage en plein air	ct./pièce	75.40	70.71	69.36	67.29	-8.3
Œufs frais importés d'élevage au sol	ct./pièce	31.00	22.98	21.82	22.67	-27.4
Œufs cuits importés d'élevage au sol	ct./pièce	39.97	30.58	30.78	31.22	-22.8
<b>Farine et pain<sup>2,6</sup></b>						
Farine bise	fr./kg	1.9	2.01	2.01	2.01	6.7
Farine mi-blanche	fr./kg	2.0	2.01	1.99	2.05	3.2
Farine blanche	fr./kg	1.8	1.76	1.88	1.90	5.4
Farine dans le segment des bas prix	fr./kg	0.9	0.91	0.90	0.91	0.9
Pain bis	fr./kg	-	1.24	1.19	1.32	-
Pain mi-blanc	fr./kg	-	1.21	1.16	1.30	-
<b>Pommes de terre<sup>3</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	1.93	1.75	1.69	1.73	-10.6
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	1.88	1.54	1.45	1.51	-20.3
Raclette	fr./kg	1.82	2.00	1.95	1.80	5.3
Pommes de terre de table destinées à la cuisson à haute température	fr./kg	1.87	1.65	1.42	1.43	-19.9
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	2.28	2.40	2.09	1.85	-7.4
<b>Sucre cristallisé</b>	<b>fr./kg</b>	<b>1.43</b>	<b>1.19</b>	<b>1.83</b>	<b>1.91</b>	<b>14.5</b>
<b>Fruits<sup>4</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.57	3.40	3.21	3.21	-3.7
Poires, Conférence, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	3.53	3.54	2.93	2.99	-0.8
Abricots, catégorie I <sup>5</sup>	fr./kg	5.50	8.05	7.15	9.69	38.7
Cerises <sup>5</sup>	fr./kg	9.27	13.52	9.93	11.69	31.3
Pruneaux <sup>5</sup>	fr./kg	3.96	4.43	4.92	5.15	15.5
Fraises	fr./kg	10.03	10.91	10.54	10.63	6.6
<b>Légumes<sup>4</sup></b>						
Carottes	fr./kg	2.00	2.09	1.87	2.00	-0.7
Oignons jaunes	fr./kg	2.20	2.12	2.00	2.01	-7.2
Céleris-raves	fr./kg	3.59	2.90	2.72	3.03	-19.7
Tomates rondes	fr./kg	3.48	3.69	3.48	3.57	2.9
Laitues pommées	fr./pièce	1.72	1.62	1.69	1.64	-4.2
Choux-fleurs	fr./kg	3.95	3.93	4.09	3.72	-0.9
Concombres pour la salade	fr./pièce	1.60	1.41	1.35	1.41	-13.2

<sup>1</sup> 2000/02: la moyenne de 2009/11 est utilisée en raison d'informations lacunaires

<sup>2</sup> Les poids de 500 grammes et de 4 kilos pour la farine du segment des bas prix sont convertis en un kilogramme

<sup>3</sup> 2000/02: les données de 2005/7 sont utilisées en raison d'informations lacunaires

<sup>4</sup> Consommation à l'état frais; provenance: Suisse et étranger

<sup>5</sup> Moyenne des années 2000/03; variation 2000/03 – 2018/21

<sup>6</sup> 2000/02: la moyenne de 2012/14 est utilisée en raison d'informations lacunaires

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle)

Farine et pain, pommes de terre (jusqu'à 2015), fruits et légumes: OFAG. Pommes de terre à partir de 2016:

NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

**Prix à la consommation bio**

Produit	Unité	2002/04	2020	2021	2022	2002/04 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait entier pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.87	–
Lait entier UHT standardisé	1 l	–	1.80	1.79	1.82	–
Lait « drink » pasteurisé, emballé	1 l	–	1.79	1.79	1.87	–
Emmentaler	1 kg	–	21.07	20.48	21.94	–
Gruyère	1 kg	–	22.84	22.78	24.28	–
Tilsiter	1 kg	–	21.51	21.45	21.45	–
Mozzarella	150 g	–	2.18	2.19	2.18	–
Beurre de choix	200 g	–	3.97	4.00	4.20	–
Crème entière, emballée	2 dl	–	2.69	2.71	2.77	–
Yoghourt, aromatisé ou contenant des fruits	180 g	–	0.81	0.82	0.81	–
<b>Viande de bœuf</b>						
Entrecôtes, en tranches	fr./kg	–	94.61	96.56	96.03	–
Steak	fr./kg	–	57.01	60.10	61.91	–
<b>Viande de veau</b>						
Steak d'aloyau	fr./kg	–	96.03	91.48	95.63	–
Steak	fr./kg	–	96.31	93.31	97.38	–
<b>Viande de porc</b>						
Tranches, filet	fr./kg	–	47.23	46.55	46.52	–
Côtelettes, coupées	fr./kg	–	27.10	29.36	31.77	–
Steak	fr./kg	–	37.87	32.68	36.49	–
<b>Produit à base de viande</b>						
Saucisses de Vienne	fr./100 g	–	2.21	2.20	2.21	–
Saucisse de veau	fr./100 g	–	5.57	5.65	5.55	–
Salami suisse I, coupé	fr./100 g	–	2.42	2.53	2.56	–
<b>Poulet</b>						
suisse, frais	fr./kg	–	19.32	19.26	19.16	–
Poitrine	fr./kg	–	57.92	57.91	57.83	–
<b>Œufs</b>						
Oeufs frais issus de l'élevage biologique	ct./pièce	80.49	82.23	82.41	83.08	2.6
Oeufs cuits issus de l'élevage biologique	ct./pièce	92.69	94.77	95.09	92.30	1.5
<b>Pommes de terre<sup>1</sup></b>						
Pommes de terre de table à chair ferme	fr./kg	3.12	2.86	2.59	2.75	-12.4
Pommes de terre de table à chair farineuse	fr./kg	2.85	2.96	2.61	2.81	-1.9
Raclette	fr./kg	3.30	2.90	2.65	2.73	-16.3
Pommes de terre précoces de table	fr./kg	–	4.85	4.53	4.02	–
<b>Fruits<sup>2</sup></b>						
Pommes, Golden Delicious, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	5.57	6.33	6.63	6.03	17.4
Poires, Conférence, catégorie I <sup>3,4</sup>	fr./kg	5.64	6.50	6.27	6.17	13.5
Abricots, catégorie I <sup>4</sup>	fr./kg	8.48	11.65	11.30	10.73	35.2
Cerises <sup>4</sup>	fr./kg	12.40	18.29	16.40	15.69	38.3
Pruneaux <sup>4</sup>	fr./kg	6.36	8.88	10.11	8.67	57.6
Fraises	fr./kg	16.00	12.70	13.24	13.01	-18.9
<b>Légumes<sup>2</sup></b>						
Carottes	fr./kg	3.39	4.35	3.81	3.65	16.1
Oignons	fr./kg	5.28	5.44	4.80	4.92	-4.3
Céleris-raves	fr./kg	6.16	7.20	6.41	5.71	4.6
Tomates rondes	fr./kg	6.28	7.02	6.62	6.19	5.2
Laitues pommées	fr./pièce	2.65	2.82	2.76	2.54	2.2
Choux-fleurs	fr./kg	6.49	7.29	7.05	6.24	5.7
Concombres pour la salade	fr./pièce	2.88	2.54	2.22	2.20	-19.4

<sup>1</sup> Pas de données sur 2002/04, mais sur 2005/7

<sup>2</sup> Consommation à l'état frais; provenance : Suisse et étranger

<sup>3</sup> Pas assez de prix annoncés pour ce produit en 2017

<sup>4</sup> Moyenne des années 2002/05; variation 2002/05 – 2018/21

<sup>5</sup> À partir de 2017: Pommes Gala catégorie 1 au lieu de Golden Delicious et tomates grappe au lieu de tomates rondes.

Sources:

Lait, oeufs, viande (panier viande de label et traditionnelle), pommes de terre, légumes : OFAG, NielsenIQ Switzerland, panel de consommateurs selon déf. OFAG

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02– 2020/22
	kg	kg	kg	kg	%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84.63	51.00	47.20	46.00	n/a
Yoghourts	16.57	16.00	15.40	15.30	-6.0
Beurre	5.93	5.30	5.20	5.30	-11.2
Crème	9.27	7.66	7.64	7.78	-17.0
Fromages et fromages fondus	19.63	23.10	23.20	22.90	17.5
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10.22	11.32	11.56	10.98	10.4
Viande de veau	3.75	2.33	2.24	2.17	-40.1
Viande de porc	25.39	21.02	21.22	20.70	-17.4
Viande de mouton	1.51	1.11	1.08	1.00	-29.6
Viande de chèvre	0.11	0.06	0.06	0.07	-40.6
Viande de cheval	0.64	0.28	0.26	0.24	-59.2
Volaille	9.46	14.18	14.78	14.99	54.9
Œufs en coquille (pcs) <sup>4</sup>	187.67	188.90	195.20	185.60	1.2
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51.13				n/a
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43.43	47.20	48.80	48.80	11.1
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40.48	35.70	35.70	35.70	-11.8
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14.98	17.80	16.00	16.00	10.8
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14.66 (2)	15.39	12.79	12.71	-6.6 (3)
Poires <sup>3</sup>	3.32 (2)	2.99	2.92	2.86	-11.1 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1.46 (2)	1.50	1.39	1.31	-1.2 (3)
Cerises <sup>3</sup>	.71 (2)	0.54	0.59	0.58	-16.5 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1.05 (2)	1.16	0.96	1.18	3.4 (3)
Fraises	2.27	2.48	2.48	2.37	7.8
Agrumes	17.09	18.19	17.47	16.89	2.5
Bananes	10.11	11.77	11.67	11.37	14.8
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8.73	8.85	7.83	6.81	-10.3
Oignons (tous)	4.49	6.09	6.05	6.78	40.4
Céleris-raves	1.47	1.36	1.39	0.94	-16.3
Tomates (toutes)	10.07	9.15	9.35	9.18	-8.4
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2.63	1.87	1.86	1.75	-30.6
Choux-fleurs (tous)	2.15	1.89	1.85	1.99	-11.2
Concombres (à salade / nostrano)	2.81	4.22	4.36	4.33	53.0
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28.28	19.16	19.10	17.42	-34.4
Vin blanc (en l)	12.45	9.71	10.09	9.49	-21.6
Vin total (en l)	40.73	28.87	29.20	26.91	-30.4

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers, sucre, oléagineux: USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX

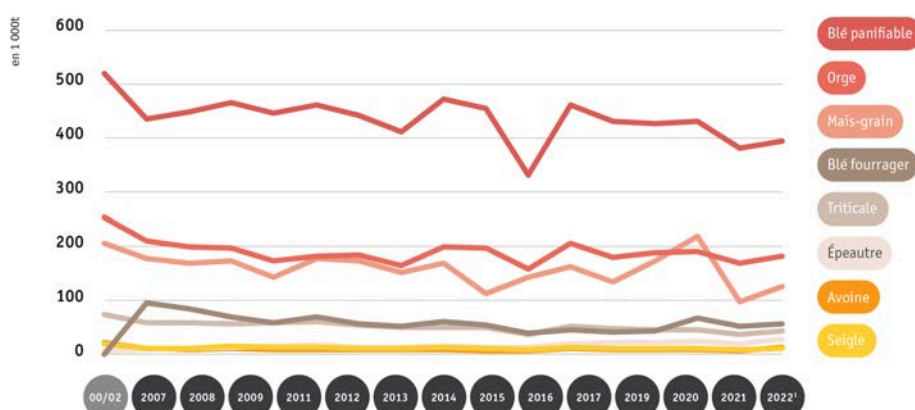


## Céréales

**Grâce aux bonnes récoltes de céréales panifiables à travers le monde en 2022, la situation sur les marchés internationaux s'est quelque peu détendue. Dans notre pays, la baisse des prix franco frontière suisse a fait augmenter la protection douanière. Par ailleurs, les pertes de rendement enregistrées sur les surfaces herbagères en raison de la sécheresse ont entraîné une hausse record des importations de luzerne et de maïs plante entière, avec pour conséquence indirecte une faible production de céréales fourragères.**

En 2022, la surface totale de céréales cultivée a reculé de 0,9 % par rapport à 2021 pour s'établir à 145 000 hectares. Avec ses 81 600 hectares, la surface de céréales panifiables est restée stable, alors que celle de céréales fourragères a légèrement diminué. Après une mauvaise moisson en 2021, la récolte de 378 000 tonnes de blé panifiable en 2022 a permis de couvrir la demande. En revanche, la production de céréales fourragères ne s'est élevée qu'à 410 000 tonnes, notamment parce qu'il n'y a eu que peu de blé panifiable germé et qu'il n'a pas fallu le déclasser dans les céréales fourragères. En outre, le maïs a été peu battu, afin d'être utilisé sous forme de plante entière pour couvrir les besoins en fourrage grossier.

Évolution de la production céréalière



Source : USP

¹provisoire

## Surface agricole utile selon le mode d'exploitation

## Production

## Importations de blé hors contingent tarifaire

En dehors du contingent tarifaire des céréales panifiables, le blé peut être importé à un tarif douanier réduit pour des utilisations spécifiques telles que la production d'amidon ou à des fins techniques. Il peut également être importé en franchise de douane depuis les zones franches de Genève.

Le tarif douanier pour le blé utilisé à des fins techniques se monte à 10 % du droit de douane du blé fourrager. Jusqu'à fin 2022, conformément à la pratique de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDT), au moins 50 % des marchandises devaient être utilisés



MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



à des fins techniques pour que le droit de douane réduit puisse s'appliquer. Depuis le début de l'année 2023, un paiement après coup est exigé lorsque moins de 80 % sont utilisés à des fins techniques. Le tarif douanier pour le blé destiné à la production d'amidon s'élève à 10 centimes par 100 kilos. Jusqu'à fin 2022, il fallait, pour bénéficier de ce tarif, qu'au moins 55 % de la farine de ce blé servent à fabriquer de l'amidon. Le Département fédéral des finances (DFF) a relevé cette valeur de rendement à 75 % à compter de 2023. La hausse des importations pour ces deux types d'utilisation en 2022 serait directement liée à ces exigences accrues à compter de 2023. Il est donc probable que des importations aient été effectuées en réserve. Si les conditions d'application d'un tarif douanier réduit sont remplies, les produits dépassant le rendement minimal peuvent être écoulés sur les marchés de l'alimentation humaine ou animale protégés par des taxes douanières plus élevées.

Les importations depuis les zones franches doivent être destinées en premier lieu à l'alimentation humaine. Toutefois, les importations destinées à l'affouragement sont déclarées sous le même numéro du tarif douanier.

Importations de blé hors contingent tarifaire avec réduction des droits de douane



Source : OFDF

Turbulences sur les marchés agricoles internationaux

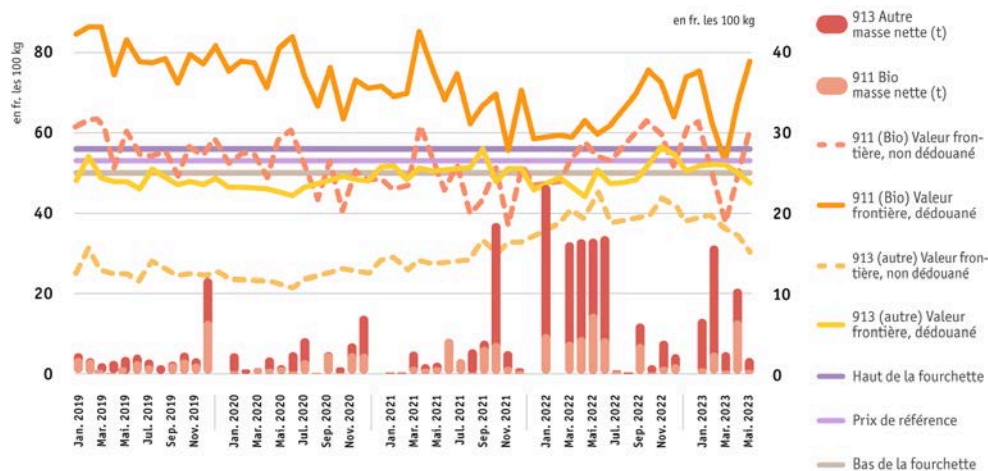
Un système de prix-cible est appliqué pour les céréales panifiables, avec un prix de référence de 53 francs par 100 kilos de blé, une fourchette de +/- 3 francs par 100 kilos et un tarif douanier maximal de 23 francs par 100 kilos. L'Office fédéral de l'agriculture contrôle la protection douanière tous les trimestres. Le prix du blé a certes reculé sur les marchés internationaux, mais les incertitudes et la volatilité des prix persistent. Depuis juillet 2023, les céréales panifiables importées dans le cadre du contingent tarifaire ordinaire de 70 000 tonnes sont à nouveau soumises à la protection douanière maximale de 23 francs par 100 kilos.

Le taux d'autosuffisance pour les céréales panifiables varie en fonction du volume récolté en Suisse. Le blé tendre est la principale céréale panifiable, loin devant l'épeautre et le seigle. Lorsque les récoltes ne sont pas marquées par d'importantes pertes de qualité dues à la météo, le blé panifiable atteint un taux d'autosuffisance supérieur à 80 %. Les importations viennent compléter l'offre indigène pour couvrir les besoins en différents types de céréales et qualités.

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Importations de blé panifiable (ZTN 1001.991; 911, 913) dans le cadre du contingent tarifaire



Source : OFDF

Commerce extérieur

Importations complémentaires d'aliments pour animaux

Les importations d'aliments pour animaux sont soumises au système dit de prix-seuils incluant le contrôle mensuel du tarif douanier. La coopérative « réservesuisse », qui est l'organisation chargée des réserves obligatoires, prélève sur la plupart des aliments pour animaux des taxes douanières allant jusqu'à 4 francs par 100 kilos pour financer les réserves obligatoires. D'autres taxes douanières sont prélevées sous forme de droits de douane et finissent dans la caisse générale de la Confédération.

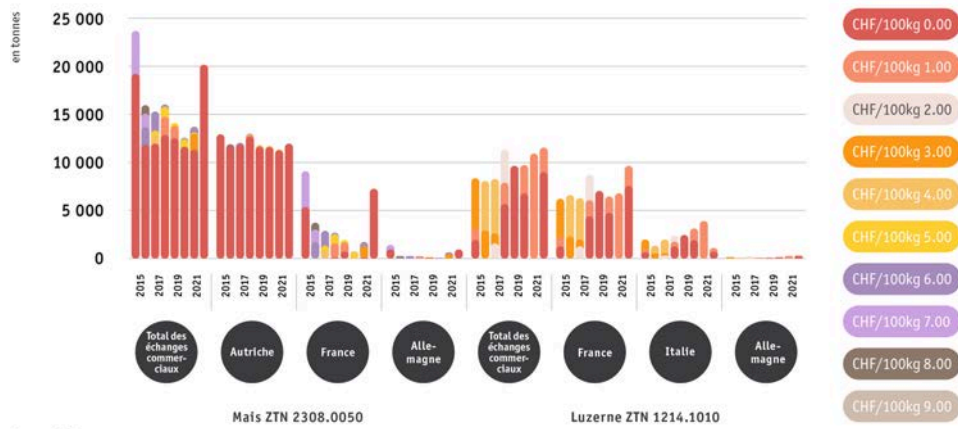
L'offre de céréales fourragères indigènes dépend de la surface cultivée, des rendements (qui varient en fonction de la météo), de la qualité des céréales panifiables et de l'utilisation du maïs sous forme de fourrage vert ou d'ensilage. La sécheresse ayant entraîné une baisse des rendements des herbages durant l'année sous revue, davantage de maïs a été affouragé sous forme de plantes entières au bétail bovin. Par conséquent, moins de maïs grain a été battu. La Suisse a en outre dû importer des céréales fourragères, des protéagineux et d'autres sous-produits destinés à la fabrication d'aliments concentrés, lesquels s'ajoutent aux sous-produits de l'industrie alimentaire tels que la pulpe de betterave sucrière, le son de blé, la drèche (résidu du brassage de la bière) et les tourteaux de presse de colza ou de tournesol.

Avec quelque 200 000 tonnes annuelles, le foin occupe la première place des fourrages grossiers importés. Celui-ci provient principalement de France, d'Allemagne et d'Italie. Sur la base d'une convention internationale, l'Autriche fournit quant à elle des produits de plantes de maïs importés pour la plupart en franchise de douane. En fonction de la demande indigène, les années sèches se caractérisent par une hausse des importations depuis la France. La luzerne est importée depuis la France et l'Italie principalement.

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Quantités importées de plants de maïs et de luzerne selon le droit de douane et les principales provenances en tonnes



Source : OFDF

» [swiss granum](#)

**Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22
	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 748</b>	<b>146 210</b>	<b>144 814</b>	<b>-18.8</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>76 609</b>	<b>81 614</b>	<b>81 602</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	68 510	72 721	71 331	-22.2
Epeautre	1 878	5 933	6 650	7 966	264.7
Amidonnié, engrain	46	330	283	387	624.6
Seigle	3 518	1 798	1 918	1 854	-47.2
Méteil de céréales panifiable	39	38	42	64	23.1
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>67 139</b>	<b>64 596</b>	<b>63 212</b>	<b>-20.8</b>
Blé	–	9 613	9 713	9 293	-
Orge	42 916	27 808	28 008	27 620	-35.2
Avoine	4 342	1 793	1 824	2 816	-50.6
Méteil de céréales fourragères	311	256	199	242	-25.2
Maïs grain	22 280	19 972	17 214	15 836	-20.7
Triticale	12 201	7 457	7 425	7 123	-39.9
Millet	–	240	213	282	-
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>3 675</b>	<b>22.1</b>
Pois protéagineux	3 165	3 573	3 436	2 569	0.9
Féveroles	294	957	722	759	176.1
Lupins	55	210	304	347	421.8
<b>Cultures sarclées</b>	<b>34 229</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>26 747</b>	<b>-19.2</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	10 956	10 711	10 749	-21.7
Betteraves sucrières	17 886	17 602	16 186	15 647	-7.9
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	414	371	351	-85.1
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>30 979</b>	<b>32 141</b>	<b>33 295</b>	<b>73.4</b>
Colza	13 126	24 391	24 970	25 038	88.9
Tournesol	4 389	4 472	4 818	5 228	10.3
Soja	989	2 031	2 240	2 895	141.6
Courges à huile	32	85	113	134	249.5
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>238</b>	<b>256</b>	<b>278</b>	<b>-80.3</b>
Colza	1 137	117	149	155	-87.7
Tournesol	35	31	23	43	-7.6
Autres	132	90	84	80	-35.9
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>12 612</b>	<b>45.7</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>46 636</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>3 061</b>	<b>-8.7</b>
Autres terres ouvertes	1 770	3 688	5 083	4 996	159.2
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>274 449</b>	<b>276 566</b>	<b>276 114</b>	<b>-5.1</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>125 393</b>	<b>118 476</b>	<b>120 005</b>	<b>3.1</b>
Autres	2 427	2 030	492	480	-58.8
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>401 872</b>	<b>395 534</b>	<b>396 599</b>	<b>-3.1</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 091	6 111 (1)	6 149	-11.5
Vigne	15 053	14 696	14 629	14 606	-2.7
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	82	81	79	-68.6
Prairies naturelles, pâturages	627 938	600 686	606 886	605 607	-3.7
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	20 607	18 812	18 974	87.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>1 042 014</b>	<b>-2.7</b>

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> Depuis 2020/2021, la saisie des données des cultures fruitières est effectuée selon un nouveau système. Les différences de surface entre les ann 2020 et 2021, de même qu'entre 2021 et 2022 ne peuvent pas nécessairement être interprétées comme une progression ou un recul des surfac Sources : cultures fruitières et viticulture : OFAG (statistique de surfaces / obst.ch, l'année viticole); autres produits: USP, OFS, swisspatat, swiss gr

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Oléagineux

**Production record en dépit de la sécheresse. Les cultures de tournesol et de soja notamment gagnent en attractivité. Le marché indigène des huiles profite au colza et au tournesol.**

La production suisse d'oléagineux s'effectue sur la base de contrats-cadre convenus entre la production et la transformation (huileries). L'écoulement des quantités déterminées dans le cadre de cette convention est garanti et les quantités correspondent aux besoins du marché. La contractualisation permet en outre d'offrir aux producteurs les meilleurs prix possibles. La prise en charge par les huileries des éventuelles quantités excédentaires (hors contrat) n'est pas garantie. Ces contrats-cadre sont gérés par le «Pool de production oléagineux» de la Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC), qui est financé aux deux tiers par les producteurs et le tiers restant par les huileries. Le soutien particulier versé par le pool de production oléagineux aux cultures de tournesol (2022: 9 fr./100 kg et 7,00 fr./100 kg pour le High Oleic) et de semences de soja (2022: 15.00 fr./100 kg) améliore leur rentabilité et contribue à maintenir une diversité dans la production et la transformation des oléagineux en Suisse.

### Production de l'huile de tournesol en hausse

#### Production de graines et d'huile 2022

	Contrat-cadre (graines)	Quantités attribuées	Production de graines	Production d'huile	Évolution par rapport à l'année précédente (production de graines)
Unité	t	t	t	t	%
<b>Colza</b>	106 000 <sup>dont</sup> 30 000 HOLL	100 079	92 059	34 061	+19
<b>Tournesol</b>	13 000 <sup>dont</sup> 8 500 HO	16 107	14 225	4 836	+27
<b>Soja</b>	7 500 <sup>1</sup>	5 246	6 175	Pas applicable	+16

<sup>1</sup> intégralement pour le secteur fourrager HOLL : High Oleic Low Linoleic HO : High Oleic Sources : swiss granum / SwissOlio / FSPC

Malgré la sécheresse qui a sévi dans tout le pays, la production indigène d'oléagineux a battu tous les records. Le contrat-cadre total 2022 pour les oléagineux (colza et tournesol) s'est monté à 120 000 tonnes, en légère hausse de 1000 tonnes. Cette évolution est à mettre intégralement au profit du tournesol. Dans le détail, 94 % des 106 000 tonnes de colza fixées dans le contrat-cadre avec les huileries ont été attribuées. Pour le tournesol, cette proportion se montait à 114 % du contrat-cadre. Bien que l'intérêt de la part des producteurs soit réjouissant, des réductions d'attributions ont été rendues nécessaires afin d'éviter une pression sur les prix. En 2022, 7500 tonnes de soja étaient prévues au contrat-cadre (utilisation fourragère uniquement). 70 % de cette quantité a été attribuée pour une récolte finale qui s'est montée à 6175 tonnes, soit 5,8 % de plus qu'une année auparavant. Le canton de Vaud est le plus gros producteur d'oléagineux, tout type confondu.

#### Surface agricole utile

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX

**Production**

Le détail des superficies est décrit dans l'article «Grandes cultures» sous la rubrique principale Production, sous-rubrique Production végétale.

**Prix producteurs à la hausse**

Les prix moyens du marché pour les oléagineux continuaient leur progression: pour le colza classique, ils sont passés de Fr.96.-/dt en 2021 à Fr. 115.-/dt en 2022, soit une hausse de 20 % (HOLL : +21 %). Il en allait de même pour le tournesol classique, les prix passant sur une année de Fr. 90.-/dt à Fr. 107.-/dt, soit une évolution du prix de 19 % (HO : +32 %).

**Demande en progression**

En 2022, 6,3 millions de litres d'huile de colza ont été vendus dans le commerce de détail suisse. Ce volume correspondait à une part de marché de 22 %. Les ventes d'huile de colza ont augmenté de 7 % par rapport à celles de 2021. Contrairement à l'huile d'olive et à l'huile de tournesol, l'huile de colza a continué sur la lancée qu'elle avait amorcée pendant la pandémie. Les ventes ont bondi de 30,4 % par rapport à 2018. En 2022, l'huile de colza s'est hissée pour la première fois à la deuxième place, après l'huile d'olive, mais avant celle de tournesol, dans le commerce de détail suisse.

**Commerce extérieur**



**Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22
	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 748</b>	<b>146 210</b>	<b>144 814</b>	<b>-18.8</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>76 609</b>	<b>81 614</b>	<b>81 602</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	68 510	72 721	71 331	-22.2
Epeautre	1 878	5 933	6 650	7 966	264.7
Amidonnié, engrain	46	330	283	387	624.6
Seigle	3 518	1 798	1 918	1 854	-47.2
Méteil de céréales panifiable	39	38	42	64	23.1
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>67 139</b>	<b>64 596</b>	<b>63 212</b>	<b>-20.8</b>
Blé	–	9 613	9 713	9 293	-
Orge	42 916	27 808	28 008	27 620	-35.2
Avoine	4 342	1 793	1 824	2 816	-50.6
Méteil de céréales fourragères	311	256	199	242	-25.2
Maïs grain	22 280	19 972	17 214	15 836	-20.7
Triticale	12 201	7 457	7 425	7 123	-39.9
Millet	–	240	213	282	-
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>3 675</b>	<b>22.1</b>
Pois protéagineux	3 165	3 573	3 436	2 569	0.9
Féveroles	294	957	722	759	176.1
Lupins	55	210	304	347	421.8
<b>Cultures sarclées</b>	<b>34 229</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>26 747</b>	<b>-19.2</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	10 956	10 711	10 749	-21.7
Betteraves sucrières	17 886	17 602	16 186	15 647	-7.9
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	414	371	351	-85.1
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>30 979</b>	<b>32 141</b>	<b>33 295</b>	<b>73.4</b>
Colza	13 126	24 391	24 970	25 038	88.9
Tournesol	4 389	4 472	4 818	5 228	10.3
Soja	989	2 031	2 240	2 895	141.6
Courges à huile	32	85	113	134	249.5
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>238</b>	<b>256</b>	<b>278</b>	<b>-80.3</b>
Colza	1 137	117	149	155	-87.7
Tournesol	35	31	23	43	-7.6
Autres	132	90	84	80	-35.9
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>12 612</b>	<b>45.7</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>46 636</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>3 061</b>	<b>-8.7</b>
Autres terres ouvertes	1 770	3 688	5 083	4 996	159.2
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>274 449</b>	<b>276 566</b>	<b>276 114</b>	<b>-5.1</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>125 393</b>	<b>118 476</b>	<b>120 005</b>	<b>3.1</b>
Autres	2 427	2 030	492	480	-58.8
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>401 872</b>	<b>395 534</b>	<b>396 599</b>	<b>-3.1</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 091	6 111 (1)	6 149	-11.5
Vigne	15 053	14 696	14 629	14 606	-2.7
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	82	81	79	-68.6
Prairies naturelles, pâturages	627 938	600 686	606 886	605 607	-3.7
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	20 607	18 812	18 974	87.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>1 042 014</b>	<b>-2.7</b>

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> Depuis 2020/2021, la saisie des données des cultures fruitières est effectuée selon un nouveau système. Les différences de surface entre les ann 2020 et 2021, de même qu'entre 2021 et 2022 ne peuvent pas nécessairement être interprétées comme une progression ou un recul des surfac Sources : cultures fruitières et viticulture : OFAG (statistique de surfaces / obst.ch, l'année viticole); autres produits: USP, OFS, swisspatat, swiss gr

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Pommes de terre

**Bien que la récolte soit meilleure qu'en 2021, l'année 2022 s'est caractérisée par des rendements faibles dus à la sécheresse omniprésente. Il a fallu importer en augmentant temporairement le contingent OMC.**

Sur la base des estimations de rendements, la récolte 2022 a été estimée à 382 000 tonnes. Cela représente une baisse de 11 % par rapport à la moyenne des années 2017 à 2021 et de 22 % par rapport à une année de bonne récolte comme 2020 (490 000 t). Néanmoins, cela représente une hausse de 11,7 % par rapport à 2021 (342 000 t.). Dans le détail, la récolte des pommes de terre de table accuse une baisse d'environ 4 % alors que celle des pommes de terre destinées à la transformation enregistre une hausse d'environ 8 %. Comparées à l'année 2021, les surfaces cultivées ont très légèrement augmenté, passant de 10 711 à 10 749 hectares. Le nombre de producteurs est passé sous la barre des 4000, en baisse de 2 % (3950 producteurs). Depuis 2012, seuls les producteurs au bénéfice d'un contrat de prise en charge peuvent profiter du fonds de mise en valeur des excédents de l'interprofession.

### Mise en valeur de la récolte 2022 (tonnes)

Pommes de terre de table	150 100
Pommes de terre destinées à la transformation	145 600
Pommes de terre de semence	18 900
Affouragement	56 600
Exportations	10 800

Source : swisspatat

## Surface agricole utile

### Production

Le détail des superficies est décrit dans l'article « Grandes cultures » sous la rubrique principale Production, sous-rubrique Production végétale.

### Une année de culture exigeante

La campagne 2022 a été, à nouveau, un défi pour les producteurs. Alors que les plantations ainsi que la première phase de croissance ont pu se dérouler dans de bonnes conditions, plusieurs vagues de chaleur se sont ensuite succédées. Or, la croissance des plantes faiblit fortement au-delà de la température idéale de 25°C et l'irrigation est soumise à des restrictions dans certaines régions. De manière générale, mis à part quelques dommages provoqués par les vers fil de fer et les limaces, la qualité interne et externe étaient jugée bonne. Parmi les défauts de qualité, il s'agissait surtout de tubercules difformes et verts.

Pour la deuxième année consécutive, la production a été décevante, poussant les prix producteurs en-haut de la bande de prix. Ils sont généralement fixés pour la saison une fois que les estimations de rendements ont été effectuées, soit au mois de septembre.

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Production

### Stagnation de la production biologique

En 2022, les surfaces dédiées à la culture biologique ont pour la première fois dépassé les 1000 ha pour s'établir à 1036 ha. Cela représente une hausse de 56 ha (2021: 980 ha). Le nombre d'exploitants a augmenté également, passant de 745 à 775 exploitations.

Source : Bioaktuell / swisspatat

### Gestion des contingents

Les accords de l'OMC requièrent des possibilités d'accès au marché de 23 750 tonnes d'équivalent pommes de terre. 19 750 tonnes se répartissent entre les contingents tarifaires partiels n°14.1 (pommes de terre de semence), n°14.2 (pommes de terre destinées à la transformation), n°14.3 (pommes de terre de table), et 4000 tonnes sont prévues pour le contingent tarifaire partiel n°14.4 (produits de pommes de terre). En 2022, tous les contingents tarifaires partiels ont été augmentés temporairement et utilisés en moyenne à plus de 80 %.

### Répartition du contingent tarifaire partiel n° 14.1 à 14.3

Catégorie de marchandises	Contingent tarifaire partiel	Augmentations temporaires des contingents tarifaires partiels en 2022
Pommes de terre de semence	4 000 t	3 000 t
Pommes de terre de table	6 500 t	25 000 t
Pommes de terre destinées à la transformation	9 250 t	60 000 t
<b>Total</b>	<b>19 750 t</b>	<b>32 000 t</b>

### Commerce extérieur

**Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22
	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 748</b>	<b>146 210</b>	<b>144 814</b>	<b>-18.8</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>76 609</b>	<b>81 614</b>	<b>81 602</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	68 510	72 721	71 331	-22.2
Epeautre	1 878	5 933	6 650	7 966	264.7
Amidonnié, engrain	46	330	283	387	624.6
Seigle	3 518	1 798	1 918	1 854	-47.2
Méteil de céréales panifiable	39	38	42	64	23.1
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>67 139</b>	<b>64 596</b>	<b>63 212</b>	<b>-20.8</b>
Blé	–	9 613	9 713	9 293	-
Orge	42 916	27 808	28 008	27 620	-35.2
Avoine	4 342	1 793	1 824	2 816	-50.6
Méteil de céréales fourragères	311	256	199	242	-25.2
Maïs grain	22 280	19 972	17 214	15 836	-20.7
Triticale	12 201	7 457	7 425	7 123	-39.9
Millet	–	240	213	282	-
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>3 675</b>	<b>22.1</b>
Pois protéagineux	3 165	3 573	3 436	2 569	0.9
Féveroles	294	957	722	759	176.1
Lupins	55	210	304	347	421.8
<b>Cultures sarclées</b>	<b>34 229</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>26 747</b>	<b>-19.2</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	10 956	10 711	10 749	-21.7
Betteraves sucrières	17 886	17 602	16 186	15 647	-7.9
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	414	371	351	-85.1
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>30 979</b>	<b>32 141</b>	<b>33 295</b>	<b>73.4</b>
Colza	13 126	24 391	24 970	25 038	88.9
Tournesol	4 389	4 472	4 818	5 228	10.3
Soja	989	2 031	2 240	2 895	141.6
Courges à huile	32	85	113	134	249.5
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>238</b>	<b>256</b>	<b>278</b>	<b>-80.3</b>
Colza	1 137	117	149	155	-87.7
Tournesol	35	31	23	43	-7.6
Autres	132	90	84	80	-35.9
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>12 612</b>	<b>45.7</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>46 636</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>3 061</b>	<b>-8.7</b>
Autres terres ouvertes	1 770	3 688	5 083	4 996	159.2
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>274 449</b>	<b>276 566</b>	<b>276 114</b>	<b>-5.1</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>125 393</b>	<b>118 476</b>	<b>120 005</b>	<b>3.1</b>
Autres	2 427	2 030	492	480	-58.8
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>401 872</b>	<b>395 534</b>	<b>396 599</b>	<b>-3.1</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 091	6 111 (1)	6 149	-11.5
Vigne	15 053	14 696	14 629	14 606	-2.7
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	82	81	79	-68.6
Prairies naturelles, pâturages	627 938	600 686	606 886	605 607	-3.7
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	20 607	18 812	18 974	87.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>1 042 014</b>	<b>-2.7</b>

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> Depuis 2020/2021, la saisie des données des cultures fruitières est effectuée selon un nouveau système. Les différences de surface entre les ann 2020 et 2021, de même qu'entre 2021 et 2022 ne peuvent pas nécessairement être interprétées comme une progression ou un recul des surfac  
Sources : cultures fruitières et viticulture : OFAG (statistique de surfaces / obst.ch, l'année viticole); autres produits: USP, OFS, swisspatat, swiss gr

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons



**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

## MARCHÉ &gt; PRODUITS VÉGÉTAUX



## Sucre

**L'année sous revue a été la plus chaude enregistrée depuis le début des mesures. Les températures et la durée d'ensoleillement ont été majoritairement supérieures à la norme et, combinées à un manque de précipitations, ont entraîné une vaste sécheresse. Les betteraves sucrières ont souffert de ces conditions, et leur rendement aussi. Afin d'exploiter pleinement les capacités de transformation, il a ainsi fallu importer davantage de betteraves sucrières.**

L'hiver 2021-2022 a été très doux et ensoleillé. Si les précipitations n'ont atteint que 25 % de la norme sur le versant sud des Alpes, elles étaient dans la moyenne sur le versant nord. Le printemps a quant à lui été marqué par un fort ensoleillement, des températures douces et des précipitations inférieures à la moyenne. Les semis de betteraves sucrières ont eu lieu durant la deuxième quinzaine de mars. Le manque de précipitations et la chaleur qui s'est installée en juin déjà et qui a persisté jusqu'en août ont fait de cet été le deuxième plus chaud depuis le début des mesures. Les températures sont revenues à la normale en septembre, avant d'être à nouveau supérieures à la norme en octobre. En automne, les précipitations ont été largement inférieures à la moyenne dans le sud du pays, supérieures à l'ouest et dans la norme à l'est.

Durant l'exercice sous revue, les betteraves sucrières ont souffert de la chaleur et de la sécheresse. En Suisse romande, le syndrome des basses richesses (SBR), maladie bactérienne transmise par la cicadelle, a encore une fois affaibli les rendements en sucre. Les teneurs en sucre moyennes s'élevaient quant à elles à 14,6 % à la sucrerie d'Aarberg et à 16,3 % à celle de Frauenfeld. Les sols humides, la terre adhérant aux betteraves et, vers la fin de la campagne, l'arrivée de l'hiver, ont compliqué les activités de logistique et de transformation. Au total, Sucre Suisse SA a transformé 1,7 million de tonnes de betteraves sucrières en 225 000 tonnes de sucre, la transformation ayant duré 92 jours à Aarberg et 108 jours à Frauenfeld. La quantité totale de betteraves sucrières comprend la production suisse et les importations complémentaires.

### Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation

#### Production

### Importations de betteraves sucrières toujours en hausse

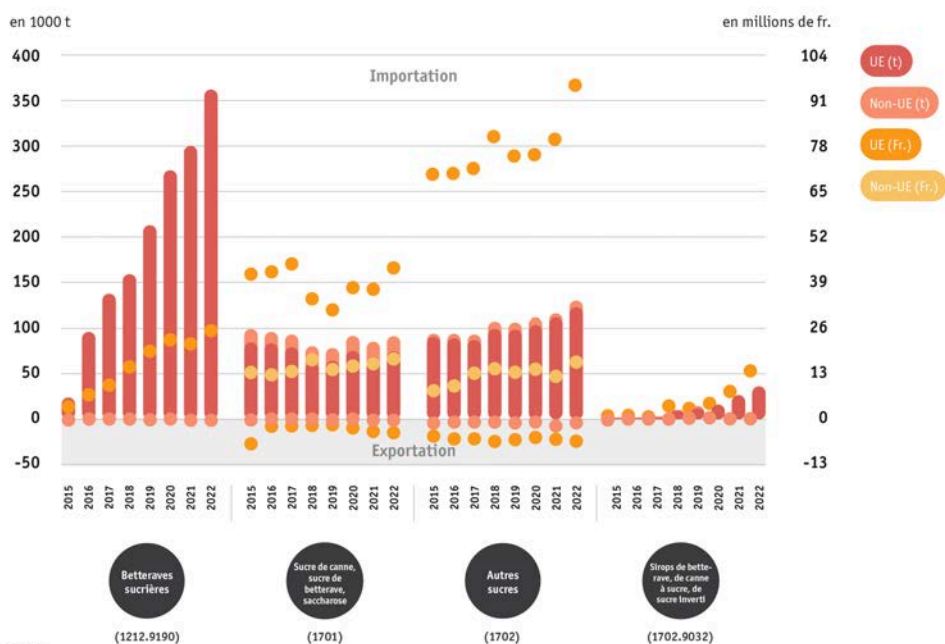
Jusqu'en 2015, Sucre Suisse SA importait uniquement des betteraves sucrières issues de l'agriculture biologique. Depuis, l'entreprise importe aussi des betteraves sucrières conventionnelles afin de mieux exploiter les capacités des deux sucreries du pays. Les importations ont ainsi continué d'augmenter jusqu'à atteindre 361 000 tonnes en 2022. La tendance est aussi à la hausse pour les importations de sirop de sucre, lequel est cristallisé en Suisse lors de la dernière étape de fabrication du sucre, lorsque le sirop concentré est transformé en sucre. En 2022, 90 000 tonnes de sucre ont été importées, dont 74 000 tonnes de provenance de l'Union européenne (UE) et d'une valeur de 44 millions de francs.

Le numéro du tarif douanier 1702 englobe des sucres comme le glucose, le fructose et le lactose. Alors qu'en 2018 et 2019, les importations ont stagné à 106 000 tonnes, elles ont ensuite augmenté pour atteindre 130 000 tonnes en 2022.

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Commerce extérieur Betterave à sucre et sucre



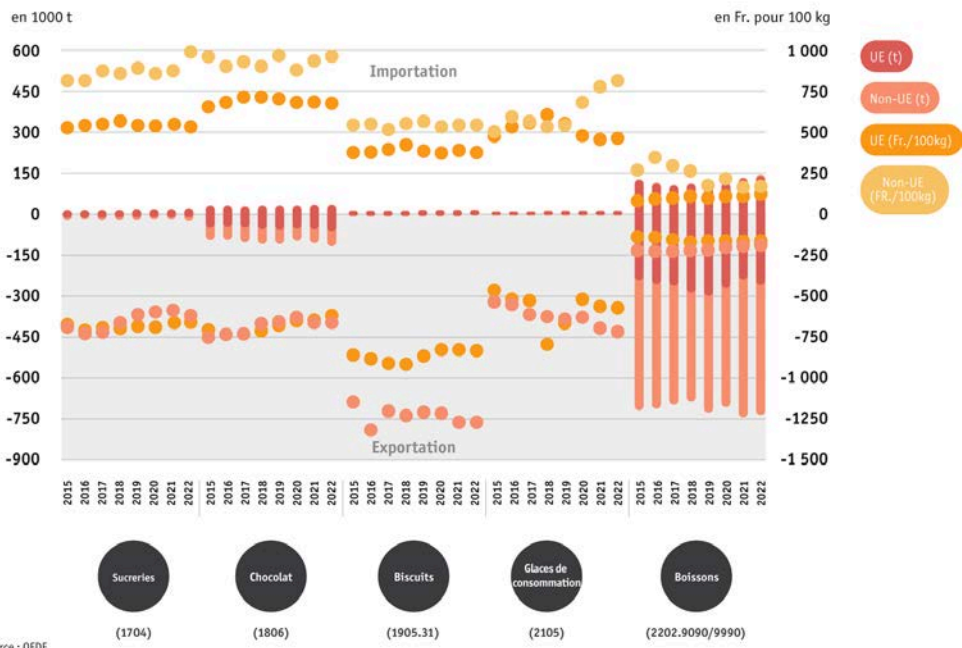
Importations de produits transformés sucrés en hausse

Durant l'année sous revue, les importations d'articles de sucreries, de chocolat, de biscuits, de glaces alimentaires et de boissons sucrées (y c. boissons énergisantes) ont augmenté. Alors que les prix moyens franco frontière douanière suisse pour les boissons en provenance de l'UE et hors UE se sont rapprochés ces dernières années, la situation est différente dans les autres groupes de marchandises. Il en va autrement pour les exportations : les exportations de chocolats, de boissons et d'articles de confiserie ont été supérieures à celles des années précédentes, alors que celles de biscuits et de glaces alimentaires y sont inférieures. Quant aux prix moyens à l'exportation, ils sont restés plus ou moins stables par rapport à l'année précédente, à l'exception du prix du chocolat exporté dans l'UE qui, lui, a baissé.

MARCHÉ > PRODUITS VÉGÉTAUX



Commerce extérieur des produits transformés à base de sucre



Commerce extérieur

- » [Sucre Suisse SA](#)
- » [Production végétale](#)

**Surface agricole utile en fonction des modes d'utilisation**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22
	ha	ha	ha	ha	%
<b>Céréales</b>	<b>178 576</b>	<b>143 748</b>	<b>146 210</b>	<b>144 814</b>	<b>-18.8</b>
<b>Céréales panifiables</b>	<b>96 527</b>	<b>76 609</b>	<b>81 614</b>	<b>81 602</b>	<b>-17.2</b>
Blé	91 045	68 510	72 721	71 331	-22.2
Epeautre	1 878	5 933	6 650	7 966	264.7
Amidonnié, engrain	46	330	283	387	624.6
Seigle	3 518	1 798	1 918	1 854	-47.2
Méteil de céréales panifiable	39	38	42	64	23.1
<b>Céréales fourragères</b>	<b>82 049</b>	<b>67 139</b>	<b>64 596</b>	<b>63 212</b>	<b>-20.8</b>
Blé	–	9 613	9 713	9 293	-
Orge	42 916	27 808	28 008	27 620	-35.2
Avoine	4 342	1 793	1 824	2 816	-50.6
Méteil de céréales fourragères	311	256	199	242	-25.2
Maïs grain	22 280	19 972	17 214	15 836	-20.7
Triticale	12 201	7 457	7 425	7 123	-39.9
Millet	–	240	213	282	-
<b>Légumineuses</b>	<b>3 514</b>	<b>4 740</b>	<b>4 462</b>	<b>3 675</b>	<b>22.1</b>
Pois protéagineux	3 165	3 573	3 436	2 569	0.9
Féveroles	294	957	722	759	176.1
Lupins	55	210	304	347	421.8
<b>Cultures sarclées</b>	<b>34 229</b>	<b>28 972</b>	<b>27 268</b>	<b>26 747</b>	<b>-19.2</b>
Pommes de terre (y c. semences)	13 799	10 956	10 711	10 749	-21.7
Betteraves sucrières	17 886	17 602	16 186	15 647	-7.9
Betteraves fourragères (betteraves semi-sucrières ou fourragères)	2 544	414	371	351	-85.1
<b>Oléagineux</b>	<b>18 535</b>	<b>30 979</b>	<b>32 141</b>	<b>33 295</b>	<b>73.4</b>
Colza	13 126	24 391	24 970	25 038	88.9
Tournesol	4 389	4 472	4 818	5 228	10.3
Soja	989	2 031	2 240	2 895	141.6
Courges à huile	32	85	113	134	249.5
<b>Matières premières renouvelables</b>	<b>1 304</b>	<b>238</b>	<b>256</b>	<b>278</b>	<b>-80.3</b>
Colza	1 137	117	149	155	-87.7
Tournesol	35	31	23	43	-7.6
Autres	132	90	84	80	-35.9
<b>Légumes de plein champ</b>	<b>8 489</b>	<b>12 128</b>	<b>12 359</b>	<b>12 612</b>	<b>45.7</b>
<b>Maïs d'ensilage et maïs vert</b>	<b>40 652</b>	<b>46 847</b>	<b>45 667</b>	<b>46 636</b>	<b>14.1</b>
<b>Jachères vertes et florales</b>	<b>3 392</b>	<b>3 109</b>	<b>3 120</b>	<b>3 061</b>	<b>-8.7</b>
Autres terres ouvertes	1 770	3 688	5 083	4 996	159.2
<b>Terres ouvertes</b>	<b>290 462</b>	<b>274 449</b>	<b>276 566</b>	<b>276 114</b>	<b>-5.1</b>
<b>Prairies artificielles</b>	<b>117 671</b>	<b>125 393</b>	<b>118 476</b>	<b>120 005</b>	<b>3.1</b>
Autres	2 427	2 030	492	480	-58.8
<b>Terres arables total</b>	<b>410 560</b>	<b>401 872</b>	<b>395 534</b>	<b>396 599</b>	<b>-3.1</b>
Cultures fruitières <sup>2</sup>	6 913	6 091	6 111 (1)	6 149	-11.5
Vigne	15 053	14 696	14 629	14 606	-2.7
Matières premières renouvelables pluriannuelles	257	82	81	79	-68.6
Prairies naturelles, pâturages	627 938	600 686	606 886	605 607	-3.7
Autre utilisation, ainsi que prairies à litière et tourbe	10 410	20 607	18 812	18 974	87.0
<b>Surface agricole utile</b>	<b>1 071 131</b>	<b>1 044 034</b>	<b>1 042 053</b>	<b>1 042 014</b>	<b>-2.7</b>

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> Depuis 2020/2021, la saisie des données des cultures fruitières est effectuée selon un nouveau système. Les différences de surface entre les ann 2020 et 2021, de même qu'entre 2021 et 2022 ne peuvent pas nécessairement être interprétées comme une progression ou un recul des surfac  
Sources : cultures fruitières et viticulture : OFAG (statistique de surfaces / obst.ch, l'année viticole); autres produits: USP, OFS, swisspatat, swiss gr

**Production**

Produit	Unité	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02 – 2020/22 %
<b>Lait et produits laitiers</b>						
Lait de consommation	t	505 764	448 087	415 571	410 165	-16.0
Crème	t	68 213	66 534	66 014	67 114	-2.4
Beurre	t	40 247	41 325	39 700	37 710	-1.7
Poudre de lait	t	47 152	44 492	47 348	50 491	0.6
Fromage	t	166 668	203 791	207 155	201 937	22.6
<b>Viande et oeufs</b>						
Viande de bœuf	t PM	101 111	118 171	118 847	117 728	16.9
Viande de veau	t PM	34 202	25 495	24 431	23 834	-28.1
Viande de porc	t PM	231 645	223 985	229 628	232 377	-1.3
Viande d'agneau	t PM	5 787	5 146	5 096	4 944	-12.5
Viande de chèvre	t PM	534	498	518	556	-1.9
Viande de cheval	t PM	1 164	422	362	290	-69.3
Volaille <sup>5</sup>	t poids de vente	29 435	83 714	86 806	88 596	193.4
Œufs en coquille	mio. de pièces	689	1 064	1 145	1 135	61.7
<b>Céréales</b>		<b>1 112 267</b>	<b>1 004 016</b>	<b>782 374</b>	<b>863 869</b>	<b>-20.6</b>
blé tendre	t	521 667	433 374	382 425	396 636	-22.5
blé fourrager	t	–	67 612	52 763	57 040	
Seigle	t	20 833	10 333	7 948	10 485	-54.0
Orge	t	255 500	192 050	169 718	183 159	-28.9
Avoine	t	22 533	8 905	7 359	12 790	-57.0
Maïs grain	t	206 333	219 692	98 216	125 317	-16.4
Triticale	t	75 067	46 872	37 747	42 854	-43.4
Autres	t	10 333	25 178	124 414	35 588	497.4
<b>Cultures sarclées</b>						
Pommes de terre	t	539 933	488 638	342 752	390 000	-24.6
Betteraves sucrières	t	1 288 852	1 304 494	1 102 116	1 353 352	-2.8
<b>Oléagineux</b>		<b>59 956</b>	<b>105 970</b>	<b>94 475</b>	<b>113 059</b>	<b>74.3</b>
Colza	t	43 684	88 083	77 030	92 059	96.2
Tournesol	t	12 972	12 293	11 142	14 225	-3.2
Autres	t	3 300	5 594	6 303	6 775	88.6
<b>Fruits (de table)</b>						
Pommes	t	99 540 (2)	120 289	103 275	104 460	11.1 (3)
Poires	t	15 523 (2)	19 289	17 061	15 916	14.7 (3)
Abricots	t	1 485 (2)	4 998	1 840	5 060	189.4 (3)
Cerises	t	1 810 (2)	2 034	1 515	2 141	15.7 (3)
Pruneaux	t	2 418 (2)	4 362	1 279	3 440	23.3 (3)
Fraises	t	5 064	7 259	7 028	6 711	38.2
<b>Légumes (frais)</b>						
Carottes (carottes jaunes incl.) <sup>4</sup>		56 474	74 818	65 472	55 492	15.6
Oignons (tous) <sup>4</sup>	t	26 126	46 598	47 366	48 161	81.3
Céleris-raves <sup>4</sup>	t	10 359	11 765	12 169	8 248	3.6
Tomates (toutes)	t	30 398	42 682	38 637	40 446	33.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	t	16 514	12 888	11 546	12 081	-26.3
Choux-fleurs (tous)	t	6 474	7 616	5 992	7 770	10.1
Concombres (à salade / nostrano)	t	8 823	15 560	16 239	16 441	82.3
<b>Vin</b>						
Vin rouge	hl	574 245	421 091	292 814	493 727	-29.9
Vin blanc	hl	613 076	413 144	316 224	498 598	-33.2

<sup>1</sup> provisoire

<sup>2</sup> moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Part des légumes de garde selon les déstockages effectués au cours de l'année civile (et non pas la récolte annuelle)

<sup>5</sup> Changement de méthode à partir de 2017 : adaptation des facteurs de rendement, d'où augmentation de la quantité de viande prête à la vente

Sources:

Lait et produits laitiers: TSM

Viande: Proviande

Œufs: Aviforum

Céréales, cultures sarclées et oléagineux: USP

Fruits: Fruit-Union Suisse, Interprofession des fruits et légumes du Valais

Légumes: Centrale suisse de la culture maraîchère et des cultures spéciales

Vin: Contrôle officiel de la vendage des cantons

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



## Lait et produits laitiers

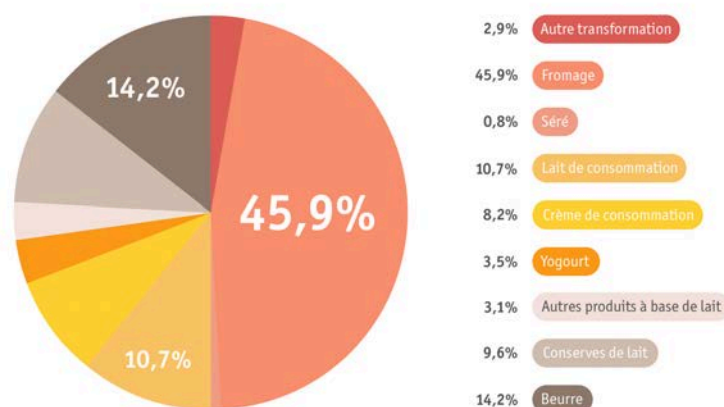
**Les ventes de produits laitiers ont légèrement reculé en 2022 par rapport à 2021, ramenant ainsi la situation à celle d'avant la pandémie.**

### Transformation

La fabrication des divers produits laitiers nécessite des composants du lait dans des proportions différentes. On enlève ou ajoute, par exemple, de la matière grasse au lait en fonction du fromage à produire. C'est pourquoi la transformation du lait commercialisé est indiquée en équivalents lait (EL) selon les composants du lait. Un kilo de lait avec une teneur de 33 g de protéine et 40 g de matière grasse correspond à un EL. L'EL sert ainsi de référence au calcul de la quantité de lait contenue dans un produit transformé.

Près de 47 % des EL ont servi à produire du fromage et du séré, qui restent les principaux produits laitiers. En 2022, la transformation du lait en fromage a reculé de 3,3 %, alors que celle en séré a augmenté de 8,9 %. L'utilisation sous forme de laits liquides a quant à elle baissé de 3,3 % en 2022.

Transformation du lait 2022, en équivalents lait



Source : TSM

En 2022, la production de fromage (y c. séré ainsi que fromage de chèvre et de brebis) a reculé de 2,5 % par rapport à 2021 pour s'établir à 201 937 tonnes. Le fromage à pâte mi-dure représente la plus grande part de la production, avec un total de 70 662 tonnes, suivi par le fromage à pâte dure avec ses 63 358 tonnes.

Comme l'année précédente, l'Emmentaler AOP accuse un recul important de la production, à savoir de 10,1 %, alors que la production de Gruyère AOP a diminué de 1,4 %.

On a observé ces dernières années une croissance soutenue de la production de fromages à pâte mi-dure, qui ont détrôné les fromages à pâte dure il y a quelques années déjà. La production de fromage à pâte mi-dure a néanmoins reculé de 3,1 % par rapport à 2021. On trouve parmi les produits ayant enregistré la plus forte baisse de production l'Appenzeller (#15,5 % par rapport à 2021) et le fromage de montagne à pâte mi-dure (#13,1 % par rapport à 2021). D'autres fromages à pâte mi-dure ont toutefois connu une hausse de la production, comme la Tête de Moine AOP, dont la production a crû de 9,8 % par rapport à 2021.



## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



La production de fromage frais a augmenté de 2,6 % par rapport à l'année précédente, tandis que celle de fromages à pâte molle a diminué de 5,8 %.

Le Gruyère AOP reste le fromage le plus produit, avec 31 937 tonnes, suivi de la mozzarella, produite à hauteur de 24 366 tonnes. Pour la première fois depuis 2020, la troisième place du podium est occupée par le séré, qui totalise une production de 17 810 tonnes en 2022.

### Commerce extérieur

La balance commerciale de la Suisse dans le secteur du lait et des produits laitiers (le lait, les produits à base de lait frais comme le yogourt, la crème, les conserves de lait telles que la poudre de lait et la poudre de lait écrémé, le petit-lait et le petit-lait en poudre, ainsi que le beurre et le fromage) affiche en volume, comme l'an dernier déjà, un solde positif (130 636 tonnes de produits exportés et 126 043 tonnes de produits importés). Toutefois, les exportations de lait et de produits laitiers ont reculé de 9,9 % par rapport à 2021, avec notamment une baisse de 48,7 % pour le lait et de 6,7 % pour le fromage. La valeur des exportations s'est chiffrée à 775 millions de francs (+4,3 %) et celle des importations à 636 millions de francs (+9,7 %), ce qui correspond à un excédent d'exportations de 139 millions de francs.

Les exportations de fromage ont connu une baisse de 5194 tonnes pour s'établir à 72 585 tonnes en 2022 (sans compter la fondue prête à l'emploi). Les importations de fromage se sont quant à elles élevées à 73 098 tonnes, soit un recul de 2696 tonnes par rapport à 2021. En valeur, les exportations ont représenté 705,7 millions de francs et les importations 501,8 millions de francs en 2022.

Par rapport à 2021, les exportations de fromage vers les pays européens ont baissé de 5,6 %, atteignant 58 128 tonnes (sans compter la fondue prête à l'emploi). Les principaux acheteurs sont l'Allemagne (31 940 t) et l'Italie (11 632 t). Il convient néanmoins de préciser que, dans l'UE, le fromage est parfois revendu dans d'autres pays que celui où il a été exporté, si bien qu'il est impossible de savoir, sur la base de la statistique douanière, dans quel pays le fromage suisse est finalement consommé.

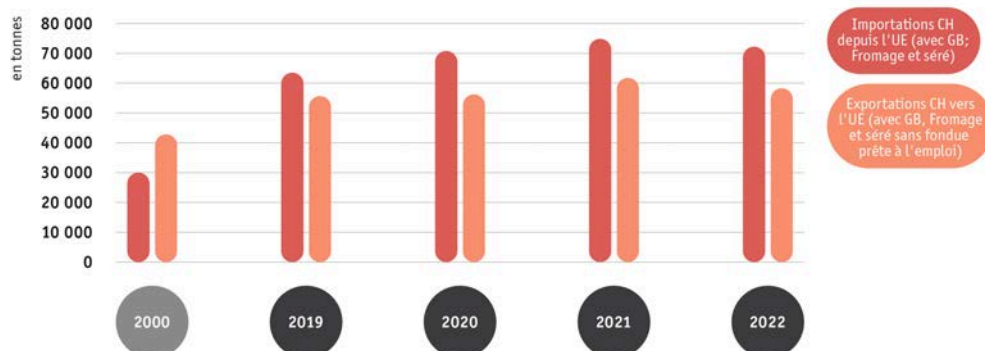
Comme les années précédentes, les fromages à pâte dure (33 693 t) ont constitué la majeure partie des exportations en 2022. Le Gruyère AOP, dont 13 293 tonnes ont été exportées, a de nouveau été le fromage préféré des consommateurs à l'étranger (14 168 t en 2021), suivi par l'Emmentaler AOP avec 10 298 tonnes (10 772 t en 2021).

Les fromages importés en 2022 (73 098 t) provenaient presque exclusivement de l'UE, principalement d'Italie (26 394 t), d'Allemagne (19 202 t) et de France (12 642 t). Les produits importés en tête de peloton sont les fromages frais (31 055 t contre 31 377 t en 2021) et les fromages à pâte mi-dure (13 307 t contre 14 257 t en 2021).

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



## Commerce de fromage Suisse-UE



Source : Swiss-ImpeX

## Consommation

La consommation de fromage, de 22,9 kg par personne, a reculé de 1,3 % en 2022 par rapport à l'année précédente. La consommation par habitant de fromage frais et de séré a néanmoins légèrement augmenté et a atteint 8,5 kg ; comme en 2021, la consommation de laits liquides (sans compter le lait qu'utilisent les exploitations agricoles pour leur propre consommation) a baissé, de 2,5 %, s'établissant ainsi à 46,0 kg par personne.

Dans l'ensemble, la consommation par personne de lait et de produits laitiers en Suisse ne fluctue que faiblement depuis un certain temps. En comparaison avec les années 2000/02, la consommation par habitant de laits liquides a reculé de 48 % (sans compter le lait qu'utilisent les exploitations agricoles pour leur propre consommation). Durant la même période, la consommation de beurre par habitant a diminué de 10 %, tandis que celle de fromage a augmenté de près de 17 %.

## Comparaison des prix à la consommation entre la Suisse et l'UE

Comme le laissait prévoir le niveau élevé des prix à l'échelon de la production et de la transformation, les consommateurs paient le lait et les produits laitiers plus cher en Suisse qu'en Allemagne, en France et en Autriche. La plus grande différence de prix concerne le beurre (17.18 fr./kg en Suisse, contre 8.24 fr./kg en Allemagne en 2022). Le lait entier pasteurisé le meilleur marché coûtait 0.88 franc le litre en France (contre 1.64 franc en Suisse).

Sources : Agristat : Statistique laitière de la Suisse, 2022TSM Fiduciaire Sàrl : Statistique annuelle du marché du lait 2022Secteur Analyse du marché

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séré	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar)	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

**Consommation par habitant**

Produit	2000/02	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2000/02– 2020/22
	kg	kg	kg	kg	%
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait de consommation <sup>6</sup>	84.63	51.00	47.20	46.00	n/a
Yoghourts	16.57	16.00	15.40	15.30	-6.0
Beurre	5.93	5.30	5.20	5.30	-11.2
Crème	9.27	7.66	7.64	7.78	-17.0
Fromages et fromages fondus	19.63	23.10	23.20	22.90	17.5
<b>Viande et œufs</b>					
Viande de bœuf	10.22	11.32	11.56	10.98	10.4
Viande de veau	3.75	2.33	2.24	2.17	-40.1
Viande de porc	25.39	21.02	21.22	20.70	-17.4
Viande de mouton	1.51	1.11	1.08	1.00	-29.6
Viande de chèvre	0.11	0.06	0.06	0.07	-40.6
Viande de cheval	0.64	0.28	0.26	0.24	-59.2
Volaille	9.46	14.18	14.78	14.99	54.9
Œufs en coquille (pcs) <sup>4</sup>	187.67	188.90	195.20	185.60	1.2
<b>Céréales</b>					
Articles de boulangerie et de pâtisserie	51.13				n/a
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre et produits à base de pommes de terre	43.43	47.20	48.80	48.80	11.1
Sucre (y compris sucre dans des produits transformés)	40.48	35.70	35.70	35.70	-11.8
<b>Oléagineux</b>					
Huiles et graisses végétales	14.98	17.80	16.00	16.00	10.8
<b>Fruits (frais)<sup>5</sup></b>					
Pommes <sup>3</sup>	14.66 (2)	15.39	12.79	12.71	-6.6 (3)
Poires <sup>3</sup>	3.32 (2)	2.99	2.92	2.86	-11.1 (3)
Abricots <sup>3</sup>	1.46 (2)	1.50	1.39	1.31	-1.2 (3)
Cerises <sup>3</sup>	.71 (2)	0.54	0.59	0.58	-16.5 (3)
Prunes et pruneaux <sup>3</sup>	1.05 (2)	1.16	0.96	1.18	3.4 (3)
Fraises	2.27	2.48	2.48	2.37	7.8
Agrumes	17.09	18.19	17.47	16.89	2.5
Bananes	10.11	11.77	11.67	11.37	14.8
<b>Légumes (frais)<sup>5</sup></b>					
Carottes (carottes jaunes incl.)	8.73	8.85	7.83	6.81	-10.3
Oignons (tous)	4.49	6.09	6.05	6.78	40.4
Céleris-raves	1.47	1.36	1.39	0.94	-16.3
Tomates (toutes)	10.07	9.15	9.35	9.18	-8.4
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	2.63	1.87	1.86	1.75	-30.6
Choux-fleurs (tous)	2.15	1.89	1.85	1.99	-11.2
Concombres (à salade / nostrano)	2.81	4.22	4.36	4.33	53.0
<b>Vin</b>					
Vin rouge (en l)	28.28	19.16	19.10	17.42	-34.4
Vin blanc (en l)	12.45	9.71	10.09	9.49	-21.6
Vin total (en l)	40.73	28.87	29.20	26.91	-30.4

<sup>1</sup> En partie provisoire

<sup>2</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>3</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>4</sup> Dès 2011, sans trafic de perfectionnement actif

<sup>5</sup> Consommation : production indigène (produits de table) plus importations moins exportations (importations et exportations selon statistique)

<sup>6</sup> A partir de 2014 le lait de consommation pour l'autoapprovisionnement des exploitations agricoles n'est plus incluí, donc pas de comparaison avec 2000/02

Sources :

Lait et produits laitiers, sucre, oléagineux: USP

Œufs : Aviforum

Viande : Proviande

Céréales, fruits, légumes et vin : OFAG

Pommes de terre : swisspatat

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



## Viande et œuf

**La viande de volaille est très appréciée de la population suisse, comme le montre l'augmentation continue de sa production et de sa consommation. La consommation par habitant de viande de bœuf et de porc ainsi que d'œufs a, quant à elle, légèrement baissé.**

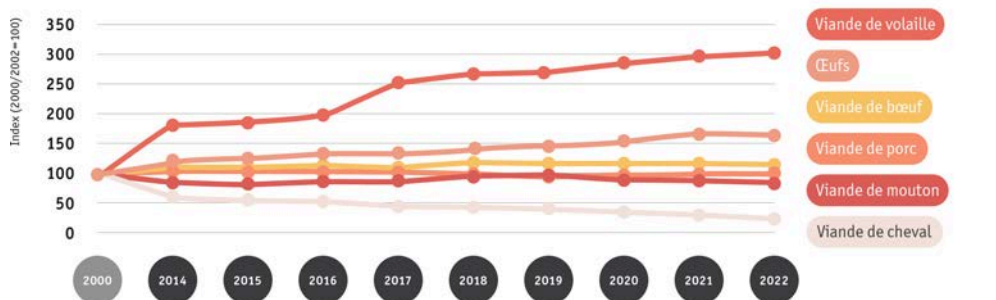
En 2022, la production totale de viande s'est établie à 497 798 tonnes PM, soit 0,6 % de plus que l'année précédente. Cette production se décompose grosso modo de la façon suivante : 230 000 tonnes de porc, 118 000 tonnes de de bœuf et 115 000 tonnes de volaille de chair.

L'Office fédéral de la statistique (OFS) en chiffre la valeur à 2,8 milliards de francs (2022), ce qui représente un peu plus d'un quart de la production agricole.

Le porc reste la viande préférée des Suisses (près de 41 % de la consommation de viande en 2022), malgré le recul que cette viande accuse depuis plusieurs années.

La consommation annuelle de viande s'est établie à 50,76 kilos par individu en 2022, ce qui correspond à une baisse de 2,1 % par rapport à 2021. La consommation totale a atteint 452 241 tonnes en poids prêt à la vente (sans les poissons et les crustacés), soit une diminution de 0,9 %.

## Évolution de la production de viande et d'œufs



Sources : Proviande/Aviforum

Viande de volaille : nouvelles méthodes de calcul à partir de 2017

## Exportations et importations

Les exportations de viande destinée à l'alimentation humaine, mesurées en équivalent de viande fraîche, ont progressé de 15,3 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 13 211 tonnes en poids prêt à la vente. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du volume de viande de porc exportée. En raison du caractère cyclique de la production de porc, le marché a souffert en 2022 d'une offre excédentaire, qui a été absorbée par des exportations supplémentaires.

Les importations de viande destinée à l'alimentation humaine ont atteint 94 358 tonnes en 2022 (sans les poissons, les mollusques et les crustacés), soit 4,1 % de moins que l'année précédente. Cette baisse concerne en premier lieu le bœuf et le porc.

Comme l'année précédente, la production intérieure n'a pas suffi à couvrir la demande de morceaux nobles (p. ex. filet de bœuf, d'agneau ou de cheval, escalope de dinde ou blanc de poulet). Il a donc fallu importer 48 162 tonnes de viande de volaille, 23 065 de viande de bœuf et 11 690 de viande de porc.

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



## Consommation de viande

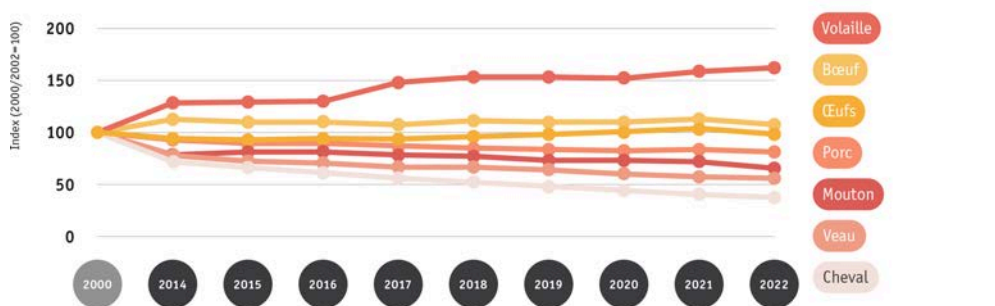
La consommation individuelle de viande vendue en Suisse, en poids prêt à la vente, a fléchi en 2022, passant de 51,84 à 50,76 kilos (sans le poisson et les crustacés, mais avec le lapin et le gibier). Ces chiffres sont le fruit d'une estimation qui ne tient pas compte du tourisme d'achat.

Par rapport à 2021, la consommation totale de viande en Suisse a baissé de 0,9 % pour atteindre 452 241 tonnes (poids prêt à la vente).

Cette consommation a évolué diversement selon les sortes de viande : celle de porc a diminué pour se fixer à 20,7 kilos par habitant, tout comme celle de bœuf (10,98 kg). En revanche, la consommation de volaille a connu une légère hausse (14,99 kg). Celle de viande de chèvre a également progressé de 15,3 % par rapport à 2021 (0,07 kg). La consommation des autres viandes a diminué quelque peu ou est restée stable.

Comme ces dernières années, les volailles de chair figurent au second rang des préférences, après le porc, tandis que le bœuf occupe le troisième rang.

### Évolution de la consommation de viande et d'œufs par individu



Sources : Proviande/Aviforum

Nouvelle méthode de calcul pour la volaille à partir de 2017

## Comparaison avec les autres pays

La consommation annuelle totale de viande par individu dans les 38 pays de l'OCDE (comparaison établie pour 2021) s'établit en moyenne de la manière suivante : 33 kilos de volaille, 22,9 kilos de porc, 14,4 kilos de bœuf et de veau et 1,3 kilo de mouton. Au total, la consommation des sortes de viandes énumérées ci-dessus s'est établie en 2021 à 71,6 kilos par personne. En Suisse, elle a atteint 51 kilos. Les plus grands consommateurs sont Israël pour la volaille (68,7 kg par individu), l'Argentine pour le bœuf (36 kg), le Viêt Nam s'agissant du porc (32,7 kg) et le Kazakhstan pour le mouton (8,7 kg). La Suisse se situe un peu au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, sauf pour la volaille, où elle se classe à un niveau nettement inférieur.

## Consommation d'œufs

En Suisse, la consommation d'œufs par habitant est de 185,6 unités par personne, dont 127,4 sont des œufs issus de la production nationale. Ce sont 9,5 unités de moins qu'en 2021 et donc à peine plus qu'avant la pandémie de COVID-19 (2019 : 183,7 œufs). Ce constat marque la fin du « boom » des ventes d'œufs pendant cette période, au cours de laquelle les consommateurs ont davantage utilisé d'œufs pour cuisiner ou faire de la pâtisserie à la maison. Au total, le pays a produit près de 1,135 milliard d'œufs pendant l'année sous revue, soit 0,9 % de moins qu'en 2021. La production intérieure a atteint un nouveau record : la part nationale dans la

## MARCHÉ &gt; PRODUITS ANIMAUX



consommation totale d'œufs s'est élevée à 68,6 % et celle d'œufs en coquille à 79,2 %. La production intérieure s'est chiffrée à 337,2 millions de francs.

### Comparaison avec les autres pays

En Suisse, la consommation d'œufs est relativement modeste (données de 2021) si on la compare à celles d'autres pays. Elle est par exemple deux fois plus importante à Singapour (390 unités), et atteint 280 unités aux États-Unis, ce qui représente 85 unités de plus par personne (+ 44 %) qu'en Suisse. La consommation est également très supérieure à la nôtre dans les pays limitrophes : ainsi l'Allemand consomme 238 œufs par an et l'Autrichien 233 œufs, c'est-à-dire respectivement 22 % et 19 % de plus que les 195 œufs que consomme le Suisse annuellement. La consommation est en hausse dans tous les pays sous revue, bien que la consommation par individu en Autriche et aux États-Unis ait accusé un léger recul de 2019 à 2021.

Sources : Proviande : Der Fleischmarkt im Überblick 2022 Aviforum : Geflügelwirtschaft in Zahlen 2022 OECD DataOFS : Gesamtproduktion der Landwirtschaft Bulletin OFAG du marché des œufs

**Commerce extérieur**

Produit	2000/02		2020		2021		2022*		2000/02 – 2020/22 %	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
<b>Lait et produits laitiers</b>										
Lait	19	22 919	2 805	25 501	2 685	27 162	1 377	25 694	14347.4	14.9
Yoghourts	3 494	148	4 543	9 700	4 310	8 853	4 935	8 418	26.7	6167.9
Crème	918	246	1 636	1 317	1 483	1 521	1 559	1 940	69.9	476.0
Beurre	447	4 960	369	6 548	152	4 311	19	9 092	-59.7	9.5
Poudre de lait	11 688	1 076	9 263	2 350	10 875	1 563	5 964	1 623	-25.6	71.6
Fromage et séché	52 295	31 087	72 300	71 699	77 779	75 794	72 585	73 098	43.5	137.2
<b>Viande, œufs et poissons<sup>5</sup></b>										
Viande de bœuf	876	7 849	5 119	23 926	6 200	26 853	5 507	23 065	540.3	213.6
Viande de veau	0	1 115	2	580	3	673	1	767	-	-39.6
Viande de porc	249	9 753	2 577	16 004	3 189	14 223	4 488	11 690	1272.7	43.3
Viande de mouton	0	6 940	1	5 876	1	5 658	1	5 193	-	-19.7
Viande de chèvre	0	359	0	126	0	152	0	217	-	-54.0
Viande de cheval	0	4 117	1	2 267	3	2 082	0	1 956	-	-48.9
Volaille <sup>4</sup>	332	42 770	1 545	42 438	2 040	45 296	3 191	48 162	580.3	5.9
Sous-produits d'abattage <sup>3</sup>	-	-	15 841	21 151	15 699	22 403	15 016	20 787	-	-
Œufs (mio. de pièces dès 2014) <sup>6</sup>	-	-	0	597	0	572	0	519	-	-
Poissons, crustacés et mollusqu	83	34 759	227	75 995	209	76 198	206	77 196	157.8	120.0
<b>Céréales</b>										
Blé	74	284 629	508	371 380	250	427 787	113	584 082	291.3	62.0
Seigle	1	7 250	11	1 474	1	2 246	4	3 005	442.4	-69.1
Orge	11	52 079	779	40 982	704	56 121	684	83 437	6485.8	15.6
Avoine	5 540	50 469	5	48 493	3	49 243	3	53 064	-99.9	-0.4
Maïs grain	196	26 496	58	139 891	75	158 252	230	251 163	-38.3	591.1
<b>Cultures sarclées</b>										
Pommes de terre	3 313	30 709	8 441	35 013	6 929	49 208	8 147	92 724	136.6	92.1
Sucre	152 572	188 008	118 813	99 038	6 549	84 752	7 682	91 117	-70.9	-51.3
<b>Oléagineux</b>										
Oléagineux	699	105 697	1 012	42 029	1 339	40 040	376	35 306	30.1	-63.0
Huiles et graisses végétales	7 327	95 762	2 310	133 784	1 863	130 560	1 768	133 322	-73.0	38.4
<b>Fruits (frais)</b>										
Pommes <sup>1,2</sup>	1 352	8 591	892	14 017	692	9 160	1 066	8 595	-7.0	12.1
Poires <sup>1,2</sup>	125	8 786	134	6 774	16	8 485	14	9 322	7.4	-9.4
Abricots <sup>1,2</sup>	31	9 154	19	7 980	41	10 371	20	6 484	-5.6	-10.1
Cerises <sup>1,2</sup>	7	3 373	9	2 668	10	3 693	7	2 992	82.2	-8.7
Prunes et pruneaux <sup>1,2</sup>	15	5 249	67	5 741	50	7 115	60	7 044	238.8	24.0
Fraises	23	11 424	21	14 282	11	14 686	2	14 187	-52.2	25.6
Raisins	60	38 447	29	31 266	57	31 041	104	29 449	5.3	-20.4
Agrumes	107	124 102	247	157 883	260	152 689	309	149 181	155.1	23.5
Bananes	3	73 363	49	102 043	4	102 252	59	100 231	1357.3	38.4
<b>Légumes (frais)</b>										
Carottes (carottes jaunes incl.)	26	6 739	710	3 289	0	2 938	87	4 628	909.9	-46.3
Oignons (tous)	51	6 432	80	6 304	21	5 565	68	11 692	11.6	22.1
Céleris-raves	0	287	0	39	0	11	0	47	-	-88.7
Tomates (toutes)	25	42 449	94	41 793	52	43 129	6	40 468	105.5	-1.5
Laitues pommées (feuilles de chêne incl.)	3	2 537	7	3 520	5	4 707	20	3 912	221.3	59.5
Choux-fleurs (tous)	1	9 067	2	8 879	3	10 146	1	9 809	101.2	6.0
Concombres (à salade / nostrar	21	17 046	2	21 431	6	21 855	20	21 717	-54.6	27.1
<b>Vin (de table)</b>										
Vin rouge (en hl)	6 585	1 417 802	7 318	1 199 550	7 391	1 216 901	7 292	1 110 531	11.4	-17.1
Vin blanc (en hl)	5 997	214 349	4 721	392 644	4 719	415 061	3 992	407 862	-25.3	89.0

\* provisoire

<sup>1</sup> Moyenne des années 2000/03

<sup>2</sup> Variation 2000/03 – 2019/22

<sup>3</sup> Position tarifaire 0206

<sup>4</sup> Poids à la vente dès 2012

<sup>5</sup> Changement de sources à partir de 2014 en raison de la répartition des lignes tarifaires

<sup>6</sup> Changement méthodologique dès 2014 : Millions de pièces oeufs au lieu de tonnes

Sources :

Lait et produits laitiers, œufs, céréales, pommes de terre, oléagineux (1201 – 1207), huiles et graisses végétales (1507 – 1515), vin : DGD, à partir de 21

Fruits et légumes : statistique du commerce extérieur suisse de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

Sucre : réservesuisse

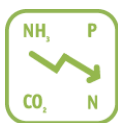




## Introduction

La rubrique « Environnement » du rapport agricole aborde des thèmes touchant à la fois l'agriculture et l'environnement. Cette année, elle est spécialement dédiée aux thèmes du climat, de l'air et de l'énergie. Ces questions ont, par le passé, aussi été traitées dans les rapports agricoles des années 2003, 2007, 2011 et 2019.

La rubrique « Environnement » présente également, dans un bref article, les données à jour sur les performances agro-environnementales de la Suisse. Sous la rubrique « Services », le « Download Center » publie en outre les résultats du monitoring agro-environnemental national ainsi que ceux des monitorings régionaux et spécifiques aux types d'exploitation.



## Indicateurs agroenvironnementaux (IAE)

**Depuis les années nonante, l'agriculture suisse a fait des progrès dans le domaine environnemental. Elle est parvenue à réduire les émissions dans l'environnement tout en maintenant le niveau de production. Mais des progrès supplémentaires sont nécessaires. Les objectifs environnementaux définis pour l'agriculture ne sont pas encore atteints.**

Le monitoring agro-environnemental (MAE) de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) fournit les informations nécessaires pour observer et mesurer l'impact de l'agriculture sur l'environnement et la manière dont cet environnement réagit à la pratique agricole. L'ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture constitue la base légale du monitoring. Le MAE se base en grande partie sur des indicateurs agro-environnementaux (IAE) comparables au niveau international (Eurostat et OCDE). Il est ainsi possible d'évaluer les effets quantitatifs et qualitatifs de la politique agricole à l'échelle nationale (statistiques et inventaires nationaux), régionale et par type d'exploitation (Dépouillement centralisé des indicateurs agro-environnementaux, DC-IAE).

La méthodologie du monitoring agro-environnemental régional et spécifique au type d'exploitation est en cours de développement. Jusqu'à présent, les données nécessaires à cet effet ont été collectées au sein du réseau d'exploitations DC-IAE. Depuis le lancement du DC-IAE en 2009, la base de données a été nettement améliorée. Diverses données sont même disponibles sous forme géoréférencée. Le monitoring se basera dorénavant donc autant que possible sur les données existantes. Des investissements sont nécessaires afin de rendre certaines des sources de données utilisables pour le monitoring (p. ex. les données satellitaires). Les données qui font encore défaut pour le calcul des indicateurs seront désormais collectées.

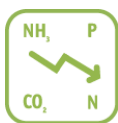
Le DC-IAE sera remplacé par le MAUS (monitoring du système agro-environnemental suisse). En 2022, les données ont été collectées pour la dernière fois dans les quelque 300 exploitations du réseau d'exploitations DC-IAE. Les résultats de ce relevé seront publiés en 2024, en même temps que les premiers résultats partiels du MAUS.

### Tendances à l'échelon national de 1990 à 2021

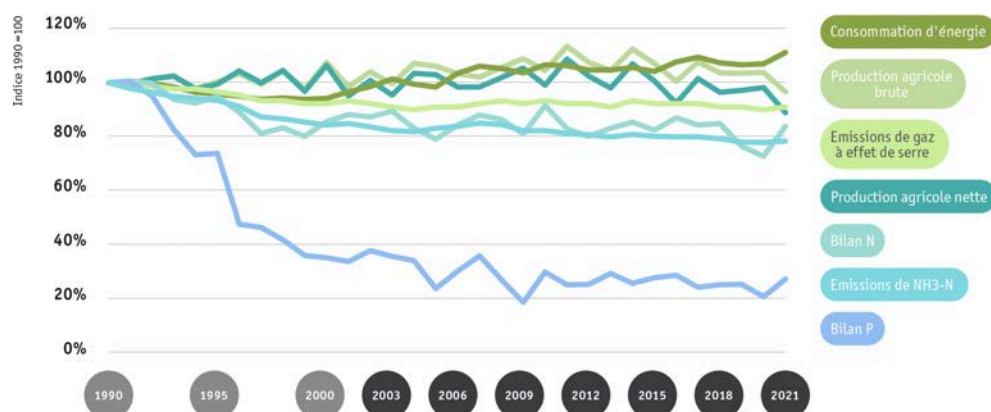
#### Évolution des principaux IAE durant la période de 1990 à 2021

Entre 1990 et 2021, le bilan national du phosphore s'est fortement amélioré. Le bilan d'azote s'est également amélioré et les émissions d'ammoniac et de gaz à effet de serre ont diminué. Au cours de la même période, le niveau de la production alimentaire a pu être maintenu. Toutefois, les besoins énergétiques ont augmenté ces dernières années.

## ENVIRONNEMENT &gt; MONITORING AGRO-ENVIRONNEMENTAL



Evolution d'indicateurs agro-environnementaux clés 1990-2021



Sources : USP (Agrisstat), Agroscope et HAFL

La comparaison avec les objectifs environnementaux pour l'agriculture montre que les émissions d'azote dans l'environnement sont encore nettement trop élevées. Les émissions d'ammoniac devraient pour leur part être réduites de 40 %. De même, l'objectif environnemental pour l'agriculture consistant à réduire de 50 % les apports d'azote issus de l'agriculture dans les eaux par rapport à 1985 n'a pas été atteint en 2020. Il reste un écart de près de 8000 tonnes par rapport à l'objectif. Des progrès sont également nécessaires en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

## Résultats à l'échelon régional et par type d'exploitation

Les résultats du monitoring régional et spécifique à l'exploitation se basent sur les données d'exploitation d'environ 300 exploitations agricoles (DC-IAE). Cet échantillon n'est pas représentatif. Il permet cependant d'avoir un aperçu des différences entre les régions ou les branches de production. Les séries temporelles des IAE sont publiées sur une page interactive. Celle-ci permet de visualiser en quelques clics les séries temporelles des IAE selon le type d'exploitation et la région. Depuis 2021, un outil analogue, sécurisé (accessible via le portail Agate) permet aux agriculteurs du réseau d'exploitations de consulter de manière interactive les résultats de leurs propres exploitations.

Pour consulter les résultats du DC-IAE de manière interactive, cliquez [ici](#).

## Les séries de données sur les IAE

Toutes les données du MAE sont regroupées dans les tableaux et les liens suivants :

- Niveau national
- Niveau régional et par types d'exploitation
- Niveau international : indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE et indicateurs agro-environnementaux d'Eurostat

**Bibliographie** OFEV et OFAG (2008) : Objectifs environnementaux pour l'agriculture OFEV et OFAG (2016) : Objectifs environnementaux pour l'agriculture - Rapport d'état 2016 OFAG (2020) : L'azote dans l'agriculture, Rapport agricole 2020 OFAG (2020) : Émissions d'ammoniac. , Rapport agricole 2020 OFAG (2023) : Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture, Rapport agricole 2023 OFAG (2023) : Consommation énergétique de l'agriculture, Rapport agricole 2023 OFAG (2022) : Bilan de phosphore de l'agriculture, Rapport agricole 2022 Hutchings C., Spiess

## ENVIRONNEMENT &gt; MONITORING AGRO-ENVIRONNEMENTAL



E., Prasuhn V. (2023) : Abschätzung diffuser Stickstoff- und Phosphoreinträge in die Gewässer der Schweiz mit MODIFFUS 3.1, Stand 2020 . Agroscope Science, 155, 2023, 1-161

## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



## Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture

**L'agriculture joue un rôle à la fois actif et passif dans le changement climatique. La part de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre (émissions de GES) de l'ensemble de la Suisse est actuellement de 16 %. En augmentant l'efficacité des processus et en ajustant son portefeuille de production, l'agriculture est en mesure de contribuer grandement à la protection du climat.**

Agroscope calcule tous les ans les émissions de GES provenant de la production agricole et les présente sous forme de séries temporelles remontant à 1990 dans l'inventaire national des gaz à effet de serre. Les calculs sont effectués conformément aux directives méthodologiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les émissions de GES sont générées tout au long de la chaîne de production par différents processus, notamment dans la production animale et végétale, lors de l'utilisation du sol et lors de l'utilisation de carburants et de combustibles fossiles dans les machines et les bâtiments agricoles.

Les trois principaux gaz à effet de serre, à savoir le dioxyde de carbone ( $\text{CO}_2$ ), le protoxyde d'azote ( $\text{N}_2\text{O}$ ) et le méthane ( $\text{CH}_4$ ), ont un effet de serre plus ou moins important et séjournent plus ou moins longtemps dans l'atmosphère (voir l'encadré « Gaz à effet de serre à courte durée de vie : méthane »). La part de l'agriculture dans les émissions fossiles de  $\text{CO}_2$  de l'ensemble de la Suisse est faible (à peine 2 %). En revanche, l'agriculture est la principale responsable des émissions de méthane et de protoxyde d'azote, avec des parts respectives de 83 % et 57 %. Au sein de l'agriculture, les émissions de méthane et de protoxyde d'azote représentent également les principales sources de GES, avec respectivement environ 59 % et 22 %. Les émissions de  $\text{CO}_2$  représentent 18 % de l'ensemble des émissions d'origine agricole.

### Gaz à effet de serre à courte durée de vie : méthane

La durée de vie moyenne du protoxyde d'azote ( $\text{N}_2\text{O}$ ) dans l'atmosphère est d'environ 121 ans et celle du dioxyde de carbone ( $\text{CO}_2$ ) d'environ 100 ans en moyenne, 20 à 40 % du  $\text{CO}_2$  issu de sources fossiles pouvant rester dans l'atmosphère pendant plusieurs milliers d'années. Par contre, la durée de vie moyenne du méthane ( $\text{CH}_4$ ) dans l'atmosphère est de seulement 12 ans. Ainsi, l'impact climatique du méthane, un gaz dont l'effet de serre est bien plus puissant que le  $\text{CO}_2$ , s'estompe rapidement et ne se manifeste plus que faiblement au bout de 20 ans seulement. Si les émissions de méthane ou d'autres substances à courte durée de vie restent constantes pendant une longue période, elles ne provoquent qu'un faible réchauffement supplémentaire. En ce qui concerne le  $\text{CO}_2$  et les autres gaz à effet de serre persistants, des émissions constantes entraînent une élévation continue de la température.

Cette différence ne figure pas dans les rapports climatiques internationaux des pays et n'apparaît pas non plus dans le calcul des inventaires nationaux des gaz à effet de serre. Suivant les prescriptions appliquées au niveau international pour rendre compte de l'évolution du climat, le potentiel de réchauffement global des gaz à effet de serre sur 100 ans (GWP100) est exprimé en équivalents  $\text{CO}_2$ . Cette conversion sous-estime de beaucoup les effets climatiques à court terme des substances à courte durée de vie comme le méthane, tout en exagérant nettement leurs effets à long terme. Il existe une autre méthode (GWP\*) qui consiste à convertir d'une façon plus réaliste les substances à courte durée de vie en équivalents  $\text{CO}_2$ . GWP100 reste toutefois la méthode convenue pour la communication dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat (CCNUCC 2018), comme c'était déjà le cas dans le cadre du protocole de Kyoto (CCNUCC 1997). Pour des raisons de cohérence avec les rapports sur le climat, les chiffres énoncés

ENVIRONNEMENT > CLIMAT



dans la présente stratégie représentent donc des équivalents CO<sub>2</sub> convertis suivant la méthode GWP100.

Les modèles climatiques tiennent néanmoins compte de la différence entre les substances à courte durée de vie et celles qui ont une longue durée de vie. La réduction des émissions mondiales de méthane est un moyen indispensable et très efficace à court terme pour limiter le réchauffement climatique à une valeur comprise entre 1,5 à 2 degrés Celsius. En effet, une réduction des émissions de méthane peut, à court terme, atténuer le changement climatique de manière bien plus importante que ne le montrent les inventaires de gaz à effet de serre. La seule chance d'obtenir en temps utile la neutralité climatique serait de diminuer massivement les émissions de ces gaz. Faut de quoi l'objectif visé, à savoir contenir le réchauffement entre 1,5 et 2 degrés C, deviendra inatteignable. C'est pour cette raison que la COP26 réunie à Glasgow a lancé le programme « Global Methane Pledge » en vue de réduire de 30 % les émissions de méthane à l'horizon 2030 par rapport à 2020. Quelque 150 pays, dont la Suisse, ont pris cet engagement.

Environnement Émissions de GES provenant de l'agriculture

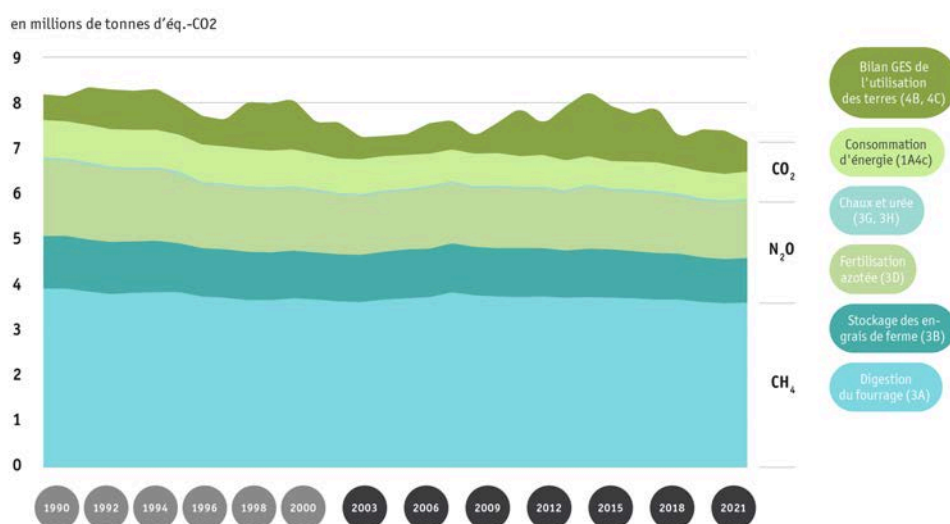


Figure 1 : Évolution des émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture entre 1990 et 2021 (en millions de tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub>)

Le total des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture suisse s'élevait à 7,15 millions de tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub> en 2021. La digestion du fourrage par les animaux de rente, principalement les bovins, représente de loin la part la plus importante, puisqu'elle est responsable de 3,63 millions de tonnes d'équivalent CQ, soit environ la moitié des émissions totales. La fumure azotée occasionne 1,26 million de tonnes d'équivalents CQ (env. 18 % des émissions totales). Le stockage des engrais de ferme contribue également de manière importante aux émissions, avec 0,96 million de tonnes d'équivalents CQ (env. 13 %). Le bilan des gaz à effet de serre liés à l'utilisation des terres (0,67 million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, environ 9 %) et à la consommation d'énergie des machines et bâtiments agricoles (0,59 million de tonnes d'équivalent CQ, environ 8 %) représente des parts moins importantes. Les émissions dues à l'utilisation de chaux et d'urée (0,05 million de tonnes d'équivalent CQ, moins de 1 %) sont en revanche négligeables.

Par ailleurs, la production agricole génère également des émissions « pré-chaîne ». Il s'agit des émissions générées par la fabrication à l'étranger de moyens de production importés, notamment les aliments pour animaux et les engrais minéraux. En 2021, environ 0,9 million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> ont été émises dans ce contexte. Ces émissions sont imputées aux

## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



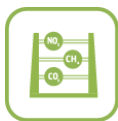
pays d'origine, conformément au principe de territorialité, et ne sont pas comptabilisées dans l'inventaire suisse des GES. Les émissions pré-chaîne ont augmenté de 21 % depuis 2007, notamment en raison de l'augmentation des importations d'aliments pour animaux.

À l'horizon 2050, la stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation (cf. article sur la stratégie Climat) poursuit les objectifs suivants dans le domaine du climat en ce qui concerne le système alimentaire, en accord avec les stratégies du Conseil fédéral :

- (1) La production agricole intérieure est adaptée au climat et aux conditions locales : elle contribue à hauteur d'au moins 50 % aux besoins alimentaires de la population en Suisse en tenant compte du potentiel de production du site et de la capacité d'absorption des écosystèmes.
- (2a) La population en Suisse se nourrit de manière saine et équilibrée, respectueuse de l'environnement et des ressources : son régime alimentaire est conforme aux recommandations de la pyramide alimentaire suisse, et l'empreinte de gaz à effet de serre de l'alimentation par habitant est réduite d'au moins deux tiers par rapport à 2020.
- (2b) L'agriculture suisse est plus respectueuse du climat : les gaz à effet de serre de la production agricole intérieure sont réduits de 40 % au moins par rapport à 1990. Les émissions restantes sont compensées autant que possible.

En ce qui concerne les émissions provenant de l'agriculture, les trois objectifs sont étroitement liés. Les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production agricole nationale (sans les émissions pré-chaîne) ont diminué d'un peu plus de 12 %, soit 0,4 % par an, depuis 1990. Les émissions de GES devraient diminuer de près de 1 % par an pour atteindre une réduction de 40 % d'ici à 2050. Si l'on se réfère à l'objectif intermédiaire de moins 20 % d'ici à 2030, les émissions de GES devraient diminuer d'environ 76 000 tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub> par an. Pour y parvenir, des efforts supplémentaires sont donc nécessaires. Les mesures de la stratégie Climat apportent une contribution importante à cet égard, mais il s'agit également de tirer parti de toutes les possibilités à l'échelon de l'exploitation. Les outils de bilan peuvent être d'une grande aide à cet égard.

## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



## Chances et difficultés du bilan des émissions de gaz à effet de serre à l'échelon de l'exploitation

**Les instruments permettant d'établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) par l'agriculture comptent beaucoup dans la lutte contre le réchauffement climatique. Leur utilisation est cependant difficile et, souvent, ils ne tiennent pas compte de certains aspects importants de l'utilisation rationnelle des sols et de la production de denrées alimentaires.**

L'agriculture contribue au réchauffement climatique, du fait des gaz à effet de serre (GES) qu'elle produit. Soucieuses d'atteindre les objectifs climatiques fixés par la Confédération (OFAG, OSAV, OFEV 2023), de nombreuses associations, interprofessions, entreprises et institutions réfléchissent avec les agriculteurs à la manière de réduire les émissions de GES. De nombreux calculateurs de GES ont vu le jour ; ils permettent d'évaluer les émissions des exploitations agricoles et de visualiser l'efficacité des mesures prises pour les faire baisser.

Différents projets pilotes (voir tableau 1) ont permis de dresser un bilan des premières expériences faites dans l'emploi de ces instruments.

**Tableau 1 : projets de protection du climat dans l'agriculture suisse et instruments servant à établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre (liste non exhaustive)**

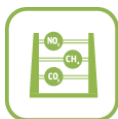
Projet	Promoteurs	Partenaires	Instrument
AgroCO2ncept	Verein AgroCO2ncept	Flury & Giuliani, Bodenseestiftung, Agroscope, ETHZ	ACCT
Klimaneutrale Landwirtschaft Graubünden	Maschinenring Graubünden, Flury & Giuliani	ALG, Plantahof, DVS, Agroscope, ZHAW, FiBL, HAFL, ETHZ	ACCT
KlimaStaR Milch	Aaremilch, Emmi, Nestlé, ZMP, AgroCleanTech	Liebegg (AG), Inforama (BE), BBZN (LU), HAFL, Agrofutura	KLIR
Plan Climat Vaudois	Proconseil / Prometerre	Canton de Vaud, AGRIDEA Lausanne	Cap'2er
Punktesystem IP-Suisse	IP-Suisse	Agroscope	SALCA

Établir un BEGES s'est révélé une tâche très complexe et difficile.

- Les limites inhérentes à ces systèmes n'ont pratiquement pas permis de tenir compte ni des gaz à effet de serre transportés au-delà du secteur considéré, ni de leur impact sur l'ensemble de l'agriculture et du secteur agroalimentaire.
- L'homogénéité des résultats exerce une influence déterminante sur l'évaluation de la performance climatique et environnementale. Pour protéger efficacement le climat, il faut réduire, en valeurs absolues, les émissions de GES (en équivalents CO<sub>2</sub> par an). Or, les progrès réalisés par les exploitations en fait d'efficacité carbone, de même que les comparaisons entre exploitations s'expriment souvent en valeurs relatives (par exemple en



## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



kg d'équivalents CO<sub>2</sub> par kg de lait) qui ne donnent aucune indication du volume global des émissions.

- Il est généralement impossible de distinguer les effets de l'activité agricole de ceux de phénomènes extérieurs sur lesquels l'agriculteur n'a aucune prise (par exemple les phénomènes climatiques ou les évolutions du marché).

Il résulte de ces considérations que le BEGES présente diverses difficultés sous les rapports suivants :

- la justesse des comparaisons entre exploitations,
- la rétribution du surcroît de travail ou des prestations de réduction, ainsi que
- l'intégralité de l'environnement vu comme un tout, au niveau de l'ensemble de l'agriculture et des systèmes alimentaires.

Il ne faut pas induire de développement erroné ; c'est pourquoi il importe de tenir compte, outre les émissions de GES, d'autres aspects du problème (cf. Bretscher et Felder, 2019). Il s'agit entre autres de l'adaptation de la production aux conditions locales et de l'usage efficient du sol, qui est une ressource très limitée (voir aussi Zumwald et al., 2019).

Le tableau 2 compare deux fermes laitières sous l'angle de leurs émissions de GES en valeurs absolues et de leur efficacité carbone. Il contient aussi, à part le BEGES, des indicateurs simplifiés de la concurrence dont les cultures destinées à l'alimentation humaine sont l'objet (quantité d'aliments concentrés achetés, par UGB) et de la concurrence pour l'utilisation des surfaces agricoles (surface agricole occupée par les cultures fourragères, par UGB).

**Tableau 2 : indicateurs de deux fermes laitières du projet AgroCO2ncept (cf. Zosso et al.)**

	Emissions (t équival. CO <sub>2</sub> /an)	Efficacité (kg équival. CO <sub>2</sub> /kg lait)	Aliments concentrés achetés (GJ/UGB)	Surface agricole occupée par cultures fourragères (ha/UGB)
<b>Ferme 1</b>	526	0,79	5,5	0,49
<b>Ferme 2</b>	298	1,00	0	0,10

La ferme 1 émet nettement moins de CO<sub>2</sub> par kg de lait que la ferme 2 ; elle serait donc considérée généralement comme plus efficace que l'autre. En outre, la ferme 1, par son activité d'élevage, accroît la concurrence sur la production alimentaire, un fait que la plupart des calculateurs de GES ne montrent pas directement. L'importance de la superficie des cultures fourragères (cultivées dans l'exploitation ou achetées) participe à l'affaiblissement du système alimentaire dans son ensemble. Il existe donc une opposition entre, d'une part, l'efficacité carbone par exploitation ou par volume de production et, d'autre part, l'efficacité globale du système. La recherche d'efficacité dans la consommation des ressources et l'impact sur le climat militent en faveur de la production alimentaire, c'est-à-dire, en l'occurrence, pour la ferme 2.

L'emploi de calculateurs GES dans les exploitations a eu pour effet de sensibiliser de façon générale les agriculteurs et d'identifier des moyens d'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, il ne permet pas de faire l'impasse sur un conseil et un suivi

## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



compétents qui tiendront compte de l'ensemble du système que constituent l'agriculture et le secteur agroalimentaire.

BLW, BLV, BAFU 2023: Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050. Réduction des émissions de gaz à effet de serre et adaptation aux effets du changement climatique pour un système alimentaire suisse durable. Bretscher D., Felder D. 2019: Une production respectueuse du climat. Rapport agricole 2019. Zosso et al. (en préparation pour Recherche agronomique Suisse). Zumwald et al. 2019: Indikatoren für die Flächen- und Nahrungsmittelkonkurrenz in der Schweizer Milchproduktion: Entwicklung und Test zweier Methoden. Agroscope Science 85.



## Un programme d'expériences pilotes pour s'adapter au changement climatique

**De nombreuses conséquences du changement climatique se font déjà sentir. Mais notre pays doit se préparer à des bouleversements beaucoup plus sérieux. La Confédération a réalisé un programme d'expériences pilotes qui a fourni de précieux enseignements, ainsi que des moyens concrets, pour l'agriculture, d'atténuer l'impact du réchauffement global.**

La Suisse est particulièrement touchée par les conséquences du changement climatique : la hausse des températures y est deux fois plus forte que dans le monde en moyenne. Le réchauffement accroît les risques de précipitations de forte intensité, de crues, de sécheresse ainsi que de coulées de boue. Soucieuse d'armer le pays contre la menace climatique, la Confédération a mis sur pied un programme pilote d'adaptation au changement climatique. Elle peut ainsi financer les projets innovants formés par les cantons, les villes et les communes afin que le pays puisse s'acclimater aux nouvelles conditions atmosphériques et météorologiques. La deuxième phase du programme, commencée en 2017 et comprenant cinquante projets, s'est achevée en 2023.

### Une vaste problématique

Le programme pilote couvrait un large ensemble de dangers prioritaires :

- la multiplication des fortes chaleurs ;
- une aggravation des sécheresses estivales ;
- un risque plus fort de crues, d'instabilité des versants et de glissements de terrain ;
- l'altération des écosystèmes et des espèces qui les composent ;
- la prolifération d'organismes nuisibles, de maladies et d'espèces invasives.

Certains projets concernent directement l'agriculture. À ce sujet, nous renvoyons le lecteur au site du National Center for Climate Services (NCCS) ; il y trouvera des informations sur les deux phases du programme, leurs résultats et leurs conclusions.

### Quatre exemples dans le domaine de l'agriculture

- Le projet « Stress thermique chez les bovins au pâturage » avait pour but de mettre au point une méthode de détection fiable du stress thermique chez les vaches laitières. Les spécialistes ont pu identifier les comportements indiquant aux éleveurs que l'animal présente des symptômes d'hyperthermie. Il apparaît ainsi qu'en pâture, les vaches souffrant d'une chaleur excessive se couchent moins souvent, sont moins actives et respirent plus vite. De même, elles se tiennent plus près de l'abreuvoir et plus proches les unes des autres. Abriter les vaches à l'étable pendant les heures les plus chaudes est une première mesure répandue et manifestement efficace, mais qui est souvent prise trop tard. Dans les zones où il fait généralement chaud, il faudrait prendre des précautions supplémentaires : par exemple procurer de l'ombre au bétail en pâture ou dans les aires

## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



d'exercice, ou envisager de le faire pâturer à des altitudes plus élevées. Dans le domaine de la sélection, l'élevage des vaches laitières gagnerait à opter pour des races et des lignées résistant mieux aux climats plus chauds.

- Le projet « Vignoble neuchâtelois » consistait à évaluer les fluctuations des valeurs climatiques mesurées dans la région de Neuchâtel, afin de déterminer les mesures à prendre pour protéger le vignoble contre les effets du réchauffement. Il ressort de cette étude que le climat des vignes de basse altitude se prête de plus en plus à la culture des cépages supportant la chaleur, comme le merlot. Il apparaît par contre nécessaire de déplacer les cépages sensibles, tels que le pinot noir, vers des vignes de plus haute altitude où la température est plus fraîche. En attendant, le maintien à court ou à moyen terme de la qualité de la production du pinot noir passe par l'emploi de porte-greffes caractérisés par un système racinaire très développé, par le maintien d'un couvert végétal et la plantation d'arbres et de haies autour du vignoble.
- Le projet « Réservoirs pour l'irrigation » a été réalisé dans le canton de Bâle-Campagne en vue de découvrir un moyen de satisfaire la hausse de la consommation d'eau par l'agriculture, compte tenu du fait que les petits cours d'eau du canton sont parfois asséchés. Les responsables du projet ont donc étudié la possibilité de créer des réservoirs d'eau pour répondre aux nécessités locales ou régionales de l'irrigation. Ils ont rédigé des recommandations sur l'irrigation, sous la forme d'une fiche technique destinée aux agriculteurs, ainsi que deux rapports sur la création de réservoirs, adressés aux services spécialisés des cantons.
- Grâce au projet « L'adaptation, un atout pour l'agriculture », il a été possible de concevoir, sur la base d'une large réflexion, une stratégie d'adaptation de l'agriculture aux conditions locales et au changement climatique, dans le Bünztal argovien. L'élément fondamental de cette stratégie consiste à définir les possibilités et les limites du développement agricole sous un climat plus sec. Les analyses montrent que l'irrigation offre des chances aux surfaces cultivées, notamment grâce aux technologies numériques et aux améliorations techniques, gages d'une plus grande efficacité. Toutefois, l'irrigation ne se justifie que dans les cultures maraîchères, les cultures fruitières et celle des petits fruits. Or, ces cultures ne représentent qu'à peine 10 % des surfaces cultivées étudiées, l'irrigation s'avérant infructueuse pour les 90 % restants. C'est pourquoi l'équipe à la tête du projet préconise de choisir des cultures et des variétés supportant la sécheresse.



## Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation

**Pour le secteur agroalimentaire, l'avenir est lourd d'enjeux. Soucieux de contrer la menace, l'OFAG, l'OFEV et l'OSAV ont conçu conjointement la Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation, afin que le système alimentaire réduise ses émissions de gaz à effet de serre et s'adapte au changement climatique.**

Le secteur agroalimentaire affronte de graves difficultés dues au changement climatique. Températures en hausse, bouleversement du régime des précipitations et multiplication des phénomènes climatiques extrêmes font peser une menace grandissante sur la production agricole. Simultanément, le secteur agroalimentaire contribue lui-même, d'une façon significative, aux émissions de gaz à effet de serre qui alimentent le réchauffement climatique. [\(Link auf den Artikel zu THG-Emissionen im Agrarbericht 2023.\)](#)

Pour contrer la menace et renforcer durablement l'agriculture et le secteur agroalimentaire suisses, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) ont arrêté en septembre 2023 la Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation. Pour la Confédération, il s'agit de diminuer les émissions de polluants liées au système alimentaire et d'améliorer la capacité d'adaptation du secteur au changement climatique. Cette stratégie sert à la fois de ligne directrice et de cadre à l'action politique et au travail de l'administration pour faire évoluer le système alimentaire vers une meilleure protection du climat et une adaptation au changement climatique. La nouvelle stratégie, qui remplace celle de 2011, a été conçue en parallèle à la Stratégie pour le développement durable 2030, définie par le Conseil fédéral, et repose sur les principes définis dans le rapport sur l'orientation future de la politique agricole publié en 2022.

La première partie de la stratégie comporte trois objectifs finaux à atteindre d'ici à 2050, à savoir faire en sorte que :

- l'agriculture produise conformément aux conditions climatiques et locales, afin que le pays atteigne un taux d'autosuffisance alimentaire de 50 % ;
- la population se nourrisse de façon saine et équilibrée, de telle sorte que l'empreinte environnementale de l'alimentation, par individu, diminue de deux tiers par rapport à 2020 ;
- les émissions de gaz à effet de serre dues à la production agricole en Suisse baissent d'au moins 40 % par rapport à 1990.

Pour atteindre ces trois objectifs finaux, la stratégie en fixe huit autres, qui leur sont subordonnés et touchent les domaines suivants : la consommation, le gaspillage des aliments, le commerce extérieur, l'alimentation animale, la nutrition des plantes, les éléments fertilisants, la gestion de l'eau, le sol et l'énergie (voir encadré).

La seconde partie de la Stratégie climatique pour l'agriculture et l'alimentation consiste en un plan d'action articulé en 42 mesures dont certaines sont déjà engagées, d'autres nouvelles, et qui permettront d'atteindre d'ici à 2030 les objectifs définis dans la première partie de la stratégie. Les mesures visent aussi bien la réduction des émissions de gaz à effet de serre que l'adaptation au changement climatique concernant toute la filière, de la production à la consommation en passant par la transformation et la distribution. Le plan d'action a été conçu

## ENVIRONNEMENT &gt; CLIMAT



avec le concours du groupe de suivi, composé de représentants de l'agriculture, de la protection de l'environnement, de la science et de l'administration.



**Atteindre des modèles de consommation préservant les ressources**

Il faut accroître à long terme la part de la population se nourrissant comme le préconise la pyramide alimentaire suisse.



**Assurer la nutrition des végétaux et des animaux et la terre en limitant les déperditions d'azote**

L'usage efficient des engrais et des éléments fertilisants réduira autant que possible la dispersion des fertilisants dans l'environnement.



**Réduire le gaspillage alimentaire**

Les pertes alimentaires évitables doivent être minimisées à tous les niveaux de la chaîne de création de valeur. Le Conseil fédéral a adopté en 2022 un plan d'action contre le gaspillage des denrées alimentaires.



**Gérer avec parcimonie les ressources en eau**

Ménager les ressources en eau et les exploiter de façon prévoyante à l'échelle régionale réduit les risques de conflits et augmente la sécurité alimentaire.



**Axer les relations commerciales sur la durabilité**

Le commerce extérieur doit contribuer au développement durable du secteur agroalimentaire en Suisse comme à l'étranger.



**Améliorer la fertilité du sol et la séquestration du carbone**

Les quantités de carbone déjà présentes dans les sols doivent être maintenues durablement et augmentées là où c'est possible ou nécessaire.



**Optimiser les portefeuilles de production**

Les terres assolées doivent être réservées à la production de denrées servant directement l'alimentation humaine, et le bétail devrait être nourri d'herbages cultivés non en terres assolées, mais dans les prairies.



**Diminuer la consommation d'énergie et miser plus sur les sources d'énergie renouvelable**

La consommation globale d'énergie doit être réduite par le recours à des machines et des équipements moins gourmands en énergie et l'optimisation du bilan énergétique des bâtiments ; il faut aussi exploiter le potentiel de production des énergies renouvelables.

## ENVIRONNEMENT &gt; ÉNERGIE



## Consommation énergétique de l'agriculture

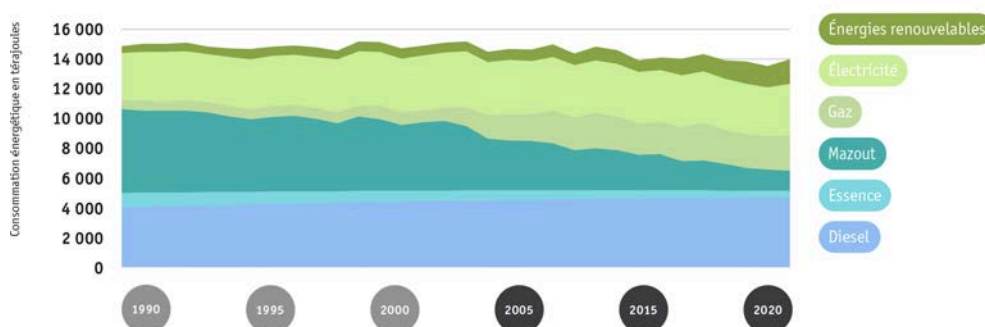
**La pénurie d'électricité de l'hiver 2022-2023 a montré une fois de plus que la Suisse dépendait des sources d'énergie fossile. L'agriculture, elle aussi, doit relever le défi de réduire sa consommation d'énergie tout en contribuant à l'approvisionnement énergétique.**

Selon les données actuelles du monitoring agro-environnemental, la consommation énergétique directe de l'agriculture a légèrement augmenté en 2021, pour atteindre 14 000 TJ, soit 4 % de plus que l'année précédente. Elle reste globalement stable par rapport aux années 1990 à 2020. Les consommations qui fluctuent le plus sont celles de l'essence, du mazout et du gaz.

- La part des carburants (diesel et essence) dans la consommation totale a légèrement diminué par rapport à 1990, tandis qu'elle n'a guère changé depuis 2020. Comme auparavant, le diesel a été en 2021 l'agent énergétique le plus consommé par l'agriculture, avec une part de 33 % (4696 TJ) du total. La consommation d'essence a continué à reculer.
- Depuis 1990, la consommation de combustibles fossiles a globalement diminué, avec une baisse plus notable pour le mazout. Mais, en parallèle, la consommation de gaz a nettement augmenté depuis 1990 : en 2021, elle représentait 19 % de la consommation totale, soit 2343 TJ.
- Par rapport à 2020, la part de l'électricité dans cette consommation énergétique est légèrement moindre. L'énergie produite au sein des exploitations à partir de sources renouvelables joue un rôle croissant et couvre désormais 12 % de la consommation totale, un chiffre qui était de 4 % en 1990. Les énergies renouvelables ont connu un véritable essor au cours des dix dernières années.

De manière générale, on observe une mutation dans la répartition entre les différents agents énergétiques : l'agriculture mise davantage sur les énergies renouvelables, tandis qu'essence et mazout perdent peu à peu de l'importance.

Consommation énergétique directe de l'agriculture suisse (1990-2020)



## La consommation indirecte d'énergie continue à augmenter

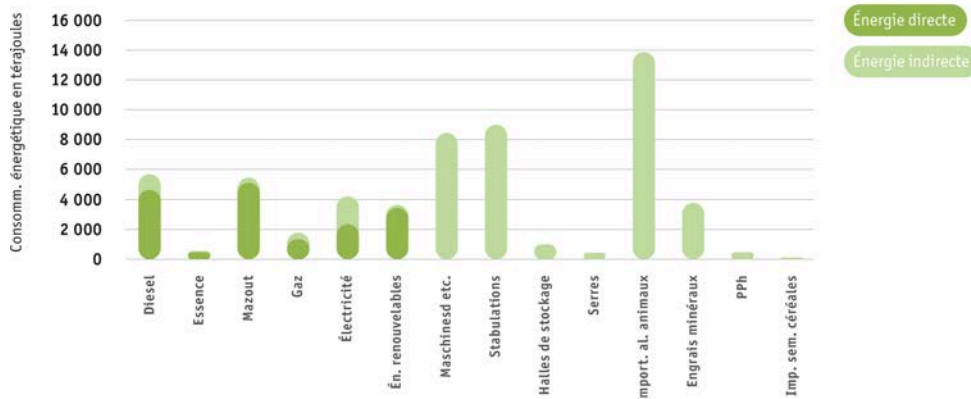
Dans l'agriculture, c'est surtout la consommation indirecte d'énergie qui vient alourdir le total de la consommation, en sus de la consommation directe. En 2021, elle était de quelque 41 000 TJ, soit presque trois fois le volume d'énergie directe consommée. L'importation d'aliments pour animaux en représentait 34 %, soit une part dans la consommation totale qui a presque

ENVIRONNEMENT > ÉNERGIE

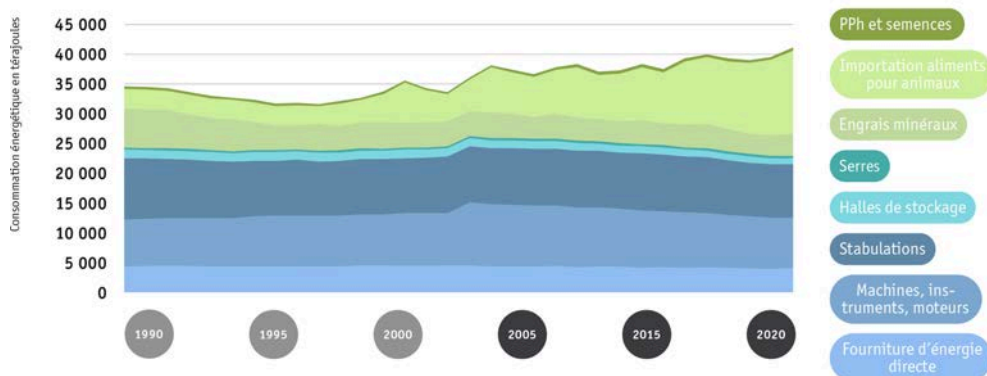


triplé depuis l'année 2000, alors que les autres postes ont vu leur part se réduire ou rester stable.

Consommation directe et indirecte d'énergie (2021)



Consommation énergétique indirecte de l'agriculture suisse (1990-2020)



L'efficacité énergétique, c'est-à-dire le rapport entre l'énergie produite (extrant) et l'énergie consommée (intran), était en 2021 de 38 %, soit une nouvelle fois en légère baisse. Considéré inversement, ce rapport signifie qu'il faut en moyenne 2,6 joules pour produire 1 joule d'énergie destinée à l'alimentation humaine.

Évolution attendue et futurs défis

La consommation indirecte, liée à l'infrastructure de production (bâtiments et machines, etc.) est restée quasi identique depuis 2006. La consommation d'énergie va probablement continuer à augmenter sous l'effet de la progression du numérique et de l'agriculture en environnement contrôlé (*Controlled Environment Agriculture (CEA)*) comme les serres ou les fermes verticales. Selon le rapport Global CEA Census Report 2021, la consommation d'énergie des fermes verticales, qui ont besoin en moyenne de 38,8 kWh par kg de récolte, est nettement supérieure à celle des serres traditionnelles, qui se contentent, en moyenne, de 5,4 kWh par kg. Une enquête menée par Agroscope auprès d'experts laisse entrevoir que les machines autonomes et les robots seront bientôt très répandus, en particulier dans les domaines de l'irrigation et du désherbage : dans dix ans, plus de 50 % des exploitations maraîchères de Suisse utiliseront ce type de machines pour ces fonctions (elles étaient moins de 15 % en 2018). Le secteur maraîcher et horticole veut couvrir davantage ses besoins énergétiques accrus par des énergies renouvelables et s'est fixé pour cela des objectifs ambitieux dans la stratégie

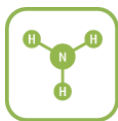


## ENVIRONNEMENT &gt; ÉNERGIE



énergétique de l'UMS : d'ici 2030, les serres présentes sur sol suisse devront être chauffées à 80 % sans combustibles fossiles, et s'en passer complètement d'ici 2040.

En sus de réduire sa consommation, l'agriculture peut aussi contribuer activement à l'approvisionnement en énergie par la production d'énergie issue de sources renouvelables (p. ex. le solaire ou la biomasse). Il est possible, par exemple, de poser des installations solaires sur les toits des bâtiments agricoles ou sur des surfaces cultivées (Agri-PV) afin de disposer de courant produit localement, pour la propre consommation ou l'injection dans le réseau électrique, ce qui contribue à la production décentralisée d'électricité.



## Moins d'ammoniac et de nuisances olfactives, un projet d'utilisation durable des ressources

L'ammoniac est un gaz provenant entre autres de la décomposition des déjections animales. Transporté par le vent, il s'accumule dans les écosystèmes, où il provoque une fertilisation excessive par l'azote. La pratique de l'élevage intensif se traduit non seulement par une hausse des émissions de ce gaz, mais aussi par une augmentation de la concentration en sulfure d'hydrogène et en composés organiques volatils qui sont responsables d'odeurs nauséabondes. C'est notamment le cas en Suisse centrale, où les animaux d'élevage sont nombreux. Un projet d'utilisation durable des ressources, cofinancé par l'OFAG, a été lancé en vue de réduire à long terme ces émissions.

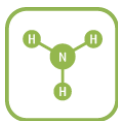


Les émissions d'ammoniac font perdre à l'agriculture de précieuses quantités d'azote qui échappent à la production végétale et à la production animale. Dans l'environnement, l'apport surabondant d'azote ammoniacal entraîne une fertilisation excessive et une acidification des écosystèmes fragiles. Par ailleurs, l'expansion démographique des trente dernières années, de même que le mitage du territoire ont abouti à une certaine promiscuité entre les fermes d'élevage et les zones résidentielles. Or, de nos jours, la population est devenue moins tolérante à l'égard des odeurs produites par l'agriculture. Ces odeurs augmentent avec la taille des cheptels ainsi qu'avec la multiplication des étables ventilées et des aires de sorties en plein air. C'est pourquoi un projet a été lancé en Suisse centrale en vue de réduire les émissions d'ammoniac et les nuisances olfactives produites par les élevages de bovins et les élevages de porcs. Le projet, dont le coup d'envoi a été donné en 2021, durera six ans. Le suivi de l'efficacité des mesures durera ensuite deux ans.

### Des informations à caractère pratique

Il s'agit de fournir des aides à la construction ou à la modernisation d'étables ou de porcheries, dont les émissions devront être réduites significativement, de telle sorte qu'elles ne soient plus

## ENVIRONNEMENT &gt; AIR



jugées excessives dans les communes. Objectifs visés dans les fermes participant au projet : réduire d'au moins 40 % les émissions des étables avec aires de sortie et pâturages ainsi que les émissions des porcheries avec aires de sortie. Les émissions des porcheries sans aire de sortie devront diminuer d'au moins 70 % par rapport à la situation antérieure au projet. Quant aux fermes d'élevage de vaches laitières ou de vaches mères, elles devront, en l'absence de mesure d'amélioration du bâtiment, baisser d'au moins 20 %. En outre, les fermes qui diversifient leur production devront réduire leurs émissions d'ammoniac d'au moins 40 % par rapport à la situation antérieure au projet. Celui-ci comporte également un ensemble d'instruments à caractère pratique, à l'usage des exploitants, des interprofessions, des autorités communales et des autorités cantonales. Il s'agit d'instructions et de listes de mesures à prendre pour éviter ou résoudre les problèmes d'odeurs et les conflits qui en résultent ; ces instruments enrichiront les compétences techniques des personnes concernées. Le projet doit aussi permettre aux éleveurs d'identifier des activités de substitution à l'élevage intensif.

Pour de plus amples informations sur le projet, veuillez consulter le site internet du Luzerner Bäuerinnen und Bauern Verbandes ainsi que celui des programmes d'utilisation durable des ressources naturelles.



## Introduction

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est le centre de compétences de la Confédération pour le secteur agricole. En collaboration avec les cantons et les organisations mandatées, l'OFAG exécute les décisions du peuple, du Parlement et du gouvernement et participe activement à l'élaboration de la politique agricole. Concrètement, l'OFAG a pour mission de mettre en œuvre les mesures prévues par la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr). La LAgr forme le cadre d'une agriculture durable, plus respectueuse de l'environnement et innovante : la production et la vente de produits agricoles en Suisse et à l'étranger sont encouragées et les prestations d'intérêt général et écologiques de l'agriculture sont rémunérées par des paiements directs. Les mesures de la LAgr ont pour but de permettre aux paysans de produire des denrées alimentaires de haute qualité grâce à une production durable et orientée vers le marché, et d'apporter ainsi une contribution essentielle :

- à la sécurité de l'approvisionnement de la population ;
- à la préservation des ressources naturelles ;
- à l'entretien du paysage rural ;
- à l'occupation décentralisée du territoire ;
- au le bien-être des animaux.

Les mesures de la LAgr ont pour fondement les deux articles de la Constitution fédérale consacrés à l'agriculture : l'art. 104 (1996), et l'art. 104 (2017).

Les fonds de la Confédération affectés à l'agriculture sont répartis en trois domaines de dépenses, assortis chacun d'un plafond : « Production et ventes », « Paiements directs » et « Bases de production ».

### Production et ventes

Les instruments de ce volet de la politique fournissent le cadre qui permet à l'agriculture suisse de créer une valeur ajoutée la plus élevée possible sur les marchés nationaux et étrangers grâce à une production durable et de haute qualité.

### Paiements directs

Le marché ne rémunère que partiellement certaines prestations de l'agriculture en faveur de la société, telles que l'entretien du paysage, la préservation des ressources naturelles (le sol, l'eau, l'air), la contribution à l'occupation décentralisée du territoire, la promotion de la biodiversité et du bien-être des animaux. En octroyant des paiements directs, la Confédération fait en sorte que l'agriculture fournisse malgré tout ces prestations d'intérêt général.

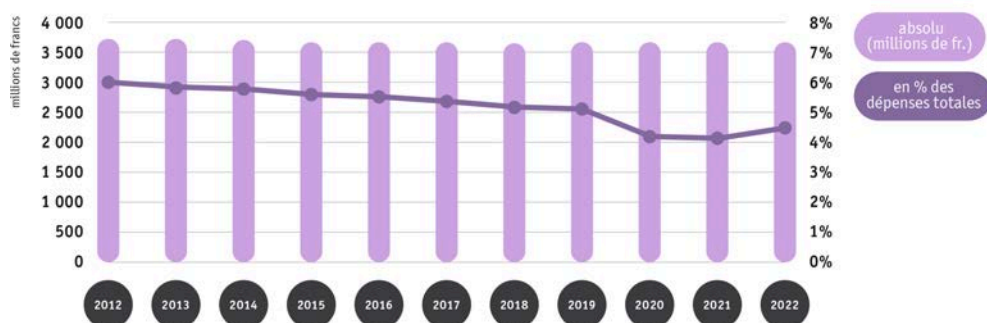
### Bases de production

Les instruments utilisés dans ce domaine contribuent principalement à réduire les coûts et en général à renforcer la compétitivité. Il s'agit plus concrètement de mesures qui concernent l'amélioration des structures et l'encouragement de la vulgarisation, de la sélection végétale et animale et des ressources génétiques. Ils soutiennent indirectement la production agricole et, par la même occasion, les prestations d'intérêt général de l'agriculture.

## POLITIQUE &gt; INTRODUCTION



Évolution des dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation



Source : Compte d'État

En 2022, la Confédération a déboursé en tout 3,659 milliards de francs pour le domaine d'activités « Agriculture et alimentation », ce qui correspond à 4,5 % de ses dépenses totales.

Dans l'ensemble, les dépenses pour l'agriculture et l'alimentation arrivent en septième position :

- Prévoyance sociale (30,222 milliards),
- Finances et les impôts (11,620 milliards),
- Transports (10,801 milliards),
- Formation et la recherche (7,528 milliards),
- Sécurité (5,927 milliards),
- Relations avec l'étranger – coopération internationale (3,816 milliards),
- Agriculture et alimentation (3,659 milliards)

Elles sont restées au même niveau que l'année précédente. Les trois quarts des dépenses pour l'agriculture concernent les paiements directs (2,8 milliards), qui sont restés constants par rapport à l'année précédente. Les dépenses ont légèrement augmenté (+4 millions) dans le domaine de la production et des ventes parce qu'il a été possible de verser, comme prévu, plus de suppléments laitiers. Quant aux bases de production (+3 millions), le Parlement a décidé, au moment de fixer les plafonds des dépenses 2022-2025, de subventionner davantage les améliorations structurelles nécessaires pour des mesures écologiques.

Les autres dépenses ont mobilisé moins de moyens financiers que l'année précédente (-8 millions) : on constate une diminution des fonds consacrés aux allocations familiales dans l'agriculture (-3 millions) et aux dépenses administratives de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG ; -6 millions). Ce recul tient au fait que les charges et les revenus de la banque de données sur le trafic des animaux sont désormais directement gérés par la société Identitas, et non plus via l'OFAG. Les fonds utilisés pour les contributions en faveur de la recherche ont, par contre, augmenté de 1 million.

### Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation

## POLITIQUE &gt; INTRODUCTION



Poste de dépenses	2018	2019	2020	2021	2022
	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.
Amélioration des bases de production et mesures sociales	132	132	132	135	138
Production et ventes	428	527	541	534	538
Paievements directs	2 805	2 815	2 811	2 811	2 811
Autres dépenses	274	184	178	180	171
<b>Total agriculture et alimentation</b>	<b>3 640</b>	<b>3 658</b>	<b>3 662</b>	<b>3 660</b>	<b>3 659</b>

Sources : Compte d'État, OFAG

## Simplification administrative

À travers le postulat 20.3931 « Orientation future de la politique agricole », le Parlement a demandé au Conseil fédéral d'examiner comment réduire la complexité des instruments de politique agricole et la charge administrative qui pèse sur les exploitants et sur l'administration elle-même. Le 22 juin 2022, le Conseil fédéral a adopté le rapport « Orientation future de la politique agricole », élaboré en réponse aux postulats 20.3931 et 21.3015.

Le Conseil fédéral constate que, ces dernières décennies, une multitude de facteurs ont accru la complexité des instruments de politique agricole et la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs ainsi que sur les services chargés de l'exécution (cantons, organes de contrôle, Confédération). Selon lui, les facteurs principaux sont les suivants :

- les objectifs visés par la politique agricole et la politique environnementale ne sont pas tous pleinement atteints et sont parfois divergents ;
- la structure des exploitations agricoles a changé ;
- des intérêts économiques privés ;
- des interventions politiques et des revendications du Parlement et du secteur se sont traduites par une amplification de la réglementation et des tâches administratives ;
- le volume des mesures n'a pas pu être réduit car des groupes d'intérêts se sont opposés à la suppression des dispositifs actuels.

Globalement, il n'a pas été possible, ces dernières années, de simplifier le système de façon notable ni d'inverser la tendance, malgré les nombreuses mesures d'allègement ponctuelles incluses dans les différents trains d'ordonnances. De nouveaux programmes et de nouvelles contributions ont été introduits, notamment pour les paiements directs, en vue de réduire les écarts entre objectifs et résultats, sans que des mesures moins efficaces n'aient pour autant pu être supprimées en parallèle.

C'est pourquoi il est prévu de mettre l'accent, dans la future politique pour une agriculture et un secteur agroalimentaire durables, sur la simplification des instruments de politique

## POLITIQUE &gt; INTRODUCTION



agricole actuels et sur l'allègement des tâches administratives qui incombent aux exploitations agricoles et aux services chargés de l'exécution.

Il faudra à l'avenir miser davantage sur la responsabilité individuelle des filières et sur l'orientation vers les objectifs, surtout pour atteindre les objectifs écologiques. Associer plus étroitement les acteurs du marché à la réalisation des objectifs environnementaux (objectifs climatiques, etc.) contribuera à une meilleure réalisation des objectifs tout en offrant des possibilités de simplification. Il s'agit, à cet égard, de tirer parti du gros potentiel qu'offre le numérique.

Le Conseil fédéral soumettra au Parlement, au plus tard d'ici à fin 2027, un message sur la future politique agricole (22.4251 | Rapport sur l'orientation future de la politique agricole. Concrétisation de la ligne stratégique | Objet | Le Parlement suisse).

Dans l'intervalle, les mesures de simplification peuvent être appliquées par voie d'ordonnance ou grâce au numérique : par exemple, pour la mise en œuvre de l'obligation de communiquer décidée par le Parlement – par l'initiative parlementaire 19.475 – le projet digiFLUX facilitera du point de vue administratif l'enregistrement d'applications ainsi que le commerce de produits phytosanitaires et d'éléments fertilisants.

## Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation, en 1 000 fr.

Domaine	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Groupe de tâches: agriculture et alimentation</b>	<b>3 705 974</b>	<b>3 692 510</b>	<b>3 667 267</b>	<b>3 659 325</b>	<b>3 651 974</b>	<b>3 639 702</b>	<b>3 658 151</b>	<b>3 661 531</b>	<b>3 659 792</b>	<b>3 658 621</b>
<b>Dans le cadre de l'enveloppe financière</b>	<b>3 438 065</b>	<b>3 429 696</b>	<b>3 385 284</b>	<b>3 384 246</b>	<b>3 380 693</b>	<b>3 365 820</b>	<b>3 473 794</b>	<b>3 483 865</b>	<b>3 480 280</b>	<b>3 487 204</b>
Amélioration des bases de production & Mesures d'accompagnement social	189 244	184 090	159 564	148 009	136 752	132 445	132 274	131 536	134 682	137 921
Améliorations structurelles	87 808	89 157	94 659	83 808	79 668	82 200	82 783	80 600	84 298	87 038
Crédits d'investissements	51 000	45 132	15 283	13 034	6 829	939	- 260	440	0	0
Aide aux exploitations paysannes	689	837	203	1 090	257	-1	167	358	0	0
Sélection végétale et élevage	37 747	36 973	37 549	38 479	38 379	38 495	38 519	39 466	39 378	39 867
Vulgarisation agricole	12 000	11 991	11 870	11 598	11 620	10 813	11 067	10 672	11 007	11 016
Production et ventes	450 089	430 739	430 535	434 462	437 553	427 990	526 969	541 037	534 309	537 986
Promotion de la qualité et des ventes	56 366	59 736	60 797	62 246	64 817	64 983	64 706	65 195	64 163	63 851
Économie laitière <sup>1</sup>	301 329	295 530	295 436	295 492	296 273	292 990	371 642	371 905	381 774	387 274
Économie animale <sup>1</sup>	11 846	11 876	11 967	12 166	12 288	5 283	5 725	8 443	5 674	4 711
Production végétale	80 549	63 597	62 335	64 558	64 175	64 733	84 895	95 492	82 698	82 150
Paielements directs	2 798 732	2 814 866	2 795 185	2 801 776	2 806 387	2 805 385	2 814 551	2 811 292	2 811 289	2 811 296
Paielements directs Agriculture		2 814 866	2 795 185	2 801 776	2 806 387	2 805 385	2 814 551	2 811 292	2 811 289	2 811 296
Paielements directs généraux	2 150 471									
Paielements directs écologiques	648 261									
<b>En dehors de l'enveloppe financière</b>	<b>267 909</b>	<b>262 815</b>	<b>281 982</b>	<b>275 078</b>	<b>271 281</b>	<b>273 882</b>	<b>184 357</b>	<b>177 666</b>	<b>179 512</b>	<b>171 418</b>
Administration	54 237	55 777	54 664	55 884	51 863	53 271	52 747	55 771	56 766	51 811
Protection des végétaux	2 113	2 055	1 310	514	2 120	1 246	1 679	1 087	2 308	1 969
Exécution et contrôle (Agroscope)	55 346	54 807	55 366	53 530	51 838	62 492	64 305	65 604	66 946	66 804
Haras (Agroscope)	8 739	8 654	8 742	8 452	8 185	8 257	8 659	8 702	8 923	9 119
Produits agricoles transformés (AFD)	70 000	70 000	95 600	94 599	94 600	94 600	5 833	0	0	0
Allocations familiales dans l'agriculture (OFAS)	77 475	71 521	66 300	62 100	63 800	54 700	52 300	47 700	46 200	43 200
Autres					- 1 125	-684	-1166	-1198	-1630	-1485
<b>Dépenses en dehors de l'agriculture</b>	<b>145 488</b>	<b>146 836</b>	<b>150 022</b>	<b>147 672</b>	<b>144 082</b>	<b>145 366</b>	<b>150 102</b>	<b>153 889</b>	<b>157 218</b>	<b>159 843</b>
Recherche et développement Agriculture	81 967	81 881	85 440	84 201	81 680	82 167	86 007	87 671	90 969	94 051
Santé animale	55 971	57 596	57 140	56 541	55 161	55 527	56 332	58 020	58 054	57 678
FAO	7 550	7 359	7 442	6 929	7 241	7 671	7 763	8 198	8 194	8 114

<sup>1)</sup> À partir de 2018, les dépenses liées à l'administration du soutien des prix du lait et à l'indemnisation des organisations privées pour les bovins d'abattage et la viande seront incluses dans le budget global de l'OFAG (administration) et ne seront plus incluses dans l'enveloppe financière pour la production et les ventes.

<sup>2)</sup> Suite à l'introduction d'un supplément laitier général et d'un supplément pour les céréales qui représentent un total de 95 millions, la suppression des contributions à l'exportation de produits agricoles est compensée (en dehors des enveloppes financières). En outre, le Conseil fédéral a décidé de soutenir à titre temporaire la production indigène de sucre, notamment à l'aide d'une hausse des contributions à des cultures particulières jusqu'en 2021.

Sources : Comptes d'État, OFAG





## La réglementation des importations et son application

Les tâches d'exécution de l'OFAG comprennent entre autres la réglementation des importations. Après l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2022, de simplifications importantes de ces réglementations, l'accent a été mis, au cours de l'année sous revue, sur le renouvellement de l'application informatique de l'OFAG servant à la gestion des contingents. En parallèle, les préparatifs pour la nouvelle législation douanière et des projets liés au nouveau programme de transformation numérique DaziT de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) étaient en cours.

Les entreprises qui souhaitent importer des produits agricoles doivent se plier à une multitude de règles. L'OFAG met tout en œuvre pour simplifier celles qui s'appliquent à l'importation proprement dite et pour réduire autant que se peut le travail administratif qu'elles occasionnent. Comme par le passé, il s'attache, dans la réglementation (ordonnance sur les importations agricoles, OIAgr) et son application, à ce que toutes les entreprises qui le désirent puissent obtenir des parts de contingents d'importation. En outre, l'OFAG s'engage à faciliter autant que possible les opérations pour tous les participants, grâce aux processus informatisés et aux informations en ligne.



**Les émoluments pour l'importation avec un permis général d'importation (PGI) sont supprimés et d'autres simplifications sont mises en œuvre**

De nombreuses simplifications des réglementations d'importation sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. L'OFAG ne demande plus d'émoluments pour l'importation de marchandises avec un permis général d'importation (PGI). Les coûts et les charges administratives dans les entreprises d'importation ont de la sorte pu être considérablement réduits. En parallèle, les recettes de la Confédération ont diminué d'environ 2,7 millions de francs par an.

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



L'OFAG propose en outre de supprimer à l'avenir le PGI obligatoire, lorsque cela semble possible et judicieux. Depuis 2022, plus de 40 numéros du tarif douanier ne sont plus soumis au PGI obligatoire, dont les numéros pour la semence de bovins, certaines céréales, les produits à base de fruits et les produits laitiers en dehors (et parfois aussi dans le cadre) des contingents tarifaires. La prochaine étape sera la suppression complète du permis général d'importation. Le programme de transformation numérique DaziT de l'OFDF prévoit d'utiliser le numéro d'identification du partenaire commercial pour de nombreux usages dans les domaines des autorisations, du trafic financier, de la gestion des contingents tarifaires, etc. Les projets à ce sujet sont en cours, les premières étapes du DaziT ont été mises en œuvre et les premières nouvelles applications fonctionnent déjà. L'OFAG travaille à la révision de la gestion numérique des contingents pour le 1<sup>er</sup> juillet 2025, qui intégrera également l'application actuelle « eKontingente ». De son côté, l'OFDF remplacera le système de gestion actuelle des contingents tarifaires « e-Quota » par la gestion des autorisations « Autorisazion ». L'application « e-Quota » a actuellement deux fonctions principales : d'une part, elle permet de gérer les contingents tarifaires répartis dans l'ordre de réception des déclarations en douane (procédure dite du fur et à mesure à la frontière). L'état actuel de l'utilisation des contingents est publié sur le site Internet de l'OFDF, à la page Quota (admin.ch). D'autre part, « e-Quota » sert à administrer les parts de contingent individuelles attribuées par l'OFAG. L'état actuel de ces contingents est envoyé à « eKontingente » et peut y être consulté par les détenteurs de contingents. « Autorisazion » reprendra ces fonctions, mais sera également intégré à d'autres processus dans le contexte international et effectuera des contrôles automatisés pour d'autres offices.

L'état des contingents figurant dans « e-Quota » n'est pas uniquement utilisé dans eKontingente. Au mois de janvier de l'année suivante, les attributions de contingents et l'utilisation des parts de contingents individuelles d'une année civile seront publiées sur le site Internet de l'OFAG, à la page Publication de l'attribution des contingents tarifaires (admin.ch). Ces données seront publiées à l'occasion du rapport du Conseil fédéral sur les mesures tarifaires. Le rapport lui-même comprendra notamment les modifications de l'ordonnance sur les importations agricoles, par exemple les augmentations temporaires de divers contingents tarifaires (partiels).

## Résultats des mises en adjudication pour la période contingente 2022

La répartition des contingents tarifaires, c'est-à-dire la quantité limitée qui peut être importée à un taux réduit, représente une partie importante de l'application de la réglementation des importations. Une méthode de répartition fréquemment employée est la procédure d'adjudication. L'OFAG a réalisé 113 mises en adjudication pour la période contingente 2022, dont 102 rien que dans le domaine de la viande. Au total, l'OFAG a facturé plus de 234 millions de francs aux importateurs, dont plus de 90 % étaient des factures d'enchères pour des parts de contingent de produits à base de viande et de charcuterie.

Les résultats détaillés des ventes aux enchères des contingents figurent dans le tableau ci-dessous.

**Résultats des mises en adjudication pour la période contingentaire 2022**

Groupe de produits et produits mis en adjudication	Unité	Quantité mise en adjudication	Prix d'adjudication, moyenne	Part du contingent tarif. (partiel) total mise en adjudication	Mises en adjudication 2022	Participants par appel d'offres
		Nombre d'unités	fr. / unité	%	Nombre	Nombre, ou nombre moyen
<b>Viande, y compris produits à base de viande et charcuterie, ainsi que produits laitiers et animaux d'élevage</b>						
Volaille	kg br.	50 300 000	2.18	100	5	82
Viande ovine	kg br.	2 750 000	3.90	50	6	32
Viande caprine	kg br.	120 000	6.33	60	2	20
Viande chevaline	kg br.	1 410 000	0.14	60	4	20
Viande de veau (carcasses, pistolas)	kg br.	212 500	8.37	50	5	16
Foies de veau	kg br.	55 000	0.14	50	4	7
Aloyaux / High-Quality-Beef	kg br.	3 025 000	10.12	50	13	34
Viande de vache en carcasses destinée à la transformation	kg br.	5 587 500	1.65	50	13	23
Langues	kg br.	30 000	0.04	50	2	3
Museaux de bœuf	kg br.	55 000	0.10	50	4	5
Vianes transformées à partir d'animaux de l'espèce bovine	kg br.	127 500	3.81	50	4	15
Pistolas d'animaux âgés de 3 ans au minimum	kg br.	375 000	1.08	50	3	16
Morceaux parés de la cuisse de bœuf, crus, salés et assaisonnés	kg br.	815 000	0.26	100	13	7
Viande de bœuf (kascher)	kg br.	271 900	0.04	100	4	8
Viande de bœuf (halal)	kg br.	410 000	3.35	100	4	14
Viande de mouton (kascher)	kg br.	20 000	0.10	100	4	6
Viande de mouton (halal)	kg br.	175 000	3.30	100	4	11
Jambon séché à l'air	kg br.	2 600 000	6.40	100	1	73
Viande séchée à l'air	kg br.	220 000	11.33	100	1	33
Charcuterie	kg br.	4 086 500	6.29	100	1	90
Jambon en boîte et jambon cuit	kg br.	71 500	7.34	100	1	24
Viande de bœuf en conserve	kg br.	770 000	0.74	100	1	12
Jambon séché à l'air GB <sup>2</sup>	kg br.	59 400	0.03	100	1	2
Viande de l'espèce bovine séchée à l'air GB <sup>2</sup>	kg br.	12 100	<sup>2</sup>	100	1	1
Charcuterie GB <sup>2</sup>	kg br.	218 900	0.03	100	1	2
Poudre de lait	kg net	300 000	0.19	100	1	12
Beurre	kg 82 % TMG	6 100 000	2.95	100	6	9
Animaux de l'espèce bovine	pces.	1 200	1325.41	100	2	13
<b>Produits végétaux<sup>3</sup></b>						
Pommes de terre de table	kg net	3 250 000	0.12	10	1	18
Produits finis à base de pommes de terre	kg équ.	2 500 000	0.95	100	1	41

<sup>1</sup> Pces : pièces, kg br. : poids brut en kilogrammes, kg net : poids net en kilogrammes, kg équ. : équivalents des produits frais pour les produits transformés, dont le poids net est converti sur la base de facteurs fixes. Poids 80 % TMG : kilo net de beurre contenant 82 % de matière grasse du lait ; les importations sous le la position tarifaire 0405.9010 sont converties en kg 82 % TMG au moyen du facteur 1,21.

<sup>2</sup> Les trois contingents tarifaires n° 101 Jambon cru séché à l'air GB, n° 102 Viande séchée à l'air GB et n° 301 Charcuterie GB ont été mis aux enchères pour la deuxième fois en 2022. Ils ont été accordés au Royaume-Uni (GB) à la suite du Brexit.

En ce qui concerne le contingent de jambon cru séché à l'air en provenance du Royaume-Uni, un seul participant a présenté des offres, raison pour laquelle aucun prix moyen n'est indiqué dans le tableau.

<sup>3</sup> Les « produits de pommes de terre semi-finis pour la fabrication de sauces et de soupes » et les « autres produits de pommes de terre semi-finis » du contingent t constituent une catégorie de marchandises depuis 2022. Le contingent tarifaire partiel n° 14.4.1 est depuis lors réparti « dans l'ordre d'arrivée des déclarations en douane »

(système du fur et à mesure à la frontière). Les produits de pommes de terre semi-finis ne sont donc plus indiqués.

Le contingent tarifaire n° 21 pour les produit à base de fruits a été mis en adjudication pour la dernière fois en 2021. Depuis 2022 il est réparti « dans l'ordre d'arrivée des déclarations en douane »

(système du fur et à mesure à la frontière). Ce contingent tarifaire n'est donc plus indiqué.

L'ancien contingent tarifaire n° 31 (contingent tarifaire autonome avec attribution sur la base de la prestation d'exportation) est supprimé depuis 2021.



## Promotion des ventes

**Après deux années de pandémie qui ont exigé beaucoup de souplesse et d'agilité de la part des organisations et des interprofessions, il a été possible de relancer les opérations en 2022. Outre les activités régulières existantes, des projets innovants ont été lancés cette année encore et de nouveaux marchés ont été conquis.**

La Confédération peut subventionner les opérations de communication marketing visant les produits agricoles suisses à hauteur de 50 % des coûts imputables au maximum. La moitié au moins des coûts doit donc être prise en charge par les organisations ou les interprofessions concernées. Il leur appartient aussi de définir les objectifs de communication, de déterminer les groupes cibles et de contrôler l'efficacité des mesures. L'engagement et la responsabilité des acteurs de la branche sont par conséquent d'une importance capitale pour la promotion des ventes. Le financement par la Confédération est de nature subsidiaire.

Depuis 2018, la Confédération soutient des projets de marketing complémentaires à caractère innovant, en plus des projets permanents de promotion des ventes. Ce soutien, limité à quatre ans, vise à lancer des approches marketing innovantes et à susciter une émulation parmi les promoteurs de projets.

### Retour à la normale également dans le marketing agricole

Pendant la pandémie, diverses mesures de marketing n'ont pu être mises en œuvre que de manière limitée, voire pas du tout. Ont surtout été concernées les manifestations grand public comme les foires, les marchés ou la présence à des événements de toutes sortes. Dès 2022, la situation s'est suffisamment normalisée pour que la plupart des activités prévues puissent être réalisées sans restrictions.

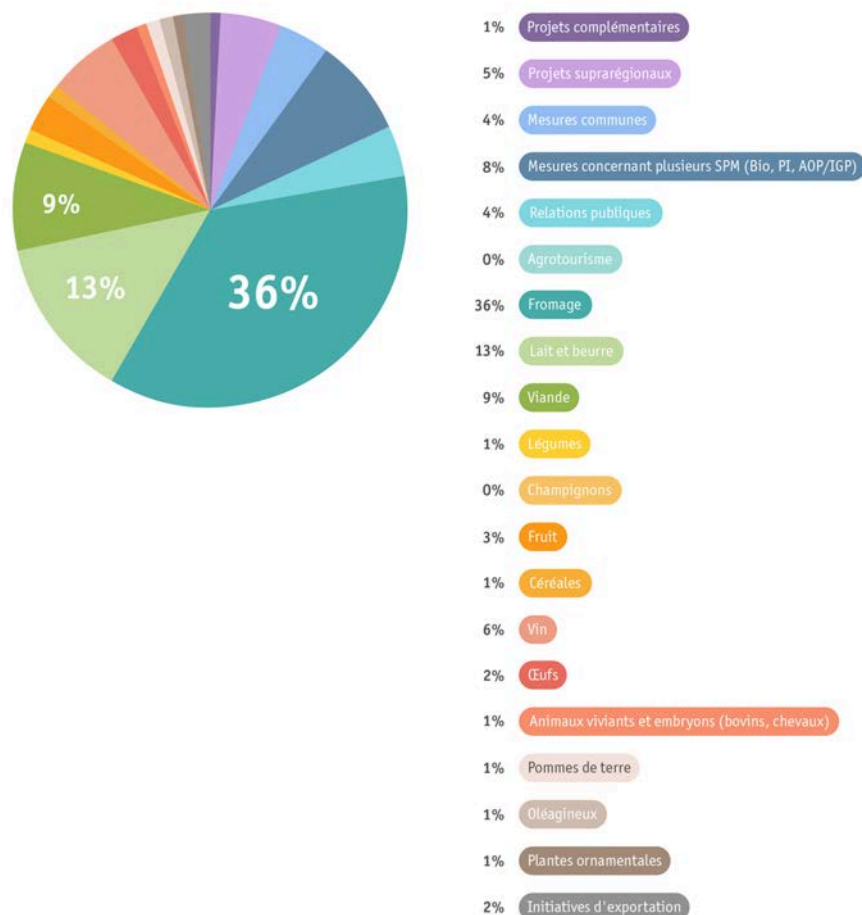
Les projets de marketing à caractère novateur suivants ont été soutenus en 2022 :

- Deuxième édition des semaines gastronomiques IGP, dont les produits à base de viande et les vins suisses étaient les vedettes.
- Soutien à un podcast en faveur du lait et de la production laitière suisses ; ce podcast doit aussi promouvoir l'agriculture suisse dans son ensemble ainsi que la valeur créée par ce secteur.
- Projet visant à faire connaître la valeur de la production et de la consommation des produits régionaux en termes de développement durable ; le projet est placé sous l'égide de l'association Alpinavera.
- Campagne pour faire connaître les produits régionaux certifiés (regio.garantie).
- Octroi d'une contribution à la première édition du Organics Europe Youth Event OEYE, au cours duquel des jeunes gens ont débatt

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



## Répartition des fonds 2022



Source : OFAG

## Appui donné aux initiatives visant à soutenir les exportations vers plusieurs pays

L'ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles autorise le cofinancement de mesures de communication et d'analyse sur de nouveaux marchés à hauteur de 50 % des coûts imputables pour une durée maximale de cinq ans.

Durant l'année sous revue, plusieurs initiatives ont à nouveau été menées avec le concours de la Confédération :

- Initiatives visant à stimuler les exportations de fromage au Brésil, au Mexique et aux Émirats Arabes Unis.
- Campagne de communication marketing dans le domaine du matériel génétique porcin et bovin, et dans le domaine des (sous-)produits d'abattage des porcs.
- Constitution d'un centre de compétences ayant pour mission d'aider les entreprises à pénétrer sur les marchés étrangers (Plateforme pour les exportations agricoles).
- Campagne de communication marketing pour la poudre de lait bio suisse et ciblant la Chine.

**Dépenses Promotion de la qualité et des ventes**

Secteurs / domaine de produit-marché/organisation	Comptes 2021	Comptes 2022 <sup>1)</sup>	Décision 2023
	Fr.	Fr.	Fr.
<b>Production laitière</b>	<b>32 719 271</b>	<b>31 200 000</b>	<b>31 200 000</b>
<b>Fromage Suisse / Etranger</b>	<b>24 519 271</b>	<b>23 000 000</b>	<b>23 000 000</b>
<i>Switzerland Cheese Marketing SA (SCM)</i>	24 519 271	23 000 000	23 000 000
<b>Lait et beurre</b>	<b>8 200 000</b>	<b>8 200 000</b>	<b>8 200 000</b>
<i>Producteurs suisses de lait (PSL)</i>	8 200 000	8 200 000	8 200 000
<b>Production animale</b>	<b>7 121 349</b>	<b>7 448 396</b>	<b>6 910 000</b>
<b>Viande</b>	<b>5 525 000</b>	<b>5 750 000</b>	<b>5 200 000</b>
<i>Proviande société coopérative</i>	5 525 000	5 750 000	5 200 000
<b>Œufs</b>	<b>1 277 430</b>	<b>1 350 000</b>	<b>1 350 000</b>
<i>GalloSuisse</i>	1 277 430	1 350 000	1 350 000
<b>Animaux sur pied</b>	<b>318 919</b>	<b>348 396</b>	<b>360 000</b>
<i>Communauté de travail des éleveurs bovins suisses (CTEBS)</i>	300 000	300 000	300 000
<i>Fédération Suisse des Franches Montagnes (FM)</i>	18 919	48 396	60 000
<b>Production végétale</b>	<b>8 889 577</b>	<b>8 949 055</b>	<b>14 170 000</b>
<b>Légumes</b>	<b>860 000</b>	<b>781 952</b>	<b>770 000</b>
<i>Union maraîchère suisse (UMS)</i>	860 000	781 952	770 000
<b>Champignons</b>	<b>218 925</b>	<b>250 300</b>	<b>260 000</b>
<i>Union Suisse des producteurs de champignons (USPC)</i>	218 925	250 300	260 000
<b>Fruits</b>	<b>1 964 549</b>	<b>2 100 000</b>	<b>2 100 000</b>
<i>Fruit-Union Suisse (FUS)</i>	1 964 549	2 100 000	2 100 000
<b>Céréales</b>	<b>360 000</b>	<b>350 000</b>	<b>350 000</b>
<i>Association Pain suisse (APS)</i>	360 000	350 000	350 000
<b>Pommes de terre</b>	<b>550 000</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>
<i>Swisspatat</i>	550 000	600 000	600 000
<b>Oléagineux</b>	<b>470 000</b>	<b>489 389</b>	<b>520 000</b>
<i>Association Huile de colza suisse (ACS)</i>	470 000	489 389	520 000
<b>Plantes ornementales</b>	<b>435 141</b>	<b>495 614</b>	<b>570 000</b>
<i>JardinSuisse</i>	435 141	495 614	570 000
<b>Vin</b>	<b>4 030 962</b>	<b>3 881 800</b>	<b>9 000 000</b>
<i>Swiss Wine Promotion (SWP)</i>	4 030 962	3 881 800	9 000 000
<b>D'autres domaines</b>	<b>13 032 640</b>	<b>14 083 627</b>	<b>13 987 219</b>
<b>Agritourisme</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>	<b>300 000</b>
<i>Agritourisme Suisse</i>	300 000	300 000	300 000
<b>Mesures communes</b>	<b>2 176 077</b>	<b>2 494 254</b>	<b>2 530 000</b>
<i>Agro-Marketing Suisse</i>	2 061 867	2 264 254	2 300 000
<i>Centre Vert - Nature et alimentation</i>	24 210	140 000	140 000
<i>Exposition des produits à la foire de l'OLMA</i>	40 000	40 000	40 000
<i>Semaine du Goût</i>	50 000	50 000	50 000
<b>Mesures concernant plusieurs SPM (bio, PI, AOP / IGP)</b>	<b>4 815 000</b>	<b>4 855 000</b>	<b>4 895 000</b>
<i>Bio Suisse</i>	1 900 000	1 940 000	1 980 000
<i>IP-Suisse</i>	1 650 000	1 650 000	1 650 000
<i>Association suisse des AOP-IGP</i>	1 265 000	1 265 000	1 265 000
<b>Communications des prestations fournies dans l'intérêt général</b>	<b>2 577 918</b>	<b>2 675 060</b>	<b>2 675 060</b>
<i>Union Suisse des Paysans (USP)</i>	2 107 918	2 205 060	2 205 060
<i>Information et communication agricoles LID</i>	470 000	470 000	470 000
<b>Projets suprarégionaux</b>	<b>2 810 079</b>	<b>3 270 300</b>	<b>3 220 000</b>
<i>Alpinavera</i>	564 410	642 300	667 000
<i>Culinarium</i>	625 000	637 100	662 000
<i>Das Beste der Region</i>	700 669	997 100	947 000
<i>Pays romand- pays gourmand</i>	920 000	993 800	944 000
<b>Projets complémentaires</b>	<b>353 567</b>	<b>489 013</b>	<b>367 159</b>
<i>Producteurs suisses de lait (PSL)</i>	200 000	197 998	200 000
<i>Alpinavera</i>		76 626	
<i>Association Suisse des Produits Régionaux</i>		50 000	27 159
<i>Association suisse des AOP-IGP</i>	110 000	140 000	140 000
<i>European Federation of Animal Science EAAP</i>	43 567		
<i>Organics Europe Youth Event OEYE</i>		24 389	
<b>Initiative d'exportation</b>	<b>1 148 483</b>	<b>1 495 459</b>	<b>1 614 369</b>
<b>Fromage</b>	<b>299 106</b>	<b>54 464</b>	<b>70 005</b>
<i>Switzerland Cheese Marketing SA (SCM)</i>	299 106	54 464	70 005
<b>Viande</b>	<b>308 209</b>	<b>366 535</b>	<b>267 500</b>
<i>Proviande société coopérative</i>	281 709	341 285	267 500
<i>Suisseporc</i>	26 500	25 250	
<b>Génétique bovine</b>	<b>41 787</b>	<b>40 000</b>	<b>37 500</b>
<i>Communauté de travail des éleveurs bovins suisses (CTEBS)</i>	41 787	40 000	37 500
<b>Vin</b>	<b>63 200</b>	<b>0</b>	<b>100 000</b>
<i>Swiss Wine Promotion (SWP)</i>	63 200		100 000
<b>Mesures concernant plusieurs SPM (bio, PI, AOP / IGP)</b>		<b>600 000</b>	<b>600 000</b>
<i>Bio Suisse</i>		600 000	600 000
<b>Plateforme pour les exportations agricoles</b>	<b>204 055</b>	<b>205 472</b>	<b>289 364</b>
<i>Plateforme pour les exportations agricoles</i>	204 055	205 472	289 364
<b>Inspections des exportations et entraide judiciaire</b>	<b>232 126</b>	<b>228 988</b>	<b>250 000</b>
<i>Interprofession du Gruyère IPG</i>	95 878	116 272	
<i>Emmentaler Switzerland</i>	128 680	97 148	
<i>Interprofession Tête de Moine</i>	7 568	15 569	
	<b>62 911 320</b>	<b>63 176 537</b>	<b>67 881 588</b>

1) Compte final encore ouvert dans certains cas

Source : OFAG; Etat 29.06.2023



## Promotion de la qualité et de la durabilité

### Les demandes de financement de projets innovants restent nombreuses et variées.

Il existe divers moyens de stimuler la compétitivité de l'agriculture et du secteur alimentaire suisses. On peut, d'une part, diminuer les coûts de la production agricole ou, d'autre part, chercher à créer la plus forte valeur possible sur le marché. L'innovation reste néanmoins le facteur-clé de la réussite économique. Or elle ne peut exister que si les pouvoirs publics créent des conditions qui lui sont favorables. Il s'agit premièrement de laisser s'épanouir la liberté entrepreneuriale et deuxièmement de se doter d'instruments permettant de favoriser spécifiquement l'innovation. À cet égard, la politique agricole peut se fonder sur l'art. 11 L'Agr ainsi que sur l'ordonnance sur la promotion de la qualité et de la durabilité dans le secteur agroalimentaire. Sur cette base, la Confédération soutient depuis 2014 des mesures qui améliorent la qualité et la durabilité des produits ou des méthodes de production. Ces mesures doivent être soutenues conjointement par les producteurs, les transformateurs ou les commerçants. L'aide apportée par la Confédération doit leur permettre de mettre sur le marché des produits agricoles suisses de meilleure qualité et présentant un meilleur profil de durabilité. Les acteurs concernés pourront ainsi mieux positionner leurs produits face à la concurrence étrangère et créer une valeur ajoutée supplémentaire.

Au total, le nombre de projets en cours en 2022 était comparable à celui de l'année précédente : environ 45, dont 14 lancés en 2022. Le montant de l'aide financière versée s'élève à 1,5 million de francs.

### Une grande diversité de projets

Les nombreuses possibilités offertes par l'OQuaDu se reflètent dans la grande diversité des projets subventionnés en 2022. *Les standards de production constituent un domaine ouvert au subventionnement, dès lors qu'ils imposent des normes de qualité et de développement durable plus sévères que celles de la législation (par exemple les PER) et qu'ils offrent à la branche un potentiel commercial. Dans ce domaine, citons par exemple les projets suivants, qui ont obtenu un financement :*

- Vin suisse durable – étude préliminaire pour l'élaboration d'une norme de production tout au long de la chaîne de création de valeur, de la culture à la consommation finale en passant par la transformation, et qui devrait se distinguer par une valeur ajoutée pour les consommateurs.

*Les projets innovants constituent un domaine ouvert au subventionnement, dès lors qu'ils ont un caractère de modèle pour l'ensemble de la branche et qu'ils ont un impact positif sur la durabilité ou la qualité. Citons, par exemple, les projets suivants, qui ont obtenu un financement :*

- IG Proteinquelle – enquête préliminaire sur des activités alternatives générant des revenus en utilisant des sources de protéines végétales.
- Variétés de fruits à pépins robustes et résistantes du futur – étude préliminaire pour l'introduction de telles variétés.
- Schweizer Henne – encouragement de l'utilisation et de la commercialisation de la viande de poule.

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



- Boutique en ligne pour produits bio – promotion des produits bio suisses directement à la ferme.

La vidéo de présentation vous fournira de plus amples informations sur le projet de boutique en ligne pour produits bio. Différents acteurs directement impliqués y présentent le projet et en donnent un aperçu passionnant.

Une vue d'ensemble des projets OQuaDu financés est disponible dans la base de données des projets de regionsuisse.





## Désignation des produits agricoles

### 2022 est marqué par le dépôt de plusieurs demandes de modifications des cahiers des charges de produits enregistrés en tant qu'AOP et IGP

Le Registre fédéral des AOP et des IGP n'a pas enregistré de nouvelles désignations en 2022. Quatre demandes de modification de cahier des charges ont été déposées. Elles concernent les AOP « *Emmentaler* », « *Pain de seigle valaisan* » et les IGP « *Appenzeller Mostbröckli* », « *Berner Zungenwurst* ». Les demandes d'enregistrement de l'AOP « *Grappa Ticino* » et de l'IGP « *Absinthe du Val de Travers* » sont toujours en cours d'instruction.

Le registre suisse compte 42 inscriptions, dont 25 appellations d'origine protégées (AOP) et 17 indications géographiques protégées (IGP).

### Registre des AOP/IGP au 31 décembre 2022 (avec nombre d'entreprises et quantités produites)

## Protection internationale des indications géographiques

L'adhésion de la Suisse à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne permet aux bénéficiaires d'AOP et d'IGP suisses d'obtenir la protection de leur dénomination au moyen d'une procédure unique, simple et peu coûteuse auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Les AOP « *Tête de Moine* » et « *Emmentaler* » ont déposé une demande. Elles sont toujours en cours de traitement par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. La Confédération a également maintenu son soutien aux interprofessions sur le plan international sur la base de l'art. 16b de la loi sur l'agriculture. La Confédération prend en charge une partie des frais découlant des procédures engagées par les filières, par exemple dans le cadre de la procédure d'enregistrement de la marque *Gruyère* aux États-Unis.

## Forum national des AOP et IGP

La troisième édition du Forum national des AOP et IGP a eu lieu le 25 septembre 2022. Elle a été organisée conjointement aux journées de réflexion de l'Association suisse des AOP et des IGP. L'objectif de cette plateforme est de maintenir de bonnes relations avec les différents acteurs et experts des filières AOP et IGP, l'administration fédérale ainsi que d'autres institutions (organismes de certification, chimistes cantonaux, etc.) en favorisant le dialogue autour des thèmes actuels. Une trentaine de personnes ont participé à l'édition 2022. Le thème abordé a été celui des enjeux liés au degré de protection des indications géographiques.

## Activité de surveillance de l'OFAG des désignations de produits agricoles

Dans le cadre de son activité de surveillance de l'ensemble des désignations de produits agricoles, l'OFAG a procédé en 2022 aux inspections annuelles des six organismes de certification actifs dans le domaine de la désignation des produits agricoles. Cette activité couvre le respect des exigences des ordonnances suivantes: ordonnance sur l'agriculture biologique, ordonnance sur les AOP et les IGP et ordonnance sur les dénominations « montagne » et « alpage ». Six audits de bureau (office audits) ainsi qu'une vingtaine d'audits d'accompagnement (witness audits) couvrant les trois désignations ont été effectués.

**Registre des AOP / IGP le 31 décembre 2022**

Dénomination	Protection	Exploitations agricoles	Entreprises	Quantité produite	Quantité produite	Organisme de certification
				certifiée 2021	certifiée 2022	
		nombre	nombre	t	t	
<b>Fromage</b>						
L'Etivaz	AOP	–	68	440	400	OIC
Emmentaler	AOP	1914	116	16760	15073	OIC
Gruyère	AOP	1750	230	32404	31937	OIC
Sbrinz	AOP	244	35	1485	1495	ProCert
Tête de Moine	AOP	232	9	3035	3331	OIC
Formaggio d'alpe ticinese	AOP	–	37	299	260	OIC
Vacherin fribourgeois	AOP	899	113	3050	3142	OIC
Vacherin Mont-d'Or	AOP	84	12	567	547	OIC
Berner Alpkäse / Hobelkäse	AOP	48	419	964	914	OIC
Raclette du Valais	AOP	352	86	2066	1962	OIC
Werdenberger Sauerkäse, Liechtensteiner Sauerkäse et Bloderkäse	AOP	83	5	24	24	ProCert
Glarner Alpkäse	AOP	–	33	82	89	ProCert
<b>Produits à base de viande</b>						
Bündnerfleisch	IGP	–	77	3434	2761	ProCert
Longeole	IGP	–	15	17	16	OIC
Saucisse d'Ajoie	IGP	–	8	57	53	OIC
Viande séchée du Valais	IGP	–	31	589	466	OIC
Jambon cru du Valais	IGP	–	30	385	369	OIC
Lard sec du Valais	IGP	–	30	294	269	OIC
Saucisson neuchâtelois	IGP	–	9	122	108	OIC
Saucisson vaudois	IGP	–	39	655	573	ProCert
Saucisse aux choux vaudoise	IGP	–	39	457	422	ProCert
St. Galler Bratwurst/ St. Galler Kalbsbratwurst	IGP	–	36	3870	4000	ProCert
Glarner Kalberwurst	IGP	–	6	29	27	ProCert
Appenzeller Mostbröckli	IGP	–	15	248	246	ProCert
Appenzeller Pantli	IGP	–	15	48	45	ProCert
Appenzeller Siedwurst	IGP	–	15	94	100	ProCert
Berner Zungenwurst	IGP	–	18	55	51	OIC
<b>Spiritueux (litres 100% alcool)</b>						
Eau-de-vie de poire du Valais	AOP	160	15	20086 lt	5630 lt	OIC
Abricotine / Eau-de-vie d'Abricot du Valais	AOP	83	8	17508 lt	0 lt	OIC
Damassine	AOP	92	80	2477 lt	376 lt	OIC
Zuger Kirsch / Rigi Kirsch	AOP	–	20	18675 lt	11906 lt	ProCert
<b>Autres produits</b>						
Rheintaler Ribel	AOP	42	1	33	47	ProCert
Cardon épineux genevois	AOP	4	1	52	45	ProCert
Pain de seigle valaisan	AOP	34	41	531	504	OIC
Safran de Mund	AOP	20	–	0.001	0.002	OIC
Poire à Botzi	AOP	21	3	24	30	ProCert
Cuchaule	AOP	–	52	227	249	ProCert
Zuger Kirschtorte	IGP	–	9	146	118	ProCert
Huile de noix vaudoise	AOP	47	2	0.515	0.268	OIC

Source : OFAG



## Cultures spéciales fruitières et viticoles

**La Confédération encourage la mise en valeur des petits fruits, des fruits à pépins et des fruits à noyau au moyen de diverses contributions. La somme de ces contributions était légèrement plus basse que l'année précédente. Grâce à la vendange généreuse de 2022, les stocks de vins suisses au 31 décembre 2022 ont repris des couleurs.**

### Baisse globale des aides à la valorisation des fruits

Les aides fédérales à la valorisation des fruits ont atteint 2,4 millions de francs en 2022, soit 0,4 million de moins que l'année précédente (2,8 millions de francs en 2021).

### Aides au stockage au même niveau qu'en 2021

En automne 2021 les cidreries ont stocké 3 677 tonnes de concentré de jus de pomme et 113 tonnes de concentré de jus de poire au titre de la réserve de stabilité du marché 2021/22. Ces réserves correspondent à 28 311 tonnes de pommes à cidre et à 867 tonnes de poire à cidre. Les aides fédérales allouées à la constitution de réserves de concentré de jus de fruits à pépins se sont montées à 0,8 million de francs en 2022 ; elles étaient similaires à celles de l'année précédente (0,84 millions de francs).



### Davantage de fruits à pépins, moins de petits fruits et de fruits à noyau que l'année précédente pour la fabrication de produits à base de fruits

La somme des aides allouées à la fabrication de produits à base de petits fruits, de fruits à pépins ou de fruits à noyau était de 1,5 million en 2022, ce qui représente une baisse de 0,3 million par rapport à 2021. Les aides en question ont permis de valoriser 7170 tonnes de fruits. La production se décompose de la façon suivante :

POLITIQUE > PRODUCTION ET VENTES



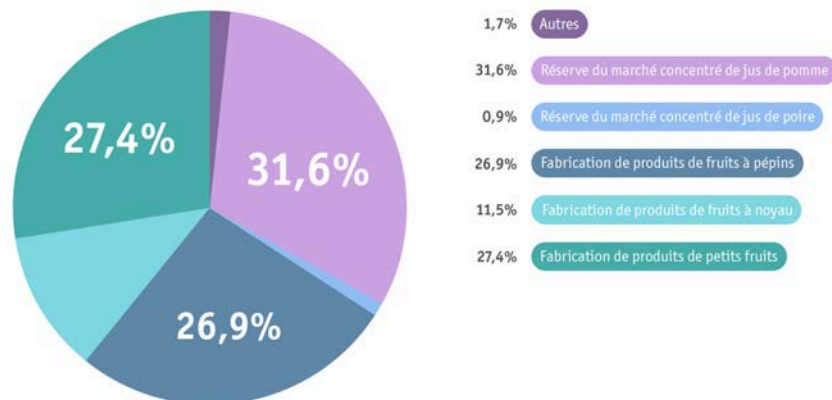
- 5762 tonnes de fruits à pépins, y compris les produits dérivés servant à fabriquer du vinaigre (2021 : 7099 tonnes)
- 965 tonnes de fruits à noyau (2021 : 1407 tonnes)
- 443 tonnes de petits fruits (2021 : 524 tonnes)

Les aides peuvent être demandées et obtenues pour la production de l'année, ainsi que pour celle des deux années précédentes.



Pour de plus amples informations sur les aides à la fruiticulture et la législation qui s'y rapporte, veuillez voir sous OFAG > Production durable > Produits végétaux > Fruits.

Dépenses pour les mesures concernant les fruits 2022 (Total 2,4 mio. de fr.)



Source : OFAG



## Contributions au contrôle de la vendange

Conformément à l'art. 64, al. 3, LAgr, la Confédération peut participer financièrement aux contrôles de la vendange réalisés par les cantons, à savoir le suivi du raisin de la vigne à l'encaveur et la surveillance du respect des dispositions de production (rendements maximaux, teneurs minimales en sucre, ...). La contribution se compose d'un montant de base de 1 000 francs et d'un autre de 55 francs par hectare, qui dépend de la taille de la surface viticole cantonale. En 2022, 822 490 francs ont été versés pour le contrôle des vendanges.

## Suivi de la situation du marché des vins suisses

Grâce à la récolte généreuse de 2022, les stocks de vins suisses au 31 décembre 2022 ont repris des couleurs. Ils atteignaient 148 millions de litres et représentaient des volumes idéaux tant pour les vins blancs que pour les vins rouges.

Pour la première fois, la consommation des vins rosés suisses et des vins mousseux suisses a été calculée. Avec 6,8 millions de litres, les vins rosés suisses représentaient 7,7 % de la consommation de vin suisse. La consommation des vins mousseux suisses s'élevait à 0,6 million de litres.

D'après les données relevées par l'Observatoire suisse du marché des vins (OSMV), les ventes de vin chez les huit grands distributeurs ont fortement diminué, soit de 12 % par rapport à 2021. Selon l'analyse de l'OFAG, en 2022, ces huit enseignes ont écoulé 29,5% des vins suisses consommés dans le pays. Le reste a été entre autres vendu via les canaux Horeca ou encore via la vente directe. Après une hausse des ventes en 2020 et 2021, les volumes vendus dans la grande distribution ont retrouvé leurs valeurs d'avant la crise sanitaire, à savoir celles de 2019.

Liens vers le site de l'OFAG :

- » [Production végétale](#)
- » [Fruits](#)
- » [Vins](#)



## Production végétale, et grandes cultures en particulier

**En 2022, la Confédération a versé un total de 82,2 millions de francs pour les mesures relatives à la production végétale. Depuis 2023, le Conseil fédéral élargit le soutien octroyé aux cultures protéagineuses.**

La Confédération soutient la production végétale non seulement au moyen de la protection douanière, mais encore par des mesures spécifiques. Dans les grandes cultures, elle verse des aides proportionnelles à la surface cultivée ; ces aides se composent de la contribution à des cultures particulières et du supplément pour les céréales, qui a remplacé en 2019 les contributions fédérales à l'exportation pour les céréales utilisées comme matières premières. Dans le domaine de la fructiculture, la Confédération verse des contributions aux activités de mise en valeur des fruits suisses. En ce qui concerne la viticulture, le contrôle de la vendange est cofinancé. Enfin, 77 % du montant total consacré à ces mesures ont été alloués à la promotion des cultures particulières, 19 % au supplément pour les céréales, 3 % à la mise en valeur des fruits et 1 % au contrôle de la vendange.



Source : Adobe Stock

### Mesures 2022

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



Mesure/ Culture	Céréales	Légumi- neuses	Oléagi- neux	Pommes de terre	Betteraves à sucre	Semences	Légumes, viticulture	Fruits
Protection douanière <sup>1</sup>	X	X	X	X	X	X	X	X
Contributions aux mesures de mise en valeur								X <sup>2</sup>
Contribution spécifique à la surface	X <sup>4</sup>	X	X		X	X <sup>3</sup>		

1) Selon l'utilisation ou le numéro du tarif douanier, le prélèvement à la frontière est réduit ou nul. 2) Ne concerne qu'une partie de la quantité récoltée (réserve de marché pour concentrés de jus de fruits à pépins, compensation partielle de la différence entre le prix à la production étranger de la matière première et celui pratiqué en Suisse pour la fabrication de produits à base de petits fruits, de fruits à pépins et de fruits à noyau). 3) Ne concerne que les pommes de terre, le maïs et les plantes fourragères. 4) Sauf le maïs grain.

Source : OFAG

## Le Conseil fédéral élargit le soutien octroyé aux cultures protéagineuses

Suite à la modification des art. 1, 2 et 6b de l'ordonnance sur les contributions à des cultures particulières (OCCP) le 2 novembre 2022, le Conseil fédéral a étendu le versement des contributions à des cultures particulières aux six genres botaniques de légumineuses que sont les haricots, les pois, les lupins, les vesces, les pois chiches et les lentilles. Lors de l'entrée en vigueur de la modification de l'OCCP le 1<sup>er</sup> janvier 2023, il a également abrogé le droit au soutien des légumineuses à graines, auparavant limité à l'alimentation animale.

## Contributions à des cultures particulières dans le domaine des grandes cultures

L'année sous rapport, la culture de betteraves sucrières et la culture d'oléagineux ont notamment bénéficié d'un soutien financier à hauteur de 33 millions de francs et de 24 millions de francs, respectivement. Les contributions destinées aux autres cultures ont été nettement moins élevées.

## Principales contributions en 2022 conformément à l'ordonnance sur les contributions à des cultures particulières (OCCP)

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



Culture		Surface	Contribution	Total
		en hectares	en francs par hectare	en milliers de francs
Betteraves sucrières		15 566	2 100	32 688
Betteraves sucrières	Contribution supplémentaire	3 626	200	725
Oléagineux hors soja		30 060	700	21 042
Soja		2 814	1 000	2 814
Plantes protéagineuses		4 448	1 000	4 448
Plants de pommes de terre et semences de maïs		1 554	700	1 088
Semences de graminées fourragères et de légumineuses fourragères		461	1 000	461
Réductions/versements antérieurs et ultérieurs, etc.				-5
<b>Total</b>				<b>63 261</b>

Source : OFAG

Les contributions à des cultures particulières se fondent sur l'art. 54 de la loi sur l'agriculture (LAg) et sont versées pour la culture des oléagineux, des légumineuses à graines, des betteraves sucrières, ainsi que pour la production de semences (pommes de terre, maïs, graminées fourragères et légumineuses fourragères). Pour des raisons pratiques, l'exécution de la mesure coïncide avec l'octroi des paiements directs (processus identiques).

### Supplément pour les céréales

Le supplément pour les céréales est resté inchangé par rapport à 2021 (124 francs par hectare). Au total, 15,6 millions de francs ont été versés au cours de l'année sous rapport.

### Supplément pour les céréales 2022

Surface	Total	Supplément
en hectares	en milliers de francs	en francs par hectare
126 379	15 633	124

Le montant du supplément pour les céréales, proportionnel à la surface cultivée, dépend des moyens budgétés à cette fin (15,8 millions de francs) et de la superficie éligible à ce programme d'aide supplémentaire. Le supplément pour les céréales se fonde sur l'art. 55 de la loi sur l'agriculture (LAg).





**Liens vers le site Web de l'OFAG :**

» [Produits végétaux](#)

**Dépenses production végétale**

Dénomination	Comptes 2020	Comptes 2021	Comptes 2022	Budget 2023
	Fr.	Fr.		Fr.
<b>Contributions à la culture des champs</b>	<b>65 822 566</b>	<b>63 475 841</b>	<b>63 265 401</b>	<b>71 189 400</b>
Contributions à des cultures particulières pour oléagineux	22 058 689	22 905 082	21 043 250	19 888 200
Contributions à des cultures particulières pour légumineuses à graines	5 370 123	5 237 052	7 259 506	8 405 200
Contributions à des cultures particulières pour betteraves sucrières	36 797 794	33 722 996	33 415 111	41 230 000
Contributions à des cultures particulières pour semences	1 595 960	1 610 710	1 547 535	1 666 000
<b>Mesures pour les fruits</b>	<b>3 312 238</b>	<b>2 789 822</b>	<b>2 422 480</b>	<b>3 070 000</b>
Mise en valeur de fruits	3 198 686	2 753 374	2 397 480	3 070 000
Redesign obst.ch, divers	113 552	36 448	25 000	-
<b>Promotion des produits viticoles</b>	<b>10 668 887</b>	<b>823 899</b>	<b>837 700</b>	<b>840 000</b>
Contrôle de la vendange, autres	826 341	823 899	822 490	840 000
Déclassement de vins, y compris frais de contrôle	9 842 546	-	15 210	-
<b>Aides à la production végétale Total</b>	<b>79 803 691</b>	<b>67 089 561</b>	<b>66 525 580</b>	<b>75 099 400</b>
<b>Supplément pour les céréales</b>	<b>15 688 402</b>	<b>15 618 195</b>	<b>15 633 026</b>	<b>15 788 000</b>
<b>Dépenses production végétale Total</b>	<b>95 492 093</b>	<b>82 707 756</b>	<b>82 158 605</b>	<b>90 887 400</b>

Sources : Comptes d'Etat, OFAG



## Élevage

**En 2022, la Confédération a accordé à vingt syndicats d'élevage reconnus 33,99 millions de francs de subsides au titre de l'aide à la sélection animale et à la préservation. Les aides allouées à des projets de recherche et de préservation des ressources zoogénétiques ont bénéficié à vingt-quatre races suisses ; les efforts de conservation de la race chevaline du Franches-Montagnes ont aussi été stimulés par des aides fédérales.**

La « Stratégie de sélection animale à l'horizon 2030 », adoptée par la Confédération en 2018, définit la direction générale que suivra la législation sur la sélection animale. Cette stratégie repose essentiellement sur la préservation et l'utilisation des ressources zoogénétiques cruciales pour la Suisse, c'est-à-dire des ressources que constituent des animaux sains, adaptés au pays et à ses structures, et sélectionnés chez nous.

### Subsides fédéraux

Seuls les syndicats d'élevage reconnus peuvent recevoir des subsides fédéraux au titre de l'aide à la sélection animale (cf. art. 144 LAgr). La liste des syndicats reconnus est publiée sur le site internet de l'OFAG (cf. organisations d'élevage). Les dispositions d'exécution de la loi, qui figurent dans l'ordonnance du 31 octobre 2012 sur l'élevage (OE ; RS 916.310), fixent les conditions que doit remplir un syndicat d'élevage de bovins, de porcins, d'ovins ou de caprins, d'équidés, de lapins, de volaille, d'abeilles mellifères ou de camélidés du Nouveau-monde pour être agréé par l'OFAG. La durée de l'agrément est de dix ans au maximum.

En 2022, la Confédération a alloué au total 32,36 millions de francs d'aides à vingt syndicats d'élevage reconnus pour des mesures zootechniques, ce afin de les aider à accomplir leur mission, en particulier dans la tenue du *herd-book* et la réalisation des épreuves de performances.



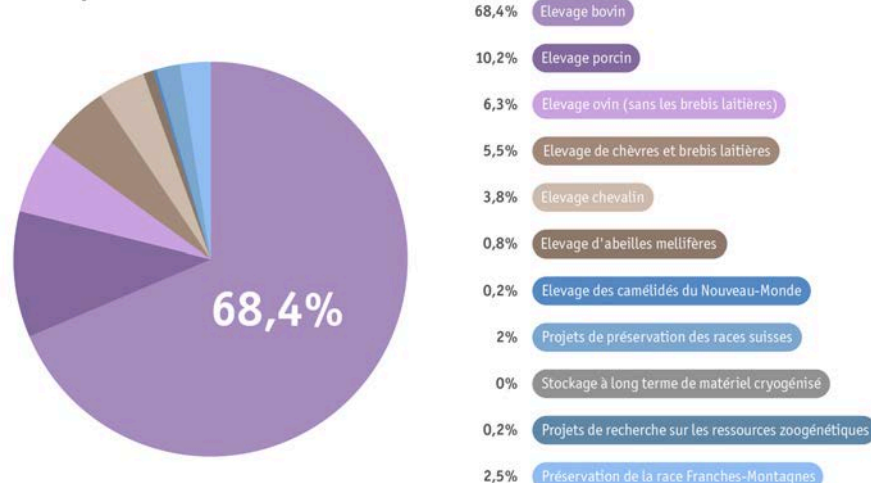
## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



## Allocation des ressources en 2022

Quelque 23,25 millions de francs (soit 68,4 % des moyens à disposition pour la promotion de l'élevage) ont été alloués à la sélection bovine, dont deux tiers plus spécifiquement au contrôle laitier. Les contributions à l'élevage de la Confédération permettent de réduire le coût des services zootechniques des organisations. Un avantage dont profitent par la suite les éleveurs, en payant notamment des tarifs plus bas pour les contrôles laitiers.

Répartition des moyens financiers en 2022



Source: Compte d'Etat et OFAG

## Aides versées par animal inscrit a herd-book

Depuis l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2013, de l'OE révisée, les contributions fédérales aux animaux inscrits à un *herd-book* ne concernent plus que les individus :

- dont les parents et les grands-parents sont inscrits ou mentionnés dans un *herd-book* de la même race, et
- qui appartiennent pour 87,5 % ou plus à la race concernée.

En outre, les mesures zootechniques ne donnent droit à une contribution que pour les animaux dont le propriétaire, domicilié en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein, était durant l'année de contribution membre actif d'un syndicat d'élevage agréé. Les mesures zootechniques ne donnent droit qu'à une seule contribution par animal et par an.

## Contrôle exercé sur les syndicats d'élevage

Le subventionnement par l'État présuppose que celui-ci exerce un contrôle sur les activités subventionnées. C'est pourquoi les moyens alloués par la Confédération ne le sont qu'à des organisations reconnues. Par conséquent, toutes ces organisations sont l'objet d'une inspection menée sur place au moins une fois tous les cinq ans. Le compte rendu en est fait dans un rapport, où figurent également les éventuels manquements et les instructions données pour y remédier.

## Préservation des races suisses et projets de recherche sur les ressources zoogénétiques

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



La diversité des espèces d'animaux d'élevage, des races et des ressources zoogénétiques est cruciale pour la capacité d'adaptation de l'agriculture et du secteur agroalimentaire ; elle présente en outre un intérêt patrimonial. C'est la raison pour laquelle l'OFAG soutient les mesures visant à préserver et à promouvoir les races d'animaux d'origine suisse qui sont menacées. Les mesures prises par la Confédération à ce jour, qu'elles soient d'ordre financier, logistique ou scientifique, portent des fruits. Dans de nombreux cas, elles ont eu des effets favorables sur la taille et la composition du cheptel de ces races menacées. Au cours de l'année sous revue, vingt-quatre races suisses appartenant à plusieurs catégories d'animaux (bovins, porcins, équidés, ovins, caprins, abeilles mellifères, et volailles) ont été l'objet d'aides fédérales. C'est notamment le cas de la race d'Évolène en ce qui concerne les bovins, du cheval des Franches-Montagnes, de la chèvre Nera Verzasca et de la poule appenzelloise barbue.

La Confédération a dépensé l'année sous revue 1,67 million de francs pour des projets de conservation des races suisses ainsi que pour des projets de recherche en zoogénétique.

Afin de créer des incitations supplémentaires pour l'élevage et la détention de races suisses menacées, des contributions peuvent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, être versées en sus pour la préservation des races suisses dont le statut est « critique » ou « menacé ».

Vous trouverez sur le site internet de l'OFAG de plus amples informations sur ce sujet.

**Dépenses pour l'élevage**

Espèce et mesure	Comptes 2021	Comptes 2022	Budget 2023	Organisations d'élevage reconnues, état 2022	Races 2022
	Fr.	Fr.	Fr.	Nombre	Nombre
<b>Bovins</b>	<b>23'215'695</b>	<b>23'245'374</b>	<b>23'412'910</b>	<b>6</b>	<b>35</b>
Gestion du herd-book	7'573'705	7'280'648	7'560'450		
Appréciation de la conformation	935'019	898'488	887'850		
Contrôle laitier (CL)	13'970'420	14'485'448	14'172'210		
CL délimitation	105'000	-55'000	0		
Contrôle de la performance carnée	267'384	265'408	325'000		
Contrôles sanitaires	364'167	370'382	467'400		
<b>Chevaux</b>	<b>1'288'954</b>	<b>1'293'578</b>	<b>1'298'150</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Poulains identifiés et enregistrés	1'265'404	1'265'528	1'264'400		
Testage d'étalons en station	22'500	27'000	30'000		
Testage d'étalons sur le terrain	1'050	1'050	3'750		
<b>Porcs</b>	<b>3'467'248</b>	<b>3'480'227</b>	<b>3'491'300</b>	<b>2</b>	<b>7</b>
Gestion du herd-book	1'212'506	1'220'997	1'241'600		
Epreuves sur le terrain (ultra-sons, description linéaire, poids)	220'112	209'210	228'200		
Epreuves en station	1'534'630	1'550'020	1'521'500		
Testage de verrats sur le terrain (odeur)					
Infrastructure	500'000	500'000	500'000		
<b>Moutons sans brebis laitières</b>	<b>2'095'188</b>	<b>2'153'181</b>	<b>2'113'887</b>	<b>6</b>	<b>21</b>
Gestion du herd-book	1'343'913	1'417'784	1'378'087		
Epreuves de performance d'élevage	751'275	735'397	735'800		
<b>Chèvres et brebis laitières</b>	<b>1'853'997</b>	<b>1'860'741</b>	<b>1'865'069</b>	<b>4</b>	<b>16</b>
Gestion du herd-book	1'213'936	1'185'063	1'251'030		
Contrôle laitier (CL)	563'533	551'646	552'039		
CL délimitation	42'000	84'000	35'000		
Epreuve de performance d'élevage (chèvres)	34'528	40'032	27'000		
<b>Camélidés du Nouveau-monde</b>	<b>64'005</b>	<b>64'680</b>	<b>64'680</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
Gestion du herd-book	64'005	64'680	64'680		
<b>Abeilles mellifères</b>	<b>257'435</b>	<b>259'220</b>	<b>261'580</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Gestion du herd-book	21'950	19'950	20'200		
Pureté de race des reines	34'400	25'740	29'160		
Pureté de la race au moyen examen des ailes	1'190	216	0		
Epreuve de performance dans ruchers de testage	118'250	116'974	122'320		
Epreuve de testage	20'925	20'340	18'900		
Station de fécondation A	46'800	60'000	54'000		
Station de fécondation B	13'920	16'000	17'000		
<b>Préservation des races suisses</b>	<b>1'556'519</b>	<b>1'637'227</b>	<b>5'379'628</b>		
Préservation de la race Franches-Montagnes	853'500	860'000	875'000		
Préservation des races suisses dont le statut est critique <sup>3</sup>	0	0	844'580		
Préservation des races suisses dont le statut est menacé <sup>1</sup>	0	0	2'735'326		
Projets pour la préservation des races suisses	659'529	680'466	865'227		
Stockage à long terme d'échantillon congelés d'origine ar	*	14'797	14'797		
Contributions aux projets de recherche liés aux ressources zoogénétiques	43'490	81'964	44'698		
<b>Total</b>	<b>33'799'041</b>	<b>33'994'228</b>	<b>37'887'204</b>		

Sources : Compte d'Etat / Organisations d'élevage

\* 2020 et 2021 inclus dans les projets pour la préservation des races suisses.

\*\* Nouvelle mesure à partir du 1.1.2023



## Économie laitière



**Par sa production conforme aux attentes du marché et au développement durable, la filière suisse du lait contribue substantiellement à l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires. C'est la raison pour laquelle la Confédération aide financièrement la production et la transformation du lait.**

### Mesures en faveur du marché du lait suisse en 2022

Tableau de correspondance entre les mesures et certains produits de la filière laitière :

Produit	Lait cru	Fromage	Beurre	Lait écrémé	Lait en poudre	Lait de consommation, crème, produits laitiers frais
<b>Mesure</b>						
Protection douanière	X	- <sup>1</sup>	X	X	X	X
Suppléments	X	X	-	-	-	-
Obligation de déclarer la production et la mise en valeur	X	X	X	X	X	X
Contrats d'achat de lait	X	-	-	-	-	-

Source: OFAG<sup>1</sup> La protection douanière subsiste uniquement à l'égard des pays non membres de l'Union européenne.



## Dépenses fédérales pour les suppléments 2022

Depuis 2019, la Confédération verse aux producteurs de lait un supplément pour le lait commercialisé, afin de compenser, pour le lait fourni à l'industrie alimentaire, le durcissement de la concurrence sur le marché depuis l'abandon des contributions à l'exportation (« loi chocolatière ») pour les produits agricoles transformés. L'aide fédérale versée pour ce supplément (5 ct./kg) se chiffre au total à 171,1 millions de francs pour 2022.

La Confédération a également versé en 2022 un supplément inchangé de 10 centimes par kilo de lait transformé en fromage, ainsi qu'un supplément de 3 centimes par kilo de lait produit à partir de fourrages non ensilés. Ces deux suppléments représentent une dépense totale de 216,1 millions de francs.

Quant aux dépenses fédérales au poste de l'administration des données de la production laitière et des systèmes informatiques, elles se montent à environ 3,3 millions de francs.

### Qui collecte les données de la production et de la transformation du lait ?

Le 1<sup>er</sup> janvier 2022 est entrée en vigueur une nouvelle convention de prestations liant l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et la société TSM Fiduciaire Sàrl (TSM) jusqu'en 2036 au plus tard. En vertu de cette convention, TSM collecte et vérifie les données de la production et de la transformation du lait. Les premiers acheteurs de lait (que l'on appelle « utilisateurs de lait ») doivent communiquer ces données à TSM chaque mois. Il appartient à TSM de s'assurer que les entreprises et les exploitations laitières remplissent cette obligation, et de les sanctionner lorsqu'elles ne le font pas. TSM prépare le versement des suppléments sur la base des données reçues : deux fois par semaine, elle transmet ces informations à l'OFAG, qui verse ensuite aux utilisateurs de lait les suppléments destinés aux producteurs. Quant au supplément pour lait commercialisé, l'OFAG le verse directement aux producteurs, chaque mois.

Les utilisateurs de lait sont tenus, en vertu de l'ordonnance sur le soutien du prix du lait (OSL ; RS 916.350.2), de verser aux producteurs, dans un délai d'un mois, le supplément pour le lait transformé en fromage et le supplément de non-ensilage. Ces suppléments doivent figurer séparément sur les décomptes d'achat de lait remis aux producteurs. De plus, les montants reçus et versés au titre des suppléments doivent apparaître clairement dans la comptabilité des utilisateurs de lait.

Au cours de l'année sous revue, 27 utilisateurs de lait ont reçu chacun des suppléments pour le lait transformé en fromage et pour l'affouragement sans ensilage, pour un montant supérieur à un million de francs (au total un peu plus de 93 millions de francs). Ce montant correspond à 43 % de l'ensemble des bénéficiaires des suppléments mentionnés. Quelque 2 000 autres utilisateurs de lait ont reçu au total 123 millions de francs (57 %). Ces chiffres révèlent qu'un petit nombre d'entreprises transformatrices absorbent une grande partie des suppléments pour le lait.

Suivant une approche fondée sur une appréciation du risque, le secteur Révisions et inspections de l'OFAG procède à des contrôles auprès des utilisateurs qui déclarent des données et demandent des suppléments. Pendant l'année sous revue, 140 entreprises ont été contrôlées ; 55 d'entre elles ont fait l'objet d'une objection de la part de l'Inspection de l'OFAG. La plupart des objections ont donné lieu à un avertissement, par exemple en raison de petites erreurs de saisie ou d'un premier manquement. Les utilisateurs de lait doivent rembourser les suppléments reçus indûment sur la base de déclarations inexactes.





## Interprofession du lait

Le 24 novembre 2021, se fondant sur l'art. 37 de la loi sur l'agriculture (LAgr ; RS 910.1), le Conseil fédéral a, pour quatre années supplémentaires, déclaré de force obligatoire générale pour les acheteurs et les vendeurs de lait cru les dispositions du contrat-type de l'Interprofession du lait (IP Lait) pour les achats au premier et au deuxième échelons ainsi que la segmentation (cf. FF 2021 2833). Il faut donc conclure des contrats écrits d'une durée d'au moins un an pour toutes les opérations d'achat et de vente de lait cru pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et le 31 décembre 2025. Les contrats doivent indiquer la répartition du lait dans les différents segments (A, B ou C) en fonction de leur utilisation. De même, les décomptes de paie du lait doivent indiquer les quantités et les prix par segment.

### Segmentation du marché laitier par catégories de valorisation

Lait A	Produits à haute valeur ajoutée bénéficiant d'une protection douanière ou d'aides (supplément pour le lait transformé en fromage, compensation du prix de la matière première).
Lait B	Produits laitiers à valeur ajoutée restreinte, ne bénéficiant pas de protection douanière ni d'aides, destinés au marché intérieur et à l'exportation.
Lait C	Produits à faible valeur ajoutée destinés au marché mondial.

Les acheteurs de lait doivent communiquer aux producteurs, jusqu'au 20 de chaque mois, les conditions (quantités et prix) dans les segments A et B pour le mois suivant. Cette nouvelle prescription constitue pour les vendeurs de lait, et en particulier pour les producteurs de lait, une base plus sûre sur laquelle se fonder pour ajuster éventuellement le volume de leur production ou pour changer de canal de distribution.

Les acteurs de la commercialisation et de la transformation du lait restent tenus de déclarer mensuellement à la société TSM les volumes de lait achetés et vendus dans chaque segment, mais aussi les produits laitiers fabriqués et exportés à base de lait B et C. En 2022, 83,3 % du lait du premier échelon acheté aux producteurs ont été écoulés dans le segment A (année précédente : 83,5 %) et 16,7 % dans le segment B (année précédente : 16,5 %). La part de lait écoulée dans le segment C est quant à elle nulle, comme en 2021.

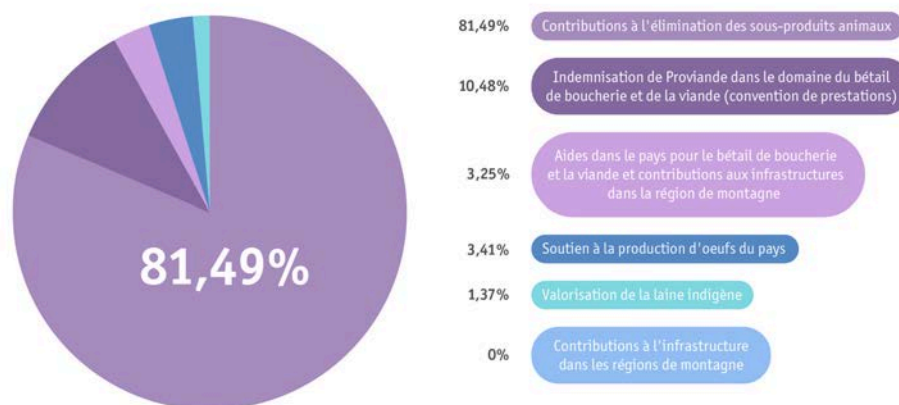
À la fin de chaque année, TSM contrôle si les volumes achetés dans les segments B et C correspondent bien à ceux vendus dans ces mêmes segments, en se référant aux quantités de produits laitiers fabriqués et exportés. Les contrevenants encourrent des sanctions de l'IP Lait pour tout écart supérieur à 5 % par an et par segment.



## La filière élevage et viande

Les mesures fédérales de politique agricole touchant la filière élevage et viande jettent les bases d'une production transparente, rentable et durable. Citons, entre autres éléments, l'établissement d'un classement neutre des animaux de boucherie et les subsides à l'élimination des sous-produits animaux. Les aides à la filière élevage et viande se montent au total à 59,4 millions de francs.

Répartition des moyens financiers en 2022 (Total 58,7 millions de francs)



Source: Compte d'Etat et OFAG

## Marchés du bétail de boucherie et de la viande

En application de l'art. 51 LAgr, l'OFAG a chargé la coopérative Proviande d'appliquer la réglementation relative au marché du bétail de boucherie et au marché de la viande. Concrètement, le mandat de prestations confié par l'OFAG porte sur les activités suivantes.

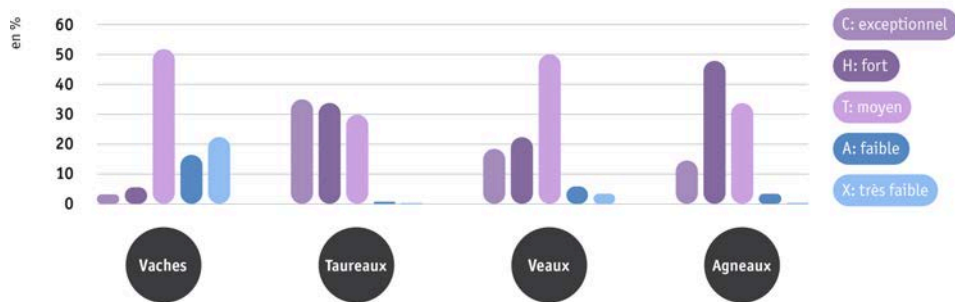
POLITIQUE > PRODUCTION ET VENTES



### Classement neutre des animaux de boucherie

L'établissement, par la coopérative Proviande, d'un classement neutre des carcasses d'animaux de boucherie est le garant de la transparence du marché. Le caractère équitable et compréhensible de ce classement renforce la position des producteurs sur le marché.

Répartition des carcasses par classe de conformation en 2022



Source : Proviande

Conformément au mandat confié par l'OFAG, Proviande s'est occupée en 2022 du classement des animaux de boucherie dans vingt-deux grands abattoirs. La coopérative a constaté que la conformation des carcasses s'est améliorée ces dernières années, signe des progrès réalisés dans la sélection, l'élevage et l'alimentation des animaux.

Le lecteur trouvera sur le site internet de l'OFAG de plus amples informations sur le classement des animaux de boucherie.

### Surveillance des marchés et opérations de désengorgement du marché

#### Surveillance des marchés du bétail de boucherie

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



Le nombre des marchés au gros bétail (647) n'a pas varié par rapport à l'année précédente, et celui des marchés aux moutons a augmenté de sept unités pour s'établir à 289 marchés. Les ventes aux enchères sur ces marchés se sont chiffrées à 59 549 têtes de bétail bovin (+281) et à 64 482 moutons (+527).

L'OFAG a publié sur son site internet de plus amples informations concernant la surveillance des marchés dans ce domaine.

### Opérations de désengorgement du marché

La production du porc a été marquée au second semestre 2022 par de gros excédents d'animaux prêts à l'abattage dus aux effets combinés de deux phénomènes : le recul de la consommation après les années COVID, d'une part, et, d'autre part, le caractère cyclique de cette production. La filière a pris diverses mesures pour désengorger le marché afin d'éviter que la surpopulation chez les individus en âge d'être abattus ne devienne problématique sur le plan de la protection des animaux. Entre autres, une opération a été menée entre novembre et décembre avec l'aide de la Confédération ; elle a permis de congeler la viande de 14 987 porcs en vue de la réintroduire ultérieurement sur le marché. L'année sous revue, la Confédération a versé 1,9 million de francs aux entreprises de transformation pour participer aux frais de stockage et compenser la dépréciation de la viande.

### Pesage des animaux abattus

Conformément à l'ordonnance sur le pesage des animaux abattus (RS 916.341.1), Proviande effectue pour le compte de l'OFAG des contrôles dans les abattoirs afin de déterminer le poids des carcasses. La transparence qui résulte de ces contrôles renforce la position des producteurs sur le marché. Les 485 contrôles réalisés en 2022 ont débouché dans cinq cas sur un constat de non-conformité. Quatre des cinq abattoirs concernés ont remédié aux défauts constatés, ainsi que les contrôles subséquents l'on prouvé, et l'OFAG a dû prendre contre un abattoir les mesures administratives prévues par l'art. 169 LAgr.

### Marché des œufs

Le marché des œufs est caractérisé par de fortes fluctuations saisonnières. Celles-ci ont été particulièrement marquées l'année sous revue. Alors que les pics de la demande à Pâques et à Noël constituent déjà un défi de taille pour la filière les années ordinaires, l'explosion de la demande d'œufs suisses pendant les années COVID a déséquilibré encore plus le marché et provoqué des excédents saisonniers massifs, surtout en été. Soucieuse d'atténuer les effets de ces fluctuations, la Confédération a débloqué l'année sous revue **2 millions de francs** pour des opérations de transformation, si bien que les fabricants d'ovoproduits ont cassé le nombre record de 43,7 millions d'œufs suisses destinés à la consommation, dont le blanc et le jaune ont été utilisés par les industries nationales de l'alimentaire. En outre, les commerçants ont réduit le prix de 12 millions d'œufs, une réduction dont le consommateur a bénéficié. L'OFAG a toutefois dû, pour rester dans les limites du budget, réduire de 62 % les aides aux opérations de cassage et de 17 % les aides aux campagnes de ventes à prix réduits.



### Valorisation de la laine de mouton suisse

L'OFAG finance les projets novateurs de valorisation de la laine de mouton suisse, comme le prévoit l'ordonnance du 25 juin 2008 sur la transformation de la laine de mouton du pays (RS 916.361). Il accord aussi aux organismes dits d'entraide des subsides à la valorisation de la laine de mouton suisse. En 2022, l'OFAG a versé 800 000 francs de subsides destinés à l'ensemble de ces activités.

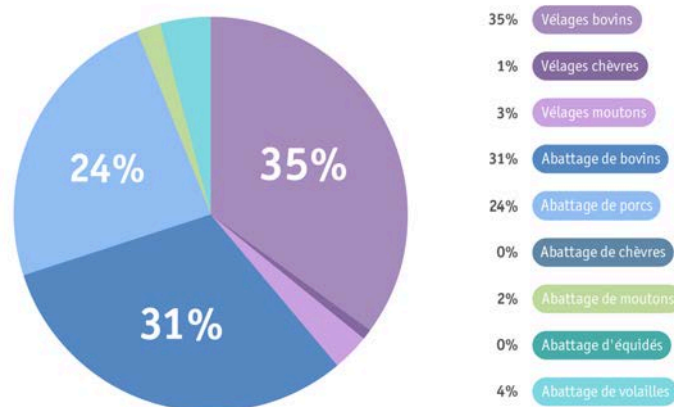
### Aides à l'élimination des sous-produits animaux

En vertu de l'ordonnance du 10 novembre 2004 concernant l'allocation de contributions pour payer les frais d'élimination des sous-produits animaux (RS 916.407), la Confédération alloue des subsides aux éleveurs et aux abattoirs afin d'éliminer les sous-produits animaux potentiellement dangereux pour la santé publique, pour la santé animale et pour l'environnement. Ces subsides, versés par Identitas SA pour le compte de l'OFAG, ont atteint **47,8 millions de francs** en 2022.

## POLITIQUE &gt; PRODUCTION ET VENTES



## Répartition des contributions à l'élimination des sous-produits animaux 2022



Source : Compte d'Etat et OFAG

## Identification des animaux d'élevage

La « base de données sur le trafic des animaux » (BDTA) est le pivot de la sécurité sanitaire des aliments et de la traçabilité des animaux. Elle joue donc un rôle de premier plan dans la prévention et la lutte contre les épizooties, de même que dans le calcul des paiements directs qui concernent les animaux. Depuis fin 2022, la BDTA permet de déterminer quels sont les cheptels de moutons et de chèvres éligibles aux programmes de paiements directs. En outre, Identitas SA a amélioré la statistique de la population animale à partir des données de la BDTA. Celle-ci est actuellement l'objet d'une modernisation progressive qui durera plusieurs années.

## Effectifs maximaux

Le Conseil fédéral fixe le nombre maximal d'animaux par exploitation, comme le prévoit l'art. 46 LAgr. La limite concerne l'élevage des porcs destinés à la reproduction ou à l'engraissement, ainsi que les élevages des poules pondeuses et des poulets de chair, des dindes et des veaux. Instaurée pour protéger les exploitations capables de produire elles-mêmes la nourriture de leur bétail, elle vise aussi, aujourd'hui, des fins en rapport avec l'aménagement du territoire et la protection des eaux. Tout dépassement de la limite est sanctionné par une taxe calculée en fonction des animaux surnuméraires, de telle façon qu'un tel dépassement ne se justifie pas économiquement.

En 2022, l'OFAG a accordé l'autorisation de dépasser la limite à plusieurs exploitations, à savoir :

- six exploitations satisfaisant aux règles des prestations écologiques requises (PER) sans pour autant céder d'engrais de ferme ;
- vingt-deux exploitations actives dans l'élevage du porc et dans lesquelles sont utilement valorisés des sous-produits de l'industrie laitière ou d'autres productions alimentaires ; au total, 126 000 tonnes de sous-produits ont été valorisés de cette façon ;
- une ferme expérimentale appartenant à la Confédération.

**Dépenses économie animale**

Dénomination	Budget 2022 fr.	Comptes 2022 fr.	Budget 2023 fr.
Indemnités versées à des organisations privées du bétail de	6 151 794	6 151 794	6 151 764
<b>Soutien du marché de la viande</b>	<b>3 110 500</b>	<b>1 910 153</b>	<b>3 110 500</b>
Contributions au stockage de viande de veau		1 910 153	
<b>Soutien du marché des œufs</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
Campagnes de vente à prix réduits	*	500 000	*
Campagne d'œufs cassés	*	1 500 000	*
<b>Laine de mouton</b>	<b>800 000</b>	<b>801 266</b>	<b>800 000</b>
Contributions à la mise en valeur de la laine de mouton	*	220 120	*
Contributions pour des projets innovatifs de laine de mouton	*	581 146	*
<b>Contributions pour les appareils et les équipements des machines</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000</b>
<b>Contributions aux frais d'élimination</b>	<b>49 143 700</b>	<b>47 833 553</b>	<b>48 589 200</b>
<b>Total</b>	<b>61 255 994</b>	<b>58 696 766</b>	<b>60 701 464</b>

Sources : Comptes d'Etat et OFAG

\* Le budget n'est pas détaillé pour ces sous-positions.



## 30 ans de paiements directs

**Il y a 30 ans, la politique agricole ayant atteint ses limites, de nouveaux paiements directs ont été introduits puis développés, en parallèle à la réduction progressive des interventions de l'État sur le marché. Le développement des paiements directs s'est fait en plusieurs étapes, dans le but de favoriser la réalisation des objectifs.**

### Un tournant dans la politique agricole

#### L'ancienne politique agricole atteint ses limites

Après la Seconde Guerre mondiale, deux instruments principaux ont marqué pendant longtemps la politique agricole suisse : la garantie, par l'État, des prix et de l'écoulement des principaux produits agricoles tels que le lait, les céréales panifiables ou les pommes de terre, et une protection douanière très élevée. Au début des années nonante, la politique agricole menée jusque-là a atteint ses limites. Cette problématique se traduisait par des prix très élevés pour les denrées alimentaires en comparaison internationale, des méthodes de production intensives et l'augmentation constante des dépenses de la Confédération pour la mise en valeur des produits. Le Cycle d'Uruguay du GATT (aujourd'hui OMC), qui a débuté en 1986, a en outre fait monter la pression internationale pour que la politique agricole suisse soit réformée en profondeur.

#### Nouveaux paiements directs et réduction des interventions sur le marché

Le tournant a eu lieu en 1992 : sur proposition du Conseil fédéral, le Parlement a créé les bases légales permettant l'introduction de nouveaux paiements directs, qui ne seraient pas liés à la production. Ces nouveaux paiements directs, qui visaient à compenser les prestations d'intérêt général et les prestations écologiques, sont entrés en vigueur en 1993. Ils complétaient les types de paiements directs qui existaient déjà (contribution pour terrains en pente et contributions d'estivage, contributions aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne, contributions aux détenteurs de vaches sans production laitière destinée à la commercialisation). Les nouveaux paiements directs visés à l'art. 31a de la loi sur l'agriculture de l'époque (intitulé « Paiements directs complémentaires ») portaient essentiellement sur la garantie d'un revenu équitable. L'objectif était de soutenir l'agriculture dans la réalisation des prestations d'intérêt général qu'on exigeait d'elle, comme la protection et l'entretien du paysage cultivé. L'art. 31b prévoyait quant à lui des « contributions pour des prestations écologiques particulières ». Quatre programmes ont été créés à cet effet, à savoir les surfaces de compensation écologique, la production intégrée, l'agriculture biologique et la « détention contrôlée d'animaux de rente en plein air » (SRPA). Un programme supplémentaire de bien-être des animaux, avec les « systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux » (SST), a été introduit en 1996. Les paiements directs visés aux art. 31a et 31b ont été rapidement développés au cours des années suivantes. Le Parlement a décidé qu'après une phase d'introduction, les deux groupes de paiements devraient atteindre le même ordre de grandeur. C'est pourquoi la participation aux mesures de l'art. 31b a augmenté de manière fulgurante. Ainsi, alors qu'en 1993, par exemple, 14 % des exploitations bénéficiaient de paiements directs suivant les règles de la production intégrée, elles étaient déjà 73 % en 1998.

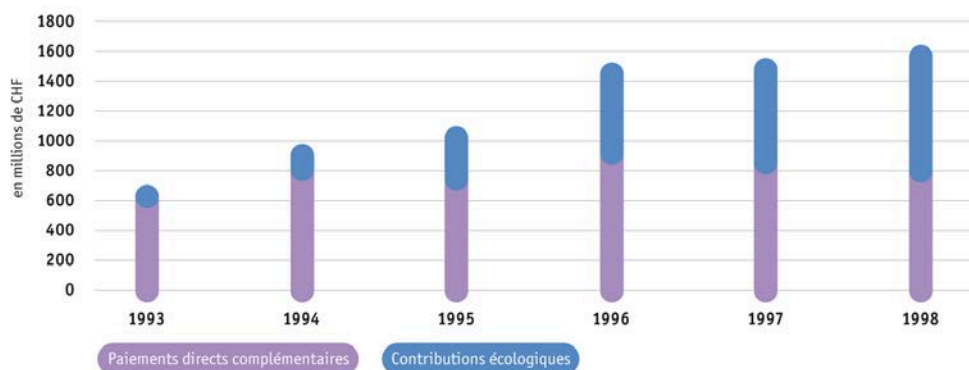


## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



En parallèle, le Conseil fédéral a réduit la fixation des prix par l'État et les paiements liés aux produits. Les droits de douane et les subventions à l'exportation ont aussi été progressivement abaissés. Ces modifications ont également permis à la Suisse de remplir ses obligations internationales découlant de la conclusion du Cycle d'Uruguay.

Paievements directs complémentaires (art. 31a LAgr) et contributions écologiques (art. 31b LAgr)



Source : Agristat, Statistiques et évaluations

## Introduction des prestations écologiques requises

### Nouvelle base constitutionnelle et restructuration des paiements directs

En 1996, le peuple et les cantons ont accepté une nouvelle base constitutionnelle pour l'agriculture (art. 104 Cst. actuel), sur laquelle le Conseil fédéral s'est fondé pour soumettre au Parlement le message sur la Politique agricole 2002. L'amélioration de la compétitivité et le renforcement des prestations écologiques de l'agriculture (« plus de marché, plus d'écologie ») étaient au cœur des propositions de réforme. En 1999, toutes les garanties étatiques des prix et de l'écoulement ont été supprimées lors de la mise en œuvre de la réforme et les moyens destinés au soutien du marché ont été réduits d'un tiers en l'espace de cinq ans. Les paiements directs ont également été modifiés, avec la création des deux catégories suivantes :

- **Paievements directs écologiques** : servant d'incitation pour des prestations écologiques particulières, ils comprenaient les paiements directs selon l'ancien art. 31b LAgr (sans les contributions pour la production intégrée) ainsi que les contributions pour les céréales extenso, les contributions d'estivage et les contributions pour la protection des eaux.
- **Paievements directs généraux** : servant à rémunérer les prestations d'intérêt général, ils comprenaient tous les autres paiements directs à l'exception des paiements directs écologiques. Les anciens paiements directs complémentaires (selon l'art. 31a LAgr) et les contributions pour la production intégrée (visées à l'art. 31b LAgr) ont été combinés en une contribution à la surface.

### Les PER, une condition de base pour le versement des paiements directs généraux

Un changement important a été l'introduction des prestations écologiques requises (PER) comme condition de base pour l'octroi des paiements directs généraux. Ces exigences, qui correspondaient pour l'essentiel aux directives du programme de la production intégrée, comprenaient un bilan de fumure équilibré, une part adéquate de surfaces de compensation

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



écologique, un assolement régulier, une protection appropriée du sol et l'utilisation ciblée de produits phytosanitaires.

### Orientation plus claire sur les objectifs constitutionnels

Des évaluations de l'efficacité du système des paiements directs ont montré qu'il existait un potentiel d'amélioration, en particulier pour les paiements directs généraux. C'est pourquoi la Politique agricole 2014-2017 a axé les paiements directs plus clairement sur les objectifs en la matière fixés dans la Constitution fédérale. Elle a également supprimé la distinction entre les paiements directs généraux et les paiements directs écologiques et défini les nouvelles catégories de paiements directs suivantes :

### Catégories de paiements directs depuis 2014

Catégories de paiements directs	Objectif
Contributions au paysage cultivé	Maintien d'un paysage rural ouvert
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Maintien des capacités de production
Contributions à la biodiversité	Préservation et promotion de la diversité biologique
Contributions à la qualité du paysage	Préservation et promotion de paysages cultivés diversifiés
Contributions au système de production	Encouragement des méthodes de production particulièrement respectueuses de la nature, de l'environnement et des animaux
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Utilisation durable des ressources et utilisation efficiente des moyens de production
Contributions de transition	Garantie d'une évolution socialement acceptable de l'agriculture

Du point de vue matériel, les principales modifications portaient sur la conversion des contributions liées aux animaux pour les exploitations à l'année (à l'exception des contributions au bien-être des animaux) en contributions à la sécurité de l'approvisionnement liées à la surface, la forte hausse des moyens destinés aux objectifs en matière d'écologie et d'entretien du paysage ainsi qu'une réallocation des contributions de la région de plaine à la région de montagne (y compris l'estivage).

### Différenciation accrue

Dans le sillage de la mise en œuvre de l'initiative parlementaire 19.475 « Réduire le risque de l'utilisation de pesticides » (Iv. pa. 19.475), d'autres modifications ont été apportées en 2023 dans le domaine des paiements directs. D'une part, les PER ont été adaptées et ne permettent notamment plus l'utilisation de substances actives présentant un potentiel de risque accru. D'autre part, de nouvelles contributions au système de production ont été introduites, qui soutiennent par exemple la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac, ainsi que des excédents d'azote.

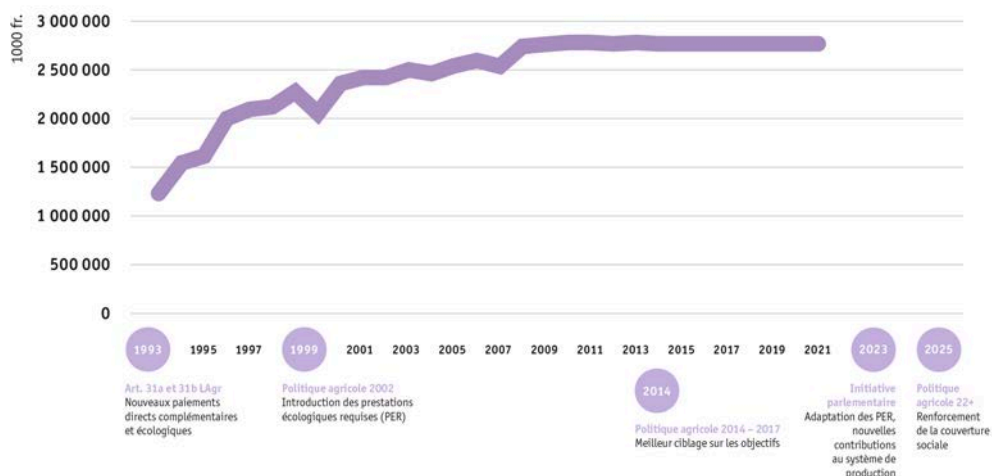
Le Parlement a par ailleurs décidé d'autres modifications du système des paiements directs dans le cadre de la politique agricole 2022+. Les dispositions ad hoc, qui entreront en vigueur en 2025, comprennent notamment le renforcement de la protection sociale des conjoints qui travaillent dans l'exploitation ainsi que le regroupement des contributions pour la mise en réseau et des contributions à la qualité du paysage.



## Conclusion et perspectives

L'introduction des nouveaux paiements directs et leur développement rapide ont été un élément clé de la réforme agricole de 1993. Ces nouveaux paiements aident l'agriculture à axer ses activités sur les attentes changeantes de la société. Grâce à leur volume financier substantiel, ils sont en outre rapidement devenus une part importante du revenu. Les paiements directs sont, aujourd'hui encore, un instrument central de la politique agricole, dont le principe n'est pas contesté. Toutefois, ils atteignent de plus en plus leurs limites : le système des paiements directs est devenu très complexe en raison de la différenciation croissante. Il apparaît en outre clairement que les objectifs sociétaux, notamment dans le domaine de l'environnement, ne peuvent pas être atteints uniquement par des incitations financières et des mesures exclusivement axées sur l'agriculture. Dans le rapport de postulat « Orientation future de la politique agricole », le Conseil fédéral a présenté des approches permettant un futur développement des paiements directs. Parmi les mesures envisageables, on peut citer le regroupement de programmes différenciés en programmes portant sur une partie ou sur l'ensemble de l'exploitation, l'utilisation de la numérisation à des fins de simplification, l'introduction de certaines exigences strictes dans les PER au lieu d'une multitude de mesures individuelles facultatives, une orientation plus marquée vers des paiements axés sur les résultats plutôt que sur les mesures ou encore le remplacement de certains versements annuels (paiements directs) par des versements uniques (améliorations structurelles). En outre, l'ensemble de la chaîne de création de valeur, jusqu'aux consommateurs, devra assumer à l'avenir une plus grande responsabilité personnelle en vue d'atteindre les objectifs écologiques. D'une manière générale, les paiements directs ont cependant fait leurs preuves. De concert avec la réduction des interventions sur le marché, ils ont créé les conditions propices à une agriculture entrepreneuriale qui produit conformément aux besoins du marché tout en polluant moins l'environnement et en fournissant davantage de prestations écologiques.

Paievements directs



Source : Compte d'État, OFAG

## Chronologie des principales étapes de la réforme

1993 Art. 31a et b LAgr : nouveaux paiements directs complémentaires et écologiques

1999 PA 2002 : introduction des prestations écologiques requises (PER)

2014 AP 2014-2017 : meilleur ciblage sur les objectifs

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



2023 Iv. pa. 19.475 : modification des PER, nouvelles contributions au système de production

2025 PA 2022+ : renforcement de la couverture sociale



## Moyens financiers pour les paiements directs

**L'art. 104 de la Constitution fédérale donne mandat à l'agriculture de fournir des prestations d'intérêt général. Chacune de ces prestations est encouragée par un type de paiement direct spécifique. Elles comprennent par exemple les formes de production respectueuses de la nature, de l'environnement et des animaux, la préservation des ressources naturelles et l'entretien du paysage cultivé. En 2022, la Confédération a versé environ 2,8 milliards de francs de paiements directs destinés à l'agriculture.**

La Politique agricole 2014–2017 a permis d'axer les paiements directs plus clairement sur les objectifs fixés dans la Constitution fédérale. Pour la période 2018–2021, le Conseil fédéral a décidé de ne pas apporter de modifications fondamentales à ce système développé de paiements directs. Lors de la session de printemps 2021, le Parlement a décidé de suspendre la Politique agricole à partir de 2022 (PA22+) et a, le 3 juin 2021, approuvé uniquement le plafond des dépenses pour la période 2022–2025. En parallèle, il a modifié la législation pour répondre à l'initiative parlementaire 19.475 « Réduire le risque de l'utilisation de pesticides ». Le 13 avril 2022, le Conseil fédéral a adopté le premier train d'ordonnances pour une eau potable propre et une agriculture plus durable, qui met en œuvre la partie essentielle de l'initiative parlementaire 19.475. Grâce aux nouvelles dispositions, l'environnement sera mieux protégé contre les effets des produits phytosanitaires et des excédents d'éléments fertilisants. La grande majorité des dispositions d'ordonnances correspondantes sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. En 2022, le Parlement a par ailleurs repris les délibérations relatives à la PA22+. L'objet a été adopté par le Parlement lors de la session d'été 2023.



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le système des paiements directs comprend sept types de contributions, dont le nom de chacune indique clairement son principal but. Des informations plus détaillées sur les différents programmes sont disponibles sous les articles correspondants.



## Dépenses

En 2022, la Confédération a versé au total 2,813 milliards de francs de paiements directs. La plus grande partie a été versée pour les contributions à la sécurité de l’approvisionnement (1,077 milliard de francs), suivies des contributions au paysage cultivé (524 millions de francs), les contributions au système de production (508 millions de francs) et les contributions à la biodiversité (443 millions de francs).

Les dépenses pour les contributions au système de production ont légèrement augmenté par rapport à l’année précédente. Celles qui servent à soutenir la sécurité de l’approvisionnement, la biodiversité ou la qualité du paysage sont restées stables. Les dépenses pour les contributions au paysage cultivé ont légèrement diminué. En 2022, les dépenses pour les contributions à l’utilisation efficace des ressources ont diminué par rapport à l’année précédente, car la promotion de méthodes d’épandage réduisant les émissions, comme les rampes d’épandage à tuyaux flexibles (« pendillards »), a pris fin en 2021.

Par la mise en œuvre de l’initiative parlementaire 19.475, le Conseil fédéral a principalement introduit, ou repris en les adaptant, des contributions au système de production. Par suite, les moyens budgétés à ce poste en 2023 seront plus importants qu’en 2022. Outre les nouvelles contributions au système de production, on s’attend également à une augmentation de la participation aux actuels instruments des paiements directs. Ces dépenses supplémentaires seront financées par une réduction des contributions à la sécurité de l’approvisionnement et à l’utilisation efficace des ressources. Certaines mesures qui étaient jusqu’à présent encouragées de manière temporaire dans le cadre des contributions à l’utilisation efficace des ressources sont désormais soutenues plus largement au moyen de contributions au système de production.

### Dépenses au titre des paiements directs

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Poste de dépenses	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2023 <sup>1</sup>
	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.	Millions de fr.
Contributions au paysage cultivé	525	528	524	525
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement.	1 080	1 078	1 077	919
Contributions à la biodiversité	426	435	443	448
Contribution à la qualité du paysage	147	147	147	147
Contributions au système de production	493	501	508	592
Contributions à l'efficacité des ressources	39	43	33	5
Contributions pour les programmes de protection des eaux et les programmes d'utilisation durable des ressources naturelles (LEaux et LAgr, art. 77a/b)	26	26	28	25
Contribution de transition	80	63	53	149
Réductions/ versements anticipés et ultérieurs, etc.	- 9	- 8	- 5	-
<b>Total</b>	<b>2 807</b>	<b>2 815</b>	<b>2 811</b>	<b>2 810</b>

<sup>1</sup>Source : Budget 2023 avec plan intégré des tâches et des finances 2024–2026 des unités administratives, volume 2B. Administration fédérale des finances Source : OFAG

## Nombre d'exploitations à l'année et d'exploitations d'estivage par canton en 2021

### Répartition des moyens financiers

Le graphique ci-après montre la répartition des paiements directs.

### Aperçu des types de contributions

Les tableaux ci-dessous comprennent des données plus détaillées sur les différents types de contributions et sur les contributions versées en 2022 selon le canton et la région :

### Aperçu des paiements directs par canton

### Aperçu des paiements directs par région

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



**Paielements directs à l'échelon de l'exploitation par classe de grandeur (zone de plaine et zone des collines)**

**Paielements directs à l'échelon de l'exploitation par classe de grandeur (zone de montagne I et II)**

**Paielements directs à l'échelon de l'exploitation par classe de grandeur (zone de montagne III et IV)**

**Paielements directs à l'échelon de l'exploitation par région (plaine, collines, montagne)**



**Nombre d'exploitations à l'année et d'estivage par canton pour 2022**

Exploitation à l'année avec Pdir	
Canton	Nombre
ZH	2 608
BE	9 193
LU	4 071
UR	497
SZ	1 368
OW	553
NW	383
GL	315
ZG	475
FR	2 275
SO	1 078
BL	754
SH	429
AR	588
AI	387
SG	3 294
GR	1 980
AG	2 366
TG	1 967
TI	676
VD	2 840
VS	2 304
NE	666
GE	234
JU	907
<b>CH</b>	<b>42 208</b>

Exploitation d'estivage avec Pdir	
Canton	Nombre
ZH	7
BE	1 419
LU	239
UR	299
SZ	407
OW	245
NW	129
GL	117
ZG	4
FR	587
SO	54
BL	9
SH	1
AR	109
AI	138
SG	356
GR	926
AG	3
TG	
TI	228
VD	627
VS	521
NE	149
GE	
JU	96
<b>CH</b>	<b>6 670</b>

Source : OFAG

**Aperçu de tous les types de paiements directs selon les cantons 2022**

Canton	Contributions au paysage cultivé	Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Contributions à la biodiversité	Contributions à la qualité du paysage	Contributions au système de production	Contributions à l'utilisation efficace des ressources	Contribution de transition	Réductions* / paiements préalables / limitations...
ZH	8 490 329	68 507 768	31 501 941	8 658 289	29 856 077	2 720 416	3 372 112	- 603 753
BE	104 975 139	207 401 841	73 877 744	27 715 248	90 125 915	4 686 367	10 932 112	- 951 965
LU	27 278 446	79 334 639	31 664 973	9 791 575	50 463 158	3 253 255	5 224 192	- 426 126
UR	12 686 927	7 280 910	4 952 332	1 504 869	2 824 506	8 201	293 069	34 451
SZ	21 466 861	23 788 182	14 787 401	3 991 406	11 414 533	93 600	1 433 113	283 411
OW	11 975 426	8 442 232	3 934 562	1 692 722	5 139 790	40 787	469 607	132 799
NW	7 288 564	6 272 402	3 137 969	1 089 469	3 353 665	33 802	380 203	16 360
GL	9 668 082	7 376 702	4 311 805	1 322 576	3 680 784	10 760	402 545	59 631
ZG	3 617 955	10 401 878	6 415 866	1 302 356	5 642 604	274 585	639 035	- 39 242
FR	29 582 744	79 679 743	18 834 318	11 035 727	39 835 724	2 494 959	3 886 317	- 564 147
SO	7 018 141	31 479 362	14 220 882	4 076 220	14 078 747	1 215 866	1 583 931	- 224 954
BL	5 083 412	22 202 773	10 487 371	2 339 218	9 850 948	532 270	1 060 183	- 21 988
SH	1 262 629	14 905 396	7 598 652	1 402 155	4 887 705	1 139 329	521 316	- 368 027
AR	8 825 164	13 357 678	2 495 278	1 645 137	6 580 351	31 943	826 837	- 47 423
AI	5 933 983	7 900 956	1 702 775	643 047	4 428 901	55 363	477 149	- 47 103
SG	40 900 814	70 715 197	28 086 736	9 202 323	38 906 680	1 008 159	4 542 793	- 4 861
GR	80 106 768	59 160 863	41 042 283	11 151 434	30 080 814	336 843	2 820 575	- 23 591
AG	7 978 102	60 480 721	29 699 330	7 345 747	27 689 929	2 725 038	3 092 070	- 613 664
TG	3 203 719	47 233 580	14 985 626	5 991 177	27 356 562	2 201 412	2 571 778	- 926 786
TI	13 759 239	13 231 450	6 328 828	1 578 955	5 377 599	266 094	508 904	33 814
VD	39 401 781	112 507 197	41 713 100	15 955 724	44 817 836	6 492 853	3 474 996	293 370
VS	42 588 153	37 545 576	24 057 731	6 836 225	13 106 841	865 639	1 307 381	- 103 940
NE	13 365 999	34 600 064	8 407 641	4 175 357	14 139 317	579 370	1 280 197	- 309 563
GE	336 086	10 358 478	3 271 792	1 154 432	3 672 537	895 378	187 762	- 152 168
JU	17 324 605	42 380 811	15 164 747	5 607 516	20 385 114	835 649	1 969 426	- 300 317
<b>CH</b>	<b>524 119 069</b>	<b>1 076 546 397</b>	<b>442 681 682</b>	<b>147 208 904</b>	<b>507 696 637</b>	<b>32 797 940</b>	<b>53 257 603</b>	<b>- 4 875 782</b>

Zonen								
Tal	42 542 149	481 116 062	180 484 131	58 447 197	228 129 515	26 969 695	23 044 557	-4 022 019
Hügel	42 008 660	153 540 496	57 757 847	17 807 329	77 699 477	3 819 332	7 899 473	-1 201 573
BZ I	62 716 579	129 694 103	36 941 672	15 173 549	63 447 349	1 313 924	6 838 163	- 645 480
BZ II	109 277 931	169 824 561	56 909 566	21 190 261	75 385 819	607 522	8 556 242	- 858 085
BZ III	82 342 061	85 827 994	40 746 832	13 839 439	38 214 461	74 512	4 160 217	- 420 971
BZ IV	56 302 076	56 543 181	37 817 172	10 049 854	24 820 015	12 957	2 758 951	- 162 795
SöG	128 929 614	0	32 024 461	10 701 275	0	0	0	2 435 141

\*Sans les contributions pour les programmes de protection des eaux et d'utilisation durable des ressources

Source : OFAG

**Aperçu des paiements directs 2022**

	Suisse 1000 Fr.	Région			
		Plaine 1000 Fr.	Collines 1000 Fr.	Montagne 1000 Fr.	Estivage 1000 Fr.
Contributions au paysage cultivé	524 119	42 534	104 557	247 631	129 397
Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert	140 006	3 859	39 286	96 861	
Contribution pour surfaces en pente	126 203	14 241	36 877	75 085	
Contribution pour surfaces en forte pente	10 948	26	616	10 305	
Contribution pour surfaces viticoles en pente	11 584	5 423	3 108	3 054	
Contribution de mise à l'alpage	105 981	18 984	24 669	62 327	
Contribution d'estivage	129 397				129 397
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	1 076 546	481 116	283 235	312 196	
Contribution de base	803 822	380 234	204 761	218 827	
Contribution pour la production dans des conditions difficiles	159 145	6 325	61 456	91 365	
Contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes	113 579	94 557	17 018	2 004	
Contributions à la biodiversité	442 682	180 484	94 689	135 409	32 100
Contribution pour la qualité I	159 337	81 939	36 200	41 198	
Contribution pour la qualité II	167 105	52 113	33 082	49 810	32 100
Contribution pour la mise en réseau	116 305	46 433	25 406	44 465	
Contribution à la qualité du paysage	147 209	58 445	32 973	45 066	10 725
Contributions au système de production	507 697	228 130	141 147	138 420	
Contribution pour l'agriculture biologique	69 409	37 973	13 454	17 982	
Contribution pour la culture extensive de céréales, de tournesols, de pois protéagineux, de féveroles et de colza	36 807	28 215	7 966	625	
Contribution pour la production de lait et de viande basée sur les herbages	111 489	26 783	32 754	51 952	
Contributions au bien-être des animaux	289 992	135 159	86 972	67 861	
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	32 798	26 970	5 133	695	
Contribution pour des techniques d'épandage diminuant les émissions	0				
Contribution pour des techniques culturelles préservant le sol	16 997	14 298	2 493	206	
Contribution pour l'utilisation de techniques d'application précise des produits phytosanitaires	5 643	4 677	847	120	
Contributions pour la réduction des produits phytosanitaires dans l'arboriculture fruitière, dans la viticulture et dans la culture de betteraves sucrières	6 859	5 904	797	158	
Contribution pour l'alimentation biphase des porcs appauvris en matière azotée	3 298	2 091	996	211	
Contribution de transition	53 258	23 045	14 738	15 475	
Réductions / paiements antérieurs et ultérieurs / limitations,	- 4 876	- 4 022	- 1 847	- 1 442	2 435
<b>Total des paiements directs</b>	<b>2 779 432</b>	<b>1 036 701</b>	<b>674 624</b>	<b>893 450</b>	<b>174 657</b>

Remarque: les contributions pour les programmes de protection des eaux et d'utilisation durable des ressources ainsi que les contributions *in situ* font partie du budget des paiements directs, mais ne figurent pas dans l'OPD: 28,1 millions de francs

Source : OFAG

**Paiements directs par exploitation<sup>1</sup> : selon les zones et les classes de grandeur 2021<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Zone de plaine			Zone des collines		
		10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU	10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU
Exploitations de référence	Nombre	140	218	220	92	115	103
Exploitations représentées	Nombre	2 240	3 791	3 681	1 303	1 300	1 107
Surface agricole utile	ha	16.1718	24.9319	37.75636	14.9205	24.7184	38.1631
<b>Paiements directs selon l'ordonnance sur les paiements directs (OPD)<sup>1</sup></b>							
Contributions au paysage cultivé	Fr.	1 696	2 600	2 390	4 886	6 566	10 371
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	16 174	24 994	38 414	17 149	28 631	43 341
Contributions à la biodiversité	Fr.	6 091	9 812	15 772	5 585	11 268	17 252
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	2 550	3 749	5 249	2 752	3 895	5 648
Contributions au système de production	Fr.	11 010	13 741	18 405	9 114	15 241	20 457
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	1 236	1 707	3 033	834	1 459	2 078
Contribution de transition	Fr.	1 275	1 783	2 401	1 203	1 936	2 580
<b>Total paiements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>39 603</b>	<b>57 601</b>	<b>84 714</b>	<b>40 857</b>	<b>68 205</b>	<b>100 476</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	1 482	3 002	6 541	565	1 142	1 504
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>290 135</b>	<b>372 253</b>	<b>515 064</b>	<b>215 631</b>	<b>340 359</b>	<b>455 876</b>
dont paiements directs	Fr.	42 736	63 019	94 576	43 078	70 494	105 570
Part des paiements directs à la prestation brute	Fr.	15	17	18	20	21	23
Paiements directs par ha SAU	Fr./ha	2 643	2 528	2 505	2 887	2 852	2 766

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paiements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope

**Paiements directs par exploitation<sup>1</sup> : selon les zones et les classes de grandeur 2021<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Zone de montagne I			Zone de montagne II		
		10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU	10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU
Exploitations de référence	Nombre	80	66	44	84	86	73
Exploitations représentées	Nombre	1532	1095	758	1867	1751	1184
Surface agricole utile	ha	14.748	24.5892	37.3073	14.8099	24.5179	37.7131
<b>Paiements directs selon l'ordonnance sur les paiements directs (OPD)<sup>1</sup></b>							
Contributions au paysage cultivé	Fr.	8 985	14 481	19 152	13 135	19 319	23 535
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	16 808	28 125	43 058	16 675	27 041	42 430
Contributions à la biodiversité	Fr.	5 601	9 225	11 700	5 657	11 244	12 079
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	2 614	4 338	6 078	3 018	4 269	4 991
Contributions au système de production	Fr.	8 756	13 661	23 000	7 530	12 351	19 098
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	399	614	1 283	156	480	848
Contribution de transition	Fr.	1 293	1 923	2 427	1 182	1 661	2 595
<b>Total paiements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>43 976</b>	<b>71 646</b>	<b>105 624</b>	<b>46 828</b>	<b>75 511</b>	<b>104 785</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	55	186	407	38	27	101
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>197 246</b>	<b>254 830</b>	<b>376 540</b>	<b>158 563</b>	<b>229 922</b>	<b>316 993</b>
dont paiements directs	Fr.	46 131	75 002	110 737	52 320	82 914	112 791
Part des paiements directs à la prestation brute	%	23	29	29	33	36	36
Paiements directs par ha SAU	Fr./ha	3 128	3 050	2 968	3 533	3 382	2 991

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paiements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope

**Paiements directs par exploitation<sup>1</sup> : selon les zones et les classes de grandeur 2021<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Zone de montagne III			Zone de montagne IV		
		10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU	10 – 20 ha SAU	20 – 30 ha SAU	30 – 50 ha SAU
Exploitations de référence	Nombre	35	33	29	25	20	26
Exploitations représentées	Nombre	770	680	474	572	444	561
Surface agricole utile	ha	14.6126	25.403	37.233	15.3655	24.64361	38.4741
<b>Paiements directs selon l'ordonnance sur les paiements directs (OPD)<sup>1</sup></b>							
Contributions au paysage cultivé	Fr.	18 660	30 185	35 220	19 160	26 131	39 906
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	Fr.	16 253	28 036	41 073	16 701	27 121	40 192
Contributions à la biodiversité	Fr.	7 666	12 537	19 024	9 593	13 533	27 138
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	3 795	5 348	7 919	4 666	4 285	6 604
Contributions au système de production	Fr.	6 910	12 413	20 042	6 033	10 232	18 735
Contributions à l'utilisation efficiente des ressources	Fr.	51	59	229	53	53	335
Contribution de transition	Fr.	976	1 489	2 239	1 286	1 573	2 537
<b>Total paiements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>53 132</b>	<b>89 065</b>	<b>124 197</b>	<b>56 627</b>	<b>81 699</b>	<b>133 808</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	40	17	88	0	0	55
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>130 979</b>	<b>214 101</b>	<b>277 209</b>	<b>127 792</b>	<b>180 296</b>	<b>295 229</b>
dont paiements directs	Fr.	61 859	96 103	132 154	65 268	93 223	150 685
Part des paiements directs à la prestation brute	%	47	45	48	51	52	51
Paiements directs par ha SAU	Fr./ha	4 233	3 783	3 549	4 248	3 783	3 917

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paiements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope

**Paiements directs par exploitation<sup>1</sup>: selon les zones et les classes de grandeur 2021<sup>4</sup>**

Paramètre	Unité	Toutes les exploitations	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne
Exploitations de référence	Nombre	2 086	890	675	521
Exploitations représentées	Nombre	32 783	13 774	8 965	10 044
Surface agricole utile	ha	27.37	29.93	25.10	25.89
<b>Paiements directs selon l'ordonnance sur les paiements directs (OPD)<sup>1</sup></b>					
Contributions au paysage cultivé	Fr.	10 591	2 425	10 110	22 217
Contributions à la sécurité de l'approvisio	Fr.	29 318	30 216	28 763	28 583
Contributions à la biodiversité	Fr.	11 263	11 935	9 667	11 767
Contribution à la qualité du paysage	Fr.	4 356	4 353	4 063	4 621
Contributions au système de production	Fr.	14 044	14 515	14 576	12 924
Contributions à l'utilisation efficiente des	Fr.	1 374	2 297	1 119	337
Contribution de transition	Fr.	1 737	1 780	1 776	1 644
<b>Total paiements directs selon l'OPD</b>	<b>Fr.</b>	<b>71 825</b>	<b>66 669</b>	<b>69 292</b>	<b>81 157</b>
Autres contributions <sup>2</sup>	Fr.	2 116	4 524	727	52
<b>Prestation brute<sup>3</sup></b>	<b>Fr.</b>	<b>351 140</b>	<b>460 661</b>	<b>311 322</b>	<b>236 487</b>
dont paiements directs	Fr.	78 492	74 158	72 752	89 558
Part des paiements directs à la prestation	%	22	16	23	38
Paiements directs par ha SAU	Fr./ha	2 868	2 478	2 898	3 460

<sup>1</sup> Les résultats se fondent sur les données SIPA concernant les paiements directs des exploitations du dépouillement centralisé d'Agroscope

<sup>2</sup> Contributions à des cultures particulières, Contributions In situ et Suppléments pour les céréales

<sup>3</sup> Les résultats se fondent sur les données du dépouillement centralisé d'Agroscope

Les év. différences sont dues à des contributions (cantonales, etc.) supplémentaires et à des délimitations différentes

<sup>4</sup> Sans les types d'exploitation cultures spéciales et transformation

Source : Agroscope



## Exécution

**Au cours de la troisième année du système de contrôle basé sur les risques, la pandémie n'a plus eu d'impact sur la réalisation des contrôles. Ainsi, les contrôles en fonction des risques ont porté sur les bandes refuges dans le cadre des projets de mise en réseau, la litière dans les programmes de bien-être des animaux SST, ainsi que dans des domaines supplémentaires que les cantons pouvaient librement choisir en plus des contrôles de base.**

## Réduction des paiements directs

En 2022, un total de 42 208 exploitations à l'année et 6 670 exploitations d'estivage ont obtenu des paiements directs. Dans 5 964 exploitations à l'année (14 %) et 198 exploitations d'estivage (3 %), certaines dispositions (y compris la protection des animaux) n'étaient pas entièrement remplies et des manquements ont été constatés par les contrôleurs. Ces manquements ont conduit à des réductions de paiements directs à hauteur d'environ 7,3 millions de francs dans les exploitations à l'année et d'environ 214 000 francs dans les exploitations d'estivage. En moyenne, les réductions étaient de 1 217 francs par exploitation à l'année sanctionnée. Les résultats se fondent sur le système d'information sur la politique agricole (SIPA), auquel les cantons transmettent le total des réductions de toutes les exploitations.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des réductions concernant les exploitations à l'année par canton :

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des réductions concernant les exploitations d'estivage par canton :



## Contrôles



## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Le système de contrôle basé sur les risques a pour objectif de réduire la charge administrative ainsi que d'augmenter l'efficacité du système de contrôle dans le domaine des paiements directs. Grâce à ce système, les contrôles de base effectués dans les exploitations agricoles sont nettement moins nombreux qu'auparavant. Par contre, le nombre de contrôles basés sur les risques a augmenté.

Ces contrôles sont réalisés de manière ciblée sur la base de critères de risque définis :

- des manquements constatés lors de contrôles précédents ;
- un soupçon justifié ;
- des changements importants dans l'exploitation ;
- des domaines déterminés chaque année qui présentent des risques plus élevés de manquement.

En 2022, 70 % des quelque 30 000 contrôles réalisés étaient des contrôles de base ; les 30 % restants étaient des contrôles basés sur les risques. Les bordures tampon de toute sorte et la protection des végétaux ont de nouveau été désignées comme des domaines présentant un risque accru. Par ailleurs, de nouveaux domaines ont été contrôlés en fonction des risques : les bandes refuges dans le cadre des projets de mise en réseau, la litière dans les SST, ainsi que des domaines supplémentaires que les cantons pouvaient librement choisir. La part de pâture dans le cadre des SRPA, ainsi que la protection contre l'érosion et la couverture végétale, n'étaient plus considérées comme des domaines présentant un risque plus élevé.

Au moins 40 % de tous les contrôles des programmes de bien-être des animaux (SST et SRPA) doivent être effectués chaque année sans préavis. En 2022, 52 % des contrôles du bien-être des animaux au total n'ont pas été annoncés à l'avance aux exploitants. Cette disposition a donc été appliquée à l'échelon national. Des manquements ont été constatés lors de 14 % de ces contrôles sans préavis. Par contre, les contrôles annoncés n'ont révélé des manquements que dans 8 % des cas.

Ces résultats se basent sur le système d'information Acontrol de la Confédération, auquel les cantons transmettent les données de contrôle.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des contrôles concernant les exploitations à l'année selon les domaines de contrôle :

### **Contrôles dans les exploitations à l'année ayant droit aux paiements directs\***

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Domaine de contrôle	Exploitations (total)			Exploitations avec manquement		Contrôles	Contrôles avec manquement	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	Nombre
Prestations écologiques requises (PER)	42 211	9 708	23	1 245	13	10 017	1 292	13
Surfaces de promotion de la biodiversité Q1 (SPB)	41 382	6 641	16	531	8	7 091	542	8
Agriculture biologique	7 556	3 745	50	239	6	3 827	243	6
Production extensive	14 340	2 258	16	21	1	2 278	21	1
Production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH)	29 049	3 996	14	244	6	4 506	248	6
Bien-être des animaux (SST et SRPA)	34 534	10 544	31	1 141	11	10 949	1 167	11
Utilisation efficiente des ressources (CER)	13 977	2 477	18	197	8	2 892	205	7

Source : SIPA, Acontrol et cantons\* Sans les exploitations avec exclusivement des paiements ultérieurs et sans les domaines de contrôle de la sécurité des aliments, de la santé des animaux et de la protection des animaux. Le nombre d'exploitations pour les SST et SRPA, ainsi que les CER et Extensio, concerne une inscription dans un moins un des programmes proposés dans ces domaines.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des contrôles concernant les exploitations d'estivage :

**Contrôles dans les exploitations d'estivage ayant droit aux paiements directs\***

Domaine de contrôle	Exploitations (total)			Exploitations avec manquement		Contrôles	Contrôles avec manquement	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	Nombre
Contributions d'estivage	6 563	1 110	17	170	15	1 155	180	16

Source : SIPA, Acontrol et cantons\* Sans les exploitations d'estivage avec exclusivement des contributions à la biodiversité et des contributions à la qualité du paysage et sans les domaines de contrôle de la sécurité des aliments, de la santé des animaux et de la protection des animaux.

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Les tableaux ci-dessous montrent un aperçu des contrôles effectués selon le canton et les domaines de contrôle :

**Prestations écologiques requises :****Estivage :****Production de lait et de viande basée sur les herbages :****Bien-être des animaux :****Utilisation efficace des ressources :****Agriculture biologique :****Surface de promotion de la biodiversité :****Production extensive :****Analyses de laboratoire dans le domaine des produits phytosanitaires :****Autorisations spéciales dans le domaine de la protection des végétaux**

Dans le cadre des prestations écologiques requises (PER), l'utilisation des produits phytosanitaires est soumise à certaines restrictions. Dans des conditions particulières et lorsque cela se justifie, les exploitants peuvent demander aux services phytosanitaires cantonaux une autorisation spéciale pour traiter les cultures à l'aide de produits phytosanitaires non autorisés dans les PER, en vertu de l'annexe 1, ch. 6.4, de l'ordonnance sur les paiements directs. En 2022, 2 934 autorisations spéciales ont été octroyées pour environ 9 947 hectares de surface agricole utile. Le nombre des autorisations spéciales délivrées est à peu près équivalent à celui de l'année précédente. La plus grande part concerne la lutte contre les altises dans les cultures de colza et de betteraves sucrières et contre le doryphore. En outre, un grand nombre d'autorisations spéciales ont été délivrées pour l'utilisation d'herbicides à la fin de l'automne.

**Autorisations spéciales accordées dans le domaine de la protection des végétaux en 2022**

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



<b>Total</b>	<b>Autorisations</b>	<b>Autorisations</b>	<b>Surface</b>	<b>Surface</b>
Catégorie	Nombre d'exploitations	% de toutes les exploitations	ha	% de la surface totale
Application de produits phytosanitaires pendant l'interdiction de traiter en hiver	255	9	1 341	13
Emploi d'insecticides granulés (notamment contre le ver fil de fer)	56	2	241	2
Céréales : lutte contre le criocère des céréales	13	1	88	1
Pommes de terre : lutte contre le doryphore	747	25	828	8
Légumineuses, tournesols, tabac : lutte contre les pucerons	49	2	167	2
Autre lutte contre les organismes nuisibles dans les grandes cultures*	1 721	59	6 979	70
Herbages permanents : traitement de surfaces	23	1	178	2
Utilisation d'herbicides non sélectifs	59	2	82	1
Culture maraîchère	0	0	0	0
Arboriculture	11	0	43	0
Viticulture	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 934</b>	<b>100</b>	<b>9 947</b>	<b>100</b>

Source : OFAG\* En raison de la menace que représentent les organismes nuisibles à partir de la mi-septembre dans les cultures de colza, des autorisations spéciales régionales pour un traitement ont été délivrées dans certains cantons.

**Réductions des paiements directs en 2022 dans les exploitations à l'année**

Canton	Réductions des paiements directs	Exploitations recevant des paiements directs	Exploitations sanctionnées par des réductions	Part d'exploitations sanctionnées par des réductions	Réduction moyenne par exploitation
	Francs	Nombre	Nombre	%	Francs
ZH	368 421	2 608	319	12%	1 155
BE	1 669 961	9 193	1 508	16%	1 107
LU	403 164	4 071	462	11%	873
UR	35 261	497	64	13%	551
SZ	110 185	1 368	138	10%	798
OW	18 541	553	54	10%	343
NW	26 621	383	43	11%	619
GL	14 575	315	12	4%	1 215
ZG	29 124	475	23	5%	1 266
FR	621 259	2 275	382	17%	1 626
SO	124 929	1 078	104	10%	1 201
BL	18 137	754	20	3%	907
SH	13 219	429	22	5%	601
AR	47 533	588	35	6%	1 358
AI	39 096	387	38	10%	1 029
SG	621 105	3 294	491	15%	1 265
GR	432 261	1 980	381	19%	1 135
AG	495 898	2 366	286	12%	1 734
TG	715 102	1 967	449	23%	1 593
TI	72 746	676	82	12%	887
VD	806 819	2 840	477	17%	1 691
VS	272 945	2 304	422	18%	647
NE	199 810	666	42	6%	4 757
GE	40 047	234	41	18%	977
JU	63 206	907	69	8%	916
<b>Suisse</b>	<b>7 259 965</b>	<b>42 208</b>	<b>5 964</b>	<b>14%</b>	<b>1 217</b>

Source : SIPA, y compris les exploitations astreintes à une réduction de 100% des paiements directs

**Réductions des paiements directs en 2022 dans les exploitations d'estivage**

Canton	Réductions des paiements directs	Exploitations recevant des paiements directs	Exploitations d'estivage sanctionnées par des	Part d'exploitations d'estivage sanctionnées par des
	Francs	Nombre	Nombre	%
ZH		7		
BE	48 807	1 419	48	3%
LU	477	239	4	2%
UR	1 344	299	5	2%
SZ	3 849	407	22	5%
OW	770	245	9	4%
NW	0	129		0%
GL	7 600	117	1	1%
ZG	0	4		0%
FR	9 441	587	3	1%
SO	4 264	54	3	6%
BL	0	9		0%
SH	0	1		0%
AR	0	109		0%
AI	2 425	138	5	4%
SG	600	356	2	1%
GR	38 661	926	55	6%
AG	0	3		0%
TG	0			
TI	5 852	228	1	0%
VD	78 774	627	29	5%
VS	10 400	521	6	1%
NE	0	149		0%
GE	0			
JU	1 000	96	5	5%
<b>Suisse</b>	<b>214 264</b>	<b>6 670</b>	<b>198</b>	<b>0</b>

Source : SIPA, y compris les exploitations astreintes à une réduction de 100% des paiements directs

**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine des PER**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	2 364	344	15	21	6	351	21	6
AI	387	134	35	8	6	134	8	6
AR	588	209	36	6	3	209	6	3
BE	9 189	1 510	16	214	14	1 514	214	14
BL/BS	754	94	12	5	5	94	5	5
FR	2 273	690	30	102	15	702	102	15
GE	234	102	44	12	12	102	12	12
GL	315	60	19	15	25	60	15	25
GR	1 980	365	18	75	21	371	75	20
JU	907	303	33	3	1	303	3	1
LU	4 071	1 060	26	86	8	1 065	88	8
NE	665	106	16	22	21	107	22	21
NW	383	138	36	10	7	139	10	7
OW	554	155	28	14	9	155	14	9
SG	3 300	789	24	110	14	803	113	14
SH	429	110	26	8	7	114	8	7
SO	1 078	332	31	18	5	341	18	5
SZ	1 368	349	26	9	3	350	9	3
TG	1 967	373	19	76	20	380	79	21
TI	676	34	5	7	21	34	7	21
UR	497	155	31	3	2	158	3	2
VD	2 845	887	31	70	8	902	98	11
VS	2 302	753	33	238	32	884	249	28
ZG	476	132	28	8	6	133	8	6
ZH	2 609	524	20	105	20	612	105	17
<b>CH</b>	<b>42 211</b>	<b>9 708</b>	<b>23</b>	<b>1 245</b>	<b>13</b>	<b>10 017</b>	<b>1 292</b>	<b>13</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2022 dans les exploitations d'estivage**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	3	0	0	0	0	0	0	0
AI	137	14	10	0	0	14	0	0
AR	107	15	14	0	0	15	0	0
BE	1 411	247	18	38	15	247	38	15
BL/BS	9	0	0	0	0	0	0	0
FR	583	74	13	4	5	75	5	7
GE	0	0	0	0	0	0	0	0
GL	117	12	10	2	17	12	2	17
GR	917	275	30	29	11	296	29	10
JU	96	14	15	0	0	14	0	0
LU	239	24	10	3	13	24	3	13
NE	149	15	10	1	7	15	1	7
NW	127	16	13	4	25	16	4	25
OW	245	34	14	13	38	34	13	38
SG	343	65	19	5	8	65	5	8
SH	1	0	0	0	0	0	0	0
SO	54	6	11	3	50	7	4	57
SZ	388	55	14	18	33	55	18	33
TG	0	0	0	0	0	0	0	0
TI	228	6	3	1	17	6	1	17
UR	273	47	17	10	21	47	10	21
VD	612	152	25	33	22	174	41	24
VS	519	36	7	6	17	36	6	17
ZG	4	2	50	0	0	2	0	0
ZH	7	0	0	0	0	0	0	0
<b>CH</b>	<b>6 563</b>	<b>1 110</b>	<b>17</b>	<b>170</b>	<b>15</b>	<b>1 155</b>	<b>180</b>	<b>16</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons



**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine PLVH**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 245	175	14	4	2	178	4	2
AI	346	17	5	0	0	17	0	0
AR	548	37	7	1	3	37	1	3
BE	6 631	808	12	53	7	808	53	7
BL/BS	463	61	13	7	11	61	7	11
FR	1 558	189	12	13	7	189	13	7
GE	57	19	33	0	0	19	0	0
GL	306	60	20	7	12	60	7	12
GR	1 750	255	15	28	11	255	28	11
JU	648	140	22	11	8	140	9	6
LU	3 097	367	12	22	6	367	22	6
NE	526	63	12	1	2	64	2	3
NW	364	102	28	0	0	103	0	0
OW	515	63	12	8	13	63	8	13
SG	2 791	446	16	41	9	447	41	9
SH	98	21	21	0	0	30	0	0
SO	612	80	13	6	8	80	6	8
SZ	1 214	135	11	0	0	135	0	0
TG	983	122	12	10	8	204	10	5
TI	466	22	5	8	36	22	8	36
UR	482	70	15	1	1	70	1	1
VD	1 481	473	32	8	2	473	11	2
VS	1 366	205	15	4	2	205	4	2
ZG	355	55	15	0	0	55	0	0
ZH	1 196	66	6	14	21	66	14	21
<b>CH</b>	<b>29 049</b>	<b>3 996</b>	<b>14</b>	<b>244</b>	<b>6</b>	<b>4 506</b>	<b>248</b>	<b>6</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine du bien-être des animaux**

Canton	Exploitation (total)	Exploitation avec contrôles	Exploitation contrôlées	Exploitation avec manquement	Exploitation contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 694	399	24	26	7	410	28	7
AI	369	122	33	20	16	123	20	16
AR	561	192	34	15	8	196	15	8
BE	8 059	2 813	35	298	11	2 899	303	10
BL/BS	633	188	30	9	5	188	9	5
FR	1 986	678	34	107	16	705	108	15
GE	82	34	41	5	15	35	5	14
GL	295	112	38	9	8	112	9	8
GR	1 869	790	42	78	10	820	78	10
JU	842	119	14	8	7	119	8	7
LU	3 662	765	21	89	12	778	90	12
NE	577	95	16	3	3	95	3	3
NW	317	112	35	4	4	115	4	3
OW	487	104	21	14	13	111	15	14
SG	2 906	911	31	93	10	933	94	10
SH	253	92	36	1	1	98	1	1
SO	896	337	38	17	5	349	17	5
SZ	1 178	242	21	45	19	246	45	18
TG	1 490	508	34	45	9	524	45	9
TI	501	174	35	36	21	175	36	21
UR	420	66	16	4	6	67	4	6
VD	1 858	672	36	101	15	766	112	15
VS	1 251	337	27	34	10	358	35	10
ZG	433	84	19	5	6	90	5	6
ZH	1 915	792	41	94	12	820	94	11
<b>CH</b>	<b>34 534</b>	<b>10 544</b>	<b>31</b>	<b>1 141</b>	<b>11</b>	<b>10 949</b>	<b>1 167</b>	<b>11</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine des CER**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 262	161	13	1	1	163	1	1
AI	63	2	3	0	0	2	0	0
AR	26	2	8	0	0	2	0	0
BE	2 909	456	16	70	15	459	70	15
BL/BS	254	38	15	1	3	38	1	3
FR	1 028	163	16	21	13	163	21	13
GE	143	72	50	1	1	72	1	1
GL	17	2	12	0	0	2	0	0
GR	154	45	29	0	0	45	0	0
JU	298	17	6	0	0	18	0	0
LU	1 967	285	14	13	5	285	13	5
NE	169	19	11	0	0	19	0	0
NW	40	17	43	5	29	18	5	28
OW	33	3	9	0	0	3	0	0
SG	596	87	15	24	28	92	25	27
SH	334	49	15	0	0	52	0	0
SO	554	83	15	5	6	83	5	6
SZ	85	9	11	1	11	9	1	11
TG	912	207	23	24	12	213	25	12
TI	137	2	1	0	0	2	0	0
UR	6	2	33	0	0	2	0	0
VD	1 494	391	26	7	2	402	13	3
VS	263	86	33	7	8	91	7	8
ZG	145	0	0	0	0	0	0	0
ZH	1 088	293	27	17	6	303	17	6
<b>CH</b>	<b>13 977</b>	<b>2 477</b>	<b>18</b>	<b>197</b>	<b>8</b>	<b>2 892</b>	<b>205</b>	<b>7</b>

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine du bio**

Canton	Exploitations (total)		Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement		Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles		
	avec contrôles			manquement			Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	
AG	305	34	11	3	9	34	3	9	
AI	28	5	18	0	0	5	0	0	
AR	133	30	23	1	3	31	1	3	
BE	1 414	990	70	64	6	1 029	64	6	
BL/BS	160	23	14	0	0	23	0	0	
FR	231	98	42	9	9	99	9	9	
GE	54	56	104	7	13	56	7	13	
GL	100	28	28	1	4	28	1	4	
GR	1 261	205	16	50	24	202	50	24	
JU	202	202	100	12	6	203	12	6	
LU	476	476	100	22	5	477	22	5	
NE	122	122	100	3	2	122	3	2	
NW	80	34	43	2	6	35	2	6	
OW	192	192	100	10	17	192	10	17	
SG	493	91	18	2	2	92	2	2	
SH	40	20	50	0	0	20	0	0	
SO	185	85	46	2	2	85	2	2	
SZ	179	41	23	2	5	41	2	5	
TG	367	367	100	16	4	367	16	4	
TI	160	0	0	0	0	0	0	0	
UR	57	12	21	2	17	12	2	17	
VD	403	403	100	13	3	403	13	3	
VS	374	370	99	17	5	390	18	5	
ZG	95	94	99	1	1	97	1	1	
ZH	450	91	20	15	16	91	15	16	
<b>CH</b>	<b>7 556</b>	<b>3 745</b>	<b>50</b>	<b>239</b>	<b>6</b>	<b>3 827</b>	<b>243</b>	<b>6</b>	

Sources : SIPA, Acontrol et cantons

\*Ces données contiennent les contrôles pertinents pour les paiements directs selon l'OPD. Elles peuvent toutefois également contenir des contrôles de labels selon l'ordonnance sur l'agriculture biologique. Le rythme des contrôles pertinents pour les paiements directs est déterminé par les directives de l'OCCEA. Les contrôles de labels ont lieu chaque année.

**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine du SPB**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	2 355	359	15	51	14	367	53	14
AI	377	41	11	3	7	41	3	7
AR	580	42	7	3	7	42	3	7
BE	9 175	1 253	14	137	11	1 261	139	11
BL/BS	749	154	21	2	1	156	2	1
FR	2 256	269	12	14	5	270	14	5
GE	233	69	30	8	12	69	8	12
GL	314	60	19	2	4	60	2	4
GR	1 963	350	18	87	25	366	87	24
JU	907	29	3	5	17	29	5	17
LU	4 061	613	15	24	4	613	24	4
NE	649	168	26	6	4	170	7	4
NW	380	125	33	2	2	125	2	2
OW	548	93	17	2	2	94	2	2
SG	3 267	538	16	30	6	539	30	6
SH	416	76	18	1	1	77	1	1
SO	1 076	138	13	2	1	139	2	1
SZ	1 364	224	16	4	2	234	4	2
TG	1 933	70	4	11	16	71	11	15
TI	620	102	16	15	15	104	15	14
UR	491	134	27	14	10	145	16	11
VD	2 718	456	17	25	5	482	27	6
VS	1 891	488	26	66	14	524	66	13
ZG	471	63	13	3	5	64	4	6
ZH	2 588	448	17	33	7	458	33	7
<b>CH</b>	<b>41 382</b>	<b>6 641</b>	<b>16</b>	<b>531</b>	<b>8</b>	<b>7 091</b>	<b>542</b>	<b>8</b>

Sources: SIPA, Acontrol et cantons

**Contrôles 2022 dans les exploitations à l'année dans le domaine du extenso**

Canton	Exploitations (total)	Exploitations avec contrôles	Exploitations contrôlées	Exploitations avec manquement	Exploitations contrôlées avec manquement	Contrôles	Contrôles avec manquement	Contrôles avec manquement
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
AG	1 463	190	13	3	2	197	3	2
AI	10	1	10	0	0	1	0	0
AR	1	0	0	0	0	0	0	0
BE	3 552	524	15	4	1	526	4	1
BL/BS	440	54	12	0	0	53	0	0
FR	1 074	156	15	6	4	156	6	4
GE	161	53	33	0	0	53	0	0
GL	7	2	29	0	0	2	0	0
GR	267	59	22	0	0	59	0	0
JU	520	47	9	0	0	47	0	0
LU	1 320	146	11	0	0	146	0	0
NE	214	25	12	0	0	25	0	0
NW	2	2	100	0	0	2	0	0
OW	3	0	0	0	0	0	0	0
SG	220	52	24	2	4	52	2	4
SH	289	23	8	0	0	23	0	0
SO	595	80	13	0	0	80	0	0
SZ	15	5	33	0	0	5	0	0
TG	841	112	13	2	2	114	2	2
TI	47	1	2	0	0	1	0	0
UR	1	1	100	0	0	1	0	0
VD	1 758	225	13	0	0	227	0	0
VS	99	28	28	0	0	28	0	0
ZG	70	16	23	0	0	16	0	0
ZH	1 371	456	33	4	1	464	4	1
<b>CH</b>	<b>14 340</b>	<b>2 258</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>2 278</b>	<b>21</b>	<b>1</b>

Sources: SIPA, Acontrol et cantons

**Analyses de laboratoire de produits phytosanitaires sur des exploitations à l'année en 2022**

Canton	Analyses de laboratoire	Analyses de laboratoire	Analyses de laboratoire
		avec manquement	avec manquement
	Nombre	Nombre	%
AG	9	0	0
AI	0	0	0
AR	0	0	0
BE	19	2	11
BL/BS	3	0	0
FR	28	1	4
GE	5	0	0
GL	0	0	0
GR	4	1	25
JU	3	0	0
LU	5	0	0
NE	10	1	10
NW	0	0	0
OW	0	0	0
SG	8	3	38
SH	5	0	0
SO	3	1	33
SZ	0	0	0
TG	6	0	0
TI	3	0	0
UR	0	0	0
VD	15	2	13
VS	5	2	40
ZG	3	0	0
ZH	17	0	0
<b>CH</b>	<b>151</b>	<b>13</b>	<b>9</b>

Source : Acontrol et cantons

\*Lors de la campagne 2022, la Confédération a financé aux cantons 110 analyses de laboratoire des résidus de produits phytosanitaires. La répartition des échantillons entre les cantons se fait en fonction de la proportion de terres ouvertes et en tenant compte de la viticulture. C'est pourquoi certains cantons n'ont pas bénéficié d'analyses de laboratoire financées par la Confédération. Les cantons peuvent faire effectuer des analyses de laboratoire supplémentaires à leurs propres frais.



## Contributions au paysage cultivé

La Confédération rétribue le travail fourni par l'agriculture pour conserver un paysage cultivé ouvert en octroyant des contributions qui se sont élevées en 2022 à 524 millions de francs, soit 3,5 millions de francs de moins qu'en 2021. Ces aides fédérales ne fluctuent que peu d'une année à l'autre ; leur évolution reflète plutôt la longue évolution de l'exploitation agricole.



Les contributions au paysage cultivé sont au nombre de six :

- contribution pour le maintien d'un paysage ouvert
- contribution pour surfaces en pente
- contribution pour surfaces en forte pente
- contribution pour surfaces viticoles en pente
- contribution de mise à l'alpage
- contribution d'estivage

En 2022, les contributions au paysage cultivé ont été versées à raison de 75 % à des exploitations à l'année ; les 25 % restants ont été versés à des exploitations d'estivage, sous la forme des contributions qui leur sont destinées.

Le tableau suivant permet de consulter les contributions au paysage cultivé versées aux exploitations à l'année, par zone agricole et par canton.

### Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert



## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



La contribution pour le maintien d'un paysage ouvert compense de manière adéquate les charges supplémentaires occasionnées par le maintien d'un paysage ouvert dans les zones de plus haute altitude.

### Taux des contributions pour le maintien d'un paysage ouvert 2022

Zone	fr./ha
Zone de plaine	0
Zone des collines	100
Zone de montagne I	230
Zone de montagne II	320
Zone de montagne III	380
Zone de montagne IV	390

### Contribution pour le maintien d'un paysage ouvert 2022

Caractéristique	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	25 200	232 068	280 988	538 256
Exploitations	Nombre	4 341	11 539	12 768	28 648
Surface par exploitation	ha	5.81	20.11	22.01	18.79
Contribution par exploitation	Fr.	889	3 405	7 586	4 887
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 fr.</b>	<b>3 859</b>	<b>39 286</b>	<b>96 861</b>	<b>140 006</b>

Source : OFAG

Les fermes de plaine obtiennent également une contribution pour le maintien d'un paysage ouvert si elles exploitent des surfaces dans la région des collines ou dans la région de montagne. Les contributions versées en 2022 n'ont que peu varié par rapport à l'année précédente.

### Contribution pour surfaces en pente

La contribution pour surfaces en pente permet de rémunérer l'exploitation des terres d'une déclivité de 18 % ou plus, dans toutes les zones. Aucune contribution n'est versée pour les pâturages permanents, les surfaces viticoles et les haies.

### Taux des contributions pour surfaces en pente 2022

Surfaces en pente	fr./ha
Déclivité de 18 à 35 %	410
Déclivité de 35 à 50 %	700
Déclivité de plus de 50 %	1 000

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



## Contribution pour surfaces en pente 2022

Caractéristique	Unité	Talregion	Région de plaine	Région de montagne	Total
Surfaces donnant droit aux contributions, avec :					
- une déclivité de 18 à 35 %	ha		60 078	70 671	157 306
- une déclivité de 35 à 50 %	ha	2 843	11 674	33 852	48 369
- une déclivité de plus de 50 %	ha	1 363	4 073	22 414	27 850
<b>Total</b>	ha	30 763	75 825	126 937	233 525
Nombre d'exploitations	Anzahl	10 577	10 760	12 246	33 583
Contributions par exploitation (en fr.)	Fr.	1 346	3 427	6 131	37 58
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 Fr.</b>	<b>14 241</b>	<b>36 877</b>	<b>75 085</b>	<b>126 203</b>

Source : OFAG

La superficie des terres faisant l'objet de contributions pour surfaces en pente est restée stable par rapport à l'année précédente. L'étendue des surfaces déclarées varie entre autres en fonction des conditions météorologiques qui influent sur le mode d'exploitation (plus ou moins de pâturages ou de prairies de fauche).

## Contributions pour surfaces en forte pente

La contribution pour surfaces en forte pente est destinée aux exploitations comprenant plus de 30 % de surfaces en forte pente (déclivité de plus 35 %) particulièrement difficiles à exploiter.

## Taux des contributions pour surfaces en forte pente\* 2022

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Part de surfaces avec contribution pour surfaces en forte pente (déclivité > 35 %) sur la SAU donnant droit à des contributions	fr./ha
30 %	100
40 %	229
50 %	357
60 %	486
70 %	614
80 %	743
90 %	871
100 %	1 000

\* Les taux sont présentés par tranches de 10 %. Ils augmentent cependant progressivement en fonction de la part de surfaces > 35 %.

### Contribution pour surfaces en forte pente 2022

Caractéristique	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
Surfaces donnant droit aux contributions (déclivité de plus de 35 %)	ha	128	2 664	31 664	34 456
Nombre d'exploitations	Anzahl	24	584	4 023	4 631
Surface par exploitation	ha	5.33	4.56	7.87	7.44
Contribution par exploitation	Fr.	1 103	1 055	2 562	2 364
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 Fr.</b>	<b>26</b>	<b>616</b>	<b>10 305</b>	<b>10 948</b>

Source : OFAG

Les contributions pour surfaces en forte pente sont surtout octroyées dans la région de montagne. La superficie des terres faisant l'objet de contributions pour surfaces en forte pente a augmenté de 225 ha par rapport à l'année précédente.

### Contribution pour surfaces viticoles en pente

Les contributions pour surfaces viticoles en pente visent à pérenniser la culture des vignobles en forte pente ou en terrasses.

### Contribution pour surfaces viticoles en pente 2022

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Surfaces en pente	fr./ha
Déclivité de 30 à 50 %	1 506
Déclivité de plus de 50 %	3 000
Terrasses d'une déclivité de plus de 30 %	5 000

## Contribution pour surfaces viticoles en pente 2022

	Unité	Total
Somme des surfaces donnant droit à des contributions	ha	3 676
Surfaces en forte pente, déclivité de 30 à 50 %	ha	1 679
Surfaces en forte pente, déclivité supérieure à 50 %	ha	459
Terrasses	ha	1 538
Nombre d'exploitations	Nombre	2 173
Surface par exploitation	ha	2
Contribution par exploitation	fr.	5 331
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>11 584</b>

Source : OFAG

La part des vignobles en forte pente ou en terrasses qui sont éligibles à ces contributions représentent environ 30 % de la totalité du vignoble. Leur superficie a diminué de 40 hectares par rapport à l'année précédente.

## Contribution de mise à l'alpage

La contribution de mise à l'alpage incite financièrement les exploitations à estiver leurs animaux. Elle s'élève à 370 francs par pâquier normal. Le pâquier normal équivaut à l'estivage d'une unité de gros bétail (UGB) pendant 100 jours (voir l'article consacré aux exploitations d'estivage, dans le présent Rapport agricole). La contribution de mise à l'alpage est toujours calculée sur la base de la charge effective en bétail l'année précédente. En l'occurrence, les contributions 2022 se basent sur la saison d'alpage 2021, marquée par la pénurie d'herbages.

## Contribution de mise à l'alpage 2022

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Pâquier normal	NST	51 309	66 674	168 451	286 434
Nombre d'exploitations	Anzahl	4 388	5 187	9 557	19 132
PN par exploitation	NST	11.69	12.85	17.63	14.97
Contribution par exploitation	Fr.	4 326	4 756	6 522	5 539
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 Fr.</b>	<b>18 984</b>	<b>24 669</b>	<b>62 327</b>	<b>105 981</b>

Source : OFAG

La région de montagne compte plus de trois fois plus de pâquiers normaux (PN) pour l'estivage que la région de plaine. Chaque exploitation de la région de montagne estive en moyenne 17,63 PN. Autrement dit, une grande partie des besoins de ces exploitations en fourrage est couverte pendant l'estivage.



### Contribution d'estivage

Les contributions d'estivage ont pour objectif d'assurer l'exploitation et l'entretien des vastes pâturages d'estivage dans les Alpes, les Préalpes et le Jura. La région d'estivage fournit quelque 300 000 PN aux animaux qui utilisent et entretiennent ces pâturages. En 2022, la contribution d'estivage a été rehaussée pour la faire passer de 400 fr. à 500 fr. par PN, afin de tenir compte de l'aggravation du problème des grands prédateurs et de compenser l'accroissement des dépenses d'activité pastorale pour les moutons (garde permanente, pâtures tournantes et protection des troupeaux).

### Taux des contributions d'estivage 2022

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Catégorie animale	fr./PN
Moutons, brebis laitières exceptées	
– en cas de surveillance permanente par un berger ou dans le cas des pâturages tournants assortis de mesures de protection des troupeaux	500
– en cas de pâturages tournants	320
– dans le cas des autres pâturages	120
Autres animaux de rente consommant du fourrage grossier	400
– contribution supplémentaire pour les vaches, les brebis et les chèvres laitières	40

## Contributions d'estivage versées en 2022

Catégorie d'animaux	Contributions	Exploitations	PN
Unité	1 000 fr.	Nombre	Nombre
Moutons, brebis laitières exceptées	8 682	747	20 735
Autres animaux de rente consommant du fourrage grossier	116 346	6 187	291 987
Contribution supplémentaire pour les vaches, les brebis et les chèvres laitières	4 368	4 514	109 724
<b>Total</b>	<b>129 397</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Le total des exploitations ne figure pas dans le tableau, car les exploitations peuvent élever des animaux appartenant à différentes catégories. Le total des PN n'y figure pas non plus, car la contribution supplémentaire est versée pour des animaux déjà comptés dans les PN des animaux de rente consommant des fourrages grossiers. Source : OFAG

## Contribution d'estivage des moutons, par type d'activité pastorale 2022

Activité pastorale	Exploitation	Animaux recevant des contributions	Contributions
Unité	Nombre	PN	1 000 fr.
Garde permanente	246	14 753	7 346
Pâturages tournants	192	3 097	991
Autres pâturages	315	2 885	345
<b>Total</b>	<b>753</b>	<b>20 735</b>	<b>8 682</b>

Source : OFAG

Ces dernières années, le nombre des moutons sous surveillance permanente d'un berger n'a cessé d'augmenter, tandis que celui des moutons occupant d'autres pâturages marque un net recul.

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



## Évolution de l'estivage par catégorie d'animaux entre 2019 et 2022

Catégorie animale		2019	2020	2021*	2022*
Vaches laitières	Exploitations	4 581	4 521	4 448	4 429
	PN	103 319	108 153	102 160	106 055
Vaches mères et « autres vaches »	Exploitations	2 845	2 878	2 845	2 858
	PN	47 586	50 825	48 676	51 310
Autre bétail bovin	Exploitations	6 038	5 991	5 865	5 848
	PN	113 846	117 242	108 841	113 988
Équidés	Exploitations	763	754	707	715
	PN	3 751	3 683	3 350	3 341
Moutons	Exploitations	877	879	859	839
	PN	22 613	22 776	20 947	22 473
Chèvres	Exploitations	1 284	1 255	1 255	1 211
	PN	6 181	6 149	5 889	6 118
Autres animaux estivés	Exploitations	458	499	577	43
	PN	1 296	1 299	1 390	94

\* À compter de 2021 : seulement les exploitations et les animaux éligibles au programme de contributions. Source : OFAG

À compter de 2021, le chapitre consacré aux contributions au paysage cultivé ne concerne plus que les exploitations et les animaux éligibles au programme de contributions. En 2022, les estivages effectifs ont progressé d'environ 12 000 PN pour atteindre quelque 303 000 PN. Cette augmentation s'explique surtout par les mauvaises conditions climatiques de 2021. Dans une perspective plus large, la saison d'alpage 2022 se situe dans la moyenne des dernières années.

## Contributions d'estivage par canton et par catégorie d'animaux

## Statistique d'estivage : exploitations et pâquiers normaux par canton

## Paiements directs aux exploitations d'estivage par canton

## Pour de plus amples informations :

<https://www.ofag.admin.ch> > Instruments > Paiements directs > Contributions au paysage cultivé

**Kulturlandschaftsbeiträge 2022: Offenhaltungsbeitrag, Hangbeitrag, Steillagenbeitrag, Hangbeitrag für Rebflächen, Alpungsbeitrag**

Kant.	Offenhaltungsbeitrag			Hangbeitrag			Steillagenbeitrag			Hangbeitrag für Rebflächen			Alpungsbeitrag		
	Be- triebe	Fläche ha	Total Beiträge Fr.	Be- triebe	Fläche ha	Total Beiträge Fr.	Be- triebe	Fläche ha	Total Beiträge Fr.	Be- triebe	Fläche ha	Total Beiträge Fr.	Beitrags- berechtigter		Total Beiträge Fr.
													Be- trieb	Fläche ha	
ZH	793	12 834	2 085 257	1 970	9 004	4 346 328	41	278	66 576	172	148	265 995	582	4 329	1 601 837
BE	6 853	119 607	31 461 279	7 564	47 783	25 970 970	1 086	6 863	2 073 307	57	104	426 383	4 672	55 556	20 555 567
LU	2 919	42 436	9 138 384	3 432	21 345	11 135 474	379	2 076	568 387	32	26	47 511	1 171	9 546	3 531 850
UR	494	6 517	2 235 060	465	4 390	3 250 488	352	2 781	1 505 139	3	1	1 920	452	5 816	2 151 755
SZ	1 276	19 091	5 697 251	1 281	9 829	5 612 661	298	1 776	603 418	15	9	16 830	977	11 951	4 421 868
OW	536	7 004	1 955 485	521	4 179	2 626 045	215	1 426	491 718	2	2	4 175	483	8 567	3 169 803
NW	365	5 139	1 436 733	361	3 313	2 150 188	188	1 358	514 021	1	1	1 515	296	3 507	1 297 642
GL	294	5 701	1 947 100	294	3 377	2 202 761	140	1 315	455 026	3	2	9 275	274	5 252	1 943 099
ZG	322	6 058	1 498 283	400	3 023	1 567 822	42	237	52 602	2	0	643	134	1 190	440 300
FR	1 408	35 312	6 692 277	1 843	8 732	3 965 327	6	42	8 412	22	34	64 784	1 309	23 917	8 849 346
SO	545	12 788	2 673 767	783	5 271	2 430 566				4	1	4 516	270	2 303	852 026
BL	624	13 628	2 008 410	664	5 677	2 578 881	4	17	4 275	43	34	56 720	109	793	293 514
SH	148	2 728	273 897	319	1 631	723 412				102	83	139 297	27	216	79 819
AR	580	11 552	3 250 538	574	6 060	2 961 999	30	160	34 631	4	4	8 790	346	3 978	1 471 881
AI	383	6 914	2 136 586	377	3 169	1 581 179	13	55	9 958	1	0	1 005	209	2 296	849 530
SG	2 489	40 330	10 268 873	2 824	23 406	12 603 288	375	2 752	786 389	62	97	292 125	1 927	22 808	8 439 027
GR	1 917	50 922	18 818 093	1 877	30 294	18 510 824	889	10 013	2 911 601	36	24	53 070	1 784	42 221	15 621 925
AG	1 231	17 912	1 954 076	1 885	10 521	4 757 449	6	25	4 545	125	138	233 460	265	2 563	948 240
TG	186	2 275	466 996	1 050	3 097	1 460 481	6	36	5 532	52	57	90 728	323	3 189	1 179 984
TI	610	9 957	3 329 415	496	3 783	2 484 428	155	1 024	294 498	181	205	455 271	370	7 847	2 903 217
VD	1 176	30 487	6 580 005	1 792	8 811	4 155 536	20	171	28 722	409	730	2 384 265	1 075	31 599	11 691 615
VS	2 216	28 918	10 019 645	1 483	9 407	5 848 170	384	2 022	513 355	745	1 853	6 805 168	1 300	19 744	7 305 249
NE	580	25 741	7 721 614	542	3 144	1 348 591	1	5	4 982	55	69	135 180	313	4 962	1 835 975
GE	1	12	3 869	44	84	37 487				42	47	78 015	25	586	216 715
JU	702	24 395	6 353 130	742	4 195	1 892 980	1	24	10 717	3	4	7 770	439	11 701	4 329 190
<b>CH</b>	<b>28 648</b>	<b>538 258</b>	<b>140 006 019</b>	<b>33 583</b>	<b>233 525</b>	<b>126 203 334</b>	<b>4 631</b>	<b>34 456</b>	<b>10 947 809</b>	<b>2 173</b>	<b>3 673</b>	<b>11 584 410</b>	<b>19 132</b>	<b>286 437</b>	<b>105 980 974</b>

Zonen															
Tal	4 341	25 200	3 859 323	10 577	30 763	14 241 285	24	128	26 466	1 290	1 889	5 422 519	4 388	51 309	18 984 436
Hügel	6 033	122 101	13 941 995	5 500	35 201	16 376 971	55	209	37 341	312	704	2 434 410	2 190	24 608	9 104 940
BZ I	5 506	109 967	25 344 046	5 260	40 624	20 500 143	529	2 455	578 905	139	229	673 929	2 997	42 066	15 564 471
BZ II	6 758	150 242	47 448 421	6 325	56 693	31 096 466	1 369	8 555	2 522 344	298	785	2 787 742	4 297	68 699	25 418 682
BZ III	3 740	77 897	29 066 248	3 680	41 578	25 658 908	1 560	12 695	4 196 529	96	55	210 380	3 197	62 265	23 038 130
BZ IV	2 270	52 849	20 345 987	2 241	28 665	18 329 561	1 094	10 414	3 586 224	38	14	55 430	2 063	37 487	13 870 316

Quelle: BLW



**Contributions au paysage cultivé : contribution d'estivage 2022**

	Moutons, brebis laitières			Autres animaux consomm. des			Vaches, brebis laitières et			Total	
	Charge			Charge			Charge			Expl.	
	Expl.	usuelle	Contr.	Expl.	usuelle	Contr.	Expl.	usuelle	Contr.	Expl.	Contr.
	Pâquiers			Pâquiers			Pâquiers				
	No.	norm.	fr.	No.	norm.	fr.	No.	norm.	fr.	No.	fr.
ZH				7	310	123 934	3	10	403	7	124 337
BE	127	1 827	555 183	1 333	57 320	22 919 037	1 044	25 352	1 013 413	1 411	24 487 634
LU	27	263	80 125	237	6 795	2 717 959	126	1 469	58 756	239	2 856 840
UR	71	1 449	544 325	228	7 150	2 852 483	185	3 646	145 758	273	3 542 566
SZ	31	526	210 209	374	12 024	4 754 494	296	3 812	150 132	388	5 114 834
OW	20	154	45 292	225	8 775	3 496 280	199	4 685	186 628	239	3 728 200
NW	9	161	49 363	123	4 450	1 767 462	92	1 807	71 641	127	1 888 465
GL	12	497	207 042	111	6 968	2 761 725	94	3 598	142 053	117	3 110 820
ZG				4	143	57 024	3	32	1 281	4	58 305
FR	34	638	260 515	560	23 648	9 459 099	377	7 075	282 985	583	10 002 599
SO	1	3	360	54	2 661	1 048 900	22	212	8 006	54	1 057 266
BL				9	354	141 469	3	4	144	9	141 613
SH				1	116	46 204				1	46 204
AR				107	2 604	1 039 339	83	1 455	57 987	107	1 097 325
AI	6	99	34 241	132	3 137	1 250 116	111	1 794	71 368	137	1 355 725
SG	21	900	404 979	332	19 737	7 813 958	257	7 385	292 175	343	8 511 112
GR	141	6 472	3 035 155	855	51 629	20 570 973	616	14 655	585 127	917	24 191 256
AG				3	201	80 333				3	80 333
TG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TI	65	1 530	534 789	201	8 926	3 564 035	137	4 852	193 586	228	4 292 410
VD	28	1 207	580 502	596	33 925	13 501 582	404	12 101	479 555	612	14 561 639
VS	150	4 957	2 123 389	452	23 945	9 511 540	337	11 634	461 637	519	12 096 566
NE	1	1	96	148	5 722	2 288 772	66	770	30 790	149	2 319 658
GE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JU	3	52	16 576	95	11 448	4 579 218	59	3 376	135 024	96	4 730 818
<b>Total</b>	<b>747</b>	<b>20 736</b>	<b>8 682 141</b>	<b>6 187</b>	<b>291 988</b>	<b>116 345 935</b>	<b>4 514</b>	<b>109 724</b>	<b>4 368 448</b>	<b>6 563</b>	<b>129 396 524</b>

Source : OFAG

**Statistique d'estivage 2022: exploitations et pâquiers normaux par canton**

Cant.	Vaches laitières		Vaches mères,		Autres bovins		Chevaux		Moutons		Chèvres		Autres	
	Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail		Charge bétail	
	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN	No.	PN
ZH	3	10	4	54	7	224					1	1		
BE	1 024	24 732	488	6 437	1 303	22 219	116	491	138	2 305	302	761	7	48
LU	123	1 432	127	1 784	232	3 320	14	28	27	238	30	51	2	10
UR	181	3 584	57	806	169	2 344	12	19	74	1 650	55	299	8	3
SZ	305	3 864	163	1 953	376	6 210	36	93	49	882	93	224	3	3
OW	200	4 760	63	794	224	3 093	10	23	20	158	36	63	2	1
NW	92	1 804	48	650	124	1 777	7	7	9	190	22	73	1	0
GL	93	3 579	51	846	109	2 525	15	16	12	493	38	72	3	14
ZG	3	32	3	33	4	83								
FR	364	6 830	156	1 919	553	12 812	59	199	47	885	84	196	2	2
SO	22	212	34	736	54	1 371	5	73	3	10	1	0		
BL	3	4	5	124	9	220								
SH					1	108								
AR	82	1 427	6	74	102	1 032	4	11			30	35		
AI	110	1 724	5	24	128	1 140	5	5	6	101	42	96		
SG	263	7 236	177	3 048	334	8 930	23	41	33	1 344	108	384	4	4
GR	590	13 914	608	16 301	759	18 000	215	777	158	6 347	155	1 124	5	7
AG			2	4	3	171	1	4						
TG														
TI	108	3 518	109	1 466	140	1 337	30	140	67	1 412	84	1 923	2	1
VD	410	12 116	346	6 616	601	13 794	56	148	35	1 355	43	93	1	1
VS	328	11 139	268	4 056	380	6 076	62	180	153	5 043	82	704	2	1
NE	66	770	74	1 145	144	3 255	13	96	4	4	2	3	1	0
GE														
JU	59	3 369	64	2 441	92	3 946	32	990	4	57	3	14		
<b>Total</b>	<b>4 429</b>	<b>106 055</b>	<b>2 858</b>	<b>51 310</b>	<b>5 848</b>	<b>113 988</b>	<b>715</b>	<b>3 341</b>	<b>839</b>	<b>22 473</b>	<b>1 211</b>	<b>6 118</b>	<b>43</b>	<b>94</b>

Un PN = 1 UGB \* durée d'estivage / 100 jours

Source : OFAG

**Paielements directs aux exploitations d'estivage 2022**

Cantons	Contributions d'estivage		Contributions à la biodiversité		Contributions à la qualité du paysage <sup>a)</sup>		Total <sup>b)</sup>	
	Expl.	Tot. contr.	Expl.	Tot. contr.	Expl.	Tot. contr.	Expl.	Tot. contr.
	No.	fr.	No.	fr.	No.	fr.	No.	fr.
ZH	7	124 337	5	8 876	4	19 413	7	160 740
BE	1 411	24 487 634	1 147	5 686 158	1 216	1 505 013	1 419	31 750 366
LU	239	2 856 840	182	472 574	211	277 025	239	3 611 356
UR	273	3 542 566	239	1 435 605	157	243 696	299	5 307 208
SZ	388	5 114 834	370	1 499 099	341	540 548	407	7 533 030
OW	239	3 728 200	232	924 009	207	388 659	245	5 130 898
NW	127	1 888 465	120	454 886	107	191 644	129	2 591 976
GL	117	3 110 820	116	1 316 929	106	183 826	117	4 685 119
ZG	4	58 305	3	5 316	3	3 773	4	67 394
FR	583	10 002 599	426	1 471 002	546	1 301 989	587	12 770 609
SO	54	1 057 266	53	166 279			54	1 224 977
BL	9	141 613	6	21 520			9	163 133
SH	1	46 204	1	270			1	46 474
AR	107	1 097 325	99	131 790	80	169 015	109	1 401 551
AI	137	1 355 725	114	146 276	106	122 794	138	1 622 369
SG	343	8 511 112	267	1 675 259	294	1 092 392	356	11 777 975
GR	917	24 191 256	816	8 880 175	23	80 484	926	33 396 257
AG	3	80 333			3	7 945	3	88 278
TG	0	0					0	0
TI	228	4 292 410	147	838 941	139	204 671	228	5 452 907
VD	612	14 561 639	573	2 674 701	570	2 391 701	627	20 400 264
VS	519	12 096 566	496	4 113 350	376	872 143	521	17 096 541
NE	149	2 319 658	123	137 925	68	206 075	149	2 680 990
GE	0	0					0	0
JU	96	4 730 818	38	39 047	72	922 250	96	5 696 297
<b>Total</b>	<b>6 563</b>	<b>129 396 524</b>	<b>5 573</b>	<b>32 099 987</b>	<b>4 629</b>	<b>10 725 057</b>	<b>6 670</b>	<b>174 656 709</b>

a) contribution fédéral

b) Avant réduction / paiement ultérieur

Source : OFAG

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



## Contributions à la sécurité de l'approvisionnement

**La Confédération a versé des contributions à la sécurité de l'approvisionnement à hauteur de 1,08 milliard de francs en 2022. Les surfaces exploitées variant peu d'une année à l'autre, ce montant reste stable. En raison de l'évolution structurelle, la contribution moyenne par exploitation augmente lentement mais sûrement chaque année.**

Vous trouverez les informations essentielles sur les contributions à la sécurité de l'approvisionnement sous Contributions à la sécurité de l'approvisionnement (admin.ch). Les contributions à la sécurité de l'approvisionnement sont constituées de trois sous-catégories :

- la contribution de base
- la contribution pour la production dans des conditions difficiles
- la contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes

La plus grande partie des contributions à la sécurité de l'approvisionnement est versée sous la forme de la contribution de base (75 %). Le reste est réparti entre la contribution pour la production dans des conditions difficiles (15 %) et la contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes (10 %). La somme des contributions à la sécurité de l'approvisionnement a diminué de 1,4 million de francs par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par un recul de la surface agricole utile et par l'extension des surfaces de promotion de la biodiversité.

### Contribution de base

La contribution de base de 900 francs par hectare a pour objectif de maintenir la capacité de production. Le montant de la contribution est le même dans toutes les zones. La moitié de la contribution de base est versée pour les surfaces herbagères permanentes déclarées en tant que surfaces de promotion de la biodiversité.

### Contribution de base 2022

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	450 806	245 071	281 033	976 910
– dont SPB	ha	41 947	29 916	71 374	143 237
Nombre d'exploitations	Nombre	17 625	11 493	12 729	41 847
Surface par exploitation	ha	26	21	22	23
Contribution par exploitation	fr.	21 574	17 816	17 191	19 209
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 fr.</b>	<b>380 234</b>	<b>204 761</b>	<b>218 827</b>	<b>803 822</b>

Source : OFAG

La part des surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) est plus importante dans les régions des collines et de montagne qu'en plaine. En outre, les exploitations de plaine sont les plus

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



grandes, avec 25,6 hectares en moyenne, et celles de la région des collines les plus petites, avec 21,2 hectares. Elles sont cependant à peine plus petites que les exploitations de montagne et leurs 22,1 hectares en moyenne. Pour ces deux raisons (part de SPB et surface par exploitation), la contribution moyenne par exploitation est la plus importante en plaine (21 574 francs) et la plus faible dans la région de montagne (17 191 francs). Les exploitations de la région des collines occupent une position intermédiaire s'agissant de la contribution de base, avec 17 816 francs.

La contribution de base est échelonnée pour les exploitations à partir du 60<sup>e</sup> hectare. Une contribution réduite est ainsi versée pour les surfaces entre 60 et 140 hectares. Au-delà du 140<sup>e</sup> hectare, plus aucune contribution de base n'est versée par hectare supplémentaire. Pour les communautés d'exploitation, les limites de l'échelonnement sont multipliées en fonction du nombre d'exploitations participantes.

### Contributions réduites sur la base de l'échelonnement de la contribution de base pour les exploitations de grande taille en 2022

Surface	Exploitations	Réduction	Réduction par exploitation
Unité	Nombre	1 000 fr.	fr.
jusqu'à 60 ha	37	29 867	807
60 à 80 ha	938	1 280 383	1 365
80 à 100 ha	254	1 575 767	6 204
100 à 120 ha	72	1 029 978	14 305
120 à 140 ha	44	647 600	14 718
plus de 140 ha	35	1 673 407	47 812
<b>Total</b>	<b>1 380</b>	<b>6 237 003</b>	<b>4 520</b>

Source : OFAG

En 2022, la contribution de base a été réduite de 6,2 millions de francs au total pour 1 380 exploitations. 35 exploitations obtenant des contributions à la sécurité de l'approvisionnement avaient une surface de plus de 140 hectares. Rien que pour ces exploitations, la contribution de base a été réduite de 1,7 million de francs.

### Contribution pour la production dans des conditions difficiles

La contribution pour la production dans des conditions difficiles tient compte des coûts élevés et des rendements réduits liés à la production dans les zones d'altitude.

### Contribution pour la production dans des conditions difficiles 2022

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	24 449	228 681	276 360	529 490
Nombre d'exploitations	Nombre	4 150	11 483	12 716	28 349
Surface par exploitation	ha	5,89	19,91	21,73	18,68
Surface par exploitation	fr.	1 524	5 352	7 185	5 614
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 fr.</b>	<b>6 325</b>	<b>61 456</b>	<b>91 365</b>	<b>159 145</b>

Source : OFAG

Les exploitations en plaine obtiennent également une contribution pour la production dans des conditions difficiles si elles exploitent des surfaces dans la région des collines ou de montagne. La contribution moyenne par exploitation augmente avec la difficulté croissante : de la région de plaine avec 1 524 francs à la région de montagne avec 7 185 francs, en passant par la région des collines avec 5 352 francs.

### Contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes

La contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes rémunère la préservation du potentiel élevé de production de calories sur ces surfaces. Elle se monte à 400 francs par hectare dans toutes les zones.

### Contribution pour terres ouvertes et cultures pérennes 2022

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Surface	ha	236 392	42 545	5 010	283 947
Nombre d'exploitations	Nombre	16 247	7 230	2 332	25 809
Surface par exploitation	ha	14,55	5,88	2,15	11,00
Contribution par exploitation	fr.	5 820	2 354	859	4 401
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 fr.</b>	<b>94 557</b>	<b>17 018</b>	<b>2 004</b>	<b>113 579</b>

Source : OFAG

Les grandes cultures et les cultures pérennes sont principalement aménagées en plaine et dans la région des collines, ce qui se reflète dans la surface par exploitation. C'est donc dans ces zones que la contribution par exploitation est la plus élevée.

Le tableau ci-dessous présente de manière détaillée les trois types de contributions à la sécurité de l'approvisionnement octroyées selon les cantons et les zones agricoles.

**Contributions à la sécurité de l'approvisionnement 2022**

Cantons	Contr. de base			Contr. pour la production dans des conditions difficiles			Contr. pour terres ouvertes et cultures pérennes		
	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.	Expl.	Surface	Tot. contr.
	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.	No.	ha	fr.
ZH	2 573	64 915	53 909 662	753	12 256	3 215 778	2 114	28 456	11 382 328
BE	9 167	183 323	152 663 996	6 841	118 619	35 890 839	5 842	47 118	18 847 005
LU	4 043	72 082	61 356 535	2 889	41 819	11 845 282	2 489	15 332	6 132 822
UR	491	6 504	5 130 154	491	6 406	2 143 403	21	18	7 352
SZ	1 355	21 643	18 002 271	1 262	17 913	5 602 395	222	459	183 516
OW	545	7 545	6 291 386	533	6 922	2 132 077	51	47	18 768
NW	379	5 726	4 702 713	364	5 061	1 555 841	30	35	13 848
GL	315	6 800	5 483 750	294	5 622	1 852 868	42	100	40 084
ZG	469	9 547	8 108 747	317	5 549	1 649 147	233	1 610	643 985
FR	2 254	71 505	60 600 819	1 401	35 087	9 722 961	1 730	23 390	9 355 964
SO	1 063	29 177	23 842 438	537	12 662	3 555 367	836	10 204	4 081 557
BL	745	20 254	16 453 247	615	13 383	3 414 088	623	5 839	2 335 437
SH	428	12 862	10 726 401	137	2 531	591 111	414	8 970	3 587 884
AR	581	11 427	9 825 359	580	11 345	3 515 467	45	42	16 852
AI	378	6 714	5 771 693	378	6 683	2 113 660	41	39	15 604
SG	3 257	66 851	56 766 052	2 470	38 748	11 532 205	1 158	6 042	2 416 940
GR	1 965	54 515	40 762 705	1 905	50 719	17 412 794	622	2 463	985 364
AG	2 344	54 736	45 620 863	1 203	17 391	4 178 679	2 210	26 703	10 681 180
TG	1 929	45 444	38 807 494	183	2 248	621 865	1 714	19 511	7 804 221
TI	659	12 041	9 327 195	598	9 766	3 195 394	405	1 772	708 861
VD	2 812	99 760	81 852 015	1 135	30 041	8 499 490	2 488	55 389	22 155 692
VS	2 301	35 069	24 814 953	2 191	28 738	9 599 999	1 268	7 827	3 130 623
NE	661	30 950	24 632 986	575	25 687	8 028 374	309	4 847	1 938 704
GE	231	9 179	7 398 178	1	12	3 869	220	7 391	2 956 432
JU	902	38 341	30 970 817	696	24 283	7 272 270	682	10 344	4 137 724
<b>CH</b>	<b>41 847</b>	<b>976 910</b>	<b>803 822 429</b>	<b>28 349</b>	<b>529 491</b>	<b>159 145 222</b>	<b>25 809</b>	<b>283 948</b>	<b>113 578 747</b>
<b>Zones</b>									
Plaine	17 625	450 806	380 234 335	4 150	24 449	6 325 096	16 247	236 392	94 556 630
Collines	6 001	133 346	111 291 322	5 994	119 838	29 207 482	4 629	32 604	13 041 692
ZM I	5 492	111 725	93 469 601	5 489	108 843	32 248 109	2 601	9 941	3 976 393
ZM II	6 735	149 513	121 409 448	6 727	147 259	46 803 889	1 470	4 028	1 611 224
ZM III	3 732	77 931	59 475 549	3 728	76 866	26 027 818	633	812	324 628
ZM IV	2 262	53 590	37 942 174	2 261	52 235	18 532 828	229	170	68 180

Source : OFAG



## Contributions à la qualité du paysage

**Afin de préserver, de promouvoir et de développer des paysages attrayants, comme la préservation des pâturages boisés, l'entretien des châtaigneraies ou l'encouragement de l'agriculture de montagne, la Confédération a octroyé des contributions à la qualité du paysage d'un montant de 147 millions de francs en 2022.**

### Objectif de la mesure

Cet instrument permet de préserver et d'encourager de manière ciblée la diversité paysagère de la Suisse. Les contributions à la qualité du paysage (CQP) sont versées sur la base de projets. Les cantons peuvent ainsi prendre en compte les besoins régionaux.

Les subventions fédérales ont été plafonnées en fonction de la SAU (120 francs par hectare) et du pâquier normal (80 francs par pâquier normal) et réparties de manière proportionnelle entre les cantons, de manière à limiter les moyens financiers à disposition des projets de qualité du paysage aux dépenses communiquées dans le message du Conseil fédéral sur la politique agricole 2014 – 2017 et reconduites pour la période 2018 – 2025.



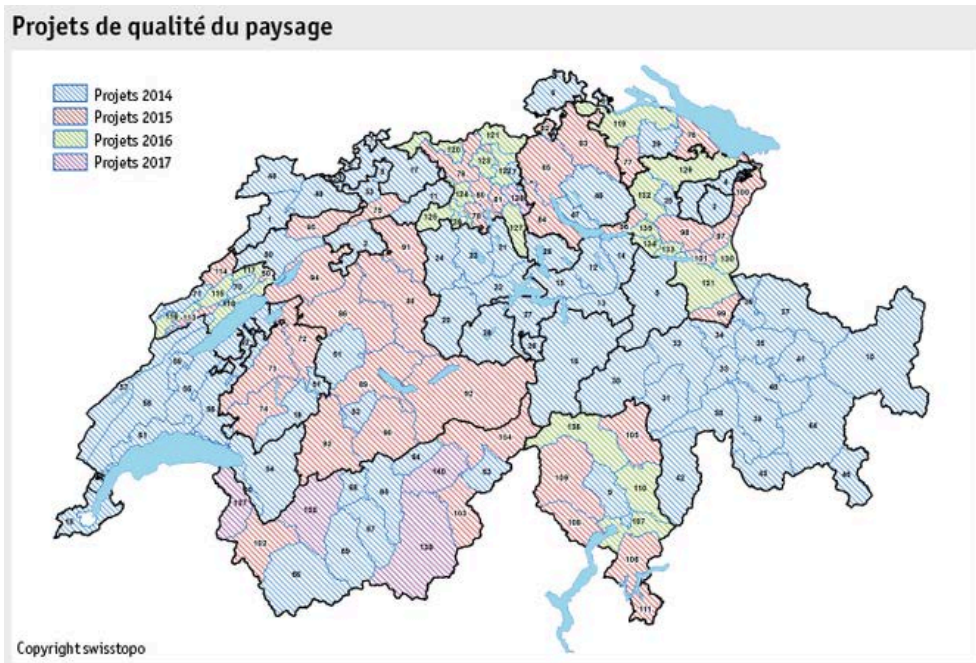
### Moyens financiers et chiffres clés statistiques 2022

Avec les projets autorisés entre 2014 et 2021, on dénombre au total 137 projets de qualité du paysage en cours, pour lesquels la Confédération a versé 147 millions de francs en 2022. Les cantons doivent en outre financer au moins 10 % des contributions.

### Projets de qualité du paysage 2022



POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



Source : Office fédéral de l'agriculture – 2019

Le tableau suivant sert de légende au graphique ci-dessus.

Le lien ci-dessous mène à un aperçu sous forme de tableau de toutes les données sur les projets de qualité du paysage expliquées plus loin.

**Contributions à la qualité du paysage selon les régions en 2022**

Actuellement, 35 084 exploitations à l'année et 4 629 exploitations d'estivage ont conclu une convention sur huit ans concernant les mesures de qualité du paysage. Ainsi, 83 % des exploitations à l'année et 69 % des exploitations d'estivage ont une convention en cours. La Confédération a versé à ces exploitations une moyenne de 3 707 francs pour les mesures mises en œuvre. Les contributions par hectare de surface agricole utile (SAU) sont légèrement plus basses dans la région de plaine que dans les régions de montagne ou de collines.

**Contributions à la qualité du paysage selon les régions en 2022**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Zone d'estivage	Total
Exploitations	Nombre	14 209	9 745	11 130	4 629	35 084
Contribution par ha <sup>1</sup>	Nombre	141	146	169	–	150
Contribution par exploitation	fr.	4 113	3 384	4 049	2 317	3 707
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 fr.</b>	<b>58 445</b>	<b>32 973</b>	<b>45 066</b>	<b>10 725</b>	<b>147 208</b>

<sup>1</sup> Seulement exploitations à l'année

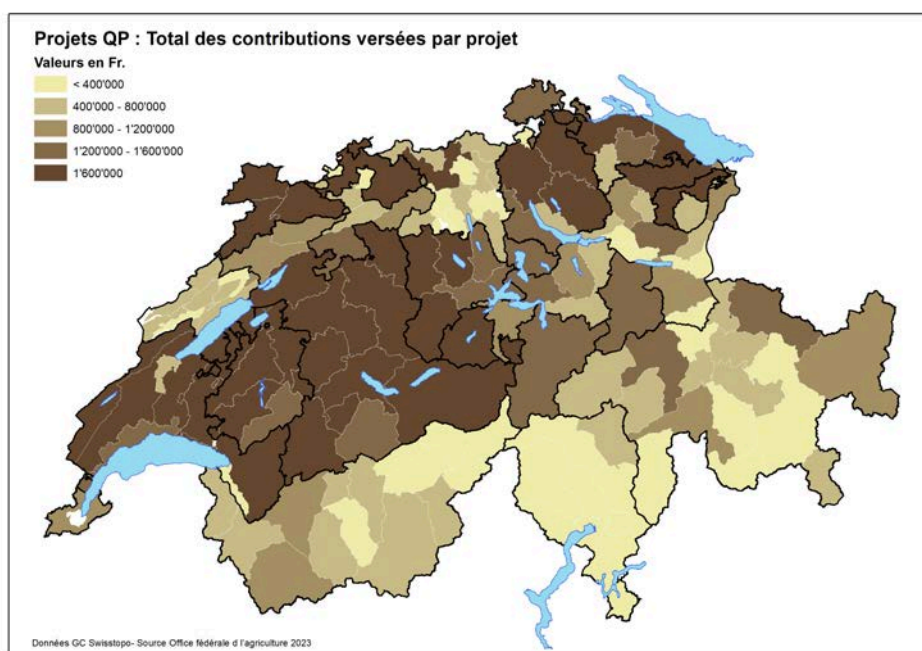
Source : OFAG



## Contributions à la qualité du paysage selon les cantons en 2022

Les contributions varient beaucoup d'un canton à l'autre, car le nombre de projets et de mesures mis en œuvre est différent dans chaque canton. Les contributions les plus élevées ont été attribuées dans les cantons de Berne (28 millions de francs) et de Vaud (16 millions de francs). La somme la plus élevée pour les régions d'estivage a été atteinte par le canton de Vaud.

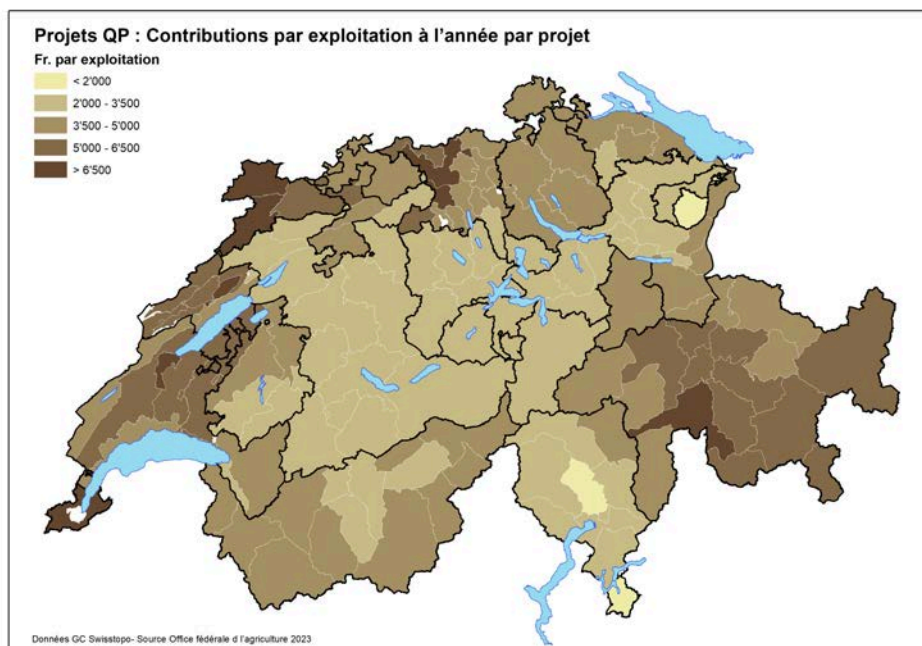
## Contributions à la qualité du paysage selon les projets en 2022



*Projets QP : total des contributions versées par projet Valeurs en fr. Données de la carte GG25 Swisstopo - Source : Office fédéral de l'agriculture*

Le montant de la contribution pour chaque projet dépend fortement de la surface agricole utile, du nombre d'exploitations dans le périmètre de projet et du niveau de participation de ces dernières au projet. Les données pour chaque projet figurent dans le tableau ci-dessous :

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Les données par exploitation ne font pas la différence entre les mesures annuelles et les mesures uniques (investissements) : c'est pourquoi les grands investissements uniques comptent pour une grande part dans cette statistique.

*Projets QP : contributions versées par exploitation à l'année et par projet Valeurs en fr. Données de la carte GG25 Swisstopo - Source : Office fédéral de l'agriculture*

## Contributions par catégorie de mesures en 2022

Près de 46 % des contributions sont versées pour la diversification des herbages, des vignes et des grandes cultures. Les formes d'exploitation traditionnelles (comme les cultures en terrasses) sont soutenues par 5 % des contributions. Les arbres fruitiers, les arbres isolés, les haies ou les pâturages riches en éléments structurant le paysage sont soutenus à hauteur de 28 % des contributions.

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



N°	Catégorie de mesure	Nombre	Contributions	Part
		Exploitations	fr.	Contributions
1	Paysage d'agriculture productrice	12 957	31 681 594	22%
2	Paysage d'agriculture extensive	966	1 228 677	1%
3	Paysage d'herbages productifs	14 196	20 148 727	14%
4	Paysage d'herbages extensifs	13 229	12 174 034	8%
5	Paysage viticole et d'arboriculture productive	1 509	1 677 974	1%
6	Paysage marqué par l'eau	7 907	3 024 650	2%
7	Paysage arborisé	31 485	24 673 693	17%
8	Paysage ouvert	4 667	4 185 149	3%
9	Paysage structuré	13 291	13 784 227	9%
10	Paysage de modes d'exploitation traditionnels	11 823	7 727 685	5%
11	Paysage du patrimoine	31 796	20 524 309	14%
12	Paysage accessible	15 138	5 919 491	4%
13	Dispositions diverses	2 260	458 690	<1%

**Légende du projet QP**

Numéro du	Nom du projet
1	Franches-Montagnes et Clos du Doubs (JU)
2	Solothurn-Grenchen (SO)
3	Appenzell Innerrhoden (AI)
4	Appenzell Ausserrhoden (AR)
5	Glarus (GL)
6	Schaffhausen (SH)
7	Limmattal (AG)
8	Leimental-Dorneckberg (SO)
9	Valle Verzasca (TI)
10	Engiadina Bassa (GR)
11	Olten-Gösgen-Gäu (SO)
12	Einsiedeln (SZ)
13	Fronalp-Pragel (SZ)
14	March (SZ)
15	Rigi-Mythen (SZ)
16	Uri (UR)
17	Basel-Land (BL)
18	Genf (GE)
19	Intyamont et Jogne (FR)
20	Entlebuch (LU)
21	Hochdorf (LU)
22	Luzern (LU)
23	Sursee (LU)
24	Willisau (LU)
25	Neckertal (SG)
26	Obwalden (OW)
27	Nidwalden (NW)
28	Zugerland (ZG)
29	Mittelthurgau (TG)
30	Cadi (GR)
31	Lumnezia/Vals (GR)
32	Foppa/Safiental (GR)
33	Heinzenberg/ Domleschg (GR)
34	Imboden (GR)
35	Plessur (GR)
36	Rheintal (GR)
37	Prättigau (GR)
38	Hinterrhein (GR)
39	Surses (GR)
40	Albulatal (GR)
41	Landschaft Davos (GR)
42	Mesolcina/ Calanca (GR)
43	Bregaglia (GR)
44	Oberengadin (GR)
45	Valposchiavo (GR)
46	Zürich Oberland (ZH)
47	Pfannenstiel (ZH)
48	Ajoie (JU)
49	Delémont (JU)
50	Chasseral (BE)
51	Gantrisch (BE/FR)
51	Gantrisch (BE/FR)
52	igital 2014, ER Thun inkl. Diemtigtal 2015 (BE)
53	Thierstein (SO)
54	Alpes Vaudoises (VD)
55	Gros-de Vaud (VD)
56	Jorat (VD)
57	Jura (VD)
58	Pied-du-Jura (VD)
59	Plaine de l'Orbe (VD)
60	Plaine du Rhône (VD)
61	Rives lémaniques (VD)
62	Broye (VD/FR)
62	Broye (VD/FR)
63	Binntal (VS)
64	Lötschental (VS)
65	Pfyn (VS)
66	Entremont (VS)
67	Val d'Anniviers (VS)
68	Noble et Louable Contrée (VS)
69	Hérens (VS)
70	Val du Ruz (NE)
71	Vallée de la Brévine (NE)
72	Sense-See (FR)
73	Glâne-Sarine-Lac (FR)
74	Gruyère-Veveysse (FR)

Numéro du	Nom du projet
75	Thal (SO)
76	Oberthurgau (TG)
77	Hintethurgau-Immenberg (TG)
78	aargauSüd impuls (AG)
79	Jurapark (AG)
80	Lenzburg-Seetal (AG)
81	Unteres Bünztal (AG)
82	Rafzerfeld (ZH)
83	Winterthur-Andelfingen (ZH)
84	Zürich Süd (ZH)
85	Zürcher Unterland (ZH)
86	Berner Mittelland (BE)
88	Emmental (BE)
89	ER Thun (BE), ab 2016 inkl. Diemtigtal
90	Kandertal (BE)
91	Oberaargau (BE)
92	Oberland-Ost (BE)
93	Obersimmental-Saenenland (BE)
94	Seeland (BE)
95	Trois Vaux (BE)
96	Rapperswil-Jona, Eschenbach (SG)
97	Werdenberg Nord (SG)
98	Obertoggenburg (SG)
99	Pfäfers (SG)
100	Rheintal (SG)
101	Walenstadt (SG)
102	Coude du Rhône (VS)
103	Simplon (VS)
104	Obergoms/Untergoms (VS)
105	Blenio (TI)
106	Luganese (TI)
107	Piano di Magadino (TI)
108	Onsernone, Centovalli (TI)
109	Vallemaggia (TI)
110	Interriviera (TI)
111	Mendrisiotto (TI)
113	Val-de-Travers Vallon (NE)
114	Chaux-de-Fonds/Le Locle (NE)
115	ée de la Sagne et des Ponts-de-Martel (NE)
116	Val-de-Travers Montagne (NE)
117	Chasseral (NE)
118	Paysage littoral neuchâtelois (NE)
119	Unterthurgau-Seerücken (TG)
120	Fricktal (AG)
121	Zurzibiet (AG)
122	Baden (AG)
123	Brugg (AG)
124	Aarau (AG)
125	Zofingen (AG)
126	Suhrental (AG)
127	Oberes Freiamt (AG)
128	Mutschellen-Reusstal- Kelleramt (AG)
129	Fürstenland (SG)
130	Werdenberg Süd (SG)
131	Sarganserland (SG)
132	Unteres Toggenburg (SG)
133	Amden-Wesen (SG)
134	Benken-Schänis (SG)
135	Am Ricken (SG)
136	Leventina (TI)
137	Chablais valaisan (VS)
138	Valais central (VS)
139	Visp und Schattenberge (VS)
140	UNESCO (VS)
141	Estivages neuchâtelois (NE)

### Contributions à la qualité du paysage 2022 – vue globale

No. projet	Nom projet	Exploitations à l'année			Exploitations			Contr. versées
		No. expl.	Ø contr. / SAU expl.	Contr. / surface (expl. SAU)	No. expl.	Ø contr. / expl.	Fr. / ha	
		No.	Fr. / expl.	Fr. / ha	No.	Fr. / expl.	Fr. / ha	
1	Franches-Montagnes et Clos du Doubs	280	5 148	132	33	21 229	2 141 909	
2	Solothurn Grenchen	402	3 681	132			1 479 577	
3	Kanton AI	270	2 873	90	106	1 158	628 603	
4	Kanton AR	461	3 223	148	80	2 113	1 654 868	
5	Kanton GL	268	4 249	181	106	1 734	1 322 576	
6	Kanton SH	385	3 678	94			1 416 180	
8	Leimental Dorneschg	87	4 462	119			388 129	
9	Valle Verzasca	30	1 888	144	16	1 059	73 579	
10	Engadina Bassa Val Müstair	184	6 351	206	4	1 508	1 174 651	
11	Olten Göggen Gäu	238	3 369	119			801 921	
12	Erisleden	352	2 916	136	115	1 161	1 160 044	
13	Fronalp Prugel	131	3 476	213	103	1 971	658 434	
14	March	221	2 809	152	43	1 776	697 122	
15	Rigi Myrthen	448	3 009	194	80	1 595	1 475 806	
16	Kanton UR	430	2 933	210	157	1 552	1 504 869	
17	Kantone BL und BS	613	3 816	125			2 339 218	
18	Kanton GE teilweise	176	6 559	128			1 154 432	
19	Intyamon Jogne	124	2 994	94	274	3 187	1 244 350	
20	Entlebuch	759	2 761	148	174	1 317	2 324 921	
21	Hochdorf	529	2 651	131			1 402 281	
22	Luzern	471	2 592	137	26	1 419	1 257 802	
23	Sursee	790	2 648	133			2 092 024	
24	Willisau	1 027	2 633	150	11	1 001	2 715 258	
25	Neckertal	184	2 889	104	2	504	458 200	
26	Kanton OW	471	2 769	186	207	1 878	1 692 722	
27	Kanton NW	355	2 529	160	107	1 791	1 089 469	
28	Kanton ZG	402	3 230	141	3	1 258	1 302 356	
29	Mittelthurgau	370	3 690	149			1 365 181	
30	Cadi	164	4 602	174	1	1 080	755 826	
31	Lumnezia Vals	119	4 616	161	2	4 005	557 352	
32	Foppa Safertal	238	5 547	180	3	3 300	1 330 008	
33	Heinzenberg/Domleschig	184	4 485	171	2	2 025	1 658 228	
34	Imboden	60	5 448	148			326 891	
35	Schanfigg Churwalden	112	5 351	142	1	3 960	603 280	
36	Rheintal	140	4 863	207	2	1 260	683 307	
37	Prätigau	287	4 440	175			2 274 251	
38	Hinterhein	110	9 674	265	3	4 590	1 077 910	
39	Surses	62	6 136	149	1	1 228	381 658	
40	Albulatal	103	5 093	161	2	1 620	527 808	
41	Davos	78	4 496	179			341 845	
42	Mescioa Cianca	81	4 908	285			389 470	
43	Bregaglia	30	5 093	223			152 786	
44	Oberengadin	67	5 074	143			339 964	
45	Valposchiavo	72	5 829	248	2	13 348	446 401	
46	Zürcher Oberland	609	9 848	137	2	6 455	2 356 091	
47	Pfannenstiel Egg	127	4 075	156			517 491	
48	Ajoie	260	6 663	118	12	3 574	1 775 348	
49	Dellefont	257	5 881	129	27	6 622	1 690 259	
50	Chasseral	352	2 589	70	88	2 420	1 124 466	
51	Gantrisch	954	2 523	123	150	867	2 536 814	
53	Thierstein	119	5 449	147			648 465	
54	Alpes Vaudoises	196	4 268	132	290	4 452	2 127 622	
55	Gros-de-Vaud	415	5 646	136			2 242 973	
56	Jorat	378	5 795	141			2 190 427	
57	Jura vaudois	83	7 395	134	280	3 931	1 714 364	
58	Pied du Jura	571	6 067	138			3 464 527	
59	Plaine de l'Orbe	95	8 282	138			785 784	
60	Plaine du Rhône	103	3 479	128			558 323	
61	Rives lémaniques	397	3 888	137			1 543 728	
62	Broye	585	5 922	146			3 464 106	
63	Bünzli	44	5 477	195	12	1 514	259 140	
64	Lötschental	30	5 446	236	12	2 363	191 735	
65	Regionaler Naturpark Pfyn	145	2 893	161	18	2 680	467 756	
66	Grand Entremont	161	4 595	215	46	2 285	844 927	
67	Val d'Anniviers	69	2 978	124	21	4 277	295 300	
68	Noble et Loubaie Contral	120	3 968	182	10	2 650	430 648	
69	Hérens	110	4 166	166	28	2 480	527 681	
70	Val-de-Ruz	81	8 355	148			676 770	
71	Vallée de la Brévine	100	5 892	97			589 190	
72	Semsa-See	595	4 763	151	35	1 343	2 081 088	
73	Glâne-Sarine-Lac	695	4 264	113	8	1 257	2 973 386	
74	Gruyère-Veveys	414	3 626	95	176	1 764	1 811 575	
75	Thal	170	4 515	149			767 531	
76	Oberthurgau	371	4 466	193			1 656 715	
77	Hinterthurgau-Immenberg	234	3 340	124			781 650	
78	Region Wynetal Aargau Süd	88	4 419	164	1	1 764	390 638	
79	Jurapark	288	6 647	220			1 914 356	
80	Region Lebensraum Lenzburg	90	4 624	159			416 199	
81	Unteres Bünzli	83	3 618	135			300 302	
82	Rafzerfeld	46	3 919	130			180 269	
83	Winterthur-Andelfingen	567	4 638	159	2	3 251	2 636 111	
84	Zürich Süd	358	3 600	135			1 288 911	
85	Zürich Unterland	337	4 933	156			662 275	
86	Berner Mittelland	1 651	2 523	114	4	896	4 169 589	
88	Emmental	1 987	2 981	157	83	828	5 992 169	
89	Entwicklungsraum Thun (ERT)	995	2 597	142	282	1 068	2 885 595	
90	Kandeli	437	3 089	188	175	955	1 516 910	
91	Oberaargau	922	2 883	146	6	1 441	2 666 508	
92	Oberland Ost	497	3 263	176	131	1 705	1 844 788	
93	Obersimmental-Saanenland	572	3 635	161	295	971	2 365 448	
94	Seeland	835	2 338	87			1 952 400	
95	Trois-Vaux	194	3 643	102	79	2 078	870 926	
96	Rapperswil-Jona, Eschenbach	117	3 489	138	8	1 719	421 922	
97	Werdenberg Nord	136	3 940	151	33	2 485	617 911	
98	Oberthurgau	243	3 555	153	111	3 234	1 222 960	
99	Pfäfers	34	3 004	119	17	5 603	204 173	
100	Rheintal	204	4 580	160	15	4 751	1 005 512	
101	Walenstadt	44	2 506	110	8	2 550	130 661	
102	Coude du Rhône	176	4 202	208	24	2 233	793 221	
103	Simplon	74	4 713	242	36	2 340	433 327	
104	Oberzoms/ Untergoms nordseitig	64	5 005	154	22	1 435	351 923	
105	Blenio	85	4 101	150	27	2 115	405 700	
106	Luganese	76	2 906	127	18	678	233 024	
107	Piano di Maagnino	61	3 384	115	6	1 378	153 665	
108	Parco Nazionale del Locarnese	23	2 281	123	3	2 267	59 262	
109	Vallemaggia	50	3 155	165	29	1 443	199 595	
110	Interriviera	55	2 404	102	15	1 091	148 574	
111	Mendrisiotto	60	1 828	119			109 670	
113	Val-de-Travers Vallon	38	6 054	108			230 035	
114	Chaux-de-Fonds-Le Locle	118	5 396	106			636 698	
115	Vallée de la Sagne et des Ponts	82	5 108	100			418 838	
116	Val-de-Travers Montagne	71	6 035	93			428 476	
117	Chasseral neuchâtelois	54	5 091	88			274 926	
118	Paysage Littoral	117	4 981	142			582 730	
119	LQ Unterthurgau-Seerücken	489	4 370	152			2 136 689	
120	Fricktal	91	6 362	170			578 907	
121	Zurzibiet	158	4 278	161			675 926	
122	Baden	122	4 908	178			598 770	
123	Brugg	70	4 484	165			341 892	
124	Aarau	46	6 745	229			310 248	
125	Zofingen	74	5 524	220			408 755	
126	Suhrental	86	4 559	218			392 070	
127	Oberes Freiamt	221	3 452	140	1	5 279	768 234	
128	Mutschellen-Reusstal-Kelleramt	68	3 655	129	1	902	249 450	
129	Fürstentland	660	3 133	134			2 067 784	
130	Werdenberg Süd	72	4 459	159	14	4 193	379 760	
131	Sarganserland	223	3 574	178	52	5 528	1 084 580	
132	Unteres Toggenburg	388	2 529	130	14	899	993 788	
133	Amden-Weesen	42	2 543	129	5	6 135	137 470	
134	Benken-Schänis	83	2 607	118	13	3 327	259 625	
135	Am Ricken	108	2 398	106	4	4 256	276 039	
136	Leventina	47	3 207	124	25	1 806	195 886	
137	Chablais valaisan	62	6 595	166	75	1 513	522 355	
138	Valais central	211	3 716	202	26	2 728	854 983	
139	Visp und Schattensberge	112	3 590	209	28	3 475	499 422	
140	UNESCO	136	2 417	158	18	1 950	363 808	
141	Estivages neuchâtelois				68	3 031	206 075	

Source : OFAG

### Contributions à la qualité du paysage 2022

	No. expl. ayant conclu une convent. (SAU)	No. expl. ayant conclu une convent. (RE)	Ø Contr. / expl. SAU fr.	Ø contr. / expl. RE fr.	Contr. versées SAU fr.	Contr. versées RE fr.	Tot. contr. versées fr.
ZH	2 026	4	4 264	4 853	8 638 876	19 413	8 658 289
BE	8 717	1 216	3 007	1 238	26 210 235	1 505 013	27 715 248
LU	3 575	211	2 661	1 313	9 514 550	277 025	9 791 575
UR	430	157	2 933	1 552	1 261 172	243 696	1 504 869
SZ	1 152	341	2 996	1 585	3 450 858	540 548	3 991 406
OW	471	207	2 769	1 878	1 304 062	388 659	1 692 722
NW	355	107	2 529	1 791	897 825	191 644	1 089 469
GL	268	106	4 249	1 734	1 138 750	183 826	1 322 576
ZG	402	3	3 230	1 258	1 298 583	3 773	1 302 356
FR	1 963	546	4 959	2 385	9 733 738	1 301 989	11 035 727
SO	963		4 233		4 076 220		4 076 220
BL	613		3 816		2 339 218		2 339 218
SH	382		3 671		1 402 155		1 402 155
AR	455	80	3 244	2 113	1 476 122	169 015	1 645 137
AI	271	106	1 920	1 158	520 253	122 794	643 047
SG	2 398	294	3 382	3 716	8 109 931	1 092 392	9 202 323
GR	1 908	23	5 802	3 499	11 070 951	80 484	11 151 434
AG	1 485	3	4 941	2 648	7 337 802	7 945	7 345 747
TG	1 457		4 112		5 991 177		5 991 177
TI	439	139	3 130	1 472	1 374 285	204 671	1 578 955
VD	2 462	570	5 509	4 196	13 564 023	2 391 701	15 955 724
VS	1 322	376	4 511	2 320	5 964 082	872 143	6 836 225
NE	597	68	6 649	3 031	3 969 282	206 075	4 175 357
GE	176		6 559		1 154 432		1 154 432
JU	797	72	5 879	12 809	4 685 266	922 250	5 607 516
<b>Total</b>	<b>35 084</b>	<b>4 629</b>	<b>3 890</b>	<b>2 317</b>	<b>136 483 846</b>	<b>10 725 057</b>	<b>147 208 904</b>

SAU = exploitations à l'année

RE = exploitations d'estivage

Source : OFAG

**Beteiligungen nach Kanton 2022**

Paramètre	No. expl. ayant conclu une convent. (SAU)	No. expl. ayant conclu une convent. (RE)	Particip. expl. à l'année (SAU)	Particip. expl. d'estivage	Ø contr. / expl. SAU	Ø contr. / expl. RE	Contr. versées SAU	Contr. versées RE	Tot. contr. versées
Unité	Nombre	Nombre	%	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
ZH	2'026	4	78%	57%	4'264	4'853	8'638'876	19'413	8'658'289
BE	8'717	1'216	95%	86%	3'007	1'238	26'210'235	1'505'013	27'715'248
LU	3'575	211	88%	88%	2'661	1'313	9'514'550	277'025	9'791'575
UR	430	157	87%	53%	2'933	1'552	1'261'172	243'696	1'504'869
SZ	1'152	341	84%	84%	2'996	1'585	3'450'858	540'548	3'991'406
OW	471	207	85%	84%	2'769	1'878	1'304'062	388'659	1'692'722
NW	355	107	93%	83%	2'529	1'791	897'825	191'644	1'089'469
GL	268	106	85%	91%	4'249	1'734	1'138'750	183'826	1'322'576
ZG	402	3	85%	75%	3'230	1'258	1'298'583	3'773	1'302'356
FR	1'963	546	86%	93%	4'959	2'385	9'733'738	1'301'989	11'035'727
SO	963		89%	0%	4'233		4'076'220		4'076'220
BL	613		81%	0%	3'816		2'339'218		2'339'218
SH	382		89%	0%	3'671		1'402'155		1'402'155
AR	455	80	77%	73%	3'244	2'113	1'476'122	169'015	1'645'137
AI	271	106	70%	77%	1'920	1'158	520'253	122'794	643'047
SG	2'398	294	73%	83%	3'382	3'716	8'109'931	1'092'392	9'202'323
GR	1'908	23	96%	2%	5'802	3'499	11'070'951	80'484	11'151'434
AG	1'485	3	63%	100%	4'941	2'648	7'337'802	7'945	7'345'747
TG	1'457		74%		4'112		5'991'177		5'991'177
TI	439	139	65%	61%	3'130	1'472	1'374'285	204'671	1'578'955
VD	2'462	570	87%	91%	5'509	4'196	13'564'023	2'391'701	15'955'724
VS	1'322	376	57%	72%	4'511	2'320	5'964'082	872'143	6'836'225
NE	597	68	90%	46%	6'649	3'031	3'969'282	206'075	4'175'357
GE	176		75%		6'559		1'154'432		1'154'432
JU	797	72	88%	75%	5'879	12'809	4'685'266	922'250	5'607'516
Schweiz	35'084	4'629	83%	69%	3'890	2'317	136'483'846	10'725'057	147'208'904

LN = exploitations à l'année  
SöG= exploitations d'estivage



### Qualité du paysage : Nombre des exploitations et contributions par projet

No. projet	Nom projet	Exploitations		Contri- versées fr
		à l'année Nombre	Exploitations d'estivage Nombre	
1	Franches-Montagnes et Clos du Doubs	280	33	2 141 909
2	Solothurn Grenchen	402		1 479 577
3	Kanton AI	270	106	628 603
4	Kanton AR	461	80	1 654 868
5	Kanton GL	268	106	1 322 576
6	Kanton SH	385		1 416 180
8	Leimental Dorneckberg	87		388 179
9	Valle Verzasca	30	16	73 579
10	Engadina Bassa Val Müstair	184	4	1 174 651
11	Olten Gösgen Gäu	238		801 921
12	Einsiedeln	352	115	1 160 044
13	Fronalp Pragerl	131	103	658 434
14	March	221	43	697 122
15	Rigi Mythen	448	80	1 475 806
16	Kanton UR	430	157	1 504 869
17	Kantone BL und BS	613		2 339 218
18	Kanton GE teilweise	176		1 154 432
19	Intyamon Jogne	124	274	1 244 350
20	Entlebuch	759	174	2 324 921
21	Hochdorf	529		1 402 281
22	Luzern	471	26	1 257 802
23	Sursee	790		2 092 024
24	Willisau	1 027	11	2 715 258
25	Neckertal	184	2	458 200
26	Kanton OW	471	207	1 692 722
27	Kanton NW	355	107	1 089 469
28	Kanton ZG	402	3	1 302 356
29	Mittelthurgau	370		1 365 181
30	Cadi	164	1	755 826
31	Lumnezia Vals	119	2	557 352
32	Foppa Saflental	238	3	1 330 008
33	Heinzenberg Domleschg	143	2	788 228
34	Imboden	60		326 891
35	Schanfigg Churwalden	112	1	603 280
36	Rheintal	140	2	683 307
37	Prättigau	287		1 274 251
38	Hinterrhein	110	3	1 077 910
39	Surses	62	1	381 658
40	Albulatal	103	2	527 808
41	Daves	76		341 645
42	Mesocina Clancia	81		389 470
43	Bregaglia	30		152 786
44	Oberengadin	67		339 964
45	Valposchavo	72	2	446 401
46	Zürcher Oberland	609	2	2 356 091
47	Pfannenstiel Egg	127		517 491
48	Ajoie	260	12	1 775 348
49	Delémont	257	27	1 690 259
50	Chasseral	352	88	1 224 466
51	Gantrich	954	150	2 536 814
53	Thierstein	119		648 465
54	Alpes Vaudoises	196	290	2 127 622
55	Gros-de-Vaud	415		2 342 973
56	Jorat	378		2 190 427
57	Jura vaudois	83	280	1 714 364
58	Pied du Jura	571		3 464 527
59	Pleine de l'Orbe	95		786 784
60	Plaine de Rhône	103		358 323
61	Rives lémaniques	397		1 543 728
62	Broye	585		3 464 106
63	Binntal	44	12	259 140
64	Lötschental	30	12	191 735
65	Regionaler Naturpark Pfyn	145	18	467 756
66	Grand Entremont	161	46	844 927
67	Val d'Agniniers	69	21	295 300
68	Noble et Louable Contrée	120	10	430 648
69	Hérens	110	28	527 681
70	Val-de-Ruz	81		676 770
71	Vallée de la Brévine	100		589 190
72	Sense-See	595	35	2 881 088
73	Glâne-Sarène-Lac	695	8	2 973 386
74	Gruyère-Vevèye	414	176	1 811 575
75	Thal	170		767 531
76	Oberthurgau	371		1 656 715
77	Hinterthurgau-Immenberg	234		781 650
78	Region Wynetal Aargau Süd	88	1	390 638
79	Jurapark	288		1 914 356
80	Region Lebensraum Lenzburg	90		416 199
81	Unteres Büntal	83		300 302
82	Rafenfeld	46		180 269
83	Winterthur-Andelfingen	567	2	2 636 111
84	Zürich Süd	358		1 288 911
85	Zürich Unterland	337		1 662 275
86	Berner Mittelland	1 651	4	4 169 589
88	Emmental	1 987	83	5 992 169
89	Entwicklungsraum Thun (ERT)	995	282	2 885 595
90	Kandertal	437	175	1 516 910
91	Oberaargau	922	6	2 666 508
92	Oberland Ost	497	131	1 844 788
93	Obersimmental-Saaneland	572	295	2 355 448
94	Seeland	835		1 952 400
95	Trois-Vaux	194	79	870 926
96	Rapperswil-Jona, Eschenbach	117	8	421 922
97	Werdenberg Nord	136	33	617 911
98	Obertoggenburg	243	111	1 222 960
99	Pfifers	34	17	204 173
100	Rheintal	204	15	1 005 512
101	Walenstadt	44	8	130 661
102	Coude de Rhône	176	24	793 221
103	Simplon	74	36	433 327
104	Obergoms/ Untergoms nordseitig	64	22	351 923
105	Blenio	85	27	405 700
106	Luganese	76	18	233 024
107	Piano di Magadino	61	6	153 665
108	Parco Nazionale del Locarnese	23	3	59 262
109	Valllemaggia	50	29	199 595
110	Interriviera	55	15	148 574
111	Mendrisiotto	60		109 670
113	Val-de-Travers Vallon	38		230 035
114	Chaux-de-Fonds-Le Locle	118		636 698
115	Vallée de la Sagne et des Fion	82		418 838
116	Val-de-Travers Montagne	71		428 476
117	Chasseral neuchâtelois	54		274 926
118	Paysage Littoral	117		582 730
119	LQ Unterthurgau-Seerücken	489		2 136 689
120	Fricktal Regio	91		578 907
121	Zurzibiet Regio	158		675 926
122	Baden Regio	122		598 770
123	Brugg Regio	70		341 892
124	Region Aarau	46		310 248
125	zofingener regio	74		408 755
126	Sulmental	86		392 070
127	Oberes Freiamt	221	1	768 234
128	Mutschellen-Reusstal- Kelleramt (AG)	68	1	249 450
129	Fürstentum	660		2 067 784
130	Werdenberg Süd	72	14	379 760
131	Sarganserland	223	52	1 084 580
132	Unteres Toggenburg	388	14	993 788
133	Amden-Weesen	42	5	137 470
134	Benken-Schänis	83	13	259 625
135	Am Ricken	108	4	276 039
136	Leventina	47	25	195 886
137	Chablais valaisain (VS)	62	75	522 355
138	Valais central (VS)	211	26	854 983
139	Visp und Schattensberge (VS)	112	28	499 422
140	UNESCO (VS)	136	18	563 808
141	Estivages neuchâtelois (NE)	68	68	206 075
CH (Total):		36660	4655	147 208 904



## Contributions à la biodiversité

**Les surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) dans leur ensemble, ainsi que les surfaces déclarées pour les contributions du niveau de qualité II et la mise en réseau, ont de nouveau augmenté légèrement en 2022. La part moyenne de surfaces de promotion de la biodiversité sur la surface agricole utile (SAU) est restée de 19,3 %.**



### État de la biodiversité sur la surface agricole

Les données du premier cycle de relevés quinquennaux du programme de monitoring « Espèces et milieux agricoles » (ALL-EMA) d'Agroscope permettent de tirer des conclusions sur l'état de la biodiversité dans les régions agricoles. Le premier rapport ALL-EMA est paru en 2021. Des informations détaillées sur l'évolution de la biodiversité sur les surfaces agricoles seront disponibles à l'issue du deuxième cycle de relevés (2020-2024).

### Évolution des contributions à la biodiversité

En 2022, 443 millions de francs de contributions à la biodiversité ont été octroyés (+1,7 % par rapport à l'année précédente). Cela correspond à 16 % de l'ensemble des paiements directs. Les contributions du niveau de qualité I correspondent à 36 %, celles du niveau de qualité II à 37,7 % et celles pour la mise en réseau à 26,3 % de la somme des contributions à la biodiversité, à savoir pratiquement les mêmes proportions que l'année précédente. En 2022, la somme des contributions Q I, Q II et pour la mise en réseau versées a de nouveau légèrement augmenté. Le montant des contributions à la qualité et la mise en réseau par hectare et par arbre pour les différents types de SPB et mesures de mise en réseau reste inchangé par rapport à l'année précédente.

L'évolution des contributions à la biodiversité de 2014 à 2022 est représentée dans l'ensemble des graphiques interactifs ci-dessous. Les données peuvent être filtrées par année, par canton et par zone.

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Aperçu des contributions 2022, selon les types de contributions (Q I, Q II et mise en réseau), les cantons et les zones agricoles:

Aperçu des contributions 2022 par type d'élément SPB, selon les types de contributions (Q I, Q II et mise en réseau) et les zones agricoles

### Part des surfaces de promotion de la biodiversité sur la surface agricole utile

La part moyenne de SPB sur la surface agricole utile (SAU) dans l'ensemble des zones était de 17,6 %. Si les arbres fruitiers haute tige, les arbres isolés et les allées sont pris en compte à compter d'un are par arbre, la part de SPB sur la SAU est de 19,3 %. En 2022 également, la zone de montagne IV présente la part la plus élevée de SPB sur la SAU : 45,9 %. Les différences par rapport à l'année précédente, tant en termes de surface que de proportion, sont faibles. La plus grande augmentation de surface a été enregistrée dans la zone de plaine, probablement du fait des céréales en lignes de semis espacées.

#### Surface agricole utile, surface de SPB et part moyenne de SPB sur la SAU (entre parenthèses : sans prise en compte des arbres)

Zone	Total de la SAU [ha]	SPB sur la SAU [ha]	Part de SPB [%] <sup>1</sup>
Zone de plaine	473 722	70 564 (62 148)	14,9 (13,1)
Zone des collines	137 057	23 183 (19 821)	16,9 (14,5)
Zone de montagne I	113 958	18 110 (15 602)	15,9 (13,7)
Zone de montagne II	153 243	32 026 (29 950)	20,9 (19,5)
Zone de montagne III	79 411	26 409 (25 461)	33,3 (32,1)
Zone de montagne IV	54 791	25 168 (24 840)	45,9 (45,3)
<b>Total</b>	<b>1 012 181</b>	<b>195 413 (177 822)</b>	<b>19,3 (17,6)</b>

<sup>1</sup> Les données se basent sur le calcul de la part appropriée de SPB selon les exigences PER (art. 14 OPD ; par exemple, une are est comptabilisée par arbre et les arbres pris en compte ne peuvent représenter plus de la moitié de la SPB). Source : OFAG

### Contributions à la qualité

Le total des surfaces de promotion de la biodiversité (y c. les arbres) a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. La courbe marquant une tendance à la baisse à long terme du type de SPB « prairies peu intensives » s'aplatit à un niveau relativement bas. Les autres surfaces sont également relativement constantes par rapport à l'année précédente.

La part des éléments SPB sur terres assolées (jachères florales et tournantes, ourlets sur terres assolées, bandes culturales extensives et bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles) est encore très faible, avec 3 713 hectares, soit 0,96 % des terres (1,14 % des terres ouvertes), mais elle a de nouveau légèrement diminué par rapport à l'année précédente (3 771 ha en 2021, 3 655 ha en 2020, 3 579 ha en 2019). En plus des éléments de SPB ci-dessus sur terres ouvertes, des SPB sur terres assolées spécifiques à une région sont également mis en place. Jusqu'en 2020, elles représentaient très peu d'hectares, par exemple avec des mesures visant à favoriser le vanneau huppé. Depuis 2020, la mesure « céréales en lignes de semis espacées » a été mise en œuvre dans huit cantons (AG, BE, BL, JU, LU, SO, ZG et ZH) sous forme de SPB spécifiques à la région dans le cadre de la mise en réseau. Alors qu'en 2020, 1 981 hectares de SPB spécifiques à la région ont été déclarés sur des terres assolées, ce chiffre

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



était déjà de 4 173 hectares en 2021 et de 6 402 hectares en 2022. Ces surfaces sont en grande partie formées de céréales en lignes de semis espacées.

### Contributions pour la mise en réseau

En 2022, le nombre de surfaces consacrées à la biodiversité et mises en réseau a augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente. Les prairies extensives, les pâturages extensifs et les pâturages boisés présentent de loin la part de surfaces mises en réseau la plus importante. Les SPB spécifiques à la région, déclarées et payées dans le cadre de la mise en réseau, ont à nouveau fortement augmenté, et donc en particulier les « céréales en lignes de semis espacées ».

Le nombre de noyers et de vignes présentant une biodiversité naturelle, ainsi que le nombre d'exploitations disposant de ces éléments SPB, ont également augmenté dans le cadre de la mise en réseau.

Le tableau suivant donne un aperçu de surfaces mises en réseau en 2022 selon les types de biodiversité et les zones agricoles.

### Informations sur les différents types de SPB

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu du nombre d'exploitations, des surfaces et des contributions versées pour les différents éléments SPB. Les prairies riveraines d'un cours d'eau et les SPB spécifiques à la région ont connu des augmentations plus importantes que l'année précédente. Pour les premières, les augmentations sont probablement dues à la délimitation progressive de l'espace réservé aux cours d'eau et, pour les secondes, à la présence des céréales en lignes de semis espacées. Pour les autres éléments de SPB, les changements sont relativement faibles.

### Prairies extensives

#### Prairies extensives 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	16 733	10 123	10 465	37 321
Surface	ha	40 861	18 206	27 182	86 249
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	8 904	5 679	8 172	22 755
Surface	ha	13 456	8 152	18 970	40 578
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	13 509	8 578	9 474	31 561
Surface	ha	31 641	15 387	25 163	72 191

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des prairies extensives, selon les cantons et les zones agricoles :

### Prairies peu intensives

#### Prairies peu intensives 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	2 012	2 950	6 052	11 014
Surface	ha	1 660	3 039	10 291	14 990
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	179	585	3 166	3 930
Surface	ha	132	426	3 542	4 100
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	831	1 676	4 499	7 006
Surface	ha	785	1 841	7 291	9 917

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des prairies peu intensives, selon les cantons et les zones agricoles :

### Pâturages extensifs et pâturages boisés

#### Pâturages extensifs et pâturages boisés 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	4 842	4 940	8 545	18 327
Surface	ha	7 825	9 614	34 008	51 447
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	1 027	1 573	5 649	8 249
Surface	ha	1 663	3 235	17 117	22 015
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	3 041	3 611	6 975	13 627
Surface	ha	5 292	7 270	26 341	38 903

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des pâturages extensifs et des pâturages boisés, selon les cantons et les zones agricoles :

### Surfaces à litière

#### Surfaces à litière 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	2 043	1 904	3 426	7 373
Surface	ha	2 386	1 581	4 195	8 162
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	1 489	1 507	2 986	5 982
Surface	ha	2 110	1 406	3 835	7 351
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	1 727	1 639	3 141	6 507
Surface	ha	2 095	1 404	3 950	7 449

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les surfaces à litière, selon les cantons et les zones agricoles :

### Haies, bosquets champêtres et berges bosquées

### Haies, bosquets champêtres et berges boisées 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	7 994	4 860	2 748	15 602
Surface	ha	2 526	1 430	593	4 549
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	3 997	2 330	943	7 270
Surface	ha	1 224	701	213	2 138
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	6 146	4 030	2 367	12 543
Surface	ha	1 932	1 206	510	3 719

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des haies, bosquets champêtres et berges boisées, selon les cantons et les zones agricoles :

### Jachères florales

#### Jachères florales 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	1 858	431	7 <sup>1</sup>	2 296
Surface	ha	1 936	269	3	2 208
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	1 410	373	4 <sup>1</sup>	1 787
Surface	ha	1 482	226	3	1 711

<sup>1</sup> Les exploitations situées en région de montagne reçoivent des contributions pour jachères florales, si ces surfaces sont situées en zone de plaine ou en zone des collines. Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les jachères florales, selon les cantons et les zones agricoles :

### Jachères tournantes

#### Jachères tournantes 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	466	67	0	533
Surface	ha	514	64	0	578
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	257	48	0	305
Surface	ha	320	44	0	364

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les jachères tournantes, selon les cantons et les zones agricoles :



## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS

**Ourllets sur terres assolées****Ourllets sur terres assolées 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	809	256	7	1 072
Surface	ha	194	52	2	248
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	694	232	5	931
Surface	ha	166	48	1	215

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les ourlets sur terres assolées, selon les cantons et les zones agricoles :

**Bandes culturales extensives****Bandes culturales extensives 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	141	62	36	239
Surface	ha	242	153	31	426
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	78	43	35	156
Surface	ha	123	116	29	268

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les bandes culturales extensives, selon les cantons et les zones agricoles :

**Bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles**

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



## Bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	1 239	153	2 <sup>1</sup>	1 394
Surface	ha	225	28	0	253

<sup>1</sup> Les exploitations situées en région de montagne reçoivent des contributions pour bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles, si ces surfaces sont situées en zone de plaine ou en zone des collines. Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes utiles, selon les cantons et les zones agricoles :

### Prairies riveraines d'un cours d'eau

#### Prairies riveraines d'un cours d'eau 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	459	220	114	793
Surface	ha	102	42	24	168

#### Mise en réseau

Exploitations	Nombre	132	63	63	258
Surface	ha	48	13	7	68

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des prairies riveraines d'un cours d'eau, selon les cantons et les zones agricoles :

### Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle

#### Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	886	292	227	1 405
Surface	ha	3 276	702	299	4 277
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	429	159	88	676
Surface	ha	1 232	326	134	1 692
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	577	166	104	847
Surface	ha	2 393	399	123	2 915

Source : OFAG

Le tableau suivant fournit des informations sur les surfaces viticoles Q I selon les cantons et les zones agricoles :

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions Q II versées pour les surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle selon les cantons et les zones agricoles :

### Arbres fruitiers haute-tige (sans les noyers)

### Arbres fruitiers haute-tige 2022 (sans les noyers) : chiffres relatifs au nombre d'exploitations concernées et au nombre d'arbres

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	12 814	9 634	4 930	27 378
Arbres	Nombre	1 058 245	757 485	282 146	2 097 876
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	6 466	5 352	1 968	13 786
Arbres	Nombre	494 089	343 405	87 872	925 366
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	9 008	7 303	3 558	19 869
Arbres	Nombre	653 010	508 767	180 489	1 342 266

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les arbres fruitiers haute tige, selon les cantons et les zones agricoles :

## Noyers

### Noyers 2022 : chiffres relatifs au nombre d'exploitations concernées et au nombre d'arbres

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région demontagne	Total
<b>Niveau de qualité I</b>					
Exploitations	Nombre	7 638	4 896	2 117	14 651
Arbres	Nombre	73 504	30 367	12 553	116 424
<b>Niveau de qualité II</b>					
Exploitations	Nombre	2 850	2 046	624	5 520
Arbres	Nombre	32 884	10 893	2 611	46 388
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	4 042	2 775	1 198	8 015
Arbres	Nombre	42 881	15 631	6 743	65 255

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour les noyers, selon les cantons et les zones agricoles :

### Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres

#### Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres 2022 : chiffres relatifs au nombre d'exploitations concernées et au nombre d'arbres

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	5 440	4 769	5 386	15 595
Arbres	Nombre	46 966	39 978	76 820	163 764

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des arbres isolés indigènes adaptés au site et des allées d'arbres, selon les cantons et les zones agricoles :

### Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région

#### Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Mise en réseau</b>					
Exploitations	Nombre	1 118	645	1 559	3 322
Surface	ha	4 909	1 617	3 310	9 836

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des surfaces de promotion de la biodiversité spécifique à la région, selon les cantons et les zones agricoles :

### Surfaces herbagères et à litière riches en espèces dans la région d'estivage

#### Surfaces herbagères et à litière riches en espèces dans la région d'estivage 2022 : chiffres relatifs aux exploitations et à la surface

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Zone d'estivage
<b>Niveau de qualité II</b>		
Exploitations	Nombre	5 573
Surface	ha	223 814

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions octroyées pour des surfaces herbagères et à litière dans la région d'estivage, selon les cantons :

### Informations complémentaires

Vous trouverez des informations générales détaillées sur les contributions à la biodiversité et sur la promotion de la biodiversité sous Contributions à la biodiversité (admin.ch), dans l'aide-mémoire d'Agridea Promotion de la biodiversité dans l'exploitation agricole ainsi que sous agrinatur.ch.

Les données sur les contributions à la biodiversité dans les cantons et les zones agricoles sont également résumées dans le « Download Center ».

**Contributions à la biodiversité 2022**

Cantons	SPB qualité I			SPB qualité II			SPB mises en réseau		
	Exploitations	Surface	Contribution	Exploitations	Surface	Contribution	Exploitations	Surface	Contribution
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	2 588	12 246	13 595 222	2 020	5 381	10 961 959	2 034	8 494	6 944 759
BE	9 175	32 502	24 614 274	7 852	52 550	25 747 306	8 771	32 837	23 516 164
LU	4 061	11 180	10 967 396	3 581	8 611	11 585 994	3 368	11 730	9 111 584
UR	491	1 786	925 560	592	10 960	2 570 469	427	1 791	1 456 304
SZ	1 364	5 129	3 810 639	1 624	14 561	7 703 696	1 227	4 461	3 273 067
OW	548	1 370	910 138	649	6 979	2 094 103	395	1 176	930 321
NW	380	1 172	757 298	430	3 862	1 644 480	311	901	736 191
GL	314	1 543	853 053	377	9 805	2 454 087	284	1 280	1 004 666
ZG	471	2 075	2 113 925	435	1 315	2 744 612	444	2 035	1 557 329
FR	2 256	9 481	8 913 091	1 567	11 765	4 744 561	1 583	6 699	5 176 666
SO	1 076	6 308	5 616 077	832	3 868	4 472 881	977	5 613	4 131 924
BL	749	4 568	4 457 873	657	2 639	4 221 221	663	2 911	1 808 276
SH	416	2 569	3 198 860	360	1 313	2 622 912	375	2 101	1 776 880
AR	580	1 396	949 597	501	1 413	1 081 979	340	594	463 703
AI	377	830	528 674	387	1 331	767 112	277	522	406 989
SG	3 267	11 356	9 872 247	2 854	16 569	11 676 920	2 748	8 698	6 537 569
GR	1 963	18 777	9 267 850	2 703	73 915	22 065 693	1 914	17 426	9 708 740
AG	2 355	10 737	12 086 760	1 703	5 313	10 821 557	1 500	8 391	6 791 013
TG	1 933	6 616	7 714 008	1 183	1 931	4 749 098	1 645	3 909	2 522 521
TI	620	3 785	2 111 858	565	7 515	2 103 273	483	3 070	2 113 697
VD	2 718	19 127	16 969 847	2 586	24 879	13 051 618	2 478	15 616	11 691 635
VS	1 891	15 980	7 489 871	2 044	38 530	9 986 959	1 604	10 902	6 580 901
NE	649	6 078	3 308 409	610	2 865	2 150 297	603	4 771	2 948 936
GE	233	1 442	2 231 027	99	185	362 309	149	779	678 456
JU	907	7 645	6 073 078	706	3 350	4 655 029	817	6 562	4 436 640
<b>Suisse</b>	<b>41 382</b>	<b>195 696</b>	<b>159 336 631</b>	<b>36 917</b>	<b>311 402</b>	<b>167 040 124</b>	<b>35 417</b>	<b>163 270</b>	<b>116 304 927</b>

Zone									
Plaine	17 400	73 063	81 938 558	12 078	25 087	52 112 532	14 316	58 687	46 433 041
Collines	5 931	24 405	22 966 929	4 514	10 055	19 811 906	5 021	20 130	14 979 012
ZM I	5 456	18 653	13 232 973	4 038	7 806	13 281 295	4 632	15 085	10 427 404
ZM II	6 611	31 613	18 252 228	5 210	15 631	20 815 467	5 798	26 770	17 841 872
ZM III	3 720	24 762	12 249 941	3 375	15 047	15 034 412	3 471	21 489	13 462 480
ZM IV	2 264	23 200	10 696 002	2 145	14 468	13 960 052	2 179	21 110	13 161 117
Estivage				5 557	223 311	32 024 461			

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022**

		Q I (CHF/ha)	Q II (CHF/ha)	Mise en réseau (CHF/ha)
Prairies extensives	Zone de plaine	1 080	1 920	1 000
	Zone des collines	860	1 840	1 000
	ZM I et II	500	1 700	1 000
	ZM III et IV	450	1 100	1 000
Prairies peu intensives	Zone de plaine jusqu'à ZM II	450	1 200	1 000
	ZM III et IV	450	1 000	1 000
Pâturages extensifs et pâturages		450	700	500
Surfaces à litière	Zone de plaine	1 440	2 060	1 000
	Zone des collines	1 220	1 980	1 000
	ZM I et II	860	1 840	1 000
	ZM III et IV	680	1 770	1 000
Haies, bosquets champêtres et berges boisées		2 160	2 840	1 000
Jachères florales	Plaine et région des collines	3 800	–	1 000
Jachères tournantes	Plaine et région des collines	3 300	–	1 000
Ourlet sur terres assolées	Zone de plaine jusqu'à ZM II	3 300	–	1 000
Bande culturale extensive		2 300	–	1 000
Bandes fleuries pour les pollinisateurs et autres organismes	Plaine et région des collines	2 500	–	–
Prairies riveraines d'un cours d'eau		450	–	1 000
Surfaces riches en espèces de la région d'estivage		–	150 (max.300 je NST)	–
Surfaces viticoles à diversité biologique naturelle		–	1 100	1 000
Arbres fruitiers haute-tige	par arbre	13.5	31.5	5
Noyers	par arbre	13.5	16.5	5
Arbres isolés adaptés au site et allées d'arbres	par arbre	–	–	5
Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région		–	–	1 000

Source : OFAG



**Contributions à la biodiversité 2022: mise en réseau**

		Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Prairies extensives	Exploitations	Nombre	13 509	8 578	9 474	31 561
	Surface	ha	31 641	15 387	25 163	72 191
Prairies peu intensives	Exploitations	Nombre	831	1 676	4 499	7 006
	Surface	ha	785	1 841	7 291	9 917
Pâturages extensifs et pâturages boisés	Exploitations	Nombre	3 041	3 611	6 975	13 627
	Surface	ha	5 292	7 270	26 341	38 903
Surfaces à litière	Exploitations	Nombre	1 727	1 639	3 141	6 507
	Surface	ha	2 095	1 404	3 951	7 450
Haies, bosquets champêtres et berges boisées	Exploitations	Nombre	6 146	4 030	2 367	12 543
	Surface	ha	2 003	1 206	510	3 719
Prairies riveraines d'un cours d'eau	Exploitations	Nombre	132	63	63	258
	Surface	ha	48	13	7	68
Jachères florales	Exploitations	Nombre	1 410	373	4	1 787
	Surface	ha	1 482	226	3	1 711
Jachères tournantes	Exploitations	Nombre	257	48	0	305
	Surface	ha	320	44	0	364
Bandes culturales extensives	Exploitations	Nombre	78	43	35	156
	Surface	ha	123	116	28	267
Ourlet sur terres assolées	Exploitations	Nombre	694	232	5	931
	Surface	ha	166	48	1	215
Arbres fruitiers haute-tige	Exploitations	Nombre	9 008	7 303	3 558	19 869
	Arbres	Nombre	653 010	508 767	180 489	1 342 266
Noyers	Exploitations	Nombre	4 042	2 775	1 198	8 015
	Arbres	Nombre	42 881	15 631	6 743	65 255
Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres	Exploitations	Nombre	5 440	4 769	5 386	15 595
	Arbres	Nombre	46 966	39 978	76 820	163 764
Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle	Exploitations	Nombre	577	166	104	847
	Surface	ha	2 393	399	123	2 915
Surfaces de promotion de la biodiversité spécifiques à la région	Exploitations	Nombre	1 118	645	1 559	3 322
	Surface	ha	4 909	1 617	3 310	9 836

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: prairies**

Cantons	Prairies extensives, Q1			Prairies extensives, Q2			Prairies extensives, Q3 mise en réseau		
	Total			Total			Total		
	Exploitation	Surface	Contribut.	Exploitation	Surface	Contribut.	Exploitation	Surface	Contribut.
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombres	ha	fr.
ZH	2 522	7 183	7 267 136	1 660	2 772	5 225 778	1 907	4 945	4 432 865
BE	8 184	13 432	10 209 832	4 481	5 375	8 003 857	7 742	12 506	11 255 722
LU	3 963	6 187	4 852 363	2 164	2 604	4 189 048	3 330	5 374	4 836 699
UR	407	916	421 479	305	687	795 834	362	885	796 815
SZ	1 183	1 605	952 035	928	1 147	1 679 583	1 039	1 393	1 253 898
OW	511	827	426 300	380	599	840 101	377	708	636 786
NW	357	700	360 523	270	550	784 702	292	640	575 793
GL	296	930	489 780	246	679	847 448	275	817	735 129
ZG	428	673	558 214	280	307	558 519	396	626	563 507
FR	1 897	4 242	3 978 093	856	1 085	1 944 884	1 381	3 241	2 917 323
SO	1 055	3 411	3 013 627	676	1 451	2 629 077	942	2 874	2 586 988
BL	712	2 130	1 829 864	598	1 346	2 454 814	618	1 516	1 068 692
SH	410	1 622	1 627 415	343	1 065	2 011 525	362	1 377	1 239 624
AR	427	396	205 594	272	174	295 428	221	214	192 825
AI	309	253	129 641	154	103	175 002	209	178	159 849
SG	3 005	4 374	3 484 342	1 621	1 568	2 652 914	2 531	3 624	3 252 132
GR	1 930	11 349	5 297 614	1 841	8 553	9 773 360	1 889	10 682	6 489 715
AG	2 297	6 527	6 368 646	1 583	3 605	6 757 331	1 487	4 695	4 219 191
TG	1 815	3 216	3 396 377	680	739	1 408 728	1 506	2 323	1 655 978
TI	522	1 147	697 701	312	547	679 366	393	975	877 197
VD	2 493	8 552	8 254 540	1 597	3 043	5 467 760	2 233	7 385	6 646 410
VS	1 136	1 758	1 005 417	677	855	1 042 406	808	1 258	1 132 088
NE	487	1 346	1 011 121	285	451	794 749	443	1 143	1 028 925
GE	225	895	959 329	82	162	308 835	135	523	470 799
JU	750	2 578	2 220 643	464	1 112	2 035 479	683	2 289	2 059 803
<b>Suisse</b>	<b>37 321</b>	<b>86 249</b>	<b>69 017 624</b>	<b>22 755</b>	<b>40 579</b>	<b>63 356 526</b>	<b>31 561</b>	<b>72 191</b>	<b>61 084 752</b>

Zone									
plaine	16 733	40 861	42 878 982	8 904	13 456	25 529 493	13 509	31 641	27 900 807
Colline	5 442	11 578	9 730 631	3 058	5 084	9 210 179	4 599	9 710	8 465 967
ZM I	4 681	6 628	3 612 683	2 621	3 068	5 062 204	3 979	5 677	4 968 320
ZM II	5 381	8 861	4 468 433	3 657	5 027	7 997 886	4 668	7 949	6 951 482
ZM III	3 120	9 258	4 237 278	2 688	6 828	7 697 158	2 912	8 580	6 456 797
ZM IV	1 964	9 063	4 089 617	1 827	7 115	7 859 606	1 894	8 634	6 341 379

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: prairies peu intensives**

Cantons	Prairies peu intensives, Q1			Prairies peu intensives, Q2			Prairies peu intensives, mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
			Contribut.			Contribut.			Contribut.
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	275	158	70 929	23	9	10 716	29	14	10 544
BE	2 524	2 753	1 238 640	874	679	737 196	2 122	2 418	2 176 648
LU	451	432	194 344	172	212	226 890	256	309	277 737
UR	300	405	182 408	109	128	128 780	252	381	342 774
SZ	173	151	67 995	103	106	111 132	93	99	89 334
OW	135	119	53 550	38	34	37 022	99	102	91 395
NW	68	45	20 106	21	17	17 878	2	1	1 026
GL	71	67	30 267	25	21	22 832	43	43	38 655
ZG	106	70	31 477	26	18	21 633	91	60	54 277
FR	855	1 375	618 833	86	68	79 462	469	727	654 300
SO	91	129	58 089	12	8	9 057	35	66	59 249
BL	199	204	91 990	58	58	69 116	63	66	30 803
SH	26	21	9 368	4	7	8 863	12	7	6 093
AR	233	151	67 977	78	40	47 664	73	58	52 218
AI	50	23	10 224	14	6	6 600	9	4	3 501
SG	1 188	579	260 658	181	89	101 280	521	292	262 728
GR	1 336	3 107	1 397 925	761	869	878 068	858	1 584	738 397
AG	215	135	60 696	35	28	33 564	26	25	22 203
TG	257	168	75 817	5	1	1 657	155	97	47 830
TI	256	443	199 291	144	178	181 067	187	343	308 941
VD	544	981	441 257	188	233	254 152	383	733	659 808
VS	1 179	2 461	1 107 666	826	1 090	1 118 259	873	1 737	1 563 014
NE	145	361	162 657	44	65	77 424	83	220	198 198
GE	4	3	1 395						
JU	333	650	292 383	103	138	164 472	272	532	479 196
<b>Suisse</b>	<b>11 014</b>	<b>14 991</b>	<b>6 745 941</b>	<b>3 930</b>	<b>4 102</b>	<b>4 344 784</b>	<b>7 006</b>	<b>9 918</b>	<b>8 168 868</b>

Zone									
Plaine	2 012	1 660	747 102	179	132	156 537	831	785	664 276
Colline	1 331	1 397	628 731	213	159	189 560	690	750	653 753
ZM I	1 619	1 642	738 872	372	267	313 629	986	1 091	968 383
ZM II	2 476	3 028	1 362 410	862	768	898 328	1 682	2 253	2 007 510
BZ III	1 947	3 168	1 425 829	1 168	1 268	1 277 660	1 453	2 020	1 614 458
ZM IV	1 629	4 095	1 842 997	1 136	1 506	1 509 070	1 364	3 018	2 260 489

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: prairies extensives et pâturages boisés**

Cantons	Prairies extensives pâturages boisés, Q1			Prairies extensives pâturages boisés, Q2			Prairies extensives pâturages boisés, mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
			Contribut.			Contribut.			Contribut.
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	803	1 053	473 657	185	180	125 811	360	497	223 826
BE	4 318	10 448	4 701 766	1 785	4 768	3 337 789	3 664	9 497	4 273 583
LU	604	781	351 645	178	333	233 328	485	719	323 607
UR	154	293	131 927	55	77	53 613	145	281	126 576
SZ	492	1 343	604 139	358	983	688 352	419	1 177	529 484
OW	85	140	63 153	27	58	40 614	72	133	59 810
NW	99	183	82 206	51	103	72 422	61	118	53 028
GL	174	375	168 957	70	143	100 072	143	291	130 851
ZG	115	157	70 672	36	44	30 461	101	142	63 820
FR	1 154	2 165	974 349	226	418	292 502	720	1 359	611 723
SO	440	1 670	751 455	209	971	679 450	352	1 461	657 396
BL	318	933	419 836	247	704	492 580	263	771	347 084
SH	92	115	51 836	24	34	23 909	67	89	40 259
AR	392	429	192 879	77	67	46 760	113	115	51 651
AI	243	283	127 521	22	31	21 581	96	128	57 506
SG	1 417	2 156	970 281	506	900	629 895	1 060	1 718	772 880
GR	1 354	3 642	1 639 112	1 237	2 509	1 756 090	853	1 345	249 817
AG	786	1 055	474 885	249	291	203 959	575	827	372 141
TG	466	547	246 112	63	78	54 372	104	170	71 729
TI	371	1 494	672 427	169	297	207 845	298	1 189	535 124
VD	1 650	5 337	2 401 740	665	1 911	1 337 630	1 334	4 181	1 881 266
VS	1 517	9 836	4 426 376	1 171	4 474	3 131 958	1 278	6 961	3 132 602
NE	561	3 727	1 677 182	342	1 318	922 355	492	2 930	1 318 505
GE	58	88	39 749				23	37	16 781
JU	664	3 194	1 437 494	297	1 324	926 534	549	2 768	1 245 375
<b>Suisse</b>	<b>18 327</b>	<b>51 444</b>	<b>23 151 352</b>	<b>8 249</b>	<b>22 016</b>	<b>15 409 883</b>	<b>13 627</b>	<b>38 904</b>	<b>17 146 419</b>
<b>Zone</b>									
Plaine	4 842	7 825	3 521 295	1 027	1 663	1 163 838	3 041	5 292	2 369 086
Collines	2 308	4 107	1 848 135	703	1 335	934 163	1 684	3 056	1 372 445
ZM I	2 632	5 507	2 478 126	870	1 900	1 330 121	1 927	4 214	1 889 886
ZM II	4 006	14 216	6 397 065	2 026	6 284	4 398 934	3 189	11 621	5 218 492
ZM III	2 699	10 487	4 719 410	2 032	5 568	3 897 909	2 246	7 782	3 328 785
ZM IV	1 840	9 305	4 187 321	1 591	5 264	3 684 919	1 540	6 938	2 967 725

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: surface à litière**

Cantons	Surfaces à litière, Q1			Surfaces à litière, Q2			Surfaces à litière mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
			Nombre			ha			fr.
ZH	1051	1 592	2 150 755	898	1 459	2 962 211	922	1 428	1 285 505
BE	907	849	696 367	722	703	1 282 436	863	806	725 596
LU	581	390	396 979	404	339	641 674	522	361	324 990
UR	99	79	70 640	78	70	130 650	93	75	67 446
SZ	827	1 317	1 210 915	796	1 286	2 394 877	775	1 261	1 134 932
OW	139	83	87 031	117	74	141 849	115	70	62 811
NW	117	96	90 453	108	91	170 929	108	92	82 476
GL	90	89	72 591	67	74	134 255	81	84	75 942
ZG	297	574	539 745	278	561	1 050 167	277	545	490 367
FR	181	95	104 167	91	67	127 346	134	75	67 853
SO	15	5	6 490	5	1	2 016	9	4	3 681
BL				0	0	0	0	0	0
SH	15	9	12 826	2	1	2 900	9	8	7 205
AR	260	203	175 147	198	177	326 499	162	153	137 745
AI	199	220	189 510	176	199	366 578	173	198	178 011
SG	1574	1 800	1 735 921	1 384	1 656	3 108 475	1 374	1 658	1 492 308
GR	216	115	80 756	204	109	193 094	204	109	48 100
AG	193	195	278 626	123	178	366 037	143	114	102 951
TG	186	111	151 177	113	88	179 718	169	103	93 010
TI	72	74	79 632	41	55	105 550	64	69	61 978
VD	197	181	166 400	121	123	223 709	173	160	143 856
VS	60	26	20 889	23	15	27 182	49	21	18 471
NE	13	7	6 561	1	0	810	12	7	6 354
GE	8	11	16 358	1	3	5 294	6	11	9 540
JU	76	40	41 014	31	20	37 881	70	37	33 102
<b>Suisse</b>	<b>7 373</b>	<b>8 161</b>	<b>8 380 950</b>	<b>5 982</b>	<b>7 349</b>	<b>13 982 135</b>	<b>6 507</b>	<b>7 449</b>	<b>6 654 230</b>

Zone									
Plaine	2 043	2 386	3 370 710	1 489	2 110	4 325 366	1 727	2 095	1 885 203
Collines	848	708	857 946	644	618	1 221 679	740	637	573 354
ZM I	1 056	874	816 004	863	788	1 473 771	899	767	689 817
ZM II	2 032	2 744	2 325 378	1 746	2 544	4 667 941	1 817	2 563	2 303 469
ZM III	913	928	652 483	812	835	1 485 765	860	881	769 595
ZM IV	481	522	358 429	428	456	807 612	464	507	432 792

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: haies, bosquets champêtres et berges boisées**

Cantons	Haies, bosquets champêtres et berges boisées Q1			Haies, bosquets champêtres et berges boisées Q2			Haies, bosquets champêtres et berges boisées mise en réseau		
	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
			Contribut.			Contribut.			Contribut.
Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	
ZH	1 093	268	579 787	526	122	346 878	609	144	129 303
BE	2 867	679	1 466 792	1 382	319	905 989	2 480	595	535 865
LU	2 428	585	1 262 678	947	225	638 271	2 165	525	472 846
UR	19	2	4 255	12	1	3 692	16	2	1 359
SZ	284	36	77 652	197	26	73 698	255	32	29 223
OW	119	13	27 778	40	4	12 439	107	12	10 449
NW	40	3	7 474	16	2	4 856	15	2	1 773
GL	48	5	11 815	27	3	8 435	44	5	4 437
ZG	312	65	140 708	117	27	77 949	284	60	53 747
FR	1 082	410	885 457	372	129	365 353	804	320	287 772
SO	497	146	314 724	270	82	233 681	393	120	108 153
BL	359	127	274 244	277	110	312 981	279	109	98 310
SH	299	126	272 186	208	77	219 327	246	99	88 769
AR	140	22	47 779	69	11	30 928	41	8	7 272
AI	73	9	18 619	11	2	4 601	29	4	3 276
SG	1 011	189	408 370	311	66	187 980	846	162	145 962
GR	563	100	216 821	133	28	79 378	542	95	85 914
AG	1 616	574	1 239 322	1 181	378	1 073 264	1 231	466	419 121
TG	525	120	259 802	178	45	127 248	338	76	68 014
TI	81	12	26 093	8	2	4 967	66	9	8 428
VD	1 127	491	1 059 545	530	208	590 862	950	410	369 369
VS	191	51	109 276	53	15	43 131	136	38	34 335
NE	166	83	179 302	45	20	55 494	142	70	63 288
GE	118	49	106 726	35	13	36 210	70	27	24 309
JU	544	383	828 014	325	223	633 604	455	329	295 983
<b>Suisse</b>	<b>15 602</b>	<b>4 548</b>	<b>9 825 216</b>	<b>7 270</b>	<b>2 138</b>	<b>6 071 214</b>	<b>12 543</b>	<b>3 719</b>	<b>3 347 276</b>

Zone									
Plaine	7 994	2 526	5 455 461	3 997	1 224	3 475 242	6 146	2 003	1 802 694
Collines	2 851	902	1 948 951	1 489	472	1 339 942	2 370	762	686 209
ZM II	2 009	528	1 140 891	841	229	651 640	1 660	444	399 360
ZM III	1 848	456	985 987	676	169	479 125	1 529	385	346 379
ZM IV	668	111	238 827	209	38	108 767	622	102	91 561
ZM V	232	26	55 099	58	6	16 497	216	23	21 073

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: Jachères florales**

Cantons	Jachère florale, Q1			Jachère florale, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	202	135	512 544	125	89	79 911
BE	244	183	695 796	176	146	131 299
LU	170	54	203 545	155	49	43 712
UR	1	0	190			
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	8	3	10 376	5	2	1 721
FR	234	291	1 105 344	193	258	232 264
SO	51	54	206 379	37	45	40 639
BL	84	67	253 920	68	48	43 462
SH	181	216	822 260	145	173	155 625
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	27	35	132 050	15	30	26 982
GR	12	10	36 860	7	8	7 461
AG	418	187	711 436	366	156	140 508
TG	139	125	475 915	94	90	80 768
TI	3	1	3 906	1	1	524
VD	349	495	1 879 708	277	410	369 297
VS	27	23	88 552	21	20	17 974
NE	11	19	72 884	9	17	15 309
GE	75	237	899 802	44	107	95 868
JU	60	73	279 262	49	63	56 493
<b>Suisse</b>	<b>2 296</b>	<b>2 208</b>	<b>8 390 729</b>	<b>1 787</b>	<b>1 712</b>	<b>1 539 818</b>
<b>Zone</b>						
Plaine	1 858	1 936	7 356 023	1 410	1 482	1 334 090
Collines	417	262	997 125	362	220	197 783
ZM I	14	7	24 852	11	6	5 466
ZM II	4	3	9 966	2	2	1 845
ZM III	3	1	2 763	2	1	634
ZM IV	0	0	0	0	0	0

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: jachère tournante**

Cantons	Jachère tournante, Q1			Jachère tournante, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitation	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	86	78	258 918	42	45	40 788
BE	94	69	227 421	58	50	45 423
LU	30	31	101 721	23	24	21 380
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	1	0	490	1	0	134
FR	32	33	107 606	16	18	16 265
SO	23	30	100 474	13	23	20 718
BL	22	29	96 534	15	20	18 438
SH	18	20	67 258	12	17	15 342
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	4	8	25 014	3	3	3 015
GR	4	7	23 496	3	7	6 255
AG	97	70	230 076	74	47	42 552
TG	36	25	81 361	3	2	1 844
TI	4	8	26 438	2	4	3 901
VD	45	82	270 765	22	40	35 703
VS	7	30	100 357	4	26	23 285
NE	2	4	13 893	1	1	1 224
GE	21	48	157 113	11	32	29 241
JU	7	5	17 787	2	2	1 881
<b>Suisse</b>	<b>533</b>	<b>577</b>	<b>1 906 724</b>	<b>305</b>	<b>361</b>	<b>327 389</b>

Zone						
Plaine	466	514	1 695 500	257	320	287 560
Collines	64	63	208 464	46	44	39 502
ZM I	3	1	2 760	2	0	327
ZM II	1	0	182	0	0	0
ZM III	1	0	660	0	0	0
ZM IV	0	0	0	0	0	0

Source : OFAG



**Contributions à la biodiversité 2022: ourlet sur terres assolées**

Cantons	Ourlet sur terres assolées, Q1			Ourlet sur terres assolées, mise en réseau		
	Exploitations	Surface ha	Total	Exploitations	Surface ha	Total
	Nombre		Contributions fr.	Nombre		Contributions fr.
ZH	70	15	49 995	42	9	8 325
BE	89	16	54 043	52	12	10 548
LU	94	12	38 180	91	11	9 663
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	9	3	8 496	8	2	2 077
FR	109	33	108 666	102	30	27 422
SO	18	5	15 909	12	4	3 416
BL	47	21	68 014	43	17	15 374
SH	9	2	7 202	8	2	1 652
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	7	1	4 356	2	0	288
GR	2	0	924	2	0	252
AG	464	94	310 464	447	90	81 378
TG	26	6	18 870	17	4	3 670
TI	1	0	159	1	0	43
VD	77	21	70 587	65	18	16 191
VS	16	8	26 293	13	7	6 466
NE	1	0	1 287			
GE	13	3	9 801	11	2	2 142
JU	20	8	24 948	15	6	5 175
<b>Suisse</b>	<b>1 072</b>	<b>248</b>	<b>818 195</b>	<b>931</b>	<b>214</b>	<b>194 081</b>
<b>Zone</b>						
Plaine	809	194	640 585	694	166	149 668
Collines	218	43	140 864	199	39	35 524
ZM I	38	9	30 641	33	9	8 028
ZM II	7	2	6 105	5	1	861
ZM III						
ZM IV						

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: bande culturale extensive**

Cantons	Bande culturale extensive, Q1			Bande culturale extensive, mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	17	27	61 870	8	22	14 949
BE	16	10	23 541	10	10	8 755
LU	13	3	5 937	8	2	1 811
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	1	0	161			
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	15	42	96 599	15	38	34 371
FR	23	37	86 059	17	31	27 775
SO	5	6	13 463	2	4	3 851
BL	5	1	1 646	1	0	324
SH	8	2	3 807	2	0	174
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	3	3	5 796	1	2	1 773
GR	3	0	621	1	0	108
AG	8	13	29 601			
TG	8	28	63 754			
TI	0	0	0	0	0	0
VD	62	199	458 390	44	116	104 400
VS	36	29	66 536	35	27	24 012
NE	2	7	16 606			
GE	5	2	5 428	4	2	1 863
JU	9	17	37 996	8	14	12 276
<b>Suisse</b>	<b>239</b>	<b>426</b>	<b>977 810</b>	<b>156</b>	<b>268</b>	<b>236 441</b>

Zone						
Plaine	141	242	555 809	78	123	106 340
Collines	41	90	208 136	26	63	56 280
ZM I	21	62	142 876	17	53	47 989
ZM II	11	19	42 879	10	18	16 276
ZM III	10	7	15 892	10	6	5 597
ZM IV	15	5	12 218	15	4	3 960

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes**

Cantons	Bandes fleuries pour les pollinisateurs et les autres organismes utiles, Q1			Total Contributions
	Exploitations	Surface		
	Nombre	ha	Fr.	
ZH	165	36	89 325	
BE	462	73	182 252	
LU	37	7	18 508	
UR	0	0	0	
SZ	0	0	0	
OW	1	0	225	
NW	1	0	125	
GL	0	0	0	
ZG	9	1	2 934	
FR	51	10	25 308	
SO	60	11	27 386	
BL	31	8	19 615	
SH	41	7	17 634	
AR	0	0	0	
AI	0	0	0	
SG	70	11	26 700	
GR	31	7	16 625	
AG	102	22	53 925	
TG	118	21	51 376	
TI	1	0	370	
VD	172	34	84 700	
VS	6	2	4 645	
NE	12	1	3 500	
GE	3	1	2 550	
JU	21	3	6 250	
<b>Suisse</b>	<b>1 394</b>	<b>255</b>	<b>633 953</b>	

Zone			
Plaine	1 239	225	563 234
Collines	144	26	65 723
ZM I	9	2	4 376
ZM II	2	0	620
ZM III	0	0	0
ZM IV	0	0	0

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: prairies riveraines d'un cours d'eau**

Cantons	Prairies riveraines d'un cours d'eau Q1			Prairies riveraines d'un cours d'eau mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	30	5	2 300	7	2	1 971
BE	105	15	6 893	77	12	10 951
LU	147	20	8 994			
UR	19	3	1 350	15	2	2 016
SZ	2	0	59			
OW	8	1	279	7	1	531
NW	4	0	135			
GL	74	22	10 049	20	3	2 466
ZG	6	2	901	6	2	1 708
FR	49	14	6 198	24	7	6 110
SO	15	3	1 397	8	2	1 667
BL	13	3	1 195			
SH	16	5	2 139	4	2	1 705
AR	0	0	0	0	0	0
AI	6	1	396			
SG	47	9	3 884	21	4	3 519
GR	0	0	0	0	0	0
AG	173	29	12 929	18	3	2 952
TG	31	21	9 303	24	20	12 280
TI	7	1	454	7	1	908
VD	16	5	2 097	5	2	1 485
VS	8	4	1 578	6	3	2 503
NE	2	1	410	1	0	351
GE	0	0	0	0	0	0
JU	15	6	2 844	8	3	2 295
<b>Suisse</b>	<b>793</b>	<b>170</b>	<b>75 781</b>	<b>258</b>	<b>69</b>	<b>55 417</b>

Zone						
Plaine	459	102	45 929	132	48	37 043
Collines	134	23	10 461	33	5	4 887
ZM I	86	19	8 561	30	8	7 090
ZM II	61	11	4 776	24	2	2 069
ZM III	29	10	4 346	15	2	1 391
ZM IV	24	4	1 710	24	3	2 937

Source : OFAG

**Surfaces de promotion de la biodiversité 2022: surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle Q1**

Cantons	Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle, Q1	
	Exploitations	Surface
	Nombre	ha
ZH	78	145
BE	46	169
LU	26	55
UR		
SZ	8	12
OW		
NW		
GL	3	1
ZG		
FR	18	82
SO	4	2
BL	14	6
SH	66	193
AR	3	2
AI	1	0
SG	53	102
GR	14	19
AG	63	114
TG	25	73
TI	137	286
VD	318	1 309
VS	459	1 242
NE	56	391
GE	8	57
JU	5	16
<b>Suisse</b>	<b>1 405</b>	<b>4 276</b>
<b>Zones</b>		
Plaine	886	3 276
Collines	190	499
ZM I	102	203
ZM II	176	264
ZM III	39	29
ZM IV	12	7

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle**

Cantons	Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle Q2			Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle mise en réseau		
	Exploitations	Surface	Total	Exploitations	Surface	Total
			Contributions			Contributions
Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	
ZH	40	60	66 363	43	75	67 068
BE	31	83	91 225	36	144	129 760
LU	23	39	42 758	23	40	35 776
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	7	5	5 687	8	11	10 053
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	1	0	330	3	1	1 008
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	7	27	29 439	12	44	39 826
SO	2	1	556	2	2	1 644
BL	6	2	1 736	6	2	1 421
SH	15	19	20 660	57	162	146 044
AR	2	1	1 441	2	1	1 278
AI	1	0	407			
SG	39	67	73 524	42	75	67 797
GR	13	19	20 647	13	19	16 893
AG	55	90	98 494	53	100	90 090
TG	10	19	21 146	17	59	52 673
TI	45	47	51 964	91	225	202 578
VD	181	715	786 104	185	1 042	937 566
VS	180	419	460 924	195	576	518 348
NE	14	59	65 109	52	302	271 494
GE	1	6	6 435	4	19	17 145
JU	3	15	16 214	3	16	14 400
<b>Suisse</b>	<b>676</b>	<b>1 693</b>	<b>1 861 164</b>	<b>847</b>	<b>2 915</b>	<b>2 622 861</b>

Zone						
Plaine	429	1 232	1 355 666	577	2 393	2 153 633
Collines	100	243	267 201	106	275	247 303
ZM I	59	83	91 153	60	124	111 553
ZM II	67	117	128 337	77	100	90 221
ZM III	16	15	16 692	24	21	18 588
ZM IV	5	2	2 115	3	2	1 563

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: arbre fruitier champêtre haute-tige**

Cantons	Arbre fruitier champêtre haute-tige Q1			Arbre fruitier champêtre haute-tige Q2			Arbre fruitier champêtre haute-tige mise en réseau		
	Total			Total			Total		
	Exploitations	Arbres	Contribut.	Exploitations	Arbres	Contribut.	Exploitations	Arbres	Contribut.
	Nombre	Nombre	fr.	Nombre	Nombre	fr.	Nombre	Nombre	fr.
ZH	1 901	144 917	1 956 380	977	68 494	2 157 561	1 282	90 121	405 545
BE	6 408	366 180	4 943 430	3 711	177 601	5 594 432	5 925	324 676	1 461 042
LU	3 442	252 341	3 406 604	2 499	159 851	5 035 307	2 874	211 491	951 710
UR	177	7 303	98 591	18	669	21 074	135	5 057	22 757
SZ	857	63 673	859 586	589	39 013	1 228 910	579	38 366	172 647
OW	351	17 900	241 650	85	3 041	95 792	250	13 015	58 568
NW	261	13 039	176 027	88	4 240	133 560	97	4 481	20 165
GL	112	5 056	68 256	24	753	23 720	74	2 797	12 587
ZG	412	46 837	632 300	278	31 333	986 990	365	41 982	188 919
FR	1 389	65 747	887 585	278	13 192	415 548	953	42 777	192 497
SO	836	79 560	1 074 060	267	23 165	729 698	600	52 821	237 695
BL	698	102 857	1 388 570	347	27 568	868 392	354	28 154	126 693
SH	278	22 307	301 145	150	10 496	330 624	200	15 309	68 891
AR	313	18 843	254 381	122	6 333	199 490	67	4 187	18 842
AI	58	3 829	51 692	26	1 441	45 392	16	1 050	4 725
SG	2 238	199 898	2 698 623	1 142	101 785	3 206 228	1 043	97 060	436 770
GR	603	39 459	532 697	360	14 908	469 602	496	22 803	102 614
AG	1 974	160 073	2 160 986	1 066	70 855	2 231 933	1 121	77 467	348 602
TG	1 575	206 134	2 782 809	777	91 406	2 879 289	1 019	90 629	407 831
TI	309	28 835	389 273	24	1 025	32 288	217	20 644	92 898
VD	1 656	123 279	1 664 267	584	48 714	1 534 491	1 335	86 806	390 627
VS	653	49 383	666 671	44	1 572	49 518	336	19 615	88 268
NE	162	11 943	161 231	54	2 801	88 232	69	5 032	22 644
GE	88	4 162	56 187	5	138	4 347	20	900	4 050
JU	627	64 321	868 334	271	24 972	786 618	442	45 026	202 617
<b>Suisse</b>	<b>27 378</b>	<b>2 097 876</b>	<b>28 321 326</b>	<b>13 786</b>	<b>925 366</b>	<b>29 149 029</b>	<b>19 869</b>	<b>1 342 266</b>	<b>6 040 197</b>

Zone									
Plaine	12 814	1 058 245	14 286 308	6 466	494 089	15 563 804	9 008	653 010	2 938 545
Collines	5 141	451 807	6 099 395	2 982	207 500	6 536 250	3 939	294 624	1 325 808
ZM I	4 493	305 678	4 126 653	2 370	135 905	4 281 008	3 364	214 143	963 644
ZM II	3 387	193 185	2 607 998	1 502	70 230	2 212 245	2 455	129 878	584 451
ZM III	1 217	72 340	976 590	389	15 594	491 211	873	41 806	188 127
ZM IV	326	16 621	224 384	77	2 048	64 512	230	8 805	39 623

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: noyers**

Cantons	Noyers, Q1			Noyers, Q2			Noyers, mise en réseau		
	Exploitations	Arbres	Total	Exploitations	Arbres	Total	Exploitations	Arbres	Total
			Contribut.			Contribut.			Contribut.
	Nombre	Nombre	fr.	Nombre	Nombre	fr.	Nombre	Nombre	fr.
ZH	1 433	10 191	137 579	533	3 501	57 767	735	5 174	23 283
BE	2 103	14 303	193 091	586	6 559	108 224	1 428	11 122	50 049
LU	1 941	10 020	135 270	1 431	6 433	106 145	1 636	8 474	38 133
UR	146	1 356	18 306	7	74	1 221	106	996	4 482
SZ	494	2 885	38 948	275	1 355	22 358	275	1 100	4 950
OW	170	917	12 380	31	138	2 277	125	643	2 894
NW	183	1 500	20 250	48	318	5 247	56	429	1 931
GL	32	104	1 404	2	4	66	10	29	131
ZG	203	1 747	23 585	106	823	13 580	181	1 485	6 683
FR	538	3 672	49 572	67	1 153	19 025	332	2 557	11 507
SO	529	3 990	53 865	144	1 398	23 067	266	2 263	10 184
BL	166	1 111	14 999	1	5	83	2	6	27
SH	104	691	9 329	44	293	4 835	72	451	2 030
AR	124	553	7 466	32	120	1 980	19	69	311
AI	41	237	3 200	12	41	677	5	23	104
SG	1 565	9 205	124 268	523	2 507	41 366	434	2 231	10 040
GR	298	2 516	33 966	103	926	15 279	103	926	4 167
AG	1 687	12 211	164 849	631	3 453	56 975	742	4 150	18 675
TG	890	9 474	127 899	371	4 663	76 940	488	4 825	21 713
TI	222	2 986	40 311	9	78	1 287	154	1 981	8 915
VD	1 099	20 827	281 165	383	11 043	182 210	547	13 613	61 259
VS	199	1 608	21 708	4	14	231	77	646	2 907
NE	73	920	12 420	27	497	8 201	22	477	2 147
GE	44	584	7 884	4	72	1 188	11	159	716
JU	367	2 816	38 016	146	920	15 180	189	1 426	6 417
<b>Suisse</b>	<b>14 651</b>	<b>116 424</b>	<b>1 571 724</b>	<b>5 520</b>	<b>46 388</b>	<b>765 402</b>	<b>8 015</b>	<b>65 255</b>	<b>293 648</b>

Zone									
plaine	7 638	73 504	992 304	2 850	32 884	542 586	4 042	42 881	192 965
Collines	2 848	18 841	254 354	1 225	6 828	112 662	1 598	9 812	44 154
ZM I	2 048	11 526	155 601	821	4 065	67 073	1 177	5 819	26 186
ZM II	1 496	7 863	106 151	498	1 980	32 670	862	4 333	19 499
ZM III	510	3 936	53 136	115	574	9 471	279	2 054	9 243
ZM IV	111	754	10 179	11	57	941	57	356	1 602

Source : OFAG



**Contribution à la biodiversité 2022: arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres**

Cantons	Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres, mise en réseau		
	Exploitations	Arbres	Total
	Nombre	Nombre	Contributions fr.
ZH	631	4 328	19 476
BE	5 242	56 235	253 058
LU	2 898	29 354	132 093
UR	60	308	1 386
SZ	559	7 730	34 785
OW	192	1 573	7 079
NW	0	0	0
GL	57	769	3 461
ZG	329	3 310	14 895
FR	760	8 286	37 287
SO	264	3 089	13 901
BL	8	184	828
SH	86	771	3 470
AR	4	13	59
AI	1	4	18
SG	1 454	13 639	61 376
GR	1 211	15 908	71 586
AG	389	2 421	10 895
TG	101	1 152	5 184
TI	193	2 725	12 263
VD	805	6 683	30 074
VS	117	1 529	6 881
NE	26	539	2 426
GE	14	104	468
JU	194	3 110	13 995
<b>Suisse</b>	<b>15 595</b>	<b>163 764</b>	<b>736 938</b>

Zone			
Plaine	5 440	46 966	211 347
Collines	2 377	18 694	84 123
ZM I	2 392	21 284	95 778
ZM II	2 576	32 865	147 893
ZM III	1 794	29 760	133 920
ZM IV	1 016	14 195	63 878

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2021: surfaces riches en espèces de la région d'estivage**

Cantons	Surfaces riches en espèces de la région d'estivage		
	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	Contributions fr.
ZH	66	228	201 402
BE	751	2 720	2 447 865
LU	462	1 824	1 641 427
UR	42	101	90 693
SZ	9	15	13 761
OW	0	0	0
NW	0	0	0
GL	0	0	0
ZG	29	90	81 104
FR	20	52	46 743
SO	66	425	382 744
BL	26	78	56 821
SH	0	0	0
AR	7	2	1 503
AI	0	0	0
SG	0	0	0
GR	1 465	3 180	1 887 463
AG	247	1 027	919 755
TG	0	0	0
TI	0	0	0
VD	21	49	44 325
VS	26	11	9 748
NE	42	20	18 072
GE	13	6	5 535
JU	30	8	7 632
<b>Suisse</b>	<b>3 322</b>	<b>9 836</b>	<b>7 856 592</b>

Zone			
Plaine	1 118	4 909	4 399 786
Collines	462	1 337	1 191 920
ZM I	183	280	245 578
ZM II	161	205	151 425
ZM III	733	1 359	843 784
ZM IV	665	1 746	1 024 098

Source : OFAG

**Contributions à la biodiversité 2022: surfaces herbagères et à litières riches en espèces dans la région d'estivage**

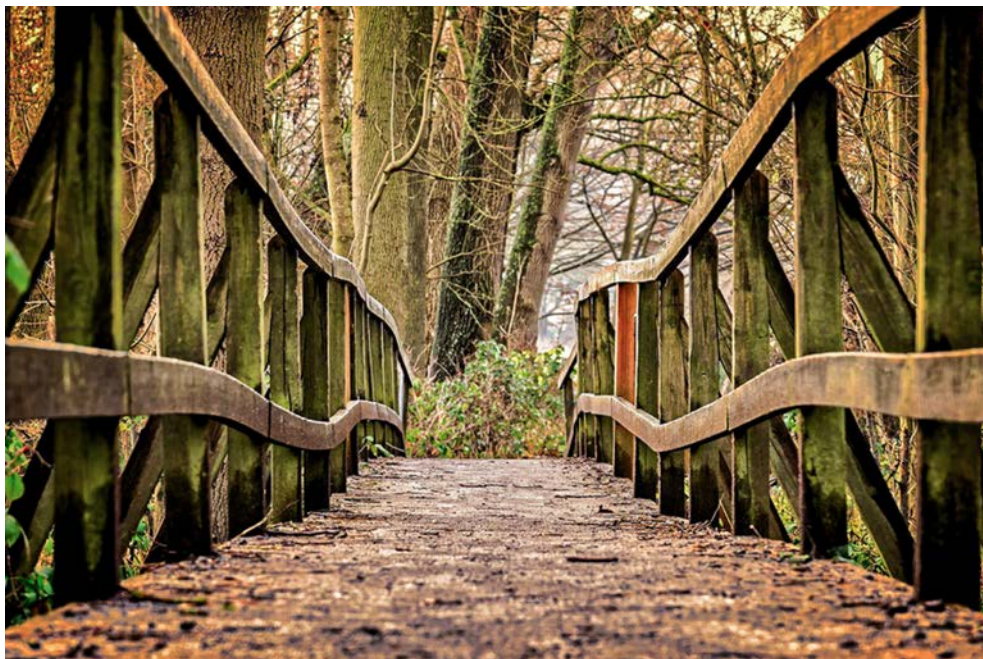
Cantons	Surfaces riches en espèces de la région d'estivage Q2		
	Exploitations	Surface	Total
	Nombre	ha	Contributions nettes fr.
ZH	5	59	8 876
BE	1 147	38 781	5 686 158
LU	182	3 197	472 574
UR	239	9 990	1 435 605
SZ	370	10 605	1 499 099
OW	232	6 177	924 009
NW	120	3 053	454 886
GL	116	8 877	1 316 929
ZG	3	35	5 316
FR	426	9 829	1 471 002
SO	53	1 109	166 279
BL	6	144	21 520
SH	1	2	270
AR	99	879	131 790
AI	114	975	146 276
SG	267	11 180	1 675 259
GR	816	61 671	8 880 175
AG		0	
TG		0	
TI	147	6 378	838 941
VD	573	18 049	2 674 701
VS	496	31 645	4 113 350
NE	123	920	137 925
GE		0	
JU	38	260	39 047
<b>Suisse</b>	<b>5 573</b>	<b>223 815</b>	<b>32 099 987</b>
<b>Zone</b>			
Plaine	0	0	0
Collines	0	0	0
ZM I	0	0	0
ZM II	0	0	0
ZM III	0	0	0
ZM IV	0	0	0
Région d'estivage	5 573	223 815	32 099 987

Source : OFAG



## Contributo di transizione

**Il contributo di transizione garantisce una transizione socialmente sostenibile dalla precedente all'attuale politica agricola. Con la crescente partecipazione ai programmi introdotti nel 2014 nell'ambito dei pagamenti diretti, di anno in anno diminuiscono i fondi per questo tipo di contributo. Se nel 2015 erano stati erogati 178 milioni di franchi per il contributo di transizione, nel 2022 questo importo è sceso ad appena 53 milioni di franchi.**



### Versamento del contributo di transizione nel 2022

Nel 2022 sono stati versati contributi di transizione per 53,3 milioni di franchi. L'anno precedente erano stati 62,8 milioni.

### Contributo di transizione 2022

Parametro	Unità	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aziende	Numero	17 059	10 833	11 733	39 625
Contributo per azienda	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Totale contributi</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Fonte: UFAG

La tabella seguente fornisce una panoramica dei contributi di transizione versati per Cantone e zona agricola.

## POLITICA &gt; PAGAMENTI DIRETTI



Per il contributo di transizione è prevista una limitazione o un'esclusione in caso di superamento di un reddito e di una sostanza determinanti elevati oppure di cambiamenti strutturali sostanziali nell'azienda. Il cambiamento a livello strutturale è determinato sulla base delle USM: se vi è una diminuzione del 50% o più rispetto all'anno di riferimento, il contributo di transizione viene ridotto. La tabella seguente illustra l'effetto delle due limitazioni nel 2022.

**Effetto della limitazione del contributo di transizione 2022**

Limitazione del contributo di transizione	Aziende interessate	Limitazione Totale	Limitazione per azienda
Unità	Numero	fr.	fr.
Flessione delle USM oltre il 50%	1 731	1 533 484	885,90
Reddito e sostanza	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Totale contributi</b>		<b>7 978 986</b>	

Fonte: UFAG

**Informazioni complementari**

» [Calcolo del contributo di transizione](#)

**Contributo di transizione – 2022**

<b>Cantone</b>	<b>Aziende numero</b>	<b>Totale contributi fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Svizzera</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

<b>Zone</b>		
Pianura	17 059	23 044 557
Collina	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Fonte: UFAG



## Contributions au système de production

**En 2022 les contributions au système de production sont composées des volets Bio, PLVH, Extenso, ainsi que des programmes de bien-être des animaux SST et SRPA. La participation à ces programmes d'aides fédérales, qui se montaient à 508 millions de francs au cours de l'année de référence, marque de nouveau une légère progression.**

En 2022 les contributions au système de production sont accordées pour cinq programmes différents. Une contribution encourage l'agriculture biologique pour l'ensemble de l'exploitation, alors que d'autres contributions portant sur une partie de l'exploitation soutiennent notamment la production extensive de céréales, de tournesols, de pois protéagineux, de féveroles et de colza (Extenso). Dans le domaine de la production animale, la production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) est encouragée ; deux programmes visent en outre à promouvoir le bien-être des animaux (systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux SST et sorties régulières en plein air SRPA).



Le tableau suivant donne un aperçu d'une sélection de contributions au système de production (bio, extenso, PLVH), par canton et par zone agricole.

### Contribution pour l'agriculture biologique

En 2022, l'agriculture biologique a été pratiquée sur 180 554 hectares (175 922 ha en 2021), ce qui correspond à une augmentation de plus de 4 632 ha (+2,6 %) par rapport à l'année précédente. La hausse est ainsi légèrement plus marquée que lors de l'année précédente, où elle atteignait 2,4 %. Au total, 18,5 % de la surface agricole utile a été exploitée conformément aux principes de l'agriculture biologique, et 7 556 exploitations (+137) étaient bio, c'est-à-dire qu'elles produisaient conformément aux prescriptions de l'ordonnance bio.

Au total, la Confédération a versé en 2022 un peu plus de 69 millions de francs pour encourager l'agriculture biologique, c'est-à-dire 2,5 millions de francs de plus qu'en 2021. Comme en 2021, le nombre de fermes bio a continué d'augmenter dans les trois régions agricoles.

### Contribution pour l'agriculture biologique 2022

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	2 306	1 841	3 409	7 556
Surface	ha	57 027	39 142	84 385	180 554
Surface par exploitation	ha	24,73	21,26	24,75	23,90
Contribution par exploitation	fr.	16 467	7 308	5 275	9 186
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>37 973</b>	<b>13 454</b>	<b>17 982</b>	<b>69 409</b>

Source : OFAG

### Contribution à la production de lait et de viande basée sur les herbages

Cette contribution vise à promouvoir la valorisation des fourrages provenant de prairies et de pâturages. La production de lait et de viande valorisant cette ressource est à la fois durable et adaptée à la Suisse, qui est essentiellement un pays d'herbages. La contribution se monte à 200 francs par année et par hectare de surface herbagère.

Par rapport aux années précédentes, on n'observe aucun changement significatif dans la participation à ce programme d'aides.

### Contribution à la production de lait et de viande basée sur les herbages 2022

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	8 429	8 941	11 679	29 049
Surface	ha	137 972	166 187	260 569	564 755
Surface par exploitation	ha	16,37	18,59	22,31	19,44
Contribution par exploitation	Fr.	3 177	3 663	4 448	3 838
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>26 783</b>	<b>32 754</b>	<b>51 952</b>	<b>111 489</b>

Source : OFAG

### Contribution pour la production extensive dans le domaine des grandes cultures (Extensio)

Cette contribution vise à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans les grandes cultures. Elle s'élève à 400 francs par hectare.

Aucun changement notable n'est intervenu depuis l'année précédente. La participation des exploitations est relativement stable, et la superficie des terres concernées a augmenté d'environ 2 %.

La somme versée aux exploitants dans le cadre du programme Extensio s'élevait à environ 36,8 millions de francs en 2022.



## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



## Contribution pour la production extensive dans le domaine des grandes cultures (Extensio) 2022

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	9 179	4 249	646	14 074
Surface	ha	70 539	19 916	1 562	92 017
Surface par exploitation	ha	7,68	4,69	2,42	6,54
Contribution par exploitation	fr.	3 074	1 875	967	2 615
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>28 215</b>	<b>7 966</b>	<b>625</b>	<b>36 807</b>

Source : OFAG

### Programme SRPA

Depuis les années 1990, la Confédération finance, au moyen des paiements directs, deux programmes visant à améliorer le bien-être des animaux d'élevage. L'un de ces programmes s'intitule SRPA ou sorties régulières en plein air, en hiver et en été. Les fermes d'élevage bio sont tenues d'observer les règles SRPA.

Tant les prescriptions du programme SRPA que la participation des exploitations n'ont pas varié depuis 2021.

### Taux de contribution SRPA

Catégories d'animaux	fr. par UGB
Bovins et buffles d'Asie, âgés de plus de 160 jours, équidés, ovins et animaux de l'espèce caprine de plus d'un an	190
Bovins et buffles d'Asie jusqu'à l'âge de 160 jours et truies d'élevage, non allaitantes, de plus de six mois	370
Contribution supplémentaire pour les bovins et buffles d'Asie mâles, ainsi que pour les bovins et buffles d'Asie femelles jusqu'à 365 jours.	120
Autres porcs, à l'exception des porcelets allaités	165
Poules pour la production d'œufs à couvrir et d'œufs de consommation, coqs, jeunes poules, jeunes coqs et poussins pour la production d'œufs, poulets de chair et dindes	290
Cerfs et bisons	80

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



La participation au programme comprenant un supplément pour le pâturage continue d'augmenter : +1 % en ce qui concerne les exploitations et +1 % d'unités de gros bétail (UGB). Précisons que le supplément pour le pâturage a été abandonné en 2023 ; il est remplacé par la contribution de mise au pâturage.

La participation au programme SRPA et les contributions versées en 2022 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

**Participation et contributions SRPA 2022**

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Somme
Exploitations	Nombre	12 248	9 987	11 362	33 567
dont avec supplément pour le pâturage	Nombre	3 800	4 250	5 500	13 550
UGB	Nombre	414 832	302 929	268 273	986 034
dont avec supplément pour le pâturage	Nombre	14 879	13 786	15 039	43 703
UGB par exploitation	Nombre	33,87	30,33	23,61	29,35
dont avec supplément pour le pâturage	Nombre	3,92	3,24	2,73	3,23
Contribution par exploitation	fr.	6 901	6 112	4 757	5 941
dont avec supplément pour le pâturage	fr.	470	389	328	387
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>84 524</b>	<b>61 037</b>	<b>54 045</b>	<b>199 607</b>
<b>avec supplément pour le pâturage</b>		<b>1 785</b>	<b>1 654</b>	<b>1 805</b>	<b>5 243</b>

Source : OFAG

La participation au programme SRPA a diminué d'environ 1 % par rapport à 2021, bien que le nombre d'UGB concernées n'ait pratiquement pas changé.

Les informations détaillées de la participation au programme SRPA 2022 sont présentées dans le tableau ci-dessous (cliquez pour le faire apparaître).

## Programme SST

Le deuxième volet du programme visant à améliorer le bien-être des animaux d'élevage s'intitule SST (systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux). Ces systèmes désignent les modes de détention à aires multiples dans lesquels les animaux sont gardés en groupes, sans être entravés, qui fournissent aux animaux des possibilités de se reposer, de se mouvoir et de s'occuper et qui sont largement ouverts à la lumière du jour.

Les règles applicables au programme SST ainsi que le taux des contributions n'ont pas varié depuis 2022.

## Taux de contribution SST

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Catégories d'animaux	fr. par UGB
Bovins et buffles d'Asie, âgés de plus de 160 jours, équidés femelles et mâles castrés de plus de 900 jours, caprins femelles de plus d'un an	90
Porcs, à l'exception des verrats et des porcelets allaités	155
Poules pour la production d'œufs à couver et d'œufs de consommation, coqs, jeunes poules, jeunes coqs et poussins pour la production d'œufs, poulets de chair et dindes ainsi que lapins	280



La participation au programme SST reste stable. Signalons d'un côté un faible recul du nombre des exploitations, et de l'autre une légère augmentation des unités de gros bétail (UGB) (+2 %). Les chiffres détaillés sont présentés dans le tableau ci-dessous.

### Participation et contributions SST 2022

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	9 770	7 007	5 781	22 558
UGB	Nombre	398 558	225 042	136 926	760 526
UGB par exploitation	Nombre	40,79	32,12	23,69	33,71
Contribution par exploitation	fr.	5 183	3 701	2 390	4 007
<b>Total des contributions</b>	<b>1 000 fr.</b>	<b>50 634</b>	<b>25 935</b>	<b>13 816</b>	<b>90 385</b>

Source : OFAG

Le programme SST n'est pas obligatoire pour les fermes pratiquant l'élevage bio. La participation des fermes bio est stable. L'augmentation a atteint en 2022 3 % pour les

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



exploitations et 4 % pour les UGB. Les chiffres détaillés sont présentés dans le tableau ci-dessous.

### Participation et contributions SST 2022 pour les exploitations bio

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des col- lines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 441	1 362	2 247	5 050
UGB	Nombre	41 759	34 007	48 106	123 872
UGB par exploitation	Nombre	28,98	24,97	21,41	24,53
Contribution par exploitation	fr.	3 452	2 812	2 076	2 667
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>4 975</b>	<b>3 831</b>	<b>4 665</b>	<b>13 471</b>

Les chiffres détaillés de la participation au programme SST figurent dans le tableau ci-dessous (cliquez pour le faire apparaître):

Le tableau ci-dessous contient les données des contributions au bien-être des animaux, présentées par canton et par zone agricole:

**Contributions au système de production 2022**

Cantons	Agriculture biologique			Production extensive de grandes cultures			Production de lait et de viande basée sur les herbages		
	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.
	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.	Nombre	ha	fr.
ZH	450	11 288	5 927 842	1 371	8 366	3 346 556	1 196	21 879	4 261 940
BE	1 414	27 617	9 541 652	3 552	14 023	5 609 302	6 631	108 728	21 494 068
LU	476	8 804	3 090 395	1 054	3 741	1 496 501	3 048	46 124	9 140 362
UR	57	992	201 488	1	1	384	482	6 333	1 266 130
SZ	179	3 045	671 790	15	25	10 164	1 214	19 431	3 866 837
OW	192	2 794	567 730	3	6	2 292	515	7 225	1 443 373
NW	80	1 350	277 334	2	2	800	364	5 552	1 104 151
GL	100	2 401	494 210	7	12	4 992	306	6 617	1 321 729
ZG	95	1 845	527 715	70	283	113 086	355	6 255	1 230 948
FR	231	6 719	3 432 933	1 074	7 521	3 008 391	1 558	40 423	8 010 652
SO	185	5 584	2 396 081	595	3 924	1 569 493	612	13 633	2 656 916
BL	160	4 219	1 582 336	440	2 406	962 406	463	10 294	1 981 774
SH	40	1 081	713 712	289	2 547	1 018 866	98	1 600	289 859
AR	133	2 956	604 278	1	1	236	548	10 809	2 158 018
AI	28	487	102 312	10	11	4 420	346	6 073	1 210 243
SG	493	10 269	2 706 372	220	653	261 276	2 791	54 077	10 751 540
GR	1 261	35 603	7 918 776	267	814	325 696	1 750	48 060	9 592 601
AG	305	7 330	4 314 232	1 463	8 802	3 520 932	1 245	18 192	3 499 889
TG	367	8 538	5 204 311	841	4 620	1 848 148	983	17 608	3 452 944
TI	160	3 267	1 000 855	47	240	96 166	466	9 321	1 835 259
VD	403	12 865	8 302 286	1 758	23 199	9 279 596	1 481	35 791	6 933 640
VS	374	7 714	3 185 796	99	418	167 193	1 366	24 996	4 968 053
NE	117	3 752	1 507 364	214	2 451	980 432	526	23 327	4 626 658
GE	54	1 472	1 405 322	161	3 224	1 289 784	57	1 205	216 819
JU	202	8 564	3 732 290	520	4 724	1 889 468	648	21 200	4 174 667
<b>Suisse</b>	<b>7 556</b>	<b>180 556</b>	<b>69 409 411</b>	<b>14 074</b>	<b>92 014</b>	<b>36 806 579</b>	<b>29 049</b>	<b>564 753</b>	<b>111 489 068</b>

<b>Zones</b>									
Plaine	2 306	57 027	37 972 984	9 179	70 539	28 215 434	8 429	137 972	26 782 556
Collines	905	19 859	7 990 092	2 865	14 531	5 812 506	4 386	80 242	15 746 219
ZM I	936	19 283	5 464 380	1 384	5 385	2 153 975	4 555	85 945	17 007 940
ZM II	1 322	29 378	6 546 669	445	1 276	510 358	6 007	135 439	26 976 260
ZM III	1 176	29 138	6 177 977	155	244	97 410	3 513	74 494	14 856 984
ZM IV	911	25 869	5 257 310	46	42	16 896	2 159	50 663	10 119 109

Source : OFAG

**Beteiligung am RAUS-Programm 2022**

Tierkategorie	Basis-Daten <sup>1</sup>		RAUS-Daten		RAUS-Beteiligung	
	GVE Anzahl	Betriebe Anzahl	GVE Anzahl	Betriebe Anzahl	GVE %	Betriebe %
Milchkühe	533 858	24 436	467 237	18 757	87.5 %	76.8 %
andere Kühe	135 299	12 370	128 376	9 016	94.9 %	72.9 %
weibliche Tiere, über 365 Tage alt, bis zur ersten Abkalbung	132 932	30 960	115 288	24 647	86.7 %	79.6 %
weibliche Tiere, über 160 – 365 Tage alt	48 766	30 059	39 106	22 520	80.2 %	74.9 %
davon mit Weidezusatz			22 874	13 075		
weibliche Tiere, bis 160 Tage alt	18 866	30 306	8 188	13 798	43.4 %	45.5 %
davon mit Weidezusatz			4 174	7 754		
männliche Tiere, über 730 Tage alt	4 993	9 379	3 408	5 845	68.3 %	62.3 %
davon mit Weidezusatz			2 145	3 725		
männliche Tiere, über 365 – 730 Tage alt	11 995	13 640	8 319	8 046	69.4 %	59.0 %
davon mit Weidezusatz			3 724	4 508		
männliche Tiere, über 160 – 365 Tage alt	27 993	19 236	19 145	11 352	68.4 %	59.0 %
davon mit Weidezusatz			7 636	6 718		
männliche Tiere, bis 160 Tage alt	15 590	29 162	6 730	11 910	43.2 %	40.8 %
davon mit Weidezusatz			3 149	6 320		
<b>Total Rindergattung</b>	<b>930 291</b>	<b>32 734</b>	<b>795 796</b>	<b>28 703</b>	<b>85.5 %</b>	<b>87.7 %</b>
weibliche und kastrierte männliche Tiere, über 900 Tage alt	30 563	9 724	25 580	7 115	83.7 %	73.2 %
Hengste, über 900 Tage alt	3 199	3 663	1 389	1 125	43.4 %	30.7 %
Tiere, bis 900 Tage alt	2 088	2 494	1 699	1 488	81.4 %	59.7 %
<b>Total Pferdegattung</b>	<b>35 850</b>	<b>9 894</b>	<b>28 667</b>	<b>7 174</b>	<b>80.0 %</b>	<b>72.5 %</b>
weibliche Tiere, über ein Jahr alt	11 491	6 059	9 029	3 236	78.6 %	53.4 %
männliche Tiere, über ein Jahr alt	578	2 038	377	1 146	65.3 %	56.2 %
<b>Total Ziegengattung</b>	<b>12 069</b>	<b>6 127</b>	<b>9 406</b>	<b>3 264</b>	<b>77.9 %</b>	<b>53.3 %</b>
weibliche Tiere, über ein Jahr alt	37 097	7 084	33 084	5 140	89.2 %	72.6 %
männliche Tiere, über ein Jahr alt	1 514	4 676	1 192	3 324	78.7 %	71.1 %
<b>Total Schafgattung</b>	<b>38 611</b>	<b>7 120</b>	<b>34 276</b>	<b>5 156</b>	<b>88.8 %</b>	<b>72.4 %</b>
Zuchteber, über halbjährig	479	1 323	285	783	59.5 %	59.2 %
nicht säugende Zuchtsauen, über halbjährig	18 664	1 523	13 783	946	73.8 %	62.1 %
säugende Zuchtsauen	13 590	1 737	649	176	4.8 %	10.1 %
abgesetzte Ferkel	16 292	1 724	584	155	3.6 %	9.0 %
Remonten, bis halbjährig, und Mastschweine	107 746	5 205	64 318	2 598	59.7 %	49.9 %
<b>Total Schweinegattung</b>	<b>156 771</b>	<b>5 828</b>	<b>79 619</b>	<b>3 022</b>	<b>50.8 %</b>	<b>51.9 %</b>
Zuchthennen und Zuchthähne (Bruteierproduktion für Lege- und Mastlinien)	1 668	998	341	98	20.4 %	9.8 %
Legehennen	35 330	12 191	30 280	2 728	85.7 %	22.4 %
Junghennen, Junghähne und Küken (ohne Mastpoulets für die Eierproduktion)	6 343	655	1 398	136	22.0 %	20.8 %
Mastpoulets	37 370	1 297	3 093	243	8.3 %	18.7 %
Truten	1 958	423	1 752	106	89.5 %	25.1 %
<b>Total Nutzgeflügel</b>	<b>82 667</b>	<b>14 028</b>	<b>36 865</b>	<b>3 082</b>	<b>44.6 %</b>	<b>22.0 %</b>
Hirsche	1 421	254	1 198	203	84.3 %	79.9 %
<b>Total Hirsche</b>	<b>1 421</b>	<b>254</b>	<b>1 198</b>	<b>203</b>	<b>84.3 %</b>	<b>79.9 %</b>
Bisons	320	12	207	7	64.6 %	58.3 %
<b>Total Bisons</b>	<b>320</b>	<b>12</b>	<b>207</b>	<b>7</b>	<b>64.6 %</b>	<b>58.3 %</b>
<b>Total alle Kategorien</b>	<b>1 258 589</b>	<b>38 281</b>	<b>986 034</b>	<b>33 567</b>	<b>78%</b>	<b>88%</b>

<sup>1</sup>Direktzahlungsberechtigte Betriebe, die über die jeweilige Tierkategorie verfügen

Quelle: BLW

**Beteiligung am BTS-Programm 2022**

Tierkategorie	Basis-Daten <sup>1</sup>		BTS-Daten		BTS-Beteiligung	
	GVE Anzahl	Betriebe Anzahl	GVE Anzahl	Betriebe Anzahl	GVE %	Betriebe %
Milchkühe	533 858	24 436	297 915	8 676	55.8 %	35.5 %
andere Kühe	135 299	12 370	120 544	7 650	89.1 %	61.8 %
weibliche Tiere, über 365 Tage alt, bis zur ersten Abkalbung	132 932	30 960	79 227	15 753	59.6 %	50.9 %
weibliche Tiere, über 160 – 365 Tage alt	48 766	30 059	32 134	15 599	65.9 %	51.9 %
männliche Tiere, über 730 Tage alt	4 993	9 379	3 000	4 963	60.1 %	52.9 %
männliche Tiere, über 365 – 730 Tage alt	11 995	13 640	8 230	6 412	68.6 %	47.0 %
männliche Tiere, über 160–365 Tage alt	27 993	19 236	20 205	9 297	72.2 %	48.3 %
<b>Total Rindergattung</b>	<b>895 835</b>	<b>23 723</b>	<b>561 255</b>	<b>19 334</b>	<b>62.7 %</b>	<b>81.5 %</b>
weibliche und kastrierte männliche Tiere, über 900 Tage alt	30 563	9 724	6 709	2 105	22.0 %	21.6 %
<b>Total Pferdegattung</b>	<b>30 563</b>	<b>9 724</b>	<b>6 709</b>	<b>2 105</b>	<b>22.0 %</b>	<b>21.6 %</b>
weibliche Tiere, über ein Jahr alt	11 491	6 059	5 465	1 410	47.6 %	23.3 %
<b>Total Ziegengattung</b>	<b>11 491</b>	<b>6 059</b>	<b>5 465</b>	<b>1 410</b>	<b>47.6 %</b>	<b>23.3 %</b>
nicht säugende Zuchtsauen, über halbjährig	18 664	1 523	13 451	889	72.1 %	58.4 %
säugende Zuchtsauen	13 590	1 737	9 270	1 042	68.2 %	60.0 %
abgesetzte Ferkel	16 292	1 724	11 186	987	68.7 %	57.3 %
Remonten, bis halbjährig, und Mastschweine	107 746	5 205	74 560	2 701	69.2 %	51.9 %
<b>Total Schweinegattung</b>	<b>156 292</b>	<b>5 824</b>	<b>108 468</b>	<b>3 199</b>	<b>69.4 %</b>	<b>54.9 %</b>
Zibben mit jährlich mindestens vier Würfen einschliesslich Jungtiere bis zum Alter von etwa 35	190	548	76	53	40.0 %	9.7 %
Jungtiere älter als etwa 35 Tagen	399	444	336	53	84.2 %	11.9 %
<b>Total Kaninchen</b>	<b>589</b>	<b>628</b>	<b>413</b>	<b>78</b>	<b>70.1 %</b>	<b>12.4 %</b>
Zuchthennen und Zuchthähne (Bruteierproduktion für Lege- und Mastlinien)	1 668	998	922	66	55.3 %	6.6 %
Legehennen	35 330	12 191	32 904	2 176	93.1 %	17.8 %
Junghennen, Junghähne und Küken für die Eierproduktion	6 343	655	6 011	214	94.8 %	32.7 %
Mastpoulets	37 370	1 297	36 606	1 097	98.0 %	84.6 %
Truten	1 958	423	1 775	88	90.7 %	20.8 %
<b>Total Nutzgeflügel</b>	<b>82 667</b>	<b>14 028</b>	<b>78 217</b>	<b>3 405</b>	<b>94.6 %</b>	<b>24.3 %</b>
<b>Total alle Kategorien</b>	<b>1 177 437</b>	<b>37 261</b>	<b>760 527</b>	<b>22 558</b>	<b>65%</b>	<b>61%</b>

<sup>1</sup>Direktzahlungsberechtigte Betriebe, die über die jeweilige Tierkategorie verfügen

Quelle: BLW



**Tierwohlbeiträge 2022**

Kanton	Besonders tierfreundliche Stallhaltungssysteme			Regelmässiger Auslauf im Freien			Besonders tierfreundliche Haltung landwirtschaftlicher Nutztiere (BTS und RAUS)		
	Betriebe Anzahl	GVE Anzahl	Total Beiträge Fr.	Betriebe Anzahl	GVE Anzahl	Total Beiträge Fr.	Betriebe	GVE	Total Beiträge
ZH	1 442	47 797	5 311 971	1 821	53 728	11 007 769	1 915	101 524	16 319 740
BE	4 459	116 854	14 007 711	7 922	195 933	39 473 183	8 059	312 787	53 480 893
LU	2 889	107 769	13 664 226	3 557	113 481	23 071 675	3 662	221 249	36 735 901
UR	147	2 019	191 741	418	5 964	1 164 763	420	7 983	1 356 504
SZ	623	15 035	1 669 248	1 163	26 003	5 196 495	1 178	41 038	6 865 743
OW	331	8 107	848 990	480	11 488	2 277 406	487	19 595	3 126 396
NW	205	5 105	563 397	311	7 103	1 407 983	317	12 208	1 971 380
GL	151	3 596	356 016	294	7 470	1 503 837	295	11 066	1 859 853
ZG	343	10 953	1 167 398	422	12 993	2 603 457	429	23 946	3 770 855
FR	1 481	69 467	8 653 703	1 936	83 826	16 730 045	1 986	153 293	25 383 749
SO	650	20 741	2 256 670	872	25 830	5 199 586	895	46 571	7 456 256
BL	478	14 838	1 715 592	613	17 421	3 608 840	631	32 260	5 324 432
SH	208	9 187	1 309 004	216	7 558	1 556 265	253	16 745	2 865 269
AR	267	6 714	736 073	559	15 475	3 081 746	561	22 189	3 817 819
AI	197	6 234	906 213	365	10 674	2 205 713	369	16 908	3 111 926
SG	1 781	62 061	7 389 595	2 842	88 175	17 797 897	2 906	150 236	25 187 492
GR	1 247	30 823	2 933 940	1 866	45 710	9 309 801	1 869	76 533	12 243 741
AG	1 365	49 644	6 440 706	1 578	47 763	9 914 170	1 694	97 406	16 354 876
TG	1 156	51 687	6 759 423	1 358	49 555	10 091 737	1 478	101 242	16 851 160
TI	261	5 568	520 996	498	9 707	1 924 324	501	15 275	2 445 319
VD	1 285	56 919	6 802 640	1 791	66 087	13 499 673	1 856	123 006	20 302 313
VS	431	7 454	784 028	1 230	19 970	4 001 771	1 251	27 424	4 785 799
NE	431	19 474	1 926 317	571	25 297	5 098 546	577	44 771	7 024 863
GE	48	1 905	246 821	80	2 519	513 791	82	4 423	760 612
JU	682	30 577	3 222 637	834	36 306	7 366 052	841	66 884	10 588 689
<b>Schweiz</b>	<b>22 558</b>	<b>760 528</b>	<b>90 385 054</b>	<b>33 597</b>	<b>986 034</b>	<b>199 606 524</b>	<b>34 512</b>	<b>1 746 561</b>	<b>289 991 578</b>

**Zonen**

Tal	9 770	398 558	50 634 400	12 248	414 832	84 524 141	12 928	813 390	135 158 540
Hügel	3 821	130 680	15 546 454	5 062	161 348	32 604 206	5 199	292 028	48 150 660
BZ I	3 186	94 362	10 388 210	4 925	141 581	28 432 844	4 974	235 943	38 821 054
BZ II	3 322	88 087	9 256 105	5 977	159 363	32 096 427	6 007	247 450	41 352 532
BZ III	1 541	31 280	2 952 879	3 356	70 108	14 129 213	3 365	101 388	17 082 091
BZ IV	918	17 559	1 607 006	2 029	38 802	7 819 693	2 039	56 362	9 426 700

Quelle: BLW

POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS



## Contributions à l'utilisation efficiente des ressources

**Les contributions à l'utilisation efficiente des ressources concernent particulièrement les moyens de production, à savoir les ressources naturelles telles que le sol et l'eau, qu'il importe de ménager. En 2022, la Confédération a alloué quelque 33 millions de francs à ce programme. La moitié de cette somme a servi à promouvoir les techniques culturales préservant le sol. L'autre grande orientation des aides vise à diminuer l'emploi des produits phytosanitaires.**

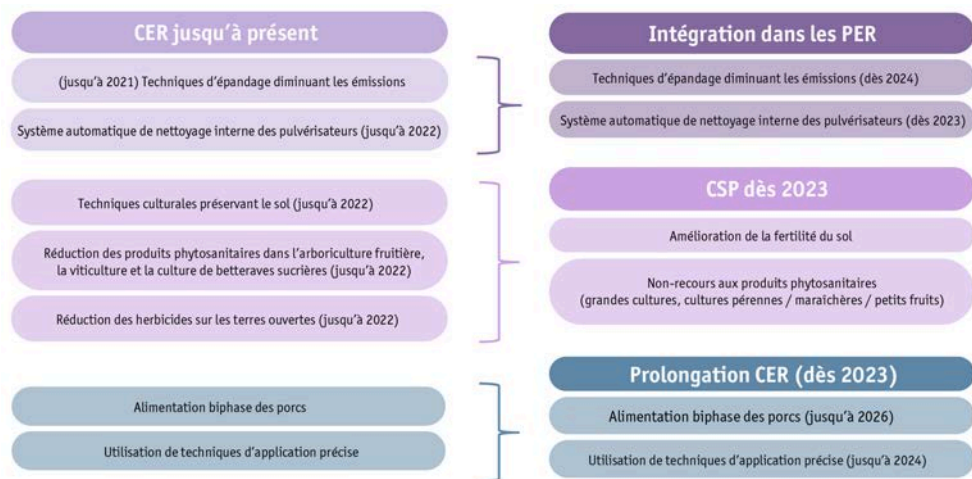
Les contributions à l'utilisation efficiente des ressources (CER) ont été introduites avec la Politique agricole 2014-2017. La participation à tous les programmes a connu un engouement initial, puis s'est stabilisée les années suivantes. Le programme évolue. Les CER accordées depuis 2014 pour promouvoir les techniques d'épandage diminuant les émissions (au moyen de tuyaux souples) ont été abandonnées à la fin de l'année 2021. À partir de 2024, les techniques d'épandage diminuant les émissions ont été intégrées aux prestations écologiques requises (PER), où elles ont un caractère obligatoire.

Les CER pour techniques culturales préservant le sol et pour les techniques d'application précises dans le domaine des produits phytosanitaires existent aussi depuis 2014. Ces dernières ont été complétées en 2017 par une CER visant à promouvoir les pulvérisateurs de produits phytosanitaires munis d'un circuit d'eau de rinçage séparé (dispositif de nettoyage interne des pulvérisateurs). Cette contribution a été versée pour la dernière fois en 2022 ; à compter de 2023, la mesure fera partie intégrante des PER.

La contribution pour une alimentation biphasée des porcs appauvrie en matière azotée ainsi que les contributions à la réduction des produits phytosanitaires dans l'arboriculture fruitière, dans la viticulture et la culture de betteraves sucrières ont été introduites en 2018.

Deux de ces contributions ont été maintenues après 2022 : la CER pour techniques d'application précises (jusqu'à fin 2024) et la CER pour l'alimentation biphasée des porcs (jusqu'à fin 2026).

La CER pour les techniques culturales préservant le sol et la CER à la réduction des produits phytosanitaires dans différentes cultures ont été supprimées fin 2022 suite à l'IV. pa. 19.475, et transférées dans les nouvelles contributions au système de production, qui sont entrées en vigueur en 2023. La synthèse de ces modifications est représentée dans le diagramme ci-dessous.

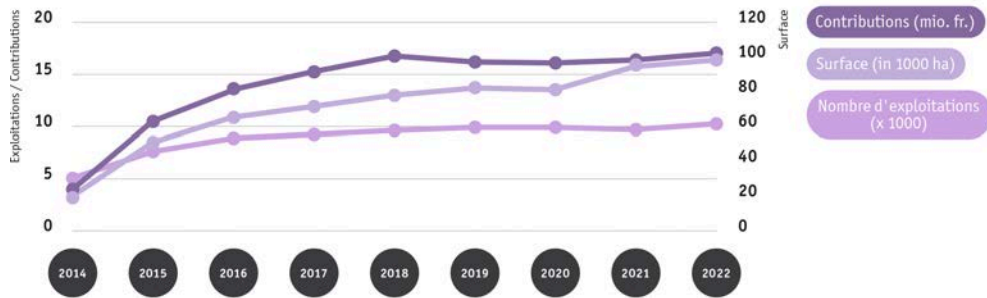


POLITIQUE > PAIEMENTS DIRECTS

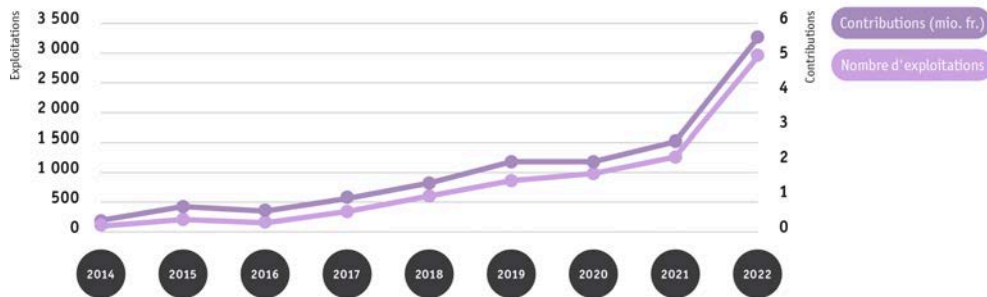


Les graphiques ci-après montrent l'évolution de la participation aux programmes d'aides et aux contributions versées annuellement en ce qui concerne les CER existantes en 2022, depuis leur création. Les données relatives à la promotion des pulvérisateurs munis d'un système de rinçage sont incluses dans celles des contributions aux techniques d'application précises. L'évolution de la participation au programme révèle typiquement une forte augmentation initiale suivie d'une stabilisation.

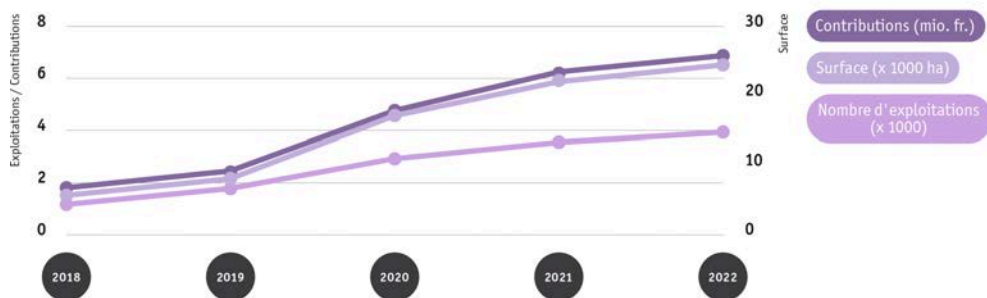
Techniques culturales préservant le sol



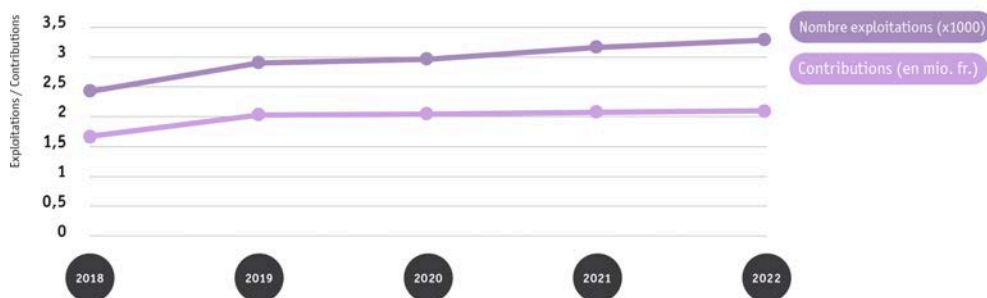
Utilisation de techniques d'application précise



Réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires dans diverses cultures



Alimentation biphase des porcs



## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

En 2022, les CER versées avaient pour objet :

- les techniques culturales préservant le sol ;
- les techniques d'application précises ;
- l'emploi de pulvérisateurs avec dispositif de rinçage interne ;
- la réduction des produits phytosanitaires dans différentes cultures ;
- l'alimentation biphase des porcs.

Le tableau synoptique ci-dessous présente, pour l'ensemble du pays, le nombre des exploitations participant aux programmes, les surfaces concernées et les contributions par canton et par zone agricole.

Les contributions se montent au total à 33 millions de francs. Ce montant accuse un recul par rapport à 2021, étant donné que la promotion des *techniques d'épandage diminuant les émissions (au moyen de tuyaux souples)* a cessé fin 2021. Dans la participation aux programmes, la situation est similaire à celle des années précédentes, à une exception près : la participation au programme des techniques d'application précises a presque doublé (3 000 exploitations). Le programme des techniques culturales préservant le sol se taille la part du lion (contributions d'environ 17 millions de francs) ; il est suivi des mesures de réduction des produits phytosanitaires (environ 13 millions de francs). Enfin, près de 3 millions de francs ont été alloués à la promotion de l'alimentation biphase des porcs.

## Techniques culturales préservant le sol

### Contributions à l'utilisation efficace des ressources pour les techniques culturales préservant le sol 2022

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	7 492	2 352	223	10 067
Surface totale	ha	73 758	11 471	768	85 997
Semis direct	ha	6 733	2 592	364	9 689
avec non-recours aux herbicides	ha	1 287	460	128	1 875
Semis en bandes	ha	8 239	2 113	83	10 435
avec non-recours aux herbicides	ha	218	50	3	271
Semis sous litière	ha	58 786	6 766	321	65 873
avec non-recours aux herbicides	ha	9 238	1 527	123	10 888
Surface par exploitation	ha	9,84	4,88	3,44	8,54
Contribution par exploitation	fr.	1 908	1 060	925	1 688
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>14 298</b>	<b>2 493</b>	<b>206</b>	<b>16 997</b>

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



Source : OFAG

La participation à ce programme (nombre d'exploitations et surface totale) a légèrement augmenté dans toutes les régions par rapport à l'année précédente. Le semis sous litière sans le non-recours aux herbicides a été la mesure la plus appliquée, en 2022 aussi.

**Techniques d'application précises**

**Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour l'utilisation de techniques d'application précise et l'installation sur les pulvérisateurs d'un système de nettoyage disposant d'un circuit d'eau de rinçage séparé 2022 (contribution unique)**

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	2 500	526	71	3 097
Pulvérisation sous-foliaire					
Nombre de pulvérisateurs à rampe	Nombre	4			4
Contribution	fr..	10 714			10 714
Pulvérisateurs anti-dérive					
Nombre d'appareils de pulvérisation	Nombre	169	24	37	200
Contribution	fr.	867 190	85 792	22 038	975 020
Nettoyage interne des pulvérisateurs					
Nombre	Nombre	2 327	502	64	2 893
Contribution	fr.	3 799 000	761 185	97 465	4 657 651
Contribution par exploitation	fr.	1 871	1 610	1 683	3 481
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>4 677</b>	<b>847</b>	<b>120</b>	<b>5 643</b>

Source : OFAG

Le nombre d'exploitations participant à ce programme est passé de 1 263 unités en 2021 à 3 097 unités en 2022. La promotion des pulvérisateurs anti-dérive a coûté environ un million de francs. S'agissant des pulvérisateurs à dispositif de nettoyage interne, la promotion de ces appareils a eu lieu pour la dernière fois ; c'est pourquoi les appareils équipés de ces dispositifs ont été nettement plus nombreux (2 893 unités) qu'en 2021 (1 175 unités). Les contributions de ce type sont, de loin, les plus importantes (près de 80%).

**Contributions pour l'alimentation biphase des porcs appauvrie en matière azotée**

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



### Contributions à l'utilisation efficiente des ressources pour l'alimentation biphas des porcs 2022

	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	1 028	782	270	2 080
UGB	Nombre	59 753	28 458	6 025	94 236
UGB par exploitation	Nombre	58	36	22	117
Contribution par exploitation	fr.	2 034	1 274	781	4 098
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>2 091</b>	<b>996</b>	<b>211</b>	<b>3 298</b>

Source : OFAG

Le nombre des exploitations bénéficiaires ainsi que leur distribution entre les régions présentent un tableau de la situation semblable à celui de l'année précédente.

### Contributions pour la réduction des produits phytosanitaires dans l'arboriculture fruitière, dans la viticulture et dans la culture de betteraves sucrières et contribution pour la réduction des herbicides sur les terres ouvertes

### Contributions à l'utilisation efficiente des ressources 2022 pour la réduction des produits phytosanitaires

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	2 976	720	172	3 868
Surface totale, dont	ha	21 002	2 915	535	24 452
Culture fruitière, liste fongicide	ha	202	19	41	262
Culture fruitière, herbicide entre les rangs	ha	167	26	9	202
Culture fruitière, non-recours total aux herbicides	ha	226	23	68	317
Surface viticole, herbicide entre les rangs	ha	844	168	86	1 098
Surface viticole, non-recours total aux herbicides	ha	959	197	37	1 193
Surface viticole, fongicide avec 1,5 kg de cuivre	ha	1 417	263	143	1 823
Surface viticole, fongicide sans cuivre	ha	81	88	23	192
Betteraves sucrières, désherbage mécanique	ha	3 571	70		3 641
Betteraves sucrières, non-recours aux fongicides et insecticides	ha	26			26
Réduction des herbicides sur les terres ouvertes	ha	3 419	93	4	3 516
Réduction des herbicides sur les terres ouvertes		10 091	1 968	122	12 181
Surface par exploitation	ha	7	4	3	6
Contribution par exploitation	fr.	1 984	1 107	920	1 773
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>5 904</b>	<b>797</b>	<b>158</b>	<b>6 859</b>

Source : OFAG

La surface totale des cultures où l'emploi des produits phytosanitaires a été réduit a de nouveau augmenté par rapport à 2021, en l'occurrence de 2 500 ha, pour atteindre 24 452 ha en 2022. Près de la moitié de cette augmentation figure au compte du programme de réduction des herbicides sur les terres ouvertes (12 181 ha).

**Contributions à l'utilisation efficace des ressources 2022**

Cantons	Techniques culturales préservant le sol			Utilisation de techniques d'application précise			Réduction de produits phytosanitaires			Alimentation biphasé des porcs		
	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	Spitzgerä	Total des contribut.	Exploitations	Surface	Total des contribut.	Exploitations	UGB	Total des contribut.
ZH	796	8 554	1 445 756	338	338	568 984	331	2 208	620 141	36	2 444	85 536
BE	2 584	18 537	3 118 075	327	327	514 023	509	1 937	565 712	318	13 959	488 557
LU	1 301	7 605	1 375 189	239	239	402 902	323	1 068	277 380	915	34 222	1 197 783
UR							1	1	240	5	227	7 961
SZ	44	122	25 464	8	8	13 988	16	43	17 180	30	1 056	36 969
OW	1	2	350	1	1	1 250	4	3	856	27	1 095	38 331
NW	4	10	1 960				2	2	550	36	894	31 292
GL	17	53	10 760									
ZG	97	740	131 930	23	23	41 955	52	244	60 817	24	1 140	39 883
FR	789	8 258	1 419 223	240	240	400 005	299	1 814	489 553	94	5 319	186 177
SO	448	4 299	734 360	136	136	208 854	175	793	205 018	35	1 932	67 635
BL	142	1 252	213 195	91	91	145 323	105	539	144 691	14	830	29 061
SH	277	3 754	602 831	86	86	146 774	159	1 095	336 097	21	1 532	53 627
AR	8	16	3 437	1	1	5 005	6	8	2 121	15	611	21 380
AI	10	17	3 287				16	16	3 922	46	1 376	48 155
SG	357	1 979	374 239	87	87	218 855	99	377	113 634	166	8 612	301 431
GR	82	635	124 784	28	28	91 057	61	312	106 661	16	410	14 343
AG	894	8 197	1 407 383	376	376	605 297	324	1 674	465 534	128	7 052	246 825
TG	588	5 209	877 442	289	289	608 685	282	1 634	474 576	80	6 877	240 708
TI	11	164	34 653	13	13	32 644	128	587	198 798			
VD	1 165	21 748	3 678 339	388	388	862 859	635	6 792	1 870 405	32	2 321	81 251
VS	47	841	169 469	65	65	264 659	190	1 643	430 144	3	39	1 367
NE	108	1 374	259 493	82	82	174 522	36	383	116 375	10	828	28 980
GE	122	2 943	518 373	39	39	145 183	50	774	226 189	2	161	5 635
JU	175	2 723	466 892	118	118	190 561	65	503	132 812	27	1 297	45 385
<b>Suisse</b>	<b>10 067</b>	<b>99 032</b>	<b>16 996 880</b>	<b>2 975</b>	<b>2 975</b>	<b>5 643 385</b>	<b>3 868</b>	<b>24 450</b>	<b>6 859 402</b>	<b>2 080</b>	<b>94 236</b>	<b>3 298 274</b>
<b>Zone</b>												
Plaine	7 492	84 501	14 297 524	2 389	2 389	4 676 905	2 976	21 002	5 903 925	1 028	59 753	2 091 341
Collines	1 690	10 147	1 842 967	409	409	665 484	539	2 330	638 365	453	19 215	672 516
ZM I	662	3 362	650 078	108	108	181 493	181	585	158 822	329	9 244	323 531
ZM II	171	831	168 951	64	64	110 289	121	448	132 495	240	5 594	195 787
ZM III	41	155	30 039	4	4	7 814	39	81	23 864	25	366	12 796
ZM IV	11	35	7 322	1	1	1 400	12	6	1 933	5	66	2 303

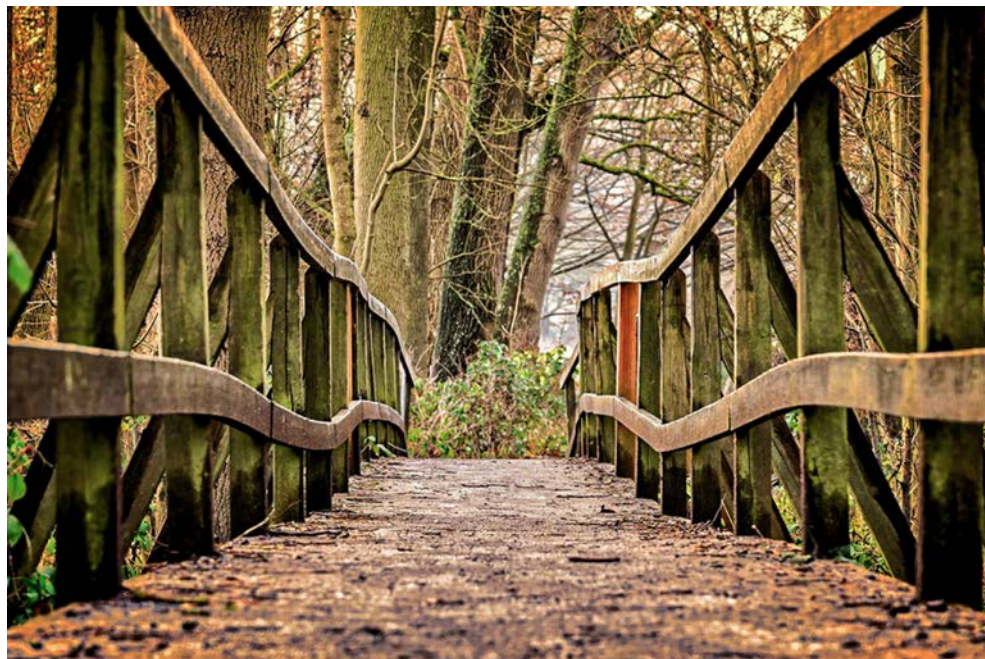
Source : OFAG





## Contributo di transizione

**Il contributo di transizione garantisce una transizione socialmente sostenibile dalla precedente all'attuale politica agricola. Con la crescente partecipazione ai programmi introdotti nel 2014 nell'ambito dei pagamenti diretti, di anno in anno diminuiscono i fondi per questo tipo di contributo. Se nel 2015 erano stati erogati 178 milioni di franchi per il contributo di transizione, nel 2022 questo importo è sceso ad appena 53 milioni di franchi.**



### Versamento del contributo di transizione nel 2022

Nel 2022 sono stati versati contributi di transizione per 53,3 milioni di franchi. L'anno precedente erano stati 62,8 milioni.

### Contributo di transizione 2022

Parametro	Unità	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aziende	Numero	17 059	10 833	11 733	39 625
Contributo per azienda	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Totale contributi</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Fonte: UFAG

La tabella seguente fornisce una panoramica dei contributi di transizione versati per Cantone e zona agricola.

## POLITICA &gt; PAGAMENTI DIRETTI



Per il contributo di transizione è prevista una limitazione o un'esclusione in caso di superamento di un reddito e di una sostanza determinanti elevati oppure di cambiamenti strutturali sostanziali nell'azienda. Il cambiamento a livello strutturale è determinato sulla base delle USM: se vi è una diminuzione del 50% o più rispetto all'anno di riferimento, il contributo di transizione viene ridotto. La tabella seguente illustra l'effetto delle due limitazioni nel 2022.

**Effetto della limitazione del contributo di transizione 2022**

Limitazione del contributo di transizione	Aziende interessate	Limitazione Totale	Limitazione per azienda
Unità	Numero	fr.	fr.
Flessione delle USM oltre il 50%	1 731	1 533 484	885,90
Reddito e sostanza	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Totale contributi</b>		<b>7 978 986</b>	

Fonte: UFAG

**Informazioni complementari**

» [Calcolo del contributo di transizione](#)

**Contributo di transizione – 2022**

<b>Cantone</b>	<b>Aziende numero</b>	<b>Totale contributi fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Svizzera</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

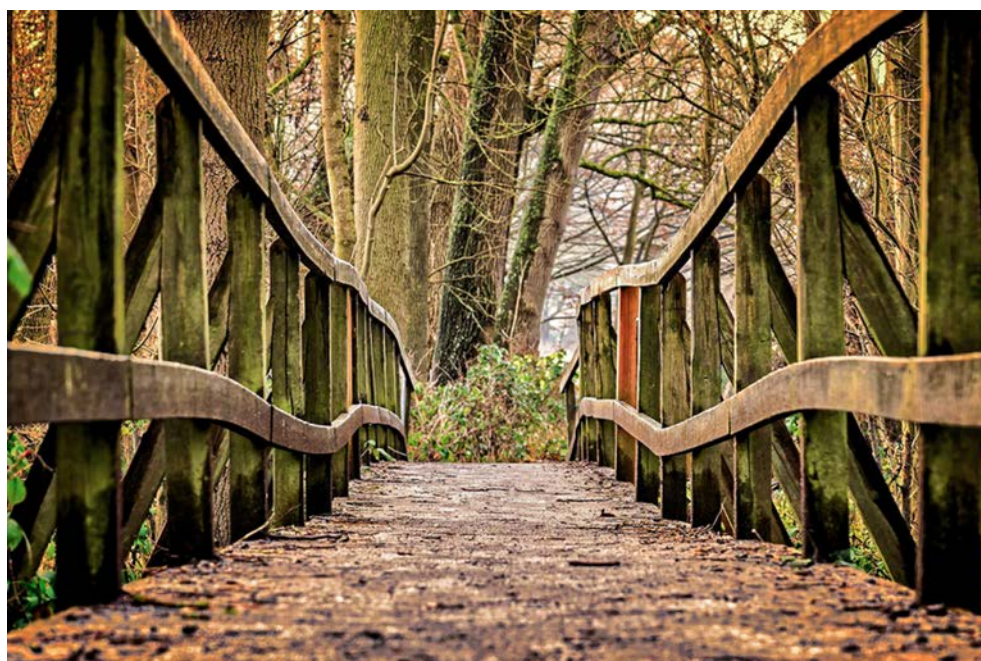
<b>Zone</b>		
Pianura	17 059	23 044 557
Collina	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Fonte: UFAG



## Contribution de transition

La contribution de transition assure une transition socialement supportable de l'ancienne à la nouvelle politique agricole. À mesure que la participation aux programmes de paiements directs introduits en 2014 augmente, les fonds alloués à la contribution de transition diminuent d'année en année. Alors que 178 millions de francs étaient versés pour la contribution de transition en 2015, ce chiffre s'élevait à 53 millions en 2022.



### Versement de la contribution de transition en 2022

En 2022, 53,3 millions de francs ont été versés dans le cadre de la contribution de transition, contre 62,8 millions l'année précédente.

### Contributions de transition 2022

Paramètre	Unité	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Exploitations	Nombre	17 059	10 833	11 733	39 625
Contribution par exploitation	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Total des contributions</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Source : OFAG

Le tableau suivant donne un aperçu des contributions de transition octroyées selon les cantons et les zones agricoles.

## POLITIQUE &gt; PAIEMENTS DIRECTS



La contribution de transition est plafonnée, voire totalement supprimée, si le revenu ou la fortune pris en considération dépassent une certaine somme ou en cas de changement structurel important concernant l'exploitation. Le changement structurel est déterminé sur la base des unités de main-d'œuvre standard (UMOS). Si celles-ci ont diminué d'au moins 50 % par rapport à l'année de référence, la contribution de transition est réduite. Le tableau ci-dessous montre les effets de ces deux types de plafonnement pour 2022.

### Effets du plafonnement de la contribution de transition en 2022

Plafonnement de la contribution de transition	Exploitations concernées	Plafonnement total	Plafonnement par exploitation
Unité	Nombre	fr.	fr.
Réduction des UMOS de plus de 50 %	1 731	1 533 484	885,90
Revenu et fortune	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Total des contributions</b>		<b>7 978 986</b>	

Source : OFAG

### Informations complémentaires

» [Calcul de la contribution de transition](#)

**Contribution de transition 2022**

<b>Cantons</b>	<b>Exploitations Nombre</b>	<b>Total des contributions fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Suisse</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

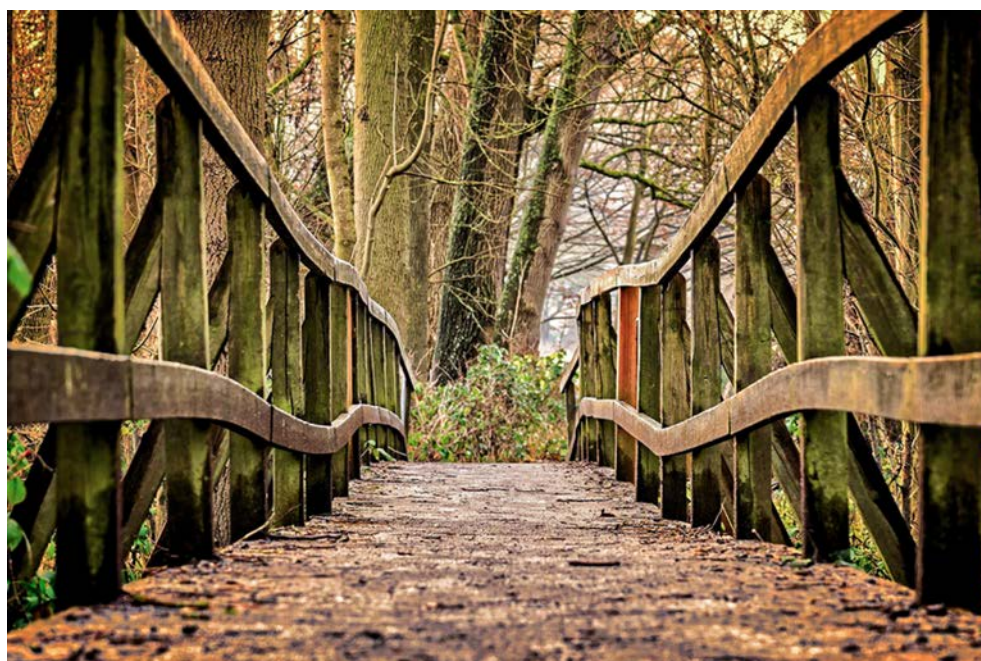
<b>Zones</b>		
Plaine	17 059	23 044 557
Collines	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Source : OFAG



## Contributo di transizione

Il contributo di transizione garantisce una transizione socialmente sostenibile dalla precedente all'attuale politica agricola. Con la crescente partecipazione ai programmi introdotti nel 2014 nell'ambito dei pagamenti diretti, di anno in anno diminuiscono i fondi per questo tipo di contributo. Se nel 2015 erano stati erogati 178 milioni di franchi per il contributo di transizione, nel 2022 questo importo è sceso ad appena 53 milioni di franchi.



### Versamento del contributo di transizione nel 2022

Nel 2022 sono stati versati contributi di transizione per 53,3 milioni di franchi. L'anno precedente erano stati 62,8 milioni.

### Contributo di transizione 2022

Parametro	Unità	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aziende	Numero	17 059	10 833	11 733	39 625
Contributo per azienda	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Totale contributi</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Fonte: UFAG

La tabella seguente fornisce una panoramica dei contributi di transizione versati per Cantone e zona agricola.

## POLITICA &gt; PAGAMENTI DIRETTI



Per il contributo di transizione è prevista una limitazione o un'esclusione in caso di superamento di un reddito e di una sostanza determinanti elevati oppure di cambiamenti strutturali sostanziali nell'azienda. Il cambiamento a livello strutturale è determinato sulla base delle USM: se vi è una diminuzione del 50% o più rispetto all'anno di riferimento, il contributo di transizione viene ridotto. La tabella seguente illustra l'effetto delle due limitazioni nel 2022.

**Effetto della limitazione del contributo di transizione 2022**

Limitazione del contributo di transizione	Aziende interessate	Limitazione Totale	Limitazione per azienda
Unità	Numero	fr.	fr.
Flessione delle USM oltre il 50%	1 731	1 533 484	885,90
Reddito e sostanza	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Totale contributi</b>		<b>7 978 986</b>	

Fonte: UFAG

**Informazioni complementari**

» [Calcolo del contributo di transizione](#)



**Contributo di transizione – 2022**

<b>Cantone</b>	<b>Aziende numero</b>	<b>Totale contributi fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Svizzera</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

<b>Zone</b>		
Pianura	17 059	23 044 557
Collina	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Fonte: UFAG



## Améliorations structurelles

**Fournir un approvisionnement en eau et en électricité aux fermes de colonisation, construire des stabulations respectueuses des animaux pour les bovins et mettre en œuvre des mesures préventives pour réduire les émissions d'ammoniac provenant de l'agriculture ? La Confédération soutient tout cela, et bien plus encore, grâce aux améliorations structurelles. Ce soutien concerne en particulier la région de montagne et les régions périphériques. En 2022, 1168 nouveaux projets ont été approuvés, pour un volume d'investissements d'environ 655 millions de francs au total.**

La Confédération soutient diverses mesures destinées à améliorer les conditions de travail et la compétitivité des exploitations agricoles au moyen de contributions non remboursables. Les contributions fédérales favorisent ainsi dans une mesure importante l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires du pays. Plus de 80 % des contributions sont versées dans la région de collines et les régions de montagne. Les contributions requièrent une participation des cantons.

En cas de gros investissements, la Confédération peut aider des exploitations individuelles à assumer les frais de construction élevés en accordant des crédits d'investissement remboursables et sans intérêts. Ces crédits permettent en outre de promouvoir les mesures écologiques et sociales les plus diverses. Plus de 90 % des crédits sont destinés à la construction de bâtiments ruraux.

### Contributions à fonds perdu

En 2022, la Confédération a versé un montant de 87 millions de francs sous forme de contributions pour les améliorations intégrales et d'autres améliorations foncières, pour les projets de développement régional (PDR) et pour les bâtiments ruraux. En outre, l'OFAG a approuvé de nouveaux projets qui ont bénéficié de contributions fédérales d'un total de 100,2 millions de francs, générant ainsi un volume d'investissements de 655 millions de francs.

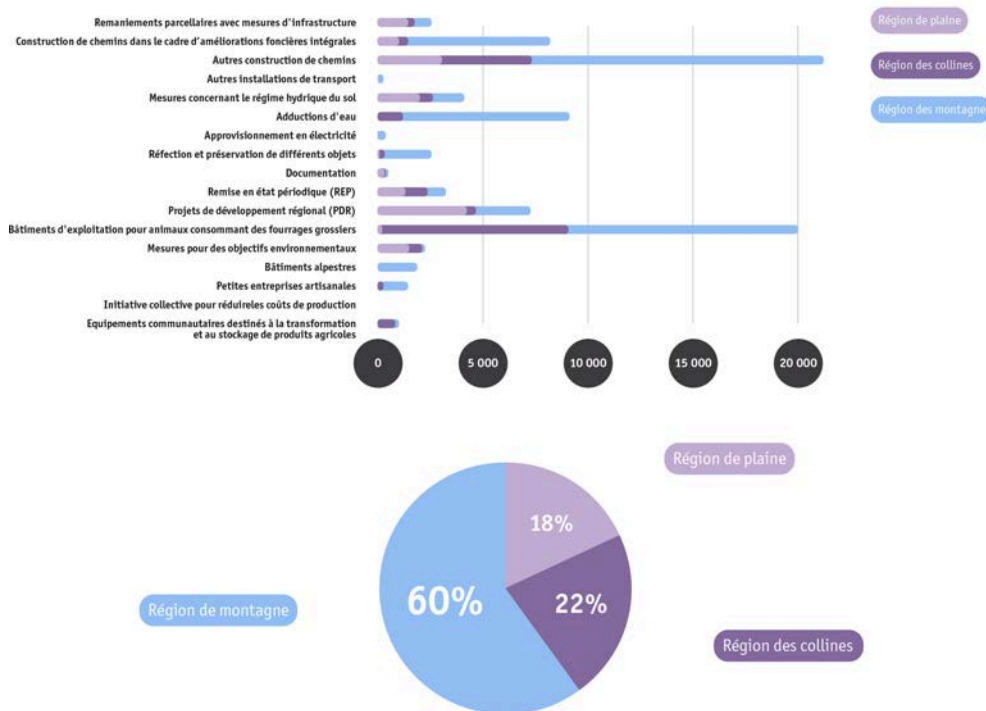
### Nombre de projets approuvés et volumes d'investissements en 2022

POLITIQUE > AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



Domaine	Nombre de projets approuvés	Contribution fédérale	Contribution cantonale	Total des contributions	Part en % sur l'investissement total	dont les volumes d'investissements consentis
	Nombre	Fr.	Fr.	Fr.	%	Fr.
Améliorations foncières intégrales	22	9 171 325	7 982 972	17 154 298	80	21 453 186
Autres améliorations foncières	415	43 599 030	50 182 374	93 781 404	49	189 990 371
Projets de développement régional PDR	16	20 762 982	19 413 524	40 176 506	43	135 408 873
Bâtiments ruraux	715	26 663 509	31 919 375	58 582 884	19	308 755 624
<b>Total</b>	<b>1 168</b>	<b>100 196 845</b>	<b>109 498 246</b>	<b>209 695 091</b>	<b>44</b>	<b>655 608 054</b>

Contributions payées pour des projets, par mesure et par région 2022 (1000 fr.)



Source: OFAG

**Crédits d'investissement : légère diminution des demandes**

En 2022, les cantons ont approuvé 1728 crédits d'investissements pour un montant total de 318,5 millions de francs. Des crédits de transition d'une durée maximale de trois ans, appelés « crédits de construction », peuvent en outre être consentis pour des projets à caractère

## POLITIQUE &gt; AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



communautaire. La somme des crédits de construction approuvés s'élève à 15,34 millions de francs.

### Crédits d'investissements en 2022

Domaine	Nombre de projets	Crédit d'investissement	Part en % sur l'investissement total	dont les volumes d'investissements consentis
	Nombre	1000 fr.	%	1000 fr.
Améliorations foncières Mesures collectives	38	19 614	32,92	59 583
Projets de développement régional (PDR) Mesures collectives	4	930	4,13	22 494
Bâtiments ruraux Mesures collectives	92	16 884	33,67	50 147
Bâtiments ruraux Mesures individuelles	1 594	281 133	25,66	1 095 783
<b>Total</b>	<b>1 728</b>	<b>318 561</b>	<b>25,94</b>	<b>1 228 007</b>

Source: OFAG

### Encourager les infrastructures agricoles à l'aide de mesures individuelles

En 2022, les crédits destinés aux mesures individuelles ont été alloués principalement à titre d'aide initiale (env. 77,2 millions de francs) ainsi que pour la construction ou la transformation de maisons d'habitation et de bâtiments d'exploitation (env. 172,4 millions de francs au total). Par rapport à l'année précédente, tant les aides initiales que les crédits d'investissement pour les bâtiments d'exploitation ont diminué de 10 millions de francs chacun. En revanche, les aides financières pour les maisons d'habitation sont restées inchangées. Les crédits d'investissement pour les exploitations individuelles sont remboursés en moyenne dans un délai de 13,6 ans et contribuent ainsi à un désendettement rapide des exploitations agricoles.

Dans le cadre de l'encouragement des exploitations agricoles, on vise, outre des objectifs économiques, aussi des objectifs liés à la protection des animaux et de l'environnement. Il s'agit par exemple de l'aménagement de systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux pour les porcs et la volaille ou de mesures de réduction des gaz toxiques tels que l'ammoniac. En 2022, 308 projets, en tout, visant à la réalisation d'objectifs écologiques ont été cofinancés, pour un total de 3,32 millions de francs.

### Résoudre des problèmes complexes à l'aide de mesures collectives

Quant aux crédits alloués pour des mesures collectives, ils ont permis notamment à la Confédération de soutenir la réalisation d'améliorations foncières intégrales, la mise en place d'infrastructures de transport, le raccordement de base à l'eau et à l'électricité et des améliorations du sol. La Confédération a aussi soutenu des bâtiments et équipements destinés

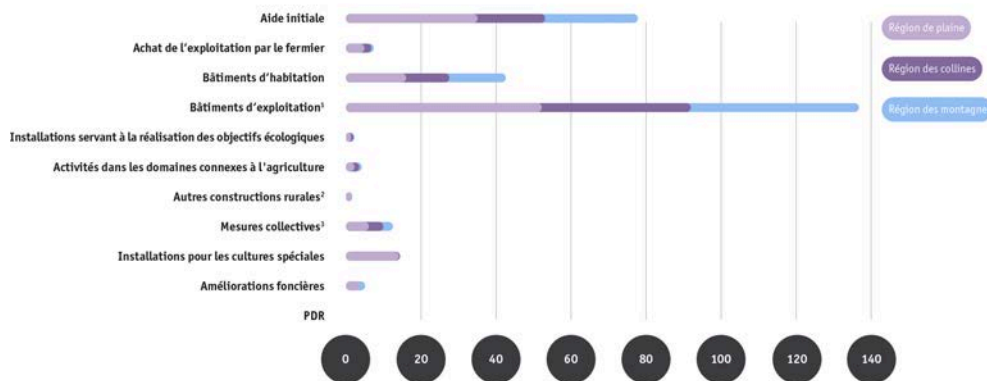
POLITIQUE > AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



à l'économie laitière ainsi qu'à la transformation, au stockage et à la commercialisation de produits agricoles et l'acquisition communautaire de véhicules et de machines agricoles.

En 2022, un montant de 1,6 million de francs de fonds fédéraux a été réalloué du fonds affecté à l'aide aux exploitations au fonds destiné aux crédits d'investissement. Un montant de 1,55 million de francs supplémentaires a été alloué aux contributions aux améliorations structurelles. Le fonds de roulement pour les crédits d'investissement alimenté depuis 1963 s'élève comme précédemment à 2,55 milliards de francs.

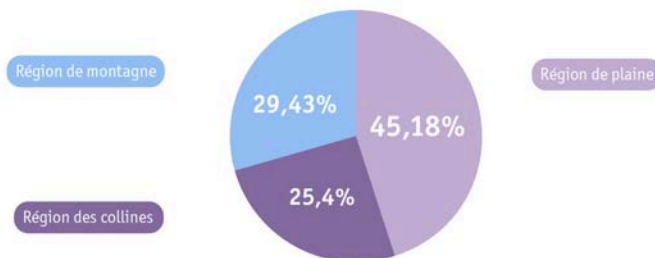
Crédits d'investissements accordés en 2022 par catégorie de mesures, sans les crédits de construction (en mio. fr.)



<sup>1</sup> Bâtiments d'exploitations, porcheries, poulaillers, alpages, transformation et stockage à l'échelon de l'exploitation individuelle

<sup>2</sup> Locaux pour la horticulture productrice, locaux pour les poissons du pays et la pisciculture

<sup>3</sup> Achat collectif de machines et d'équipements, Aide initiale pour les organisations d'entraide paysannes, Equipements communautaires destinés à la transformation et aux stockage de produits agricoles régionaux, Installations collectives pour la production d'énergies renouvelables



Source : OFAG

**Contributions pour des projets approuvés, par mesure et par région, 2022**

Mesures	Contributions			
	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
<b>Améliorations foncières</b>				
<b>Améliorations intégrales</b>				
Remaniements parcellaires	1 109 997	0	296 000	1 405 997
Construction de chemins dans le cadre d'améliorations	1 106 989	55 414	7 713 685	8 876 088
Autres mesures d'infrastructure	215 295	295 400	97 907	608 602
<b>Total Améliorations intégrales</b>	<b>2 432 281</b>	<b>350 814</b>	<b>8 107 592</b>	<b>10 890 687</b>
<b>Autres améliorations foncières</b>				
Autres construction de chemins	5 018 315	4 363 231	14 465 456	23 847 002
Autres installations de transport	0	0	348 444	348 444
Mesures concernant le régime hydrique du sol <sup>1</sup>	2 497 867	190 524	1 429 743	4 118 133
Adductions d'eau	14 594	1 408 967	8 181 509	9 605 071
Raccordements au réseau électrique	33 438	16 443	782 254	832 135
Réfection et préservation de différents objets <sup>2</sup>	140 996	148 068	2 791 114	3 080 178
Documentation	262 158	35 700	209 784	507 642
Remise en état périodique	1 343 023	1 610 461	745 570	3 699 054
<b>Total</b>	<b>9 310 391</b>	<b>7 773 394</b>	<b>28 953 874</b>	<b>46 037 659</b>
<b>Total améliorations foncières</b>	<b>11 742 672</b>	<b>8 124 208</b>	<b>37 061 466</b>	<b>56 928 346</b>
<b>PDR</b>				
Projets de développement rural	4 160 063	748 745	3 404 483	8 313 291
<b>Total PDR</b>	<b>4 160 063</b>	<b>748 745</b>	<b>3 404 483</b>	<b>8 313 291</b>
<b>Bâtiments ruraux</b>				
Bâtiments d'exploitation destinés aux Animaux consommans	305 800	9 357 362	13 615 410	23 278 572
Mesures pour des objectifs environnementaux	2 661 802	958 769	426 470	4 047 041
Bâtiments d'alpages	0	0	2 400 972	2 400 972
Petites entreprises artisanales	0	89 500	135 300	224 800
Initiative coll. pour réduire les coûts de production	0	0	0	0
Equipements communautaires destinés à la transformation et au stockage de produits agricoles	0	1 904 427	33 000	1 937 427
<b>Total bâtiments ruraux</b>	<b>2 967 602</b>	<b>12 310 058</b>	<b>16 611 152</b>	<b>31 888 812</b>
<b>Total général</b>	<b>18 870 337</b>	<b>21 183 011</b>	<b>57 077 101</b>	<b>97 130 449</b>

<sup>1</sup> Irrigation, drainage, écologie

<sup>2</sup> y compris dommages dus aux intempéries

Source : OFAG

**Contributions engagé aux cantons en 2022**

Canton	Améliorations foncières	Projet en faveur du développement	Bâtiments ruraux	Total des contributions
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
ZH	792 506	0	509 877	1 302 383
BE	7 034 718	133 631	4 795 400	11 963 749
LU	2 582 235	0	2 255 410	4 837 645
UR	834 650	0	125 750	960 400
SZ	1 747 559	0	1 406 700	3 154 259
OW	794 988	0	597 262	1 392 250
NW	715 895	0	564 820	1 280 715
GL	1 382 432	0	330 860	1 713 292
ZG	0	0	1 750	1 750
FR	4 509 706	2 000 000	3 866 742	10 376 448
SO	1 281 992	0	770 923	2 052 915
BL	844 131	343 859	568 625	1 756 615
SH	368 022	0	82 582	450 604
AR	533 215	0	719 560	1 252 775
AI	900 408	0	763 469	1 663 877
SG	2 276 373	0	2 010 760	4 287 133
GR	11 944 476	1 793 061	2 366 303	16 103 840
AG	1 501 834	327 969	567 250	2 397 053
TG	820 350	20 000	643 730	1 484 080
TI	2 460 988	333 278	599 304	3 393 570
VD	5 202 451	802 611	3 921 881	9 926 943
VS	6 048 353	1 893 258	1 642 390	9 584 001
NE	502 518	0	1 585 260	2 087 778
GE	0	495 912	261 244	757 156
JU	1 848 546	169 712	930 960	2 949 218
<b>Total</b>	<b>56 928 346</b>	<b>8 313 291</b>	<b>31 888 812</b>	<b>97 130 449</b>

Source : OFAG

**Contributions fédérales payées pour des améliorations foncières et des bâtiments ruraux 2003 – 2022 (mio. de fr.)**

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
102	95	85	107.5	92.4	88.5	82.8	85	83	87	90	98.2	94.7	83.8	79.7	82.2	82.78	80.6	84.3	87.00

Source : OFAG



Crédits d'investissements approuvés par les cantons en 2022

Canton	Améliorations foncières				Projet en faveur du développement régional				Bâtiments ruraux				TOTAL	
	Mesures collectives								Mesures individuelles					
	Crédits de construction		Crédits d'investissements		Crédits de construction		Crédits d'investissements		Crédits d'investissements		Crédits d'investissements		Nombre	fr.
	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.	Nombre	fr.		
ZH			2	1 722 000					1	32 000	126	26 437 000	129	28 191 000
BE									16	4 049 300	281	40 409 400	297	44 458 700
LU	9	6 160 000							1	105 000	170	27 946 050	180	34 211 050
UR			1	60 000					1	212 000	8	1 473 000	10	1 745 000
SZ	4	776 000							3	497 000	51	7 099 000	58	8 372 000
OW			2	214 000					1	197 200	20	3 389 870	23	3 801 070
NW											18	3 414 400	18	3 414 400
GL	1	179 000									10	1 254 900	11	1 433 900
ZG											7	823 000	7	823 000
FR			5	588 000					13	5 605 000	122	27 580 700	140	33 773 700
SO	1	981 800							1	115 000	52	7 594 822	54	8 691 622
BS														
BL			1	41 000	1	100 000			2	183 000	32	3 411 800	36	3 735 800
SH											15	1 597 760	15	1 597 760
AR									1	82 940	32	5 463 060	33	5 546 000
AI											25	3 779 730	25	3 779 730
SG									4	280 000	110	20 937 000	114	21 217 000
GR	8	6 320 000	2	582 000	1	130 000			2	249 000	91	16 501 500	104	23 782 500
AG											87	14 913 300	87	14 913 300
TG									1	85 000	85	16 663 600	86	16 748 600
TI									4	230 100	6	2 072 800	10	2 302 900
VD			1	1 600 000					24	2 202 000	119	24 219 500	144	28 021 500
VS			1	390 500	2	700 000			8	616 900	44	6 891 400	55	8 598 800
NE									4	230 600	36	8 801 870	40	9 032 470
GE									1	530 200	3	346 760	4	876 960
JU									4	1 381 800	44	8 110 400	48	9 492 200
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>14 416 800</b>	<b>15</b>	<b>5 197 500</b>	<b>4</b>	<b>930 000</b>			<b>92</b>	<b>16 884 040</b>	<b>1 594</b>	<b>281 132 622</b>	<b>1 728</b>	<b>318 560 962</b>

Source : OFAG

**Crédits d'investissements accordés en 2022 par catégorie de mesures (sans les crédits de construction)**

Canton	Mesures individuelles								Mesures collectives				Total
	Aide initiale	Achat de l'exploitation par le fermier	Maisons d'habitation	Bâtiments d'exploitation <sup>1</sup>	Diversification	Divers installations <sup>2</sup>	Petites entreprises artisanales	Installation pour objectifs écologiques	Divers <sup>3</sup>	Energie renouvelable	Amélioration du sol	PDR	
ZH	5 890 000	499 000	3 289 000	10 049 000	840 000	5 440 000		430 000	32 000		1 722 000		28 191 000
BE	13 008 500	225 000	11 144 000	14 421 750		985 700		624 450	4 049 300				44 458 700
LU	8 330 000	1 563 500	5 534 900	12 052 350	200 000	149 000		116 400	105 000				28 051 150
UR	310 000		840 000	323 000					212 000		60 000		1 745 000
SZ	1 540 000		1 080 000	4 190 000	84 000			205 000	497 000				7 596 000
OW	1 570 000		400 000	1 419 870					197 200		214 000		3 801 070
NW	850 000		360 000	2 202 600				1 800					3 414 400
GL	400 000	178 000	200 000	428 100				48 800					1 254 900
ZG	590 000		120 000	113 000									823 000
FR	5 024 700	1 595 000	2 361 000	17 164 000	60 000	1 177 000		199 000	5 605 000		588 000		33 773 700
SO	1 490 000	1 975 000	1 355 100	1 972 672	428 900	202 400		170 750	115 000				7 709 822
BS													
BL	1 250 000		349 600	1 678 100	41 600			92 500	183 000		41 000		3 635 800
SH	400 000		524 780	641 480	31 500								1 597 760
AR	1 300 000	240 000	1 368 000	2 334 000	200 000			21 060	82 940				5 546 000
AI	940 000		490 000	2 154 930			172 200	22 600					3 779 730
SG	7 935 000		2 624 000	9 362 000	364 000	652 000			280 000				21 217 000
GR	5 780 000		2 154 100	6 959 500	160 000	1 430 000		17 900	249 000		582 000		17 332 500
AG	3 190 000		1 109 000	7 434 000	314 000	2 039 000	750 000	77 300					14 913 300
TG	5 680 000		2 123 700	7 557 500		1 200 000		102 400	85 000				16 748 600
TI	380 000			49 400	200 000	1 443 400			230 100				2 302 900
VD	3 410 000	1 014 000	2 941 000	15 799 100	400 000	362 500		292 900	2 202 000		1 600 000		28 021 500
VS	2 805 500		520 000	2 633 500	188 000	744 400			616 900		390 500		7 898 800
NE	2 340 000		945 900	5 205 270			120 000	190 700					9 032 470
GE					26 900	271 410		48 450	530 200				876 960
JU	2 835 000		633 000	3 827 300	762 300			52 800	181 800	1 200 000			9 492 200
<b>Total</b>	<b>77 248 700</b>	<b>7 289 500</b>	<b>42 467 080</b>	<b>129 972 422</b>	<b>4 301 200</b>	<b>16 216 810</b>	<b>1 112 900</b>	<b>2 524 110</b>	<b>15 684 040</b>	<b>1 200 000</b>	<b>5 197 500</b>		<b>303 214 262</b>

<sup>1</sup> Porcherie, poulailler, bâtiment d'exploitation

<sup>2</sup> Installations pour les cultures spéciales, installations pour la pêche de poissons du pays et pour la pisciculture, installations pour l'horticulture productrice

<sup>3</sup> Achat en commun de machines et de véhicules, prêts pour les organisations d'entraide paysanne, pour les équipements communautaires destinés à la transformation du lait et au stockage des produits, bâtiment d'alpage

Source : OFAG

**Aperçu des crédits d'investissements et des prêts au titre de l'aide aux exploitations**

Crédits d'investissements	en 1000 fr.					
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Aide initiale	70 190	78 883	78 389	86 047	87 594	77 249
Achat de l'exploitation par le fermier	4 711	4 380	4 184	4 357	7 505	7 289
Maisons d'habitation	58 430	47 989	45 025	47 597	41 382	42 467
Bâtiments d'exploitation	91 986	94 778	86 244	100 302	139 545	129 972
Diversification	5 446	6 907	11 881	6 658	5 243	4 301
Horticulture productrice et cultures spéciales <sup>2</sup>	508		1 050	5 656	7 142	16 217
Petites entreprises artisanales	3 819	1 593	2 504	3 046	5 742	1 113
Installations communautaires destinées à la prod. d'énergie à partir de la biomasse	1 020	1 210	1 156	1 000	1 200	1 200
Mesures collectives <sup>3</sup>	24 316	23 790	19 930	17 001	20 964	11 268
Bâtiments alpestres	2 787	5 377	2 715	3 111	5 689	4 416
Améliorations foncières, sans les crédits de construction	2 809	5 618	2 419	3 490	2 778	5 196
Installation pour objectifs écologiques					1 456	2 524
PDR, sans crédits de construction		200	1 000	243	0	
<b>Total</b>	<b>266 023</b>	<b>270 723</b>	<b>256 497</b>	<b>278 508</b>	<b>326 234</b>	<b>303 212</b>

<sup>1</sup> Porcherie, poulailler, bâtiment d'exploitation

<sup>2</sup> Installations pour les cultures spéciales, installations pour la pêche de poissons du pays et pour la pisciculture, installations pour l'horticulture productrice

<sup>3</sup> Achat en commun de machines et de véhicules, prêts pour les organisations d'entraide paysanne, pour les équipements communautaires destinés à la transformation du lait et au stockage des produits, bâtiment d'alpage

Source : OFAG



## Mesures d'accompagnement social

**La Confédération et les cantons peuvent prêter main-forte aux exploitants et exploitantes agricoles sous la forme de prêts sans intérêts, permettant de remplacer un prêt existant ou de simplifier la cessation d'activité de l'exploitation. Pour que l'exploitation puisse bénéficier de cette mesure, il faut que les difficultés financières qu'elle traverse ne lui soient pas imputables. L'aide aux exploitations fonctionne comme une mesure de désendettement individuelle indirecte.**

En 2022, la Confédération a accordé des prêts à titre d'aide aux exploitations paysannes dans 140 cas pour un montant total de 31,23 millions de francs. Le prêt moyen s'est élevé à 233 086 francs et a été remboursé dans un délai de 14 ans. En comparaison, on dénombrait 133 cas l'année précédente, pour un volume de crédits de 24,48 millions de francs au total.

### Prêts au titre de l'aide aux exploitations 2022

	Nombre	Millions de fr.
Conversion de dettes existantes	95	24.41
Difficultés financières extraordinaires à surmonter	45	6.82
Prêt en cas de cessation d'exploitation	0	0
<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>31.23</b>

En 2022, un montant de 1,6 million de francs du fonds affecté à l'aide aux exploitations a été transféré au fonds affecté aux crédits d'investissements. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation financière (RPT), la participation cantonale atteint maintenant au moins le montant des nouveaux fonds fédéraux. Les nouvelles ressources de la Confédération et des cantons ainsi que les remboursements courants sont utilisés pour octroyer de nouveaux prêts. Le fonds de roulement, qui est alimenté depuis 1963 par des fonds fédéraux et des remboursements, s'élève à 236,2 millions de francs, parts cantonales comprises.

**Prêts autorisés par les cantons au titre de l'aide aux exploitations en 2022**

Canton	Nombre	Somme Fr.	par cas Fr.	Durée d'amortissement Années
ZH	5	598 000	119 600	14.2
BE	20	5 274 300	263 715	14.5
LU	23	7 130 650	310 028	16.0
UR				
SZ	20	6 513 000	325 650	15.2
OW	3	595 500	198 500	13.0
NW	2	500 000	250 000	16.0
GL				
ZG	1	200 000	200 000	12.0
FR	5	795 000	159 000	8.8
SO	9	1 747 700	194 189	16.3
BL	3	556 900	185 633	14.7
SH				
AR	2	230 000	115 000	12.5
AI	1	115 000	115 000	15.0
SG	1	156 000	156 000	17.0
GR	6	637 000	106 167	12.2
AG	7	1 310 000	187 143	10.7
TG				
TI				
VD	16	2 843 000	177 688	15.6
VS	6	618 000	103 000	7.3
NE	3	425 000	141 667	13.3
GE				
JU	7	987 000	141 000	11.1
<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>31 232 050</b>		
<b>Moyenne</b>			<b>223 087</b>	<b>14.0</b>

Source : OFAG



## Projets de développement régional

**Les projets de développement régional (PDR) encouragent la création de valeur dans l'agriculture et la collaboration régionale. L'élaboration et la mise en œuvre d'un PDR se déroulent en plusieurs phases. Les objectifs et les mesures du projet sont précisés sur la base d'une esquisse lors de l'étude préliminaire et planifiés en détail à l'étape de documentation. Il est possible de télécharger depuis le site de l'OFAG des modèles de documents pour la planification aux différentes phases.**

### Vue d'ensemble du développement d'un PDR

Au début d'un PDR, il s'agit de mettre sur papier l'idée générale et les objectifs du projet envisagé. Soumettre une esquisse de projet est simple et l'OFAG procède rapidement à l'appréciation de celle-ci. Tous les promoteurs ont de la sorte la possibilité de demander à l'OFAG un soutien financier pour la réalisation d'une étude préliminaire plus approfondie de leurs idées.

### L'accent est mis dès le début sur la rentabilité

Contrairement à l'esquisse de projet, l'étude préliminaire est plus exigeante. La concrétisation de l'idée de projet est au cœur de l'étude préliminaire. Il s'agit alors de décrire le projet global ainsi que les différents projets partiels prévus et leurs objectifs, et d'élaborer les premiers business plans. Dans ce contexte, il importe que les promoteurs se penchent tôt sur la question des débouchés sur le marché et de la viabilité commerciale de leurs produits et services.

### Une bonne planification est essentielle pour une mise en œuvre réussie

Si l'étude préliminaire met en évidence un potentiel de création de valeur et de développement régional, l'organe responsable du projet peut demander au canton de financer la dernière étape de planification. L'objectif de cette étape dite de documentation consiste dans le calcul économique et la planification des travaux de construction en lien avec les projets partiels pour la mise en œuvre du PRD. Les prestations d'experts externes (p. ex. coach, architecte, ingénieur, études de marché, etc.) nécessaires à cette planification détaillée sont soutenues financièrement non seulement par la Confédération, mais aussi par le canton compétent.

POLITIQUE > AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

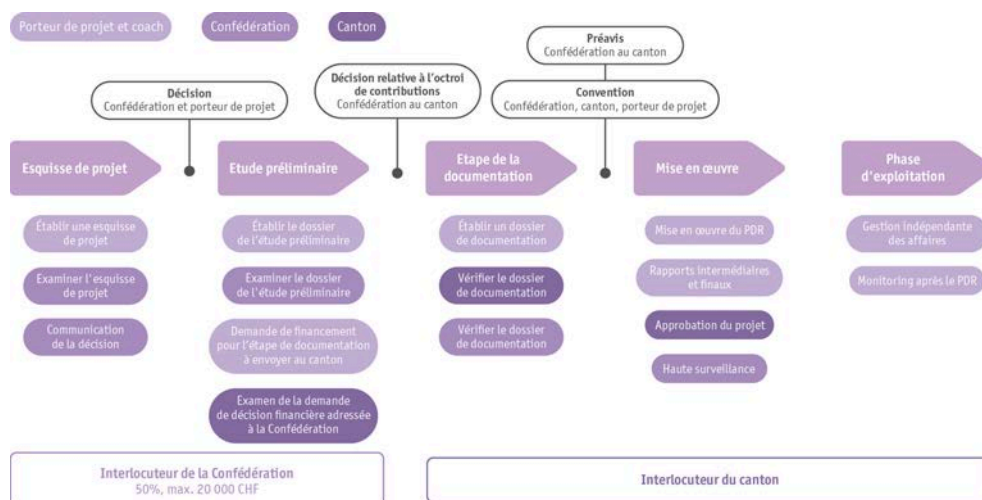


Fig. 1 : Processus de planification et de mise en œuvre d'un PRD

### La convention fixe le cadre

En cas d'appréciation positive du dossier de l'étape de documentation, les conditions et exigences applicables à la mise en œuvre du PDR ainsi que le soutien financier de la Confédération et du canton sont définis dans une convention passée entre l'OFAG, le canton et le promoteur. L'aide se limite exclusivement à la durée convenue pour la réalisation du projet (en général six ans). Après le début de la mise en œuvre, les différents projets partiels d'un PDR sont mis en œuvre par les différents chefs d'exploitation et porteurs de projet. Parallèlement aux travaux de construction, les activités communes de communication et de marketing ainsi que la mise en service des nouvelles infrastructures démarrent.

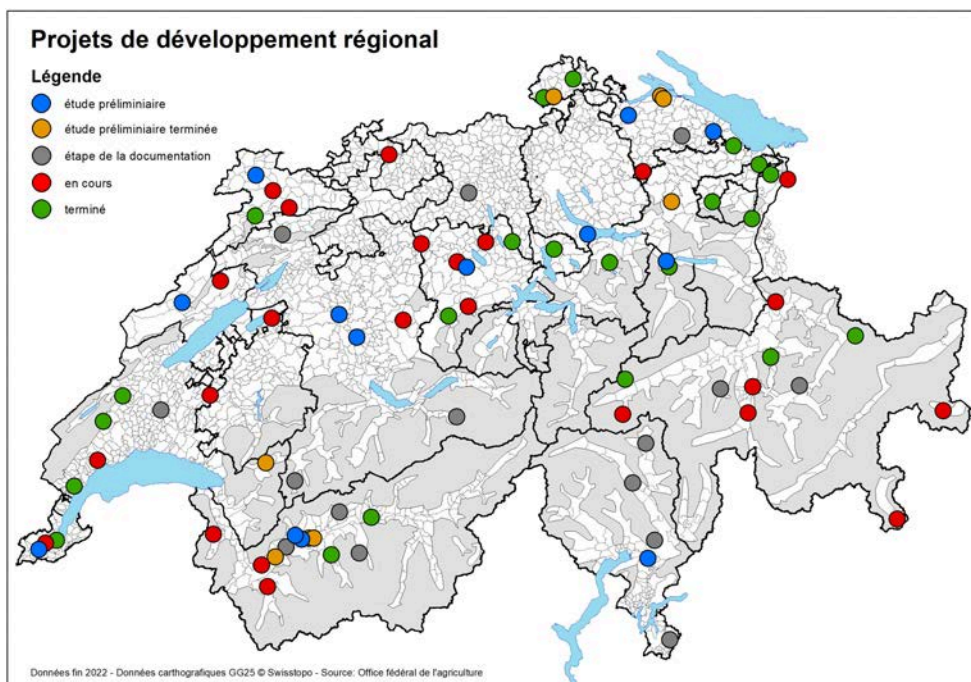
### Préserver la flexibilité

Malgré une planification minutieuse, il est dans la nature des choses que les conditions du marché changent ou que la demande de la clientèle pour les produits proposés n'évolue pas comme prévu. Il importe donc de toujours rester flexible, d'optimiser en permanence les projets partiels et d'adapter les business plans si nécessaire. Dans l'intérêt du PDR et de sa rentabilité, des transferts de fonds d'un projet partiel à l'autre peuvent être demandés à l'OFAG. En outre, depuis 2021, de nouveaux projets partiels qui apportent une plus-value à l'ensemble du projet et qui s'inscrivent dans le concept global peuvent être intégrés au projet après coup, en cours de réalisation.

Il est possible de télécharger depuis le site Web de l'OFAG des modèles de documents pour la planification aux différentes phases.

### Projets en cours

En 2022, les contributions fédérales allouées aux PDR se sont élevées à 8,3 millions de francs. La même année, des contributions fédérales ont été versées pour un montant de 7,3 millions de francs.



### Aperçu des PDR soutenus en 2022 par étape

Étape	Nombre
Étude préliminaire	11
Étude préliminaire achevée	9
Étape de la documentation	16
Projets en cours	25
Projets terminés	21
<b>Total</b>	<b>82</b>

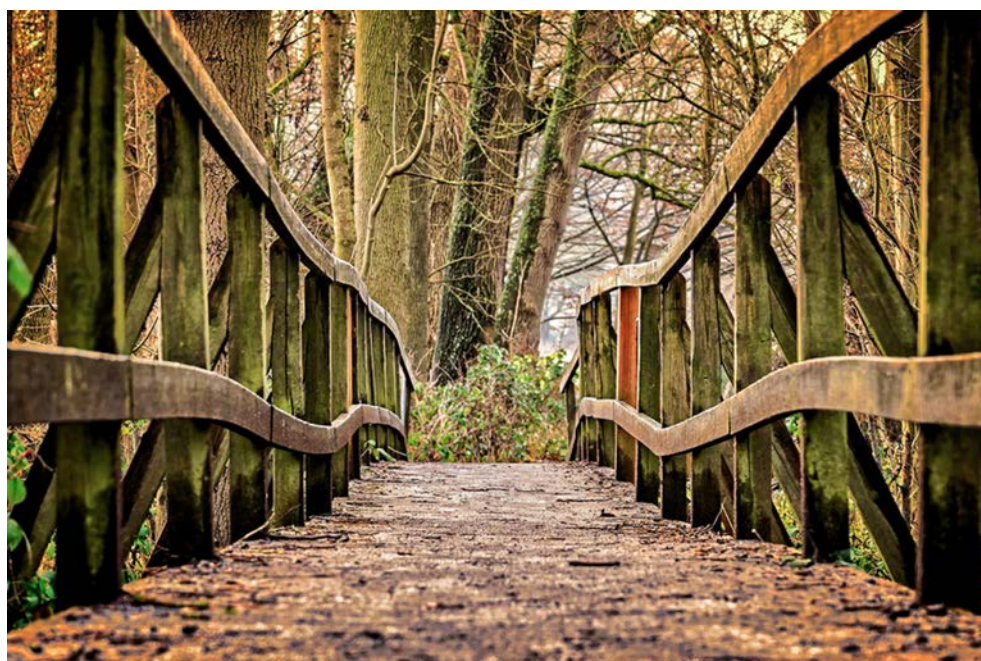
Source : OFAGPlus d'informations Projets de développement régional (PDR)





## Contributo di transizione

**Il contributo di transizione garantisce una transizione socialmente sostenibile dalla precedente all'attuale politica agricola. Con la crescente partecipazione ai programmi introdotti nel 2014 nell'ambito dei pagamenti diretti, di anno in anno diminuiscono i fondi per questo tipo di contributo. Se nel 2015 erano stati erogati 178 milioni di franchi per il contributo di transizione, nel 2022 questo importo è sceso ad appena 53 milioni di franchi.**



### Versamento del contributo di transizione nel 2022

Nel 2022 sono stati versati contributi di transizione per 53,3 milioni di franchi. L'anno precedente erano stati 62,8 milioni.

### Contributo di transizione 2022

Parametro	Unità	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aziende	Numero	17 059	10 833	11 733	39 625
Contributo per azienda	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Totale contributi</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Fonte: UFAG

La tabella seguente fornisce una panoramica dei contributi di transizione versati per Cantone e zona agricola.

## POLITICA &gt; PAGAMENTI DIRETTI



Per il contributo di transizione è prevista una limitazione o un'esclusione in caso di superamento di un reddito e di una sostanza determinanti elevati oppure di cambiamenti strutturali sostanziali nell'azienda. Il cambiamento a livello strutturale è determinato sulla base delle USM: se vi è una diminuzione del 50% o più rispetto all'anno di riferimento, il contributo di transizione viene ridotto. La tabella seguente illustra l'effetto delle due limitazioni nel 2022.

**Effetto della limitazione del contributo di transizione 2022**

Limitazione del contributo di transizione	Aziende interessate	Limitazione Totale	Limitazione per azienda
Unità	Numero	fr.	fr.
Flessione delle USM oltre il 50%	1 731	1 533 484	885,90
Reddito e sostanza	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Totale contributi</b>		<b>7 978 986</b>	

Fonte: UFAG

**Informazioni complementari**

» [Calcolo del contributo di transizione](#)

**Contributo di transizione – 2022**

<b>Cantone</b>	<b>Aziende numero</b>	<b>Totale contributi fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Svizzera</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

<b>Zone</b>		
Pianura	17 059	23 044 557
Collina	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Fonte: UFAG



## Recherche agronomique

Les moyens financiers de l'OFAG qui sont dédiés à la recherche agronomique complètent les activités d'Agroscope, le centre de compétence de la Confédération pour la recherche agronomique. En 2022, l'OFAG a utilisé ces fonds pour soutenir principalement des institutions d'importance nationale (Institut de recherche de l'agriculture biologique [FiBL], Aviforum) et au total 67 projets d'envergure nationale ou internationale. Trois des projets récemment achevés sont présentés ci-dessous.

### Moyens financiers de l'OFAG en faveur de la recherche agricole, de 2019 à 2022

Bénéficiaires	2019 Millions de fr.	2020 Millions de fr.	2021 Millions de fr.	2022 Millions de fr.
<b>Contrats d'aides financières en faveur de la recherche ou de la promotion de la mise en réseau</b>				
FiBL	6.97	9.47	11.97	14.47
Autres	0.11	0.10	0.10	0.22
<b>Contributions pour soutenir les projets de recherche généraux</b>				
Projets nationaux	1.52	1.77	1.72	1.69
Projets internationaux	0.06	0.17	0.18	0.05
<b>Contributions pour la promotion d'une agriculture durable et de l'agriculture biologique</b>				
Projets nationaux	1.74	1.89	1.52	1.61
Projets internationaux	0.51	-	0.28	0.13
<b>Mandats de recherche, appels d'offres</b>				
Projets nationaux	1.05	1.04	0.25	0.27
Projets internationaux	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>11.96</b>	<b>14.44</b>	<b>16.02</b>	<b>18.44</b>

Source : OFAG

### Projets de recherche

## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



En 2022, l'OFAG a reçu 38 demandes de projets, dont 25 ont été approuvées par le comité de direction de l'OFAG.

Pendant l'année sous revue, l'OFAG a soutenu 67 projets de recherche d'une durée moyenne de trois à quatre ans. Trois des projets récemment achevés sont présentés ci-dessous.

Tous les projets de recherche qui ont bénéficié d'une aide de l'OFAG sont répertoriés sur le site Internet de l'OFAG ainsi que dans le système d'information sur les projets de recherche et d'innovation de l'administration fédérale, ARAMIS.

## Recours à des robots pour combattre les adventices

### Recours à des robots et à une technique de sarclage de précision pour combattre plus efficacement les adventices

Direction / Réalisation	Hansueli Dierauer, Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL)
Partenaires	Andreas Keiser, Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires HAFL Thomas Anken, Didier Pellet, Agroscope Milo Stoecklin, Briec Lachat, Fondation Rurale Interjurassienne FRI
Durée	31.01.2018 – 31.01.2022
Coûts totaux	CHF 1 609 457
Contribution OFAG	CHF 1 200 000
Internet	FiBL – page du projet (en allemand ou en anglais)

### La robotique au service d'une régulation des adventices plus efficace et plus écologique

Les adventices, également qualifiées de mauvaises herbes, sont des plantes indésirables dans les grandes cultures. L'agriculture conventionnelle a la possibilité d'employer des herbicides pour les éliminer. A contrario, la lutte contre les adventices est plus complexe dans l'agriculture biologique et occasionne des coûts de production plus élevés.

### Questions de recherche et méthodes

Le projet de recherche comprend deux modules, que le FiBL a mis au point en collaboration avec Agroscope, la HAFL et la FRI :

- comment de nouvelles technologies peuvent-elles rendre plus autonome et plus efficace la régulation des adventices dans l'agriculture biologique ;
- comment un robot (p. ex. ARA d'ecoRobotix) peut-il être intégré dans un système global de régulation des adventices de sorte à réduire considérablement le recours à des herbicides.

Ce projet concourt à une production alimentaire innovante et respectueuse de l'environnement.



## Résultats

Rien que pendant les quatre années du projet, la robotique a fait des progrès considérables. Le sarclage transversal piloté par le système de guidage GPS/RTK et les robots « désherbeurs » n'ont pas donné les résultats attendus. Les plantes sont écrasées et le sarclage est trop imprécis. L'utilisation du robot autonome Farmdroid FD 20 s'est avéré prometteuse dans les cultures de betteraves sucrières biologiques. Ce robot se distingue par la simplicité de son système. Il mémorise la position exacte de chaque betterave et élimine tout le reste sans reconnaissance d'image complexe. Cette technologie est déjà aujourd'hui plus largement utilisée dans la pratique.



*Le robot autonome Farmdroid FD20 sait où se trouve chaque plant de betterave, qu'il contourne pour éliminer les adventices. Droits d'auteur : Hansueli Dierauer, FiBL*

Les essais avec le modèle ARA de la société ecoRobotix ont été concluants pour les traitements herbicides. Le système de pulvérisation ciblée (*spot spraying*) identifie les végétaux indésirables et s'adapte à la population d'adventices du champ. Ce robot est en mesure de réduire de 84 % la quantité d'herbicide nécessaire par rapport au traitement appliqué habituellement sur toute la surface.



Le robot ARA d'ecoRobotix identifie les adventices et applique les herbicides avec précision. Droits d'auteur : Andreas Keiser, HAFL

## Effets du changement climatique sur le vignoble neuchâtelois

### Adaptation de la viticulture neuchâteloise aux changements climatiques

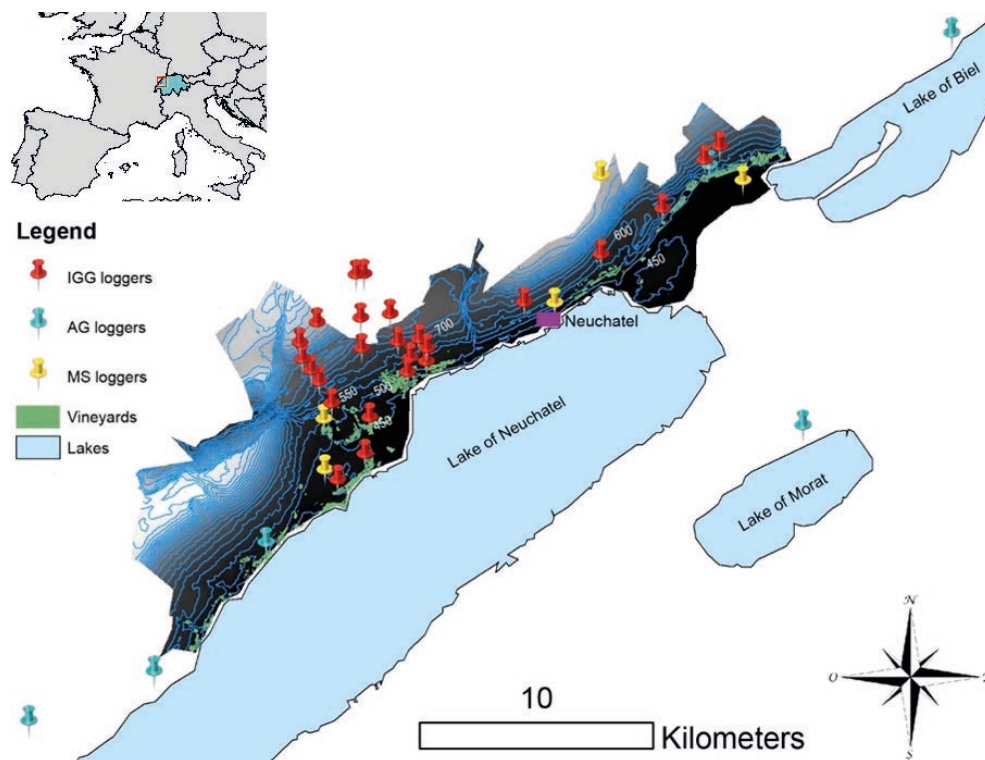
Direction / Réalisation	Martine Rebetez, Université de Neuchâtel
Partenaire	Station viticole cantonale ; Agroscope
Durée	01.01.2019 – 31.12.2021
Coûts totaux	CHF 230 000
Contribution OFAG	CHF 115 000

### Déterminer le futur climat du vignoble neuchâtelois

Les vignobles sont sensibles aux changements climatiques, en particulier à la sécheresse et aux chaleurs extrêmes. L'objectif du projet consiste à prévoir les conditions climatiques qui régneront demain dans les vignobles neuchâtelois et à définir les mesures d'adaptation à prendre pour renforcer la résilience des vignes.

### Questions de recherche et méthodes

Les chercheurs ont combiné les données sur le climat mesurées localement avec des scénarios climatiques qui décrivent les futurs indices de température et de précipitations. Ils ont ainsi pu déterminer l'impact de l'évolution du climat sur les besoins physiologiques des vignes. Ils ont par ailleurs utilisé ces prévisions climatiques pour évaluer le potentiel de nouveaux cépages dans le futur. Ils ont mis à la disposition des autorités locales et du secteur viticole les connaissances scientifiques sous une forme utile dans la pratique.



Emplacement de la zone étudiée, des vignobles et des loggers (appareils servant à mesurer la température) de différentes séries de mesures. Droits d'auteur : Valentin Comte, Université de Neuchâtel

## Résultats

L'analyse des données recueillies révèle une hausse relativement constante de la température d'environ 0,54 °C par décennie. Le Pinot Noir est actuellement le principal cépage rouge, mais la culture de variétés plus méridionales, comme le Merlot, serait plus appropriée dans le futur. Cette considération est toutefois d'ordre purement climatique. Il faudra à l'avenir tenir aussi compte de paramètres, tels que le type de sol, la qualité de l'eau et le procédé culturel. Pour pouvoir continuer à cultiver le Pinot Noir, il faudrait éventuellement déplacer les vignes dans des zones à une altitude plus élevée.

## GreenResilient

**GreenResilient : cultures maraîchères biologiques ou biodynamiques dans des serres à basse consommation d'énergie : systèmes de production de denrées alimentaires durables, résilients et innovants**



## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



Direction / Réalisation	Laura Kemper, Institut de recherche de l'agriculture biologique FiBL
Partenaires	CREA (Italie) ; Université d'Aarhus (Danemark) ; ILVO (Belgique) ; SLU (Suède), Belgique (PCG) ; France (GRAB) ; Autriche (HBLFA) ; Pays-Bas (UvA)
Durée	02.04.2018 – 01.10.2021
Coûts totaux	€ 1 402 748
Contribution OFAG	CHF 133 400
Internet	<a href="http://www.greenresilient.net/">www.greenresilient.net/</a> (en anglais)

## Une production sous serre plus durable

La production alimentaire biologique sous serre est souvent très énergivore, en plus d'être vulnérable aux maladies et aux parasites.

### Questions de recherche et méthodes

Les partenaires du projet ont comparé deux systèmes culturaux dans six sites aux climats différents : un système conventionnel de production intensive et un système novateur relevant d'une approche agroécologique. Ce dernier repose sur des bases, telles que l'assolement, les cultures dérobées, du broyat de végétaux (mulch) provenant de l'extérieur de la serre, les engrais verts temporaires ou les bandes fleuries.

### Résultats

GreenResilient a permis aux scientifiques de démontrer la faisabilité d'un système de production robuste et agroécologique dans une serre. Certains éléments jouent un rôle important à cet égard : une faible consommation énergétique, un assolement adéquat avec des plantes utiles agroécologiques et des additifs organiques locaux. Il convient de mentionner en particulier les aspects suivants :

- Même si elles ne procurent pas le principal rendement, les plantes utiles agroécologiques, comme les engrais verts ou les semis intercalaires, présentent des avantages pour le système. Elles améliorent en effet la disponibilité de l'azote, accroissent la biodiversité et attirent les ennemis naturels des organismes nuisibles sans pour autant entrer en compétition avec les plantes utiles cultivées.
- Pendant les mois d'hiver, il est possible de planter d'anciennes variétés résistantes au gel sans chauffer la serre. Mais, pour un rendement adéquat et durable, il faut bien choisir le moment de l'ensemencement et maintenir un faible taux d'humidité dans les serres.
- La réforme des systèmes culturaux devrait passer par un renforcement des liens entre producteurs et consommateurs. Il est ainsi possible de sensibiliser davantage la population aux conséquences possibles du choix des denrées alimentaires (citoyenneté alimentaire ou *food citizenship*).



*Système conventionnel de production intensive dans une serre. Droits d'auteur : Agroscope*



*Système innovant selon une approche agroécologique. Droits d'auteur : Agroscope*



## Vulgarisation agricole

**Par les moyens financiers qu'elle met à disposition dans le domaine de la vulgarisation, la Confédération soutient avant tout la centrale de vulgarisation AGRIDEA et neuf autres organisations. L'OFAG affecte une partie des fonds à des projets de vulgarisation novateurs, dont trois sont présentés ci-après.**

Le conseil direct auprès des exploitants relève principalement de la responsabilité des cantons et de leurs services de vulgarisation. L'OFAG accorde des aides financières à AGRIDEA, qui seconde les services cantonaux de vulgarisation, et, dans certains domaines spécifiques, aux services de vulgarisation de plusieurs organisations (cf. Rapport agricole 2021). Outre les projets de vulgarisation à proprement parler, la Confédération soutient par ailleurs les études préliminaires pour des projets novateurs.

### Dépenses de la Confédération dans le domaine de la vulgarisation, de 2019 à 2022

Bénéficiaire / Affectation	2019 en millions de fr.	2020 en millions de fr.	2021 en millions de fr.	2022 en millions de fr.
AGRIDEA	7.87	7.87	8.17	8.20
Services de vulgarisation d'organisations agricoles <sup>1</sup>	1.37	1.38	1.37	1.32
Projets de vulgarisation	1.65	1.11	1.25	1.20
Études préliminaires pour des projets novateurs	0.18	0.31	0.22	0.26
<b>Total</b>	<b>11.07</b>	<b>10.67</b>	<b>11.01</b>	<b>10.98</b>

<sup>1</sup> dans les domaines des abeilles, de la volaille, de l'agriculture bio, de l'agriculture alpestre et de montagne, des porcs, des betteraves sucrières, des cultures fourragères et, à partir de 2022, des cultures maraîchèresSource : comptes d'État

### Projets de vulgarisation

Durant l'année sous revue, 19 demandes de soutien pour des projets de vulgarisation ont été soumises à l'OFAG, qui a octroyé une aide financière à 10 d'entre eux.

Un montant de 1,20 million de francs d'aides ont été affectés en 2022 aux 45 projets de vulgarisation mis en œuvre actuellement. Les projets durent de quelques mois à cinq ans au maximum. En 2022, 4 projets sont arrivés à leur terme.

L'ensemble des projets en cours ou achevés lors des années précédentes sont répertoriés sur le site Web de l'OFAG (veuillez prendre connaissance des remarques expliquant comment chercher des projets de vulgarisation en particulier), mais aussi dans ARAMIS, la base de données de la Confédération sur les projets de recherche et d'innovation.



## Exploitation efficace contre les plantes posant des problèmes dans les prairies

### Exploitation adaptée au climat et aux conditions locales contre les plantes posant des problèmes dans les prairies

Direction	Josef Odermatt, Forum Nidwalden ; Andreas Egli, Office de l'agriculture du canton de Nidwald
Partenaires	Agroscope, Agrofutura, BBZN Luzern, LZ Liebegg, Kooperation Buochs
Durée	Du 1 <sup>er</sup> octobre 2016 au 1 <sup>er</sup> février 2022
Coût total	281 000 francs
Contribution de l'OFAG	105 000 francs

### Générer des connaissances et des approches efficaces pour la lutte contre la sétaire

La sétaire n'est pas appréciée sur les surfaces réservées à la production fourragère. Elle se reproduit rapidement et a une très grande capacité d'adaptation. Elle est de ce fait difficile à contrôler. En tant que plante fourragère, elle a une faible valeur nutritive et peut même blesser le bétail lors de l'ingestion.

### Objectifs et marche à suivre

Trois objectifs ont été au premier plan : 1) générer du savoir utile à la lutte contre la sétaire, 2) maintenir et améliorer la production de fourrage de base dans le canton, 3) faire reculer la proportion de sétaire dans les prairies du canton de Nidwald et au-delà.

Le projet combinait des expériences scientifiques et différentes approches en matière de vulgarisation. Il comprenait des installations de démonstration dans la pratique, des essais sur de petites parcelles, des suivis d'exploitations individuelles, de petits travaux de recherche d'accompagnement ainsi qu'un échange actif de connaissances et d'expériences.

### Résultats

Pour lutter contre la sétaire, certaines adaptations dans l'exploitation des prairies sont les plus efficaces. Elles comprennent :

- la coupe haute des graminées, à environ 8 cm du sol : cela renforce l'ombrage, favorise la repousse et diminue les dommages de la couche herbeuse, dans lesquels la sétaire se développe bien ;
- des intervalles de fauche prolongés : les graminées importantes grainent mieux ;
- le sursemis avec des graminées robustes comme le dactyle ;

## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



- l'inhibition de la formation d'un tapis végétal : utiliser des mélanges de semences variés avec des graminées robustes pour les prairies temporaires, lutter de manière ciblée contre les souris.

Il ne vaut pas la peine de mener de lutte chimique. Plusieurs traitements seraient nécessaires chaque année, ce qui n'est pas durable d'un point de vue économique et écologique.



## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



Lors de la manifestation de clôture, des spécialistes issus des milieux de la recherche, de la vulgarisation et de la pratique ont transmis les dernières connaissances concernant la gestion de la sétaire. Droits d'auteur : Annelies Uebersax, Agrofutura

Informations complémentaires : Borstenhirse regulieren (Maîtriser la sétaire) (vidéo de l'ADCF ; en allemand) ; Infoblatt Hirse (fiche d'information sur la sétaire) (ADCF, en allemand) ; affiche Agroscope (en allemand) ; Untersuchungen zur Bekämpfung der Graugrünen Borstenhirse (Enquêtes sur la lutte contre la sétaire glauque) (mémoire de semestre HAFL, en allemand)

## Vidéos de sensibilisation à l'utilisation des PPh

### Vidéos de sensibilisation aux risques environnementaux liés à l'utilisation de produits phytosanitaires

Direction / Réalisation	Numa Courvoisier, AGRIDEA
Partenaires	
Durée	01.04.2020 – 01.02.2022
Coût total	98 750 francs
Contribution de l'OFAG	24 260 francs
Internet	Site Bonnes pratiques agricoles Films sur Youtube

### Sensibilisation aux risques environnementaux potentiels liés à l'utilisation de produits phytosanitaires

Les produits phytosanitaires (PPh) protègent les cultures contre les organismes nuisibles tels que les mauvaises herbes, les organismes nuisibles ou les maladies. Mais ils peuvent aussi avoir des effets secondaires sur les « organismes non-cibles » et l'environnement. Quand il s'avère nécessaire d'utiliser des produits phytosanitaires, il faut réduire les risques d'effets secondaires et produire autant que possible dans le respect de l'environnement.

### Objectifs et marche à suivre

Les vidéos exposent de manière simple et claire les règles de base des bonnes pratiques en matière d'utilisation des produits phytosanitaires. Elles sensibilisent les utilisateurs aux risques environnementaux. De plus, elles aident les conseillers et les enseignants à diffuser les bonnes pratiques quant à l'utilisation des PPh.

Le contenu des vidéos et les messages à transmettre sont le fruit de la collaboration de spécialistes issus de la vulgarisation, de la pratique et de la formation.

### Résultats

Au cours du projet, 14 vidéos ont été réalisées. Elles soutiennent la mise en œuvre de plusieurs mesures dans le cadre du plan d'action Produits phytosanitaires. Les vidéos peuvent être utilisées comme matériel didactique pour la formation continue obligatoire à partir de 2025. Elles fournissent des informations générales sur les PPh, ainsi que sur la dérive et le ruissellement. Elles abordent la questions des applications dans les grandes cultures, en arboriculture et en viticulture.



Classification et formulation des produits phytosanitaires – YouTube

## Autocontrôle concernant la sécurité au travail

### Autocontrôle concernant la sécurité au travail pour les exploitations agricoles familiales en Suisse

Direction / Réalisation	Mathias Reber, Service de conseil pour la prévention des accidents dans l'agriculture (SPAA)
Partenaires	
Durée	01.01.2022 – 31.12.2024
Coût total	125 000 francs
Contribution de l'OFAG	62 500 francs
Internet	<a href="http://www.hofsicherheit.ch">www.hofsicherheit.ch</a>

### Faire prendre conscience de l'importance de la sécurité au travail dans les exploitations agricoles

Malheureusement, le risque d'accidents dans les exploitations agricoles est particulièrement élevé en Suisse. Au moyen d'un autocontrôle, le SPAA veut attirer l'attention des exploitations agricoles familiales sur les possibles dangers liés à leur travail et sur l'importance de la prévention. Sur le site Web « [www.hofsicherheit.ch](http://www.hofsicherheit.ch) », les utilisateurs peuvent faire déterminer leur risque personnel d'accident et de maladie. Le site propose en outre des informations sur chaque thème sous la forme d'offres de cours, de documents, de films, d'exemples pratiques, de produits de sécurité et de liens vers des informations complémentaires.



*Danger en cas d'utilisation inappropriée des machines : durant la période de travail la plus intense, des défauts comme cette cape de protection d'arbre de transmission défectueuse sont souvent tolérés et leur réparation est reportée à plus tard. Droits d'auteur : Mathias Reber, SPAA*





## Formation professionnelle

### La formation professionnelle initiale en révision

Sur la base des profils de qualification des quatre futurs CFC<sup>1</sup> établis fin 2021, les plans de formations des professions, respectivement des orientations, ont fait l'objet de plus de 40 ateliers durant l'année 2022. Pour rappel, le modèle choisi pour l'agriculture est celui d'un CFC en trois ans avec orientations (domaines de spécialisations), et possibilité de suivre une seconde orientation dans le cadre d'une quatrième année facultative. Le nouveau métier commun aux professionnels du vin, dénommé le viculteur, effectue à la fois les tâches du vigneron et de l'oenologue, suivra le même modèle que les agriculteurs. En revanche, les arboriculteurs et les maraîchers continueront à connaître un modèle de formation en 3 ans sans orientation.

Une consultation interne auprès des membres d'AgriAliForm<sup>2</sup> sur les différents documents a eu lieu en début d'année 2023. Il s'agit des projets de profils de qualification, de plans de formation et d'ordonnance de formation. Sur cette base, le comité d'AgriAliForm se prononcera sur la validation définitive du modèle de formation ainsi que sur le nombre et le nom des orientations. En parallèle, les discussions en vue de l'adaptation des moyens d'enseignement ont commencé afin que les plans de formation soient prêts en même temps que l'entrée en vigueur de la révision en 2026.

<sup>1</sup>CFC Certificat fédéral de capacité<sup>2</sup> AgriAliForm est l'Organisation du monde de travail pour la formation dans le champ professionnel de l'agriculture et des métiers liés au cheval

### SwissSkills 2022

Les SwissSkills 2022 se sont déroulés à Berne avec 150 métiers présents, dont 87 en concours. Avec plus de 120'000 visiteurs sur les cinq jours, l'événement a été un succès. Il faut noter pour la première fois un concours pour les arboriculteurs qui ont rejoint ainsi les agriculteurs, les cavistes, les maraîchers et les viticulteurs. Il faut par ailleurs souligner l'excellent résultat de l'agriculteur bernois Matthias Baumann, qui a obtenu le meilleur score des plus de mille candidats.



Jeunes professionnels des métiers du champ professionnel de l'agriculture aux championnats suisses des métiers SwissSkills 2022. Droits d'auteur : AgriAliForm

## Effectif d'apprentis dans le champ professionnel de l'agriculture à nouveau en hausse

L'évolution positive à long terme du nombre d'apprentis dans le champ professionnel de l'agriculture s'est poursuivie. De toute évidence, le domaine reste attractif pour les jeunes. Les professionnels bien formés et motivés constituent le fondement d'une agriculture productive durable et entrepreneuriale. Il est à noter que la part des personnes ayant suivi une première formation avant la formation agricole continue à augmenter de même que la part des femmes, qui représentent aujourd'hui 20 % des nouveaux CFC contre environ 5 % au tournant du siècle.

## POLITIQUE &gt; RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION PROFESSIONNELLE



## Évolution du nombre d'apprentis dans le champ professionnel de l'agriculture et de ses professions

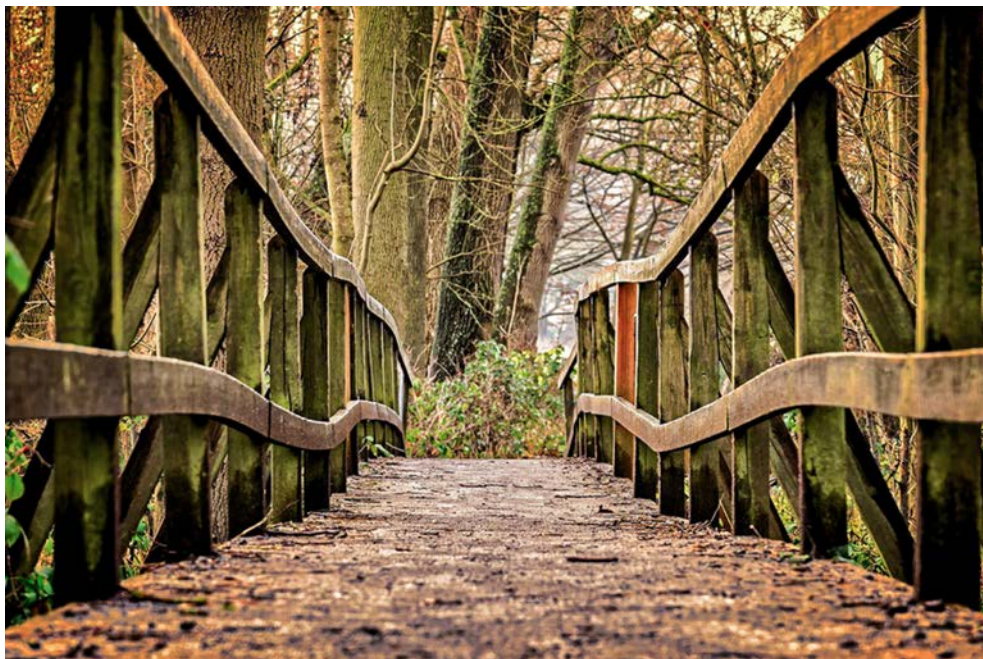
Année scolaire	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23
Agriculteur/trice	2 838	2 949	3 045	2 951	2 737	2 958	3 170	3 401
Aviculteur/trice	15	20	18	13	14	22	17	10
Maraîcher/ère	85	85	85	96	90	118	101	115
Arboriculteur/trice	43	41	44	42	27	33	30	34
Viticulteur/trice	154	179	186	179	149	171	189	146
Caviste	77	75	123	76	60	72	81	61
<b>Total certificats de capacité CFC</b>	<b>3 212</b>	<b>3 349</b>	<b>3 501</b>	<b>3 357</b>	<b>3 077</b>	<b>3 374</b>	<b>3 588</b>	<b>3 767</b>
<b>Total attestations de formation professionnelle AFP</b>	<b>195</b>	<b>216</b>	<b>192</b>	<b>224</b>	<b>165</b>	<b>174</b>	<b>168</b>	<b>150</b>
<b>Total</b>	<b>3 407</b>	<b>3 565</b>	<b>3 693</b>	<b>3 581</b>	<b>3 242</b>	<b>3 548</b>	<b>3 756</b>	<b>3 917</b>

CFC : Certificat fédéral de capacité AFP : Attestation fédérale de formation professionnelle Source : OrTra AgriAliForm



## Contributo di transizione

Il contributo di transizione garantisce una transizione socialmente sostenibile dalla precedente all'attuale politica agricola. Con la crescente partecipazione ai programmi introdotti nel 2014 nell'ambito dei pagamenti diretti, di anno in anno diminuiscono i fondi per questo tipo di contributo. Se nel 2015 erano stati erogati 178 milioni di franchi per il contributo di transizione, nel 2022 questo importo è sceso ad appena 53 milioni di franchi.



### Versamento del contributo di transizione nel 2022

Nel 2022 sono stati versati contributi di transizione per 53,3 milioni di franchi. L'anno precedente erano stati 62,8 milioni.

### Contributo di transizione 2022

Parametro	Unità	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aziende	Numero	17 059	10 833	11 733	39 625
Contributo per azienda	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Totale contributi</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Fonte: UFAG

La tabella seguente fornisce una panoramica dei contributi di transizione versati per Cantone e zona agricola.

## POLITICA &gt; PAGAMENTI DIRETTI



Per il contributo di transizione è prevista una limitazione o un'esclusione in caso di superamento di un reddito e di una sostanza determinanti elevati oppure di cambiamenti strutturali sostanziali nell'azienda. Il cambiamento a livello strutturale è determinato sulla base delle USM: se vi è una diminuzione del 50% o più rispetto all'anno di riferimento, il contributo di transizione viene ridotto. La tabella seguente illustra l'effetto delle due limitazioni nel 2022.

**Effetto della limitazione del contributo di transizione 2022**

<b>Limitazione del contributo di transizione</b>	<b>Aziende interessate</b>	<b>Limitazione Totale</b>	<b>Limitazione per azienda</b>
<b>Unità</b>	<b>Numero</b>	<b>fr.</b>	<b>fr.</b>
Flessione delle USM oltre il 50%	1 731	1 533 484	885,90
Reddito e sostanza	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Totale contributi</b>		<b>7 978 986</b>	

Fonte: UFAG

**Informazioni complementari**

» [Calcolo del contributo di transizione](#)

**Contributo di transizione – 2022**

<b>Cantone</b>	<b>Aziende numero</b>	<b>Totale contributi fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Svizzera</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

<b>Zone</b>		
Pianura	17 059	23 044 557
Collina	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Fonte: UFAG



## Contributions pour la protection des eaux

**La Confédération peut allouer des indemnités pour les mesures prises par l'agriculture en faveur de la qualité de l'eau. En 2022, les cantons ont mené 25 projets de ce genre. La plupart d'entre eux visent à réduire la pollution des eaux souterraines par les nitrates.**

### Projets en cours

Lorsque la qualité des eaux ne satisfait pas aux normes, les cantons doivent prendre les mesures nécessaires. Ils délimitent les aires d'alimentation dans lesquelles il faut agir. Les cantons peuvent demander à la Confédération d'indemniser les mesures prises par l'agriculture en allouant les contributions pour la protection des eaux, prévues à l'art. 62a de loi sur la protection des eaux. La plupart des projets lancés en application de l'art. 62a, visent à réduire la pollution des eaux souterraines par les nitrates. En 2022, 4,8 millions de francs ont été affectés aux mesures prises par l'agriculture.

En 2022, 25 projets ont été menés en application de l'art. 62a LEaux, le nombre de ces projets marquant un recul depuis 2021. Sur ces 25 projets, 22 ont pour but de réduire les déperditions de nitrates. Précisons que le phosphore et les produits phytosanitaires sont également à l'origine d'une pollution problématique des eaux. C'est pourquoi le canton de Lucerne conduit un projet de réduction de la pollution par le phosphore dans les lacs de Baldegg, de Sempach et de Hallwil, au titre de l'art. 62a LEaux. C'est le seul projet visant ce polluant. Deux autres projets sont en cours et ciblent la pollution par les pesticides ; le premier concerne le Boiron de Morges (VD) et s'est achevé fin 2022, le deuxième la Lienne, dans le canton du Valais.

Le projet du Boiron de Morges a fait école : la plupart des mesures visant à réduire les quantités de pesticides transportées par les rivières ont été introduites dans la politique agricole nationale. Parmi ces mesures figurent la diminution de l'emploi des herbicides, la substitution de substances polluantes par d'autres produits, et l'aménagement de places réservées au lavage des pulvérisateurs. Le projet a consisté entre autres à dresser une carte des risques de pollution des eaux par les pesticides, une carte qui a servi de base aux activités de conseil et a permis de placer judicieusement les bordures tampons.

Les éléments fondamentaux du programme de protection des eaux prévu à l'article 62a de la loi sur la protection des eaux sont publiés sur [www.ofag.admin.ch](http://www.ofag.admin.ch) > Instruments > Programme d'utilisation durable [des ressources naturelles] > Programme de protection des eaux.



Foto: Ron Porter Pixabay

## Projet CriticalN

Faisant suite à un projet qui s'est déroulé de 2017 à 2021 dans les districts soleurois de Gäu et d'Oltén, le projet CriticalN, qui fait l'objet d'un suivi scientifique, a pour but de diminuer les déperditions d'azote (N) dus aux épandages d'engrais, en vue de préserver durablement la qualité des eaux souterraines. Il s'agit d'adapter les fumures à l'azote de manière à améliorer l'efficacité azote de l'agriculture. L'équipe des chercheurs travaille en étroite collaboration avec les agriculteurs, divers offices et les professionnels de la vulgarisation. Voici quelques-unes des grandes particularités du projet :

- une approche régionale : les essais et les études ont lieu sur le terrain avec les agriculteurs exploitant les parcelles dans le périmètre du projet ;
- une analyse et un calcul de l'efficacité azote par des mesures visant à établir le bilan azote des cultures importantes et des assolements.
- des progrès par le dialogue : les améliorations proposées par les agriculteurs peuvent être testées et évaluées grâce à des mesures ; leurs résultats pratiques sont discutés avec les agriculteurs.
- l'analyse régionale des données : les pratiques actuelles conduisent-elles à préserver durablement les eaux souterraines ? Quelles sont les problèmes qui restent à résoudre ?

Le projet s'achèvera en mars 2027.



**Projets en cours en 2022**

Canton	Région, Commune	Durée estimée du projet Année	Substance	Zone de projet Contributions 2022	
				ha	fr.
AG	Wohlenschwil	2003 – 2026	Nitrat	62	69 553
BE	Gimmiz	2010 – 2028	Nitrat	180	225 417
BL	Buus	2010 – 2028	Nitrat	220	82 947
FR	Avry-sur-Matran	2000 – 2023	Nitrat	37	21 426
FR	Courgevaux	2003 – 2026	Nitrat	38	27 124
FR	Lurtigen	2005 – 2024	Nitrat	286	115 713
FR	Torny (Middes)	2001 – 2024	Nitrat	53	17 983
FR	Neyruz	2009 – 2027	Nitrat	10	10 925
FR	Gurmels	2011 – 2025	Nitrat	81	63 807
LU	Sempachersee <sup>1</sup> Baldeggersee <sup>1</sup> Hallwilersee <sup>1</sup>	1999 – 2010 2000 – 2010 2011 – 2025	Phosphor	12 900	1 983 424
NE	Valangin	2008 – 2026	Nitrat	168	75 008
SH	Klettgau	2001 – 2025	Nitrat	520	208 833
SO	Gäu-Olten	2000 – 2026	Nitrat	1 508	973 311
VD	Bofflens	2005 – 2028	Nitrat	112	113 712
VD	Boiron / Morges	2005 – 2022	PSM	2 030	126 443
VD	Bussy sur Moudon	2009 – 2028	Nitrat	34	47 750
VD	Curtilles	2009 – 2028	Nitrat	29	17 828
VD	Fey	2016 – 2028	Nitrat	24	26 065
VD	Lucens	2012 – 2024	Nitrat	250	210 154
VD	Morand / Montricher	2002 – 2025	Nitrat	399	247 450
VD	Thierrens	2000 – 2023	Nitrat	16	27 610
VD	Sugnens (Montilliez)	2007 – 2024	Nitrat	16	12 456
VD	Peney-le-Jorat / Villars-Tiercelin	2008 – 2026	Nitrat	28	44 934
VS	La Lienne	2018 – 2023	PSM	1 030	12 145
ZH	Baltenswil	2000 – 2023	Nitrat	124	46 517
<b>Total 2022</b>					<b>4 808 532</b>
<b>Total 2021</b>					<b>4 564 258</b>

<sup>1</sup> Depuis 2011, les projets concernant les lacs de Baldegg, de Sempach et de Hallwil ont été regroupés en un seul. Celui-ci a été suspendu en 2015, à cause des mesures d'austérité prises par le canton de Lucerne.

Source: OFAG



## Programme d'utilisation durable des ressources

**En 2022, deux nouveaux projets d'utilisation durable des ressources ont été lancés. Le projet KlimaStaR prévoit des mesures pour une production laitière basée sur les herbages, adaptée aux conditions locales et respectueuse de l'environnement. Quant au projet RISC, il aide les agriculteurs du canton de Vaud à adapter leurs grandes cultures et leur production fourragère aux risques causés par le changement climatique. Dans l'ensemble, 28,62 millions de francs ont été alloués à des projets d'utilisation durable des ressources en 2022.**



Des informations de fond sur le programme d'utilisation durable des ressources sont disponibles sous Programme d'utilisation durable des ressources ([admin.ch](http://admin.ch)).

Le programme d'utilisation durable des ressources permet de promouvoir des projets novateurs afin d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles dans l'agriculture dans une optique de développement durable. Les innovations techniques, organisationnelles et structurelles sont mises en pratique dans une région ou une filière sous la forme de projets. Ces derniers doivent présenter un effet positif avéré sur les ressources naturelles, telles que le sol, l'eau et l'air, ou sur la biodiversité. Les connaissances et les expériences acquises dans le cadre de ces projets seront valorisées pour faire évoluer l'agriculture et la politique agricole dans une perspective de développement durable.

### Projets en cours

En tout, 52 projets ont été lancés à la fin de l'année 2022, dont 24 sont aujourd'hui achevés. En 2022, 1 projet a été achevé et deux projets relatifs au climat ont été lancés.

La participation de la Confédération à ces projets s'est élevée à 28,62 millions de francs en 2022, soit près de 6,9 millions de francs de plus que l'année précédente. Les coûts

## POLITIQUE &gt; PROGRAMMES RÉGIONAUX ET SPÉCIFIQUES À LA BRANCHE



annuels fluctuent en fonction du nombre de projets en cours et du nombre des activités qu'ils recourent.

Les deux tableaux suivants présentent les dépenses engagées en 2022 par la Confédération pour le programme d'utilisation durable des ressources ainsi que les projets achevés.

### Tableau 1. Coûts relatifs aux projets supportés par l'OFAG dans le cadre du programme d'utilisation durable des ressources en 2022

### Tableau 2. Total des coûts supportés par l'OFAG des projets terminés dans le cadre du programme d'utilisation durable des ressources

#### Nouveaux projets

En 2022, deux nouveaux projets d'utilisation durable des ressources ont été lancés, tous deux en rapport avec la protection de l'environnement dans les grandes cultures et la production laitière. Par ailleurs, en mars 2022, trois nouvelles demandes ont été déposées, qui visent à mettre en œuvre diverses approches innovantes dans les exploitations. L'un des projets veut réduire la présence de parasites sur les petits ruminants grâce à une meilleure gestion des pâturages, alors qu'un autre a pour objectif de rendre la viticulture plus durable dans le canton du Tessin. Le troisième projet encourage la protection des sols dans le canton de Genève.

#### Projets d'utilisation durable des ressources récemment lancés ou en cours d'examen

Désignation du projet	But du projet	État
Projet Lait KlimaStaR (BE, LU, AG)	Protection des ressources et de l'environnement, adéquation avec les conditions locales, production laitière basée sur les herbages, émissions de gaz à effet de serre, concurrence entre la production de denrées pour les être humains et pour les animaux (feed-food competition)	Lancement en janvier 2022
RISC (VD)	Adaptation aux risques climatiques, systèmes de production résilients	Lancement en janvier 2022
ORA (LU, UR, SG, VS, GR, AI, AR, SO, AG, FR, VD, JU)	Réduction de l'usage d'anthelminthiques, gestion des pâturages, petits ruminants	Demande approuvée
ViSo (TI)	Protection des ressources, promotion de la biodiversité, viticulture, stratégies de protection phytosanitaire, promotion des variétés résistantes PIWI	Demande approuvée
Séquestration CO <sub>2</sub> Sol (GE)	Protection du sol, adéquation avec les conditions locales, agriculture de conservation, séquestration du CO <sub>2</sub>	Demande approuvée

Source : OFAG

#### Projet KlimaStaR

## POLITIQUE &gt; PROGRAMMES RÉGIONAUX ET SPÉCIFIQUES À LA BRANCHE



Depuis janvier 2022, un projet d'utilisation durable des ressources se déroule dans les cantons de Berne, de Lucerne et d'Argovie. Il a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la production laitière. Ce projet vise une production laitière basée sur les herbages, adaptée aux conditions locales et respectueuse de l'environnement, afin de faire face aux enjeux du changement climatique tout en ménageant les ressources. L'objectif est de réduire de 20 % les émissions de GES et la concurrence alimentaire, notamment grâce à des mesures dans les domaines de l'alimentation, de la gestion des troupeaux, de l'énergie et des engrais de ferme. L'utilisation d'aliments concentrés fabriqués à base de sous-produits issus de la production de denrées alimentaires, notamment, doit permettre de diminuer la concurrence alimentaire entre êtres humains et animaux (*feed-food competition*). Actuellement, 234 exploitations participent au projet, qui doit s'étendre jusqu'en 2027 et sera suivi d'un monitoring de deux ans.

De plus amples informations sur tous les projets en cours sont disponibles sur le site du programme des ressources sur la page Aperçu des projets (admin.ch). Une carte interactive fournit en outre un aperçu de la ligne directrice, du périmètre et du calendrier des projets.

Carte du programme d'utilisation durable des ressources

Source : OFAG

**Coût du programme de ressources 2022**

Projet	Porteur de projet	Ressource	Durée du projet <sup>1</sup>	Budget du projet		Contributions 2022	
				Total	Contribution de la Confédération		
				Année	Millions de fr.	Millions de fr.	Fr.
Sol Vaud	Canton de Vaud	Sol	2014-2019 (2021)	26.9	21.2	39 537	
AgroCO <sub>2</sub> ncept Flaachtal	Association AgroCO <sub>2</sub> ncept	Gaz à effet de serre	2016 – 2021 (2023)	2.0	1.5	59 168	
Punktesystem Klimaschutz IP-Suisse	IP-Suisse	Gaz à effet de serre	2016 – 2021 (2023)	0.8	0.6	0	
Kometian	Association Kometian	Antibiotiques	2016 – 2021 (2023)	2.6	2	102 069	
Ressourcenprojekt Leymental	Canton de Bâle-Campagne	PPH	2017 – 2022 (2024)	1.0	0.8	111 193	
Berner Pflanzenschutzprojekt	Canton de Berne, Berner Bauern Verband	PPH	2017 – 2022 (2024)	62.7	49.7	14 647 591	
Honig- und wildbienenfördernde Landwirtschaft	Canton d'Argovie, Bauernverband Aargau, Verband Aargauischer Bienenzüchtervereine	Biodiversité	2017 – 2022 (2024)	6.0	4.7	832 839	
Ackerbau und Biodiversität	HAFL, Station ornithologique, Université de Berne, Agridea	Biodiversité	2017 – 2022 (2024)	1.6	1.3	194 531	
Humus	Canton de Soleure, Solothurner Bauernverband	Sol	2017 – 2022 (2024)	5.0	4.0	598 072	
Kälbergesundheitsdienst (KGD)	Association Service Sanitaire Veaux	Antibiotiques	2017 – 2022 (2024)	11.1	9.3	740 313	
Sanierung Staphylokokkus aureus Genotyp B	Canton du Tessin	Antibiotiques	2017 – 2022 (2024)	1.9	1.5	137 636	
ReLait	Canton de Fribourg	Antibiotiques	2018-2023 (2024)	2.2	1.5	163 309	
N-Effizienz	Canton de Zurich, Zürcher Bauernverband	Azote	2018-2023 (2024)	4.6	3.6	287 909	
Agriculture et pollinisateurs	Cantons de Vaud, du Jura et de Berne	Biodiversité	2018-2023 (2024)	16.5	13.0	1 594 428	
Irrigation	Canton de Vaud	Eau	2018-2023 (2024)	4.7	3.7	374 976	
Bodenverbesserung Seeland	Pro Agricultura Seeland	Sol	2019-2024 (2026)	4.1	3.2	258 201	
PFLOPF	Cantons de Zurich, de Thurgovie et d'Argovie	PPH	2019-2024 (2026)	5.9	4.5	511 371	
Pestired	IP-Suisse, cantons de Soleure, de Genève et de Vaud, Proconseil, AgriVulg	PPH	2019-2024 (2026)	18.1	13.8	999 966	
AquaSan	Canton de Thurgovie, Verband Thurgauer Landwirtschaft, Vereinigung Thurgauischer Beerenpflanzer	PPH	2019-2024 (2026)	7.7	6.0	540 551	
Gesunde Klauen	L'association des pareurs d'onglons, Communauté de travail des éleveurs bovins suisses	Antibiotiques	2019-2024 (2026)	4.5	3.4	420 184	
Terres Vivantes	Cantons du Jura, de Berne et de Fribourg, Fondation Rurale Interjurassienne	Sol	2019-2024 (2026)	10.3	8.1	1 160 288	
Zielorientierte Biodiversität	Canton de Zurich, Zürcher Bauernverband, Agridea	Biodiversité	2020-2025 (2027)	2.7	2.1	258 217	
Förderung gefährdeter Flora in Rebbergen	Cantons de Berne, d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Schaffhouse et de Zurich	Biodiversité	2020-2025 (2027)	2.5	1.8	247 053	
Agro4estrie	Cantons de Genève, du Jura, de Neuchâtel et de Vaud, Fondation Rurale Interjurassienne, Association Agro4estrie	Gaz à effet de serre	2020-2025 (2027)	8.5	7.0	646 808	
ArboPhytoRed	l'interprofession des Fruits et Légumes du Valais	PPH	2021-2026 (2028)	5.7	4.2	333 723	
RésOsem	Canton de Vaud et Valais, Proconseil	PPH	2021-2026(2028)	7.1	5.6	612 051	
Ammoniak- und Geruchsemissionen	Konferenz der Landwirtschaftsämter der Schweiz, Umweltschutzämtern der Zentralschweizer Kantone, Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband, Zentralschweizer Bauernbund, commune de Hohenrain	Ammoniac	2021-2026 (2028)	4.9	3.7	200 211	
RISC	Service de l'agriculture du canton de Vaud (DGAV), Mandaterre, Proconseil	Climat	2022-2027(2029)	6.3	4.8	369 545	
KlimastaR Milch	aaremilch AG, Emmi Schweiz AG, Nestlé Suisse SA, ZMP, AgrocCleanTech	Climat	2022-2027(2029)	19.7	15.6	2 176 777	
<b>Total 2022</b>				<b>Situation en mars 2023</b>		<b>28 618 515</b>	
<b>Total 2021</b>						<b>21 681 057</b>	

<sup>1</sup> Entre parenthèses : année où finira le contrôle de l'efficacité (soit deux ans après la fin du projet).

Source : OFAG

**Projets d'utilisation durable des ressources terminés**

Projet	Porteur de projet	Ressource	Durée du projet <sup>1</sup>	Contribution de la Confédération, total	
				Année	Fr.
Ammoniak Thurgau	Canton de Thurgovie	Sol	2009 – 2014 (2016)		7 739 585
Ammoniak Luzern	Canton Lucerne	Ammoniac	2009 – 2014 (2016)		18 055 792
Boden Region Basel	Canton de Bâle-Campagne	Sol	2009 – 2014 (2016)		112 242
Smaragdgebiet Oberaargau	Association SMARAGD	Biodiversité	2009 – 2014 (2016)		653 720
Ammoniak Freiburg	Canton de Fribourg	Ammoniac	2009 – 2014 (2016)		3 879 368
Boden / Ammoniak Bern	Canton de Berne	Sol / Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		45 358 538
Ammoniak Aargau	Canton d'Argovie	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		5 559 613
Ammoniak Appenzell Ausserrhoden	Canton d'Appenzell Rhodes-externes	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		2 543 451
Ammoniak Appenzell Innerrhoden	Canton d'Appenzell Rhodes-intérieures	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		1 344 048
Kanton Solothurn	Canton de Soleure, Solothurnischer Bauernverband	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		2 244 219
Ammoniak Zentralschweiz	Cantons d'Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald, Zoug	Ammoniac	2010 – 2015 (2017)		11 055 839
BORES Nachhaltige Sicherstellung der Bodenfruchtbarkeit	Canton de Soleure	Sol	2010 – 2015 (2017)		2 000 300
Ammoniac Vaud	Prométerre, ProConseil Sàrl	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		4 071 187
Ammoniac Neuchâtel	Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		716 133
Ammoniak Glarus	Canton de Glaris	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		729 034
Ammoniak Graubünden	Canton des Grisons	Ammoniac	2011 – 2016 (2018)		4 060 969
Ackerbegleitflora Schweiz	Cantons Argovie, Baselland, Genève, Grisons, Lucerne, Vaud, Valais et Zurich	Flore adventice des parcelles cultivées	2011 – 2017 (2019)		1 174 233
Ammoniak Schaffhausen	Canton de Schaffhouse	Ammoniac	2012 – 2017 (2019)		890 915
Ammoniak Zürich	Canton de Zurich, Zürcher Bauernverband, Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture	Ammoniac	2012 – 2017 (2019)		13 825 369
Rebbau - EEE Wallis	Association Val Nature Pro	Énergie	2012 – 2017 (2019)		884 696
Ammoniak Basel-Landschaft	Canton de Bâle-Campagne, landwirtschaftliches Zentrum Ebenrain	Ammoniac	2012 – 2017 (2019)		1 026 208
SoAirEau	Canton du Jura, Fondation Rurale Interjurassienne	Sol / Air / Eau	2013 – 2018 (2020)		3 040 012
Vitisol	Association Vitival	Sol	2013 – 2018 (2020)		2 617 539
Sol Vaud	Canton de Vaud	Sol	2014 – 2019 (2021)		12 053 864

<sup>1</sup> Entre parenthèses: année où finira le contrôle de l'efficacité (soit deux ans après la fin du projet).

Source: OFAG



## Engagement de la branche pour la trajectoire de réduction des produits phytosanitaires et des pertes d'éléments fertilisants

**L'agriculture doit elle aussi prendre des mesures pour que les objectifs en matière de trajectoires de réduction soient atteints. Le Parlement en a décidé ainsi au printemps 2021. Certaines organisations ont été pionnières en concluant déjà une convention d'objectifs avec l'OFAG en 2022. Elles y ont défini leurs propres objectifs et mesures. Par cet engagement volontaire, elles apportent une contribution importante à une agriculture durable.**

Le secteur agricole est appelé à prendre également de manière autonome des mesures pour réduire les pertes d'éléments fertilisants et les risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires. C'est ce que demande l'initiative parlementaire 19.475. Les interprofessions, les organisations de producteurs et d'autres organisations peuvent confirmer leur engagement volontaire sous la forme d'une convention d'objectifs conclue avec la Confédération. Elles définissent leurs objectifs et leurs mesures de leur propre chef et les mettent en œuvre sous leur propre responsabilité. Elles font périodiquement rapport à la Confédération sur les progrès réalisés. Elles contribuent ainsi par elles-mêmes à la durabilité de l'agriculture suisse.

L'engagement volontaire du secteur s'appuie sur les deux nouveaux articles 6a (« trajectoire de réduction pour les produits phytosanitaires ») et 6b (« trajectoire de réduction pour les pertes d'éléments fertilisants ») de la loi sur l'agriculture, adoptés par le Parlement le 19 mars 2021. Ces deux articles sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

En décembre 2022, les organisations suivantes ont conclu des conventions d'objectifs avec l'OFAG :

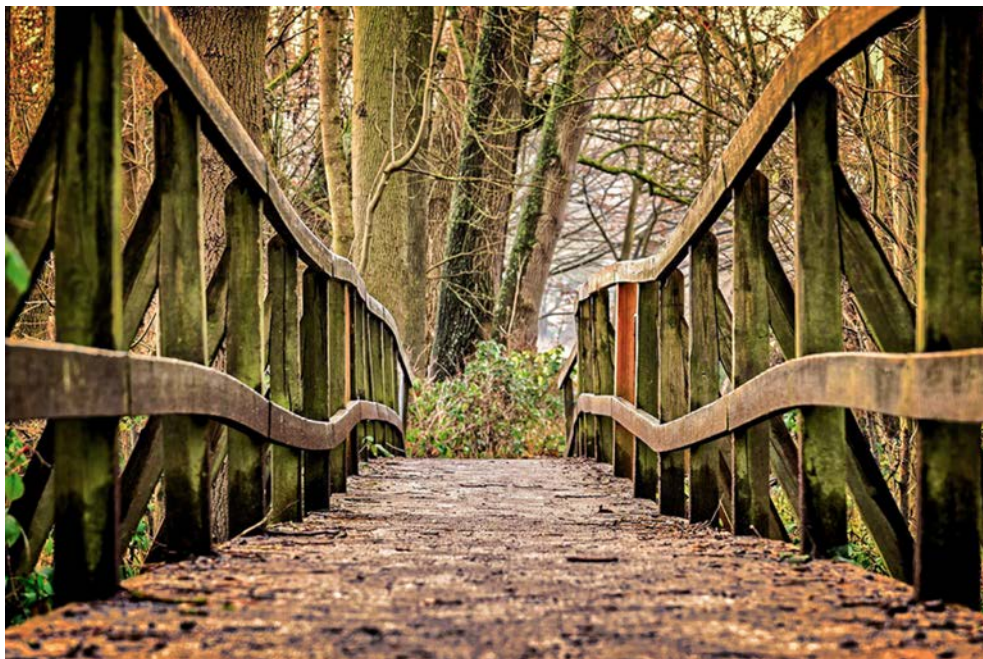
- Fruit-Union Suisse (FUS)
- Fédération suisse des betteraviers (FSB)
- Fédération des éleveurs et producteurs de porcs (Suisseporcs)

Le modèle de convention d'objectifs peut être consulté sur le site Web de l'OFAG. Il sert de base aux organisations intéressées pour élaborer et conclure avec l'OFAG une convention d'objectifs adaptée à leur situation. Le processus d'élaboration d'une convention d'objectifs est itératif et se caractérise par des contacts étroits entre les organisations et l'OFAG.



## Contributo di transizione

Il contributo di transizione garantisce una transizione socialmente sostenibile dalla precedente all'attuale politica agricola. Con la crescente partecipazione ai programmi introdotti nel 2014 nell'ambito dei pagamenti diretti, di anno in anno diminuiscono i fondi per questo tipo di contributo. Se nel 2015 erano stati erogati 178 milioni di franchi per il contributo di transizione, nel 2022 questo importo è sceso ad appena 53 milioni di franchi.



### Versamento del contributo di transizione nel 2022

Nel 2022 sono stati versati contributi di transizione per 53,3 milioni di franchi. L'anno precedente erano stati 62,8 milioni.

### Contributo di transizione 2022

Parametro	Unità	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aziende	Numero	17 059	10 833	11 733	39 625
Contributo per azienda	fr.	1 350,90	1 360,45	1 318,95	1 344,05
<b>Totale contributi</b>	<b>1000 fr.</b>	<b>23 045</b>	<b>14 738</b>	<b>15 475</b>	<b>53 258</b>

Fonte: UFAG

La tabella seguente fornisce una panoramica dei contributi di transizione versati per Cantone e zona agricola.



## POLITICA &gt; PAGAMENTI DIRETTI



Per il contributo di transizione è prevista una limitazione o un'esclusione in caso di superamento di un reddito e di una sostanza determinanti elevati oppure di cambiamenti strutturali sostanziali nell'azienda. Il cambiamento a livello strutturale è determinato sulla base delle USM: se vi è una diminuzione del 50% o più rispetto all'anno di riferimento, il contributo di transizione viene ridotto. La tabella seguente illustra l'effetto delle due limitazioni nel 2022.

**Effetto della limitazione del contributo di transizione 2022**

Limitazione del contributo di transizione	Aziende interessate	Limitazione Totale	Limitazione per azienda
Unità	Numero	fr.	fr.
Flessione delle USM oltre il 50%	1 731	1 533 484	885,90
Reddito e sostanza	4 696	6 445 502	1 372,55
<b>Totale contributi</b>		<b>7 978 986</b>	

Fonte: UFAG

**Informazioni complementari**

» [Calcolo del contributo di transizione](#)

**Contributo di transizione – 2022**

<b>Cantone</b>	<b>Aziende numero</b>	<b>Totale contributi fr.</b>
ZH	2 490	3 372 112
BE	8 887	10 932 112
LU	3 942	5 224 192
UR	387	293 069
SZ	1 281	1 433 113
OW	509	469 607
NW	365	380 203
GL	298	402 545
ZG	453	639 035
FR	2 196	3 886 317
SO	1 023	1 583 931
BL	707	1 060 183
SH	412	521 316
AR	547	826 837
AI	364	477 149
SG	3 158	4 542 793
GR	1 844	2 820 575
AG	2 255	3 092 070
TG	1 882	2 571 778
TI	506	508 904
VD	2 662	3 474 996
VS	1 736	1 307 381
NE	633	1 280 197
GE	211	187 762
JU	877	1 969 426
<b>Svizzera</b>	<b>39 625</b>	<b>53 257 603</b>

<b>Zone</b>		
Pianura	17 059	23 044 557
Collina	5 682	7 899 473
ZM I	5 151	6 838 163
ZM II	6 202	8 556 242
ZM III	3 414	4 160 217
ZM IV	2 117	2 758 951

Fonte: UFAG



## Introduction

Au cours de l'année sous revue, trois phénomènes ont pesé sur la sécurité alimentaire mondiale. Il s'agit de la pandémie de COVID-19, de la guerre en Ukraine et du changement climatique, car ces phénomènes ont eu des répercussions sur les systèmes alimentaires. Ils ont même eu de graves conséquences dans certaines régions du monde. L'insécurité s'est aggravée. De plus en plus de personnes souffrent de la faim et n'ont plus accès à une alimentation équilibrée.

L'agriculture et l'industrie agroalimentaire sont également touchées de plein fouet. En temps de crise, la coopération internationale fait à nouveau ses preuves, notamment pour renforcer le renforcement de la résilience et du développement durable dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Très dépendante des importations, la Suisse a tout intérêt à œuvrer au niveau mondial pour accroître la résilience des systèmes alimentaires. Les conflits, les changements climatiques, la dégradation des sols, la pénurie d'eau ou la disparition de la biodiversité confrontent l'agriculture et l'industrie agroalimentaire à des défis majeurs, partout dans le monde.

C'est pourquoi la Suisse a poursuivi son engagement au niveau international, que ce soit dans le cadre de l'ONU, de la FAO ou de l'OCDE, ou dans les forums chargés de faire évoluer les règles multilatérales, bilatérales ou régionales qui organisent le commerce.

Sous l'égide de l'ONU, la Suisse a résolument soutenu le déploiement de l'Agenda 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable (ODD ; en anglais *Sustainable Development Goals* ou *SDG*). Elle a participé activement aux travaux préparatoires en vue du premier bilan sur le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Lors des travaux de suivi du sommet, la Suisse s'est notamment investie au sein de la coalition pour l'agroécologie ; elle représente l'Europe dans le comité de pilotage de ces coalitions. En outre, l'OFAG a représenté la Suisse au sein de la conférence de la FAO.

Par ailleurs, la Suisse a agi dans différents forums, tels que le programme (décennal) pour des systèmes alimentaires durables (SFSP) du réseau One Planet, les pourparlers relatifs aux Recommandations politiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ainsi que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), pour promouvoir la transition vers des systèmes alimentaires durables. L'OCDE a du reste organisé une conférence ministérielle à l'issue de laquelle a été publiée une déclaration qui déterminera les travaux de cette organisation au cours des cinq à sept années à venir. Les aliments doivent bien sûr être sains pour la personne qui s'en nourrit, mais leur production et leur consommation doivent répondre aux principes de développement durable et à ceux de la nutrition.

Les questions de résilience et de gestion de crise ont également été déterminantes pour les relations commerciales. Depuis plusieurs années, la Suisse coordonne les efforts d'un groupe de négociateurs chargés de défendre les intérêts des importateurs nets de produits agricoles dans les négociations de l'OMC. Ce groupe a redoublé d'efforts en prélude à la treizième Conférence ministérielle de l'OMC et dans les négociations qui l'accompagnent. Parallèlement, la Suisse suit l'application des décisions prises à ce jour en ce qui concerne la sécurité alimentaire, afin de pouvoir participer également à leur conception. Il est particulièrement important de souligner l'importance d'une agriculture durable et de systèmes alimentaires mondiaux durables. De plus, les membres de l'OMC ont souligné la nécessité de respecter les règles commerciales existantes et les obligations de transparence afin de préserver le bon fonctionnement des marchés internationaux. Les crises qui se prolongent ont confirmé l'urgence absolue pour la Suisse de disposer de règles commerciales claires permettant d'anticiper d'éventuelles restrictions de la part de ses partenaires commerciaux. Le statut de membre de l'OMC, mais aussi les bonnes relations avec l'UE et avec certains partenaires commerciaux privilégiés ont largement contribué, pendant la crise, à assurer

INTERNATIONAL > INTRODUCTION



l'approvisionnement de la population et de l'industrie alimentaire, sans que des pénuries ne se fassent sentir.



## Transformation des systèmes alimentaires

**En 2023, la Suisse a poursuivi son engagement, au niveau national et international, pour la transition des systèmes alimentaires vers plus de durabilité, notamment lors de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale du programme pour des systèmes alimentaires durables (SFSP) du réseau One Planet, des travaux de suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, de la conférence de la FAO et au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).**

### **4<sup>e</sup> Conférence mondiale du programme pour des systèmes alimentaires durables (SFSP) du réseau One planet « La transformation dont nous avons besoin »**

Cette conférence devait apporter une contribution majeure au premier bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. En sa qualité de coresponsable du SFSP, l'OFAG a organisé cette conférence en collaboration avec la FAO, le WWF International et le Vietnam, notamment. On comptait parmi les 350 participants sur place des ministres et vice-ministres venant de quatre régions différentes du monde.

L'OFAG y a présenté le rapport sur l'orientation future de la politique agricole ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie pour le développement durable 2030. Le document final de la conférence conclut que les systèmes alimentaires endossent un rôle central dans la gestion d'enjeux mondiaux tels que les changements climatiques et les pertes de biodiversité, tout en soulignant que les réponses à court terme à ces enjeux doivent s'inscrire dans une optique à long terme.

### **Premier bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS+2)**

Plus de 3000 participants de 180 pays, dont plus de vingt chefs d'État et de gouvernement, se sont réunis pour ce bilan sur les progrès réalisés depuis le Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations Unies de 2021. Le document final met en avant l'importance :

- d'intégrer les stratégies relatives aux systèmes alimentaires dans les différentes politiques sectorielles au niveau national ;
- de promouvoir des formes de gouvernance inclusives ;
- d'augmenter l'accès aux financements et aux investissements ;
- de promouvoir les systèmes alimentaires durables dans le contexte des processus globaux de politique sur le climat et la biodiversité.

### **43<sup>e</sup> Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

La conférence, qui représente l'organe de décision suprême de la FAO, s'est penchée sur le thème de la gestion intégrée de la ressource en eau. Il s'agit de renforcer l'engagement en faveur de ce pilier d'action essentiel pour une transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires. Face aux multiples crises interconnectées qui affectent la sécurité alimentaire



mondiale, un renforcement financier de la FAO pour faire face à ces défis a été obtenu. Le partenariat de longue date entre la Suisse et la FAO sera renforcé dans les années à venir grâce à l'élection de la Suisse au Comité de programmes en 2023 et au Conseil de la FAO en 2025.

### **Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) adopte les recommandations politiques sur les données et les directives sur l'égalité des sexes**

Le CSA a adopté les recommandations politiques sur les instruments d'analyse et de collecte des données dans le domaine de l'alimentation et de la sécurité alimentaire ; il s'agit de recommandations concrètes servant à définir des normes pour les politiques basées sur les données. Celles-ci concernent la Suisse pour la mise en œuvre de l'ODD 2.4.1 (agriculture durable), la numérisation de l'agriculture suisse et la participation de notre pays à la Commission statistique de l'ONU. Le comité a en outre adopté des directives volontaires pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin de renforcer le domaine de l'alimentation et la sécurité alimentaire.



## Les modèles utilisés pour l'évaluation des accords commerciaux préférentiels

**Même si par construction un modèle ne peut pas décrire la réalité avec une précision absolue, il peut faciliter la prise de décision politique. L'OFAG dispose de plusieurs outils de modélisation économique complémentaires pour évaluer l'impact des accords commerciaux préférentiels sur l'agriculture suisse. Les négociations internationales ne pourraient être menées avec la même qualité sans l'appui de ces modèles.**

Afin de fournir un soutien aux discussions politiques, le Secteur Relations commerciales internationales (SRCI) de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) utilise activement une série d'outils économiques quantitatifs depuis plusieurs années pour évaluer l'impact ex ante des accords commerciaux préférentiels sur l'agriculture suisse. La maintenance et l'application de ces outils a été possible grâce à la collaboration avec plusieurs institutions internationales (Commission européenne – CE, Centre du commerce international – ITC, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO, Organisation de coopération et de développements économiques – OCDE) et universités. Actuellement, le SRCI a accès à trois modèles d'équilibre partiel pour le secteur agricole : a) Common Agricultural Policy Regionalised Impact Modelling System (CAPRI) ; b) Simulation Agricultural Trade Utility for Research and Negotiations (SATURN) ; c) Aglink-Cosimo.

CAPRI ([www.capri-model.org](http://www.capri-model.org)) est un modèle développé par les fonds de recherche de la Commission européenne. Il est opérationnel depuis plus de deux décennies et utilisé à l'OFAG depuis 2012. CAPRI n'est viable que grâce à son réseau paneuropéen de chercheurs qui, sur la base d'une approche ouverte, collaborent à des projets, développent et entretiennent le modèle et l'appliquent à l'évaluation de l'impact des politiques agricoles. Le modèle couvre les principaux produits agricoles et permet de représenter les flux commerciaux bilatéraux. Sa couverture géographique globale permet de modéliser de manière endogène la politique commerciale de 45 régions. Enfin, le modèle donne accès à plusieurs indicateurs environnementaux, p. ex. les émissions de gaz à effet de serre (GES). Jusqu'à présent, le modèle a été utilisé pour évaluer l'impact des nouvelles conditions d'accès au marché du côté suisse dans le contexte des accords commerciaux préférentiels en cours de négociation. Une analyse des émissions de GES couvertes par le modèle a également été effectuée. La participation au réseau CAPRI permet le transfert de connaissances entre les développeurs, les utilisateurs expérimentés et les autres participants sur les nouvelles avancées dans le domaine de la modélisation quantitative. L'OFAG a été chargé, dans le cadre du consortium CAPRI, d'organiser la dernière session de formation avancée du modèle à l'OFAG.

SATURN est un modèle développé par le SRCI de l'OFAG avec la collaboration de l'université de Bonn. Le modèle est actuellement en cours de développement mais il a déjà été utilisé pour répondre à des questions spécifiques. La motivation à l'origine du développement de ce modèle est de disposer d'un outil suisse le plus proche possible des négociations commerciales internationales. Les développements récents comprennent la modélisation du comportement de demande depuis les flux commerciaux au niveau le plus fin jusqu'au niveau plus agrégé des produits représentés dans le modèle, parmi lesquels plus de 150 produits agricoles produits en Suisse. Actuellement, le modèle est en train d'être complété par une modélisation plus sophistiquée de l'offre en incluant les principales consommations intermédiaires d'origine agricole. À moyen terme, SATURN devrait soutenir de plus en plus le SRCI par des analyses quantitatives plus détaillées de la politique commerciale suisse.

## INTERNATIONAL &gt; COMMERCE AGRICOLE ET ACTIVITÉS COMMERCIALES



Aglink-Cosimo ([www.agri-outlook.org](http://www.agri-outlook.org)) est un modèle économique qui analyse l'offre et la demande de l'agriculture mondiale. Il est géré par les Secrétariats de l'OCDE et de la FAO. Il est utilisé pour générer les Perspectives agricoles OCDE-FAO et l'analyse de scénarios politiques. La Suisse est officiellement incluse de façon endogène dans le modèle depuis 2019. Cela permet d'obtenir chaque année des projections à moyen terme pour les principaux produits agricoles couverts par le modèle pour la Suisse. Le SRCI de l'OFAG est responsable de la mise à jour des données de base pour la Suisse. Ce processus est géré en remplissant chaque année un questionnaire envoyé par le Secrétariat de l'OCDE. Ce questionnaire fait partie intégrante des données de base utilisées par le modèle Aglink couvrant les pays de l'OCDE. Ainsi le SRCI a contribué à améliorer la représentation des politiques commerciales de la Suisse dans le modèle. Les projections fournies par le modèle peuvent également être utilisées comme source pour l'étalonnage du scénario de référence dans d'autres modèles économiques utilisés au sein de l'OFAG. Enfin, le modèle permet d'accéder à un ensemble très détaillé d'indicateurs (p. ex. part des protéines/calories importées dans l'utilisation domestique ; émissions de gaz à effet de serre) et de paramètres politiques.

Les experts et les responsables des modèles utilisés au sein du SRCI soutiennent l'équipe des négociations commerciales internationales de l'OFAG. Bien que ce soutien ne soit pas visible de l'extérieur, il est fondamental pour un processus d'élaboration des politiques fondé sur des données probantes.

Nous présentons ci-dessous une vue d'ensemble schématique des modèles utilisés. L'un des principaux intérêts de l'utilisation de CAPRI par la SRCI est également la possibilité d'analyser l'impact des politiques commerciales sur les émissions de gaz à effet de serre. SATURN avec sa couverture des produits agricoles très détaillée permet de représenter plus fidèlement les scénarios envisagés dans le cadre des négociations commerciales internationales. Aglink-Cosimo étant un modèle récursif dynamique permet de projeter l'évolution de marchés agricoles d'ici dix ans en tenant compte de l'évolution des marchés internationaux. Cela permet au SRCI d'avoir également accès à des informations pertinentes et systématiquement mises à jour sur les marchés et les politiques agricoles de plusieurs pays et régions.

### **Aperçu des modèles utilisés au sein du SRCI de l'OFAG**



## INTERNATIONAL &gt; COMMERCE AGRICOLE ET ACTIVITÉS COMMERCIALES



	<b>Aglink-Cosimo</b>	<b>CAPRI</b>	<b>SATURN</b>
<b>Type de modèle</b>	Équilibre partiel dynamique récursif	Équilibre partiel statique comparatif	Équilibre partiel statique comparatif
<b>Couverture régionale</b>	Marchés agricoles pour 36 pays et 11 agrégats régionaux	Marchés agricoles pour 45 blocs commerciaux	Marchés agricoles suisses
<b>Couverture des produits</b>	Environ 60 produits de base et transformés	Environ 45 produits de base et transformés	353 produits de base et transformés dont 184 avec une production suisse
<b>Commerce</b>	Net : les produits échangés ne sont pas distingués par pays d'origine	Bilatéral : les produits échangés sont distingués par pays d'origine	Bilatéral : les produits échangés sont distingués par pays d'origine (201 pays)
<b>Focus</b>	Projections des marchés agricoles à moyen terme et analyse de scénarios de la politique agricole	Simulation de scénarios de politiques agricoles et commerciales sur les marchés agricoles	Simulation de scénarios de la politique commerciale suisse sur le secteur agricole suisse
<b>Intérêt pour le SRCI</b>	Connaissance des tendances des marchés agricoles internationaux et accès à plusieurs indicateurs et variables spécifiques	Analyse des politiques commerciales en Suisse et à l'étranger, y compris de leurs effets sur les émissions mondiales de GES	Analyse détaillée des politiques commerciales en Suisse et de leurs effets sur le secteur agricole suisse



## Comparaisons internationales

**En 2022, les prix à la production et à la consommation ont été généralement plus élevés en Suisse que dans les trois pays voisins observés que sont l'Allemagne, l'Autriche et la France. Par exemple, les prix à la production de pommes de terre à l'étranger ont été nettement plus bas qu'en Suisse. En ce qui concerne les prix à la consommation, la viande est en général le produit vendu au plus bas prix à l'étranger. Pour leur part, les consommatrices et les consommateurs allemands bénéficient des prix les plus bas pour la majorité des produits. La comparaison se heurte toutefois à la disparité des facteurs d'influence sur les prix en Suisse et à l'étranger.**

### Facteurs explicatifs des différences de prix

Les prix à la production et à la consommation en Suisse et dans les trois pays voisins (Allemagne, France et Autriche) sont présentés dans cette partie pour divers produits animaux et végétaux. Ils sont influencés par plusieurs facteurs tout au long de la chaîne de création de valeur. Le principal facteur d'influence est le niveau plus ou moins élevé de la protection douanière. De ce premier facteur découle une partie significative des autres facteurs explicatifs suivants: la structure des exploitations, le coût des facteurs de production, ainsi que les structures de transformation et de distribution. Les prescriptions légales et les standards privés influencent également le niveau des prix. Ces facteurs ne sont pas tous identiques pour la Suisse et ses pays voisins. Par ailleurs, la comparaison se heurte à la difficulté de trouver des produits identiques et commercialisés à des stades comparables pour lesquels les données sont disponibles.

### Prix à la production des pommes de terre plus bas à l'étranger

### Différences caractéristiques des produits

Les produits suisses et ceux des trois pays voisins se différencient du point de vue de la qualité, du label, du conditionnement et des prestations de services. Lorsqu'aucun produit comparable n'a été trouvé, aucune indication de prix n'est donnée. Les produits observés sont les suivants: le lait cru, la viande, les œufs, les céréales et oléagineux, les pommes de terre, les fruits et les légumes.

En 2022, les prix à la production en Suisse ont été généralement supérieurs à ceux des pays voisins en raison des facteurs d'influence mentionnés ci-dessus. Pour le lait et la viande, les prix sont relativement homogènes dans les trois pays de l'UE. En ce qui concerne les fruits et les légumes, les différences de prix sont cependant importantes pour quelques produits. Dans les trois pays voisins, le prix du lait à la production se situe entre 58 et 73 % du prix suisse. Pour ce qui est de la viande et des œufs, les prix se situent entre 18 et 65 % des prix suisses. Quant aux céréales et oléagineux, le niveau des prix est généralement plus élevé, variant entre 38 et 81 % de celui des prix suisses. Dans les pays voisins, les prix des fruits, des légumes et surtout des pommes de terre sont également inférieurs à ceux observés en Suisse. Les écarts peuvent toutefois être très différents selon le pays et le produit. Les prix à la production de la plupart des sortes de pommes de terre dans les pays voisins se situent entre 31 et 52 % de ceux de la Suisse.

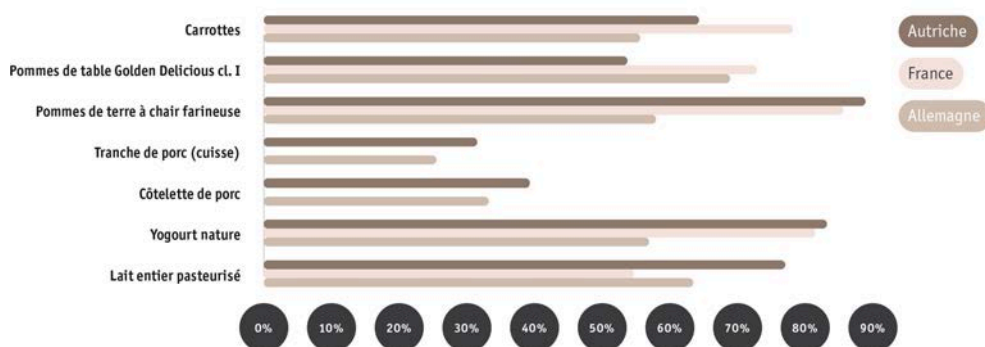


## Prix à la consommation de la viande plus bas dans les pays voisins

### Diversité des produits

La comparaison des prix à la consommation est encore plus difficile que dans le cas des prix à la production, notamment en raison de la plus grande diversité des produits. Des différences de prix peuvent en particulier résulter des facteurs d'influence mentionnés ci-dessus, lesquels sont variables d'un pays à l'autre. Les produits observés sont les suivants: le lait et les produits laitiers, la viande, les œufs, les pommes de terre, les fruits et les légumes.

Prix à la consommation dans les pays voisins (en % du prix suisse, prix CH = 100%, année 2022)



Sources : FranceAgriMer, Agreste, Insee, GfK Austria, Bundesanstalt Statistik Austria, Bundesanstalt für Agrarwirtschaft Österreich, AMI, GfK (D), OFAG

À l'instar des prix à la production, les prix à la consommation en 2022 ont également été plus élevés en Suisse que dans les pays voisins. Les consommatrices et les consommateurs allemands bénéficient des prix les plus bas pour la plupart des produits observés. Le prix du poulet entier en Allemagne se situe ainsi à 52 % du prix suisse, contre 77 % pour l'Autriche. Dans les trois pays voisins, les prix au détail se situent entre 45 et 82 % de ceux de la Suisse pour le lait et les produits laitiers et entre 55 et 96 % pour les légumes.

Les différences de prix entre la Suisse et les trois pays limitrophes sont particulièrement élevées pour la viande. Dans ces trois pays, les consommatrices et les consommateurs paient ainsi de nombreux morceaux de viande plus de 50% moins cher qu'en Suisse. Les prix de la plupart des viandes se situent entre 30 et 45 % de ceux de la Suisse. Quant aux produits laitiers observés, les écarts de prix les plus élevés concernent l'Emmental en France et en Allemagne, respectivement 45 % et 46 % du prix suisse.

**Prix à la production en Suisse et dans les pays voisins 2022**

Produits		Ø 2022			
		Allemagne (D)	France (F)	Autriche (A)	Suisse (CH)
<b>Lait</b>	cts./kg	53.66	42.49	48.78	73.46
<b>Viande</b>					
Taureaux T3 (R3; R)	fr./kg PM	5.12	1.85	4.87	10.47
Veaux	fr./kg PM	6.24	–	6.53	15.96
Porcs	fr./kg PM	1.85	3.33	2.06	–
Agneaux	fr./kg PM	7.84	–	4.26	14.70
Vaches	fr./kg PM	4.41	3.34	3.93	8.60
<b>Œufs</b>					
Œufs d'élevage au sol	cts./œuf	10.96	–	15.19	23.49
<b>Céréales et oléagineux</b>					
Blé panifiable	fr./100 kg	35.94	–	29.81	56.50
Orge fourrager	fr./100 kg	28.62	–	26.13	36.78
Maïs grain	fr./100 kg	31.74	–	29.16	39.21
Colza	fr./100 kg	70.92	–	43.68	114.87
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre à chair ferme	fr./100 kg	23.66	–	25.90	57.28
Pommes de terre à chair farineuse	fr./100 kg	22.74	–	26.46	53.97
Pommes de terre de transformation	fr./100 kg	20.35	–	14.32	46.50
Pommes de terre de table précoces	fr./100 kg	42.22	–	27.69	81.58
<b>Fruits</b>					
Pommes de table Golden Delicious, c	fr./kg	0.55	1.01	0.68	1.90
Poires de table Conférence, cl. I	fr./kg	0.70	1.64	–	2.24
<b>Légumes</b>					
Carottes	fr./kg	0.54	0.79	0.55	1.21
Laitue pommée	fr./unité	0.62	0.54	–	1.26
Concombre à salade	fr./unité	0.61	0.78	0.69	1.19
Oignons jaunes	fr./kg	0.29	0.68	0.45	1.13

Remarque : les chiffres doivent être interprétés avec circonspection, car les produits ne sont pas tout à fait comparables. Les prestations de services incluses dans les produits, notamment, peuvent varier de cas en cas. Pour la présente comparaison de prix, on a par conséquent retenu les produits qui s'y prêtaient le mieux et pour lesquels des données comparables étaient disponibles. Le change des monnaies a été effectué au taux de la Banque nationale suisse (2022: 1.00 Euro  $\cong$  1.005 CHF).

Sources : France (F) : FranceAgriMer, Agreste France ; Autriche (A) : Agrarmarkt Austria (AMA), Bundesanstalt Statistik Austria, Bundesanstalt für Agrarwirtschaft Österreich, GfK Austria ; Allemagne (D) : Agrarmarkt Informations-Gesellschaft mbH (AMI) Deutschland, MEG ; Suisse (CH) : OFAG Observation du marché, Swissspatat (CH), Proviande, bourses de légumes régionales, CCM, FUS.

Explications relatives aux données :

Lait : départ de la ferme ; sans TVA

Viande trad. (UE), AQ (CH) ; taxation : SEUROP (UE), CHTAX (CH) ; franco abattoir ; prix réalisés ; sans TVA

Œufs : élevage au sol ; M 53 – 63 g (UE) , 53+ (CH) ; franco lieu de conditionnement ; prix réalisés ; sans TVA

Céréales et oléagineux : prix du commerce (D), prix comptables (A, F), prix brut à la production (CH) ; sans TVA ; prix franco : centre collecteur (CH, F, A), commerce et coopératives (D)

Cultures sarclées : prix nets sans TVA ; franco : ferme (A), enregistrement (D) ; prix indicatifs des principales variétés, sans TVA (CH) ; frais de transport/logistique : non inclus (CH, A), inclus (D) ; saisie des données pommes de terre de table : septembre à décembre (A, D) ; saisie des données pommes de terre précoces : mai à août (A, D, CH) ; marchandise : culture traditionnelle (D, CH), bio (20 – 30 %) & traditionnelle (A), en vrac et triée (D, A, CH), non lavée (D, A, CH)

Fruits et légumes : Prix du commerce de gros hors TVA ; frais de transport/logistique : inclus (CH), exclus (D, A) ; prix réalisés collectés auprès des producteurs/négociants (CH, A) ou des organisations de producteurs (D) ; moyenne des prix du marché de gros des différentes régions (F) ; concombres de taille 400 - 500 g (D, F)

**Prix à la consommation en Suisse et dans les pays voisins 2022**

Produits	Ø 2022				
	Allemagne (D)	France (F)	Autriche (A)	Suisse (CH)	
<b>Lait et produits laitiers</b>					
Lait entier pasteurisé	fr./l	1.02	0.88	1.24	1.64
Beurre	fr./kg	8.24	8.81	9.18	17.19
Yogourt nature	fr./kg	1.41	2.01	2.05	2.50
Mozzarella	fr./kg	6.93	9.25	8.31	10.27
Emmentaler	fr./kg	8.26	8.13	10.16	17.95
<b>Viande</b>					
Côtelette de porc	fr./kg	7.11	-	8.38	21.63
Tranche de porc (cuisse)	fr./kg	8.91	-	8.42	27.02
Viande hachée de bœuf	fr./kg	9.59	-	8.88	21.10
Entrecôte de bœuf	fr./kg	-	-	22.99	77.22
Tranche de veau (cuisse)	fr./kg	-	-	32.34	79.63
Poulet entier	fr./kg	4.88	-	7.22	9.39
Poitrine de poulet	fr./kg	9.97	-	10.93	32.20
<b>Œufs</b>					
Œufs d'élevage au sol, par 10	cts/œuf	19.57	-	26.52	36.40
<b>Cultures sarclées</b>					
Pommes de terre à chair ferme	fr./kg	1.05	-	1.21	1.73
Pommes de terre à chair farineuse	fr./kg	0.86	1.27	1.32	1.51
Pommes de terre précoces	fr./kg	1.16	1.64	-	1.85
<b>Fruits</b>					
Pommes de table Golden Delicious cl	fr./kg	2.18	2.31	1.70	3.21
Poires de table Conférence cl. I	fr./kg	2.35	2.97	2.30	2.99
<b>Légumes</b>					
Carottes	fr./kg	1.10	1.54	1.27	2.00
Laitue pommée	fr./unité	1.16	1.21	1.13	1.64
Concombre à salade	fr./unité	0.87	1.35	1.16	1.41
Oignons	fr./kg	1.37	1.96	1.11	2.01

Remarque : les chiffres doivent être interprétés avec circonspection, car les produits ne sont pas tout à fait comparables. Les prestations de services incluses dans les produits, notamment, peuvent varier de cas en cas. Pour la présente comparaison de prix, on a par conséquent retenu les produits qui s'y prêtaient le mieux et pour lesquels des données comparables étaient disponibles. Le change des monnaies a été effectué au taux de la Banque nationale suisse (2022: 1.00 Euro  $\pm$  1.005 CHF).

Sources: France (F) : FranceAgriMer, Agreste France, Insee ; Autriche (A) : GfK Austria, Bundesanstalt Statistik Austria, Bundesanstalt für Agrarwirtschaft Österreich ; Allemagne (D) : Agrarmarkt Informations-Gesellschaft mbH (AMI) Deutschland, GfK (D) ; Suisse (CH) : OFAG Observation du marché, Pommes de terre: NielsenIQ Switzerland, Total Market Consumer / Retail Panel

Explications relatives aux données :

Lait et produits laitiers: konv. TVA comprise; D (Mozzarella, self service, Emmentaler, avec service, Lait entier pasteurisé: F (Lait UHT demi-écrémé); CH (CH-Emmentaler AOP)

Viande : qualité : Label + AQ (CH), Label + traditionnel (EU) ; couverture: nationale (D, A, CH), France Métropolitaine (F) ; franco magasin ; prix réalisés, TVA comprise

Œufs: élevage au sol; franco magasin; prix réalisés, TVA incluse

Cultures sarclées: données de panels de ménages (CH, D, A), relevés de prix (F); conditionnement 1 – 2,5 kg (D, CH), 5 kg (F), divers (A) ; diverses variétés ; TVA incluse

Fruits, légumes et pommes de terre: D (avec TVA, y c. importations et discounters); CH ( avec TVA, y c. importations en absence de marchandises suisses; sans discounters) D (poires de table cl. I en général) , F et CH (oignons jaunes); A (pommes de table cl. I en général, poires de table cl. I en général), France: les prix d'avril à septembre manquent

## **Editeur**

Office fédéral de l'agriculture OFAG  
CH-3003 Berne  
Tél.: +41 (0)58 462 25 11  
Internet: [www.rapportagricole.ch](http://www.rapportagricole.ch)  
Copyright: OFAG, Berne 2023

## **Conception**

MAGNET Werbeagentur GmbH, Berne

## **Diffusion**

OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Berne  
[www.publicationsfederales.admin.ch](http://www.publicationsfederales.admin.ch)